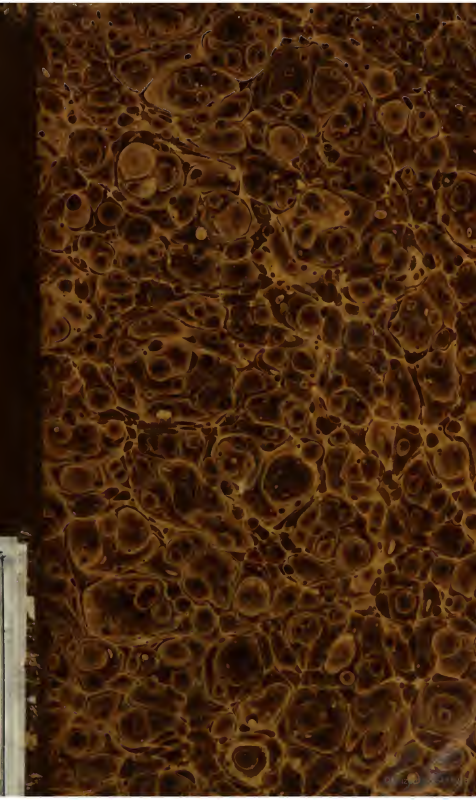






BIBLIOTECA LUCCHESI - PALLI

III.ª SALA

SCAFFALE.....

21

PLATEO.....

II

N.º CATENA.....

14

Sp. Sala e II.ª

III 2 II 1⁽⁴⁾

36854

RECUEIL
DE
TRAITÉS
*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs
autres actes servant à la connaissance
des relations étrangères*
des Puissances et états
DE L'EUROPE



TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1761 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures
collections particulières de traités et des auteurs
les plus estimés.*

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS.

Seconde édition revue et augmentée.

TOME IV.

1785 — 1790 *inclusiv.*



À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH,

1818.

30004



P R É F A C E.

Le présent IV^{me} volume de la nouvelle édition de mon recueil renferme, ainsi que les précédens plusieurs documens qui manquent dans la première édition, ou dont j'ai pu fournir des copies plus exactes ou plus complètes. Il s'étend jusqu'à la fin de l'année 1790. En l'offrant au public j'observe que les volumes suivans se trouvant encore en assés grand nombre dans le magasin du libraire pour satisfaire aux demandes des amateurs, je ne prevois point la nécessité d'en former dans peu une nouvelle édition. Mais aussitôt que la continuation de l'ouvrage depuis 1808 jusqu'à présent pourra être achevée, ce qui anra lieu, j'espere, dans peu de mois, par le Volume VI. des supplémens ou Volume II. du nouveau recueil qui est sous presse je me propose de faire imprimer sans delai dans un volume séparé une ample table chronologique et alphabetique sur la totalité du présent recueil et qui pourra servir tant aux possesseurs de la première qu'à ceux de la nouvelle édition. Par ce motif je me borne pour le moment à

a 2

join-

joindre au présent volume une table chronologique et succincte des traités renfermés dans les IV premiers volumes de la seconde édition pour servir en attendant aux possesseurs de celle-ci.

Je me suis déjà expliqué dans la préface au I^{er} volume de la nouvelle édition sur les motifs que j'ai eu de ne point faire réimprimer un petit nombre de traités d'un intérêt secondaire quoiqu' antérieurs à l'année 1791 qui ne se trouvaient pas dans les IV premiers volumes de la première édition mais dans les volumes suivans ou dans les supplémens, principalement dans le VI^{ème} volume du recueil et dans le II Vol. des supplémens. Si j'étais un jour dans le cas de donner une nouvelle édition des volumes suivans je réunirais tous les actes à la tête du V^{ème} volume et l'inconvénient de l'alteration de l'ordre chronologique qui en resulterait serait aisément levé par le moyen d'une table chronologique et finale.

D'ailleurs le nombre de ces actes n'est pas considerable; il se borne uniquement aux suivans :

1764. 1765 Actes entre la comp. Anglaise des Indes Orientales et l'Empereur Shal Allum, le Nabob al Dowlah et le Nabob Pujah al Dowlah, (qui se trouvent Tome VII. p. 1 — 22.)
- 1765 Articles proposés entre le Rujah de Tanjour et les Français, (se trouve dans Suppl. T. II. p. 117.)
- Traité entre les Français et le Nabob du Carnatic; (se trouve Suppl. T. II. p. 120.)

- 1765 Traité entre les Français et le Rajah de Tanjour; (se trouve Suppl. T. II. p. 123.)
- 1766 Traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Nabob Assaaph Jan; (se trouve T. VI. p. 49.)
- 1769 Traité de paix et d'amitié entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Nabob de Mysore; (se trouve T. VI. p. 114.)
- 1777 Traité définitif entre les Etats de la Caroline merid. etc. et les Indiens Chirocquois; (se trouve T. VI. p. 184.)
- 1780 Renouvellement de la convention de 1775 entre la Lombardie Autrichienne et la rep. de Venise sur l'extradition des criminels; (se trouve dans Suppl. T. II. p. 155.)
- Renouvellement de l'ancien traité d'alliance et de combourgeoisie entre les Sept Cantons catholiques de la Suisse et la rep. de Valais (omis par ineprise); (se trouve T. VI. p. 206.)
- 1783 Convention entre le Grand-Duc de Toscane et la rep. de Gènes touchant la saisie des criminels; (se trouve T. VII. p. 67.)
- 1784 Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp. Holl. d. I. Or. et le Roi de Salangoor; (se trouve T. VII. p. 71.)
- 1789 Lettre du Comte Cornwallis au Nizzam à laquelle on a accordé force de traité; (se trouve T. VI. p. 252.)
- Decret de l'ass. nationale de France sur la réunion de la Corse; (se trouve T. VI. p. 396.)

- 1789 Déclaration de l'Empereur de Maroc sur les privilèges accordés aux Espagnols; (se trouve Supplém. T. III. p. 132 note *)).
- 1790 Actes relatifs à un traité de commerce entre la Prusse et la Pologne; (se trouve T. VI. p. 267.)
- Extrait d'un ordre Esp. sur les privilèges des navires nationaux; (se trouve T. VI. préface p. XIII.)
- Alliance entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Nizzam; (se trouve T. VI. p. 257.)
- Traité entre les mêmes; (se trouve T. VI. p. 261.)
- Divers decrets de l'assemblée nationale sur les traités avec l'étranger, sur le droit d'Aubaine, sur les engagemens avec l'Espagne, sur les indemnités pour les princes d'Allemagne etc.; (se trouvent T. VI. p. 289. 392. 442. 443.) réunis avec plusieurs autres decrets du même genre, datant d'époques postérieures à l'année 1790, et avec lesquels ils doivent être présentés dans une suite, sans les interrompre par des documens d'un genre différent; pour obéir servilement à l'ordre chronologique; ordre très utile et très naturel dans des recueils de ce genre, mais du quel on doit pouvoir s'écarter lorsque le rapprochement de diverses pièces d'une date différente leur donne plus de clarté ou en facilite l'usage au lecteur.

C'est là le principe que j'ai suivi dans la présente nouvelle édition et duquel je ne doute pas

pas qu'il ne soit généralement approuvé. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur la table chronologique ajoutée au IV^{ème} volume pour voir l'étrange bigarrure qui serait résultée de l'observation stricte de l'ordre chronologique par rapport à nombre de pièces autres que les traités formels, p. e. celles relatives à l'affaire de Parme et à la suppression des Jesuites 1764 — 1773, à la navigation neutre et aux armemens en course 1776 — 1785. J'ai cru de même pouvoir rapprocher divers traités entre les mêmes puissances signés à des époques différentes mais peu éloignées, surtout quelques uns de ceux qui par les événemens récents n'ont plus conservé d'intérêt que pour l'historien, et dont j'aurais pu hardiment omettre quelques uns, si le rédacteur d'une nouvelle édition n'était pas plus gêné à cet égard que celui d'un nouvel ouvrage. Je range dans cette catégorie les traités de limites de la France avec divers princes d'Allemagne, notamment avec les princes de Nassau, de Liège, Trèves etc.

Je voudrais pouvoir réaliser encore dans la suite le projet d'offrir au public une collection des principaux traités, au moins depuis la fin du 17^{ème} siècle jusqu'à l'année 1761, où commence le présent recueil, afin que cette double collection puisse tenir lieu de nombre de recueils spéciaux, et servir de manuel à ceux qui dans leur carrière ambulante ne peuvent pas se charger d'une bibliothèque nombreuse; alors j'aurais les mains plus libres et en me bornant à ce qui peut encore être utile je pourrais épargner en outre beaucoup de place en ne donnant que le texte entier, et en retranchant les formalités, d'après l'exemple qu'en a donné

donné feu Mr. SCHMAUSS dans son excellent ouvrage sous le titre *codex juris gentium* à Leipzig 1730 T. I. II. 8. dont l'édition est épuisée depuis longtems et qui ne se trouve plus que chés les antiquaires, et du merite duquel j'ai rendu compte dans mon discours sur les recueils des traités qui se trouve à la tête du I volume des supplémens au présent recueil p. xxvii.

Cependant je n'ose prendre encore aucun engagement fixe à cet égard ne prévoyant point si je serai à même de le remplir. Je suis même incertain si cet ouvrage serait encore accueilli par le public lorsque la nouvelle édition de l'excellent abrégé des traités de feu Mr. Koch, soignée par Mr. SCHOELL aura parue en entier.

A Francfort sur le Meyn, le 7 Septembre
1817.

I.

*Extrait *) de la Convention pour l'Exemption 1785 du droit de Villefranche; conclu le 4. Févr. ^{4. Févr.} 1785 entre les cours de Copenhague et de Turin.*

(D'après la publication authentique de ces articles émanée du Conseil Général d'Economie et de commerce à Copenhague en date du 2. Juill. 1791. par ordre exprès du Roi; imprimé in Fol. en François, en Danois, et en Allemand.)

ART. III.

Cependant les Capitaines Danois ne prétendront point étendre l'exemption du droit de Villefranche aux droits d'ancrage, port, lestage etc. que les vaisseaux marchands de toutes les Nations payent dans les ports des Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, soit à leur arrivée soit à leur départ, et ils seront traités, à l'égard de ces derniers droits, comme les Capitaines des autres Nations exemptées du droit de Villefranche.

ART. VI.

Pour empêcher les abus, qui pourroient se commettre de la part des bâtimens étrangers pour s'affranchir du dit droit, en se servant induement du pavillon de Danemarc, et du nom des Danois, le pinque ou autre bâtiment, armée pour percevoir le dit droit sur les bâtimens étrangers, qui y sont sujets, rencontrant à la

*) J'ai désiré pouvoir me procurer cette convention en entier; espoir d'autant plus naturel que dans la susdite publication il est dit: que le Conseil Général a remarqué avec déplaisir que le Public ignore assez généralement cette convention. Mais ayant tâché en vain de l'obtenir, je dois me borner à donner les articles insérés ci-dessus et qui probablement sont les plus importants.

2 *Conv. entre les Rois de Dan. et de Sardaigne.*

1785 à la mer des vaisseaux ou bâtimens, portans le pavillon de Danemarck, pourra envoyer sa chaloupe avec deux Commis seulement à leur bord, sans que le dit pinque puisse en approcher de plus près que la portée du canon et sur la simple représentation qui sera faite à l'officier de la dite chaloupe (qui ne pourra entrer ni lui ni les gens dans le vaisseau ou bâtiment Danois) de la part du Capitaine ou Patron du dit vaisseau ou bâtiment, du passeport Turc, conforme au modèle qui en sera remis, le dit vaisseau ou bâtiment, qui ne pourra se dispenser de la dite représentation, passera et continuera sa route, sans pouvoir être arrêté, visité, ni inquiété pour quelque motif que ce soit, sous peine en cas de contravention, ou du moindre tort fait au dit vaisseau ou bâtiment de punition du Commandant du pinque et de tous dépens, dommages et intérêts, s'il y a lieu. Et pour plus grande intelligence du présent article, il a été expliqué et convenu, que s'il arrivait dans la suite qu'il fut fait quelque changement à la forme du passeport Turc expédié à Copenhague par le Conseil Général de Commerce, il n'en sera rien inféré au préjudice de la présente Convention, et il sera remis seulement des modèles des nouveaux passeports à la place des anciens, qui auraient pu être changés ou réformés.

ART. VII.

Si le Capitaine ou Patron du bâtiment portant pavillon de Danemarck, n'est pas muni, et ne représente pas le dit passeport dans les formes susdites, il sera libre au Commandant du pinque d'arrêter le vaisseau ou bâtiment, et de le conduire au port de Villefranche ou de Nice pour y faire examiner l'état du dit vaisseau ou bâtiment de concert avec le Consul de Danemarck, qui devra y être appelé, pour conserver les intérêts de la Nation et du pavillon Danois, et réclamer le dit bâtiment, qui devra être rendu sans délai dans le cas où il seroit reconnu Danois, et non autrement.

Et le présent article sera pareillement exécuté à l'égard des bâtimens, qui par quelque accident imprévu, ou fortune de mer, auroient perdu, ou égaré le dit passeport, que les Capitaines ou Patrons ne pourroient représenter, à fin que dans l'un et l'autre cas il ne puisse y avoir ni surprise, ni malentendu.

2.

*Convention entre le Roi de Prusse et la ville 1785
de Danzig signée sub spe rati le 7. Sept. 1784. 22. Févr.
et conclue le 22. Févr. 1785.*

[DE HERTZBERG Recueil T. I. p. 436. *)]

Nachdem zwischen Sr. Königl. Majestät von Preussen und der Stadt Danzig, seit einiger Zeit, aus verschiedenen Mißverständnissen, unangenehme und schädliche Irrungen entstanden, und darüber unter Vermittelung des Russisch-Kaiserl. und des Königl. Pohnischen Hofes, allhier Unterhandlungen gepflogen, auch zu dem Ende Königl. Preussischer Seits, der bey dem Königl. Pohnischen Hofe accreditirte Königl. Preussische Resident und Legationsrath von Buchholz, so wie von Seiten der Stadt Danzig, die Rathsherren Weichmann und Gralath mit Vollmacht versehen worden, so wird darüber folgender Vergleich zwischen beiden Theilen geschlossen:

1) Erkennet der Magistrat der Stadt Danzig, das von Seiten der Stadt Danzig, aus Irrthum, Uebereilung und Vorurtheilen, gegen Se. Königl. Majestät von Preussen, und Höchstdieselben Unterthanen zu weit gegangen sey, und sie von gedachter Stadt Danzig und einigen Einwohnern derselben beleidiget worden. Gedachter Magistrat bittet deshalb Se. Königl. Majestät, im Namen der Stadt um Vergebung, und verspricht, sich künftig gegen Höchstdieselben und Dero Unterthanen so zu verhalten, das denselben zu gegründeten Beschwerden kein Anlaß gegeben werde.

Der Magistrat bittet um Vergebung d. vergang.

2) Da der Streit vornämlich darüber entstanden, ob die Königl. Unterthanen durch das Gebiet der Stadt Danzig frey schiffen, fahren, und handeln können; so verbindet und erklärt sich der Magistrat der Stadt Danzig hierdurch im Namen der Stadt, und sämtlicher Ordnungen, das, so wie Se. Königl. Majestät

freye Schifffahrt auf der Weichsel.

A 2

jestät

*) Plusieurs copies et traductions Françaises de cette convention qui se trouvent dans les gazettes ont été délavouées par le Cour de Berlin; voyez le Recueil du C. de H. L. c. p. 437.

1785 Jeſtät von Preußen den Einwohnern der Stadt Danzig die freye Paſſage auf dem Weichſelſtrome und durch ihre Lande verſtatten, alſo auch ſämmtlichen Königl. Preußiſchen Unterthanen frey ſtehen ſoll, durch das Gebiet der Stadt Danzig, ſowohl zu Lande, als zu Waſſer, und auf ſämmtlichen Armen der Weichſel, mit Schiſſen und Wagen zu fahren, und alles dasjenige, was ſie von einem Theil der Königl. Lande in den andern zu bringen gut finden, frey und ungehindert zu transportiren, wobey ſich die Stadt noch inſondere verbindlich machet, den Weg und die Fähr über den Gänſekrug wieder herzuſtellen, und denſelben den Königl. Preußiſchen Unterthanen zur freyen Durchfahrt zu eröffnen, jedoch mit der Einſchränkung, daß der Stadt Danzig vorbehalten bleibe, gedachten Weg da, wo er den Veſtungswerken zu nahe kommt, davon abzuziehen, oder inſofern dieſes nicht thunlich wäre, ihn mit Schlagbäumen zu verſehen, und bey nächtlicher Weile, von Sonnenuntergang bis Sonnenanfang zuzufchließen, wie auch übrigen die bey dieſem, und jedem andern, durch das Gebiet der Stadt Danzig gehenden Wege, allenfalls verordneten Paſſagegeldern von den Königl. Preußiſchen Unterthanen, jedoch nicht mehr als von den Einwohnern der Stadt ſelbſt, zu erheben.

Pohl-
niſcher
Seq-Ex-
porta-
tions-
Handel-
Zölle.

3) Dahingegen, und weil Seine Königl. Majeſtät von Preußen ernſtlich gemeinet ſind, die Stadt Danzig in ihrem Wohlſtande, und beſonders bey dem Pohl- niſchen Handel zu erhalten; ſo verſprechen Höchſtgedachte Se. Königl. Majeſtät, den Pohl- niſchen See-Exportationshandel, in ſo weit derſelbe auf der Weichſel durch die Stadt Danzig und derſelben Gebiet geht, der Stadt Danzig anſchließungsweiſe zu überlaſſen, dergelt, daß die Einwohner der Stadt Danzig allein das Recht haben ſollen, mit denen aus Pohlen auf der Weichſel kommenden Waaren aller Art, die auf Danzig und von da über das Fahrwaſſer gehen, über See zu handeln.

Solchem zufolge wollen Se. Königl. Majeſtät von Preußen Ihren ſämmtlichen Unterthanen ernſtlich anbefehlen, ſich alles und jedes Seehandels über Danzig durch das Fahrwaſſer zu enthalten, und damit ſolches deſto genauer beobachtet werde, ſo werden
Se.

Se. Königl. Majestät nicht allein bey dem Zollamte zu Neufahrwasser die strengste Verfügung treffen, daß selbiges den Königl. Preussischen Unterthanen keine Exportation zur See gestatten soll, sondern Sie wollen auch dem Magistrat der Stadt Danzig erlauben, einen Agenten bey dem Neufahrwasser zu bestellen, der darauf Achtung geben könne, daß dieser Artikel genau beobachtet, und von den Königl. Preuss. Unterthanen nichts zur See daselbst ausgeführt werde, es bestehe solches in Pohnischen oder Preussischen Producten; damit aber mit diesem Agenten keine Irrungen entstehen, so soll derselbe nicht befugt seyn, einige Preussische Schiffe zu visitiren, auch sich aller Streitigkeiten mit den Königl. Preussischen Unterthanen und Zollbedienten enthalten, sondern sich damit begnügen, daß, wenn er eine Exportation der Königl. Preussischen Unterthanen zur See, und also eine Contravention dieses Artikels bemerket, er solches zu fördern dem Königl. Zollbeamten zur Remedur, und wenn solche nicht gleich erfolgt, dem Magistrat zu Danzig anzeige, da denn derselbe die Abstellung einer solchen Contravention bey dem Königl. Residenten, und wenn es nöthig, bey dem Königl. Ministerio suchen kann, und in so weit sie gegründet, gewiss erhalten wird.

Da nun die Stadt Danzig hierdurch alle mögliche Sicherheit gegen alle Exportation der Königl. Unterthanen zur See erhält, so bleibt diesen dagegen frey, alle ihre Bedürfnisse und Producte, von wo, und von wem sie es gut finden, zu holen, zu bringen, und durch das Gebiet der Stadt Danzig zu führen.

Wie nun die Stadt Danzig dieses großmüthige Erbieten Sr. Königl. Majestät mit Dank erkennt und annimmt, so verspricht sie dagegen, von allen und jeden Producten, Erzeugnissen, Waaren und Effecten, welche die Königl. Preussischen Unterthanen solcherge-
stalt durch ihr Gebiet die Weichsel herunter, oder auch zu Lande führen, keine andere oder mehrere Zölle und Abgaben, als von ihren eigenen Einwohnern zu nehmen.

4) Der Importationshandel zur See über Neufahrwasser, bleibet beiden Theilen frey. Damit aber darunter ein billiges Gleichgewicht beobachtet werde:

Freyer
Importations-
Handel.
So Zölle.

1785 So genehmigen hiemit Se. Königl. Maj. von Preussen, daß der Magistrat der Stadt Danzig von allen und jeden von Neufahrwasser eingehenden, und Königl. Preussischen Unterthanen zustehenden Effecten und Waaren, diejenigen Zölle und Transitgebühren, die er davon zu nehmen für gut findet, welche aber die Preussischen Zölle nicht übersteigen müssen, zu erheben berechtigt seyn solle. Dagegen verspricht der Magistrat der Stadt Danzig, daß er diesen seinen Zoll, bey dem Blockhause, nicht aber in der Stadt nehmen wolle, daß die Preussischen Kähne und Schiffsgefäße nicht auszuladen, noch in die Stadt zu fahren, gezwungen seyn sollen, und daß die Preussischen Begleitscheine bey den Danziger Zollstätten als gültige Documente angenommen werden sollen, ohne die Schiffe weiter zu visitiren. Wenn der Magistrat einen gegründeten Verdacht haben sollte, daß in solchen Begleitscheinen nicht alles gehörig angegeben sey, und daß dabey eine Unrichtigkeit und eine Defraudation der ihm gebührenden Gefälle vorgehe, so soll ihm zwar frey stehen, dergleichen aus der See kommende Schiffsgefäße der Königl. Preussischen Unterthanen zu Verhütung des Unterschleifs bey dem Blockhause auf eine ordnungsmäßige Art visitiren zu lassen, jedoch soll es nicht eher und nicht anders geschehen, als bis er dem zu Danzig befindlichen Königl. Preuss. Residenten davon Nachricht gegeben, damit derselbe selbst oder durch einen Deputirten der Visitation beywohne, und alle Unordnung, Gewalt und Partheylichkeit bey solcher Visitation verhütet werde.

Freye
Durch-
fuhr der
Königl.
Güter.

5) Der Magistrat zu Danzig verspricht auch, alle Güter und Effecten, welche Sr. Königl. Majestät von Preussen eigenthümlich zugehören, als das Coctur-Salz, Porcellaine, Eisen und Toback, die Bedürfnisse der Armee, nämlich Mondirungsstücke, Gewehr, Pulver und alle Arten von Ammunition und Armaturen, wie auch alles Salz der Seehandlungs-Compagnie, gegen vorzuweisende Pässe des Königl. Preussischen Ministerii, durch die Stadt und denselben Gebiet ungehindert, und frey von allen Arten von Abgaben passieren zu lassen.

Ausdeh-
nung d.
Conv. v.

6) Weil ferner bisher der Zweifel obgewaltet, ob die Anno 1771. vom 8. Januar zwischen Sr. Königl. Majestät

Majeſtät von Preußen und der Stadt Danzig geſchloſſene Convention, in welcher gedachter Magiſtrat verſprochen, keinen Königl. Preußiſchen Unterthan und Coloniften in der Stadt Danzig aufzunehmen, wenn ſie nicht die dazu habende Erlaubniß von dem Miniſterio oder den Landesregierungen Sr. Königl. Majeſtät von Preußen beybringen, nur auf die alten Provinzien Sr. Königl. Majeſtät, oder auch die nachher acquirirte Provinz Weſtpreußen gehn, ſo wird hierdurch von beiden Theilen verbindlich erklärt, daß mehrgedachte Convention vom 8. Januar 1771. auch auf die ganze Provinz Weſtpreußen gehe, von dem Dato der Unterzeichnung gegenwärtigen Vertrags, und verſpricht der Magiſtrat der Stadt Danzig, im Namen der Stadt, und aller ihrer Einwohner, daß er dieſelbe in allen ihren Puncten und Clauſeln in Aufſehung der Provinz Weſtpreußen ſowohl als der übrigen Königl. Preuß. Lande genau beobachten, und erfüllen werde.

1785

1771. auf
Weſt-
preußen

7) Dagegen wollen Se. Königl. Majeſtät von Preußen, zu einem neuen Zeichen Höchſtdero Gnade und Wohlwollens gegen die Stadt, auch die aus dem Danziger Gebiete widerrechtlich ausgetretenen Perſonen und Einwohner, vom Tage der Unterzeichnung gegenwärtigen Vertrags an, in jedem Falle zurückgeben laſſen, und zur weitem Erleichterung der Stadt das in derſelben bisher gehabte Werbe-Commando, nach Unterzeichnung dieſer Convention, auf immer zurückziehen.

Anſtie-
ferung
d. Aus-
getrete-
nen.
Wer-
bung.

8) Die Königl. Preuß. Schutz-Juden ſollen in der Stadt Danzig und derſelben Gebiete, wie andere deutſche Juden betrachtet und behandelt werden, da-
hingegen gedachte Königl. Preuß. Schutz-Juden ſich alles nach den Danziger Polizey-Geſetzen unerlaubten Handels zu enthalten, verbunden ſeyn ſollen.

Preußi-
ſche
Schutz-
Juden.

9) Da nun der Magiſtrat der Stadt Danzig im Namen der Stadt und aller Einwohner, unter beſonderer Genehmigung Sr. Königl. Majeſtät von Pohlen, welche durch die gewöhnliche Ratifications-Unterſchrift dieſer Convention beygefügt werden wird, alle obſt-
beſt-
stehende Vergleichs-Puncte eingehet, übernimmt und zu beobachten verſpricht; So wollen Se. Königl. Majeſtät von Preußen dagegen alles, was Höchſtde-

Dagegen
vergiebt
d. König
d. Ver-
gangene

1785 denselben und den Ihrigen bey dieser Irrung zu nahe geschehen, vergeben und in Vergessenheit stellen, auch versprechen Höchstderelben, das Commercium der Stadt Danzig auf alle convenable Art zu begünstigen, und auf die Höchstderselben zu thuenden gebührenden Vorstellungen alle gegründete Beschwerden abzustellen, und ihren Unterthanen alle Bedrückungen der Danziger und ihres Commerci auf das schärfste zu verbieten.

Künftige Verordnungen. 10) Sollten zu mehrerer Erläuterung und Festsetzung oben bemeldeter Artikel annoch Local-Einverständnisse zwischen Sr. Königl. Majestät von Preussen und der Stadt Danzig getroffen werden können; So soll alles, was in diesem Falle durch Bevollmächtigte stipuliret werden wird, eben dieselbe Kraft haben, als wenn es von Wort zu Wort in dieser Convention einverleibet gewesen wäre.

Zu Urkunde und steter Beobachtung des vorstehenden Vergleichs ist derselbe von obbenannten, mit genugfamer Vollmacht versehenen respectiven Commissarien unterschrieben und besiegelt worden, und Ihre Kaiserliche Majestät von allen Reussen übernehmen mit Bewilligung beider Theile die Garantie dieser Convention und aller darin enthaltenen Punkte. So geschehen Warschau den 22. Februar 1785.

HEINRICH LUDWIG VON
BUCHHOLZ.

(L. S.)

JOHANN WILHELM
WEICKHMANN.

CARL FRIEDRICH
GRALATH.

Cette convention a été garantie par l'Imp. de Russie en date du 20. May 1785. v. l'acte d. Nouv. Extr. 1785. n. 60 f.

3.

*Convention entre le Commissaire de l'Empereur 1785
et les commandans des villes Hollandoises de Sas-de-Gand et de Philippine relativement aux
inondations, signée le 1. Avril 1785.*

(Nouvelles extraord. 1785. n. 30.)

Comme par les inondations d'eaux salées, faites pour la défense des villes du Sas-de-Grand et de Philippine, les sujets de la République des Provinces-Unies, demeurant dans ces places et à l'entour, se trouvent exposés à divers malheurs, que la stagnation et la putrefaction des dites eaux salées doivent nécessairement occasionner; que par une suite des dites inondations les sujets du territoire contigu de S. M. l'Empereur et Roi sont exposés aux mêmes malheurs, à cause que par cette inondation d'eaux salées la décharge des eaux douces se trouve arrêtée, et le bien commun des sujets des deux Souverainetés exigeant que l'on prenne des mesures pour prévenir les malheurs ci-dessus mentionnés, à ces causes nous, Jean-François Dierickx, Chevalier héréditaire, Seigneur de Brnst, Bamberge, Sonneghem etc. Conseiller d'Etat de l'Empereur et Roi, Président du Conseil de Flandre, Commissaire de Sa Maj. d'une part; Guillaume, par la grâce de Dieu Landgrave de Hesse, Prince de Hersfeld, Comte de Catzenelnbogen, Dietz, Ziegenhayn, Schaumbourg et Hanau, Oor, Sayn et Wittgenstein, Chevalier des Ordres de St. Jean Hospitalier de Jérusalem et du Lion-d'or de Hesse, Lieutenant-Général de Cavalerie et Commandant du Haut et Bas Sas-de-Gand et des Forts en dépendans, au service de la République des Provinces-Unies, et D. A. de Plettenberg, Colonel-Commandant du Régiment du Général-Major de Noitz, actuellement commandant la Garnison de Philippine, d'autre part, avons, après mûre délibération, pour le soulagement et l'avantage réciproque des sujets respectifs de nos Souverains, conclu et arrêté les points suivans:

1785 Premièrement, que nous Guillaume, Landgrave de Hesse et D. A. de Pleitenberg, comme Commandans des dites villes et forts, ainsi que nous sommes qualifiés ci-dessus, nous nous obligeons de continuer à faire décharger avec toute l'accélération possible, durant le terme de trois semaines à compter de la date de cette, les dites inondations salées, par toutes les Ecluses de mer des villes de Sas-de-Gand et de Philippiné: Cela fait, nous Jean-François Dierickx, Commissaire de l'Empereur, ainsi que nous sommes aussi qualifiés ci-dessus, nous nous obligeons de faire pareillement décharger de suite avec la même accélération, en premier lieu les Ecluses de Bouchant et de Watervliet, et après que cette partie des inondations sera évacuée, successivement celles du Poel à Assenede, du Poldre d'Albert, et autres, jusqu'à l'entière décharge des parties ultérieurement inondées sur le territoire de l'Empereur.

En second lieu de remplacer les inondations salées autour des dites deux villes par les eaux douces à la même jauge et hauteur, où les eaux salées ont été lorsqu'on a commencé à tirer les eaux soit par les quatre Ecluses ci-dessus nommées, ou en cas de défaut d'eux, par le Canal de Gand, laquelle jauge sera rapportée et marquée sur les Ecluses de Bouchant et du Poel.

Etant au surplus expressément convenu et conditionné, que durant ladite opération autour des dites villes il ne sera fait aucun ouvrage de l'un ni de l'autre côté pour arrêter ou détourner les eaux; que pareillement il n'y sera commis de part et d'autre aucune hostilité, et qu'aussi (excepté l'applanissement et l'élargissement de la Digue de Poel) on n'y fera aucuns ouvrages, qui pourroient servir à une attaque ou à un siège.

Que, si contre toute attente il survenait quelques circonstances, qui apporteraient du changement à l'exécution de la présente convention, nous nous engageons à nous en donner réciproquement part huit jours auparavant, bien entendu cependant que durant ce dernier terme de huit jours non seulement il ne
sera

fera commis aucune hostilité sur l'un ni sur l'autre territoire, mais aussi que du côté du territoire de l'Empereur l'on continuera de remplacer les inondations salées par des eaux douces, en la manière qu'il est dit ci-dessus, pourvu que du côté de L. H. P. l'on s'abstienne durant le même terme de tous ouvrages ou opérations sur leur territoire, qui pourroient être dommageables à celui de l'Empereur. 1785

Pour s'assurer que les décharges ci-devant stipulées, ainsi que les points ultérieurement convenus, soient exécutés exactement et avec toute diligence, il sera nommé et commis par nous Président un Officier civil pour y veiller dans Sas-de-Gand, Philippine, et ailleurs sur le territoire des Etats-Généraux, de même que de la part de nous Commandans ci-dessus nommés il sera aussi commis un Officier civil pour pareilles opérations sur le territoire de l'Empereur: La présente convention se faisant sous l'agrément et la ratification des Hauts-Commettans des Soussignés, avec engagement, que les actes en seront échangés et délivrés mutuellement dans le terme de huit jours de la date des présentes, bien entendu que dans l'entretems il ne sera point surfis, mais au contraire procédé en tous points, à l'exécution de ce qui a été convenu ci-dessus.

Ainsi fait et conclu au Sas-de-Gand le 1. du mois d'Avril 1785, et il en a été fait deux doubles, que nous avons signés et munis des cachets de nos armes.

Signé:

(L. S.)

J. F. DIERICKX.

(L. S.)

WILHELM L. D. HESSE.

(L. S.)

D. A. VAN PLETTENBERG.

4.

1785 Ordonnance du Roi de France touchant l'ad-
 29. Avr. mission des étrangers au commerce en Levant
 et en Barbarie. Du 29. Avril 1785.

(Nouv. extraord. 1785. n. 55.)

De Par le Roi.

Le rétablissement de la Paix ayant engagé Sa Majesté à soumettre à un nouvel examen son Ordonnance du 3. Mars 1781 concernant les Consulats, la résidence, le Commerce, et la Navigation des Sujets du Roi dans les Echelles du Levant et de Barbarie; et l'expérience de quatre années ayant manifesté les effets de l'admission des Etrangers dans le Commerce de Levant: En attendant que Sa Maj. ait prononcé sur les changemens ou les modifications, que pourront exiger quelques-uns des Articles de cette Ordonnance; sur les instances réitérées de la Chambre du Commerce et des Négocians de Marseille, de tous les Consuls et autres Officiers de Sa Majesté en Levant et en Barbarie, et des Négocians des Echelles; Sa Majesté s'est déterminée à faire connoître immédiatement ses intentions, touchant la liberté attribuée aux Etrangers de faire transporter sur des Navires François et aux mêmes conditions que les Nationaux les Marchandises du Levant à Marseille, et en Levant celles de ce port, les Draps exceptés. En conséquence Elle a révoqué et révoque les Articles XII. XIII. et XV.; Titre III. de la dite Ordonnance du 3. Mars 1781 *) rétablissant à cet égard les

*) Cette ordonnance se trouve en entier dans *l'Essai sur les Consuls* de M. de Ströck p. 73-172. Les articles susmentionnés sont de la teneur suivante:

Art. XII. Permet cependant Sa Majesté que les navires de ses Sujets puissent être adressés aux négocians étrangers, établis dans les échelles du Levant et de Barbarie, dans le cas seulement où les dits navires auroient été frétés en entier, par les dits étrangers.

Art. XIII. Permet encore Sa Majesté aux étrangers de faire charger en France, pour le Levant et pour la Barbarie, sur les bâtimens de ses Sujets, toutes sortes de

les dispositions et règles portées par l'Edit du Mois de Mars 1669 et par différens Arrêts subléquens des 29. Août 1670, 15. Août 1685, 20. Novembre 1688, 3. Juillet 1692, 10. Juillet 1703, 16. Janvier 1706, 22. Décembre 1750, et 28. Janvier 1760. Sa Majesté accorde aux Etrangers un délai de huit mois, à compter du jour de la publication des Présentes, pour liquider et terminer les affaires de cette espèce, qu'ils auroient entreprises, ensuite de la dite Ordonnance du 3. Mars 1781, laquelle demeurera dorénavant sans effet pour toutes les opérations semblables des dits Etrangers. Mande et ordonne etc.

5.

Lettres Patentes de l'Empereur portant limitation du droit de détraction pour ses Etats héréditaires; données à Vienne, le 14 May 1785.

(*Russ Teutsche Staatskanz. T. XI. p. 217.*)

Wir Joseph der Zweyte von Gottes Gnaden erwählter Römischer Kaiser etc. etc.

Als eine Folge Unserer Aufmerksamkeit für die Freyheit Unserer Unterthanen haben Wir nach aller Orten aufgehobener Leibeigenschaft auch die Freyzügigkeit

de denrées et de marchandises, autres que les draps, dont Elle reserve exclusivement le commerce à ses sujets, et les dites denrées et marchandises ne seront fournies qu'aux droits imposés sur le commerce des Sujets de Sa Majesté.

Art. XV. Permet Sa Majesté aux étrangers, d'envoyer des échelles du Levant et de Barbarie, en droiture à Marseille, par les bâtimens françois, toutes sortes de denrées et de marchandises, lesquelles, en ce cas, ne seront fournies, qu'aux droits imposés sur les sujets du Roi; Sa Majesté dérogeant à cet égard seulement aux édits, déclarations, arrêts, ordonnances, et réglemens relatifs au droit de vingt pour cent.

1785 gigkeit in Unfern Ländern zu erweitern, und gegenwärtiges Gesetz, das mit item May 1785. in den sämmtlichen Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländern, mit Einschluss Galliziens, seine Wirksamkeit erhält, zu erlassen, dagegen alle vorhin über das Abfahrtgeld erlassene Gesetze und Anordnungen aufzuheben für gut befunden.

ART. I.

Es steht demnach in Zukunft Jedermann frey, in dem Bezirke der Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländer, mit Einbegriff Galliziens, mit seinem Vermögen von einem Orte zu dem andern zu ziehen, ohne das unter was immer für einer Benennung ein grundherrliches, bürgerliches, oder landesfürstliches Abfahrt-Geld gefordert werden könne; welche Freyzügigkeit sich auch auf Unsere Niederlande, die Oesterreichische Lombardey, und die Toscanischen Staaten erstrecket.

ART. II.

Die Entrichtung eines Abfahrt-Geldes findet also nur Statt, wann ein Vermögen aus einem der Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländer entweder nach Hungarn und Siebenbürgen, oder nach dem Lande eines auswärtigen Staats gezogen wird. Nach Verschiedenheit, als das Vermögen unterthänig, bürgerlich, oder ohne eine dieser beiden Eigenschaften ist, wird auch das Abfahrt-Geld auf verschiedene Art an die Grund-Obrigkeit, den Landesfürsten oder an beide zugleich zu entrichten seyn, jedoch dergestalt, das das Ganze in keinem Falle zehn Procente übersteige.

ART. III.

Von einem unterthänigen, das ist, einem Vermögen, welches entweder einem Unterthanen angehört, oder seiner Eigenschaft gemäß einer Grund-Obrigkeit als unterthäniges Gut unterliegt, gebühret dem Grundherrn, so weit derselbe das Recht, grundherrliches Abfahrt-Geld zu ziehen, aus Verträgen oder dem satirten und verjährten ruhigen Besitze beweisen kann, von dem wirklich aus den Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländern gehenden Vermögen das grund-

grundherrliche Abfahrt-Geld mit 5 pro Cento, oder 3 Kr. vom Gulden; zugleich ist hievon das landesfürstliche Abfahrt-Geld, ebenfalls mit 5 pro Centen abzuführen. 1785

ARR. IV.

Ist das in dieser Art abziehende Vermögen ein bürgerliches, das ist, ein Vermögen, welches entweder einem Bürger (Gewerbsmann) angehört, oder als eine bürgerliche Realität, ein bürgerliches Gewerbe, ein Fond einer bürgerlichen Handlung, die Eigenschaft eines bürgerlichen Guts an sich hat, so bleibt den landesfürstlichen Städten und Märkten, denen aus besonderer landesfürstlicher Gnade der Zeit die Gerechtsame des Landesfürstl. Abfahrt-Geldes eingeräumt war, noch ferners die Einhebung des Abfahrt-Geldes mit 10 pro Centen, oder 6 Kr. vom Gulden.

Außer diesen Landesfürstl. Städten und Märkten, ist von dem abziehenden bürgerlichen Vermögen das bürgerliche Abfahrt-Geld der obrigkeitlichen Municipalsstadt, oder Grundherrschaft, die das Recht dazu aus ausdrücklichen landesfürstlichen Privilegien, Verträgen oder dem satirten und verjährten ruhigen Besitze beweisen kann, nur mit 5 pro Cento zu entrichten, das Landesfürstl. Abfahrt-Geld aber ebenfalls mit 5 pro Centen abzuführen.

ART. V.

Hat das abziehende Vermögen die Eigenschaft eines unterthänigen oder bürgerlichen Guts nicht, und gehört es zugleich einem Eigenthümer an, der weder Unterthan, noch Bürger (Gewerbsmann), sondern nur als ein Einwohner an einem Orte sesshaft ist, so kann weder ein grundherrliches, noch bürgerliches Abfahrt-Geld gefordert werden, sondern es findet nur das Landesfürstliche mit 10 pro Cent oder 6 Kr. vom Gulden Statt.

ART. VI.

Da das Landesfürstl. Abfahrt-Geld nicht Statt findet, wenn das Vermögen in ein solches fremdes Land gezogen wird, gegen welches das Recht des freyen Abzugs entweder im allgemeinen bestehet, oder in einem besondern Falle von Uns bewilliget wird, so

1785 so soll auch gegen solche fremde Länder, in denen bey Abziehung eines Vermögens in diese Erbländer weder Landesfürstliches, oder bürgerliches Abfahrt-Geld bezogen wird, die genaue Wechselfeitigkei (Reciprocität) beobachtet, und das in ein solch fremdes Land abziehende unterthänige oder bürgerliche Vermögen von dem grundherrlichen und bürgerlichen Abfahrt-Gelde ebenfalls freygelassen werden.

ART. VII.

Die Obrigkeit hat genau darauf zu sehen, wenn ein Vermögen, es mag dem grundherrlichen oder bürgerlichen Abfahrt-Geld unterliegen oder nicht, nach Hungarn und Siebenbürgen, oder nach einem auswärtigen Staate gezogen werden sollte; jeder dergleichen Fall muß ungefäumt dem Fiscalamte des Landes, aus welchem das Vermögen gehet, angezeigt, das Vermögen selbst aber, bis auf die über die Anzeige erfolgende Entschliessung nicht verabsolgt werden.

Sollte sich eine Obrigkeit in diesem Puncte die Vernachlässigung überhaupt, allenfalls auch nur eine Verablämung in der Zeit zu Schuld kommen lassen, so würde sie zur strengsten Verantwortung und Strafe gezogen werden.

ART. VIII.

Vom beweglichen Vermögen, so bald dasselbe einem Hungarischen oder Siebenbürgischen Unterthan oder dem eines fremden Landes zufällt, oder daß der Eigenthümer dahin abzieht, soll das Abfahrt-Geld immer sogleich genommen werden, wenn auch ein solches Vermögen noch in einem der Böhmischn-Oesterreichischen deutschen Erbländer gelassen würde. Vom unbeweglichen Vermögen aber ist das Abfahrt-Geld nur bey dessen Verkauf oder Veräußerung zu fordern.

ART. IX.

Die Niederlags-Verwandte, wo noch welche sind, erhalten die ihnen bis jetzt zugestandene Befreyung vom Abfahrt-Gelde, auch in Zukunft für sich, für ihre Weiber und Kinder, und weiteren Abkömmlinge, noch (auch) auf ihre Seiten-Verwandten, und andere Erben.

AAT.

ART. X.

1785

Von dem Frucht-Genuße eines im Lande verbleibenden Vermögens, es mag in Zinsen (Interessen) oder sonstigen Nutzungen bestehen, ist kein Abfahrt-Geld zu fordern.

ART. XI.

Auch diejenigen Kapitalien, welche eigentlich durch ein, aus fremden Ländern hieher gebrachtes Vermögen entstanden, sind von dem Abfahrt-Gelde befreyet, es hätte denn der Eigenthümer derselben zur Zeit, da er in ein fremdes Land ziehen will, sich bereits durch zehen Jahre in Unsern Ländern aufgehalten, oder durch Ankauf eines unbeweglichen Guts nützlich gemacht.

ART. XII.

Uebrigens aber ist die Verbindlichkeit zu Entschädigung des, durch dieses Gesetz bestimmten Abfahrt-Geldes, allgemein, und sind derselben auch die Söhne und Töchter Unserer Unterthanen, welche sich in Ungarn, Siebenbürgen, oder einem fremden Lande nützlich gemacht, unterworfen.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 14ten Tag des Monats May im 1785ten, Unserer Regierung des Römischen im ein und zwanzigsten, und der Erbländischen im fünften Jahre.

(L. S.) JOSEPH.

LEOPOLDUS comes A KOLLOURAT,

Regis Bohemiae Supremus et A. A. primus
Cancellarius.TOBIAS PHILIPP Freyherr
VON GEBLER.

JOHANN RUDOLPH Gr. CHOTER.

Ad Mandatum Sacrae Caes. Regiae
Majestatis proprium.

JOHANN BERNHARD VON ZENKER.

1785 *Traité d'association entre les Cours Electorales de Saxe, de Brandebourg et de Brunswick-Lünebourg (Fürstenbund) signé à Berlin le 23. Juillet 1785 avec accession de divers autres Princes d'Allemagne.*

22. Juill.

(HÄBERLIN Staatsarchiv 1796. St. III. p. 306.)

Im Namen der allerheiligsten Dreyeinigkeit!

Kund und zu wissen sey hiemit jedermänniglich: Gleichwie einem jeglichen Stande des deutschen Reichs nichts angelegener seyn kann und muß, als das das mit so vieler Sorgfalt und Mühe seit Jahrhunderten errichtete und mit so mannigfaltigen großen Aufopferungen von Gut und Blut bisher erhaltene deutsche Reichssystem, wovon die Freyheit und Sicherheit eines jeden Mitgliedes des Reichs, und nicht weniger die von ganz Europa wesentlich abhängig ist, in seinem ungekränkten Wesen beständig aufrecht erhalten, und auf eine constitutionsmäßige Weise gehandhabt werden möge, indessen nicht nur die Erfahrung gelehrt hat, das solches mehrmalen einer sehr nahen und großen Gefahr seiner Zerrüttung ausgesetzt gewesen, sondern auch von einer Zeit zur andern noch in einer äußerst bedenklichen Crisis sich befindet, die ohne eine wachsame Aufmerksamkeit und vereinigte Entschlossenheit patriotischer um das Wohl des gesammten deutschen Reichs besorgten und bemüheten Stände, dessen gänzlichen Verfall und Umsturz nach sich ziehen könnte: So haben Sr. Churf. Durchl. zu Sachsen auf den an Ihro geschehenen Antrag Seiner Königl. Majestät von Preussen, als Churfürst von Brandenburg und Sr. Königl. Majestät von Großbritannien als Churfürst von Braunschweig-Lüneburg diesen Betrachtungen und Ihren allerseitigen dahin übereinstimmenden cordaten Gefinnungen und Absichten vorträglich und nothwendig zu seyn erachtet, in Folge dessen, wo-
zu sie nach dem unstreitigen Herkommen sowohl, als
nach

nach der goldenen Bulle Art. XV, dem westphälischen Friedensschluß Art. VIII. §. 2., und der neuesten Wahlcapitulation Art. VI. §. 4. ohne Widerspruch berechtigt sind, ein vertrauliches Bündniß unter sich zu treffen, welches zu Niemandes Beleidigung gereichen, viel weniger gegen Kaiser und Reich gerichtet seyn, sondern lediglich auf die constitutionmäßige Erhaltung des deutschen Reichssystems und der Reichständlichen Gerechtsamen nach den Reichsgesetzen und Reichs-Friedensschlüssen sein Absehn haben soll, und des Endes Ihro besonders dazu bevollmächtigte Minister ernannt und allhier zusammen treten lassen, als

Sr. Churf. Durchlaucht zu Sachsen Ihro General-Major, Cammerherrn und General-Adjutanten, auch *Envoyé extraordinaire* am Königl. Preussischen Hofe, und des Königl. Schwedischen Nordstern-Ordens Commandeur F. A. Reichsgrafen und Herrn von Zinzenorf und Pöttendorf;

Sr. Königl. Maj. von Preussen als Churfürst von Brandenburg Ihro wirklichen geheimen Etats- und abinets-Minister, des Königl. Preussischen schwarzen Adler-Ordens und des Johanniter-Ordens Ritter, Commandeur und Landvoigt zu Schievelbein, Carl Wilhelm Reichsgrafen von Finkenstein, und Ihren irklichen geheimen Etats- und Cabinets-Minister F. von Hertzberg;

Sr. Königl. Maj. von Großbritannien, als Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, Ihro wirklichen geheimen Rath L. Fr. von Beulwitz;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten, die am Schlusse der gegenwärtigen Convention wörtlich eingebracht sind, sich einander mitgetheilt und gewöhnlichermassen ausgewechselt, Kraft derselben über nachhende Bedingungen und Artikel sich verstanden und vereinigt haben.

ART. I.

Es wollen Ihro beiden Königl. Majestäten und Sr. Churf. Durchlaucht in wahrer und genauer Freundschaft und Einigung leben; in solcher sich die Aufrechterhaltung und Befestigung des deutschen Reichs-Systems nach dem Westphälischen und andern verbindlichen Reichs-Friedensschlüssen, der kaiserlichen Wahl-

1785

Aufrechterhaltung der Reichsverfassung.

1785 capitulation und den übrigen Reichsgesetzen zum unverrückten sorgfältigsten Augenmerk nehmen, zu dem Ende ein vollkommenes Einverständniß und vertrauliche Correspondenz sowohl über die allgemeinen als über die besondern Angelegenheiten unter sich durch Briefwechsel und Gesandten auf den Reichs- und Kreis-Tagen und an den Höfen unterhalten und sich alles, was einem jeden schädlich oder nützlich seyn kann, in gegenseitigem Vertrauen eröffnen, und mittheilen, und darüber rathschlagen, weshalb obgedachte Gesandte zu einer solchen vertraulichen Communication unter sich besonders angewiesen werden sollen.

ART. II.

Reichs-
ver-
samml-
ung.

Wie die allgemeine Reichsversammlung annoch das festeste Band und die wichtigste Stütze der deutschen Reichsverfassung ist; So wollen die höchsten contrahirenden Theile bey selbiger namentlich dieses Einverständniß und ein vollständiges Vertrauen beobachten, und dahin kräftigt sich bearbeiten, daß die Reichsversammlung in ihrem gesetzmäßigen Wesen und in beständiger Thätigkeit und Fortgang erhalten, über die dahin gehörigen und gebrachten Sachen, so viel möglich fleißig deliberirt und beschlossen, auch den Recursen nach der Gerechtigkeit und in Conformität der Reichsverfassung abgeholfen, und selbige möglichst erledigt, hingegen ordnungswidrige Berathschlagungen und Concluse, sonderlich außerhalb der Rathsgänge nicht gestattet und unerhebliche Weiterungen und fernere Einstreuungen von den Comitialdeliberationen entfernt werden.

ART. III.

Höchste
Reichs-
Colle-
gia.

Desgleichen vereinigen dieselben sich in Ansehung der einzelnen, insonderheit der beiden höchsten Reichs-Collegien darüber zu wachen und zu halten, daß ein jegliches in seiner constitutionmäßigen Verfassung verbleibe, solcher nirgends eingegriffen und keine Neuerungen oder unbefugte Einmischungen und Willkührlichkeiten, oder was sonst für die hergebrachte verfassungsmäßige Ordnung, Form und Einrichtung bedenklich seyn mag, statt gegeben, sondern allem dem sofort nachdrücklichst sich entgegen gestellt werde.

ART.

ART. IV.

1785

Reichs-
Gerichte

So sehr die hohen Paciscenten überzeugt sind, daß die Reichs-Gerichte bey ihrer richterlichen Autorität erhalten werden müssen, so unumgänglich erforderlich ist es hinwiederum, dessen selbigen in ihren gehörigen Gränzen sich gehalten und den Reichsconstitutionen gemäß verfahren werde: höchst dieselben erbinden sich daher, auf die Erhaltung der Reichsgerichte bey ihrer gesetzmäßigen Ordnung und Einrichtung, und auf die Beförderung einer gehörigen unpartheyischen und unbefangenen Justizpflege bey selbigen eine sorgfältige Rücksicht zu nehmen, auch was dazu noch weiter geschehen kann, oder vermöge der Reichs-Gesetze geschehen soll, in geschlossenem vertrauen unter sich zu überlegen, hingegen nicht zu estatten, daß besagte Reichs-Gerichte den Gerechtigkeiten der Stände im geistlichen und weltlichen eingreifen, der gesetzgebenden Gewalt zu nahe treten, Auslegungen der Reichs-Gesetze, namentlich des Westphälischen Friedensschlusses, die nur dem Kaiser und Reich, oder den paciscirenden Theilen zustehen, sich anmaßen, oder in dahin gehörige davon abhängende Angelegenheiten, in voraus die Hände einschlagen, die Stände mit Erkennung der Processen und Executionen überlegen, unbefugte Cognitionen sich beylegen und verfassungswidrige Executionen verfügen, ihrer Abhängigkeit von Kaiser und Reich zuwider handeln, und überhaupt, es sey in Justiz-Sachen oder sonst, nach willkührlichen Grundsätzen, Nebenabsichten, fremden Einflüssen auf eine gesetzlose Art verfahren, sondern zur Hemmung und Abstellung solcher Mißbräuche und Unordnungen alle constitutionsmäßige Mittel anzuwenden.

ART. V.

Wenn die Reichskreise in ihrer Consistenz und Integrität verletzt, und in der Freyheit ihrer inneren Militär-, Civil- und öconomischen Verfassung gekränkt, mit unbilligen und gesetzwidrigen Zumuthungen beschwert würden, oder der Ruhestand in selbigen gestört, oder auf andre Weise ihren Gerechtigkeiten und Einrichtungen, es sey von den Reichsgerichten oder sonst, Eintrag geschehen sollte; so sollen die paciscirenden höchsten Theile auf alle dien-

Reichs-
kreise.

1785 same und kräftige constitutionsmässige Art sich dessen anzunehmen und dagegen zu verwenden suchen.

ART. VI.

Verfas-
sung
über-
haupt.

Wo auch übrigens in irgend einem Stücke der allgemeinen Reichs-Verfassung Schaden, Gefährde, Eingriffe, Neuerungen, Kränkung, Bedrückungen und Störungen zu besorgen seyn können, solches alles wollen dieselben mit gemeinschaftlichen nachdrücklichen Maassregeln abzuwenden, zu hemmen und überhaupt den Ruhestand des ganzen Reichs auf alle Weise zu handhaben bedacht seyn.

ART. VII.

Reichs-
Stände.

Gleichergestalt verbinden und versprechen sich die höchsten Contrahenten unter einander, auf das sorgfältigste und kräftigste, dahin zu sehen und sich zu bestreben, daß die Stände des Reichs überhaupt bey ihren Gerechtsamen nach dem Westphälischen Frieden Art. VIII. §. 1. 2. und der Kaiserlichen Wahlcapitulation Art. IV. und Art. XXI. §. 5. 6. 7. 8. durchaus erhalten, dabey überall nicht gestöhrt noch gekränket, vielweniger, es sey auf welche Art es wolle, durch Zudränglichkeiten, ungegründete Prätenstionen, Drohungen oder Thätlichkeiten unrechtmässig gedrängt oder vergewaltiget werden.

ART. VIII.

Stimm-
freyheit
u. Haus-
verfas-
sung.

Insonderheit wollen dieselben sich mit allem Nachdruck dahin bearbeiten, daß die sämmtlichen Stände des Reichs bey dem völligen uneingeschränkten Gebrauch ihrer Stimmfreyheit auf Reichs-, Kreis-, Collegial- und Deputations-Conventen verbleiben, ferner bey dem Besitz ihrer Lande und Leute und der davon abhängenden Gerechtsamen gegen widerrechtliche eigenmächtige Ansprüche und jede willkührliche aufgedrungene Zumuthungen durchaus gesichert seyn; nicht weniger bey ihren Haus-, Familien- und Successions-Verfassungen gänzlich unbeschwert und ungekränket gelassen, und selbigen zuwider auf keinerley Weise beunruhiget werden sollen.

ART.

ART. IX.

1785

So bald die contrahirenden höchsten Theile be-
merken, und in Erfahrung bringen, daß in dem einen
oder andern Stücke der Reichsverfassung und den
Reichständischen Gerechtsamen entgegen etwas an-
genommen oder intendirt wird oder zu besorgen ist:
So wollen dieselben sich sofort in ihren Maafsregeln
vereinigen, und solches mit ihrem ganzen Ansehen,
Einflusse und Nachdruck auf Reichsconstitutions-
mäßeige Weise, es sey durch Widerspruch, Verwen-
dung, bona officia, Gegenvorstellung, Benachrichti-
gung anderer Reichsstände von der Gefahr, Aufforde-
rung der Reichs-Versammlung, Veranlassung einer
Abmahnung vom gesammten Reiche, und dergleichen,
auf das standhafteste und kräftigste zu hintertreiben
suchen, und nach Befinden, wenn obige Mittel nicht
zureichend seyn sollten, über die etwa zu ergreifende
weitere Reichsfatzungs- und Verfassungsmäßeige kräf-
tige und wirksame Maafsregeln und Mittel unter ein-
ander näher sich einverstehen, und selbige mit allem
Nachdruck und möglichster Thätigkeit zur Ausfüh-
ung und Wirklichkeit zu bringen.

Maafs-
regeln
in Beein-
trächtli-
gungs-
fällen.

ART. X.

Gleichwie die höchsten Paciscenten bey der ge-
genwärtigen Verbindung nichts anders zur Absicht
haben, als daß das Reichssystem in seiner gesetzlichen
Verfassung erhalten werde; so soll jeder Stand des Reichs
ohne Unterschied der Religion selbiger beyzutreten
eingeladen und mit freundlichem Vertrauen aufgenom-
men werden.

Einla-
dung
zum
Beytritt.

ART. XI.

Diese Convention soll von Sr. Churf. Durchlaucht
in Sachsen, von Sr. Kön. Maj. von Preussen, als Chur-
fürsten zu Brandenburg und von Sr. Kön. Maj. von
Großbritannien als Churfürsten zu Braunschweig und
Lüneburg ratificirt, und sollen die Ratificationen
darüber binnen sechs Wochen von dem Tage der Un-
terzeichnung an oder wo möglich noch früher gegen-
einander ausgewechselt werden.

Ratifica-
tionen.

Deshwegen zu Urkunde haben die Eingangs er-
wähnten bevollmächtigten Minister gegenwärtige Con-

1785 vention Kraft ihrer Vollmachten eigenhändig unterschrieben und mit ihren Petschaften besiegelt.
So geschehn Berlin den 23.^{ten} July 1785.

(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)
CARL WILH. Graf	LUDW. FRIED.	FRIED. AUGUST
V. FINKENSTEIN.	V. BEULWITZ.	Graf u. Herr v.
		ZINZENDORFF u.
(L. S.)		POTTENDORFF.
EWALD FRIEDRICH		
V. HERTZBERG.		

*Article secret **).*

Geheimer Artikel.

Wie die bekanntermaassen intendirte Ausräumung von Bayern gegen die österreichischen Niederlande nicht allein auf der einen Seite der ausdrücklichen Disposition des Barrière-Tractats von 1715. Art. II., wie weltkundig ist, und auf der andern Seite den feyerlichsten und ausdrücklichsten Verordnungen der Pfalzbayrischen Hausverträge, dem von dem gesammten Reich und andern Mächten garantirten Teutschen Frieden und der darin geschehenen Versicherung sothaner Hausverträge schlechterdings zuwider läuft, sondern vornämlich sowohl in Betracht der Art und Weise, wie selbige eingeleitet worden, als an sich und in ihren Folgen für die ganze Verfassung des deutschen Reichs, und für die Freyheit der angelegenen Kreise, und die Sicherheit aller Stände nicht anders als äusserst gefährlich und verderblich seyn kann, immitteltst dies Vorha-

*) Dans la Copie de HANZLIN, que j'ai suivie comme d'ailleurs la plus exacte de celles qui ont été publiées, le traité est daté du 20. Juillet; mais c'est sans doute une erreur,

**) Cet article secret ne se trouve pas dans HANZLIN l. c. (Au Traité d'association ont accédé successivement Les Ducs de Saxe Gotha

— — — Weimar
— — — des Deuxponts
— — — de Mecklenbourg
— Margraves d'Ansbach
— — — Bado
— — — de Hesse Cassel

l'Evêque d'Osnabruck

les Princes d'Anhalt et plus tard l'Electeur Archevêque de Mayence et son Coadjuteur V. C. DE HARTZBERG recueil T. II, p. 376.)

vorhaben, wenn es gleich bisher nicht zur Erfüllung kommen mögen, keinesweges ganz bey Seite gesetzt oder aufgegeben zu seyn scheint, sondern über kurz und über lang wieder vorgenommen werden möchte; so verbinden sich Se. K. Maj. zu Preussen, als Churfürst von Brandenburg, Se. K. Maj. von Großbritannien, als Churfürst zu Braunschweig-Lüneburg, und Se. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen, Kraft dieses, daß sie in diese Austauschung keinesweges concediren, noch solche geschehen lassen, vielmehr auf das nachdrücklichste und mit allen Kräften sich dagegen setzen, zu dem Ende nebst den im Art. IX. der am heutigen Tage vollzogenen Convention angeführten Maafsregeln, zuvörderst die vom Herrn Herzoge von Zweybrücken oder andern Pfälzischen Prinzen zu reclamierende Leistung der Garantie des Reichs über den Tschirischen Frieden auf das kräftigste bey der Reichsversammlung und sonst befördern helfen, und allenfalls, wenn solches nicht zureichen noch die gehoffte Wirkung hervorbringen sollte, wegen ferneren den Reichssatzungen und der Reichs-Constitution gemäß dagegen zu ergreifenden Maafsregeln und Mitteln sich weiter vereinbaren und zusammensetzen, und solche mit möglichster und vereinbarter Wirksamkeit ausführen wollen.

Eben so wenig wollen dieselben andere ähnliche Projecte von Ländertauschungen in Deutschland oder Secularisationen noch Zergliederungen unmittelbarer geistlicher Stifter, welche von jemand, wer es auch sey, entworfen seyn oder werden mögen, und nothwendig in Ansehung ihrer Beschaffenheit und Folgen auf eine Zerrüttung des Reichssystems hinausgehn, ihres Orts gestatten oder geschehn lassen, vielmehr auf gleiche Art und Weise zu verhindern und zu hinterreiben suchen, und nach Befinden wegen der erforderlichen Maafsregeln sich näher einverstehen.

Gegenwärtiger geheimer Artikel soll u. s. w.

So geschehen Berlin den 23sten July 1785.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

FINKENSTEIN.

V. BEULWITZ.

ZINZENDORF.

(L. S.)

HEATZBERG.

7.

1785 *Traité définitif de limites entre la France et*
 27-Août *l'Espagne, pour établir une ligne divisoire*
aux Aldudes ou Quint-Royal et Val-Carlos,
et pour déterminer les limites des deux mo-
narchies dans cette partie des Pyrénées; signé
à Eliffonde, le 27. Août 1785.

Le Roi Très-Christien et le Roi Catholique animés du désir de resserrer de plus en plus les liens du sang et de l'amitié qui les unissent si étroitement, et voulant que leurs sujets respectifs se ressentent des avantages de cette bonne harmonie, ont jugé à propos de détruire et d'anéantir le principe des querelles et des discussions qui subsistent entre leurs frontaliers respectifs sur les monts Pyrénées, et particulièrement entre les habitans de la vallée de Baygorry, de la ville de St. Jean-Pied-de-Port et du pays de Cize dans la Basse Navarre, et ceux des vallées de Bastan, Erro, Val-Carlos, et de l'abbaye royale de Roncevaux dans la Haute-Navarre, à raison de la propriété de jouissance des Aldudes ou Quint-Royal et Val-Carlos, par une ligne divisoire qui partage et sépare pour toujours les terres indivises des deux puissances, la propriété de ces vallées et la souveraineté des deux Rois dans cette partie.

A cet effet, les commissaires départis soussignés; savoir, de la part de Sa Majesté Très-Christienne, messire FRANÇOIS-MARIE Comte d'ORNANO, chevalier de l'ordre royal et militaire de St. Louis, maréchal de ses camps et armées, et, de la part de S. M. Catholique, Messire DON VENTURA DE CARO, chevalier de St. Jean, maréchal de ses camps et armées, se sont transportés aux Aldudes ou Quint-Royal et à Val-Carlos, et ont parcouru, visité et reconnu toutes les terres des deux monarques sur cette frontière, pour remplir l'objet de leur commission, fixer en conséquence les points les plus convenables pour une démarcation claire et permanente, et faire cesser par ce moyen les causes de
 division

division qui ont subsisté jusqu'à présent entre les frontaliers respectifs. En conséquence les commissaires départis soussignés, après avoir examiné les droits des parties intéressées et leurs besoins réels, pris une entière connoissance des choses relativement aux Aldudes ou Quint-Royal et Val-Carlos, se réservant de continuer par la suite leur commission dans les autres parties des Pyrénées, et s'être dûment communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, dont les copies seront insérées à la suite du présent traité, et sans préjudice les droits de Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, sont convenus des articles suivans.

ART. I.

Les pays des Aldudes ou Quint-Royal et Val-Carlos seront partagés et séparés par une ligne divisoire, qui commencera au Col d'Yzpeguy, d'où elle aura sa direction vers Beorzu Bustan, par les cimes des montagnes qui versent les eaux dans les vallées de Baigorri des Aldudes et de Bastan, en suivant la ligne ancienne qui a toujours formé la division de leurs territoires respectifs. Depuis Beorzu-Bustan, et en abandonnant les versans, la démarcation suivra une ligne droite jusqu'à Yzterbeguy-monhoa. Et de ce point il sera tiré une autre ligne droite à Lindus-monhoa, ou Lindus Goiticoa, ces deux lignes traversant et coupant les montagnes, frondrières, ravins et ruisseaux intermédiaires, qui jettent leurs eaux dans la principale rivière des Aldudes. Depuis Lindus-monhoa ou Lindus Goiticoa, la même ligne droite continuera et passera par le Col de Lindus-Balsacoa, et aboutira à la cime la plus immédiate qui divise les versans de Val-Carlos et de Hayra, autrement Aguirá; de manière qu'Yzpeguy, Beorzu-Bustan, Yzterbeguico-monhoa, Lindus-monhoa et la cime de Val-Carlos, seront regardées comme les principaux points de la ligne de démarcation qui partagera et séparera perpétuellement à l'avenir le pays des Aldudes entre les frontaliers respectifs, et formera les souverainetés de la France et de l'Espagne. Depuis la cime de Val-Carlos, la ligne suivra par les sommités des versans de Val-Carlos et de Hayra ou Aguirá, jusqu'au haut de Mendimocha, d'où la ligne descendra par le ravin le plus méridional, formé par les torrens de Mendimocha, jusqu'à

Ligne
de divi-
sion.

1785 la jonction de ce même ravin avec celui qui descend d'Ureullu, et continuera le long du ruisseau qui coule entre Madaria et Pagomeaca, jusqu'à la petite cascade de sept degrés qui se trouve dans le principal ruisseau, avant d'arriver et à peu de distance d'une autre plus grande cascade qui est aussi dans le même ruisseau, et qui se nomme Zurrustagaina. De la petite cascade dont il a été parlé, et en abandonnant le cours du ruisseau, la ligne continuera par la gauche, en croisant le côté méridional de la montagne et lieu appelé Ardance Saroya, par où passe le chemin de Lasse au Scel de Madaria, et en suivant ce même chemin par les parages appelés Lepozais et Pertolecoburuya jusqu'à la rivière principale de Val-Carlos; la ligne ci-dessus démarquée finissant au lieu de Pertolé à la rivière de Val-Carlos, la démarcation suivra, en remontant par le milieu de la rivière de Val-Carlos, jusqu'à la jonction du ruisseau appelé Chaparreco-errecà à la même rivière de Val-Carlos, cette dernière servant de ligne de séparation entre Arneguy, paroisse du pays de Cize, d'avec Val-Carlos, et servant aussi de limite entre la France et l'Espagne. Et du confluent du ruisseau de Chaparreco-errecà et de la rivière de Val-Carlos, et du milieu de son lit, la ligne de démarcation suivra, en remontant presque directement le cours de ce même ruisseau de Chaparreco-errecà, en s'inclinant d'environ sept toises vers Arneguy, vis-à-vis de la source de ce ruisseau, par Ibarceta, à la pierre nommée Ahiléguipecoa; de là, par les crêtes et les rochers des montagnes, la ligne se dirigera à Sorroy-Saharreco-Harri-Sabala, d'où elle suivra une ligne courbe par la fontaine appelée Harifondoco-itturia, et près d'une autre fontaine appelée Heganfaco-itturia, jusqu'au Col d'Ubaraguicolephoa, et de ce dernier point directement à Anchoullaharreco-cascoa. De ce dernier endroit la ligne descendra à Legarretaco-errecà, et de là au ruisseau appelé Orreillaco-errecà. Elle remontera par là jusqu'à la jonction avec le ruisseau de Veroquellaco-errecà, et, en remontant de nouveau le long du cours de ce dernier ruisseau et vers sa source, la ligne ira jusqu'au lieu appelé Harilephocol-arrecà, se dirigeant vers la partie supérieure du chemin qui d'Ondarolla conduit aux minières de fer d'Urrichola, laissant dans le

1785

le territoire de la France les six bordes intermédiaires qui appartiennent à quelques habitans du pays de Cize, avec leurs dépendances immédiates, ainsi que la montagne d'Esquissamalda qu'environnent lesdits villages. De ce dernier point, la ligne suivra par le côté de la montagne et par les dessus du chemin dont il a été parlé, ainsi que par celui qui a été nouvellement pratiqué depuis les minières d'Orrichola à Orreifeita, coupant les terrains et bois Lastur à Orreillaco-errecà, et longeant ce même chemin jusqu'au petit village appelé Yraguico-errecà dans Arismechaca. De là, la ligne remontera encore, en traversant Lareguico-mendia, et en s'inclinant vers la source du village d'Orreilla, jusqu'à ce qu'il joigne, auprès du col de Lastey, le chemin royal qui mène de Roncevaux, par le port d'Alto-Biscar, à St. Jean-Pied-de-Port; et, depuis sa jonction au chemin royal, la ligne sera continuée par le même chemin royal au Col de Bentarté, et de là enfin à Irriburieta, ou Afaldea, qui est le terme de séparation du pays de Cize et de la ville de St. Jean-Pied-de-Port en France, d'avec les vallées de Val-Carlos, Erro et Abascoa en Espagne.

ART. II.

La ligne ci-dessus décrite, qui commence au Col d'Yzpeguy et se termine à Irriburieta, servira de limite aux deux royaumes, de manière que tout le terrain qui, depuis cette ligne dans les Aldudes ou Quint-Royal, Val-Carlos et Ondarolla, se trouve dans la partie de France, sera de la domination du Roi Très-Chrétien, et celui qui se trouve dans la partie l'Espagne, de la domination du Roi Catholique; et par conséquent les sujets et habitans de l'une et de l'autre puissances ne pourront point dépasser les limites ci-dessus convenues, ni pour la jouissance et usufruit, ni pour la possession territoriale, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit: mais comme cette ligne de démarcation suit en plusieurs endroits le cours des eaux et la direction des chemins, et qu'elle traverse quelques fontaines, ainsi qu'il constatera par les verbaux de l'apposition des bornes, il a été convenu que toutes les eaux et les fontaines qui sont sur la ligne, seront communes entre les frontiers des deux nations, soit pour leur propre usage, soit

Mode
de par-
tage.

1785 soit pour celui de leurs troupeaux, de quelque espèce qu'ils soient, de même que les chemins qui sont aussi sur la ligne, pour leur propre passage et celui de leur bétail.

ART. III.

Bornage

Afin de prévenir toutes les disputes qui pourroient naître à raison de l'inégalité du terrain et de différens boyaux, frondrières, ravins et montagnes que la ligne de démarcation traverse, en formant des angles en certains endroits, et pour que, par le laps du tems, il n'y ait point de variation à cet égard, il a été convenu qu'on procédera dès ce moment au bornage de toute la ligne de démarcation convenue, à l'assistance des députés des communautés et autres parties intéressées et limitrophes des frontières respectives, afin qu'elles en aient connoissance, et en présence des notaires royaux de l'une et de l'autre nation; et que l'on fera placer des bornes de pierre par des maçons, dans les endroits les plus convenables, pour marquer la direction de la ligne, avec du charbon dessous, et deux garands aux deux coins de la borne, qui seront faits avec une pierre coupée en deux, selon l'usage, et distant chacun d'une demi-toise de la borne. Dans les endroits les plus remarquables, on sculptera une croix sur chaque côté de la borne, qui sera en face des terres divisées. Les distances d'une borne à l'autre seront mesurées et marquées dans les verbaux de l'apposition des bornes; et, dans le cas que la ligne suive quelques rivières ou ruisseaux dans la direction, ces rivières et ruisseaux serviront de démarcation, si on le trouve convenable.

ART. IV.

Communautés.

Considérant que les faceries et la communauté dans la jouissance des herbes et des pacages, entre les voisins frontaliers de l'une et de l'autre nation, ont été très-préjudiciables au repos et à la tranquillité générale des frontières, puisqu'elles donnaient lieu à des voies de fait, à des représailles et à d'autres excès irrépressibles, et afin qu'à l'exemple de leurs souverains les sujets respectifs des deux puissances vivent, comme ils le doivent, en paix et en amitié, il a été convenu que toutes les faceries et communautés, qui ont eu lieu

lieu jusqu'à présent dans les Aldudes ou Quint-Royal et à Val-Carlos, seront et demeureront abolies et de nulle valeur, sans que qui que ce soit puisse par la suite du tems les rétablir ni les renouveler par aucun titre, ni à raison de bustes, scels et Quint-Royal, ni pour quelqn'autre cause et prétexte que ce soit, mais bien que tous les voisins, en commun et en particulier, devront se renfermer respectivement en la jouissance de la part et portion seulement qui leur échoit, par la présente démarcation, dans une entière indépendance réciproque. 1785

ART. V.

Il a été convenu que les frontaliers de l'une et de l'autre nation, auront la faculté d'affermir leurs pacages, non seulement aux habitans de leur domination, mais encore à ceux de la nation voisine; mais que, dans ce dernier cas, ils seront assujettis aux règles suivantes: 1. Qu'ils ne pourront aliéner aucun droit territorial de la frontière, à peine de nullité; 2. que les actes qui se passeront dans cet objet, ne pourront être faits que pour un an seulement; qu'il y sera fait mention expresse de la qualité et du nombre des troupeaux étrangers, du prix qu'ils payeront pour leur pacage, et du terrain qu'on affermira; 3. que ces actes seront présentés au tribunal supérieur de la province, pour qu'il en ait connoissance et qu'il puisse remédier de suite aux fautes que les contractans pourroient commettre, au préjudice de leurs droits et de la conservation permanente des limites de la frontière; 4. que les propriétaires seuls de terres affermées pourront y édifier des cabanes ou autres habitations pour les pasteurs fermiers, lesquels ne pourront les construire eux-mêmes, se servir des bois, ni causer le moindre dommage.

ART. VI.

Comme il résulte des limites marquées par la présente démarcation, dans les Aldudes ou Quint-Royal et à Val-Carlos, que quelques maisons, bordes, champs cultivés et prés qui appartenaient jusqu'à présent aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, restent dans la partie espagnole; et qu'au contraire quelques autres dont jouissaient les sujets espagnols restent dans la partie françoise, il a été accordé et convenu que le

bameau

- 1785 hameau d'Ondarolla, avec tout son territoire désigné dans l'article premier, toutes les bordes, les champs, les mines, et toutes les autres propriétés qui se trouvent dans l'enceinte de la démarcation, seront et demeureront à l'Espagne et sous la domination de S. M. Catholique, dans une entière indépendance de S. M. Très-Chrétienne, réservant cependant au chapitre de Bayonne les cent livres de rente qui lui sont dues par Ondarolla sur la dîme, et au marquis de Salha les droits seigneuriaux dont il jouit sur ce hameau, et qui consistent dans la perception du restant de la dîme, demeurant néanmoins à S. M. Catholique la faculté de racheter ces objets pour en disposer comme elle aviserà; tout comme, dans la partie de Val-Carlos, tout le territoire enclavé entre les lignes tirées depuis Mendimocha jusqu'à Pertolé, et depuis le rocher d'Urdia, (en suivant le cours du ruisseau d'Eyhavie jusqu'à sa jonction avec la rivière qui descend de Val-Carlos, qui dépend du territoire et juridiction de Val-Carlos, et dans lequel les habitans de Lasse, sujets de S. M. Très-Chrétienne, ont des maisons, bordes et champs), passera, avec toutes les possessions, sous la domination du roi de France: mais toutes les habitations et tous les champs françois que la ligne divisoire a laissés du côté de Val-Carlos, seront de la domination du Roi Catholique, de même que toutes les maisons, bordes, terres et prés des habitans espagnols, que la ligne divisoire englobe aux Aldudes dans la partie françoise, seront et demeureront sous la domination de S. M. Très-Chrétienne, et toutes celles qui seront dans la partie espagnole, sous la domination de S. M. Catholique, avec la réserve expresse de conserver aux curés d'Episnal, Viscarret, Misquiris et Linznain de la vallée d'Erro, les dîmes qu'ils ont perçues jusqu'à présent aux Aldudes, ou de les indemnifier par un équivalent. On observera aussi la même règle pour tous ceux de l'une ou de l'autre nation qui se trouveront dans le même cas.

ART. VII.

Option des sujets. Afin d'éviter tout préjudice aux sujets des deux souverains, établis ou qui possèdent des maisons, bordes, ou autres propriétés quelconques en dehors des limites de la présente démarcation, il a été convenu qu'ils auront

1785

auront une entière liberté de rester sous la domination dans laquelle ils se trouvent, ou de passer dans celle du souverain dans le territoire duquel se trouveront leurs possessions. Comme aussi il leur sera respectivement permis d'aliéner leurs possessions par vente, permutation ou à tout autre titre légal; et pour l'option entre ces deux partis, il leur sera accordé dix-huit mois de délai, à compter du jour de la ratification et de l'échange du présent traité, et sous la condition encore qu'ils ne seront point molestés dans leurs démarches pour l'aliénation, la vente ou la permutation de leurs biens, mais bien au contraire que les tribunaux de l'une et l'autre nation leur donneront toutes les facilités, les secours et les faveurs dont ils auront besoin pour parvenir à cette fin. Pendant le délai de dix-huit mois, qui leur est accordé pour cette option, les propriétaires actuels pourront cultiver leurs possessions et en recueillir les fruits; mais ce titre ne leur donnera aucun droit de tenir aucune espèce de troupeaux dans les herbes et les pâturages de la domination étrangère, ni de faire aucune coupe dans les bois ni pour des besoins réels ni pour les besoins fictifs et supposés. Seulement il sera permis aux sujets de l'un des souverains, qui, par l'effet du présent traité, seront placés sous la domination de l'autre, de jouir pendant le tems qu'ils traiteront de leurs translations avec leurs propres troupeaux, du pacage et des eaux du territoire dans lequel ils ont les possessions, jusqu'à ce qu'ils aient effectué leur translation, qui devra avoir lieu précisément dans ledit délai de dix-huit mois.

ART. VIII.

Pour qu'il n'y ait pas de doute ni de discussion sans l'aliénation, vente ou permutation des bordes, champs cultivés, prés, et de ce qu'on entend par ces objets, il a été convenu qu'on regardera pour bordes celles qui sont édifiées en murs de maçonnerie, et dont les couvertures sont existantes, sans que sous aucun prétexte on puisse considérer comme bordes les habitations des pasteurs qu'on appelle dans le pays écholac, ni les cabanes couvertes de bois pour l'abri du bétail, ni enfin celles qui sont construites en pierres sèches sans mortier ou au moins sans une liaison d'argile.

1785 On entend par champs cultivés, ceux que l'on ensemence réellement et qui produisent des fruits; et par prés, ceux uniquement où l'on fauche du foin, mais nullement les terrains incultes et vagues, quoiqu'ils fussent fermés en pierre ou en bois, et destinés à être cultivés ou mis en prés. On ne pourra exiger aucun prix, ni traiter de leur valeur, pour les écholacs couverts de bois, ni pour les bordes en pierres sèches sans mortier, ni enfin pour les terrains incultes, tous lesquels objets demeureront au souverain dans la partie duquel ils se trouvent, comme une dépendance des terres divisées. On observera la même règle pour les complans d'arbres sur les terres communes et ouvertes.

ART. IX.

Passage.

Il a été convenu que les habitans d'Ondarolla auront le passage libre, avec toutes sortes de troupeaux, de leurs limites particulières, dans le territoire de Lastur qui reste à l'Espagne, et pour tous les autres parages d'Arismehaca et d'Altobiscar, par les dépendances des bordes françoises d'Esquichaharré, et par toute la montagne d'Esquissamalda, qui est encernée et enclavée par les ruisseaux de Legarretaco-erreca, Oreillaco-erreca, et Veroquillaco-erreca, ainsi qu'il leur conviendra, sans qu'à raison du passage, qui leur est concédé ils puissent laisser paître leurs troupeaux sur lesdits terrains.

ART. X.

Obligations des sujets.

Les sujets de Leurs Majesté Très-Chrétienne et Catholique, qui continrent ou qui ont quelque intérêt dans les Aldudes ou Quint-Royal et à Val-Carlos, devront perpétuellement par la suite se conformer au présent traité, et en observer ponctuellement tous les articles, sans que, dans aucun tems, ni sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent prétendre plus de droits territoriaux ni de jouissances que ceux qui leur sont reconnus par le présent traité; toutes les conventions, les accords et les capitulations antérieures faites à ce sujet, demeurant abrogées et de nulle force et valeur, quand même elles seraient revêtues des ratifications de Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique. Et en cas qu'aucun des sujets des deux souverains se permit de construire maisons, bordes ou

ou autres édifices, ou de faire quelques défrichemens, 1785
ou clôtures hors des bornes respectives, même du
consentement et avec l'approbation des paroisses ou
communautés dans le territoire desquelles il ferait
ces établissemens, il encourra, par ce fait seul, la
perte de ses établissemens et l'amende de mille livres,
dont un tiers sera au profit du dénonciateur, et les
autres applicables suivant les usages des lieux; et
dans le cas où le délinquant ne payerait point cette
amende dans le délai d'un mois, à compter du jour
de la condamnation, il sera corporellement puni d'une
peine équivalente, par le juge compétent, dans le
territoire duquel il aura commis le délit; à l'effet de
quoi le délinquant lui sera remis sans retard et sans
aucune difficulté par le juge sous la juridiction duquel
il se trouvera, dès l'instant qu'il sera réclamé.

A R T. XI.

Pour empêcher les désordres qui peuvent résulter ^{Saisie de}
de la liberté qu'ont eue jusqu'à présent les frontaliers ^{trou-}
respectifs de saisir et carnasser les troupeaux étrangers ^{peaux,}
qui se trouvent dans leurs pâturages, il est réservé par
le présent article à Leurs Majestés Très-Chrétienne et
Catholique de prendre à cet égard les précautions qui
leur paroîtront les plus convenables, et de nommer
dans cet objet les personnes qu'elles voudront charger
de pareilles exécutions, en leur prescrivant les for-
malités qu'elles devront observer.

A R T. XII.

Il a été convenu que toutes les années, à partir ^{visite}
de 1787, et dans le mois d'Août de chaque année, les ^{annuelle}
paroisses frontières des deux nations visiteront toute
la ligne de démarcation; à l'effet de quoi chacune
d'elles devra nommer des députés, qui feront une
reconnoissance de la partie de la ligne qui les con-
cerne, et qu'en retenant acte de l'état dans lequel ils
trouveront les bornes, ils en remettront le procès-
verbal au commandant de la province, qui ordonnera
que l'on remplacera sans perte de tems les bornes
qui, par le laps du tems, ou par l'entreprise de quel-
l'un, pourraient se trouver égarées ou détruites; et
dans le cas où l'on parviendrait à découvrir les au-

1785 teurs d'un pareil délit, ils seront condamnés à dix années de galères.

ART. XIII.

Exécution. Ratification. Le présent traité aura son exécution du premier jour du mois de Janvier 1786, et jusqu'alors tout restera dans le même état qu'il est maintenant, sans aucune innovation de part ni d'autre; et à cet effet lesdits messieurs Comte d'ORNANO et DON VENTURA DE CARO s'obligent de retirer dans le délai de trois mois, à compter du jour de la date du présent traité, ou avant s'il est possible, de leurs souverains respectifs les ratifications nécessaires. La ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sera remise à l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique à la cour de France, et celle de Sa Majesté Catholique à l'ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne à la cour d'Espagne; et un mois après les échanges il sera enregistré, et on en donnera connoissance aux commandans et tribunaux respectifs qui doivent en connoître; il sera enfin publié partout où besoin sera, avec les solennités, requises en pareil cas, afin qu'il ait une pleine et entière exécution.

En foi de quoi, nous, commissaires départis de S. M. Très-Chrétienne et de S. M. Catholique, avons en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, signé le présent traité et tous les articles et à iceux fait apposer le sceau de nos armées.

A Elissonde le 27. Août 1785.

Signé:

(L. S.) *Le Comte d'ORNANO.* (L. S.) *VENTURA CARO.*

8.

Traité d'Amitié et de Commerce entre Sa 1785
Majesté le Roi de Prusse et les Etats-Unis 10. Sept.
de l'Amérique, signé à la Haye le
 10. Sept. 1785.

C. DE HERTZBERG *Recueil* T.I. p. 465. et se trouve
 ans *Nouv. extraord.* 1786. n. 68. suppl.; en Allemand
 ans *Historisches Portefeuille* 1787. N. 12. p. 622; en
 Italien dans *Storia dell' Anno* 1786. p. 126.)

Sa Majesté le Roi de Prusse etc. etc. et les Etats-Unis
 de l'Amérique, désirant de fixer d'une manière perma-
 nente et équitable les règles qui doivent être observées,
 relativement à la correspondance et au commerce à éta-
 blir entre les Etats respectifs des deux Parties; Sa Ma-
 jesté et les Etats-Unis ont crû ne pouvoir mieux rem-
 plir ce but, qu'en posant pour base de leurs Engage-
 mens la plus parfaite égalité et réciprocité.

Dans cette vue Sa Majesté le Roi de Prusse a
 nommé et constitué pour son Plénipotentiaire le Baron
 Frédéric Guillaume de Thulemeyer son Conseiller privé
 l'Ambassade et Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs
 Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-
 Unies, et les Etats-Unis ont de leur côté pourvu de
 leurs Pleinpouvoirs le Sieur John Adams ci-devant
 l'un de leurs Ministres Plénipotentiaires, pour traiter
 de la paix, Délégué au Congrès de la part de l'Etat
 de Massachussets et Chef de Justice du dit Etat, actuel-
 lement Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis près
 Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, le Docteur
 Benjamin Franklin en dernier lieu leur Ministre Plé-
 nipotentiaire à la Cour de S. M. T. C. et aussi l'un de
 leurs Ministres Plénipotentiaires pour traiter de la paix,
 et le Sieur Thomas Jefferson, ci-devant Délégué au
 Congrès de la part de l'Etat de Virginie et Gouver-
 neur du dit Etat, actuellement Ministre Plénipoten-
 tiaire à la Cour de S. M. T. C. lesquels Plénipotentiai-
 res respectifs, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs,

1785 et en conséquence d'une mure délibération, ont conclu, arrêté et signé les Articles suivans :

ART. I.

Amitié. Il y aura une paix ferme, inviolable et universelle et une amitié sincère entre Sa Majesté le Roi de Prusse, ses héritiers, successeurs et sujets d'une part, et les Etats-Unis de l'Amérique et leurs Citoyens d'autre part, sans exception de personnes ou de lieux.

ART. II.

Traité-ment relatif au commerce Prussien. Les sujets de S. M. le Roi de Prusse pourront fréquenter toutes les côtes et les pays des Etats-Unis de l'Amérique, y résider et trafiquer en toutes sortes de productions, manufactures et marchandises, et ne payeront d'autres ni de plus forts impôts, charges ou droits dans les dits Etats-Unis, que ceux que les nations les plus favorisées sont ou seront obligées de payer, et ils jouiront de tous les droits, privilèges et exemptions dans la navigation et le commerce, dont jouit ou jouira la nation la plus favorisée, se soumettant néanmoins aux loix et usages y établis, et auxquels sont soumis les Citoyens des Etats-Unis et les Citoyens et sujets de nations les plus favorisées.

ART. III.

et Américain. Pareillement les Citoyens des Etats-Unis de l'Amérique pourront fréquenter toutes les côtes et tous les pays de S. M. le Roi de Prusse, y résider et trafiquer en toutes sortes de productions, manufactures et marchandises, et ne payeront d'autres ni de plus forts impôts, charges ou droits dans les Domaines de Sa dite Majesté, que ceux que la nation la plus favorisée est ou sera obligée de payer; et ils jouiront de tous les droits, privilèges et exemptions dans la navigation et le commerce, dont jouit ou jouira la nation la plus favorisée; se soumettant néanmoins aux loix et usages y établis, et auxquels sont soumis les sujets de S. M. le Roi de Prusse et les sujets et citoyens des nations les plus favorisées.

ART. IV.

Importation et Exportation. En particulier chacune des deux nations aura le droit d'importer ses propres productions, manufactures

et marchandises, à bord de ses propres bâtimens, 1785
 ou de tel autre, dans toutes les parties des Domaines
 de l'autre, où il sera permis à tous les sujets et citoyens
 de l'autre nation de les acheter librement, comme aussi
 d'y charger les productions, manufactures et mar-
 chandises de l'autre, que tous les dits sujets ou ci-
 toyens auront la liberté de leur vendre en payant dans
 l'un et l'autre cas tels impôts, droits et charges seule-
 ment, que ceux qui sont ou seront payés par la na-
 tion la plus favorisée. Cependant le Roi de Prusse,

les Etats-Unis de l'Amérique et chacun d'eux en
 particulier, se réservent le droit, au cas que quelque
 nation restreigne le transport des marchandises aux
 vaisseaux des Pays dont elles sont la production ou la
 manufacture, d'y établir envers cette nation des règle-
 mens réciproques, se réservant de plus le droit de pro-
 hibér dans leurs pays respectifs l'importation ou l'ex-
 portation de toute marchandise quelconque, dès que
 raison d'Etats l'exige. En ce cas les sujets ou ci-
 toyens d'une des Parties Contractantes ne pourront im-
 porter ni exporter les marchandises prohibées par
 l'autre. Mais si l'une des Parties Contractantes per-
 met à quelqu'autre nation d'importer ou d'exporter
 les mêmes marchandises, les citoyens ou sujets de
 l'autre Partie Contractante jouiront tout aussitôt d'une
 liberté pareille.

ART. V.

Les Marchands, Commandans des Vaisseaux et Libéré
 autres sujets ou citoyens de chacune des deux nations, P. L.
 ne seront pas forcés dans les Ports ou dans la Juri- charge-
 diction de l'autre de décharger aucune sorte de mar- ment et
 chandises dans d'autres vaisseaux, ni de les recevoir déchargement,
 à bord de leurs propres navires, ni d'attendre leur
 départ plus longtems qu'il ne leur plaira.

ART. VI.

Pour éviter que les vaisseaux de l'une des deux visitation.
 Parties Contractantes ne soient point inutilement mo-
 nstrés ou détenus dans les ports ou sous la juridiction
 de l'autre, il a été convenu, que la visite des mar-
 chandises, ordonnée par les loix, se fera avant qu'elles
 soient chargées sur le navire, et qu'ensuite elles
 ne seront plus assujetties à aucune visite. Et en gé-
 néral

1785 neral il ne se fera point de recherche à bord du vaisseau, à moins qu'on n'y ait chargé clandestinement et illégalement des marchandises prohibées. Dans ce cas celui par l'ordre duquel elles ont été portées à bord, ou celui qui les y a portés sans ordre, sera soumis aux loix du Pays où il se trouve, sans que le reste de l'équipage soit molesté, ni les autres marchandises ou le vaisseau saisis ou détenus par cette raison.

ART. VII.

Prote-
ction
des vais-
seaux res-
pectifs.

Chacune des deux Parties Contractantes tâchera, par tous les moyens, qui seront en son pouvoir de protéger et de défendre tous les vaisseaux et autres effets appartenans aux citoyens ou sujets de l'autre, et se trouvant dans l'étendue de sa juridiction par mer ou par terre; et elle emploiera tous les efforts pour recouvrer et faire restituer aux propriétaires légitimes les vaisseaux et effets qui leur auront été enlevés dans l'étendue de la dite juridiction.

ART. VIII.

Droits
d. vais-
seaux
entrant
sans dé-
charger.

Les vaisseaux des sujets ou citoyens d'une des deux Parties Contractantes, arrivant sur une côte appartenant à l'autre, mais n'ayant pas dessein d'entrer au Port, on y étant entrés, ne désirant pas de décharger leurs cargaisons, on de rompre leur charge, auront la liberté de repartir et de poursuivre leur route sans empêchement et sans être obligés de rendre compte de leur cargaison, ni de payer aucuns impôts, charges et droits quelconques, excepté ceux établis sur les vaisseaux une fois entrés dans le Port et destinés à l'entretien du Port même ou à d'autres établissemens qui ont pour but la sûreté et la commodité des navigateurs; lesquels droits, charges et impôts seront les mêmes et se payeront sur le même pied qu'ils sont acquittés par les sujets ou citoyens de l'Etat où ils sont établis.

ART. IX.

Nau-
frage.

Au cas que quelque vaisseau appartenant à l'une des deux Parties Contractantes auroit fait naufrage, échoué ou souffert quelque autre dommage sur les côtes, ou sous la domination de l'autre, les sujets ou citoyens respectifs recevront, tant pour eux, que pour leurs vaisseaux et effets, la même assistance qui auroit été

ré fournie aux habitans du pays où l'accident arrive, 1785
 et ils payeront seulement les mêmes charges et droits,
 aux quels les dits habitans auraient été assujettis en
 pareil cas. Et si la réparation du vaisseau exigeait que
 la cargaison fût déchargée en tout ou en partie, ils
 ne payeront aucun impôt, charge ou droit de ce qui
 sera rembarqué et emporté. L'ancien et barbare droit
 du naufrage sera entièrement aboli à l'égard des sujets
 ou citoyens des deux Parties Contractantes.

ART. X.

Les citoyens ou sujets de l'une des deux Parties Libre
 Contractantes auront dans les Etats de l'autre la liberté disposi-
 de disposer de leurs biens personnels, soit par Testa- tion d.
 ment, donation ou autrement, et leurs héritiers, étant biens.
 sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante, succe-
 sion.
 éderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament,
 ou à l'intestat, et ils pourront en prendre possession,
 soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place,
 et en disposant à leur volonté, en ne payant d'autres
 droits, que ceux auxquels les habitans du Pays où la
 Succession est devenue vacante, sont assujettis en pa-
 reille occurrence. Et en cas d'absence des héritiers, on
 prendra aussi longtems, des biens qui leurs sont échus,
 les mêmes soins qu'on aurait pris en pareille occasion
 des biens des natifs du Pays, jusqu'à ce que le pro-
 priétaire légitime ait agréé des arrangemens pour re-
 cueillir l'héritage. S'il s'élève des contestations entre
 différens prétendans ayant droit à la succession, elles
 seront décidées en dernier ressort selon les loix et par
 les juges du pays où la Succession est vacante. Et si
 par la mort de quelque personne possédant des biens
 fonds sur le territoire de l'une des Parties Contractan-
 tes, ces biens fonds venaient à passer selon les loix
 du pays, à un citoyen sujet de l'autre Partie, celui-ci,
 si par sa qualité d'Etranger il est inhabile de les possé-
 der, obtiendra un délai convenable pour les vendre et
 pour en retirer le provenu, sans obstacle, exempt de
 tout droit de retenue, de la part du Gouvernement des
 Etats respectifs. Mais cet Article ne dérogera en au-
 cune manière à la force des loix, qui ont déjà été pu-
 bliées ou qui le seront dans la suite par S. M. le Roi
 de Prusse pour prévenir l'émigration de ses sujets.

1785

Reli-
gion.

ART. XI.

Il sera accordé la plus parfaite liberté de conscience et de culte aux citoyens et sujets de chaque Partie Contractante dans les Etats de l'autre, et personne ne sera molesté à cet égard pour quelque cause que ce soit, si ce n'est pour insulte faite à la religion de l'autre. De plus si des sujets et citoyens de l'une des Parties Contractantes venaient à mourir dans la juridiction de l'autre, leurs corps seront enterrés dans les endroits, où l'on a la coutume de faire les enterremens, ou dans tel autre lieu décent et convenable, et ils seront protégés contre toute violence et trouble.

ART. XII.

Com-
merce
neutre.

Si l'une des Parties Contractantes était en guerre avec une autre Puissance, la libre correspondance et le commerce des citoyens ou sujets de la Partie qui demeure neutre envers les Puissances belligérantes, ne seront point interrompus. Au contraire et dans ce cas comme en pleine paix, les vaisseaux de la Partie neutre pourront naviguer en toute sûreté dans les Ports et sur les côtes des Puissances belligérantes, les vaisseaux libres rendant les marchandises libres, en tant qu'on regardera comme libre tout ce qui sera à bord d'un navire appartenant à la Partie neutre, quand même ces effets appartiendraient à l'ennemi de l'autre. La même liberté s'étendra aux personnes qui se trouveront à bord d'un vaisseau libre, quand même elles seraient ennemies de l'autre partie, excepté que ce fussent des gens de guerre, actuellement au service de l'ennemi.

ART. XIII.

Contre-
bande.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes se trouverait en guerre avec une autre Puissance, il a été convenu, que pour prévenir les difficultés et les discussions qui surviennent ordinairement par rapport aux marchandises ci-devant appelées de contrebande telles que armes, munitions et autres provisions de toute espèce, aucun de ces Articles, chargés à bord des vaisseaux des citoyens ou sujets de l'une des Parties, et destinés pour l'ennemi de l'autre ne sera censé de contrebande, au point d'impliquer confiscation ou condamnation, et d'entraîner la perte de la propriété des

es individus. Néanmoins il sera permis d'arrêter ces
ortes de vaisseaux et effets, et de les retenir pendant
out le temps que le preneur croira nécessaire pour
révenir les inconveniens et les dommages qui pour-
aient en résulter autrement; mais dans ce cas on ac-
ordera une compensation raisonnable pour les per-
es qui auront été occasionnées par la saisie. Et il sera
ernis en outre aux preneurs d'employer à leur service
n tout ou en partie les munitions militaires détenues
n payant aux Propriétaires la pleine valeur à déter-
miner sur le prix qui aura cours à l'endroit de leur
estination; mais que dans le cas énoncé d'un vaisseau
rreté pour des Articles ci-devant appelés contre-
ande, si le maître de navire consentait à délivrer les
archandises suspectes, il aura la liberté de le faire,
t le navire, ne sera plus amené dans le Port, ni dé-
enus plus longtems, mais aura toute liberté de pour-
ivre sa route.

1785

ART. XIV.

Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties
ontractantes se trouverait engagée dans une guerre
vec une ou autre Puissance, et afin que les vaisseaux
e la Partie neutre soyent promptement et sûrement
ecognus, on est convenu, qu'ils devront être munis
e lettres de mer ou passeports exprimant le nom, le
ropriétaire et le Port d'un navire ainsi que le nom
t la demeure du maître. Ces passeports qui seront
xpédiés en bonne et due forme, (à déterminer par
es conventions entre les Parties, lorsque l'occasion
requerra) devront être renouvelés, toutes les fois
ue le vaisseau retournera dans son Port, et seront
xhibés à chaque requisiion, tant en pleine mer que
ans le Port. Mais si le navire se trouve sous le con-
oi d'un ou de plusieurs vaisseaux de guerre apparte-
ans à la Partie neutre, il suffira que l'Officier com-
andant du convoi déclare que le navire est de son
arti moyennant quoi cette simple déclaration sera
ensée établir le fait et dispensera les deux Parties
e toute visite ultérieure.

Preuve
de neu-
tralité.

ART. XV.

Pour prévenir entièrement tout désordre et toute
iolence en pareil cas, il a été stipulé, que lorsque
des

Visita-
tion sur
mer.

1785 des navires de la Partie neutre, naviguant sans convoi rencontreront quelque vaisseau de guerre public ou particulier, de l'autre Partie, le vaisseau de guerre n'approchera le navire neutre qu'au delà de la portée du canon, et n'enverra pas plus de deux ou trois hommes dans la chaloupe à bord pour examiner les lettres de mer ou passeports. Et toutes les personnes appartenantes à quelque vaisseau de guerre public ou particulier, qui molesteront ou insulteront en quelque manière que ce soit l'équipage, les vaisseaux ou effets de l'autre Partie, seront responsables en leurs personnes et en leurs biens, de tous dommages et intérêts, pour les quels il sera donné caution suffisante par tous les Commandans de vaisseaux armés en course, avant qu'ils reçoivent leurs Commissions.

ART. XVI.

Embar-
go.

Il a été convenu que les sujets ou citoyens de l'une des Parties Contractantes, leurs vaisseaux ni effets ne pourront être assujettis à aucun embargo, ni retenus de la part de l'autre pour quelque expédition militaire, usage public ou particulier de qui que ce soit. Et dans tous les cas de saisie, de détention ou d'arrêt, soit pour dettes contractées, ou offenses commises par quelque citoyen ou sujet de l'une des Parties Contractantes dans la Juridiction de l'autre, on procédera uniquement par ordre et par autorité de la justice, et suivant les voyes ordinaires en pareil cas usitées.

ART. XVII.

Repris-
ses.

S'il arrivait que les bâtimens ou effets de la Puissance neutre fussent pris par l'ennemi de l'autre, ou par un pirate, et ensuite repris par la Puissance en guerre, ils seront conduits dans un port de l'une des deux Parties Contractantes, et remis à la garde des Officiers du port, afin d'être restitués en entier au propriétaire légitime dès qu'ils aura dûment constaté son droit de propriété.

ART. XVIII.

Refuge.

Lorsque les citoyens ou sujets de l'une des deux Parties Contractantes seront forcés par des tempêtes, par la poursuite des corsaires ou vaisseaux ennemis ou par quelque autre accident, à se réfugier avec leurs vaisseaux

vaisseaux ou effets dans les havres, ou dans la juridiction de l'autre, ils seront reçus, protégés et traités avec humanité et honnêteté. Il leur sera permis de se pourvoir à un prix raisonnable de rafraichissemens, de provisions et de toutes choses nécessaires pour leur subsistance, santé et commodité, et pour la réparation de leurs vaisseaux. 1785

ART. XIX.

Les vaisseaux de guerre publics et particuliers des deux Parties contractantes pourront conduire en toute liberté, partout où il leur plaira, les vaisseaux et effets qu'ils auront pris sur leurs ennemis, sans être obligés de payer aucuns impôts, charges ou droits aux officiers de l'Amirauté, des douanes ou autres. Ces prises ne pourront être non plus ni arrêtées ni visitées, ni soumises à des procédures légales en entrant dans le port de l'autre Partie, mais elles pourront en sortir librement, et être conduites en tout tems par le vaisseau préchant aux endroits portés par les Commissions, dont l'Officier commandant le dit vaisseau sera obligé de faire montre, mais tout vaisseau qui aura fait des prises sur les sujets de S. M. T. C. le Roi de France ne sauroit obtenir un Droit d'Asile dans les ports ou Havres des Etats-Unis, et s'il étoit forcé d'y entrer par des tempêtes ou dangers de mer il sera obligé d'en repartir le plutôt possible, conformément à la teneur des Traités subsistans entre Sa Majesté Très-Chrétienne et les Etats-Unis. Prises faites sur l'ennemi.

ART. XX.

Aucun Citoyen ou sujet de l'une des deux Parties Contractantes n'acceptera d'une Puissance avec laquelle l'autre pourrait être en guerre, ni Commission ni lettre de marque pour armer en course contre cette dernière sous peine d'être puni comme Pirate. Et ni l'un ni l'autre des deux Etats ne louera, prètera ou donnera une partie de ses forces navales ou militaires à l'ennemi de l'autre pour l'aider à agir offensivement ou défensivement contre l'Etat qui est en guerre. Assistance à l'ennemi.

ART. XXI.

S'il arrivoit que les deux Parties Contractantes fussent en même tems en guerre contre un ennemi commun, Guerre commune.

1785 commun, on observera de part et d'autre les points suivans :

1) Si les bâtimens de l'une des nations, repris par les armateurs de l'autre n'ont pas été au pouvoir de l'ennemi au de là de vingt quatre heures, ils seront restitués au premier propriétaire, moyennant le paiement du tiers de la valeur du bâtiment et de la Cargaïson. Si au contraire le vaisseau repris a été plus de vingt quatre heures au pouvoir de l'ennemi, il appartiendra en entier à celui qui l'a repris.

2) Dans le cas qu'un Navire (fut) repris par un vaisseau de guerre de l'une des Puissances Contractantes, il sera rendu au propriétaire, moyennant qu'il paye un trentième du navire et de la cargaïson, si le bâtiment n'a pas été plus de vingt quatre heures au pouvoir de l'ennemi, et le dixième de cette valeur, s'il a été plus long-tems, les quelles sommes seront distribués en guise de gratification à ceux qui l'auront repris.

3) Dans ces cas la restitution n'aura lieu qu'après les preuves faites de la propriété sous caution de la quote part, qui en revient à celui qui a repris le navire.

4) Les vaisseaux de guerre publics et particuliers des deux Parties Contractantes seront admis réciproquement avec leurs prises dans les Ports respectifs; cependant ces prises ne pourront y être déchargées, ni vendues, qu'après que la légitimité de la prise aura été décidée suivant les loix et réglemens de l'Etat dont le preneur et sujet, mais par la justice du lieu où la prise aura été conduite.

5) Il sera libre à chacune des Parties Contractantes de faire tels réglemens qu'elles jugeront nécessaires relativement à la conduite que devront tenir respectivement leurs vaisseaux de guerre publics et particuliers, à l'égard des bâtimens qu'ils auront pris et amenés dans les Ports des deux Puissances.

ART. XXII.

Défense
mua-
tuelle.

Lorsque les Parties Contractantes seront engagées en guerre contre un ennemi commun, ou qu'elles seront neutres toutes deux, les vaisseaux de guerre de l'une prendront en toute occasion sous leur Protection les

les navires de l'autre, qui sont avec eux la même route, et ils les défendront, aussi long-tems qu'ils seront voilés ensemble contre toute force et violence, et de la même manière qu'ils protégeraient et défendraient les navires de leur propre nation. 1785

ART. XXIII.

S'il survient une guerre entre les Parties Contractantes, les marchands de l'un des deux Etats qui résideront dans l'autre, auront la permission d'y rester encore neuf mois, pour recueillir leurs dettes actives et arranger leurs affaires; après quoi ils pourront partir en toute liberté et emporter tous leurs biens, sans être molestés ni empêchés. Les femmes et les enfans, les gens de lettres de toutes les facultés, les cultivateurs, artisans, manufacturiers et pêcheurs qui ne sont point armés, et qui habitent des villes, villages ou places qui ne sont pas fortifiés, et en général tous ceux dont la vocation tend à la subsistance et à l'avantage commun du genre humain, auront la liberté de continuer leurs professions respectives, et ne seront point molestés en leurs personnes, ni leurs maisons, ou leurs biens incendiés, ou autrement détruits, ni leurs champs ravagés par les armées de l'ennemi au pouvoir du quel ils pourraient tomber par les événemens de la guerre; mais si l'on se trouve dans la nécessité de prendre quelque chose de leurs propriétés pour l'usage de l'armée ennemie, la valeur en sera payée à un prix raisonnable. Tous les vaisseaux marchands et commerçans, employés à l'échange des productions de différens endroits, et par conséquent destinés à faciliter et à répandre les nécessités, les commodités et les douceurs de la vie, passeront librement et sans être molestés. Et les deux Puissances Contractantes s'engagent à n'accorder aucune commission, ni des vaisseaux armés en course, qui les autorisât à prendre ou à détruire ces sortes de vaisseaux marchands, ou à interrompre le commerce. Cas de rupture.

ART. XXIV.

Afin d'adoucir de fort des prisonniers de guerre et de ne les point exposer à être envoyés dans des climats éloignés et rigoureux, ou resserrés dans des habitations étroites et mal-saines, les deux Parties Contractantes s'engagent solennellement l'une envers l'autre Prisonniers de guerre.

1785

l'autre et à la face de l'univers, qu'elles n'adopteront aucun de ces usages; que les prisonniers qu'elles pourroient faire l'une sur l'autre ne seront transportés ni aux Indes Orientales, ni dans aucune contrée de l'Asie ou de l'Afrique, mais qu'on leur assignera en Europe ou en Amérique, dans les territoires respectifs des Parties Contractantes un séjour situé dans un air sain; qu'ils ne seront point confinés dans des cachots, ni dans des prisons, ni dans des vaisseaux de prison; qu'ils ne seront pas mis aux fers, ni garotés, ni autrement privés de l'usage de leurs membres: que les Officiers seront relâchés sur leur parole d'honneur dans l'enceinte de certains districts qui leur seront fixés, et qu'on leur accordera des logemens commodes, que les simples soldats seront distribués dans des cantonnemens ouverts assez vastes pour prendre l'air et l'exercice, et qu'ils seront logés dans les barraques aussi spacieuses et aussi commodes que le sont celles des troupes de la Puissance, au pouvoir de la quelle se trouvent les prisonniers; que cette Puissance fera pouvoir journellement les Officiers d'autant de rations, composées des mêmes Articles et de la même qualité, dont jouissent en nature ou en équivalent les Officiers du même rang qui sont à son propre service; qu'elle fournira également à tous les autres prisonniers une ration pareille à celle qui est accordée au soldat de sa propre armée. Le montant de ces dépenses sera payé par l'autre Puissance, d'après une liquidation de compte, à arrêter réciproquement pour l'entretien des prisonniers à la fin de la guerre, et ces comptes ne seront point confondus ou balancés avec d'autres comptes, ni la solde qui en est dûe, retenue comme compensation ou repressailles pour tel autre Article ou telle autre prétention réelle ou supposée. Il sera permis à chacune des deux Puissances d'entretenir un Commissaire de leur choix dans chaque cantonnement des prisonniers qui sont au pouvoir de l'autre; ces Commissaires auront la liberté de visiter les prisonniers, aussi souvent qu'ils le désireront, ils pourront également recevoir et distribuer les douceurs que les parens ou amis des prisonniers leur feront parvenir; enfin il leur sera libre encore de faire leurs rapports par lettres ouvertes à ceux qui les emploient. Mais si un Officier manquoit à sa parole d'honneur ou qu'un autre prisonnier sortit
des

es limites qui auront été fixées à son cantonnement, n tel Officier ou autre prisonnier sera frustré individuellement des avantages stipulés dans cet Article pour la relaxation sur parole d'honneur, ou pour son cantonnement. Les deux Puissances Contractantes ont déclaré en outre, que ni le prétexte que la guerrerompt les Traités, ni tel autre motif quelconque, ne seront censés annuler ou suspendre cet Article et le précédent, mais qu'au contraire le tems de la guerre est précisément celui pour le quel ils ont été stipulés, durant le quel il seront observés aussi saintement que les Articles les plus universellement reconnus par le droit de la nature et des gens. 1785

ART. XXV.

Les deux Parties Contractantes se sont accordées Consuls, et ont accordé la faculté de tenir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agens et Commissaires de leur choix, et dont les fonctions seront déterminées par un arrangement particulier, lorsque l'une des deux Puissances aura nommé à ces postes; mais dans le cas que tel ou autre de ces Consuls ne puisse faire le commerce, il sera soumis aux mêmes lois et usages aux quels sont soumis les particuliers de la nation à l'endroit où il réside.

ART. XXVI.

Lorsque l'une des deux Parties Contractantes accordera dans la suite quelque faveur particulière en fait de navigation ou de commerce à d'autres nations, elle deviendra aussitôt commune à l'autre Partie Contractante et celle-ci jouira de cette faveur gratuitement, la Concession est gratuite, ou en accordant la même compensation si la concession est conditionnelle. Avantages futurs à accorder.

ART. XXVII.

Sa Majesté le Roi de Prusse et les Etats-Unis de l'Amérique sont convenus, que le présent traité aura plein effet pendant l'espace de dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et que si l'expiration de ce terme arrivait dans le cours d'une guerre entre eux, les articles ci-dessus stipulés pour régler leur conduite en tems de guerre, conserveront toute leur force jusqu'à la conclusion du Traité qui établira la paix. Durée du traité

1785 Le présent Traité sera ratifié de part et d'autre et les ratifications seront échangées dans l'espace d'une année à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes, aux lieux de leur domicile respectif, ainsi qu'il sera exprimé ci-dessous.

T. G. DE THULEMEIER, signé à la Haye
le 10. Sept. 1785.

(L. S.)

(L. S.)

TH. JEFFERSON,
Paris July 28.
1785.

(L. S.)

B. FRANKLIN,
Bally July 9.
1785.

(L. S.)

JOHN ADAMS,
London Aug. 5.
1785.

(Ce traité a été ratifié par le Congrès des Etats-Unis de l'Amérique le 7. May 1786. v. *Annual Register* 1786 St. Pap. p. 98.)

9.

29. Sept. *Articles arrêtés préliminairement, pour servir de base au Traité à faire entre l'Empereur et les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis sous la médiation de S. M. Très-Chrétienne; à Paris le 20. Sept. 1785.*

(*Nouv. Extraord.* 1785. No. 78. et se trouvent en Allemand dans *Polit. Journal.* 1785. p. 988. en Hollandois dans *N. Nederl. Jaarboeken*, 1785. p. 154. en Italien dans *Storia dell' Anno* 1785. p. 169.)

ART. I.

L. Holl. **I**l est convenu, que les Etats-Généraux acquitteront payeront 9,500,000 florins, argent courant de Hollande, pour lions, l'indemnité de Maëstricht et de son territoire, les bans de

le St. Servais y compris, ainsi que le Comté de Vroen-1785
loven; et 500 mille florins, même cours, pour com-
pensation des dommages causés par les inondations,

Trois mois après la ratification du Traité les
États-Généraux feront payer à la caisse Impériale de
Bruxelles la somme de 1,250,000 florins de Hollande;
ix mois après pareille somme, et ainsi de six mois en
ix mois, jusqu'à l'extinction totale des dites deux
ommes, faisant ensemble celle de dix millions de flo-
rins, argent courant de Hollande.

ART. II.

Leurs Hautes Puissances céderont à S. M. Impé- Les Hol-
riale le ban d'Aulne, situé dans le Dahlem Hollandois landois
t ses dépendances, et la Seigneurie ou le Chef-ban cède-
e Bligny-le-Trembleur, avec St. André, le ban et ront.
eigneurie de Bombay, la ville et le château de Dah-
em avec ses appartenances; excepté Oost et Cadier;
ous la réserve qu'il en sera fait compensation dans les
changés de convenance respective à faire dans le pays
'Outre-Meuse.

ART. III.

Les limites de la Flandre demeureront au terme de Limites
a convention de 1664. et, s'il en était qui, par le de
ps de tems, pussent avoir été ou être obscurcies, il Flandre.
era nommé des Commissaires de part et d'autre pour
s rétablir.

ART. IV.

Leurs Hautes Puissances feront régler, de la ma- Écoule-
ière la plus convenable, à la satisfaction de l'Empe- ment des
eur, l'écoulement des eaux du pays de S. M. en Plan. eaux en
res et du côté de la Meuse, afin de prévenir, autant Flandre.
ue possible, les inondations, en consentant qu'à cette
n il soit fait usage, sur un pied raisonnable, du ter-
eu nécessaire, même sous la domination de L. H. P.
es Ecluses qui seront construites à cet effet sur le
rritoire des États-Généraux; resteront sous Leur Sou-
eraineté; et il n'en sera construit dans aucun endroit,
ui pourrait nuire à la défense de leurs frontières.

Il sera nommé respectivement des Commissaires,
ui seront chargés de déterminer les emplacements,
s plus convenables pour les dites Ecluses. Ils con-

1785 viendront ensemble de celles, qui devront être soumises à une Régie commune.

ART. V.

Indem- Leurs Hautes Puissances ayant déclaré, par une
nifac- de leurs résolutions, que leur intention était de dé-
des su- dommager ceux des sujets de S. M. Impériale, qui au-
jets. raient souffert par des inondations, Elles affectent à
cet objet les 500 mille florins de Hollande, dont il
a été mention dans l'Art. I.

ART. VI.

Souve- Leurs Hautes Puissances reconnoissent le plein
raineté droit de Souveraineté absolue et indépendante de S.
sur M. Imp. sur toute la partie de l'Escaut depuis Anvers
l'Escaut jusqu'au bout du pays de Sautingen, conformément à
la ligne de 1664. laquelle on est convenu de couper,
ainsi que l'indique la ligne jaune S. T. laquelle retombe
en T. sur la limite de 1664. du côté du Brabant; sui-
vant que l'indique la carte signée par les Ambassa-
deurs respectifs.

Les Etats-Généraux renoncent en conséquence à
la perception et levée d'aucun péage et impôt dans
cette partie de l'Escaut, à quel titre et sous quelle
forme que ce puisse être; de même qu'à y gêner en
aucune manière la navigation et le commerce des su-
jets de S. M. Impériale, sans que ceux-ci puissent y
donner plus d'étendue qu'il n'en est accordé par le
Traité de Munster du 30. Janvier 1648. dans lequel
demeurera à cet égard dans sa force et vigueur.

ART. VII.

Kruys- Leurs Hautes Puissances évacueront et démoliront
Schans les forts de Kruys-Schans et de Frédéric-Henri, et
et Fr. en céderont le terrain à S. M. Impériale.
Henri.

ART. VIII.

Lillo et Leurs Hautes Puissances, voulant donner à S. M.
Lief- l'Empereur une nouvelle preuve de leur désir de réta-
kens- blir la plus parfaite intelligence entre les deux Etats,
hoek. consentent à faire évacuer et à remettre à la disposition
de S. M. Imp. les forts de Lillo et de Liefkenahoeck
avec leurs fortifications, dans l'état où ils se trouvent;
les

les Etats-Généraux se réservant d'en retirer l'Artillerie et les munitions de toute espèce. 1785

ART. XI.

L'exécution des deux Articles ci-dessus aura lieu six semaines après l'échange des ratifications. Terme de l'exécution.

ART. X.

Les Etats-Généraux s'étant prêtes au désir, que l'Empereur leur a témoigné, d'avoir les forts de Lillo et de Liefkenshoek dans l'état, où ils se trouvent. L. H. P. s'attendent de l'amitié de S. M. Impériale, qu'Elle voudra bien leur céder et abandonner tous les droits, qu'Elle a pu former sur les villages dits de Rédemption, autres que ceux dont Elle peut déjà avoir disposé par des échanges avec la Principauté de Liège. villages de redemption.

M. le Comte de Mercy, ne se trouvant pas suffisamment instruit, a bien voulu, à la demande et sur la prière de Médiateur, prendre cette proposition *ad referendum*.

ART. XI.

S. M. Impériale renonce aux prétentions, qu'Elle avait formées sur les bans et villages de Bladel et Reussel. Bladel et Reussel.

ART. XII.

M. le Comte de Mercy demande, que le village de Postel, qu'il dit déjà soumis à la domination de l'Empereur, soit cédé à S. M. Imp. par les Etats-Généraux, qui renonceront à cet effet à toute prétention; bien-entendu que les biens de l'Abbaye de Postel, écularisés par les Etats-Généraux, ne pourront être réclamés. Postel.

Mrs. les Ambassadeurs de Hollande ont bien voulu, à la prière du Médiateur, prendre cet article *ad referendum*.

ART. XIII.

Il est convenu, que les prétentions pécunières de Souverain à Souverain sont compensées et abolies: Et, quant à celles que les particuliers auront à réclamer de Prétentions pécunières.

1785 part et d'autre, il sera nommé des Commissaires pour les liquider.

ART. XIV.

Limites
de Bra-
bant.

Il sera nommé également des Commissaires, pour reconnoître les limites de Brabant, et pour convenir de gré à gré des échanges, qui pourraient être d'une convenance mutuelle.

ART. XV.

Traité
de Mun-
ster.
Tr. de
1731.

Le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. servira de base au futur Traité définitif, qui devra être conclu dans l'espace de six semaines: Et toutes les stipulations du dit Traité de Munster seront conservées, en tant qu'il n'y aura pas été dérogé.

Mrs. les Ambassadeurs des Etats-Généraux demandent le rappel du Traité de 1731. et notamment de l'Art. V. M. le Comte de Mercy n'a pas jugé devoir s'y prêter.

Les Articles ci-dessus ont été rédigés en présence du Comte de Vergennes, nommé par Sa Maj. Très-Chrétienne, pour remplir les fonctions de Médiateur, et ont été souscrites par les Ambassadeurs sous-signés sous l'approbation de l'Empereur et des Etats-Généraux.

Fait à Paris le 20. Septembre 1785.

9. b.

*Traité d'accord définitif entre S. M. Impériale et 1785
Royale Apostolique et L. H. P. les Seigneurs Etats. 8. Nov.
Généraux des Provinces-Unies; Signé à Fontai-
nebleau le 8. Nov. 1785.*

(*Nouvelles Extraordinaires* 1785. No. 93. et 94. et se trouve aussi en Allemand dans le *Politische Journal* 1785. p. 1216. en Hollandois dans *N. Nederl. Jaarboeken* 1785. p. 1556. et d. *Recueil van de Tractaaten* T. II. N. 34. et 35. [v. *KLUIT ind. federum.*] *Maandl. Nederl. Merc.* 1785. P. I. p. 193. en Anglois dans *Annual-Register* 1785. p. 200.)

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Père, Fils, et St. Esprit. Ainsi soit-il! Soit notoire à tous ceux, qu'il appartient ou peut appartenir etc.

ART. I.

Il y aura une Paix perpétuelle et une amitié sincère <sup>Ami-
tié</sup> et constante entre S. M. I. et R. Apostolique, ses Héritiers et Successeurs, et L. H. P. les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, leurs Etats, Provinces et Pays, et leurs Vassaux et Sujets respectifs.

ART. II.

Le Traité conclu à Munster le 30. Janvier 1648. <sup>Traité
de Mun-
ster.</sup> sert de base au présent Traité; et toutes les stipulations du dit Traité de Munster seront conservées, en tant qu'il n'y aura pas été dérogé par le présent.

ART. III.

Il sera libre désormais aux deux Puissances Contractantes de faire tels Règlements, qu'elles aviseront pour le Commerce, les Douanes, et les Péages dans leurs Etats respectifs. <sup>Com-
merce
etc.</sup>

ART. IV.

Les Limites de la Flandre demeureront aux termes de la Convention de l'année 1664; et, s'il en était, <sup>Limites
de la
Flandre.</sup> qui,

1785 qui, par le laps de tems, pussent avoir été ou être obscurcies, il sera nommé, dans le terme d'un mois après l'échange des Ratifications, des Commissaires de part et d'autre pour les rétablir. Il est convenu de plus, qu'il sera fait à l'amiable les échanges, qui pourraient être jugés d'une convenance réciproque.

ART. V.

Forts à
élever.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à ne pas construire des Forts ou élever des Batteries à la portée du Canon des Forteresses de l'une ou de l'autre, et à démolir ceux qui pourraient se trouver dans ce cas.

ART. VI.

Écoule-
ment des
Eaux en
Flandre

Leurs Hautes Puissances feront régler de la manière la plus convenable, à la satisfaction de l'Empereur, l'écoulement des Eaux du Pays de S. M. en Flandre et du côté de la Meuse, afin de prévenir, autant que possible, les inondations. Leurs H. P. consentent même, qu'à cette fin il soit fait usage, sur un pied raisonnable, du terrain nécessaire sous leur Domination. Les Ecluses, qui seront construites à cet effet sur le Territoire des Etats-Généraux, resteront sous leur Souveraineté; et il n'en sera construit dans aucun endroit de leur Territoire, qui pourrait nuire à la défense de leurs Frontières. Il sera nommé respectivement dans le terme d'un mois, après l'échange des Ratifications, des Commissaires, qui seront chargés de déterminer les emplacements les plus convenables pour les dites Ecluses: Ils conviendront ensemble de celles, qui devront être soumises, à une Régie commune.

ART. VII.

Souve-
raineté
et navi-
gation
sur
l'Escaut

Leurs Hautes Puissances reconnoissent le plein Droit de Souveraineté absolue et indépendante de S. M. Imp. sur toute la partie de l'Escaut depuis Anvers jusqu'au bout du Pays de Sastingen, conformément à la Ligne jaune S. T. laquelle retombe en T. sur la Limite du Brabant, suivant que l'indique la Carte signée par les Ambassadeurs respectifs. Les Etats-Généraux renoncent en conséquence à la perception et levée d'aucun Péage et Impôt dans cette partie de l'Escaut, à quelque titre et sous quelle forme que cela puisse

puisse être; de même à y gêner en aucune manière la Navigation et le Commerce des Sujets de S. M. Impériale. Le reste du Fleuve, depuis la Ligne démarquée jusqu'à la Mer, dont la Souveraineté continuera d'appartenir aux Etats-Généraux, sera tenu clos de leur côté, ainsi que les Canaux du Sas, du Swin, et autres Bouches de Mey y aboutissans, conformément au Traité de Munster. 1785

ART. VIII.

Leurs Hautes-Puissances évacueront et démoliront les Forts de Kruis-Schans et de Frédéric-Henri, et en céderont les Terres à S. M. Impériale. Kruis-Schans et Fred. Henri.

ART. IX.

Leurs Hautes-Puissances voulant donner à S. M. l'Empereur, une nouvelle preuve de leur désir de rétablir la plus parfaite intelligence entre les deux Etats, consentent à faire évacuer et à remettre à la disposition de S. M. Imp. des forts de Lillo et de Liefkenshoek avec leurs Fortifications, dans l'état où ils se trouvent; les Etats-Généraux se réservant d'en retirer l'Artillerie et les Munitions de toute espèce. Lillo et Liefkenshoek.

ART. X.

L'exécution des deux Articles ci-dessus aura lieu six semaines après l'échange des Ratifications. Terme de l'exécution.

ART. XI.

Sa Maj. Imp. renonce aux prétentions, qu'Elle avait formées sur les Bances et Villages de Bladel et Reussel. Bladel et Reussel.

ART. XII.

Leurs Hautes Puissances renoncent de leur côté à toute prétention sur le Village de Postel, bien entendu que les Biens de l'Abbaye de Postel, sécularisés par les Etats-Généraux, ne pourront être réclamés. Postel.

ART. XIII.

Il sera nommé, dans le terme d'un mois d'après l'échange des Ratifications, des Commissaires pour reconnaître les Limites du Brabant, et pour convenir de gré à gré des échanges, qui pourraient être d'une convenance mutuelle. Limites du Brabant.

1785

ART. XIV.

Mae-
stricht
etc.

Sa Maj. Imp. renonce à tous les Droits et Pré-
tentions, qu'Elle a formées, ou qu'Elle pourra former
en vertu du Traité de 1673. sur la Ville de Maestricht,
le Comté de Vroenhoven, les Bancs de St. Servais,
et le Pays d'Outremeuse, Partage de l'Etat.

ART. XV.

Somme
à payer
p. l. P.
Unies.

Leurs Hautes Puissances acquitteront, pour l'In-
demnité des Parties sus-dites, à Sa Maj. Impériale la
Somme de neuf Millions et cinq cents mille Florins,
Argent courant de Hollande.

ART. XVI.

Dedom-
mage-
ment d.
sujets.

Leurs Hautes Puissances ayant déclaré, que leur
intention était de dédommager ceux des Sujets de Sa
Maj. Impériale, qui auraient souffert par les inonda-
tions, Elles s'engagent à acquitter pour cet effet à Sa
Maj. Imp. une Somme de cinq cents mille Florins,
même cours.

ART. XVII.

Formes
du paye-
ment.

Le paiement des Sommes, stipulées par les deux
Articles précédens, se fera de la manière suivante:
Trois mois après la Ratification du présent Traité, les
Etats-Généraux feront payer à la Caisse Impériale de
Bruxelles la Somme de douze cents cinquante mille
Florins de Hollande, six mois après pareille Somme,
et ainsi de six en six mois, jusqu'à l'extinction totale
des dites deux Sommes, faisant ensemble celle de
dix Millions de Florins, Argent Courant de Hollande.
Ces payemens ne pourront être arrêtés ni suspendus,
pour quelque cause ni pour quelque prétexte que
ce puisse être.

ART. XVIII.

Aulne,
Blegny,
Teneur
Bom-
baye,
Dahlem.

Leurs Hautes Puissances cèdent à S. M. Imp. le
Ban d'Aulne, situé dans le Pays de Dahlem et ses Dé-
pendances, la Seigneurie ou Chef-Ban de Blegny-le-
Trembleur avec Saint-André, le Ban et Seigneurie
de Teneur, le Ban et Seigneurie de Bombaye, la Ville
et le Château de Dahlem avec les Appartenances et
Dépendances, excepté Oost et Cadier.

ART.

ART. XIX.

1785

En échange des Cessions mentionnées dans l'Article XVIII. Sa Maj. Imp. cède à L. H. P. les Seigneuries de Vieux-Fauquemont, Schin sur la Genle, Strucht, avec leurs Appartenances et Dépendances, la Seigneurie de Schaesberg avec ses Dépendances, l'Enclave du Fauquemont-Autrichien dans la quelle est situé le Couvent de St. Gerlach, qui sera transféré ailleurs sous la domination de Sa Maj. Imp. et les Villages d'Obbicht et Papenhoven avec leurs Dépendances, situés dans la Gueldre-Autrichienne. Sa Maj. renonce au surplus à ses prétentions sur la partie du Village de Schimmert nommé les Bies, avec la partie de ce District, qui a toujours fourni et qui fournit encore son Contingent dans les Petitions de L. H. Puissances, y compris les 40. Bonniers de terre environ, réclamés par ceux du Village de Nuth. Sa Maj. Imp. renonce de même à ses prétentions sur les parties de Bruyères et de Terres, réclamées du côté de Heerlen, par ceux d'Ubach, de Brontsen, et de Simpelvelt, sous la réserve néanmoins, que les Sujets de Sa Mzj. Imp. auront la communication libre et affranchie de tous Droits de Péage, Barrières ou autres quelconques, par la partie du grand-chemin, qui passe le long des Limites du Ban de Kerkenraadt comme également les Sujets de L. H. P. conserveront la communication libre et affranchie par le reste du Chemin jusqu'au Pays de Ter-Heyde.

L'Autriche cède et renonce.

ART. XX.

Les Etats-Généraux s'étant prêtés au désir, que S. M. Imp. leur a témoigné d'avoir les Forts de Lillo et de Liefkenshoeck dans l'état où ils se trouvent, Sa Maj. Impériale, voulant leur donner une preuve réciproque de son amitié, leur cède et abandonne tous les Droits, qu'Elle a pu former sur les Villages dits de Rédemption, excepté Falais, Argenteau et Hermal; L. H. P. se dessistant de leur côté de tous Droits et prétentions sur ces trois Villages, et s'engageant à n'y lever aucuns Impôts en Deniers de Rédemption; de même que S. M. Imp. s'engage réciproquement à n'en lever aucuns sur les autres Villages de Rédemption, ainsi que sur les Bans de St Servais, cédés aux Etats-Généraux.

Villages de Rédemption.

ART.

1785

ART. XXI.

Emigra-
tion d.
Pays
cédés.

Il sera libre aux Sujets respectifs de se retirer des Pays, qui viennent d'être cédés réciproquement; et ceux, qui y resteront jouiront du libre exercice de leur Religion: Les deux Puissances pourvoiront, respectivement à la compétence et à l'entretien des Deservans de leurs Eglises.

ART. XXII.

Berneau

Leurs Hautes Puissances cèdent et abandonnent à Sa Majesté Impériale tous leurs Droits sur le Village de Berneau, situé au Pays de Dahlem, et qui étaient restés indivis par le Partage du Pays d'Outremeuse, de l'an 1661.

ART. XXIII.

Elfloes.

Sa Maj. Imp. cède et abandonne en retour à L. H. P. tous ses Droits sur le Village d'Elfloes, situé au Pays de Fauquemont, et qui étaient également restés indivis par le même Partage.

ART. XXIV.

Limites
d. p.
d'Outre-
meuse.

Il sera nommé, dans le terme d'un mois après l'échange des Ratifications, des Commissaires de part et d'autre, pour régler, à la satisfaction réciproque des Hautes Parties Contractantes, les Limites de leurs Territoires au Pays d'Outremeuse, et convenir de gré à gré d'autres échanges encore, qui pourraient y être d'une convenance mutuelle.

ART. XXV.

Préten-
tions
pécu-
niaires.

Il est convenu entre les Hautes Parties Contractantes, que les Prétentions pécuniaires de Souverain à Souverain sont compensées et abolies: Et, quant à celles que les Particuliers auront à réclamer, il sera nommé des Commissaires pour les examiner.

ART. XXVI.

Conting-
ent p.
le paye-
ment d.
Rentes
etc.

Un mois après l'échange des Ratifications, il sera nommé des Commissaires de part et d'autre pour examiner et déterminer le juste Contingent; que les Etats Généraux devront désormais acquitter dans le paiement des Rentes affectées sur les anciennes Aides du Brabant:

Brabant: Les dits Commissaires achèveront leur travail dans le terme d'une année; et en attendant les choses resteront sur l'ancien pied. 1785

ART. XXVII.

Les deux Hautes Parties Contractantes renoncent respectivement, sans aucun réserve, à toutes les prétentions, qu'elles pourraient encore avoir l'une à la charge de l'autre, de quelque nature qu'elles puissent être. Rénon-
ciations
récipro-
ques.

ART. XXVIII.

Sa Maj. le Roi Très-Chrétien, ayant contribué à la réussite de l'arrangement convenu entre les Hautes Parties Contractantes par son intervention amicale et la Médiation efficace et équitable, Sa dite Majesté est requise par les Hautes Parties Contractantes de se charger aussi de la Garantie du présent Traité. Garantie
de la
France.

ART. XXIX.

Le présent Traité sera ratifié par S. M. Imp. et par L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux et les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines à compter de ce jour, ou plutôt si faire se peut. Ratifi-
cation.

En foi de quoi nous Ambassadeurs et Plénipotentiaires avons signé les Présentes et y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Fontainebleau le 8. Novembre 1785.

Signé:

(L. S.) *Le Comte DE MERCY-ARGENTEAU.*

(L. S.) *LESTEVENON VAN BERKENROODE.*

(L. S.) *BRANTSSEN.*

Nous

1785 Nous Plénipotentiaire de S. M. le Roi Très-Chrétien, ayant servi de Médiateur à l'ouvrage de la Pacification, déclarons, que le Traité de Paix ci-dessus, avec la Convention y annexée, de même qu'avec toutes les Clauses, Conditions et Stipulations, qui y sont contenues, a été conclu par la Médiation et sous la Garantie de S. M. Très-Chrétienne. En foi de quoi nous avons signé la présente Déclaration de notre main, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes.

Fait à Fontainebleau le 8. Novembre 1785.

Signé:

(L. S.)

GRAVIER DE VERGENNES.

Convention séparée, concernant les Conditions, accessoires aux Cessions réciproques des Hautes Parties Contractantes.

ART. I.

Que les Aides et autres Charges ordinaires, répar-
Payement des Aides de Dahlem P. 1785.
 ties par les Etats du Pays de Dahlem pour l'année 1785. seront payées au Receveur actuel, au profit de L. H. P. et pour l'acquit des Charges de la présente année.

ART. II.

Qu'également les Rentes Domaniales et Ecclé-
Domaines rentes eccl. Emphyteutes P. 1786.
 siastiques, ainsi que les Dîmes, qui échaient au présent mois de Novembre; de même que les Emphyteutes des Moulins et autres, pour l'année courante, seront levées et perçues par le Receveur de L. H. P. et à leur profit de sorte que les Aides du dit Pays, ou des parties d'iceux, cédées à S. M. Imp. ne commenceront à courir au profit de S. M. Imp. qu'avec le premier Janvier 1786., les Domaines et Rentes Ecclésiastiques qu'au premier Décembre, et les Emphyteutes après l'année échue.

ART.

ART. III.

Que, pour prévenir toute difficulté au sujet des Arrérages des dites Rentes et des Aides, et l'exécution, que les Receveurs de L. H. P. feraient dans le cas de faire au défaut de paiement, il en sera formé une Liste exacte et détaillée, et le Receveur ou Commissaire de S. M. Imp. sera autorisé à payer aux Receveurs respectifs de L. H. P. le montant des dits Arrérages, sauf à les répéter à charge des Debiteurs.

1785

Manière de les lever.

ART. IV.

Que toute Vente de Biens Ecclésiastiques, Emphyteusales ou Fermes des Dîmes, de même que les Octrois accordés sortiront leur plein et entier effet.

Ventes, fermes, octrois.

ART. V.

Les Officiers et Employés des Etats de Dahlem et tous ceux, qui, à titre de leurs Emplois avaient des Gages ou Donatives fixes à charge du dit Pays, jouiront, leur vie durant, d'une Pension Viagère proportionnée, qui leur sera assignée sur les Revenus du dit Pays.

Pension des Officiers et Employés.

ART. VI.

Les Mayeurs et Greffiers, tant de la Ville et Haute Cour de Dahlem, que des Seigneuries, cédées à S. M. Impériale, et qu'Elle ne jugera pas à propos de continuer dans leurs Emplois, en seront dédommages raisonnablement ou auront la faculté de vendre leurs Emplois sous l'agrément du Gouvernement-Général des Pays-Bas. Les susdits Articles auront également lieu à l'égard des Parties cédées par S. M. Imp. à L. H. Puissances.

et Mayeurs et Greffiers.

ART. VII.

Que, pour autant que les Pays de Fauquemont et Rolduc, Partage de S. M. Impériale, seraient chargés de Capitaux et autres Dettes négociées ou contractées par les Etats des dits pays; soit à cause de la marche de Troupes ou autre cause quelconque, les Parties cédées par S. M. Imp. à L. H. P. en seront entièrement déchargées, comme il en sera réciproquement à l'égard du Pays de Dahlem cédé à S. M. Impériale.

Dettes contractées sur l. pays cédés.

ART.

1785

Fiefs.

ART. VIII.

Les Fiefs, situés dans les Parties cédées de part et d'autre, et qui en dépendent, relèveront des Cours ou Chambres Féodales du Souverain, sous lequel ils ressortiront, sans avoir aucune ultérieure Dépendance des Cours ou Chambres Féodales de l'autre Souverain, duquel ils ont relevé ci-devant, conformément à ce qui a été stipulé à cet égard par le Traité de Partage du 26. Décembre 1661. Les Cessions réciproques se feront à la même époque et de la même manière, un mois après l'échange des Ratifications.

ART. IX.

Couvent
de St.
Gerlach.

Il est convenu de plus, que, si le Couvent de St. Gerlach venait à être supprimé ou incorporé dans quelque autre Ordre ou Couvent, les Etats-Généraux jouiront alors des Droits de Fisc sur les Biens, que le dit Couvent possède sous leur Domination.

La présente Convention sera jointe au Traité et aura la même force, que si elle y étoit insérée mot-à-mot.

En foi de quoi nous Ambassadeurs et Plénipotentiaires avons signé la Présente, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé:

(L. S.) *Le Comte de MERCY-ARGENTEAU.*

(L. S.) *LESTEVENON VAN BERKENROODE.*

(L. S.) *BRANTSEN.*

Traité d'alliance défensive entre Sa Majesté le 1785
Roi Très-Chrétien et les Etats-Généraux des ^{10. Nov.}
Provinces-Unies des Pays-Bas, à Fontai-
nebleau, le 10. Novembre 1785.

(Nouv. extraord. 1785. Nr. 93. et 94. suppl. et se trouve en Allemand dans le *Hamb. Correspond.* 1785. n. 189., dans *Polit. Journal.* 1785. p. 1222.; en Hollandois dans *N. Nederl. Jaarboeken* 1785. p. 1567.; en Italien dans *Storia dell' Anno* 1785. p. 254.; en Angl. dans *Annual Register* 1785. p. 203.)

Au Nom de la Très-Sainte Indivisible Trinité,
Père, Fils et Saint-Esprit. Ainsi soit-il!

Soit notoire à tous ceux, qu'il appartiendra ou peut appartenir en manière quelconque.

Les marques d'amitié et d'affection, que S. M. le Roi Très-Chrétien n'a cessé de donner aux Provinces-Unies des Pays-Bas, et les services qu'Elle leur a rendus dans des circonstances importantes, ont consolidé la confiance de L. H. P. dans les principes de justice et de magnanimité de Sa dite Majesté Très-Chrétienne; et elles leur ont inspiré le desir de s'attacher à Elle par des liens propres à assurer, d'une manière solide et permanente, la tranquillité de la République. Sa Majesté Très-Chrétienne s'est portée d'autant plus volontiers à accueillir les vœux de Leurs Hautes Puissances, qu'Elle prend un intérêt véritable à la prospérité des Provinces-Unies, et que l'union, qu'il s'agit de contracter avec Elles, étant purement défensive ne tendra au préjudice d'aucune autre Puissance, et n'aura d'autre objet, que de rendre plus stable la paix entre ses Etats et ceux de L. H. P., et de contribuer en même tems au maintien de la tranquillité générale.

Pour remplir un but aussi salutaire S. M. T. C., a nommé et autorisé le très-illustre et très-excellent
Tom. IV. E Seigneur

1785 Seigneur Charles Gravier Comte de Vergennes, Baron de Welverding etc. Conseiller du Roi en tous les Conseils, Commandeur de ses Ordres, Chef du Conseil-Royal des Finances, Conseiller d'Etat d'Epée, Ministre et Secrétaire d'Etat et de ses Commandemens et Finances, et L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, les très-illustres et très-excellens Seigneurs Mathieu Lestevenon, Seigneur de Berkenroode et Stryen, Député de la Province de Hollande aux Etats-Généraux, et leur Ambassadeur à la Cour de France, et Gérard Brantsen, Bourguemaitre et Sénateur de la ville d'Arnhem, Conseiller et Grand Maître des Monnoyes de la République, Député ordinaire à l'Assemblée des Etats-Généraux, et leur Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près S. M. T. C.; lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-pouvoirs en bonne forme, et après avoir conféré entre eux, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Amitié.

Il y aura une amitié et une union sincère et constante entre S. M. Très-Chrétienne, les héritiers et successeurs, et les Provinces-Unies des Pays-Bas. Les Hautes Parties Contractantes apporteront en conséquence la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs Etats et sujets respectifs, une amitié et bonne correspondance réciproques, sans permettre que de part ni d'autre on commette aucune sorte d'hostilité, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, en évitant tout ce qui pourrait à l'avenir altérer l'union et la bonne intelligence heureusement établies entre elles; et en donnant au contraire tous leurs soins à procurer, en toute occasion, leur utilité, honneur, et avantages mutuels.

ART. II.

GARAN-
tie rec-
proque. Le Roi Très-Chrétien et les Seigneurs Etats-Généraux se promettent de contribuer, autant qu'il sera en leur pouvoir, à leur sûreté respective, de se maintenir et conserver mutuellement en tranquillité, paix et neutralité, ainsi que la possession actuelle de tous leurs Etats, Domaines, Franchises et Libertés, et de se préserver l'un l'autre de toute agression hostile, dans quelque partie du monde que ce puisse être. Et pour

pour d'autant mieux fixer l'étendue de la garantie dont se charge le Roi Très-Chrétien, il est expressément convenu, qu'elle comprendra nommément les Traités de Munster de 1648. et d'Aix-la-Chapelle de 1748. sauf les dérogations, que les deux Traités ont éprouvées, ou pourront éprouver à l'avenir. 1785

ART. III.

En conséquence de l'engagement contracté par l'Art. précédent, les deux Hautes Parties Contractantes travailleront toujours de concert pour le maintien de la paix; et, dans le cas où l'une d'elles serait menacée d'une attaque, l'autre emploiera d'abord les bons offices pour prévenir les hostilités, et ramener les choses dans la voie de la conciliation. Bons offices.

ART. IV.

Mais, si les bons offices ci-dessus énoncés n'ont pas l'effet désiré, dans ce cas S. M. Très-Chrétienne et L. H. P. s'obligent dès à-présent à se secourir mutuellement tant par terre que par mer; pour lequel effet, le Roi Très-Chrétien fournira à la République, dix-mille hommes d'Infanterie, deux mille de Cavalerie, douze vaisseaux de ligne et six frégates: Et L. H. Puissances dans le cas d'une guerre maritime, ou dans tous les cas, où S. M. Très-Chrétienne éprouverait des hostilités par mer, fourniront six vaisseaux de ligne et trois frégates: Et, dans le cas d'une attaque du territoire François, les Etats-Généraux fourniront leur contingent de troupes en argent, lequel sera évalué par un Article ou Convention séparée, à moins qu'ils ne préfèrent de le fournir en nature. L'évaluation se fera sur le pied suivant; savoir, cinq-mille hommes d'Infanterie, et mille de Cavalerie. Secours à prêter.

ART. V.

La Puissance, qui fournira les secours, soit en L. H. P. vaisseaux et frégates, soit en troupes, les payera et entretiendra par tout où son allié les fera agir: Et la Puissance requérante sera obligée, soit que les dits vaisseaux, frégates et troupes restent peu ou longtemps dans les ports, de les faire pourvoir de tout ce dont ils auront besoin, au même prix que s'ils lui appartenaient en propriété. Il a été convenu, que dans au-

1785 cùn cas les dites troupes ou vaisseaux ne pourront être à la charge de la partie requérante, et qu'ils demeureront néanmoins à sa disposition pendant toute la durée de la guerre, dans laquelle elle se trouvera engagée. Le seconrs, dont il s'agit, sera, quant à la police, sous les ordres du chef, qui le commandera; et il ne pourra être employé séparément ni autrement que de concert avec le dit Chef: Quant aux opérations, il sera entièrement soumis aux ordres du Commandant en Chef de la Puissance requérante.

ART. VI.

Leur
rempla-
cement.

Le Roi Très-Chrétien et les Seigneurs Etats-Généraux s'obligent à tenir complets et bien armés les vaisseaux, frégattes et troupes, qu'ils fourniront réciproquement; de sorte qu'aussitôt, que la Puissance requise aura fourni les secours stipulés par l'Art. IV. elle fera armer dans ses ports un nombre de vaisseaux de ligne et de frégattes égal à celui énoncé dans le même Article pour remplacer sur le champ ceux qui pourraient être perdus par les événemens de la guerre ou de la mer.

ART. VII.

Aug-
menta-
tion du
secours.

Dans le cas où les secours stipulés ci-dessus ne seraient pas suffisans pour la défense de la Puissance requérante, et pour lui procurer une paix convenable, la Puissance requise les augmentera successivement selon les besoins de son allié: Elle l'assistera même de toutes ses forces, si les circonstances le requièrent: Mais il est convenu expressément que dans tous les cas le contingent des Seigneurs Etats-Généraux en troupes de terre n'excèdera pas l'évaluation de vingt-mille hommes d'Infanterie et de quatre-mille hommes de Cavallerie; et la réserve, faite dans l'Art. IV. en faveur des Seigneurs Etats-Généraux à l'égard des troupes de terre, aura son application.

ART. VIII.

Com-
merce
neutre.

Lorsqu'il se déclarera une guerre maritime, à laquelle les deux Hautes Parties Contractantes ne prendront aucune part, elles se garantiront mutuellement la liberté des mers, conformément au principe qui veut que *Pavillon ami sauve marchandise ennemie*, sauf ton-
tefois

tesfois les exceptions énoncées dans les Articles XIX. **1785**
et XX. du Traité de commerce, signé à Utrecht le
11. Avril 1713. entre la France et les Provinces-Unies,
lesquels Articles auront la même force et valeur que
s'ils étoient inférés de mot-à-mot dans le présent
Traité.

ART. IX.

Si (ce qu'à Dieu ne plaise) l'une des deux Hau- Guerre com-
mune.
tes Parties Contractantes se trouve engagée dans une
guerre, à laquelle l'autre se trouvera dans le cas de
prendre une part directe, elles concerteront entre elles
les opérations qu'il conviendra de faire pour nuire à
l'ennemi commun, et pour l'obliger à faire la paix; et
elles ne pourront désarmer, faire ou recevoir les pro-
positions de paix ou de trêve, que d'un commun ac-
cord. Et, dans le cas où il s'ouvrirait une négocia-
tion, elle ne pourra être commencée et suivie par l'une
des deux Hautes Parties Contractantes sans participa-
tion de l'autre; et elles se donneront successivement
communication de tout ce qui se passera en la dite
négociation.

ART. X.

Les deux Hautes Parties Contractantes, dans la Etat de
défense
en t. d.
paix.
vue de remplir efficacement les engagements, qui sont
l'objet du présent Traité, s'obligent d'entretenir en
tous tems leurs forces en bon état; et elles auront la
faculté de se demander réciproquement tous les éclair-
cissemens, qu'elles pourront désirer à cet égard: Elles
se confieront également l'état de défense, où se trou-
veront leurs Etablissmens militaires, et concerteront
entre elles les moyens d'y pourvoir.

ART. XI.

Les deux Hautes Parties Contractantes se commu- Allian-
ces avec
d'autres
Puissan-
ces.
niqueront de bonne foi les engagements, qui peuvent
exister entre elles et d'autres Puissances de l'Europe,
lesquels doivent demeurer dans toute leur intégrité; et
elles se promettent de ne contracter à l'avenir aucune
alliance et aucun engagement, de quelque nature
qu'ils puissent être, qui seraient contraires directement
ou indirectement au présent Traité.

1785

Accession
d'autres
Puissances.

ART. XII.

L'objet du présent Traité étant non seulement la sûreté et la tranquillité des deux Hautes Parties Contractantes, mais aussi le maintien de la paix générale, S. M. Très-Chrétienne et L. H. P. se sont réservé la liberté d'appeler de concert telles Puissances, qu'elles jugeront à propos, à participer et à accéder au présent Traité.

ART. XIII.

Commerce.

Pour d'autant mieux cimenter la bonne correspondance et l'union entre les nations Française et Hollandaise, il est convenu, en attendant, que les deux Hautes Parties Contractantes fassent entre elles un Traité de commerce, que les sujets de la République seront traités en France, relativement au commerce et à la navigation, comme la nation la plus favorisée: Il en sera usé de même dans les Provinces-Unies à l'égard des sujets de S. M. Très-Chrétienne.

ART. XIV.

Ratifications.

Les Ratifications solennelles du présent Traité, expédiées en bonne et due forme, seront échangées en la ville de Versailles entre les Hautes Parties Contractantes, dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature du présent Traité.

En foi de quoi nous soussignés Ambassadeurs et Ministres Plénipotentiaires avons signé de notre main et en leur nom le présent Traité d'alliance, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Fontainebleau le 10. Novembre 1785.

Signé:

(L. S.) GRAVIER, DE VERGENNES.
(L. S.) LESTEVENON VAN BERKENROODE.
(L. S.) BRANTSSEN.

*Article séparé I.*Secours
à employer
hors de
l'Europe.

Dans le cas où la Puissance requérante voudra employer hors de l'Europe le secours, qui devra lui être fourni, elle sera obligée d'en prévenir, aussitôt qu'il sera possible et au plus tard dans trois mois, la partie requise, afin que celle-ci puisse prendre ses mesures en conséquence.

Article

Article séparé II.

1785

En conséquence de l'Art. IV. du Traité d'alliance signé ce jour, les Hautes Parties sont convenues, que mille hommes d'Infanterie seront évalués à dix-mille florins courants de Hollande par mois, et mille hommes de Cavallerie à trente-mille florins, même valeur, également par mois.

Evaluation
tion d.
troupes.

Article séparé III.

En vertu de l'alliance contractée ce jourd'hui, tant S. M. Très-Chrétienne que les Seigneurs Etats-Généraux procureront et avanceront fidèlement le bien et la prospérité l'un de l'autre par tout support, ou de conseil ou d'assistance réelle en toute occasion, et en tout tems, et ne consentiront à aucuns Traités ou négociations, qui pourraient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront et détourneront et en donneront avis réciproquement avec soin et sincérité aussitôt qu'ils en auront connoissance.

Nego-
ciations
contrai-
res à
cette all.

Article séparé IV.

Il est expressément convenu, que la garantie, stipulée par l'Art. II. du Traité signé ce jourd'hui, comprendra l'arrangement, qui est fait sous la médiation du Roi T. C. entre S. M. l'Emp. et les Provinces-Unies.

Tr. e.
l'Autr.
et l. P.
U. ga-
ranti.

Article séparé V.

Les présens Articles séparés auront la même force et vigueur, que s'ils étaient inférés dans le corps du susdit Traité d'alliance, signé ce jourd'hui.

En foi de quoi nous soussignés Ambassadeurs et Ministres Plenipotentiaires avons signé les présens Articles séparés, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Fontainebleau, le 10. Novembre 1785.

Signé:

- (L. S.) GRAVIER DE VERGENNES.
(L. S.) LESTEVENON VAN BERKENROODE.
(L. S.) BRANTSEN.

1785 *Traité de commerce et de navigation conclu en 1784. entre l'Empereur des Romains, pour ses Etats héréditaires, et l'Impératrice de toutes les Russies, en forme d'édits publiés dans leurs Etats respectifs en 1785.*

a.

Edit de l'Impératrice de toutes les Russies au sujet du commerce et de la navigation des sujets Autrichiens.

(Imp. sép. fol. DE STECK *Essai sur les Consuls* p. 299. et se trouve quoiqu' avec plusieurs variations dans *Nouvelles extraordinaires* 1786. n. 13-16. et en Italien dans *Storia dell' Anno* 1786. p. 162.)

Nous Cathérine seconde, par la grâce de Dieu, Impératrice et Autocratrice de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimerie, Novogorod, Czarine de Casan, Czarine d'Astracan, Czarine de Sibérie, Czarine de la Chersonèse Taurique, Dame de Plescau et Grande-Duchesse de Smolensco, Duchesse d'Estonie, de Livonie, Carelie, Twer, Jagorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres; Dame et Grande-Duchesse de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Refan, Polock, Rostov, Jaroslav, Belo-Oferie, Udorie, Obdorie, Condinie, Vitepsk, Mszislav, Dominatrice de tout le côté du Nord, Dame d'Iverie et Princesse héréditaire et Souveraine des Czars de Cartalinie et Georgie, comme aussi de Cabardinie, des Princes de Czircassie, de Gorsky et d'autres.

Notre attention et nos soins infatigables pour tout ce qui peut intéresser la prospérité de notre Empire et le bien-être de nos fidèles sujets, étant toujours les mêmes; nous avons crû contribuer efficacement aux progrès de l'une et de l'autre en ouvrant entre nos Etats et ceux de la Monarchie Autrichienne

un commerce plus direct, et en lui accordant toutes sortes d'encouragement et de facilités, capables de lui donner non seulement toute la confiance nécessaire; mais de le rendre bientôt un des plus actifs et florissans. A cet effet et pour faire parvenir ce que nous aurions arrêté là-dessus, tant à la connoissance de nos propres sujets, que de ceux de S. M. l'Empereur des Romains, nous avons jugé à propos de publier le présent manifeste, dont les différens Articles, tels qu'ils se trouvent énoncés ci-après, serviront dès-à-présent de règle et de direction audit commerce. 1785

ART. I.

Nous voulons qu'il soit prêté dans notre Empire partout, aux sujets de la Monarchie Autrichienne toute l'assistance et tous les secours possibles dans ce qui peut faciliter les progrès de leur commerce. Assistance aux sujets.

ART. II.

Selon les principes de la tolérance générale établis dans nos Etats, ils jouiront d'une parfaite liberté de conscience, et ils pourront vagner librement, ou dans leurs propres maisons, ou dans des bâtimens ou églises que nous aurons destinées ou permises à cette fin, au culte de leur religion, sans y être jamais troublés ni inquiétés d'aucune façon. Religion.

ART. III.

Nous accordons de même aux sujets de Sa Maj. l'Empereur dans tous les pays de notre domination, les droits, franchises et exemptions, dont y jouissent les nations Européennes les plus favorisées; et nous voulons, qu'en conséquence ils profitent de tous les avantages, au moyen desquels leur commerce pourra s'étendre et fleurir dans notre Empire; de façon pourtant, qu'à l'exception des susdits droits, franchises et prérogatives, autant qu'elles leur seront nommément accordées ci-dessous, ils soient soumis dans leur commerce et trafic aux tarifs, ordonnances et loix établies dans nos Etats. Traitement de la nation la plus favorisée.

ART. IV.

Nous leur permettons de pouvoir acheter, vendre et transporter librement par eau et par terre, dans tous Importation et Exportation.

1785 tous les ports, villes et rades de notre Empire, où la navigation et le commerce sont permis, les marchandises dont l'entrée ou le commerce interne aussi bien que la sortie ne sont pas défendues, en payant les douanes et droits fixés par les tarifs qui existent ou existeront à l'avenir.

ART. V.

Paye-
ment des
douanes

En vertu du privilège dont nous entendons faire jouir dorenavant les sujets Autrichiens, d'acquitter les droits en monnoye courante de Russie, nous enjoignons à tous nos bureaux de douane, de recevoir chaque fois des dits sujets Autrichiens le paiement des droits sur ce pied, en évaluant le rixdaler à 125 copeks; excepté toute fois la ville et le port de Riga, où d'après les ordonnances nos propres sujets acquittent ces droits en rixdalers.

ART. VI.

Droits
sur les
vins
d'Hon-
grie.

Pour favoriser encore d'avantage le commerce des sujets de S. M. l'Empereur, nous ordonnons, que les vins de Hongrie, importés sur des vaisseaux, soit Russes, soit Autrichiens, et pour le compte de propriétaires ou Russes ou sujets Autrichiens, ou amenés aussi en droiture par terre aux douanes limitrophes, ne payent à l'avenir de droits d'entrée dans nos États, savoir les vins de Hongrie communs de table, comme ceux d'Erlau, de Bude, de Rust et autres de pareille qualité, que 4 roubles 10 copeks par oxhott de 6 ancrs, évalué à peu près à 4 autals; et les vins de Hongrie de Tocay ou toutes sortes de vins de liqueur de Hongrie, que le double de la même somme, ou 9 roubles par oxhott: mais tous ceux qui voudront jouir de cette diminution ou façon d'acquitter les droits pour l'une et l'autre espèce de ces vins, seront chaque fois tenus à produire les attestats du Magistrat du lieu où des douanes, d'où ces vins auront été expédiés.

ART. VII.

Droits
d. l.
ports d.
l. mer
noire.

Nous voulons de même que les sujets Autrichiens participent dès la publication du présent manifeste, et pour toutes les marchandises et productions qu'ils importeront ou exporteront par les ports de notre Empire situés sur la mer noire, et nommément par celui de Cherson à l'embouchure du Dnieper, et par les ports de

de Sewastopol et Théodosia en Tauride, à la même diminution d'un quart de droits, qu'en vertu de l'Article VI. de l'Edit annexé à notre tarif général de 1782, nous avons accordée à nos propres sujets et à celles des nations, avec lesquelles nous aurions stipulé quelque compensation à cet égard.

1785

ART. VIII.

Les navires des sujets Autrichiens qui seront obligés par des tempêtes, ou pour se soustraire à la poursuite de quelque pirate, ou aussi pour quelque autre accident, à se réfugier dans nos ports, pourront s'y redoubler, se pourvoir de toute chose nécessaire, et se remettre en mer librement; et nous défendons expressément, qu'en pareil cas ces navires ne soient assujettis à aucune visite ni paiement des droits de la part des douanes du port. A condition pourtant, que pendant leur séjour dans nos ports, ils ne puissent rien tirer de leur cargaison, ni exposer aucune marchandise en vente, et qu'ils se conforment en tout aux loix, statuts et coutumes, établis dans nos dits ports; mais au cas qu'ils voulussent mettre quelques marchandises en vente, ils seront assujettis à la teneur de tarifs et ordonnances relatives à ce sujet.

Réfuge
accordé
aux
vais-
seaux.

ART. IX.

Nous défendons pareillement, qu'aucun navire ni marchand ni de guerre Autrichien ni personne de son équipage ne soit arrêté ni les marchandises saisies dans nos ports; mais en laissant ce non obstant pleine liberté à nos tribunaux de procéder selon les loix et formes judiciaires contre les propriétaires d'un tel navire ou de sa cargaison, qui auront contracté des dettes personnelles dans les pays de notre domination, ou aussi contre ceux d'entr'eux ou de leur équipage, qui se seront rendus coupables de quelque crime ou délit, dans quels cas ils seront assujettis aux loix et ordonnances de notre Empire.

Exem-
tion de
saïse.

ART. X.

A tous nos Départemens d'Amirauté nous enjoignons de ne point forcer aucun navire appartenant à des sujets Autrichiens, de servir en guerre ni pour aucun transport quelconque contre son gré.

Embar-
co.

ART.

1785

Nau-
frage.

ART. XI.

Ils prêteront de même l'attention requise, ainsi que tous nos Sujets, à ce que les navires des Sujets de S. M. l'Empereur, s'ils échouaient ou faisaient naufrage sur les côtes de notre Empire, éprouvent tant pour leurs équipages, que pour les navires mêmes et les effets, tous les secours et toute l'assistance possible, en acquittant cependant les mêmes frais et droits, auxquels selon notre ordonnance de navigation de 1781. nos propres Sujets sont assujettis en pareil cas.

ART. XII.

Main-
tien du
système
d. l. neu-
tralité
armée.

Ayant reconnu l'utilité et le but salutaire des principes du système de la neutralité armée, que, de concert avec plusieurs autres Puissances, nous avons adoptés pendant la dernière guerre maritime, nous sommes résolus non seulement de veiller à leur maintien en général, mais de les faire observer aussi et exécuter vis-à-vis des Sujets de S. M. l'Empereur. En conséquence s'il arrivait que nous fussions engagés dans une guerre avec d'autres Etats; nous voulons que la communication et le commerce libre des Sujets Autrichiens avec ces mêmes Etats ne soyent point pour cela interrompus; mais dans un tel cas ils jouiront des avantages renfermés dans les quatre axiomes suivans:

- 1) Que tout vaisseau pourra naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre.
- 2) Que les effets appartenant aux Sujets des Puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande.
- 3) Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accordera cette dénomination qu'à celui, où les vaisseaux de la Puissance qui l'attaque, en seront suffisamment proches et postés de façon, qu'il y ait un danger évident d'y entrer.
- 4) Que les vaisseaux neutres ne pourront être arrêtés que sur des motifs évidens et des faits évidens; qu'ils ne seront saisis que si la procédure sera toute légale et que chaque nation aura le droit d'accorder avoir été en complète pour

ART.

ART. XIII.

1785

Les navires marchands des sujets de S. M. l'Empereur, naviguant seuls, et lorsqu'ils seront rencontrés ou sur les côtes ou en pleine mer par nos vaisseaux de guerre, ou par des armateurs particuliers, en subiront la visite; mais tandis qu'il ne sera pas permis à ces auxdits navires marchands de rien jeter de leurs papiers en mer, nous ordonnons à nos dits vaisseaux de guerre ou armateurs de rester de leur côté constamment hors de la portée du canon des navires marchands Autrichiens, et pour obvier entièrement tout désordre, de ne jamais envoyer au delà de deux ou trois hommes dans leurs chaloupes à bord des derniers, pour faire examiner les passeports et lettres de mer qui constateront la propriété et les chargemens de ces navires: mais aussitôt que de tels navires marchands trouveront escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'officier commandant escorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être envisagée comme pleinement suffisante et aucune visite n'aura plus lieu.

visitation sur mer.

ART. XIV.

Aussitôt qu'il aura apparu par les titres produits et par l'assurance verbale de l'officier commandant escorte, que les navires marchands ainsi rencontrés en mer, ne sont point chargés de contrebande, ils ne peuvent plus être empêchés de continuer librement et sans aucun empêchement ultérieur leur route. Nos vaisseaux de guerre ou armateurs, qui ont permis, ce non obstant, de molester ou d'insulter de quelque façon quelconque les navires en question, seront obligés d'en répondre en leurs personnes et de faire la réparation due à l'insulte faite.

ART. XV.

S'il arrivait qu'un navire Autrichien fût surpris en contrebande, nous ordonnons à nos vaisseaux de guerre de saisir pour cela les caisses, coffres, ballots et marchandises se trouvant sur le même navire, et de saisir en outre la moindre partie des marchandises, si elles sont en droit d'amener ledit navire dans un port pour l'instruction du procès faite par les tribunaux établis pour cela, et après avoir

1785 nécessaires, pour contraindre les parties à comparoître en justice dans les endroits mêmes, où ces contrats auront été conclus et enrégistrés, et pour obliger les contractans à l'exécution de tout ce qu'ils y auront stipulé.

ART. XXI.

Agens. Pour la plus grande sûreté du commerce des sujets de S. M. l'Empereur dans nos Etats, nous ordonnons, de veiller à ce que les gens qui interviennent sous autorité publique aux achats et ventes des marchandises, soient intelligens et de bonne foi.

ART. XXII.

Livres
de com-
merce.

Nous accordons pleine liberté aux sujets Autrichiens établis dans notre Empire, de tenir dans les endroits de leur demeure des livres de commerce en telle langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, ni les obliger à produire leurs livres de compte ou de commerce, si ce n'est pour se justifier en cas de banqueroute de fraude ou de procès; mais dans ce dernier cas ils ne seront tenus de présenter que les Articles nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire dont il sera question.

ART. XXIII.

Banque-
route.

S'il arrivait qu'un sujet Autrichien fût banqueroute en Russie, sans avoir acquis le droit de bourgeoisie, nous ordonnons, que les créanciers sous l'autorité des Magistrats et Tribunaux de chaque endroit, nomment des curateurs de la masse, auxquels tous les effets, livres et papiers de celui qui aura fait banqueroute seront confiés; et alors les créanciers qui auront à prétendre aux deux tiers de la masse, s'ils opinent en faveur d'un arrangement quelconque concernant la distribution de cette masse, leur suffrage entraînera celui des autres créanciers, qui seront obligés de s'y soumettre.

Mais quant à ceux parmi les sujets Autrichiens qui seront naturalisés ou auront acquis le droit de bourgeoisie dans nos Etats, ils seront soumis, en cas de banqueroute (comme dans toutes leurs autres affaires), aux loix, ordonnances et statuts de notre Empire.

Art.

ART. XXIV.

1785

Maisons
des mar-
chands.

Nous permettons aux sujets Autrichiens établis dans nos Etats d'y bâtir, acheter, vendre et louer des maisons dans toutes les villes qui n'ont pas des droits de bourgeoisie et privilèges contraires à ces acquisitions; et quant aux maisons que les dits sujets Autrichiens posséderont, notamment à St. Pétersbourg, Moscon et Archangél, aussi bien qu'à Cherson, Sewastopol et Théodosia, elles seront exemptes de tout logement de gens de guerre, aussi longtems qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux mêmes; mais les maisons qu'ils donneront ou prendront à louage ne seront pas exemptes de charges et logemens prescrits. Dans toutes les autres villes de notre Empire, les maisons achetées ou bâties par les marchands Autrichiens qui pourront s'y établir, ne jouiront pas des exemptions accordées seulement dans les six villes ci-dessus spécifiées. Si cependant nous jugions à propos de faire acquitter en argent la fourniture des quartiers militaires, les marchands Autrichiens y seront assujettis comme les autres.

ART. XXV.

Ceux des sujets Autrichiens, qui voudront quitter les Provinces, Villes et Etats de notre domination, n'y doivent éprouver aucun empêchement, et nous voulons, qu'en ce cas il leur soit accordé avec les précautions toute fois requises et d'usage dans chaque endroit, les passeports nécessaires, pour qu'ils puissent se retirer et emporter librement leur bien apporté ou acquis, après avoir préalablement acquitté leurs dettes, ainsi que les droits fixés par les loix, ordonnances et statuts de notre Empire. Nous exceptons seulement de cette stipulation ceux qui d'après les loix du pays où ils se sont établis, en sont devenus les sujets.

Droit de
sortir de
l'état.

ART. XXVI.

Les biens meubles et immeubles, délaissés par la mort des sujets Autrichiens dans nos Etats, passeront librement et sans obstacle quelconque aux personnes qu'ils auront instituées leurs héritiers par testament, ou qui seront appelées à leur succéder ab intestat, suivant les loix et les constitutions des pays respectifs, lesquelles pourront en conséquence prendre

Succes-
sions.

1785 tout de suite possession de l'héritage, ou par eux mêmes, ou par procuration, aussi bien que les exécuteurs testamentaires s'il y en avait de nommés par le défunt; et les dits héritiers disposeront ensuite à leur gré de l'héritage qui leur sera échu, après en avoir acquitté les différens droits, établis par les loix de notre Empire.

Et au cas que les héritiers étant absens ou mineurs, n'auraient pas pourvu à faire valoir leurs droits, alors nous ordonnons, que toute la succession soit inventoriée par un notaire public en présence du juge ou des tribunaux du lieu, accompagné du Consul Autrichien, s'il y en a un dans le même endroit, et de deux autres personnes dignes de foi, et déposée ensuite dans quelque établissement public, ou entre les mains de deux ou trois marchands, qui seront nommés à cet effet par le dit Consul, ou à son défaut, entre les mains de ceux qui d'autorité publique y auront été désignés, afin que ces biens soient gardés par eux et conservés pour les légitimes héritiers et véritables propriétaires. Et supposé, qu'il s'élève une dispute sur un pareil héritage entre plusieurs prétendans, alors les juges de l'endroit, où les biens du défunt se trouveront, décideront le procès par sentence définitive, selon les loix établies.

ART. XXVII.

Cas de
rupture

Nous voulons qu'aux cas que la paix fût rompue (ce qu'à Dieu ne plaise) entre les deux Monarchies, ni les navires et les biens des sujets Autrichiens ne soient confisqués, ni leurs personnes arrêtées; mais qu'il leur soit accordé au moins l'espace d'une année, pour vendre, débiter ou transporter leurs effets et pour se rendre dans cette vue partout où ils le jugeront à propos, après avoir acquitté cependant les dettes qui peuvent être à leur charge.

Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des sujets de S. M. l'Empereur, qui serviront par mer ou par terre, et nous permettons pour ce cas aux uns et aux autres, avant ou à leur départ, de céder à qui bon leur semblera, ou de disposer selon leur bon plaisir et convenance, de ceux de leurs effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des dettes qu'ils ont

ont à prétendre; et les débiteurs doivent être obligés 1785
à payer ces dettes, comme s'il n'y avait pas eu de
rupture.

ART. XXVIII.

Tous les Articles ci-dessus nous ordonnons Le ma-
nifeste
donné
pour
12 ans.
qu'ils soient strictement et invariablement exécutés
dans toute l'étendue de notre Empire pendant l'espace
de douze années, à dater du jour de la publication
du présent manifeste.

ART. XXIX.

Et comme S. M. l'Empereur des Romains à
publié en même tems que nous dans tous les Etats
de Sa domination un manifeste, dont le but répond
entièrement à celui du notre, c'est à dire, d'encoura-
ger par toutes sortes d'avantages réciproques un com-
merce immédiat entre les deux Monarchies: nous
avons jugé nécessaire, d'en faire imprimer la ci-jointe
traduction exacte, afin que le contenu en parvint à
la connoissance de tous nos sujets commerçans. Nous
ne doutons point, qu'ils ne reçoivent ce nouveau gage
de notre sollicitude maternelle, qui veille sans cesse
à leur véritable bonheur avec la plus vive reconnois-
sance, et qu'ils ne s'empressent à l'envie de nous la
témoigner par le zèle, avec lequel ils s'efforceront à
mettre cette nouvelle branche de commerce, que nous
venons de leur ouvrir, à profit par des entreprises et
spéculations suivies: assurant au reste tous ceux qui
auront pris à tâche de se conformer en ceci à nos vo-
lontés supérieures et à nos intentions bienfaisantes, de
notre protection et bienveillance particulière.

Donné dans notre résidence Impériale de St. Pé-
tersbourg le 1. Nov. de l'an de grâce 1785. et de
notre règne la vingt quatrième année.

Signé:

(L. S.)

CATHERINE.

b.

1785 *Kaiserlich Königliche Verordnung wegen des*
 28. Nov. *Handels und der Schifffahrt der Russischen Unterthanen in den Kaiserl. Königl. Erblanden, gegeben d. 12. Nov. 1785.*

(Hamburg. *Adress-Comtoir Nachrichten* 1786. n. 18. et suiv. et se trouve en François dans DE STRECK *essai sur les Consuls* p. 318. *Nouv. Extraord.* 1786. n. 13 - 15. en Italien dans *Storia dell' Anno* 1786. p. 162.)

Wir Ioseph der Zweyte etc.

Da unsere Aufmerksamkeit und Sorgfalt auf alles ununterbrochen gerichtet ist, was zur Aufnahme unserer Staaten und Wohlfahrt unserer getreuen Unterthanen beytragen kann, so haben wir beides wirksam zu befördern erachtet, wenn wir den Handel zwischen unseren Staaten und dem Russischen Reiche in eine unmittelbare Verbindung setzen, und demselben solche Aufmunterungen und Vortheile bewilligten, durch welche er nicht nur gegründeten Bestand erhalten, sondern auch zu einem der Blühensten und Lebhaftesten erwachsen könnte. Damit nun dasjenige was von uns hierüber ist festgesetzt worden, zum Kennnisse sowohl unserer eigenen, als der Unterthanen Ihrer Majestät, der Kaiserin aller Reußen gelange, haben wir für gut befunden, gegenwärtiges Patent kund machen zu lassen, dessen folgende sämtliche Artikel von nun an in Ansehung dieses wechselseitigen Handels zur Vorschrift und Richtschnur dienen sollen.

ART. I.

Beförderung des Russischen Handels Ist unser Wille, daß in unsern Erbländern den Unterthanen des Russischen Reichs in allem was die Aufnahme ihrer Handlung befördern kann, aller mögliche Beystand und Vorshub geleistet werde.

ART. II.

Religion. Sollen sie nach Maafgabe der in unsern Erbländern allgemein eingeführten Toleranz Grundsätze, einer vollkom-

vollkommenen Gewissensfreyheit genießen, und ihre Religionsübungen entweder in ihren eigenen Häusern, oder in den Gebäuden und Kirchen, die wir zu diesem Ende bewilligen oder bestimmen werden, frey, ungestört, und ohne auf irgend eine Art gehindert zu werden, verrichten können. 1785

ART. III.

Gleichfalls ertheilen wir den Unterthanen ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät die Befugnisse, Freyheiten und Vorzüge, welche in unsern Erbländern die meistbegünstigten europäischen Nationen genießen. Wollen demnach, daß ihnen alle Vortheile zu statten kommen, die zur Verbreitung und Aufnahme ihrer Handlung gereichen können; wohl verstanden jedoch, daß sie mit Ausnahme dieser Befugnisse, Freyheiten und Vorzüge, in so ferne dieselben ihnen hier unten namentlich eingestanden werden, in allen übrigen ihren Handel und Verkehr betreffenden Stücken den in unsern Erbländern eingeführten Zolltariffen Verordnungen und Gesetzen unterworfen seyn sollen. Alle Vorzüge d. meistbegünstigten Nation.

ART. IV.

Erlauben wir, daß sie in allen Städten, Häfen und Buchten unserer Erbländer, wo die Handlung und Schifffahrt gestattet ist, diejenigen Waaren, deren Einfuhr, innerer Verschleiß und Ausfuhr keinem Verbote unterliegen, ungehindert kaufen, verkaufen, und zu Wasser oder zu Lande verführen mögen; jedoch haben sie davon die Zölle und Abgaben nach den bestehenden oder künftigen Tariffen zu entrichten. Ein- u. Ausfuhr.

ART. V.

Um die Handlung der Russisch-Kaiserlichen Unterthanen noch mehr zu begünstigen, verordnen wir, daß von den unter dem Namen der Juchten bekannten Russischen Ledergattungen, wenn sie von unsern oder Russischen Unterthanen eingeführt werden, künftig kein höherer Einfuhrzoll als 6 Fl. 40 Kr. für den Zentner, welcher beyläufig 137 Russische Pfund ausmacht, bezahlt werde. Diejenigen aber, welche an dem Vortheil dieser Zollverminderung und Einrichtungart des Juchten Theil nehmen wollen, sollen gehalten seyn, jedesmal durch Beglaubigungsscheine der Orts- Juchten.

1785 magistrate oder des Zollamts, wovon die Inchten abgefertiget worden, zu beweisen, daß dieselben wirklich Erbländischen oder Russischen Eigenthümern zugehören und für deren Rechnung aus Rußland nach den Erbländern unmittelbar spedirt worden sind. In den Oesterreichischen Niederlanden und wo sonst irgendwo eine geringe Gebühr auf Russische Inchten besteht, soll der bisherige Zoll auch ferner beybehalten werden.

ART. VI.

Pelz-
waaren.

Nicht minder befehlen wir, daß künftig von den aus Rußland für Rechnung Erbländischer oder Russischer Eigenthümer eingeführten Pelzwaaren kein höherer Einfuhrzoll als zehn von hundert bezahlt werde.

ART. VII.

Kaviar.

Eben so soll für den Kaviar von nun an nur fünf von hundert von dem Zentner Sporkogewicht entrichtet werden.

ART. VIII.

Freihei-
ten zu
Ostende
u. Neu-
port.

In den Häfen von Ostende und Neuport sollen die Russischen Unterthanen, in Ansehung des Befugnisses, ihre Waaren und Feilschaften in Magazine niederzulegen, und dieselben auch wieder weiter zu führen den meistbegünstigten Nationen gleichgehalten seyn.

ART. IX.

Waaren,
welche
v. Cher-
son etc.
kommen
oder da-
hin ge-
hen.

Alle aus den Häfen von Cherson, Theodosia, und Sewastopol von Russischen Unterthanen auf eigenen oder Erbländischen Schiffen unmittelbar eingeführten Russischen oder Sinesischen Landesproducte und Kunst-erzeugnisse, desgleichen alle Erbländische welche von denselben nach diesen Häfen ausgeführt werden, wenn die Ein- oder Ausfuhr unmittelbar auf der Donau geschieht, sollen den Nachlaß von einem Viertel an den vermöge gegenwärtiger oder künftiger Tariffe zu entrichtenden Zöllen genießen. Dieser Nachlaß ist in beiden Fällen von den Häfen zu Triest und Fiume ebenfalls zu verstehen, wenn nämlich während des in dem 30sten Artikel festgesetzten Zeitraums von 12 Jahren daselbst Zölle zu entrichten seyn sollten.

ART.

ART. X.

1785

Wann Schiffe Russischer Unterthanen durch Sturm, von der Verfolgung eines Seeräubers, oder durch andere Zufälle in einem Erbländischen Hafen Zuflucht zu suchen gezwungen würden, so soll denselben gestattet seyn, sich darin auszubessern, und mit allem Nöthigen zu versehen, und dann ungehindert wieder auszulau-
 fen, und verbieten wir ausdrücklich, daß die Schiffe in dergleichen Fällen zu irgend einer Visitirung (Unter-
 suchung) oder Zollabnahme von den Zollämtern un-
 serer Häfen angehalten werden; unter der Bedingung jedoch, daß nichts von ihrer Ladung ausgeschifft, noch Waaren davon zum Verkaufe ausgesetzt werden, dieselben auch sich in allen Stücken den eingeführten Gesetzen, Anordnungen und Gebräuchen fügen. Woll-
 ten sie aber einige Waaren verkaufen, so sollen sie der Vorschrift unserer Mauttariffe und Verordnungen unterliegen.

Zu-
 flucht in
 Noth-
 fällen.

ART. XI.

Gleichfalls verbieten wir, in unsern Häfen irgend ein Russisches Handels- oder Kriegsschiff, oder jemand von deren Schiffsequipage, anzuhalten, oder die Waaren derselben in Beschlag zu nehmen. Doch bleibt unsern Gerichtsstellen die Macht vorbehalten, nach den Ge-
 setzen und üblichen Gerichtsförmlichkeiten gegen diejenigen Eigenthümer der Schiffe oder ihrer Ladun-
 gen zu verfahren, welche in den Erbländern persön-
 liche Schulden gemacht, so wie gegen diejenigen Ei-
 genthümer, oder wen immer von der Schiffsequipage die irgend ein Verbrechen oder eine strafbare Hand-
 lung begangen hätten, als in welchen Fällen dieselben nach den bestehenden Landesgesetzen und Verordnun-
 gen behandelt werden sollen.

Befrey-
 ung von
 Arrest

ART. XII.

Unterlagen wir den Befehlshabern aller Erblän-
 dischen Häfen, jemals ein den Russischen Unterthanen
 zugehöriges Schiff zu Kriegsdiensten, oder was immer
 für Transportverrichtungen mit Gewalt zu verhalten.

und
 Zwang
 zu
 Kriegs-
 diensten

ART. XIII.

Auch sollen diese Befehlshaber, und überhaupt
 alle unsere Unterthanen, im Falle ein den Untertha-
 nen

Strand-
 rechte.

1785 nen Ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät gehöriges Schiff an den Küsten, unsrer Staaten strandete, oder Schiffbruch litt, alle nöthige Sorgfalt anwenden, damit diesen Schiffen sowohl, als den darauf befindlichen Personen und Gütern zu Hülfe gekommen, und der möglichste Beystand geleistet werde. Dafür werden aber von demselben die nämlichen Kosten und Gebühren zu entrichten seyn, zu welchen unsere eigenen Unterthanen in dergleichen Fällen durch unsere Verordnung verbunden sind.

ART. XIV.

Grund-
sätze d.
bewaff-
neten
Neutra-
lität.

Ueberzeugt von dem Nutzen und heilsamen Endzwecke, der von uns, einverständlich mit Ihrer Majestät der Kaiserin aller Reußen, während des letzten Seekrieges angenommenen Grundsatze des armirten Neutralitätssystems, sind wir entschlossen, nicht nur über die allgemeine Aufrechthaltung derselben sorgfältig zu wachen, sondern wollen dieselben auch gegen die Unterthanen Ihrer Russisch Kaiserlichen Majestät beobachten und ausüben lassen. Sollten wir dennoch mit fremden Staaten in Krieg gerathen, so ist unser Wille, daß deswegen der freye Handel und Wandel zwischen diesen Staaten und den Russischen Unterthanen nicht unterbrochen werde, sondern ihnen in solchem Falle diejenigen Vortheile zu Statten kommen sollen, welche in den nachstehenden vier Hauptgrundsätzen enthalten sind:

- 1) Jedes Schiff soll frey von Hafen zu Hafen und an den Küsten der Krieg führenden Nationen segeln können.
- 2) Güter der Unterthanen einer kriegführenden Macht sollen auf neutralen Schiffen frey bleiben, mit Ausnahme der Contrabandewaaren.
- 3) Um zu bestimmen was unter einem blokirten Hafen zu verstehen sey, soll diese Benennung nur dann Platz finden wann die Schiffe der Macht, die einen Hafen angreifen läßt, sich demselben so nahe und in einer solchen Stellung befinden, daß die Einfahrt in den Hafen einer offenbaren Gefahr unterliegt.
- 4) Neutrale Schiffe können nur aus gerechten auf offenbare Thatfachen gegründete Ursachen angehalten werden. Das Urtheil darüber soll ohne Verzug

zug gefällt werden, das Verfahren jederzeit gleichförmig, schleunig und gesetzmäßig seyn, und nicht nur denjenigen, die ohne Schuld dabey Schaden gelitten, die gebührende Vergütung zuerkennen, sondern auch für die Beleidigung der verletzten Flagge eine vollkommene Genugthuung geleistet werde.

1785

ART. XV.

Die Schiffe Russisch-Kaiserlicher Unterthanen, welche ohne Bedeckung segeln, wenn sie von diesseitigen Kriegs- oder Armatörschiffen auf der Küste oder auf offener See angetroffen werden, haben sich der Visitirung zu unterwerfen, und dürfen in solchen Fällen keine Schiffspapiere über Bord geworfen werden. Hingegen verordnen wir, daß gedachte Kriegs- und Armatörschiffe von solchen stets soweit, als die Kanonen des Russischen Handelschiffs reichen, entfernt bleiben, auch um allen Unordnungen vorzubeugen, nie mehr als zwey oder drey Mann in ihren Böten an den Bord derselben, zur Visitirung derjenigen Pässe und Seebriefe, durch welche deren Eigenthum und Ladung zu erheben ist, abschicken. Befinden sich aber diese Handelschiffe unter dem Geleite eines oder mehrerer Kriegsschiffe, so soll von Seiten des die Begleitung anführenden Officiers die bloße Erklärung, daß sie keine Contrabande bey sich haben, für vollkommen hinlänglich geachtet werden, und keine Visitirung mehr statt finden.

Visitation zur See.

ART. XVI.

Sobald aus den vorgelegten Urkunden, oder der mündlichen Erklärung des Commandanten des Geleits erhellet, daß solche auf der See angetroffene Handelschiffe mit keiner Contrabande beladen sind, sollen sie ihren Lauf frey und ohne ferneren Aufenthalt fortsetzen können, und werden diesseitig Kriegs- oder Armatörschiffe, die sich demohngeachtet unterfangen, denselben auf irgend eine Art Beschwerden oder Schaden zuzufügen, dafür, wie nicht minder für die wegen verletzter Flagge zu leistende Genugthuung mit Leib und Gut zu haften haben.

Wenn d. Schiff keine Contrabande hat.

ART. XVII.

Sollte ein Russisches Schiff bey der Visitirung mit Contrabanden betreten werden, so verbieten wir, dieselben weiterzuverfolgen.

Wenn es mit Contrabande betreten wird.

1785. ferwegen die darauf befindlichen Kisten, Verschlüge, Truhen, Bällen und Fässer aufzuschlagen, oder das mindeste von den Waaren wegzunehmen, aber der Aufbringer ist berechtigt, das Schiff in einen Seehafen zu führen, woselbst nach der Einleitung des Processus von den hiezu aufgestellten Gerichtsstellen, und nachdem den vorgeschriebenen Regeln und Gesetzen gemäß ein entscheidendes Urtheil gefällt worden, die verbotene, oder für Contraband erkannte Waare confiscirt, alle übrigen Effecten und Waaren desselben Schiffes entgegen wieder zurückgestellt werden sollen, ohne das jemals weder Schiff noch Gut unter dem Vorwande von Unkosten oder Strafe, zurückbehalten werden könne. Der Schiffscapitain, nachdem er die für Contraband erkannte Waare ausgeliefert hat, soll nicht gehalten seyn, das Ende des Processus wider seinen Willen abzuwarten; sondern wir wollen, das er mit seinem Schiffe und dem übrigen Theil seiner Ladung, sobald er es für gut finden wird, wieder absegeln möge, und falls von einem diesseitigen Kriegs- oder Armatörschiffe ein Russisches Handelschiff aufgebracht würde, welches mit erkannten Contrabandwaaren befrachtet wäre, soll dieses die Freyheit haben, die Contrabandwaare sogleich zu überlassen, und seinen Weg ungehindert fortzusetzen. Der Aufbringer ist gehalten sich an dieser freywilligen Ueberlassung zu begnügen, ohne weder Schiff noch Equipage auf irgend eine Art ferner aufzuhalten, belästigen, oder beunruhigen zu können.

ART. XVIII.

Was
Contra-
bande
sey.

Zur Rubrike des Seekriegs-Contrabands sind allein folgende Gegenstände zu zählen, nämlich: Kanonen, Mörser, Feueergewehr, Pistolen, Bomben, Granaten, große und kleine Kugeln, Flinten, Feuersteine, Lunten, Pulver, Salpeter, Schwefel, Kürasse, Spiesse, Degen, Kuppeln, Patronaschen, Sattel und Zäume, von welchen Stücken jedoch der zur Vertheidigung des Schiffs und der Equipage benöthigte Vorrath auszunehmen ist. Alle unter den eben genannten nicht begriffene Artikel aber, sollen keinesweges für Kriegs- und Seemmunition geachtet seyn, noch der Confiscirung unterliegen, sondern ohne das geringste Hinderniß vorbeigelaßen werden.

ART.

ART. XIX.

1785

Ob nun schon in dem vorstehenden Artikel die Contrabandegegenstände deutlich bestimmt sind, und alles was nicht darin namentlich ausgedrückt wird, für frey erkannt, und gegen alle Beschlagnahme gesichert seyn soll, so sehen wir uns dennoch durch die Anstände, welche sich in dem letzten Seekriege über das Befugniss der neutralen Völker, von Kriegführenden Mächten oder ihren Unterthanen Schiffe zu kaufen, erhoben haben, veranlaßet, damit allen Zweifeln, welche darüber entstehen könnten, vorgebeugt werde, folgendes festzusetzen:

Was
nicht
Contrabande
sey.

Es soll nämlich in dem Falle, daß wir mit irgend einer fremden Macht in Krieg verwickelt würden, den Unterthanen ihrer Majestät der Kaiserin aller Reußen, jederzeit frey stehen, bey einer solchen Macht so viele Schiffe, als sie wollen zu kaufen, oder für ihre Rechnung bauen zu lassen, ohne daß ihnen dagegen von uns oder von diesseitigen Kriegs- und Armatörschiffen einiges Hinderniß gelegt werden könne. Jedoch versteht es sich von selbst, daß dergleichen Schiffe mit allen denjenigen Urkunden versehen seyn müssen, welche zur Bestätigung des den Russischen Unterthanen darüber zustehenden Eigenthums- oder gesetzmäßigen Erwerbsrecht erforderlich sind.

ART. XX.

Ist ferner unser Wille, daß diejenigen Unterthanen einer mit uns in Krieg verwickelten Macht, welche in den Russischen Staaten Dienste genommen, oder daselbst naturalisirt worden sind, oder das Bürgerrecht daselbst erworben haben, wenn dieses auch während des Krieges geschehen wäre, von diesseitigen Seeofficieren eben so angesehen, und auf eben dem Fusse, wie gebohrne Russische Unterthanen, behandelt werden.

Naturalisirte
Unterthanen.

ART. XXI.

Die von Ihrer Russisch-Kaiserlichen Majestät in unsern Erbländern zum Behuf Ihrer handelnden Unterthanen aufgestellten Consulen sollen sich in allen Stücken des Schutzes der Gesetze zu erfreuen haben. Und ob ihnen gleich keinerlei Art von Gerichtbarkeit darin auszuüben zusteht, so können sie dennoch von den

Consulen.

1785 den Parteyen zu Schiedsrichtern ihrer Streitsachen freywillig gewählt werden; doch wird es diesen Parteien jederzeit frey bleiben, sich vorzüglich an unsere Gerichte zu wenden, welchen übrigens auch gedachte Consula selbst in allen ihren eigenen Angelegenheiten untergeordnet seyn werden.

ART. XXII.

Justiz-
pöge.

Den Russischen Unterthanen soll aller möglicher Beistand gegen diejenigen von unsern eigenen Unterthanen geleistet werden, welche ihre mit den ersteren eingegangene Verbindlichkeiten nicht erfüllet hätten. Wir befehlen also allen unsern Gerichten, namentlich aber unsern Wechselgerichten von welchen die Contracte werden vorgemerket seyn, daß sie den Russischen Unterthanen in allen vorfallenden Rechtsstreitigkeiten die schleunigste Rechtshülfe nach den in unsern Erbländern bestehenden Gesetzen und Gerichtsordnungen angedeihen lassen.

ART. XXIII.

Makler.

Um dem Handel der Unterthanen Ihrer Russisch-Kaiserlichen Majestät die möglichste Sicherheit zu verschaffen, befehlen wir, alle Sorgfalt dafür zu tragen, damit zu denjenigen Bestellten, welche bey dem Kauf und Verkauf der Waaren unter öffentlichem Ansehen verwendet werden, keine andere, als verständige und beglaubte Personen aufgenommen werden sollen.

ART. XXIV.

Hand-
lungs-
bücher.

Erlauben wir den in unsern Erbländern niedergelassenen Unterthanen in den Orten ihres Aufenthalts Handlungsbücher, in welcher Sprache sie wollen zu führen, ohne daß man ihnen etwas hierüber vorschreiben oder sie zur Vorzeigung ihrer Rechnungs- oder Handlungsbücher anhalten könne; es sey denn zu ihrer Rechtfertigung in Bankeröts- Betrugs- oder Proceßfällen, doch sollen sie in den letzten Fällen nur zur Vorzeigung der zur Aufklärung der betreffenden Streitsache erforderlichen Artikel gehalten seyn.

ART. XXV.

Banque-
rot.

Im Falle ein Russischer Unterthan, welcher das Bürgerrecht hier zu Lande nicht erworben hat, in unsern

unfern Staaten bankerot machte, sollen dessen Gläubiger, unter der Aufsicht des Magistrats oder der Gerichtsstelle des Orts, *Curatores ad massam* ernennen, welchen alle Effecten, Rechnungsbücher und Papiere desselben anzuvertrauen sind. Und wenn alsdann diejenigen Gläubiger, deren Forderungen zusammengenommen zwey Drittheile der Kridamasse betragen werden, sich zu irgend einer Abkunft über die Vertheilung dieser Masse verstehen, so sollen die übrigen Gläubiger ihren Ausspruch sich gefallen lassen und annehmen müssen. Diejenigen Russischen Unterthanen aber, welche in unseren Staaten naturalisirt worden, oder das Bürgerrecht erworben haben, sind in Bankerotsfällen, so wie in allen ihren Angelegenheiten, den erbländischen Gesetzen, Verordnungen und Satzungen unterworfen.

ART. XXVI.

Gestatten wir den in den Erbländern niedergelassenen Russischen Unterthanen in allen Städten, wo nicht besondere bürgerliche Verfassungen und Privilegien dieses hindern, Häuser zu bauen, zu kaufen und zu verkaufen, und wollen wir die Häuser, die sie namentlich in *Wien, Presburg, Temeswar, Triest, Lemberg und Brody* besitzen werden, von allem Militairquartiere in so lang befreyen lassen, als sie diese Häuser besitzen und selbst bewohnen, diejenigen aber, die sie zu Miete nehmen, oder zu Miete geben, sollen von den hergebrachten Einquartierungslasten nicht ausgenommen seyn.

Häuser
d. Russi-
schen
Unter-
thanen.

In allen übrigen erbländischen Städten haben die Häuser, welche die daselbst niedergelassenen Russischen Handelsleute bauen oder kaufen werden, dieser bloß für die sechs genannten Städte geltenden Befreyung nicht zu genießen. Wenn wir aber für gut finden werden, in diesen sechs Städten die Militairquartiere in Geld abtragen zu lassen, sollen die Russischen Handelsleute einer solchen Verfügung eben so wie alle andere unterliegen.

ART. XXVII.

Diejenigen Russischen Unterthanen, welche unsere Freyer erbländischen Provinzen Städte und Länder zu ver-
lassen.

1785 lassen gefinnt wären, sollen daran auf keinerley Weise gehindert werden: und wollen wir dafs in solchem Falle ihnen, unter den in einem jeden Orte vorgeschriebenen und üblichen Vorfichten, die nöthigen Pässe ausgefertigt werden, damit sie sammt ihrem mitgebrachten und erworbenen Vermögen, nach vorläufiger Tilgung ihrer Schulden und nachdem die in den Gesetzen, Verordnungen und Satzungen festgesetzten Gebühren werden entrichtet seyn, frey abziehen mögen. Von welcher Bewilligung wir nur diejenigen ausnehmen die schon wirkliche Unterthanen des Landes wo sie sich niedergelassen haben, nach den Gesetzen desselben geworden sind.

ART. XXVIII.

Erb-
schaft-
ten.

Das von Russischen Unterthanen bey ihrem Absterben in den Erbländern hinterlassene bewegliche und unbewegliche Vermögen soll denjenigen Personen frey, und ohne Anstand zufallen, welche zur Erbschaft entweder durch die letztwillige Verordnung derselben, oder *ab intestato*, nach Maafsgabung der in einem jeglichen Lande bestehenden Gesetze und Satzungen berufen sind.

Diesem zufolge können sie die Erbschaft ohne weiteres entweder selbst, oder durch Sachwalter antreten, welches ebenfalls von denjenigen, die etwan der Erblasser zu Testaments-Executoren ernannt hätte, zu verstehen ist. Wonach die gedachten Erben, wenn sie die verschiedenen landesgesetzlichen Gebühren davon entrichtet haben, mit dem ihnen zugefallenen Erbtheile nach Wohlgefallen schalten mögen.

In dem Falle aber, dafs diese Erben, Abwesenheit oder Minderjährigkeit halber, ein Erbrecht geltend zu machen keine Vorkehrung getroffen hätten, verordnen Wir, dafs alsdann ein förmliches Inventarium über die ganze Verlassenschaft durch einen öffentlichen Notarius, in Gegenwart des Richters oder der Gerichtsstelle des Ortes, und mit Beyziehung des Russischen Consuls, wenn einer daselbst vorhanden ist, wie auch zweyer anderer glaubwürdiger Personen, gefertigt, nachher aber diese Verlassenschaft entweder in einem öffentlichen Verwahrungsort beygelegt, oder in die Hände zweyer oder dreyer von erwähnten Consul

ful zu benennender Handelsleute, oder endlich, wenn kein Consul zugegen wäre, diejenigen Personen, welche die Obrigkeit dazu ausersehen wird, zu dem Ende übergeben werde, damit sie dasselbe auf das beste verwahren, und dem rechtmäßigen Erben und Eigenthümer aufbehalten. Wird aber eine solche Erbschaft von mehreren angesprochen und streitig gemacht, so hat die Gerichtsobrigkeit des Orts, in welchem die Verlassenschaft gelegen ist, die darüber erhobene Streitfache im Wege Rechtsens, den Landesgesetzen gemäß zu entscheiden.

1785

ART. XXIX.

Wenn zwischen beiden Kaiserlichen Höfen, (welches Gott verhüten wolle) der Friede unterbrochen würde, so wollen Wir, daß weder die Schiffe noch das Vermögen Russischer Unterthanen confiscirt, noch sie selbst angehalten werden sollen, sondern daß ihnen eine Zeitfrist von wenigstens einem Jahre bewilliget werde, innerhalb welcher sie ihre Habschaften verkaufen, veräußern oder hinweg bringen, und sich in dieser Absicht, wohin sie wollen, begeben können; nachdem sie jedoch die ihnen zur Last kommenden Schulden vorläufig werden getilget haben. Eben dieses wollen wir gleichfalls von den in diesseitigen See- oder Landdiensten stehenden Russisch Kaiserl. Unterthanen verstanden haben. Wie wir dann auch ferner denjenigen, die sich in dem einen oder andern Falle befinden würden, gestatten, sowohl dasjenige, was sie von ihren Habschaften vor ihrem Abzuge nicht veräußern könnten, als auch ihre Schuldforderungen, an wen sie immer wollen, abzutreten, oder damit so, wie es ihnen beliebig und zuträglich wäre zu schalten, und sollen ihre Schuldner zur Befriedigung erwähnter Forderungen eben so, als wenn kein Friedensbruch erfolgt wäre, gehalten seyn.

Fall eines Bruches.

ART. XXX.

Alles was in vorstehenden sämtlichen Artikeln verordnet wird, wollen wir, daß es in unsern sämtlichen Ländern durch zwölf Jahre von dem Tage der Kundmachung des gegenwärtigen Patents an, unänderlich und auf das genaueste befolgt werde.

Dauer dieser Verordnung.

ART.

1785

Publi-
cation.

ART. XXXI.

Und nachdem auch Ihre Majestät die Kaiserin aller
Reichsen, zu gleicher Zeit ein Patent für ihre sämt-
lichen Staaten erlassen haben, welches mit dem End-
zwecke des unfrigen, nämlich die unmittelbare Han-
delsverbindung beider Länder durch verschiedene
wechselseitige Begünstigungen zu befördern, vollkom-
men übereinstimmt, so haben wir für nöthig erach-
tet, dieses Patent dem gegenwärtigen in einer getreuen
Uebersetzung beydrucken zu lassen, damit der Inhalt
desselben allen unsern Handlung treibenden Unterthanen
bekannt werde. Auch zweifeln wir keinesweges,
dass sie diesen neuen Beweis unserer, für Wohlfahrt
unablässig wachenden Sorgfalt, mit lebhaften Danke
erkennen, und sich bestreben werden, denselben da-
durch zu bezeigen, dass sie den ihnen hiemit eröffne-
ten neuen Handlungsweig durch ununterbrochene
Handels speculationen, und Unternehmungen zu Nutz
zu bringen wetteifern. Gleichwie wir übrigens dieje-
nigen, welche hierin unsere höchsten Anordnungen
und Landesväterlichen Absichten erfüllen werden, un-
seres Schutzes und gnädigsten Wohlwollens versichern.

Gegeben in unserer Haupt- und Residenzstadt
Wien, den raten Tag des Monats November, im sie-
benzehnhundert und fünf und schzigsten, unserer
Reiche, des Römischen im ein und zwanzigsten, und
der erbländischen im sechsten Jahre.

JOSEPH.

12.

*Actes pour le rétablissement de la Paix entre 1784
la France et le Portugal en Afrique.*

1784. 1786.

a.

*Capitulation du fort de Cabinde sur la côte
d'Angole; ou Propositions faites à Mr. Bernard
de Marigny commandant une division de vais-
seaux de guerre François et M. Louis Condito
Cordario Portudo Lieutenant Colonel commandant
les retranchemens Portugais faits à Cabinde, avec
les reponses de M. de Marigny 1784.*

(Nouvelles Extraord. 1784. n. 77. 78.)

Obligé par la force de céder aux Propositions de
Mr. Bernhard de Marigny, Commandant la frégate de
S. M. Très-Chrétienne dans cette rade et par l'état
pitoyable des infirmités, qu'a souffertes la Garnison
de ce retranchement, j'ai l'honneur de lui proposer
les Articles suivans. —

ART. I.

Je proteste au nom de Sa Majesté Fidèle, pour
que la violence de la demolition des Ouvrages du fort
commencés, occasionée par la superiorité des forces,
ne puisse être préjudiciable aux droits, qu'Elle tient
sur les Domaines de cette Côte.

*Accordé, sauf aux cours de France et de Portu-
gall de s'accorder pour les Droits prétendus. —*

ART. II.

Que la Cession forcée des dits Ouvrages est uni-
quement faite au dit Mr. Bernhard de Marigny qui
est celui à qui appartient la démolition, sans que
les Nègres ni les Portugais puissent concourir à ce
travail. —

Tom. IV.

G

La

1784 *La Cession forcée des dits Ouvrages est uniquement faite à Mr. de Marigny: Mais les Nègres qui travaillent pour les Portugais, travailleront concurrement avec les François pour la démolition: Et un Officier Portugais sera nommé de Corvée chaque jour, pour veiller à ce qu'il n'arrive aucun différend entre les François et les dits travailleurs. Cet article est intéressant, vu l'impossibilité de se faire entendre à eux. —*

ART. III.

Je ne ferai pas arborer dorénavant le Pavillon de Sa Majesté Très-Fidèle sur ce fort commencé, et de la même manière ne sera pas arboré celui de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Je consens que le Pavillon de S. M. Très-Chrétienne ne sera pas arboré, pour preuve, que l'intention du Roi de France n'a pas été de faire une Conquête mais seulement de rétablir et de maintenir l'égalité parfaite du commerce entre toutes les Nations Européennes à Cabinde. —

ART. IV.

Que toutes armes, munitions et autres effets, appartenant à Sa Majesté Très-Fidèle, seront fidèlement conservés et embarqués les uns sur la fregate Portugaise, et les autres dans les Vaisseaux de Transport, de la manière dont conviendront Mrs. les Commandans des Frégates et du Retranchement, et que Mrs. les officiers Portugais, Troupes et autres personnes de la même Nation puissent être conduits avec leurs effets en toute assurance et librement à St. Paul de Loando. —

Accordé, en prenant pour cet effet les moyens, qu'il sera possible de se procurer. —

ART. V.

S'il est frété pour cet effet des vaisseaux de transport Etrangers, M. le Commandant du Retranchement donne sa parole d'honneur que le convenu par les dits Mrs. Commandans ou par le Tribunal des finances de St. Paul sera fidèlement payé, à proportion de ce qui est stipulé par les Vaisseaux Portugais, qui sont frétés pour cette Rade-ci; et les dits Vaisseaux Etrangers

gers jouiront à St. Paul de toute la liberté et des secours, dont ils auraient besoin, en les payant. 1784

Accordé: Mais si l'on faisait avec un bâtiment Etranger une convention, qui ne fût pas celle stipulée par le Tribunal des Finances de St. Paul, on sera tenu néanmoins de payer la somme convenue. —

ART. VI.

M. le Commandant Français prendra sous sa protection benigne l'assurance et garde de tous les effets appartenants à Sa Majesté Très-Fidèle et à tous les Portugais du Retranchement, tant relativement à la police des troupes Françaises, qu'à l'animosité des Nègres du pays, entre lesquelles et les Portugais le dit Commandant cherchera à rétablir l'harmonie, à l'utilité du commerce.

Accordé, M. le Commandant Portugais voudra bien faire connoître à Mr. le Commandant Français, quelles sont les conditions, sous lesquelles il desire que leur accommodement ait lieu. —

ART. VII.

Que les Canots et Chaluppes Françaises aideront aux Portugais pour embarquer les effets de ceux-ci.

Accordé. —

ART. VIII.

Qu'on fera un Inventaire de toutes les munitions et effets, appartenant à Sa Majesté Très-Fidèle par des officiers nommés de part et d'autre pour en prendre connoissance et l'avoir en dépôt signé par les deux Mrs. Commandans.

Accordé. —

ART. IX.

Que de la même manière on fera un procès verbal détaillé, qui fasse connoître l'état actuel des ouvrages du fort, la grandeur du Retranchement, en déclarant le nombre des bouches à feu, le nombre et l'état des Troupes pour qu'il en reste connoissance signé aussi par les deux Mrs. Commandans.

Accordé. —

1784

ART. X.

Si quelques-uns des soldats Portugais désertent, soit pour les François, ou pour les Nègres du pays, M. le Commandant François voudra bien donner les ordres précis pour qu'ils soyent remis à M. le Commandant du Retranchement sans difficulté. —

Accordé, de même que, s'il se trouve des François, ils seront réclamés; et s'il se trouve des Anglais ou Hollandois qui desiront passer à bord de leur bâtiment respectifs, qui sont à Melinde, ils seront aussi libres de le faire. —

ART. XI.

Que pour l'observation de la bonne Police de laquelle restent chargés les François au Retranchement, et sans aucun rapport à rien d'hostile, il convient que les armes de la Troupe des autres Personnes et Nègres soyent renfermées dans une maison ou Arsenal dont on donnera la clef aux officiers François; et M. le Commandant François donnera sa parole d'honneur, qu'elles seront aussi remises par le même Inventaire qu'on les aura reçues, au moment de l'embarquement, desirant que M. le Commandant François permette, qu'elles soyent par préférence remises à bord de la Fregatte Portugaise. Mrs. les officiers Portugais resteront libres et porteront leurs armes. La clef du magasin à Poudre sera aussi remise à un officier François. —

ART. XII.

Les embrasures de canon, battant sur la mer seront culbutées cet après-midi: Mais les Retranchemens, faits contre les Nègres du pays, subsisteront et seront continués à être gardés par les Portugais, jusqu'à ce que M. le Commandant François soit assuré de la conduite des Nègres du Pays.

Accordé.

ART. XIII.

Les Travailleurs que M. le Commandant François enverra chaque jour pour la démolition du dit fort, y seront admis sans aucune difficulté, par les soldats Portugais, dont le service sera absolument relatif à leur sûreté personnelle vis-à-vis des Nègres du Pays.

Convenu.

ART.

ART. XIV.

1784

M. le Commandant Portugais engage sa parole d'honneur, que ni lui, ni tout ce qui est sous ses ordres ne serviront contre les François d'ici à la demolition parfaite, et évacuation du Retranchement.

Convenu.

ART. XV.

Il sera fait deux Minutes de la présente convention, dont une en François et Portugais, et l'autre en Portugais et François, toutes deux signées par les deux Commandans respectifs,

Convenu.

b.

*Convention entre la France et le Portugal, pour 1786
terminer le différend qui s'était élevé entre les ^{30 Janv.}
deux monarchies sur la côte de Cabinde en Afrique,
et pour fixer les limites du commerce fran-
çois sur cette côte; signée au Pardo,
le 30. Janvier 1786.*

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Les cours de France et de Portugal désirant que les différends survenus entre leurs sujets respectifs sur la côte de Cabinde, qui fait partie de celle d'Afrique, concernant le trafic et le commerce libre qui s'y pratique par les uns et les autres, ne puissent troubler l'harmonie qui subsiste heureusement entre les deux souverains, après s'être mutuellement donné les marques les plus positives et les moins équivoques d'une amitié réciproque, et les assurances les plus fortes que leur intention, dans la construction ainsi que dans la démolition d'un fort élevé sur cette côte par ordre de la cour de Lisbonne, n'avait nullement été de préjudicier à leurs droits respectifs, sont convenues, sous la médiation du Roi Catholique, de former à ce sujet le présent acte de convention et déclaration; à l'effet de quoi, le Roi Très-Chrétien a nommé pour son

1786 Ministre plénipotentiaire S. E. Mr. *le Duc de la Vauguyon*, chevalier de ses ordres, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de S. M. Catholique, et la Reine Très-Fidèle S. E. Mr. *le Marquis de Lourical*, chevalier de l'ordre de la toison d'or, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre et son ambassadeur auprès du Roi Catholique.

Conséquemment, en vertu des pleins pouvoirs dont se trouvent munis les susdits ambassadeurs, le soussigné ambassadeur et Ministre plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle déclare que la construction du fort élevé sur la côte de Cabinde n'a point été faite avec intention de troubler, affaiblir ou diminuer le droit que prétend avoir le Roi Très-Chrétien au commerce libre de ses sujets sur cette côte, ainsi qu'ils étaient accoutumés de le faire, et qu'en conséquence S. M. Très-Fidèle a donné, conformément à l'offre qu'elle en avait faite, des ordres précis, et qu'elle renouvellera encore, pour que ses gouverneurs de terre, officiers de mer et autres ses sujets ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté audit commerce; assurant que les préjudices quelconques qui ont été causés ou qui le seraient par quelques actes contraires que ce puisse être, seront réparés aussitôt qu'ils auront été justifiés ou déterminés.

Le soussigné ambassadeur et Ministre plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne accepte la déclaration ci-dessus exprimée, et déclare au nom du Roi, son maître, que l'expédition dont a été chargé Mr. *de Montigny* n'a point été faite avec intention de troubler, affaiblir ni diminuer les droits que la Reine Très-Fidèle prétend avoir à la souveraineté de la côte de Cabinde comme faisant partie du royaume d'Angola, et qu'en conséquence S. M. Très-Chrétienne donnera les ordres les plus précis pour que ses gouverneurs dans les isles, les officiers de mer, ou autres ses sujets, ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté, soit avec les naturels du pays, soit d'une autre manière, à ladite souveraineté et à son exercice, assurant que les dommages qui seraient causés, par quelques actes contraires que ce soit, seront réparés, ainsi que ceux
occa-

occasionnés par la démolition du fort, desquels le montant sera compensé avec les dédommagemens que devra la cour de Lisbonne; de sorte que la différence se trouvera payée par celle des deux cours qui se trouvera débitrice envers l'autre. 1786

Le soussigné ambassadeur et plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle acceptant, comme il accepte effectivement la déclaration ci-dessus exprimée du plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne, il a été convenu entre eux, en vertu de leurs pleins-pouvoirs et des ordres spécifiques de leurs cours, que pour le passé les dommages et préjudices qui doivent être bonifiés de part et d'autre, conformément à ce qui est énoncé dans les deux déclarations, seront tenus réciproquement pour compensés, cet objet demeurant terminé de manière qu'il ne puisse être fait de part ni d'autre aucune répétition, sous prétexte que le montant desdits dommages serait plus ou moins considérable, et que les sujets de l'une ou de l'autre des deux puissances ne puissent non plus faire, par quelque motif que ce soit, aucune réclamation à cet égard, ce qui est convenu et déclaré relativement aux dommages et contraventions qui pourraient avoir lieu à l'avenir, demeurant dans sa force et vigueur.

En foi de quoi, et pour que la présente convention ait son plein et entier effet, et soit perpétuellement observée, lesdits plénipotentiaires l'ont signée et scellée du cachet de leurs armes.

Au Pardo, le 30. Janvier 1786.

Signé :

(L. S.)

(L. S.)

Le Duc DE LA VAUGUYON. Marquis DE LOURICAT.

Après que la convention ci-dessus a été dressée et formellement conclue, le plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle a témoigné que l'intention et le désir de cette souveraine était de déterminer l'extention et les limites que devait avoir le commerce françois sur les côtes d'Angola, afin d'éviter de nouvelles contestations à ce sujet, en proposant qu'il ne pût jamais s'étendre vers le sud au delà du fleuve Zayre et du cap Padron,

1786 et le plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne ayant répondu, en vertu des pouvoirs de sa cour, que le commerce des François dans ces parages ne devait pas être plus limité que celui des Anglois et des Hollandois, qui étendaient le leur jusqu'à la rivière d'Ambris et à Mossula, le plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle a déclaré et déclare que cette souveraine possède au sud du fleuve Zayre, non-seulement sur la côte d'Angola, mais encore dans l'intérieur du pays à l'est-nord-est de Congo, et en s'étendant vers l'est jusqu'à Cafange, et vers le sud jusqu'à l'extrémité de Benguella, plusieurs districts et capitaineries régis par des gouverneurs dépendans du gouverneur général d'Angola, plusieurs paroisses et présides militaires avec garnison de troupes, et plusieurs villages et aldées habités par des blancs, métis et noirs, qui font un commerce habituel avec les nations barbares, et dont la souveraineté et propriété appartient exclusivement à la couronne de Portugal; à raison de quoi la Reine Très-Fidèle n'entend ni ne peut permettre ni reconnoître aucun droit des autres nations au trafic et commerce sur ladite côte d'Angola, si ce n'est dans la partie située au nord dudit fleuve Zayre, mais non depuis ce fleuve et le cap appelé Padron vers le sud, où ne doivent concourir que les sujets Portugais, tenant pour furtif, clandestin et illicite tout autre commerce ou navigation quelconque qu'aient essayé d'y faire ou qu'y fassent quelques nations que ce puisse être, S. M. Très-Fidèle n'ayant jamais autorisé et n'ayant jamais consenti à un tel commerce, qu'elle n'autorisera et auquel elle ne consentira jamais, mais qu'elle troublera au contraire et auquel elle s'opposera; ce que déclare le soussigné plénipotentiaire, dans la vue de prévenir toutes les contestations qui, à raison de cette convention, pourraient s'élever sur les districts qu'embrasse ce commerce, qui doit être regardé comme borne au cap Padron.

A la vue de cette déclaration, le plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne est autorisé à déclarer, et déclare effectivement, que le Roi son maître, dont le système est fondé sur les principes les plus inviolables de justice et de modération, ne s'arroge pas le droit de contester ni de reconnoître les titres qu'expose la cour de Portugal à la propriété, souveraineté

et

et commerce de la côte d'Angola, depuis le cap Padron vers le sud, exclusivement aux autres nations; mais que S. M. Très-Chrétienne consent que le commerce de ses sujets sur ladite côte ne s'étende pas au sud du fleuve Zayre au delà dudit cap Padron, à condition que les autres nations n'étendront pas le leur au delà dudit cap; de manière que les sujets françois foyent traités en tout sur ces points comme ceux desdites nations, et y jouissent des mêmes droits et avantages dont d'autres y jouiraient, ou dont S. M. Très-Fidèle les laisserait jouir. 1786

Et le plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle ayant accepté cette déclaration, lesdits deux ambassadeurs et plénipotentiaires l'ont signée les mêmes jour, mois et an que dessus: comme l'a signée aussi S. E. Mr. le Comte de Florida-Blanca, nommé plénipotentiaire de S. M. Catholique pour intervenir en ces actes, et autorisé en son nom comme médiateur.

Signé:

(L. S.)

(L. S.)

Le Duc DE LA VAUGUYON. Marquis DE LOURICAL.

Como mediador

Signé:

(L. S.)

El Conde DI FLORIDA-BLANCA.

13.

Auszug des Hauptvergleichs, welcher zwischen Sr. Kaiserlichen Majestät Joseph dem Zweyten, und dem Erzstift Salzburg den 19. April 1786. getroffen wurde. 19. Apr.

(REUSS deutsche Staatskanzley T. 15. p. 137.)

ART. I.

Haben S. K. K. A. Maj. allergnädigst erklärt, daß diese neue Convention den zwischen dem Durchlauchtigsten Erzhaus Oesterreich, und dem Erzstifte Salzburg

1786 burg bestehenden Verträgen, dann einem rechtsbeständigen Herkommen, ausser denjenigen Sätzen, welche in der gegenwärtigen Convention abgeändert worden, keineswegs abträglich seyn solle.

ART. II.

Begeben sich Se. Hochfürstl. Gnaden der Herr Erzbischof sammt dem Erzstift Salzburg für sich und ihre Nachkommen derjenigen Diözesanrechte, welche Dieselben in den Ländern Steyermark, und Kärnthen bisher durch ihre Generalvikarien ausgeübet, und besorget haben. Sie überlassen und cediren diese Rechte den Herrn Bischöfen zu Gurk, Lavant und Sekau auf ewige Zeiten zur eigenen unmittelbaren Ausübung dergestalt, daß die Vorsteher der gleich benannten drey Bisthümer selbst beständige, und mit dem vollen Umfang aller und jeder zur Diözesan- und Ordinariats-Gewalt gehörigen Rechte begabte Bischöfe seyn sollen. Die Erzbischöflichen, oder Metropolitan-Rechte aber bleiben fñhrohin über die mehrbeflagte drey Bischöfe, und Bisthümer Sr. Hochfürstl. Gnaden und dem Erzstift Salzburg auf beständig vorbehalten, und folglich werden die Diözesan-Bischöfe zu Gurk, Lavant, und Sekau als wahre Suffraganen in dieser Verbindung mit Salzburg zu betrachten seyn. Wie nun

ART. III.

S. K. K. A. Maj. zu Leoben ein neues Bisthum zum Besten der Religion und Seelforge allermildest zu errichten, und zu dotiren beschloßen haben, so wollen Allerhöchst Dieselben aus besonderer gnädigster Rücksicht für den Herrn Fürst Erzbischofen, und das Domkapitel zu Salzburg auch diesen vierten unabhängigen und eigenen Diözesan-Bischof in Leoben als einen Suffragan in Ansehung der Erzbischöflichen Rechte dem Erzstift Salzburg untergeordnet haben, jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung, daß auch an diesen Bischof und seine Nachfolger das vollständige *Jus Dioecesanum et ordinarius* von dem Erzstift aus dem Grunde übertragen werde, weil dessen Kirchsprengel dem Salzburgischen Diözesan-Rechte bisher unterworfen war. Da ferner

ART.

ART. IV.

1786

Zu Folge der von S. K. K. A. Maj. Allerhöchst bestimmten Eintheilung der Diözesen für die hier bemerkte vier Salzburgerische Suffraganen verschiedene neue Antheile der Kirchsprengeln, oder Diözesan-Bezirken denselben als innländischen Bischöfen, und Ordinarien zugeeignet worden sind, welche bisher niemals zu der Salzburgerischen Erzdiözese gehört haben, so sollen dem ungeachtet aus gnädigster Rücksicht für das Salzburgerische Erzstift auch diese Antheile dem Salzburgerischen Erzbischoflichen Rechte nach Maafs des einem jeden Suffragan zugetheilten Diözesan-Territorii untergeben seyn, und zu diesem Ende von dem betreffenden Erzbischof, und Bischof zu Leybach und Görz die gehörigen Zedirungen erfolgen.

ART. V.

Sollen einem jeweiligen Herrn Fürst Erzbischof zu Salzburg noch weiter die Nomination auf das Bisthum Sekau und Lavant in der bisherigen üblichen Art private, und auf das Bisthum Gurk alternative jedesmahl auf den dritten Fall der Erledigung zustehen, wobey jedoch der Herr Fürst Erzbischof jederzeit *personam gratam* zu ernennen, auch in dieser Absicht vor der Benennung die in Antrag gebrachte Person dem Allerhöchsten Hof namhaft zu machen hat.

Eben so verbleibet dem Herrn Fürst Erzbischof und seinen Nachfolgern das Confirmations- und Consecrations-Recht über gleich benannte drey Bischöfe in der bisher üblichen Art, jedoch mit möglichster Vermeidung aller Unkosten bevor.

Die Installation und Besitznehmung der Temporalien betreffend ist das, was diesfalls Herkommens, und in Uebung war, zu veranstalten, und vorzunehmen.

In Ansehung des Reichs-Fürsten-Standes der drey obstehenden Bischöfe bleibt es bey der diesfälligen Beobachtung. Dagegen behalten S. K. K. A. Maj.

ART. VI.

Das *Jus nominandi* für jeden Fall des erledigten Leobner Bisthums sich und allen Allerhöchst Dero Thronfolger gänzlich bevor, und sollen nebst dem erzbischof-

1786 bischöflichen Rechte dem Herrn Fürst Erzbischofen zu Salzburg, und seinen Nachfolgern in Ansehung des Bisthums Leoben nicht anderes als das *Jus confirmandi et consecrandi*, und zwar in der obbemeldten Art und Weise, wie bey den übrigen drey Suffraganen gebühren, wegen welchen auch S. K. K. A. Maj. sich allergnädigst erklären, daß Allerhöchst Sie niemahlen einen anderen Bischof in Leoben erkennen, und annehmen werden, als der von einem jeweiligen Erzbischof, und Metropolit Salzburgs dazu confirmirt, und consecrirt ist.

ART. VII.

Haben S. K. K. A. Maj. allergeneigst zugesichert dem Herrn Fürst Bischofen zu Sekau mit Beybehaltung des Namens seines Bisthums den künftigen Wohnsitz in der Stadt Grätz anzuweisen, und denselben mit einer ansehnlichen Cathedralkirche nebst dem erforderlichen Domkapitel gnädigst versehen zu lassen.

ART. VIII.

Die beiden Probsteien Mariensaal und St. Mauritz bleiben für Stetshin dem Bisthum Lavant dergestalten incorporirt, daß die Collation der ersten in Folge der von weyl. I. K. K. Maj. Maria Theresia den 8. Jänner 1780. gefertigten Urkunden in der bisherigen Art alternative, jene der zweyten aber allein von dem Herrn Fürst Erzbischof, jedoch nicht *Jure Episcopali*, sondern *Jure privatorum* geschehe.

In Ansehung jener *Beneficiorum Curatorum et Simplicium* in Steyer und Kärnthen dagegen, welche der Herr Fürst Erzbischof *Jure liberae collationis* vergeben hat, kommt es hievon mit Abtretung des *Ordinariatus* von selbst ab, in so weit jedoch Se. Hochfürstl. Gnaden das *Jus Patronatus jure privatorum* ausgeübt haben, bleiben Dieselben in dessen ruhigen Besitz, und Genuß.

ART. IX.

Wollen S. K. K. A. Maj. in Ansehung des von dem Erzstift Salzburg gestifteten Klosters Admont einem jeweiligen Herrn Fürst Erzbischofen die bisher bey jeder Wahl eines neuen Klosters Obern zu Admont ausgeübte Rechte, jedoch dergestalt zugestehen, daß derselbe

selbe deshalb nicht persönlich in Salzbourg zu erscheinen hätte. 1786

ART. X.

Belassen S. K. K. A. Maj. das Erzstift Salzburg in dem ruhigen und ungestörten Besitz seiner Lehenrechte, Güter und Einkünfte in den Oesterreichischen Erblanden in der nemlichen Art, und Eigenschaft, wie es den errichteten Handvesten, Verträgen, und rechtsbändigen Herkommen gemäß ist. Wie nun

ART. XI.

Das Erzstift Salzburg jene Pfarren, die dasselbe in den Tyrolischen Landen *jure dioecetano* besitzt, an sein Suffragan-Bisthum Brixen *Jure ordinarii* überlassen wird, so werden sich auch Se. Hochfürstlichen Gnaden der Herr Erzbischof mit dem Herrn Bischof zu Brixen wegen Ueberlassung seiner in dem Salzburgerischen Zillerthal innhabenden Pfarrey- und Ordinariats-Bezirke an das Erzstift einvernehmen, und die wechselseitige diesfällige Austauschung zu Stande bringen. Endlich werden

ART. XII.

Se. Hochfürstl. Gnaden jene Curatpfründen, welche in dem Oesterreichischen Innviertel dormalen noch zu der Salzburgerischen Ordinariats-Jurisdiction gehören; durch Einverständniß mit dem Herrn Bischof zu Linz an diesen gänzlich, gleich bey dem Schluß der gegenwärtigen Convention *Servatis Servandis* nach der Art und Weise abtreten, wie solches in Ansehung des abgetretenen Neustädter Salzburgerischen Bezirks vor einiger Zeit beschehen ist, also zwar, daß hiefür die Landesgränzen zugleich die Salzburgerischen und Linzer Diöcesen von einander scheiden sollen. Was aber insonders Strasswalchen und Hechfeld, dann die Herrschaft Mattsee berührt, haben in so lang, bis die darüber obwaltenden Territorial-Differenzen verglichen, oder hingelegt sind, auch die Diöcesanrechte und Gränzen in dem von Alters hergebrachten Stande zu verbleiben, in der Folge aber, da die erstere ihre gültlich, oder rechtliche Erledigung erhalten, ist zugleich der Bedacht dahin zu nehmen, daß nebst den Landesgränzen auch jene der Diöcesen, oder geistlichen Jurisdiction berichtet, und diese nach den erstern reguliret werden.

ART.

1786 ART. XIII.

So viel den Diözesanbistricht belangt, welchen das Salzburgerische Suffraganbisthum Kiemsee in Tyrol besitzt, darüber erklären S. K. K. A. Maj., dafs es deswegen durchgehends bey dem Alten, sohin nach der hergebrachten Lage und Verfassung zu bewenden habe.

Schliesslich solle diese Convention für Allerhöchst, und höchste Pacifcenten, und ihre beederseitige Nachkommen und Nachfolgere ihre stets wirkende Kraft behalten.

Die Präliminarien von dieser Convention sind von der K. K. auch Hochfürstl. Salzburgerischen Gewaltträgern, als K. K. Seits von

FRANZ JOSEPH VON HEINEKE K. K. wirklichen Hofrath bey der K. K. Böheim- und Oesterreichischen Hofcanzley m. p.

Dann von

FRANZ SALES VON GREINER m. p. wirklicher Hofrath der K. K. Böheim- Oesterreichischen Hofcanzley.

Hochfürstlich-Salzburgischer Seits aber von

ANTON Freyherrn VON TINTI Hochfürstlich-Salzburgischen Residenten und Minister am K. K. Hofe.

D. d. Wien, den 19ten April 1786. unterzeichnet worden.

(On a fait deux exemplaires du Traité définitif dont l'un a été signé par S. M. I. et R. à Vienne le 2. May 1786. l'autre par l'Archevêque et le Chapitre de Salzbourg, à Salzbourg le 17. May 1786, lesquels ont été échangés en conséquence.)

*Actes relatifs à la liberté du commerce avec 1786
le Port de Larrache accordée aux Provinces-
Unies des Pays-Bas par l'Empereur de
Maroc 1786.*

a.

*Lettre au nom de l'Empereur de Maroc aux
Etats-Généraux écrite et remise par son Envoyé
Taleb Omar Jobb.*

*(Traduit du Hollandais d'l. Rotterdamsche Courant
1786. du 30. May n. 64. et N. Nedert. Jaarboeken
1786. p. 447.)*

Dieu seul soit loué; il n'y a ni force ni pouvoir que
dans le grand Dieu tout puissant!

Par ordre de Sa Majesté le Prince des vrais croyans
et combattans pour le service divin sur le chemin du
Seigneur, Mahomet, fils d'Abdallah! aux E. Gén. des
Provinces-Unies des Pays-Bas.

Que la paix soit avec ceux qui suivent le droit
chemin Cette lettre Vous sera remise par notre Servi-
teur Taleb Omar Jobb, après que nous Vous avons
donné le Port de Larrache pour que chaque negociant
de Votre Nation y puisse charger, et non seulement
y prendre en échange toute sorte de marchandises,
mais même aussi des grains et autres fruits et nous
leur accorderons tout ce dont ils pourraient avoir besoin.
Le dit port est à la place d'un autre dont notre Ser-
viteur a fait mention. Le même Taleb Omar Jobb
nous ayant rendu compte de tous les bons services
qu'il a reçu de Vous ceci nous a engagé à le charger
(tandis que par sa droiture ils est rendu digne de notre
confiance) de Vous écrire et de Vous faire savoir ceci.

Au reste nous observerons toujours avec Vous la
paix et notre amitié.

Tels sont les ordres de Sa Majesté donnés le 25 du
mois Rabutfani 1200.

b.

1786 *Ordres de l'Empereur de Maroc publiés le 15. May*
 15. May. 1786. *à tous les Consuls étrangers résidant à Tanger*
et en particulier au Consul des Prov. Unies des
Pays-Bas par le gouverneur de cette place.

(Traduit du Hollandais d. l. Rotterdamsche Courant
du 13. Juillet 1786. n. 83.)

Dieu seul soit loué!

Nous ordonnons à notre Serviteur Alcayd Mohammed Ben Abdelmeleck de convoquer tous les Consuls Chrétiens résidant à Tanger et de leur notifier, que nous avons ouvert le Port de Tanger pour que le commerce y soit exercé tout comme à Mogador, de sorte que celui qui voudra prendre en retour des marchandises, tel que laines, ciré, peaux gommées ou des provisions fraîches (sous lesquelles on comprend des poules, bêtes à cornes, fruits, pain etc.) devra les charger à Tanger et y porter toute sorte de marchandises, en payant les mêmes droits et péages qui se payent à Tetuan, mais les Espagnols et les Anglois payeront les mêmes droits qu'ils ont payé jusqu'ici, ainsi qu'il Vous est déjà connu. Dites donc aux marchands Chrétiens, que s'ils veulent venir à Tanger pour négocier, ils pourront le faire en liberté, afin que Tanger fleurisse tout comme la ville Mogador. Nous nous reposons sur votre zèle, et votre adresse. Dieu Vous benisse.

Le même gouverneur fit encore lecture de la
suivante dépêche particulière au Consul Hollandais
van Nieuwerkerke.

Dieu seul soit loué.

Nous ordonnons à notre Serviteur Alcayd Mohammed Ben Abdelmeleck de faire venir le Consul Hollandais et de lui déclarer, que si dans l'espace de trois mois il n'arrivent point de navires Hollandais à Larache, nous ouvrirons alors ce port à cette Nation Chrétienne qui nous en a sollicités. Nous avons donné aux Espagnols les ports de Rabat et de Darbeyda, le premier pour leur commerce, et le second pour y charger des vivres.

15.

*Convention conclue entre le Roi de France 1786
et le Sérénissime Duc de Wurtemberg rela-^{21. May.}
tivement aux Limites du Comté de
Montbéliard.*

(D'après l'Imprimé distribué à Ratisbonne fol. et se trouve
dans *REUSS Staatskanzley* T. 20. p. 121.)

L Le Roi et le Sérénissime Duc de Wurtemberg voulant remédier aux inconvéniens qui résultent du mélange des territoires et de l'incertitude des limites entre la Principauté de Montbéliard et les Provinces limitrophes de l'Alsace et du Comté de Bourgogne, et désirant d'un autre côté fixer par des arrangemens réciproquement avantageux tout ce qui concerne le commerce, les communications et la bonne correspondance sur cette frontière, ont nommé, sçavoir, Sa Majesté, le Sieur Conrad Alexandre Gerard, Chevalier, Conseiller d'Etat, Commissaire général des limites et Prêtre Royal de Strasbourg, et Son Altesse Sérénissime le Sieur Emanuel de Rieger, Son Conseiller intime, pour en qualité de leurs Commissaires, traiter, négocier et conclure tous les arrangemens propres à remplir un but aussi salutaire, lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleinpouvoirs et avoir discuté amplement et à plusieurs reprises les différens objets de leur commission, sont définitivement convenus des Articles suivans:

ART. I.

Les Traités de paix de Westphalie, de Nimègue, ^{Traités antérieurs.} de Ryswick et de Baden conclus entre le Roi et l'Empire Germanique et particulièrement les Articles desdits Traités qui concernent les intérêts de la Maison de Wurtemberg et la Principauté de Montbéliard, serviront de base à la présente Convention.

ART. II.

Le Duc de Wurtemberg renonce purement et simplement et à perpétuité en faveur du Roi et de la ^{Le Duc renonce à la souv. s. Dambelin etc.}
Tom. IV. **H** **Couron-**

1786 Couronne de France, à toutes les prétentions de Souveraineté et de Supériorité qui ont été formées de la part sur les Villages, terres, fujets et enclavemens de Dambelin, Mainbouhans, Vilers sous Ecot, Dampierre sur le Doubs, Luze et Genechier.

ART. III.

Le Roi Le Roi renonce purement et simplement et à perpétuité en faveur du Duc de Wurtemberg et du Comté de Montbéliard, aux prétentions de Souveraineté et autres qui ont été formées de la part sur les Villages, terres et enclavemens de Semondans, d'Echenans sur l'Eiang, d'Essouaivre, de Stc. Marie, de Defendans et d'Alenjoye appartenant au Sieur de Goll, ainsi que sur le fief de Franquemont, situé à Tremoins reuni ci-devant au Comté de Montbéliard; sauf les mouvances des Seigneurs particuliers, s'il s'en trouve, abolissant toutes impositions, même celle de Cinq Sols par chaque année, qui a été mise sur aucunes de ces parties.

ART. IV.

Les autres Toutes les autres répétitions, difficultés, demandes et prétentions respectives non énoncées dans la présente Convention seront abolies de part et d'autre.

ART. V.

Conventions de 1768. Le Roi renouvelle et confirme autant que besoin serait, la sanction donnée par les Lettres patentes du Mois d'Août 1768, à la Convention conclue le 6. Juin 1768. entre le Sérénissime Duc de Wurtemberg et la fene Duchesse de Mazarin, en qualité de Dame et Comtesse de Belfort, pour raison des Vassaux, droits et revenus Seigneuriaux qu'ils possédaient dans différens villages et territoires enclavés en Alsace et le Comté de Montbéliard, par lesquelles Lettres patentes Sa Majesté a cédé et remis au Sérénissime Duc de Wurtemberg tous les droits de Souveraineté sur les fujets et terres de la Province d'Alsace qui étaient enclavés dans les Villages et territoires de Nomay, Brognard et Dampierre outre les Bois dépendans du Comté de Montbéliard.

Le Duc de Wurtemberg confirme de Son côté en tant que besoin, la cession qu'il a faite au Roi de tous les droits de hauteur et de Souveraineté qui apparte-

partenaient à Son Altesse Sérénissime sur les Sujets et terres de Son Comté de Montbéliard enclavés dans les Villages de Chatenoy et Dorans dépendans de l'Alsace, ainsi que Sa renonciation à toutes prétentions quelconques sur le Village de Bostans aussi d'Alsace. 1786

ART. VI.

Le Duc de Wurtemberg cède et abandonne au Roi et à la Couronne de France la Souveraineté sur les Sujets et terres dépendans de la Souveraineté du Comté de Montbéliard dans les Villages mi-partis d'Estimvans, de Bental, de Voujaucourt, d'Echenans sous Montvandois, en se réservant néanmoins la propriété du péage de Voujaucourt. Villages mi-partis.

ART. VII.

Le Roi cède en échange au Sérénissime Duc et Item, au Comté de Montbéliard, tous les droits de Souveraineté sur les Sujets et terres dépendans de la Souveraineté du Comte de Bourgogne dans les Villages mi-partis d'Audincourt de Tremoins, de Laire, de Bussarel, de Champey, de Coisevaux, d'Aibre, de Lougre et de Dale.

ART. VIII.

Le Sérénissime Duc de Wurtemberg cède au Roi la Souveraineté des Villages et territoires d'Abévillers avec le moulin de la Doue et la Grange de Marchelavillers, les Villages de Bretigney, de Valentigney, et Villers la Boissière, formant la même communauté, et des Granges de Belchamp; tous trois pour autant qu'ils sont situés sur la rive gauche du Doubs qui fera dans cette partie la limite entre les deux Dominations, pour lesdits lieux, terres et territoires qui en dépendent, faire partie sous la Souveraineté du Roi, des quatre Seigneuries de Blamont, Héricourt, Chat-lot et Cle-mont; sauf et reserve au Duc de Wurtemberg, la justice haute, moyenne et basse, Domaine utile, cens, rentes et autres Droits Seigneuriaux dont il est en possession, ainsi que le péage établi d'ancienneté à Abévillers; pour continuer à en jouir comme par le passé en qualité de Seigneur, aux clauses et conditions portées par la convention de 1748. Abévillers et c.

1786 Le Sérénissime Duc de continuera aussi à jouir paisiblement, librement et de la même manière dont il a joui jusqu'ici, de tous les domaines, dixmes, cens rentes et revenus quelconques provenant des biens ecclésiastiques ci-devant sécularisés, nommément de ceux de l'ancienne abbaye de Belchamp, qui passe par l'événement du présent Traité de la Souveraineté de de Montbeliard, sous la domination de la France, soit que les dits biens fussent anciennement soumis à cette domination, soit qu'ils fassent partie du présent échange : sans que ces biens Ecclésiastiques ci-devant sécularisés en général ni ceux de l'abbaye de Belchamp en particulier, puissent, sous prétexte et à l'occasion de ce changement de domination, être assujettis à d'autres ou de plus charges grandes et obligations qu'elles n'ont supporté jusqu'ici.

ART. IX.

Mandeure. Le Sérénissime Duc cède également au Roi la Souveraineté sur les sujets et terres, qu'il possède à Mandeure, sous les clauses et conditions énoncées en l'Article précédent; mais son Altesse Sérénissime se réserve expressément ses droits et actions sur le surplus du Village et du territoire dudit Mandeure.

ART. X.

Tavey etc. Le Roi cède et abandonne au Duc de Wurtemberg, la Souveraineté, Supériorité territoriale, droits et ressort sur les Villages, hameaux, terres, et territoires de Tavey, Vian, Verlans, Bian et St. Valbert, ainsi que les deux maisons appelées les Raillières situées près d'Estobon dépendans de la Seigneurie d'Hericourt, de Longeville sur la rive droite du Doubs, dépendans de la Seigneurie de Chatelot, ainsi que de Selencourt dépendant de la Seigneurie de Blamont.

ART. XI.

Frontière de Montbeliard. Au moyen des cessions échanges, désistemens et renonciations ci-dessus, la frontière du Comté de Montbeliard sera composée désormais des Villages et Lieux suivans, à commercer sur la Rive droite du Doubs près Mandeure, sçavoir, Seloncourt, Dale, Badevès, Dampierre outre les bois, Feche-la-prel, Alenjoye, Dambenoy, Nomay, Buffurel, St. Valbert, Coisevaux, Coute-

Coutenans, les cinq Villages des bois, Effouaivre, le Vernoy, Defendans, St. Marie, Lougre, et Longeville, où la Limite viendra rejoindre le Doubs. 1786

ART. XII.

Les parties ainsi échangées, celles qui seront tirées du Montbéliard, seront annexées et réunies aux quatre Seigneuries, sçavoir: Abevillers, le Moulin de la Doue, Marche la Villers et Mandeure à la Seigneurie de Blamont; les Villages de Valentigney, Villers la Boillière et les Granges de Belchamp, les parties de Voujaucourt, Estovans, Bretigney, et Beutal à celle de Chatelot; et Echenans sous Montvandois sera partie de la Seigneurie d'Hericourt; pour faire partie et dépendance à l'avenir des dites Seigneuries sous la Souveraineté de Sa Majesté, ainsi et de même que le surplus de ces Seigneuries.

Parties
échang.
com-
ment
anne-
xées.

ART. XIII.

Dans toutes les parties qui toucheront la Rivière du Doubs, les Souverainetés respectives seront séparées et limitées par le fil d'eau de ladite Rivière, de manière que la partie et la rive gauche du Doubs appartiendront au Roi, et la droite au Sérénissime Duc, sans distinction des lieux auxquels les territoires situés de part et d'autre pourront appartenir.

Rivière
du
Doubs.

Les Droits Seigneuriaux, tels que la pêche, le cours d'eau des moulins, les Droits de Bac et autres de cette espèce, continueront d'appartenir au Sérénissime Duc, en qualité de Seigneur des Villages et territoires riverains du Doubs qui passent sous la Souveraineté du Roi, et ces Droits seront exercés en son nom et à son profit, comme il en a joui ou dû jouir jusqu'à présent.

Il est stipulé expressément, qu'il ne sera porté aucun préjudice aux forges, moulins et usines quelconques appartenants au Sérénissime Duc sur la Rivière du Doubs, aux digues et ouvrages qui le traversent ou le traverseront dans toute sa largeur, ainsi qu'aux usines qu'il sera en droit d'établir ci-après sur l'une ou l'autre rive, à condition néanmoins qu'il ne sera porté de la part de la Souveraineté de Montbéliard aucun empêchement à la Navigation qui pourra être établie sur le Doubs; qu'elle se prêtera de bonne foi

1786 aux entreprises qui pourront être faites de la part de la France pour rendre cette navigation plus sûre, plus aisée et plus étendue; et il est convenu expressément, qu'en aucun tems il ne pourra être établi sur le Donbs, de part ni d'autre, aucune sorte de Péage, ni d'autres Droits nouveaux quelconques, qui puissent encherir d'une manière quelconque ladite Navigation; bien entendu que cette Navigation sera également libre aux sujets respectifs.

ART. XIV.

La Rigole servira de limite.

Les Parties contractantes désirant pour la tranquillité des sujets respectifs, établir autant que le local le permet des limites naturelles, ont adopté pour cet effet le ruisseau appelé le Rigole ou la Luzine. Ce ruisseau formera la séparation des deux Souverainetés vers Héricourt sous les mêmes clauses exprimées dans l'Article précédent pour la limite du Donbs, selon son cours naturel, lequel sera de Souveraineté commune, depuis la ligne séparative du ban d'Eslobon jusqu'à la ligne qui sépare le ban de Bußirel de celui de Brevelier, la limite remontera alors cette ligne et la suivra jusqu'à la limite de l'Alsace vers Chatenois.

ART. XV.

Rivière de Bourogne.

Le Roi ayant bien voulu reconnoître la Souveraineté du Sérénissime Duc de Wurtemberg sur la totalité du ruisseau d'Allain; les deux Souverains désirant néanmoins étendre à cette partie les principes adoptés pour les autres parties de la délimitation, où ils ont choisi des limites naturelles, il est convenu que la Rivière de Bourogne et l'Allain, selon leur cours actuel ou futur, formeront entre le finage d'Allenjoye, Montbéliard, et les finages de Bonrogue, Morvillais et Meziré, Alsace, la limite des deux Souverainetés qui seront partagées par le fil de l'eau; Confirmant au surplus les arrangemens arrêtés le 27. Décembre 1785. par les Commissaires respectifs, pour terminer les difficultés qui s'étaient élevées dans cette partie.

ART. XVI.

Sa Jurisdiction.

La Jurisdiction et les Droits utiles de pêche, épaves etc. sur le cours entier de ce ruisseau depuis le lieu dit la Fontaine au Comte, jusqu'à son entrée dans

dans la Principauté de Montbéliard, continueront d'appartenir exclusivement au Sérénissime Duc de Wurtemberg, sans trouble et sans partage, et les Stipulations de l'Article précédent concernant la Souveraineté desdites Rivières ne pourront en aucun tems ni en aucune manière gêner, altérer, ou restreindre l'exercice des Droits énoncés au présent Article. 1786

ART. XVII.

Le Sérénissime Duc conservera sur ses forêts de l'ancien Domaine de Montbéliard, ainsi que sur toutes les eaux qui passeront en vertu de la présente Convention sous la Souveraineté du Roi, outre la propriété et la pleine et entière jouissance, toute espèce d'Administration de Justice, de Jurisdiction et Droit de Gruerie, à l'exclusion des Maitrises Royales, ainsi que la police desdites forêts, sans l'appel au Tribunal compétant, le tout à l'instar des forêts que le Sérénissime Duc possède en Alsace, et il aura le Droit de nommer et constituer un ou plusieurs Juges Gruyers et tous Officiers nécessaires; le tout conformément aux ordonnances, us et coutumes du Comté de Bourgogne; et pourront les mêmes Officiers être attachés aux Sièges, Baillagers et aux Grueries. Droits conférés au Duc de W.

Le Sérénissime Duc continuera à percevoir comme du passé, le douzième Denier dans toutes les Ventes de bois qui se feront dans les forêts des Communautés.

ART. XVIII.

Le Sérénissime Duc possèdera lesdites forêts domaniales, ainsi que les autres fonds et revenus domaniaux qui lui appartiennent, ou aux Princes et Princesses de sa maison dans les lieux cédés au Roi par la présente Convention de quelque nature et condition qu'ils soient, même ceux dépendants des biens sécularisés, qu'ils soient régis ou affermés, en exemption de toutes charges réelles et de toute espèce d'impositions. Exemption de charges.

ART. XIX.

Il sera permis au Sérénissime Duc d'extraire en nature, et de faire transporter dans le Comté de Montbéliard en exemption de tous Droits et Impôts, le produit des redevances en grains, bois de toute espèce et redevances des seigneuries cédées. H 4 et

1786 et charbon, mines de fer et autres denrées qui proviennent des Droits, Dixmes et Revenus qui lui appartiennent dans les quatre Seigneuries, telles qu'elles se trouveront composées par la présente Convention. Les Commillaires pour les prises de possession constateront le montant annuel de ces revenus sur les baux qui en ont été passés, et en prenant pour l'avenir les précautions utiles en pareil cas.

ART. XX.

Mou-
lins.

Il est convenu que les moulins bannaux, qui se trouveront par l'événement des Echanges dans une Souveraineté différente de celle des Lieux et Villages qui y seront affectés, conserveront néanmoins leur Droit de banalité; mais dans les tems de cherté et de disette, le Roi et le Sérénissime Duc se promettent mutuellement de se prêter à toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour empêcher l'exportation frauduleuse des Bleds et Farines, et des Gardes respectives ou autres Employés de police seront admis dans lesdits moulins.

ART. XXI.

Droits
conserv.
aux
poss. de
Biens
fonds.

Les sujets du Duc de Wurtemberg qui possèdent ou posséderont dans les Lieux échangés des biens immeubles, terres, champs, prés vignobles ou forêts, seront astreints, comme les sujets du Roi aux impositions réelles sur lesdits fonds, qui sont utiles dans lesdits lieux et *vice versa*. Les mêmes sujets des Lieux échangés qui voudront se retirer dans les terres de l'une ou de l'autre Domination, auront la liberté de le faire pendant l'espace d'un an, à compter du jour des Prises de possession et de la Confirmation de l'Echange, et pourront vendre leurs biens dans ce terme sans qu'il en puisse être exigé aucune sorte de Droits sous quelque dénomination qu'ils puissent venir.

ART. XXII.

Emolu-
mens.
servitu-
des etc.

Les possesseurs et propriétaires des fiefs, terres et biens situés dans les parties réciproquement échangées, seront conservés dans la jouissance de tous leurs Droits honorifiques et utiles, rentes, revenus et émolumens; de même que les sujets demeurans dans ces parties conserveront leur Etat, droits de Propriété, de

Patu-

Paturage, d'Affonage et autres Servitudes, ensemble leurs Us et Coutumes, en tant que ces Coutumes et ces Droits ne seront pas contraires aux Loix de la Souveraineté sous laquelle ils sont passés. 1786

Les Stipulations de cet article seront particulièrement observées en faveur des Sujets respectifs dont les finages se trouveront coupés par la ligne de Limite de Souveraineté adoptée par les Souverains.

ART. XXIII.

Les grains en gerbes, les foin en meules, les Recoltes, vendanges ou raisins en grappes, bois en nature ou en charbon, fruits et légumes en nature, provenant de terres possédées par les Habitans de Montbéliard dans les lieux passés par Echange sous la Domination de la France, pourront être tirés en exemption de tous Droits de sortie, et non obstant les défenses faites contre l'exportation de ces sortes de denrées qui pourraient avoir lieu en France et *vice versa*.

ART. XXIV.

Le Roi et le Sérénissime Duc se promettent réciproquement de donner les ordres les plus précis pour l'extradition mutuelle de tous les Titres, Actes, Documents, Procédures etc. qui seront relatifs aux Cessions et Renonciations respectives, et il en sera de part et d'autre fourni des Etats, et s'il se peut au moment où les prises de Possessions auront lieu ou immédiatement après leur Consommation. Titres, actes etc.

ART. XXV.

Les Contrats hypothécaires et tous autres Actes généralement quelconques conserveront sous la nouvelle Domination la même Valeur et Force obligatoire qu'ils avaient ou qu'ils auraient eu sous la Domination sous laquelle ils ont été passés, et ils seront exécutés dans tous les points, clauses et conditions qu'ils renferment. Contrats hypotheq.

ART. XXVI.

La grand' Route de Belfort à Besançon traversant entre Héricourt et Arcey des Territoires cédés au Sérénissime Duc par la présente Convention et cette communication ayant toujours été libre et franche, Route de Belfort à Besançon.

1786 et devant être maintenue telle à perpétuité, les passagers et marchandises jouiront d'une entière Liberté et Franchise sur toute l'étendue de cette Route, sans qu'il puisse y être établi aucune gêne ni assujettissement à prendre des acquits à caution ou autres; sauf néanmoins l'acquiescement du péage établi d'ancienneté à Aibre, dont le Tarif sera joint à la présente Convention.

Les Troupes de Sa Majesté et les Convois militaires et les effets appartenants à Sa dite Majesté, jouiront du passage libre et exempt de toute gêne et de tous Droits, bien entendu que les effets appartenants à Sa Majesté seront munis de Passeports convenables.

Le Sérénissime Duc s'engage à donner les Ordres les plus précis pour que cette partie de Route soit constamment entretenue en bon état.

Quant à la Route de Belfort à Blamont, elle continuera à être libre et affranchie de tous Droits, ainsi qu'elle l'a été jusqu'à présent, et les Troupes du Roi, ainsi que les Convois militaires, pourront s'en servir librement.

Si Sa Majesté jugeroit néanmoins dans la Suite devoir établir cette Route sur Son Territoire, et que quelques portions du finage de Dale ou autre Limitrophe, fussent jugées nécessaires à la construction, le Sérénissime Duc s'engage à les céder à Sa Majesté moyennant un équivalent raisonnable.

ART. XXVII.

Chaus-
sées.

Les Chaussées et les Chemins seront réciproquement libres aux Sujets des deux Souverainetés en payant les Droits dus à l'une ou à l'autre.

ART. XXVIII.

Forges
d'Au-
din-
court
et Cha-
gey.

Les Fers, Fers blancs et autres provenant des Forges d'Audincourt pourront être transportés en Suisse, en exemption de tous Droits de Transit. Pareille exemption aura lieu pour les Fers provenant des Forges de Chagey.

ART. XXIX.

Tabac.

Il sera libre aux Sujets de Montbéliard de tirer annuellement de l'Etranger, par la Route d'Alsace,
et

et par le seul Bureau de Chatenoy sur des Permis de la Régence de Montbéliard et sous des Acquits à Cauti-
on de la Douane de Strasbourg, en exemption des Droits de trente Sols par Livre, la Quantité de Tabac nécessaire pour leur propre Consommation, laquelle a été arbitrée à trente milliers pésant, 1786

ART. XXX.

Les Denrées et Marchandises étrangères que les Sujets de Montbéliard feront venir du dehors pour leur Consommation et dont l'importation est défendue dans le Royaume, n'y pourront être transportées que par Acquit à Cauti-
on et par de certains Bureaux déterminés, savoir vers la Suisse par celui de . . . et vers l'Alsace par celui de Chatenoy, promettant le Sérénissime Duc de donner ses Ordres pour qu'il ne soit formé dans les Lieux de sa Domination aucun entrepôt de ces sortes de Denrées et Marchandises.

Quant au Commerce d'exportation le Comté de Montbéliard continuera à jouir de toutes les Franchises dont il jouit actuellement.

ART. XXXI.

Le Sérénissime Duc déclare, qu'il prendra les mesures les plus efficaces pour empêcher que des Marchands étrangers au Comté de Montbéliard, ni les Sujets François n'abusent, pour contrevenir aux Loix du Royaume et frauder les droits dus à Sa Majesté, des franchises et facilités dont jouira le Comté de Montbéliard.

ART. XXXII.

L'intention du Roi étant qu'en conformité de l'Article III. du Traité de 1748. il soit fait un Arrangement relativement au Commerce et à la bonne Correspondance entre le Comté de Montbéliard et les Provinces Limitrophes, on s'occupera incessamment de ce travail, et Sa Majesté accordera pour le Commerce de la Franche-Comté le Tarif modéré, conformément à la lettre du feu Roi Louis XIV. de glorieuse mémoire, à l'Intendant du Comté de Bourgogne.

ART. XXXIII.

Dans les Villages qui passent en totalité ou en partie de la Souveraineté du Sérénissime Duc sous celle

1786 celle de la France et qui sont Abeggillers, Valentigney, la Boillière, Echenans sous Montvandois, Mandeure, Voujaucourt, Estouvans, Beutal et Bretigney, l'exercice de la Religion Luthérienne sera conservé conformément aux Règles prescrites par les Traités de Westphalie, et soumis aux mêmes Réglements que dans les terres de Riquewir et Horburg que le Sérénissime Duc possède en Alsace.

En conséquence le Sérénissime Duc continuera à nommer et établir comme du passé, les Ministres et les Régents d'Ecole nécessaires pour la desserte des Eglises et des Maisons d'Ecoles, à l'entretien desquels, ainsi que des Presbytères, il sera pourvu de la même manière qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent.

ART. XXXIV.

Item. Dans les Paroisses et les Lieux cédés, soit en totalité soit en partie par Sa Majesté au Sérénissime Duc, savoir: Seloncourt, Audincourt, Dasle, Bussurel, Tavel, Vians, St. Valbert, Bians, Verlans, Tremoins, Champey, Coisevaux, Laire, Aibre, Longre et Longevelle, des quatre Seigneuries; Momay, Brognard et Dampierre outre-les-bois ci-devant d'Alsace, l'Exercice du Culte Catholique, Apostolique et Romain y sera maintenu tel qu'il est, et les Sujets Catholiques qui s'y trouvent établis, ne pourront être inquiétés sous aucun prétexte pour l'exercice de leur Religion.

ART. XXXV.

Eglise de Tavey, L'Eglise et la Cure de Tavey seront maintenues dans l'Etat où ils sont actuellement et le Curé continuera à posséder sans trouble les Revenus attachés à la Cure.

ART. XXXVI.

de Longevelle. Quant aux Eglises de Longevelle, de Longre et de Seloncourt, le Simultané y sera introduit, de manière que les Choeurs resteront aux Catholiques et les Nefs appartiendront aux Protestants.

ART. XXXVII.

Curé de Montbéliard. La Nomination des Curés de ces deux Eglises ainsi que celle du Curé de Montbéliard appartiendra désormais

deformais au Duc de Wurtemberg qui se chargera en 1786
conséquence de leur entretien et de leur subsistance.

Il a été convenu pour cet effet que Son Altesse Sérénissime fera au Curé de Menthéliard une Pension annuelle et perpétuelle de huit cens Livres, et aux Curés de Longeville et de Seloncourt à chacun une Pension pareille de six cens Livres, lesquelles Pensions demeureront invariablement fixées auxdites sommes, sans pouvoir être diminuées sous quelque prétexte que ce soit, et sans que les Curés puissent jamais rien exiger au de là de cette Compétence et de la Jurisdiction de leurs Presbytères, à quelque Titre et sous quelque Dénomination que ce puisse être.

ART. XXXVIII.

Le Sérénissime Duc prend sur lui de requérir et d'obtenir le Consentement de l'Empereur et de l'Empire sur le présent Traité. Consentement de l'Empire.

ART. XXXIX.

Les présens Articles seront ratifiés de part et d'autre dans l'espace de quatre Semaines à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut. Ratifications.

En foi de quoi Nous avons Signé la présente Convention et y avons apposé le Cachet de nos Armes.

Fait à Paris, le vingt un May mil sept cens quatre vingt six.

Signé: GERARD.

(L. S.)

Signé: DE RIEGER.

(L. S.)

1786 *Traité de paix et d'amitié entre S. M. le*
 24. Juin. *Roi d'Espagne et le Dey et la Régence*
d'Algèr conclu le 14. Juin 1786.

Nouv. extraord. 1786. No. 86. et 90. et se trouve en
Italien dans Storia dell' Anno 1786. p. 190.)

Loué soit Dieu le Tout-Puissant.

Le 17. jour de la Lune de Chavan l'an 1200. de l'Hégire il s'est conclu une paix et amitié perpétuelle entre l'Espagne et Algèr: Et en conséquence il a été fait un Traité de bonne harmonie et avec bonne volonté, pour complaire au Grand Seigneur, entre le Sérénissime et Très-Puissant Prince Don Carlos III. par la grace de Dieu Roi d'Espagne et des Indes, etc. d'une part, et de l'autre le magnifique Mahamet Baxa-Dey, le Divan et la Milice de la ville et du Royaume d'Algèr.

ART. I.

Paix. Il y aura une paix perpétuelle entre le Très-Puissant Roi d'Espagne et les magnifiques Baxa-Dey, Divan, et Milice de la ville et du Royaume d'Algèr, ainsi qu'entre les sujets des deux Etats, lesquels pourront faire réciproquement le commerce dans les deux Royaumes, et y naviguer en toute sûreté, sans que l'une des Parties ne cause de l'embarras ni de la peine à l'autre, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. II.

Visitation sur mer. Les Corsaires de la Régence ou des Particuliers d'Algèr, qui rencontreront en mer des navires marchands Espagnols, devront non seulement les laisser naviguer librement, sans les inquiéter; mais de plus ils leur donneront du secours et toute l'assistance, dont ils auront besoin; prenant garde que lorsqu'ils voudront les visiter, ils leur envoient à bord de leurs chaloupes, outre les ramener seulement deux personnes de prudence, lesquelles seront les seules qui passeront à bord du navire pour le visiter. Réciproquement les

les vaisseaux de guerre Espagnols en agiront de même à l'égard des Corsaires de la Régence ou des Particuliers d'Algèr, lesquels seront tenus de se pourvoir d'un passeport du Consul d'Espagne à Algèr, pour qu'il n'y ait point de doute ni d'erreur sur leur qualité. 1786

ART. III.

Les vaisseaux Algériens seront admis dans tous les ports et rades d'Espagne, toutes les fois qu'ils se verront obligés à y entrer, soit par la tempête, ou par le besoin de se réparer, ou pour se soustraire à la poursuite d'ennemis: On leur fournira tous les secours et autres objets dont ils auront besoin, pourvu qu'ils les payent au prix courant. Hors des dits cas on les admettra seulement à commercer ou à acheter des vivres à Alicante, Barcelone et Malaga: Ils ne resteront dans les dits ports qu'uniquement le tems nécessaire; et ils ne les bloqueront point, pour troubler le commerce des autres nations. Les navires Espagnols feront la même chose dans les ports du pays d'Algèr, dans lesquels ils seront admis et secourus de la même manière.

Admission des vaisseaux reciproques d. l. ports.

ART. IV.

S'il arrivait que quelque navire marchand Espagnol fût attaqué à la rade d'Algèr ou en quelque autre port de ce Royaume par les ennemis de l'Espagne sous la portée du canon des forteresses; celles ci devront le défendre et le protéger: Et le Commandant obligera les dits ennemis à donner un tems suffisant, pour que le navire Espagnol sorte et s'éloigne des dits ports et rades, durant lequel tems, qui ne sera pas moins de 24. heures, l'on retiendra les vaisseaux ennemis, sans qu'il leur soit permis de poursuivre le bâtiment Espagnol. La même chose s'observera de la part du Roi d'Espagne en faveur des navires Algériens, bien entendu que ceux ci ne pourront faire des prises sur leurs ennemis en deça de la portée du canon de toutes les côtes Espagnoles; si ces bâtimens sont à la voile, ni à la vue des dites côtes, s'ils les rencontrent à l'ancre, puisqu'un navire monillé doit être considéré comme étant sous la protection de la côte.

Protection accordée sur les côtes.

ART. V.

Les ennemis des Algériens, qui se trouveront comme passagers sur les navires Espagnols, et les Espagnols, qui se trouveront comme passagers sur les navires Algériens, seront traités de même.

Sujets passagers sur des vais.

1726 Espagnols, passagers sur des bâtimens ennemis d'Algèr, ne pourront être faits esclaves, sous quelque prétexte que ce soit, quoique ces navires eussent fait de la résistance avec combat. La même chose s'observera par l'Espagne à l'égard de ses ennemis, passagers sur des bâtimens Algériens, ou à l'égard des Algériens, passagers sur des bâtimens ennemis de l'Espagne. Les passagers devront prouver qu'ils le sont, par les passeports de leurs Consuls dans les ports, d'où ils sont sortis, dans lesquels passeports seront exprimés leurs équipages et les autres effets qui leur appartiendront.

seaux
enne-
mis.

ART. VI.

Affistan-
ce en
cas de
malheur

Si quelque navire Espagnol venait à se perdre sur les côtes de la dépendance d'Algèr, soit qu'il ait été poursuivi par des ennemis ou qu'il ait été forcé par le mauvais tems, on lui fournira toute l'assistance, dont il aura besoin pour se réparer et pour recouvrer son chargement, payant le travail et autres secours qui lui auront été fournis, sans qu'il se puisse exiger quelque droit ni tribut pour les marchandises, qui auraient été déposées à terre, à moins qu'on ne les ait vendues ou qu'on ne les vende dans le port du dit Royaume.

ART. VII.

Droit
d'importa-
tion.

Tous les négocians Espagnols, établis dans les ports et sur les côtes du Royaume d'Algèr, pourront faire mettre leurs marchandises à terre, les vendre, et faire des achats, sans payer plus de droit, que les habitans n'en ont coutume. La même permission sera accordée aux Algériens dans les ports de la domination Espagnole, mentionnés en l'Art III. Et, dans le cas que les dits négocians ne feraient débarquer leurs marchandises que pour les mettre en dépôt, il leur sera libre de les faire rembarquer, sans payer quelque droit que ce soit. Les Algériens en Espagne et les Espagnols à Algèr payeront les mêmes droits que payent les François dans les deux Etat-, se conformant en tout à ce qui s'observe à l'égard de cette nation.

ART. VIII.

Aucune
assistance
ne aux
ennemis
récipro-
ques.

Les Algériens ne donneront aucun secours ni protection quelconque contre les Espagnols aux vaisseaux de quelque autre nation en guerre avec les Espagnols,

Espagnols, quand même ils seraient Musulmans, ni à ceux qui seraient pourvus de lettres de marque de la part de telles nations ennemies: et ils ne pourront se pourvoir eux-mêmes de lettres de marque de ces nations, pour croiser contre les Espagnols. L'Espagne observera les mêmes stipulations à l'égard des Algériens. 1786

ART. IX.

Les Espagnols ne pourront être forcés, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce soit, à prendre contre leur gré des chargemens à leur bord dans les ports et rades d'Algèr, ni à faire des voyages dans des parages, où ils n'avaient pas la volonté d'aller. Charge-ment forcé.

ART. X.

Il résidera à Algèr un Consul d'Espagne avec toutes les mêmes prérogatives, dont jouit celui de France, pour prendre connoissance de toutes les affaires des Espagnols, de la même manière que celui de France prend cannoissance des affaires des François; et il exercera toute juridiction dans les différends, qui s'élèveront entre des Espagnols, sans que les juges de la ville d'Algèr puissent en prendre connoissance. Consul.

ART. XI.

Il sera libre à tous les Espagnols dans la Royaume d'Algèr d'exercer la Religion Chrétienne, tant en l'hôpital Royal Espagnol des religieux Trinitaires de la rédemtion en la ville d'Algèr, que dans toutes maisons des Consuls ou Vice-Consuls, qu'il sera trouvé dans la suite convenable d'établir en d'autres endroits. Religion.

ART. XII.

Il sera permis au Consul de choisir lui même son Dragoman (ou Interprète) et son Courtier ou Homme d'affaires, ainsi que de passer librement à bord des bâtimens Espagnols à la rade, toutes les fois qu'il le jugera convenable: Il arborera le pavillon Espagnol sur sa chaloupe; et il pourra le mettre également sur sa maison. Dragon, main Courtier.

ART. XIII.

S'il s'élevait quelque dispute ou différend entre un Espagnol et un Turc ou un Maure, ce différend ne pourra être jugé par les juges ordinaires de la ville, mais Disputes entre les sujets réciproques.

1786 mais uniquement par le Conseil des magnifiques Baxa-Dey, Divan et Milice de la ville et du Royaume d'Algèr, en présence du Consul, ou bien par le Commandant dans les ports autres qu'Algèr: On accordera ce différend selon la justice; et l'on effectuera une reconciliation entre les Parties.

ART. XIV.

Dettes; successeurs. Le Consul d'Espagne ne sera point, par son employ, responsable des dettes des négocians et autres Individus Espagnols, à moins qu'il ne se soit engagé pour elles par écrit: Et les biens des Espagnols qui viendront à mourir à Algèr, seront remis à la disposition du Consul d'Espagne, pour qu'il les fasse tenir aux Espagnols ou autres personnes, à qui ils appartiendront: Et l'on observera la même chose en Espagne, en faveur des Algériens, qui voudront s'y établir.

ART. XV.

Consul exempt. de droits. Le Consul d'Espagne à Algèr jouira de l'exemption de tous droits, pour ce qui regarde les provisions et autres effets quelconques, nécessaires à l'entretien de sa maison.

ART. XVI.

Dettes; fuite. Si quelque Espagnol blesse un Turc ou un Maure, il ne pourra en être puni, sans qu'on cite son Conseil, pour défendre la cause de l'Espagnol; et dans le cas qu'un accusé Espagnol s'échappe, le Consul ne sera point responsable de sa fuite.

ART. XVII.

Dommage fait aux vaisseaux. Si quelque Corsaire Espagnol ou Algérien cause du dommage à un navire Algérien ou Espagnol respectivement, lequel il aura rencontré en mer, il en sera puni; et les armateurs en seront responsables pour la réparation du dommage.

ART. XVIII.

Droit de mouillage. Si quelque bâtiment Espagnol, forcé par le vent contraire, par le manque d'eau, ou par quelque autre besoin, mouille dans les ports de la domination Algérienne, sans y charger ni décharger des marchandises, les Agas ou Commandans des dits ports ne pourront exiger

exiger ni prétendre des droits de mouillage, ni quel-
que autre que ce soit, du dit bâtiment Espagnol. 1786

ART. XIX.

Le magnifique Dey d'Algèr pourra, lorsqu'il le
jugera à propos, nommer une personne qualifiée, pour
passer dans un port d'Espagne, en qualité d'Agent de
la nation Algérienne. Agent
Algé-
rien.

ART. XX.

La place d'Oran et ses forts, ainsi que la place
de Mazarquivir, resteront, comme ci-devant, sans
communication par terre avec le camp de Maures.
Le Dey d'Algèr ne les attaquera jamais; et le Bey de
Mascara ne pourra le faire sans son ordre. Cepen-
dant, comme ce Bey gouverne despotiquement la dite
Province, le magnifique Dey d'Algèr approuvera tou-
tes les conventions, qui se feront entre l'Espagne et
le dit Bey de Mascara, à qui il appartient de veiller
et d'empêcher, que les places et forteresses Espagnoles
ne soyent molestées: Mais, si les Maures rebelles,
vagabonds, et indomtables commettent quelque in-
sulte, l'on ne pourra pour cette raison troubler en
aucune façon la bonne harmonie, qui vient d'être
établie; attendu que les Chrétiens ne pourront jamais
être sûrs hors la portée du canon. Oran et
Mazar-
quivir.

ART. XXI.

S'il se commettait quelque contravention au pré-
sent Traité, l'on ne pourra se porter pour cette rai-
son à quelque acte d'hostilité, sinon après un déni
de justice formel. Contra-
ventions
au traité

ART. XXII.

Les bâtimens Espagnols ne pourront se rendre
en quelque port de la domination Algérienne, hors
celui d'Algèr, pour y charger ou décharger, sans per-
mission expresse du Gouvernement, ainsi que cela se
pratique à l'égard de toutes les nations. Algèr
seul
port
ouvert.

ART. XXIII.

Dans le cas d'une rupture (ce qu'à Dieu ne plaise)
le Consul et tous les autres Espagnols, qui se trou-
veront dans le Royaume d'Algèr, et tous les Algériens,
qui Cas de
rupture.

1786 qui se trouveront en Espagne, auront trois mois de tems pour se retirer avec tous leurs effets, sans qu'on les inquiète en aucune manière, ni avant leur départ, ni durant le cours de leur voyage.

ART. XXIV.

Esclaves ou Forçats fuyant sur les vaisseaux. Ni les Corsaires Algériens dans les ports d'Espagne, ni les vaisseaux de guerre Espagnols dans les ports d'Alger, ne pourront recevoir à leur bord des Esclaves ou des Forçats de préside, qui voudraient s'y réfugier; mais ils seront tenus de les remettre, sous condition qu'ils ne seront point punis de leur fuite.

ART. XXV.

Pavillon respecté. En considération du Roi Catholique les Algériens respecteront non seulement les côtes d'Espagne, mais aussi celles de l'Etat-Ecclesiastique. Par la même considération le Dey recevra gracieusement toute personne, qui passera à Alger, sous le pavillon et la protection de Sa Majesté Catholique de même que S. M. Catholique recevra ceux qui passeront en Espagne sous le pavillon et la protection du Dey d'Alger: Et celui-ci sera prêt à entrer en négociation avec les Puissances que S. M. lui a recommandées, et qui se trouveront en paix avec la Porte Ottomanne, dont le Dey suivra toujours l'exemple.

Au nom de Dieu Tout-Puissant. Le présent Traité de paix perpétuelle a été conclu aujourd'hui à la date présente entre l'Espagne et la Régence, espérant qu'il sera approuvé et admis par le Très-Puissant Roi Don Carlos III. (que Dieu garde et bénisse!) ainsi qu'il est approuvé et admis par magnifique Dey Mahamet-Baxa (que Dieu garde et bénisse!) avec le consentement général du Divan, du Mufti, des deux Cadis, des Sénateurs, Notables, et de l'Aga suprême: Et il en devra être signé et scellé trois Originaux en langue Espagnole et Turque par les deux Parties, un pour Sa Maj. Catholique, le second pour le magnifique Baxa-Dey; et le troisième devra rester entre les mains du Consul, qui réside en cette place. Publié et donné en notre Palais, le 17. jour de la Lune de Chavan 1206. et suivant l'Ere de ceux qui suivent la Loi de Jesus le 14. Juin 1786.

(L. S.) MAHAMET-BAXA.

J'ai

J'ai accepté et approuvé le Traité ci-dessus, comme 1786
 en vertu de la présente je l'ai accepté et l'approuvé, en
 la meilleure et plus ample forme possible, promettant,
 moi et parole de Roi, de le remplir et de l'observer,
 et de le faire remplir et observer entièrement: Et, pour
 qu'il soit d'autant plus stable et valide, j'ai ordonné
 d'expédier la présente, signée de ma main, scellée de
 mon sceau secret, et contresignée par mon Conseiller-
 d'Etat, Premier Secrétaire d'Etat et des Dépêches.

A St. Ildefonse le 27. Août 1786.

(L. S.)

MOI LE ROI.

JOSEPH MONINO.

17.

Convention entre Sa Majesté le Roi de la 14 Juill.
 Grande-Bretagne et Sa Majesté le Roi
 d'Espagne, conclue à Londres le
 14. Juillet 1786.

Nouv. extraord. 1786. Nr. 83. et 84. et se trouve en
 Anglois dans *Annual Register* 1787. P. P. p. 78.)

Les Rois d'Angleterre et d'Espagne animés du même
 désir de consolider par tous les moyens en leur pou-
 voir, l'amitié qui subsiste si heureusement entre Eux
 et Leurs Royaumes, et désirant d'un commun accord
 le prévenir jusqu'à l'ombre de mésintelligence qui
 pourrait être occasionnée par des doutes des malenten-
 dus ou autres causes de disputes entre les sujets sur les
 frontières des deux Monarchies, particulièrement en
 les pays éloignés, comme sont ceux de l'Amérique,
 ont jugé à propos de déterminer avec toute la bonne
 foi possible par une nouvelle Convention les points
 qui pourraient un jour ou l'autre produire des incon-
 vénients tels que l'expérience des tems précédens en
 fait voir très souvent. Pour cet effet le Roi de la

1786 Grande-Bretagne a nommé le très-noble et très-excellent Lord François Baron Osborne de Kiveton, Marquis de Carmarthen, Conseiller privé de S. M. et principal Secrétaire d'Etat pour le Département des affaires étrangères etc.; et le Roi Catholique a également autorisé Don Bernardo del Campo Chevalier du noble Ordre de Charles III., Secrétaire du même Ordre, Secrétaire du Conseil suprême d'Etat, et Son Ministre plénipotentiaire près le Roi de la Grande-Bretagne; lesquels s'étant communiqués l'un à l'autre leurs pleins-pouvoirs respectifs conçus en due forme sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Pays des
Mosqui-
tos éva-
cué.

Les sujets de S. M. Britannique et les autres Colons qui ont jusqu'à présent joui de la protection de l'Angleterre évacueront le Pays des Mosquitos aussi bien que le Continent en général et les isles adjacentes, situés au delà de la ligne ci-après décrite sans exception comme devant être la frontière de l'étendue de Territoire accordée par S. M. Catholique aux Anglois pour les usages spécifiés dans le III. Article de la Convention présente et en addition des Pays qui leur ont déjà été accordés en vertu de la stipulation convenu par les Commissaires des deux Couronnes en 1783.

ART. II.

Limites
accor-
dées aux
Anglois.

Le Roi Catholique pour prouver de son côté au Roi de la Grande-Bretagne la sincérité de ses sentimens d'amitié envers Sa dite Majesté et la Nation Britannique veut accorder aux Anglois des limites plus étendues que celles spécifiées dans le dernier Traité de paix, et les dites limites des Pays ajoutées à la Convention présente seront étendues de la manière suivante:

La ligne Angloise commençant à la Mer touchera le centre de la rivière Sibun ou Jabon et continuera jusqu'à la source de la dite rivière: De là elle traversera en droite ligne le Pays intermédiaire jusqu'à ce qu'elle coupe la rivière de Wallis; et par le centre de la même rivière la dite ligne descendra au point où elle rencontrera la ligne déjà tirée et marquée par les Commissaires des deux Couronnes en 1783. lesquelles limites suivant la continuation de la dite ligne seront respectées

respectées comme stipulées dernièrement par le Traité 1786
définitif.

ART. III.

Quoiqu'il n'ait été question jusqu'à présent d'au-
res avantages que de celui de couper de bois de tein-
ure; cependant S. M. Catholique pour donner une
plus grande preuve de ses dispositions à obliger le Roi
de la Grande-Bretagne, veut accorder aux Anglois la
liberté de couper de tout autre bois sans même excep-
ter du Mahony et même aussi de cueillir de tous les
fruits ou productions de la terre qui croissent natu-
rellement et sans culture, lesquels étant en outre enle-
vés dans leur état naturel peuvent devenir un objet
l'utilité ou de commerce, soit pour la nourriture, soit
pour les Fabriques: Mais il est convenu expressément
que cette stipulation ne doit jamais être employée
comme un prétexte pour établir dans ce Pays la aucune
plantation de sucre, de café ou d'autres articles sem-
blables, ni aucune Fabrique ou Manufacture au moyen
de Moulins ou quelques autres machines que se soit
cette restriction ne devant cependant pas regarder
l'usage de Moulins à scier pour couper ou préparer
le bois) attendu que tous les Pays en question étant
reconnus pour appartenir incontestablement et de droit
à la Couronne d'Espagne, on ne peut accorder aucun
établissement de cette espèce, ni la population qui en
était la suite.

Droit de
couper
du bois
etc.

Il sera permis aux Anglois de transporter et de
convoyer toute espèce de bois et toutes autres pareil-
les productions de l'endroit dans leur état naturel et
non cultivées, en descendant les rivières jusqu'à la
mer, mais cependant sans passer au delà des limites
qui leur seront prescrites par les stipulations accordées
ci-dessus, et sans en prendre occasion de remonter les
dites rivières au delà de leurs limites dans les Pays
appartenant à l'Espagne.

ART. IV.

Il sera permis aux Anglois d'occuper la petite
isle connue sous les noms de Calina, de Georgskey
ou de Cayo-Calina en considération de la circonstance
qui fait regarder la partie de la Côte opposée à la dite
isle comme sujette à des maladies dangereuses: Mais

Calina,
Georgskey
etc.

1786 il ne pourra être usé de cette permission que pour des objets d'utilité réelle : Et comme il pourrait resulter de cette permission de grands abus, non moins contraires aux intentions du Gouvernement Britannique qu'aux intérêts essentiels de l'Espagne, il est stipulé ici pour condition indispensable, qu'il n'y sera élevé aucune fortification ni aucune espèce d'ouvrage de défense et qu'il n'y sera posté aucun corps de Troupes ni tenu aucune pièce d'artillerie; et afin de vérifier de bonne foi l'accomplissement de cette Condition *sine qua non* (laquelle pourrait être enfreinte par des Individus sans la connoissance du Gouvernement Britannique) un Officier ou Commissaire Espagnol accompagné d'un Commissaire ou Officier Anglois dûment autorisés seront admis deux fois l'an pour examiner la situation réelle des choses.

ART. V.

Radou-
bement
des vais-
seaux.

La Nation Angloise jouira de la liberté de radouber les vaisseaux marchands dans le triangle meridional compris entre le point de Cayo-Calina et le groupe de petites Isles qui sont situées à l'opposite de cette partie de la Côte occupée par les coupeurs du bois à la distance de huit lieues de la rivière de Wallis; de sept de Cayo-Calina et de trois de la rivière de Sibun, place qui a toujours été trouvée très-propre à cet objet. Pour cette fin il sera permis d'y bâtir les édifices et magasins absolument nécessaires à ce service; mais dans cette concession est aussi incluse la condition expresse de n'y eriger des fortifications en aucun tems, ni d'y mettre des Troupes en garnison, ni d'y construire aucun ouvrage militaire, et pareillement il ne sera permis ni d'y mettre aucun vaisseau de guerre en station, ni d'y construire un Arsenal ou autre édifice, dont l'objet pourrait être la formation d'un établissement naval.

ART. VI.

Pêche.

Il est également stipulé que les Anglois pourront pêcher librement et paisiblement du poisson sur la Côte du Pays qui leur a été assignée par le dernier Traité de Paix, ainsi que sur la Côte du Pays qui leur a été accordée en outre par la Convention présente; mais sans outrepasser les limites et en se bornant à la distance spécifiée dans l'Article précédent.

ART.

ART. VII.

1786

Toutes les restrictions, spécifiées par le dernier Traité de 1783. pour la conservation entière du droit de la Souveraineté Espagnole sur le Pays, dans lequel on n'accorde aux Anglois que le privilège de faire usage du bois de diverses sortes, des fruits et autres productions, dans leur état naturel, sont ici confirmées; et les mêmes restrictions seront aussi observées relativement à la nouvelle concession. En conséquence les habitans de ces Pays-là s'occuperont uniquement de la coupe et du transport du dit bois, ainsi que de cueillir et de transporter les fruits, sans penser à des établissemens plus étendus, ni à la formation d'aucune forme de Gouvernement, soit militaire ou civil, à l'exception de tels réglemens, que L. M. Britannique et Catholique pourront dans la suite juger à propos d'établir pour le maintien de la paix et du bon ordre parmi leurs sujets respectifs.

Restrictions du Traité de 1783. confirmées.

ART. VIII.

Comme il est généralement reconnu, que les bois et forêts se conservent et même se multiplient par les coupes régulières et méthodiques, les Anglois observeront cette maxime, autant que possible; mais si nonobstant toutes leurs précautions, il arrivait dans la suite du tems, qu'ils fussent en disette de bois de teinture ou d'Acajou (Mahony), dont les possessions Espagnoles pourraient avoir des provisions, le Gouvernement Espagnol ne fera aucune difficulté d'en fournir au supplément aux Anglois, à un prix honnête et raisonnable.

Conservation des bois.

ART. IX.

Toute précaution possible sera observée pour prévenir la contrebande; et les Anglois auront soin de se conformer aux réglemens, que le Gouvernement Espagnol jugera à propos d'établir parmi ses propres sujets dans toutes les communications qu'ils pourront avoir avec ces derniers; à condition toute fois que les Anglois seront laissés la jouissance paisible des divers avantages, inférés en leur faveur dans le dernier Traité, ou stipulés par la Convention présente.

Contrebande.

1786

ART. X.

Art. VI.
du Trai-
té de
1783.

Les Gouverneurs Espagnols auront ordre de donner aux dits Anglois dispersés toutes les facilités possibles, pour se transporter aux établissemens accordés par la Convention présente, conformément aux stipulations de l'Art. VI. du Traité définitif de 1783. par rapport au Pays qui leur est assigné pour leur usage par le dit Article.

ART. XI.

Accom-
plisse-
ment de
cette
conven-
tion.

Leurs Majestés Britannique et Catholique, afin d'éloigner toute espèce de doute relativement à la vraie intelligence de la Convention présente, jugent nécessaire de déclarer, que les conditions de la dite Convention doivent être observées, conformément à leur intention sincère d'assurer et de perfectionner l'harmonie et la bonne intelligence, qui subsistent si heureusement à présent entre Leurs dites Majestés. Dans cette vue S. M. Britannique s'engage à donner les ordres les plus positifs pour l'évacuation des Pays susmentionnés par tous les sujets, quelle que soit leur condition: Mais si contre telle déclaration, il restait encore des personnes assez hardies, pour entreprendre, en se retirant dans l'intérieur des terres, d'empêcher, autant qu'il dépend d'elles, l'entière évacuation déjà convenue, S. M. Britannique, bien loin de leur fournir le moindre secours ni même de leur accorder de la protection, les désavouera de la manière la plus solennelle, comme Elle désavouera également ceux qui pourraient tenter dans la suite de s'établir sur le Territoire appartenant à la domination Espagnole.

ART. XII.

Evacua-
tion en
six mois,

L'évacuation convenue sera effectuée complètement dans l'espace de six mois après les ratifications de cette convention, ou plutôt si cela peut se faire.

ART. XIII.

et dès
lors l.
nonv.
conces-
sions au-
ront
lieu,

Il est convenu, que les nouvelles concessions, spécifiées dans les Articles précédens en faveur de la Nation Angloise, doivent avoir lieu aussitôt que la dite évacuation sera entièrement accomplie.

ART.

ART. XIV.

Sa Majesté Catholique, déterminée uniquement par des motifs d'humanité, promet au Roi d'Angleterre, qu'elle n'exercera aucun acte de rigueur contre les Mosquitos, habitant en partie les Pays, qui doivent être évacués en vertu de la présente Convention, à cause des liaisons qui peuvent avoir existé entre les lits Indiens et les Anglois; Et S. M. Britannique, de son côté, défendra de la manière la plus stricte à ses sujets de fournir des armes ou des munitions navales aux Indiens en général, établis sur les frontières des possessions Espagnoles.

1786

Aucun acte de rigueur contre les Mosquitos.

ART. XV.

Les deux Cours se feront passer mutuellement l'une à l'autre les Duplicatas des ordres, qu'elles expedieront aux Gouverneurs et Commissaires respectifs en Amérique, pour l'accomplissement de la présente Convention: Et une Frégate ou un Vaisseau de guerre, propre à cet effet, sera ordonné de chaque côté, pour veiller de concert à ce que toutes choses soient exécutées dans le meilleur ordre possible, et avec cette cordialité et cette bonne foi, dont les deux Souverains ont bien voulu donner l'exemple.

Ordres aux Gouverneurs.

ART. XVI.

La Convention présente sera ratifiée par L. M. Britannique et Catholique; et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si cela peut se faire.

Ratifications.

En foi de quoi Nous les Ministres Plénipotentiaires soussignés de L. M. Britannique et Catholique, en vertu de Nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons signé la présente Convention et y avons apposé le cachet de Nos armes.

Fait à Londres ce 14. Juillet 1786.

(Signé)

CARMARTHEN, Le Chev. DEL CAMPO.

Lors de l'échange des ratifications, que nos Souverains ont passées, de la Convention signée le 14. Juillet dernier,

1786 dernier, nous soussignés Ministres Plénipotentiaires sommes convenus, que la visite des Commissaires Anglois et Espagnols, mentionnée dans l'Art. IV. de la dite Convention, relativement à l'isle de Cayo-Casina, s'étendra de la même manière aux autres places, soit isles ou continent, où les coupeurs de bois Anglois seront établis.

En foi de quoi nous avons signé la présente déclaration et y avons apposé le cachet de nos armes.

A Londres ce 1. Septembre 1786.

Signé:

CARMARTHEN. *Le Marq. DEL CAMPO.*

18.

25. Aug. *Punctation der Erzbischöflich- und resp. Churfürstlich- und Fürstlichen Abgeordneten zu Bad-Embs, die Erhaltung und Wiederherstellung der ursprünglichen bischöflichen Rechte betreffend, vom 25. Aug. 1786.*

(*Reuss Deutsche Staatskanzley T. XXI. p. 303.*) :

Seine Kaiserliche Majestät haben in dem allergnädigsten Schreiben an die vier Erzbischöfe des deutschen Reichs zu Mainz, Trier, Cölln und Salzburg vom 12. October 1785 dem gesammten Episcopat der deutschen Kirche, die huldreichste Zufrage gegeben, die bischöflichen Rechte in ihren Sprengeln, als einen wesentlichen Theil zur guten Disciplinar-Verfassung nicht allein aufrecht zu erhalten, sondern auch beizutragen, daß die Bischöfe in alle diejenigen Rechte, welche Sie durch unerlaubte, und ihrer Bestimmung zuwider gehende Vorfälle verloren haben mögen, wieder nach ursprünglich eingeführter, und durch 6 Jahrhunderte beobachteten Ordnung eingesetzt werden. Seine Kaiserl. Majestät haben hierdurch dem ganzen Reiche Allerhöchstdero Oberschutzherrliche Gekinnungen

n bekannt werden, und zugleich dem päpstlichen Stuhle erklären lassen, wie Allerhöchst-Sie niemahls statuten könnten, daß die Erz- und Bischöfe im Reich ihren von Gott und der Kirche ihnen eingeräumten Diözesanrechten gestöret würden.

Diese Allerhöchste Reichsoberhauptliche Zusage hat die vier Erzbischöfe aufgemuntert, und bewogen, ihrer pflichtmäßigen Sorgfalt, welche sie für ihre besondere, und die gesammte deutsche Kirche tragen, schon längst erwartete Gnüge zu leisten, sofort durch die Endes unterzeichnete vier Deputirten jene hauptsächlichste bischöfliche Rechte in deren eigenmächtiger Ausübung die schon seit Jahrhunderten gehindert worden, zusammen tragen, und dieselbe nach richtigen Grundsätzen in reife Ueberlegung ziehen zu lassen.

Der Römische Papst ist, und bleibt zwar immer der Oberaufseher und *Primas* der ganzen Kirche, der Mittelpunkt der Einigkeit, und ist von Gott mit der hierzu erforderlichen Jurisdiction versehen. Alle Katholiken müssen ihm immer den kanonischen Gehorsam mit voller Ehrerbietigkeit leisten. Allein alle andere Vorzüge und Reservationen, die mit diesem Primat in den ersten Jahrhunderten nicht verbunden, sondern erst in den nachherigen Iudorianischen Decretalen zum furchtbaren Nachtheil der Bischöfe gefloßen sind, können jetzt, wo die Unterschlebung und Falschheit derselben hinreichend erprobet, und allgemein anerkannt worden, in den Umfang dieser Jurisdiction nicht gezogen werden. Diese gehören vielmehr in die Classe der Eingriffe der römischen Kurie, und die Bischöfe sind befugt sich selbst in die eigene Ausübung der von Gott ihnen verliehenen Gewalt, besonders, da keine dahin bezweckende Vorstellungen bey dem Päpstlichen Stuhle bis nun gewirkt haben, unter dem Allerhöchsten Schutze einer kaiserl. Majestät wieder einzusetzen.

Darunter können und müssen nachstehende Grundsätze und alle darin einbegriffene sichere Schlussequenzen gerechnet werden, als da sind:

ART. I.

Christus, der Stifter unserer heiligen Kirche hat seinen Aposteln, und ihren Nachfolgern, den Bischöfen, eine unbeschränkte Gewalt zu binden, und zu lösen, für

bischöfliche
Gewalt

1786 für alle jene Fälle gegeben, wo es die Nothwendigkeit oder Nützbarkeit ihrer Kirche, oder der zu derselben gehörigen Glaubigen immer erfordern mag, und es ist

- a) nach der Natur der ursprünglichen Kirchenverfassung keinem Zweifel unterworfen, daß alle in den Kirchensprengeln der Bischöfe wohnende Personen, ohne Unterschied, im innerlich- und äußerlichen Religionswesen denselben untergeordnet seyen, daher soll
- b) allen Diözesanen verboten seyn, den Recurs, mit Vorbeygehung ihrer unmittelbaren geistlichen Oberhirten, nach Rom zu nehmen, indessen wird denselben nicht benommen, in den von rechtswegen dazu geeigneten Fällen sich der Berufungsmittel stufenweise nach der hierarchischen Verfassung zu bedienen.
- c) Keine Exemtionen, weil sie der Verwaltung des Bischöflichen Amtes entgegen stehen, können ferner mehr Platz finden; jedoch mit Ausschließung jener *Corporum* und Glieder, deren Exemtion durch Kaiserliche Freyheitsbriefe bestätigt, und in dem Reiche allgemein anerkannt ist.
- d) Keinem Mönchs-Orden soll hinführo erlaubt seyn den Nahmen *Exemt* in Hand- oder Druckschriften sich beyzulegen; den Klostergeistlichen wird
- e) verboten, Verordnungen oder Bescheide von ihren Generalen, oder General-Capitteln, auch sonstigen außer Deutschland wohnenden Obern, von deren Verbindung sie ein für allemahl gänzlich losgesagt werden, anzunehmen, den General-Versammlungen beyzuwohnen, oder einen Geldbeytrag, unter was für einem Vorwand es immer sey, dahin abzuschicken.

ART. II.

Gesetzgebende Gewalt; Dispensationen Ein jeder Bischof kann, vermöge der von Gott erhaltenen Gewalt zu binden und zu lösen, Gesetze geben, und in denselben aus zureichenden Ursachen dispensiren. Er allein kennt die Bedürfnisse seiner Herde, und die erforderliche Mittel, dieselbe zu heben, und muß daher in den besondern sowohl, als Kirchengesetzen den Glaubigen einige Nachsicht auf eine bestimmte

mmte Frist, oder doch so lang gestatten können, als
 it und Umstände es erfordern. 1786

Er ist so nach

berechtigt, in dem allgemeinen Abstinenz-Gebote auf vorerwähnte Art zu dispensiren, wenn diese Dispens sich auf öffentliche Nothwendigkeit, oder Nutzbarkeit der ihm untergebenen Diözesanen gründet; wie auch

in allen Ehe-Hindernissen, so weit der heilige Stuhl zeither den Bischöfen allgemeine Dispens-Vollmacht, oder auch zuweilen in einzelnen Fällen noch näherer Grade, nämlich in *2^{do} Gradu Consanguinitatis*, und in *1^{mo} et 2^{do} Gradu Affinitatis* Dispensen zu ertheilen pflegten. Wobey es jeden Erz- und Bischöfen frey bleibt, in vorkommenden bedenklichen Fällen, sich bey der päpstlichen Heiligkeitaths zu erholen. Weil aber

in dem dritten und vierten Grade der Consanguinität und Affinität, auch der geistlichen Verwandtschaft in den meisten Fällen, und dem sogenannten *Impedimento publicae honestatis* schier immer dispensirt wird, so könnte mit den übrigen Bischöfen näher überlegt werden, ob es nicht rathlicher seye, die eben so genannten *Impedimenta* aufzuheben. Imgleichen gehöret

auch zu der Gewalt eines jeden Bischofs, die Verbindlichkeiten, die aus den heiligen Weihen entspringen, aufzuheben, und weder die Erz- und Bischöfe diese Befugniss bey eintretenden erheblich- und dringenden Ursachen in Ansehung der *Sub- und Diaconen* gebrauchen.

Die Ordens-Geistliche von ihren feyerlichen Gelübden, wenn hinlängliche kanonische Ursachen vorhanden sind, loezusprechen, und zu verordnen, daß in allen Mannsklöstern diese Gelübde erst nach vollendetem 25sten Jahre, in Weibsklöstern nach vollbrachtem 40sten Jahre abgelegt werden.

ART. III.

Die Erfahrung lehret, daß auch die besten Ab-
 zichten mancher milden Stiftungen bey veränderten
 eiläufigen entweder gar nicht mehr, oder nicht so, wie gen.
 Ver- wand- lung der Stiftung- wie gen.

1786 wie Anfangs erreicht werden können. Die Bischöfe sind befugt, in diesen Fällen zum besten der Religion, oder des gemeinen Wesens eine fromme Stiftung in eine andere, die dem Hauptzwecke gemäßer und den wirklichen Bedürfnissen angemessener ist, zu verändern.

ART. IV.

Bullen.
Nuntia-
turen
etc.

Dieses vorausgesetzt, werden

- a) die sogenannten *facultatis quinquennales* hinführo von dem Römischen Hofe nicht mehr begehret, sondern in den darin enthaltenen Fällen die erforderlichen Dispensen, wenn kanonische Beweggründe im Mittel liegen, vom Bischof ertheilt. Jede Dispensen die auswärtig erlangt werden, sollen kraftlos seyn.
- b) Auch die übrigen Römischen Bullen, Breven, oder sonstige Päpstliche Verfügungen verbinden ohne gehöriger Annahme der Bischöfe nicht. Ohne dieselbe sollen
- c) auch die Erklärungen, Bescheide, und Verordnungen der Römischen Kongregationen, wie sie immer genannt werden mögen, in Deutschland nicht anerkannt werden. Eben so hören
- d) die Nuntiaturen in Zukunft völlig auf; die Nuntii können nicht anders, als Päpstliche Gesandten seyn, und dürfen nach der von Kaiserlicher Majestät unterm 12. October 1785 ertheilten allerhöchsten Erklärung, welche sich auf die Kirchen-sowohl, als Reichsfundamental-Gesetze gründen, keine *Actus jurisdictionis voluntariae* oder *contentiosae* mehr ausüben.
- e) Die Amtsverrichtungen aller apostolischen *Proto-* und *Notarien* in Deutschland sollen ohne vorgängige Prüfung und *Immatriculation* derselben bey den Bischöflichen Gerichten nicht mehr statt finden. Ein jeder Bischof kann auch in seiner Diözese eigene *Notarios* creiren. Diese Gewalt fällt aber bey den Ordens-Vorstehern, eigene Notarien zu ihren Ordens-Verrichtungen zu machen, für die Zukunft gänzlich hinweg.

ART. V.

Präben-
den.

Es ist in der alleinigen Gewalt des Bischofs, in der Mehrheit der Präbenden zu dispensiren, und diese Dispens kann

a) nicht

nicht verlichen werden, es seye dann, daß der Fall 1786
 des *Capituli de Multa* eintrete, indem es dem Geiste
 der Kirche, und der frommen Stifter ganz zuwider
 ist; daß ein Geistlicher, der kaum ein *Beneficium*
 zu versehen im Stande ist, zwey oder mehrere Prä-
 benden genießen solle; und ob dieser *Casus Capi-*
tuli wahrhaft da seye, darüber hat

der Bischof in allen Stiften zu erkennen, und
 ist daher

den Capiteln verboten, jemand den Besitz der zwey-
 ten Präbende in so lang zu ertheilen, bis denselben
 die Erklärung des Bischofs von der ertheilten Dispen-
 sation zugekommen ist. Liegen aber die Stifter in
 verschiedenen Diözesen, so soll der Bischof unter
 dessen Gewalt die zweyten Pfründe gelegen, die Be-
 wegmachen der nachgesuchten Dispensation zu un-
 tersuchen und diese zu ertheilen haben, und so weiter.

ART. VI.

Gegen die Eingangserwähnte, und durch die fal-
 sche Dekretalen veranlaßte Neuerungen, wurden zwar
 Id darauf von der Deutschen Nation Klagen erhoben,
 und dieselbe suchte sich auch dagegen in den Kirchen-
 versammlungen zu Kostnitz, Basel und Trient, Hülfe
 zu verschaffen; allein die zur Abhülfe verfaßte *Decreta*
afileensia wurden nicht lange hernach in dem zu
 Chastellenburg eingegangenen Concordat wieder be-
 bränkt, endlich gar obige *Decreta* sowohl, als dieses
 Concordat in einigen Puncten zum Nachtheil der Deut-
 schen Nation unrichtig ausgelegt, und in mehrern
 Puncten überschritten; worüber die Kaiser *Friedrich III.*
Maximilian I. Carl V. etc. auf den Reichstagen zu
 ürnberg, Freyburg, Worms, Augsburg, etc. und vor-
 her schon die rheinische Geistlichkeit öffentliche Be-
 schwerden geführt haben; "wie nämlich die *Concor-*
data, so zu Basel zwischen dem Stuhl zu Rom, und
 der Deutschen Nation aufgerichtet, und beschloffen
 worden, in mannigfaltige Wege verbrochen wurden."

Be-
 schwer-
 den ge-
 gen die
 Concor-
 data

Von der noch immerwährenden Fortdauer dieser
 Beschwerden zeugen das Kurkollegium-Schreiben von
 den März 1764, an Se. Kaiserl. Majestät, die im Jahr
 1769 von den drey Kurfürsten zu Coblenz zusammen-
 tragene *Gravamina*, und die tägliche Erfahrung.

1786

ART. VII.

Deren
Abhülfe

Zur einstweiligen Abhülfe derselben wird in der allerehrerbietigsten Zuversicht des nach etwaigen Erfordernisse auch mit Nachdruck anzuwendenden Kaiserlichen Schutz- und Schirm-Amtes festgesetzt:

- a) daß, so lange die Concordaten noch bestehen, und von der Nation keine andere Vorsehung geschehen, die *Decreta Basileensia*, wie sie im Jahr 1439 unter König *Albert* zu Mainz angenommen worden, *pro Regula Concordatorum*, und die in *Concordia Aschaffenburgensi de An.* 1448 dem Päpstlichen Stuhle einstweilen bedungene *Jura, pro Exceptione a Regula* zu halten.
- b) Den Deutschen Kirchen der Cathedral- und niederen Capiteln, und den einzelnen Patronen, wird durch die *Extravagans Execrabilis* das Recht nicht benommen, die Pfründen, welche gemäß dieser Bulle ledig werden, zu vergeben. Die erste Pfründe wird durch diese gar nicht erledigt wenn der Pfründner ein Domizellar ist, oder sonst eine zu seinen Unterhalt nicht hinreichende Präbende erhält.
- c) Die Reservationen in der *Extravagans ad Regimen* können in- und für Deutschland nicht statt haben. Sie passen auf den Zustand der Deutschen Kirche gar nicht, und sind deswegen die darin angezogene Fälle der Translation, Deposition, Privation etc. auf dieselben nie anwendbar. In diesen Fällen gehört noch zur Zeit nur die Bestätigung des neuerwählten nach Rom, die nie, als aus erheblich kanonischen Gründen verweigert werden kann. Ein anderes ist jedoch, mit jenen Provisionen die etwa allein von der Freygebigkeit und Willkühr des apostolischen Stuhls abhagen.
- d) Jene Klauseln haben keine Kraft, welche den *Indultis de retinendis Dignitatibus et Beneficiis praehabitis*, beygesetzt zu werden pflegen, und die den *Effectum reservationis* weiter, auch auf die künftige Fälle *vacationis per obitum*, noch suspendiren und verschieben sollen.
- e) Eben so unkräftig sind auch die von der Römischen Kurie gegen die Deutschen Freyheiten nach den Concordaten eingeführte Reservationen. Jedoch können

f) die

die *Brevia Elegibilitatis* in den dazu geeigneten Fällen annoch so lange zu Rom impetriert werden, bis durch eine allgemeine Kirchen-Reformation auch hierin andere Vorsehung geschieht. 1786

ART. VIII.

Damit die Erbfolge in den geistlichen Pfründen wirklich verthilget werde, sollen

die *Resignationes in favorem*, sie seyen, *vere* oder *facte tales* allenthalben in Deutschland verworfen, und sowohl vor der Römischen Kurie, als vor den Bischöfen verboten seyn. Sie müssen ohne einigen Vorbehalt des Resignanten dergestalt geschehen, daß der Bischof, oder wem das Begebungsrecht zustehet, die freye Macht habe, die Pfründe, wenn Er wolle, zu verleihen.

Wollte diesem ungeachtet ein Deutscher Bischof die Resignation mancher Pfründen bey der Römischen Kurie noch geschehen lassen; so ist Er jedoch nicht gehalten, eine *Collation* von daher anzunehmen, wenn nicht der *Provisus* von ihm forderfamst das *Testimonium Idoneitatis*, und zwar unter dem Ansdruck der bestimmten Pfründe erhalten hat. Dieses darf über 6 Monathe vom Tage der Ausfertigung nicht alt seyn, und hängt die Verweigerung oder Verleihung desselben, von dem alleinigen Pastoralgutbefinden eines jeden Bischofs ab, worin kein weiterer Recurs statt haben kann.

Der *Resignatarius* ist in diesem Falle schuldig, die Päpstliche *Collation* in Zeit von drey Monathen dem Bischof in dessen Kirchsprengel die Pfründe zulegen, und dem Capitel vorzulegen, ansonsten die *Resignation* als nichtig anzusehen ist. Indessen sind die Bischöfe befugt, die Resignationen aller Beneficien ihres Kirchsprengels, jedoch ohne Beeinträchtigung der Patronatsrechte in jedem Monathe anzunehmen, und nach Verhältniß entweder zu begeben, oder als erledigt zu erklären.

ART. IX.

Die Bischöfe werden auch nicht gestatten, daß zu Rom allenfalls ertheilte Coadjutorien, und

1786 Propsteien, Dechaneyen, Personaten in Deutschland von einiger Wirkung seyen.

ART. X.

Dignitates majores.

Die *Dignitates majores post pontificales* in den Cathedral- und die *principales* in den Collegiat-Kirchen sind vermög der Concordaten dem Päpstlichen Stuhl nicht reservirt, und werden daher von jenen, denen es sonst zukömmt im Erledigungsfalle wieder besetzt. Keine Römische Provision, oder Confirmation jener Pröbste, die zeither *ex Indulto papali* gewählt worden, kann hierinn mehr statt haben.

ART. XI.

Beneficium.

Die Bischöfe werden auch den unabweichlichen Bedacht nehmen, daß

- a) die geistlichen Dignitäten und Beneficien in ihren Diözesen vom Römischen Hofe, so lange Deutsche Beneficien von daher noch verliehen werden, nicht anders als auf vorheriges oben schon erwähntes Zeugniß der Fähigkeit, sodann von andern Patronen, und besonders von ihnen selbst, keinem andern, als fähigen, würdigen, und Verdienstvollen Personen begeben werden, vorzüglich aber solchen, welche sich der Seelforge, oder dem Lehramte mit Nutzen lange Zeit gewidmet und der Kirche, der sie incorporirt sind, erpfriessliche Dienste geleistet haben, oder noch leisten.
- b) Die zur Erhaltung eines Beneficii erforderlichen Jahre wären nach der Eigenschaft des anzutretenden *Beneficii* zu bestimmen: Es müste daher ein jeder zu Erlangung einer *Subdiaconal* das 22ste, einer *Diaconal* das 23ste, und einer Priester-Präbende das 25ste Jahr angefangen haben.

ART. XII.

Dienst der Beneficiaten.

Damit auch dergleichen Stifter und andere Kirchen des nöthigen Dienstes ihrer Geistlichkeit nicht beraubt würden, so sollen jene *Canonici* und Pfründner, welche das gesetzliche Alter haben, binnen einem Jahr die erforderliche heilige Weihungen empfangen, und sich vorläufig in den hierzu nöthigen Willenschaften befähigen, sodann aber die nach Verhältniß ihrer Pfründen

n ihnen zukommende Obliegenheiten verrichten, 1786
 er im Entstehungsfalle soll der Bischof berechtigt
 zu, wenn er die Sämige forderfamst gehörig ermah-
 t hat, die Präbende, oder Pfründe nicht nur als er-
 ligt zu erklären, sondern auch, wo nicht ein Pa-
 matrecht eintritt, auf der Stelle zu begeben, es seye
 un, daß die Hinderniß nicht von Seiten des Pfründ-
 rs, sondern von der Pfründe selbst, herrühre.

ART. XIII.

Um endlich von den Deutschen Kirchen ausländische Kandidaten abzuhalten, werden nach dem Bey-
 siele mehrerer auswärtigen Kirchen alle, so nicht ge-
 hrene Deutsche sind, zur Erhaltung einer Pfründe,
 unfähig erklärt; es wäre dann, daß sie vorher der
 deutschen Nation wirklich einverleibt worden seyn;
 doch kann durch dieses letztere den allenfalligen
 Statuten mancher Stifter nicht derogirt werden.

ART. XIV.

Ueber die Statuten der Deutschen Kirchen kön-
 n Römische Dispensationen, nie statt haben.

ART. XV.

Das den drey Erzbischöfen, und Churfürsten das
 deutschen Reichs gleich nach den Concordaten *ex facto*
 erliene *Indultum perpetuum* in jenen Kirchen, wo
 e *Alternativa Mensium* statt hat, die in den unglei-
 en Monathen vacant werdende Präbende zu verge-
 n, ist nicht nur von dem Römischen Hofe auf Jahre
 schränkt worden, sondern derselbe hat sogar einige
 mög des *Indulti* den Erzbischöfen zukommende Mo-
 the in der Folge andern dem Erzbischofe unterge-
 dneten *Corporibus* in einem oder andern Erzbisthum
 liehen; daher

Kaiserl. Majestät zu erbitten wären, sich bey seiner
 päblichen Heiligkeit, mit Nachdruck dahin zu ver-
 wenden, damit die gegen das obgemeldete *Factum*
post Concordata in solchem Erzbisthum um andere,
 als dem Erzbischofe, zum Nachtheil des *Indulti* über-
 lassene päbliche Monathe wieder eingezogen, und
 vom Pabst nur an den Erzbischof zurück gegeben
 werden.

- 1786 b) Das *Indultum perpetuum* ist den Erzbischöfen gleich bey Antritt ihres Amtes mit der Confirmations-Bulle anzufertigen. Sollte aber in beiden vorstehenden Puncten wider Vermuthen der päpstliche Hof sich nicht willfährig bezeigen, so sind
- c) die Erzbischöfe befugt, die Präbenden, die in den päpstlichen Monathen in Erledigung kommen, ohne weiteren Anstand zu verleihen, und werden Se. Kaiserl. Maj. allergnädigst geruhen, die Erzbischöfe bey diesem Rechte so, wie die diesfalligen noch besondere Erzbischöfl. Salzburgische Befugnisse, gegen alle Eingriffe reichsoberhauptlich zu schützen; da aber
- d) den Erz- und Bischöfen Deutschlands zur ordentlichen Verwaltung ihrer Diözesen die Vergebung der Beneficien nöthig ist, und in den Concordaten die 6 Monathe den Päbsten nicht auf ewig eingeräumt sind, so wird auch hierin auf dem hoffentlich bald zu Stande kommenden National-Concilium Abhülfe zu erwarten seyn.

ART. XVI.

Zweyte
Provi-
sion.

Die in den Concordaten unbekannte, und durch die Kurialisten nachher in die *Indulta* eingeschlichene 2te Provision, muß jetzt schon für die Zukunft gänzlich aufhören, besonders weil diese nicht nur dem *Proviso* ohne Noth große Kosten verursacht, sondern auch zu vielen Streitigkeiten, und Beneficien-Fische-
reien Anlaß giebt.

ART. XVII.

Proces-
sus in-
forma-

Da der *Processus informativus* bey den neuen Bischöfen nach der Vorschrift der Kirchenversammlung zu Trient Sess. 22. C. 2. *de reform.* entweder von den Nuntiaturen, oder den Ordinarien, und in Ermangelung dieser von den nahe gelegenen Bischöfen gescheholl, und dormalen die Nuntiaturen obnehin aufhören, so ist mit Ausschluss derselben, diese tridentinische Verfügung in die Zukunft genau zu beobachten; damit sich aber kein Anstand ergebe, welcher von den nahe gelegenen Bischöfen, den *Processum informativum* zu machen hätte, so wäre dieser nach Maafgabe der älteren Kirchenzucht von dem *Consecrator* zu veranstalten.

ART.

ART. XVIII.

1786

Bey den Bischöfen in *partibus* wird das gewöhnliche *Testimonium Idoneitatis* der Bischöfe, die sie erheben, und zu Rom vorstellen, statt des erwähnten *processus* um so mehr hinreichend seyn, als diese die nöthigen Eigenschaften der Ernannten am besten kennen müssen.

Bischöfe in *partibus*.

ART. XIX.

Sowohl das *Indultum Administrationis*, welches *ordin* jeweil hat aufgedrungen werden wollen, als die *Clausula in Temporalibus* in den Wahlbestätigungen, sind in Zukunft ganz unzulässig, und ist letztere der Gerechtfamen Kaiserl. Majestät, und des Reichs anzuzuwider.

Indultum *admini-*
strationis.

ART. XX.

Der vom Papst Gregor VII. erfundene, und vom Gregor IX. den Decretalen eingeschaltete Eid der Bischöfe, welcher mehr auf die Pflichten eines Vasallen, als den kanonischen Gehorsam gerichtet ist, kann ferner um so weniger beybehalten werden, als die Deutschen Bischöfe wirklich darin dasjenige schwören, was ihnen in Betracht ihrer Verbindung mit dem Reiche zu halten, unmöglich ist. Es ist dahero eine neue dem päpstlichen Primat sowohl, als den bischöflichen Rechten angemessene Eides-Formel einzuführen.

Eid der Bischöfe.

ART. XXI.

Wie sehr die Bisthümer Deutschlands durch die Annaten- und Palliums-Gelder gedrückt werden, zeigen nicht nur die bisher aus Deutschland dieser Ursachen willen nach Rom geschickte unglaubliche Summen Geldes, sondern auch die in vielen Bisthümern, dadurch verursachte und angehäuften Schulden. Der Römische Hof hatte zwar selbst das unbillige dieser Sache in den Aschaffenburgischen Concordaten eingesehen, und daher die Retaxationen angelobet, aber bis jetzt noch nicht in Erfüllung gebracht. Ob nun gleich die Deutsche Nation nicht dagegen seyn wird, für die bisherige Annaten- und Palliums-Gelder eine gewisse Taxe, zur Belohnung des damit beschäftigten *Personalis*, zu entrichten, so muß dieselbe dennoch wünschen und hoffen, daß gedachte Taxe nach dem ungefähren Vermögen der Erz- und Bisthümer binnen 2 Jahren

Annaten-
Pallium.

1786 in einer National-Kirchenversammlung, oder wenn diese, wegen allenfalligen Hindernissen nicht zu Stande kommen sollte, von Sr. Majestät dem Kaiser, und dem gesammten Reiche gemässigt, und bestimmt werden. Wollte nun in diesen Fall der Römische Hof die in den Concordaten zugesicherte, und ohne das besondere kanonische Ursachen eintreten nicht zu verweigernde Confirmation, oder das Pallium abschlagen, so werden die Deutschen Erz- und Bischöfe in der alten Kirchen-Disciplin solche Mittel finden, wodurch sie, mit Beybehaltung, der dem Römischen Stuhle schuldigen Verehrung und Subordination, ihr Erz- und Bischöfliches Amt unter dem allerhöchsten Schutze Kaiserlicher Majestät ungestört ausüben.

ART. XXII.

Geistliche Gerichte-
barkeit.

Alle Gegenstände, welche nach der Deutschen Reichs, und der alten Kirchen-Observanz zu der geistlichen Gerichtsbarkeit gehören müssen

- a) in der ersten Instanz vor die nach der Verfassung einer jeden Diözes bestehende geistliche Gerichte gebracht werden, und gehen, im Berufungsfalle, von dem Bischof unmittelbar an die Metropolitan-Gerichte.
- b) Die Päpstlichen *Nuntii* dürfen sich in keine Sache, weder in der ersten, noch in den folgenden Instanzen, wie oben schon erwähnt worden ist, einmischen; diesem zufolge werden
- c) die Erz- und Bischöfe besorgt seyn, daß ihre geistliche Gerichtsstellen mit erfahrenen, geprüften, und sonst rechtschaffenen Männern besetzt, und denselben eine nach den kanonischen Gesetzen sowohl, als der im Reiche üblichen *Praxis* abgefaßte Gerichtsordnung, wo solche noch nicht ist, vorgeschrieben werde, damit die geheiligte Justiz auf keinerley Art zum Nachtheil der streitenden Partheyen gehindert, oder verletzt werde.
- d) Geschiehet von diesen weitere Berufung an den Römischen Stuhl, so ist dieser verbunden, zur dritten Instanz *Judices in Partibus* und zwar Nationalen zu geben, und werden diese nach Vorschrift des Conciliums zu Trient gehörig bestimmt und darauf zu Rom-namhaft gemacht werden.

e) Noch

Noch dienlich - und zweckmäßiger aber würde seyn, wenn sich ein jeder Erzbischof angelegen seyn liesse, in seiner Provinz mittelst zu pflegender *Communion* mit dem Herrn *Suffraganen* ein einziges Provinzial-Sinodal-Gericht zur dritten Instanz zu errichten, und dahin alle *Causas Appellationis* zu weihen, der Erzbischof könnte bey diesem Gerichte den Director und einige Beysitzer, und jeder *Suffraganeus* einen, auch zwey Beysitzer ernennen und auf eine Kosten erhalten.

ART. XXIII.

Werden die Erz- und Bischöfe Deutschlands un-
dem allermächtigsten Beystand Kaiserl. Majestät in
n Besitz dieser durch göttliche Anordnung ihnen zu-
ommenden Gerechtsamen wieder eingesetzt, und von
n Hauptbeschwerden gegen die Römische Kurie be-
yey seyn, so sind sie alsdann erst vermögend, und
rklich entschlossen, die Verbesserung der Kirchen-
seiplin durch alle ihre Theile nach gemeinschaftli-
en Grundfätzen alsbald vorzunehmen, wegen besse-
r Einrichtung, der Seelforge, Stifter, und Klöster das
bühige zu verordnen, und die bisher dabey eing-
lichene Mängel und Mißbräuche aus dem Grund
heben.

Verbes-
serung
der Kir-
chen-
Disci-
plin.

Uebrigens, da das *Concordatum Aschaffenbur-*
nse von seiner Entstehung her selbst, als eine der
öfsten Beschwerden der Deutschen Nation gehalten,
id die Bischöfe dadurch in der Ausübung ihrer ur-
rünglichen Rechte merklich gehindert worden, das-
lbe auch nur auf eine zeitlang bis zum nächst ge-
often Concilium eingegangen, auf der erst ein Jahr-
indert nachher gehaltenen Kirchen-Versammlung zu
riet aber die zugesicherte Abhülfe nicht erfolgt ist,
ist es ein nicht minder angelegenheitlicher als aller-
erotester Wunsch für die Deutsche Nation, das Se-
aiserl. Majestät, als allerhöchstes Reichs-Oberhaupt
ey dem Päpstlichen Stohle diesfalls ins Mittel zu
eten, das in gedachten *Concordat* als eine wesent-
che Bedingniß versprochene Concilium, wenigstens
ationale, durch allerhöchste Verwendung längstens
1 2 Jahren zur endlichen Hebung all dieser Be-
hwerde zu Stand zu bringen, und wenn auch dies-

1786 falls noch immer die bisherigen Hindernissen sich in Weg legen sollten, durch reichsverfassungsmässige Vorkehrungen die so unentbehrliche Erleichterung allerhuldreichst zu verschaffen, geruhen möchten.

Vorstehende Puncten haben Endes unterzeichnete reiflich erwogen, einhellig beschlossen, und nach vorgelegten allseitigen Vollmachten, Namens ihrer Committenten unter Beydruckung ihrer gewöhnlichen Inſiegel eigenhändig unterschrieben.

Baad-Embs den 25. August 1786.

VALENTIN HEIMES,

*Sr. Churfürstl. Gnaden zu Mainz Wechbischof
und geh. Staats - Rath.*

(L. S.)

JOSEPH LUDWIG BECK,

*Sr. Churfürstl. Durchlaucht zu Trier geh. Rath
und Official.*

(L. S.)

GEORG HEINRICH VON TAUTPHEAUS,

*Sr. Churfürstl. Durchlaucht zu Cöln geistl.
geh. Rath.*

(L. S.)

JOHANNES MICHAEL BOENIKE,

Erzbischöft. Salzburg - Consistorialrath.

(L. S.)

19.

*Traité de Navigation et de Commerce entre 1786
la Majesté Britannique et Sa Maj. Très-^{26. Sept.}
Chrétienne, signé à Versailles le
26. Sept. 1736.*

D'après l'imprimé publié par autorité à Londres 1786.
to en François et en Anglois et se trouve en François
ans DE STECK sur les Consuls p. 423.; et de *Nouvel-*
Extraordinaires 1786. n. 97-102.; en Anglois dans
Annual Register 1786. Publ. Pap. p. 82.)

La Majesté Britannique, et Sa Maj. Très-Chrétienne,
tant également animées du Desir, non seulement de
consolider la bonne Harmonie qui subsiste actuellement
entre elles, mais aussi d'en étendre les heureux Effets
sur leurs Sujets respectifs, ont pensé que les Moyens
les plus efficaces pour remplir ces Objets, conformé-
ment à l'Article XVIII. du Traité de Paix signé le 6.
septembre, 1783, étaient d'adopter un Systeme de
Commerce, qui eût pour Fondement la Reciprocité
et la Convenance mutuelle, et qui, en faisant cesser
l'Etat de Prohibition et les Droits prohibitifs, qui ont
existé depuis près d'un Siècle, entre les deux Nations,
procurât, de Part et d'autre, les Avantages les plus
solides aux Productions et à l'Industrie nationales, et
détruisit la Contrebande, qui est aussi nuisible au Re-
venu public, qu'au Commerce legitime qui seul merite
d'être protégé. Pour cet effet, leurs susdites Majestés
ont nommé pour leurs Commissaires et Plénipotentiaires,
savoir, le Roi de la Grande-Bretagne, le Sieur Guil-
laume Eden, Membre de ses Conseils Privés dans la
Grande-Bretagne et en Irlande, Membre de son Parlement
Britannique, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Très-Chrétienne;
et le Roi Très-Chrétien, le Sieur Joseph Mathias Ge-
rard de Rayneval, Chevalier, Conseiller d'Etat, Che-
valier de l'Ordre Royale de Charles III. lesquels, après
avoir échangé leurs Pleinpouvoirs respectifs, sont con-
venus des Articles suivants.

ART.

1786

Liberté
de com-
merce.

ART. I.

Il a été convenu et accordé entre le Sérénissime et Très Puissant Roi de la Grande-Bretagne, et le Sérénissime et Très Puissant Roi Très-Christien, qu'il y ait entre les Sujets, de Part et d'autre, une Liberté reciproque et en toutes Manières absolue de Navigation et de Commerce, dans tous et chacun des Royaumes, Etats, Provinces, et Terres de l'Obedissance de leurs Majestés en Europe, pour toutes et chacune Sortes de Marchandises dans ces Lieux, aux Conditions, en la Manière, et en la Forme qu'il est réglé et établi dans les Articles suivans.

ART. II.

Même
en cas de
rupture.

Pour assurer à l'avenir le Commerce et l'Amitié entre les Sujets de leurs dites Majestés, et afin que cette bonne Correspondance soit à l'abri de tout Trouble et de toute Inquiétude, il a été convenu et accordé, que si quelque Jour il survient quelque mauvaise Intelligence, Interruption d'Amitié ou Rupture entre les Couronnes de leurs Majestés, ce qu'à Dieu ne plaise! (laquelle Rupture ne sera censée exister que lors du Rappel ou du Renvoi des Ambassadeurs et Ministres respectifs) les Sujets des deux Parties, qui demeureront dans les Etats l'une de l'autre, auront la Faculté d'y continuer leur Séjour et leur Négoce, sans qu'ils puissent être troublés en aucune Manière, tant qu'ils se comporteront paisiblement, et qu'ils ne se permettront rien contre les Loix et les Ordonnances: Et dans le Cas où leur Conduite les rendrait suspects, et que les Gouvernemens respectifs se trouveraient obligés de leur ordonner de se retirer, il leur sera accordé pour cette Fin un Terme de douze Mois, afin qu'ils puissent se retirer, avec leurs Effets et leurs Facultés, confiés tant aux Particuliers qu'au Public. Bien entendu que cette Faveur ne pourra être réclamée par ceux qui se permettront une Conduite contraire à l'Ordre public.

ART. III.

Lettres
de rap-
proche-
ment.
les de-
fendues.

On est aussi convenu, et il a été arrêté, que les Sujets et Habitans des Royaumes, Provinces et Etats de leurs Majestés, n'exerceront à l'avenir aucuns Actes d'Hostilité ni Violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Rivières, Ports et Rades,

ades, sous quelque Nom et Pretexte que ce soit; 1786
aforte que les Sujets, de Part et d'autre, ne pourront
rendre aucune Patente, Commission, ou Instruction
pour Armemens particuliers, et faire la Course en Mer,
à Lettres vulgairement appellées de Represailles, de
quelques Princes ou États, Ennemis de l'un ou de l'autre,
ni troubler, molester, empêcher ou endommager,
à quelque Manière que ce soit, en Vertu ou sous Pre-
texte de telles Patentes, Commissions ou Lettres de
Represailles, les Sujets et Habitans susdits du Roi de
la Grande-Bretagne, ou du Roi Très-Christien, ni faire
des Sortes d'Armemens, ou s'en servir pour aller en
Mer. Et seront à cette Fin toutes et quantes Fois
qu'il sera requis, de Part et d'autre, dans toutes les
Terres, Pays et Domaines quels qu'ils soient, tant de
Part que d'autre, renouvelées et publiées des Defenses
strictes et expressees d'user, en aucune Manière, de telles
Commissions ou Lettres de Represailles, sous les plus
grandes Peines qui puissent être ordonnées contre les
Infracteurs, outre la Restitution et la Satisfaction entière,
dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront
causé quelque Dommage: et ne seront données à l'ave-
nir, par l'une des dites Hautes Parties Contractantes,
au Préjudice et au Domniage des Sujets de l'autre,
aucunes Lettres de Represailles, si ce n'est seulement
en cas de Refus ou de Délai de Justice, lequel Refus
ou Délai de Justice ne sera pas tenu pour vérifié, si
la Requête de celui qui demande les dites Lettres de
Represailles n'est communiquée au Ministre, qui se
couvrera sur les Lieux, de la Part du Prince contre
les Sujets duquel elles doivent être données, afin que,
dans le Terme de quatre Mois, ou plutôt, s'il se peut,
il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la
même Satisfaction qui sera due.

ART. IV.

Il sera libre aux Sujets et Habitans des États ^{Libre}
respectifs des deux Souverains d'entrer et d'aller libre- ^{entrée.}
ment et sûrement, sans Permission ni Sauveté gé-
néral ou spécial, soit par Terre ou par Mer, et enlin
à quelque Chemin que ce soit, dans les Royaumes,
États, Provinces, Terres, Îles, Villes, Bourgs, Pla-
ces murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées,
ports et Domaines de l'un et de l'autre Souverain,
situés

1786 situés en Europe, quels qu'ils puissent être, et d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer, et d'y acheter aussi et acquérir, à leur Choix, toutes les Choses nécessaires pour leur Subsistance, et pour leur Usage; et ils seront traités réciproquement avec toute Sorte de Bienveillance et de Faveur. Bien entendu néanmoins que, dans toutes ces Choses, ils se comporteront et se conduiront conformément à ce qui est prescrit par les Loix et par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en Amis et paisiblement, et qu'ils entretiendront par leur bonne Intelligence l'Union réciproque.

ART. V.

Sejour. Il sera libre et permis aux Sujets de leurs dites Majestés réciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec leurs Marchandises, et les Effets dont ils seront chargés, et dont le Commerce et le Transport ne sont point défendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, et d'entrer dans les Terres, Etats, Villes, Ports, Lieux et Rivières de Part et d'autre, situés en Europe; d'y fréquenter, séjourner et demeurer, sans aucune Limitation de Temps, même d'y louer des Maisons, ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes Sortes de Marchandises permises, soit de la première Main, soit du Marchand, et en quelque Manière que ce puisse être, soit dans les Places et Marchés publics, où sont exposées les Marchandises, et dans les Foires, soit dans tout autre Endroit où ces Marchandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de ferrer et de grader, dans leurs Magasins ou Entrepôts, les Marchandises apportées d'ailleurs, et de les exposer ensuite en Vente, sans être obligés en aucune Façon de porter leurs Marchandises susdites dans les Marchés et dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré et de leur bonne Volonté: Et ne pourront les dits Sujets, pour raison de la dite Liberté de Commerce, ou pour toute autre Cause que ce soit, être chargés d'aucun Impôt ou Droit, à l'Exception de ceux qui devront être payés pour leurs Navires, ou pour leurs Marchandises, conformément à ce qui est réglé par le présent Traité, ou de ce qui sera payé par les propres Sujets des deux Parties Contractantes. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un et l'autre Royaume, quand ils le voudront, et d'aller

aller où ils jugeront à propos, par Terre ou par Mer, 1786
 par les Rivières et Eaux douces; et aussi ils pourront
 mener leurs Femmes, Enfans, Domestiques, aussi
 bien que leurs Marchandises, Facultés, Biens et Effets
 achetés ou apportés, après avoir payé les Droits accou-
 tumés, nonobstant toute Loi, Privilège, Concession,
 immunités ou Coutumes à ce contraires, en façon quel-
 conque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les
 Sujets des deux Couronnes jouiront d'une entière Li-
 berté: Ils ne pourront être contraints d'assister aux
 Offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs; mais,
 au contraire, il leur sera permis, sans aucun Empêche-
 ment, de faire en particulier, dans leurs propres Mai-
 sons, les Exercices de leur Religion, suivant leur
 usage. On ne refusera point, de Part ni d'autre, la
 permission d'enterrer, dans des Lieux convenables qui
 seront désignés à cet Effet, les Corps des Sujets de
 l'un et de l'autre Royaume décédés dans l'Etendue de
 la Domination de l'autre; et il ne sera apporté aucun
 trouble à la Sepulture des Morts. Les Loix et les
 statuts de l'un et de l'autre Royaume demeureront
 dans leur Force et Vigueur, et seront exactement exe-
 cutés, soit que ces Loix et Statuts regardent le Com-
 merce et la Navigation, ou qu'ils concernent quelqu'
 autre Droit, à la reserve seulement des Cas aux quels
 est derogé par les Articles du présent Traité.

ART. VI.

Pour fixer d'une Manière invariable le Piéd sur lequel le Commerce sera établie entre les deux Nations, les deux Hautes Parties Contractantes ont jugé à propos de regler les Droits sur certaines Dentrées et Marchandises. Elles sont convenues en Consequence du Tarif suivant; savoir:

Tarif
des Mar-
chandises.

1. Les Vins de France, importés en Droiture de France dans la Grande-Bretagne, ne payeront, pas, en aucun Cas, de plus gros Droits que ceux que payent présentement les Vins de Portugal.

Les Vins de France, importés directement de France en Irlande, ne payeront point de plus gros Droits que ceux qu'ils payent actuellement.

2. Les Vinaigres de France, au lieu de soixante sept Livres, cinq Shélings, trois Sols, et douze Vingtièmes

1786 tiemes de Sol Sterling, par Tonneau, qu'ils payent à présent, ne payeront à l'avenir, dans la Grande-Bretagne, pas de plus gros Droits que trente deux Livres, dixhuit Shelings, dix Sols, et seize Vingtiemes de Sol Sterling, par Tonneau.

3. Les Eaux-de-Vie de France, au lieu de neuf Shelings, six Sols, douze Vingtiemes de Sol Sterling, ne payeront à l'avenir, dans la Grande-Bretagne, que sept Shelings Sterling, par Gallon, faisant quatre Quartes, Mesure d'Angleterre.

4. Les Huiles d'Olive, venant directement de France, ne payeront à l'avenir pas de plus forts Droits que payent actuellement celles des Nations les plus favorisées.

5. La Biere payera mutuellement un Droit de Trente pour Cent de la Valeur.

6. On classera les Droits sur la Quinquallerie, et la Tableterie (en Anglois, *Hardware, Cutlery, Cabinet Ware et Turnery*) et tous les Ouvrages gros et menus du Fer, d'Acier, de Cuivre et d'Aïrain; et le plus haut Droit ne passera pas Dix pour Cent de la Valeur.

7. Les Cotons de toutes Espèces, fabriqués dans les Etats des deux Souverains en Europe, ainsi que les Lainages, tant tricotés que tissés, y comprise la Bonneterie (en Anglois, *Hosiery*) payeront, de Part et d'autre, un Droit d'Entrée de Douze pour Cent de la Valeur; on excepte tous les Ouvrages de Coton et de Laine mêlés de Soie, lesquels demeureront prohibés de Part et d'autre.

8. Les Toiles de Batiste et Linons (en Anglois, *Cambricks et Lawns*) payeront, de Part et d'autre, un Droit d'Entrée de cinq Shelings, ou six Livres Tournois, par demie Piece de sept trois quarts Verges d'Angleterre (*Yards*). Et les Toiles de Lin et de Chanvre, fabriquées dans les Etats des deux Souverains en Europe, ne payeront point de plus forts Droits, tant dans la Grande-Bretagne qu'en France, que les Toiles fabriquées en Hollande et en Flandres, importées dans la Grande-Bretagne, payent actuellement.

Et les Toiles de Lin et de Chanvre, fabriquées en Irlande et en France ne payeront mutuellement point

point de plus forts Droits que les Toiles fabriquées en Hollaude, importées en Irlande, payent à présent. 1786

9. La Sellerie payera mutuellement un Droit d'Entrée de Quinze pour Cent de la Valeur.

10. Les Gazes de toutes Especies payeront mutuellement Dix pour Cent de la Valeur.

11. Les Modes (en Anglois *Millinery*) composées de Monfeline, Linons, Batiste, Gazes de toutes Especies, et de tous les autres Articles admis par le présent Tarif, payeront mutuellement un Droit de Douze pour Cent de la Valeur: Et s'ils y entrent des Articles non enoncés au dit Tarif, ils ne payeront pas de plus forts Droits que ceux que payent pour les mêmes Articles les Nations les plus favorisées.

12. La Porcelaine, la Faïence et la Poterie, payeront mutuellement Douze pour Cent de la Valeur.

13. Les Glaces et la Verrerie seront admises, de Part et d'autre moyennant un Droit de Douze pour Cent de la Valeur.

Sa Majesté Britannique se reserve la Faculté de compenser, par des Droits additionels sur les Marchandises ci-dessous enoncées, les Droits interieurs actuellement imposés sur les Manufactures, ou ceux d'Entrée qui sont levés sur les Matieres premieres; savoir, sur les Toiles de toutes Especies, teintes ou peintes, sur la Biere, sur la Verrerie, sur les Glaces, et sur les Fers.

Et Sa Majesté Très-Chrétienne se reserve aussi la Faculté d'en user de même, à l'égard des Marchandises suivantes; savoir, sur les Cotons, sur les Fers, et sur la Biere.

Pour d'autant mieux assurer la Perception exacte des Droits enoncés au dit Tarif, payables sur la Valeur, elles conviendront entr'Elles, nonseulement de la Forme des Déclarations, mais aussi des Moïens propres à prévenir la Fraude sur la veritable Valeur des dites Denrées et Marchandises.

Et s'il se trouve par la suite qu'il s'est glissé dans le Tarif ci-dessus des Erreurs contraires aux Principes qui lui ont servi de Base, les deux Souverains s'entendront de bonne Foi pour les redresser.

1786

ART. VII.

Change-
mens p
le futur.

Les Droits énoncés ci-dessus ne pourront être changés que d'un commun Accord; et les Marchandises, qui n'y sont pas énoncées, acquitteront, dans les Etats des deux Souverains, les Droits d'Entrée et de Sortie dûs dans chacun des dits Etats, par les Nations Européennes les plus favorisées, à la Date du présent Traité; et les Navires appartenants aux Sujets des dits Etats auront aussi, dans l'un et dans l'autre, tous les Privilèges et Avantages accordés à ceux des Nations Européennes les plus favorisées.

Et l'Intention des deux Hautes Parties Contractantes étant que leurs Sujets respectifs soient les uns chez les autres sur un Pied aussi avantageux que ceux des autres Nations Européennes, elles conviennent que, dans le Cas où elles accorderaient, dans la suite, de nouveaux Avantages de Navigation et de Commerce à quelqu'autre Nation Européenne, elles y feront participer mutuellement leurs dits Sujets, sans Préjudice toutefois des Avantages qu'elles se réservent, savoir, la France en Faveur de l'Espagne, en conséquence de l'Art. XXIV. du Pacte de Famille, signé le 10. May *), 1761, et l'Angleterre selon ce qu'elle a pratiqué en conformité et en conséquence de la Convention de 1703, entre l'Angleterre et le Portugal.

Et afin que chacun puisse savoir certainement en quoi consistent les susdits Impôts, Donanes, et Droits d'Entrée et de Sortie, quels qu'ils soient, on est convenu qu'il y aura, dans les Lieux publics, tant à Rouën et dans les autres Villes Marchandes de France, qu'à Londres et dans les autres Villes Marchandes de l'Obedissance du Roi de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Douanes et Droits accoutumés, afin que l'on y puisse avoir recours toutes les fois qu'il

*) Dans les copies Angloises et Françoises du présent traité de commerce publiées par autorité en Angleterre, et dans toutes celles que j'ai vu et allégué, le Pacte de famille est daté du 10. May; cependant on fait qu'il n'a été signé que le 15. Août 1761. Est-ce par une simple erreur qu'on a antidaté ici le Pacte de 3 mois? voyez ce que la France avançoit dans les négociations avec l'Angleterre 1761, dans FABER N. *Europ. Staatsvertr.* T. VI, p. 399.

qu'il s'élèvera quelque Différend, à l'Occasion de ces Impôts, Douanes et Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tarifs, et selon leur Sens naturel. Et si quelque Officier, ou quelqu'un en son Nom, sous quelque Prétexte que ce soit, exige ou reçoit publiquement, ou en particulier, directement ou indirectement d'un Marchand, ou d'un autre, aucune Somme d'Argent ou quelqu'autre chose que ce soit, à raison de Droit dû, d'Impôt, de Visites, ou de Compensation même, sous le Nom de Don fait volontairement, ou sous quelque autre Prétexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué ci-dessus; en ce Cas, si le dit Officier, ou son Substitut, étant accusé devant le Juge compétant du Lieu où la Faute a été commise, s'en trouve convaincu, il donnera une Satisfaction entière à la Partie lésée, et il sera même puni de la Peine dûe et prescrite par les Loix. 1786

ART. VIII.

A l'avenir aucune des Marchandises exportées respectivement des Pays de l'Obeissance de leurs Majestés ne seront assujetties à la Visite, ou à la Confiscation, sous quelque Prétexte que ce soit de Fraude, ou de Défectuosité dans la Fabrique ou Travail, ou pour quelque Défaut que ce soit. On laissera une entière Liberté au Vendeur et à l'Acheteur de stipuler, et d'en faire Prix; ainsi qu'ils le trouveront à propos, non-obstant toutes Loix, Statuts, Edits, Arrêts, Privilèges, Concessions ou Usages. Nulle
visite ou
confisco-
p. cause
de défectu-
osité

ART. IX.

Comme il y a plusieurs Genres de Marchandises de celle qui seront exportées ou importées en France, par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui sont enfermées dans des Tonneaux, dans des Caisses, ou dans des Emballages, dont les Droits se payent au Poids; on est convenu qu'en ce Cas, les dits Droits seront seulement exigés par Proportion au Poids effectif de la Marchandise; et qu'on fera une Diminution du Poids des Tonneaux, des Caisses et Emballages, de la même Manière qu'il a été pratiqué, et qu'il se pratique actuellement en Angleterre. Droits
perçus
par
poids.

1786

Déclaration
fautive.

ART. X.

Il est encore convenu, que si quelque Inadvertance ou Faute avoit été commise par quelque Maître de Navire, l'interprète, le Procureur, ou autre Chargé de ses Affaires, en faisant la Déclaration de la Cargaïson, le Navire pour cela, ni la Cargaïson, ne seront point sujets à Confiscation: Il sera même loisible au Propriétaire des Effets, qui auront été omis dans la Liste ou Déclaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en usage, suivant la Pancarte, de les retirer; pourvu toute fois qu'il ny ait pas une Apparence manifeste de Fraude: Et pour cause de cette Omission, les Marchands, ni les Maîtres de Navires, ni les Marchandises ne pourront être sujets à aucune Peine, pourvu que les Effets omis dans la Déclaration n'ayent pas encore été mis à Terre, avant d'avoir fait la dite Déclaration.

ART. XI.

Etablissement
de nouveaux
droits.

Dans le Cas où l'une des deux Hautes Parties Contractantes jugera à propos d'établir des Prohibitions, ou d'augmenter les Droits à l'Entrée, sur quelque Denrée ou Marchandise du Cru ou de la Manufacture de l'autre non énoncées dans le Tarif, ces Prohibitions ou Augmentations seront générales, et comprendront les mêmes Denrées ou Marchandises des autres Nations Européennes les plus favorisées, aussi bien que celles de l'un ou de l'autre Etat: et dans le Cas où l'une des deux Parties Contractantes accordera, soit la Suppression des Prohibitions, soit une Diminution des Droits; en Faveur d'une autre Nation Européenne, sur quelque Denrée ou Marchandise de son Cru ou Manufacture, soit à l'Entrée, soit à la Sortie, ces Suppressions ou Diminutions seront communes aux Sujets de l'autre Partie, à Condition que celle-ci accordera aux Sujets de l'autre l'Entrée et la Sortie des mêmes Denrées et Marchandises, sous les mêmes Droits; exceptant toujours les Cas réservés dans l'Article VII. du présent Traité.

ART. XII.

Capitation
abolie.

Et d'autant qu'il s'est antrefois établi un Usage, lequel n'est autorisé par aucune Loi dans quelques Lieux de la Grande-Bretagne et de France, suivant lequel

lequel les François ont payé en Angleterre une Espèce 1786
de Capitation, nommée en Langue du Pays Head Mo-
ney, et les Anglois le même Droit en France, sous
le Titre d'Argent du Chef; il est convenu, que cet
Impôt ne s'exigera plus, de Part ni d'autre, ni sous
l'ancien Nom, ni sous quelqu'autre Nom que ce
puisse être.

ART. XIII.

Si l'une des Hautes Parties Contractantes a ac- Effet des
Primes
accor-
dées.
cordé ou accorde des Primes (en Anglois *Bounties*)
pour encourager l'Exportation des Articles du Cru du
Sol, ou du Produit des Manufactures nationales, il
fera permis à l'autre d'ajouter aux Droits déjà imposés,
en Vertu du présent Traité, sur les dites Denrées et
Marchandises importées dans ses Etats, un Droit d'En-
trée équivalent à la dite Prime: Bien entendu que cette
Stipulation ne s'étendra pas sur la Restitution des Droits
et Impôts (en Anglois *Drawback*) laquelle a lieu en
Cas d'Exportation.

ART. XIV.

Les Avantages accordés par le présent Traité aux Termi-
nus à
quo des
avanta-
ges si-
mulés.
Sujets de Sa Majesté Britannique auront leur Effet, en
tant qu'ils concernent le Royaume de la Grande-Bre-
tagne, aussitôt que des Loix y seront passées, pour
assurer aux Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne la
Jouissance réciproque des Avantages qui leur sont
accordés par le présent Traité.

Et les Avantages accordés par tous ces Articles,
excepté le Tarif, auront leur Effet, pour ce qui con-
cerne le Royaume d'Irlande, aussitôt que des Loix y
seront passées, pour assurer aux Sujets de Sa Majesté
Très-Chrétienne la Jouissance réciproque des Avanta-
ges qui leur sont accordés par ce Traité: et parreille-
ment les Avantages accordés par le Tarif auront leur
Effet, en tant qu'ils concernent le dit Royaume, aus-
sitôt que des Loix y seront passées pour donner Effet
au dit Tarif.

ART. XV.

Il a été convenu, que les Navires appartenants Droits de
frêt, et
de cinq
She-
lings.
à des Sujets de Sa Majesté Britannique, venant dans
les Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne, des Ports
de la Grande-Bretagne, d'Irlande, ou de quelqu'autre

1786 Port étranger, ne payeront pas le Droit de Frêt, ni aucun autre Droit semblable. Pareillement les Navires François seront exempts, dans les Etats de Sa Majesté Britannique, du Droit de cinq Shélings, ou de tout autre Droit ou Charge semblable.

ART. XVI.

Arma-
teurs
étran-
gers.

Il ne sera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne seront pas Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, et qui auront Commission de quelqu'autre Prince ou Etat, ennemi de l'une ou de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un et de l'autre des dits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque Manière que ce soit; ni d'acheter même d'autres Vivres que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

ART. XVII.

Proce-
dure d.
l' dispu-
tes d.
mari-
niers et
mar-
chands.

Lorsqu'il arrivera quelque Differend entre un Capitaine de Navire et ses Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour Raison de Salaires dûs aux dits Matelots, ou pour quelqu'autre Cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu exigera seulement du Défendeur de donner au Demandeur la Déclaration par Ecrit, attestée par le Magistrat, par laquelle il promettra de répondre dans sa Patrie sur l'Affaire dont il s'agira, par devant un Juge compétant; au moyen de quoi il ne sera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque Empêchement au Capitaine du Navire dans la Continuation de son Voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume, de tenir, dans les Lieux de leur Domicile, ou partout ailleurs où bon leur semblera, des Livres de Compte et de Commerce, et d'entretenir aussi Correspondance de Lettres dans la Langue ou dans l'Idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquiéter, ni les rechercher en aucune Manière, pour ce Sujet. Et s'il leur était nécessaire, pour terminer quelque Procès ou Differend, de produire leurs Livres de Compte, en ce Cas, ils seront obligés de les apporter en entier, en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au Juge de prendre Connoissance, dans les dits Livres, d'autres Articles que

que de ceux seulement qui regarderont l'Affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la Foi de ces Livres; et il ne sera pas permis de les enlever des Mains de leurs Propriétaires, ni de les retenir, sous quelque Prétexte que ce soit, excepté seulement dans le Cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne seront pas tenus de se servir de Papier timbré pour leurs Livres, leurs Lettres, et les autres Pièces qui regarderont le Commerce, à la Reserve de leur Journal, qui pour faire Foi en Justice devra être cotté et parafé *gratis* par le Juge, conformément aux Loix établies en France, qui y assujettissent tous les Marchands. 1786

ART. XVIII.

Il a été statué de plus, et l'on est convenu, qu'il soit entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseaux, et autres Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, dans tous les Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne en Europe, de traiter leurs Affaires par eux-mêmes, ou d'en charger qui bon leur semblera; et ils ne seront tenus de se servir d'aucun Interprète, ou Facteur, ni de leur payer aucun Salaire, si ce n'est qu'ils veuillent s'en servir. En outre les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir, pour charger ou décharger leurs Navires, de Personnes établies à cet Effet par l'Autorité publique, soit à Bourdeaux, soit ailleurs; mais il leur sera entièrement libre de charger leurs Vaisseaux par eux-mêmes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira, pour les charger ou les décharger, sans payer aucun Salaire à quelqu'autre Personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger, dans les Navires d'autrui, ou de recevoir dans les leurs, quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur Chargement plus long-tems qu'ils le jugeront à propos. Et tous les Sujets du Roi Très-Chrétien jouiront pareillement, et seront en Possession des mêmes Privilèges et Libertés, dans tous les Etats de Sa Majesté Britannique en Europe.

Liberté
d. L.
Mar-
chands
p. l. af-
faires.

ART. XIX.

On ne pourra obliger les Vaisseaux chargés des deux Parties, passant sur les Côtes l'une de l'autre, et que la Tempête aura obligés de relâcher dans les

Non for-
cés à dé-
charger.

1786 Rades ou Ports, ou qui y auront pris Terre de quelque autre Manière que ce soit, d'y décharger leurs Marchandises en tout ou en Partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, et qu'ils n'en vendent quelque Partie. Il sera cependant libre, après en avoir obtenu la Permission de ceux qui ont la Direction des Affaires Maritimes, de décharger ou de vendre une petite Partie du Chargement, seulement pour acheter les Vivres, ou les Choses nécessaires pour le Radeau du Vaisseau; et dans ce Cas, on ne pourra exiger de Droits pour tout le Chargement, mais seulement pour la petite Partie qui aura été déchargée ou vendue.

ART. XX.

Navigation
neutre
libre.

Il sera permis à tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne, et du Roi Très-Christien, de naviguer avec leurs Vaisseaux, en toute Sûreté et Liberté, et sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur Chargement appartiendront, de quelque Port que ce soit, dans les Lieux qui sont déjà, ou qui seront ci-après en Guerre avec le Roi de la Grande-Bretagne, ou avec le Roi Très-Christien. Il sera aussi permis aux dits Sujets de naviguer et de négocier avec leurs Vaisseaux et Marchandises, avec la même Liberté et Sûreté, des Lieux, Ports, et Endroits appartenants aux Ennemis des deux Parties, ou de l'une d'elles, sans être aucunement inquiétés ni troublés, et d'aller directement, non seulement les dits Lieux ennemis à un Lieu neutre, mais encore d'un Lieu ennemi à un autre Lieu ennemi, soit qu'ils soient sous la Jurisdiction d'un même ou de différens Princes. Et comme il a été stipulé, par Rapport aux Navires et aux Marchandises, que l'on regardera comme libre tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenants aux Sujets de l'un et de l'autre Royaume, quoique tout le Chargement, ou une Partie de ce même Chargement, appartienne aux Ennemis de leurs Majestés, à l'Exception cependant des Marchandises de Contrebande, lesquelles étant interceptées, il sera procédé conformément à l'Esprit des Articles suivans; de même il a été convenu, que cette même Liberté doit s'étendre aussi aux Personnes qui naviguent sur un Vaisseau libre, de Manière que, quoiqu'elles soyent Ennemies des

les deux Parties; ou de l'une d'elles, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre, si ce n'est que ce fussent des Gens de Guerre actuellement au Service des dits Ennemis, et se transportant pour être employés comme Militaires dans leurs Flottes, ou dans leurs Armées.

1786

ART. XXI.

Cette Liberté de Navigation et de Commerce s'étendra à toute Sorte de Marchandises, à la Reserve seulement de celles qui seront exprimées dans l'Article suivant, et désignées sous le Nom de Marchandises de Contrebande.

Restriction.

ART. XXII.

On comprendra sous ce Nom de Marchandises de Contrebande, ou défendues, les Armes, Canons, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-Poissés, Affûts, Fourchettes, Bandouillieres, Poudre à Canon, Mèches, Salpêtre, Balles, Picques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Pistolet, Baudriers, Chevaux avec leurs Harnois, et tous autres semblables Genres d'Armes et d'Instrumens de Guerre servant à l'Usage des Troupes.

Contrebande.

ART. XXIII.

On ne mettra point au Nombre des Marchandises défendues celles qui suivent, savoir, toutes Sortes de Draps, et tous autres Ouvrages de Manufacture de Laine, de Lin, de Soie, de Coton, et de toute autre Matière, tous Genres, d'Habillemens, avec les Choses qui servent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé ou non monnoyé, Etains, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbon à Fourneau, Bled, Orge, et toute autre Sorte de Grains et de Legumes, le Tabac, toutes Sortes d'Aromates, Chairs salées et fumées, Poissons salés, Fromages et Beurre, Bieres, Huiles, Vins, Sûcre, toutes Sortes de Sels et de Provisions servant à la Nourriture et à la Subsistance des Hommes, tous Genres de Coton, Cordages, Cables, Voiles, Toile propre à faire des Voiles, Chanvre, Suif, Goudron, Brai et Resine, Ancres et Parties d'Ancres, quelles qu'elles puissent être, Mâts de Navires, Planches, Ma-

Marchandises libres.

1786 driers, Poûtres de toutes sortes d'Arbres et de toutes les autres Choses nécessaires pour construire ou pour radoubler les Vaisseaux. On ne regardera pas non plus comme Marchandises de Contrebande celles qui n'auront pas pris la Forme de quelque Instrument ou Attirail servant à l'Usage de la Guerre, sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre Usage. Toutes ces Choses seront censées Marchandises non défendues, de même que toutes celles qui ne sont pas comprises, et spécialement désignées dans l'Article précédent; en sorte qu'elles pourront être librement transportées par les Sujets des deux Royaumes, même dans les Lieux ennemis, excepté seulement dans les Places alliées, bloquées et investies.

ART. XXIV.

Lettres
de mer
et certi-
ficats
néces-
saires.

Mais pour éviter et prévenir la Discorde, et toutes Sortes d'Inimitiés de Part et d'autre, il a été convenu, qu'en Cas que l'une des deux Parties se trouvât engagée en Guerre, les Vaisseaux et les Bâtimens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, devront être munis de Lettres de Mer, qui contiendront le Nom, la Propriété et la Grandeur du Vaisseau, de même que le Nom et le Lieu de l'Habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaisseau en sorte qu'il paroisse que ce Vaisseau appartient véritablement et réellement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie; et ces Lettres de Mer seront accordées et conçues dans la Forme annexée au présent Traité: Elles seront aussi renouvelées chaque Année, s'il arrive que le Vaisseau revienne dans le Cours de l'An. Il a été aussi convenu, que ces Sortes de Vaisseaux chargés ne devront pas être seulement munis des Lettres de Mer ci-dessus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les Espèces de la Charge, le Lieu d'où le Vaisseau est parti, et celui de sa Destination, afin que l'on puisse connoître s'il ne porte aucune des Marchandises défendues, ou de Contrebande, spécifiées dans l'Article XXII. de ce Traité; lesquels Certificats seront expédiés par les Officiers du Lieu d'où le Vaisseau sortira, selon la Coutume. Il sera libre aussi, si on le desire, et si on le juge à propos, d'exprimer dans les dites Lettres à qui appartiennent les Marchandises.

ART.

ART. XXV.

1786

Les Vaisseaux des Sujets et Habitans des Royaumes respectifs, arrivant sur quelque Côte de l'un ou de l'autre, sans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrés, et ne voulant point débarquer ou rompre leurs Charges, ne seront obligés de rendre Compte de leur Chargement, qu'au Cas qu'il y eût des Indices certains qui les rendissent suspects de porter, aux Ennemis de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, des Marchandises défendues, appelées de Contrebande.

Visitation sur les côtes

ART. XXVI.

Si les Vaisseaux des dits Sujets et Habitans des Etats respectifs de leurs Sérénissimes Majestés étaient rencontrés faisant Route sur les Côtes, ou en pleine Mer, par quelques Vaisseaux de Guerre de leurs Sérénissimes Majestés, ou par quelques Vaisseaux armés par des Particuliers, les dits Vaisseaux de Guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout Désordre, demeureront hors de la Portée du Canon, et pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, et y entrer seulement au Nombre de deux ou trois Hommes, à qui seront montrées, par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la Preuve de la Propriété du Vaisseau, et conçues dans la Forme annexée au présent Traité; et il sera libre au Vaisseau qui les aura montrées de poursuivre sa Route, sans qu'il soit permis de le molester et visiter, en façon quelconque, ou de lui donner la Chasse, ou de l'obliger à se détourner du Lieu de sa Destination.

Visitation sur mer.

ART. XXVII.

Le Bâtiment Marchand appartenant aux Sujets de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, qui aura résolu d'aller dans un Port ennemi de l'autre, et dont le Voyage, et l'Espèce des Marchandises de son Chargement, seront justement soupçonnées, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi bien que dans les Ports et Rades, non seulement les Lettres de Mer, mais aussi des Certificats, qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du Nombre de celles qui ont été défendues, et qui sont énoncées dans l'Article XXII. de ce Traité.

Si le vaisseau est suspect.

ART.

1786

ART. XXVIII.

S'il est
charge
de con-
treban-
de.

Si par l'Exhibition des Certificats susdits, contenant un Etat du Chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces Sortes de Marchandises défendues, et déclarées de Contrebande, par l'Article XXII. de ce Traité, et qui soient destinées pour un Port de l'Obeissance de ses Ennemis, il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Ecotilles, Caisses, Coffres, Balles, Tonneaux, et autres Vases trouvés sur ce Navire, ni d'en détourner la moindre Partie des Marchandises; soit que ce Vaisseau appartienne aux Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, ou à ceux du Roi Très-Christien, à moins que son Chargement n'ait été mis à Terre, en la Présence des Officiers de l'Amirauté; et qu'il n'ait été par eux fait Inventaire des dites Marchandises: Elles ne pourront aussi être vendues, échangées, ou autrement, aliénées, de quelque manière que ce puisse être, qu'après le Procès aura été fait dans les Regles, et selon les Loix et les Costumes, contre ces Marchandises défendues, et que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées par Sentences, à la Reserve néanmoins, tant du Vaisseau même, que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, et qui, en Vertu de ce Traité, doivent être censées libres; et sans qu'elles puissent être retenues, sous Pretexte qu'elles seraient chargées avec des Marchandises défendues, et encore moins être confisquées, comme une Prise légitime: Et supposé que les dites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une Partie de la Charge, le Patron du Vaisseau agréât, consentit et offrit de les livrer au Vaisseau qui les a découvertes, en ce Cas, celui-ci, après avoir reçu les Marchandises de bonne Prise, sera tenu de laisser aller aussitôt le Bâtiment, et ne l'empêchera, en aucune Manière, de poursuivre sa Route vers le Lieu de sa Destination.

ART. XXIX.

Si le na-
vire est
ennemi.

Il a été au contraire convenu et accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets et Habitans de Part et d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fût pas des Marchandises de Contrebande, sera confisqué comme s'il appartenait à l'Ennemi même, excepté les Marchandises et Effets qui auront été chargés dans ce Vaisseau
avant

avant la Déclaration de la Guerre, ou l'Ordre général de Reprefailles, ou même depuis la Déclaration, pourvu que ç'ait été dans les Termes qui suivent, à savoir, de deux Mois après cette Déclaration, ou l'Ordre de Reprefailles, si elles ont été chargées dans quelque Port et Lien compris dans l'Espace qui est entre Archangel, St. Petersbourg, et les Sorlingues et entre les Sorlingues et la Ville de Gibraltar; de dix Semaines dans la Mer Méditerranée; et de huit Mois dans tous les autres Pays ou Lieux du Monde; de Manière que les Marchandises des Sujets de l'un et de l'autre Prince, tant celles qui sont de Contrebande, que les autres qui auront été chargées ainsi qu'il est dit, sur quelque Vaisseau ennemi, avant la Guerre, ou même depuis la Déclaration, dans les Temps et les Termes susdits, ne seront en aucune Manière sujettes à Confiscation, mais seront sans Delai et de bonne foi rendues aux Propriétaires, qui les redemanderont; enforte néanmoins qu'il ne soit nullement permis de porter ensuite ces Marchandises dans les Ports ennemis, si elles sont de Contrebande.

ART. XXX.

Et pour pourvoir plus amplement à la Sûreté reciproque des Sujets de leurs Sérénissimes Majestés, afin qu'il ne leur soit fait aucun Préjudice par les Vaisseaux de Guerre de l'autre Partie, ou par d'autres armés aux Dépens des Particuliers, il sera fait Défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi de la Grande-Bretagne, et du Roi Très-Chrétien, et à tous leurs Sujets, de faire aucun Dommage ou Insulte à ceux de l'autre Partie; et au Cas qu'ils y contreviennent, ils en seront punis; et de plus ils seront tenus et obligés, en leurs Personnes et en leurs Biens, de reparer tous les Dommages et Intérêts, de quelque Nature qu'ils soient, et d'y satisfaire.

ART. XXXI.

Et pour cette Cause, chaque Capitaine des Vaisseaux armés en Guerre par des Particuliers, sera tenu et obligé à l'avenir, avant que de recevoir ses Patentes, ou ses Commissions spéciales, de donner, par devant un Juge compétant, Caution bonne et suffisante de Personnes solvables, qui n'aient aucun Intérêt dans le dit Vaisseau, et qui s'obligent chacune solidai-

1786

Dommage cause
par l'armement.

Caution
à faire
par l'armement.

1786 solitairement pour la Somme de trente six Mille Livres Tournois, ou de quinze Cent Livres Sterling; et si ce Vaisseau est monté de plus de cent cinquante Matelots ou Soldats, pour la Somme de soixante douze Mille Livres Tournois, ou de trois Mille Livres Sterling, pour répondre solitairement de tous les Dom-mages et Torts que lui, ses Officiers, ou autres étant à son Service, pourraient faire en leur Course, contre la Teneur du présent Traité, et contre les Edits faits de Part et d'autre, en Vertu du même Traité, par leurs Sérénissimes Majestés, sous Peine aussi de Revocation et Cassation des dites Patentes et Commissions spéciales.

ART. XXXII.

Juge-ment sur les Pri-ses. Leurs Majestés susdites voulant respectivement traiter, dans leurs Etats, les Sujets l'une de l'autre, aussi favorablement que s'ils étaient leurs propres Sujets, donneront les Ordres nécessaires et efficaces, pour faire rendre les Jugemens et Arrêts concernant les Prises, dans la Cour de l'Amirauté, selon les Regles de la Justice et de l'Equité, et conformément à ce qui est prescrit par ce Traité, par des Juges qui soient au dessus de tout Soupçon, et qui n'aient aucun In-térêt au fait dont il est Question.

ART. XXXIII.

Preuves. Et quand, par les Lettres de Mer et les Certifi-cats, il apparaitra suffisamment de la Qualite du Vais-seau, et de celle de ses Marchandises, et de son Maître, il ne sera point permis aux Commandans des Vaisseaux armés en Guerre, sous quelque Prétexte que ce soit, de faire aucune autre Verification. Mais si quelque Navire Marchand se trouvait dépourvu de ses Lettres de Mer, ou de Certificats, il pourra alors être examiné par un Juge compétant, de façon cependant que si, par d'autres Indices et Documens, il se trouve qu'il appartienne véritablement aux Snjets d'un des dits Souverains, et qu'il ne contienne aucune Marchandise de Contrebande destinée pour l'Ennemi de l'un d'eux, il ne devra point être confisqué, mais il sera relâché, avec sa Charge, afin qu'il poursuive son Voyage.

S'il arrive que le Maître de Navire denommé dans les Lettres de Mer soit mort, ou qu'ayant été: autre-

entièrement ôté, il s'en trouve un autre à sa Place, le 1786
Vaisseau ne laissera pas d'avoir la même Sûreté, avec
son Chargement, et les Lettres de Mer auront la
même Vertu.

ART. XXXIV.

Il a été d'ailleurs réglé et arrêté, que les Bâti- Repris-
mens de l'une des deux Nations, repris par des Ar- les.
mateurs de l'autre, seront rendus au premier Proprié-
taire, s'ils n'ont pas été en la Puissance de l'Ennemi
durant l'Espace de vingt quatre Heures, à charge par
le dit Propriétaire de payer le Tiers de la Valeur du
Bâtiment repris, ainsi que de la Cargaïson, Canons et
Appareux; lequel Tiers sera estimé à l'amiable par les
Parties intéressées, si non, et faute de pouvoir con-
venir entr' elles, elles s'adresseront aux Officiers de
l'Amirauté du Lieu où le Corsaire Repreneur aura con-
duit le Bâtiment repris.

Si le Bâtiment repris a été en la Puissance de
l'Ennemi au delà de vingt quatre Heures, il appartiendra
en entier à l'Armateur Repreneur.

Dans le Cas où un Bâtiment aura été repris par
un Vaisseau ou Bâtiment de Guerre appartenant à Sa
Majesté Britannique, ou à Sa Majesté Très-Chrétienne,
il sera rendu au premier Propriétaire, en payant le
trentième de la Valeur du Bâtiment, de la Cargaïson,
de Canons et Appareux, s'il a été repris dans les vingt
quatre Heures, et le dixième, s'il a été repris après
les vingt quatre Heures; lesquelles Sommes seront
distribuées, à Titre de Gratification, aux Equipages
des Vaisseaux Repreneurs. L'Estimation des trentième
et dixième mentionnés ci-dessus, sera réglée conformé-
ment à ce qui est convenu au Commencement de
cet Article.

ART. XXXV.

Toutes les fois que les Ambassadeurs de leurs Revisiôn
Majestés susdites, tant d'une Part que de l'autre, ou d. sen-
quelqu'autre de leurs Ministres publics, qui résideront tences.
à la Cour de l'autre Prince, se plaindront de l'Injustice
des Sentences qui auront été rendues, leurs Majestés
respectivement les feront revoir et examiner en leur
Conseil, à moins que le dit Conseil n'en eût déjà de-
cidé, afin que l'on connoisse, avec Certitude, si les
Ordon-

1786 Ordonnances et les Précautions prescrites au présent Traité auront été suivies et observées. Leurs dites Majestés auront Soins pareillement d'y faire pourvoir pleinement, et de faire rendre Justice, dans l'Espace de trois Mois, à chacun de ceux qui la demanderont. Et néanmoins avant ou après le premier Jugement, et pendant la Revision, les Effets qui sont en Litige ne pourront être, en aucune Manière, vendus, ni déchargés, si ce n'est du Consentement des Parties intéressées, pour éviter toute Sorte de Dommage; et il sera rendu, de Part et d'autre, des Loix pour l'Exécution du présent Article.

ART. XXXVI.

Prise de
livree
sous
caution.

S'il s'élève des Differends sur la Validité des Prises, en sorte qu'il soit nécessaire, d'en venir à une Décision juridique, le Juge ordonnera que les Effets soient déchargés, qu'on en prenne un Inventaire, et qu'on en fasse l'Estimation; et l'on exigera des Sûretés respectivement du Capteur, de payer les Frais, au cas que le Navire ne fût point trouvé de bonne Prise; du Demandeur, de payer la Valeur de la Prise, au cas qu'elle soit trouvée valide; et ces Sûretés étant données de Part et d'autre, la Prise sera livrée au Demandeur. Mais si le Demandeur refuse de donner des Sûretés suffisantes, le Juge ordonnera que la Prise soit livrée au Capteur, après avoir reçu de la Part des Sûretés bonnes et suffisantes, qu'il payera la Valeur entière de la dite Prise, au cas qu'elle soit jugée illégale. Et l'Exécution de la Sentence du Juge ne pourra point être suspendue, en vertu d'aucun Appel, lorsque la Partie contre laquelle un tel Appel sera fait, soit le Demandeur, soit le Capteur, aura donné des Sûretés suffisantes, qu'il restituera le Vaisseau, ou les Effets, ou bien la Valeur du dit Vaisseau ou Effets, à la Partie appellante, au cas que la Sentence fût rendue en sa Faveur.

ART. XXXVII.

Nau-
frage.

S'il arrive que des Vaisseaux de Guerre, ou des Navires Marchands, contraints par la Tempête, ou autre Accident, échouent contre des Rochers, ou des Ecueils, sur les Côtes de l'une des Hautes Parties Contractantes, qu'ils s'y brisent, et qu'ils y fassent Naufrage, tout ce qui aura été sauvé des Vaisseaux, de leurs

leurs Agrès et Appareux, Effets ou Marchandises, ou le Prix qui en sera provenu, le tout étant réclamé par les Propriétaires, ou autres ayant Charge et Pouvoir de leur Part, sera restitué de bonne foi, en payant seulement les Frais qui auront été faits pour les sauver, ainti qu'il aura été réglé, par l'une et l'autre Partie, pour le Droit de Sauvetage; sauf cependant les Droits et Coutumes de l'une et de l'autre Nation, lesquels toutefois on s'occupera à abolir, ou au moins à modifier, dans le Cas où ils seraient contraires à ce qui est convenu par le présent Article; et leurs dites Majestés, de Part et d'autre, interposeront leur Autorité pour faire châtier severement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil Malheur.

ART. XXXVIII.

Les Sujets de Part et d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs et Facteurs que bon leur semblera; à l'Effet de quoi, ces dits Avocats et autres susdits seront commis par les Juges ordinaires, lorsqu'il en sera Besoin, et que les dits Juges en seront requis.

Avocats, Facteurs.

ART. XXXIX.

Et pour plus grande Sûreté et Liberté du Commerce et de la Navigation, on est convenu en outre, que ni le Roi de la Grande-Bretagne, ni le Roi Très-Chrétien, non seulement ne recevront dans aucunes de leurs Rades, Ports, Villes ou Places, des Pirates ou des Forbans quels qu'ils puissent être, et ne souffriront qu'aucun de leurs Sujets, citoyens et Habitans, de Part et d'autre, les reçoivent et protègent, dans ces mêmes Ports, les retirent dans leurs Maisons, ou les aident en Façon quelconque; mais encore ils feront arrêter et punir toutes ces Sortes de Pirates et de Forbans, et tous ceux qui les auront reçus, cachés ou aidés, des Peines qu'ils auront méritées, pour inspirer de la Crainte, et servir d'Exemple aux autres. Et tous leurs Vaisseaux, les effets, et Marchandises enlevés par eux, et conduits dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, seront arrêtés, autant qu'il pourra s'en decouvrir, et seront rendus à leurs Propriétaires, ou à leurs Facteurs ayant leur Pouvoir ou Procuration

Pirates.

1786 par Ecrit, après avoir prouvé la Propriété devant les Juges de l'Amirauté, par des Certificats suffisans, quand bien même ces Effets seraient passés en d'autres Mains par Vente, s'il est prouvé que les Acheteurs ont su ou dû savoir que c'était des Effets enlevés en Piraterie. Et généralement tous les Vaisseaux et Marchandises de quelque Nature qu'ils soient, qui seront pris en pleine Mer, seront conduits dans quelque Port de l'un ou de l'autre Souverain, et seront confiés à la Garde des Officiers de ce même Port, pour être rendus entiers au véritable Propriétaire, aussitôt qu'il sera dûement et suffisamment reconnu.

ART. XL.

Reception d.
armes.
teurs
avec
leurs
Prises.

Les Vaisseaux de Guerre de leurs Majestés, et ceux qui auront été armés en Guerre par leurs Sujets, pourront en toute Liberté conduire, où bon leur semblera, les Vaisseaux et les Marchandises qu'ils auront pris sur les Ennemis, sans être obligés de payer aucun Droit, soit aux Sieurs Amiraux, soit aux Juges quels qu'ils soient; sans qu'aussi les dites Prises, qui abordent et entrent dans les Ports de leurs dites Majestés, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Visiteurs ou autres Officiers des Lieux puissent les visiter, et prendre connoissance de la Validité des dites Prises: En outre il leur sera permis de mettre à la Voile en quelque Temps que ce soit, de partir, et d'emmener les Prises au Lieu porté par les Commissions ou Patentes, que les Capitaines des dits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir; et au contraire il ne sera donné ni Azile, ni Retraite, dans leurs Ports, à ceux qui auront fait des Prises sur les Sujets de l'une ou de l'autre de leurs Majestés, mais y étant entrés par Necessité de Tempêtes, ou de Périls de la Mer, on emploiera fortement les Soins nécessaires, afin qu'ils en sortent et s'en retirent le plutôt qu'il sera possible, autant que cela ne sera point contraire aux Traités antérieurs faits à cet Egard avec d'autres Souverains ou Etats.

ART. XLI.

Nulle
hostilité
sur les
côtes.

Leurs dites Majestés ne souffriront point que sur les Côtes, à la Portée du Canon, et dans les Ports et Rivières de leur Obéissance, des Navires et des Marchandises des Sujets de l'autre soient pris par des Vaisseaux

seaux de Guerre, ou par d'autres qui seront pourvus de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque: Et en cas que cela arrive, l'une et l'autre Partie employeront leurs Forces unies pour faire repa-
rer le Dommage causé.

ART. XLII.

Que s'il est prouvé que celui qui aura fait un Prise, ait employé quelque Genre de Torture contre le Capitalne, l'Equipage, ou autres Personnes qui se seront trouvées dans quelque Vaisseau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce Cas, non seulement ce Vaisseau, et les Personnes, Marchandises et Effets quels qu'ils puissent être, seront relâchés aussitôt, sans aucun Délai, et remis en pleine Liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'un Crime si énorme, aussi bien que leurs Complices, seront punis des plus grandes Peines, et proportionnées à leurs Fautes: Ce que le Roi de la Grande-Bretagne et le Roi Très-Christien s'obligent réciproquement de faire observer, sans aucun Egard pour quelque Personne que ce soit.

Con-
duire
crimi-
nelle d.
arma-
teurs,

ART. XLIII.

Il sera libre respectivement à leurs Majestés d'établir dans les Royaumes et Pays de l'une et de l'autre, pour la Commodité de leurs Sujets qui y négocient, des Consuls nationaux, qui jouiront du Droit, Immunité et Liberté, qui leur appartiennent, à raison de leurs Exercices et Fonctions; et l'on conviendra dans la suite des Lieux où l'on pourra établir les dits Consuls, ainsi que de la Nature et de l'Etendue de leurs Fonctions. La Convention relative à cet Objet sera faite immédiatement après la Signature du présent Traité, et sera censée en faire Partie.

Consuls,

ART. XLIV.

Il est aussi convenu, que dans tout ce qui concerne la Charge et la Decharge des Vaisseaux, la Sécurité des Marchandises, Effets et Biens, les Successions des Biens mobiliers, comme aussi la Protection des Individus, leur Liberté personnelle, et l'Administration de la Justice, les Sujets des deux Hautes Parties Contractantes auront, dans les Etats respectifs, les mêmes Privilèges, Libertés et Droits, que la Nation la plus favorisée.

Charge
et De-
charge,
biens,
succes-
sions,

1786

Contra-
ven-
tions au
Traité.

ART. XLV.

S'il survenoit à l'avenir, par Inadvertance ou autrement, quelques Inobservations ou Contraventions au présent Traité, de Part ou d'autre, l'Amitié et la bonne Intelligence ne seront pas d'abord rompues pour cela, mais ce Traité subsistera, et aura son entier Effet, et l'on procurera des Remèdes convenables pour lever les Inconvéniens, comme aussi pour faire réparer les Contraventions: Et si les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont pris en Faute, ils seront seuls punis et severement châtiés.

ART. XLVI.

Durée
du
Traité.

Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Très-Chrétienne se sont conservées la Faculté de revoir et d'examiner de nouveau les différentes Supplations de ce Traité, après le Terme de douze Années, à compter du Jour où il aura été passé respectivement dans la Grande-Bretagne, et en Irlande, des Loix pour son Exécution, de proposer et de faire tels Changemens que le Tems et les Circonstances pourront avoir rendu convenables ou nécessaires, pour les Intérêts du Commerce de leurs Sujets respectifs; et cette Revision devra être effectuée dans l'Espace de douze Mois; après lequel Tems le présent Traité sera de nul Effet, sans cependant que la bonne Harmonie et la Correspondance amicale entre les deux Nations en souffrent aucune Alteration.

ART. XLVII.

Ratifica-
tions.

Le présent Traité sera ratifié et confirmé par Sa Majesté Britannique et par Sa Majesté Très-Chrétienne, deux Mois, ou plutôt, si faire se peut, après l'Echange des Signatures entre les Plénipotentiaires.

En foi de quoi, nous soussignés Commissaires et Plénipotentiaires du Roi de la Grande-Bretagne et du Roi Très-Chrétien, avons signé le présent Traité de notre Main, et y avons apposé les Cachets de nos Armes.

Fait à Versailles, le Vingt-six Septembre, Mil Sept Cent Quatre-vingt Six.

WM. EDEN.

(L. S.)

GERARD DE RAYNEVAL.

(L. S.)

Forme.

Formulaire des Passeports et Lettres de Mer 1786
qui se doivent donner, dans les Amirautes
respectives des Etats des deux Hautes Parties
Contractantes, aux Vaisseaux et Bâtimens
qui en sortiront, conformément à l'Ar-
ticle XXIV. du présent Traité.

N. N.

A Tous ceux qui verront ces présentes Lettres, Salut.
Faisons sçavoir, que nous avons donné Congé et Per-
mission à N. de la Ville (ou Lieu) de N. Maître ou
Conducteur du Vaisseau N. appartenant à N. du Port
de N. Tonneaux ou environ; étant à
présent au Port et Havre de N. de s'en aller à N.
chargé de N. après que la Visite de son Vaisseau aura
été faite avant son Depart, selon la Manière usitée par
les Officiers du Lieu, commis pour cela: Et le dit N.
ou tel autre qui fera dans le Cas d'occuper sa Place,
fera apparoir dans chaque Port ou Havre où il entrera,
avec le dit Vaisseau, aux Officiers du Lieu, du présent
Congé, et leur fera fidèle Rapport de ce qui sera fait
et passé durant son Voyage, et portera les Pavillons,
Armes et Enseignes de N. durant son Voyage.

En Temoin de quoi nous avons fait apposer
notre Seing, et le Sçel de nos Armes à ces Présentes,
et icelles fait contresigner par N. à jour de
l'An, etc. etc.

(Ratifié par le Roi de France en date de Fontainebleau le
10. Novembre 1786.)

20.

1786 Instructions des E. Généraux des P. Unies
 29. Nov. des Pays-Bas pour leurs Consuls.

a.

*Instruction des Etats-Généraux pour les Consuls
 de la République dans toutes les places d'Espagne,
 de France, d'Italie et de la méditerranée en gé-
 néral en date du 29. Nov. 1786.*

(Traduction privée de Rotterdamsche Courant 1786, Déc.)

ART. I.

Ils observeront avec tout le zèle possible tout ce qui pourrait tendre à l'avantage du commerce et de la navigation de ces pays et en donneront ample connaissance à L. H. P. comme aussi aux Directeurs du commerce du Levant, lorsqu'il s'offrirait quelque chose à eux qui pourrait y servir.

ART. II.

Ils prêteront aux Habitans commerçans de ces pays toute assistance possible, et tacheront de les protéger par tous les moyens convenables, comme aussi ils donneront avis aux Directeurs de la navigation dans la méditerranée de l'arrivée et du départ des vaisseaux nationaux.

ART. III.

Particulièrement ils prêteront tout secours et assistance possible aux vaisseaux du pays lorsqu'il s'en trouvera sur la rade de leur résidence.

ART. IV.

De toutes les lettres qu'ils écriront à L. H. P. ou aux Directeurs susdit on officiellement à quelque autre personne, ils auront à conserver Copie dans des livres de Registres dûment formés à cette fin, sous peine d'une amende arbitraire en cas de contrevention.

ART.

ART. V.

1786

De toutes les lettres qu'ils écriront à L. H. P. ou aux ministres de l'état ils feront tenus d'envoyer toujours des Duplicates.

ART. VI.

De même ils auront à tenir des Registres convenables de toutes les dépêches et résolutions qu'ils recevront tant par L. H. P. et les Directeurs sus-dits, que par quelque autre *ex officio*, sous peine comme ci-dessus.

ART. VII.

Des qu'ils recevront quelque résolution ou dépêche de L. H. P. ou des Directeurs sus-dits, ils en accuseront la réception aussitôt que possible.

ART. VIII.

Ils entretiendront autant que possible une correspondance entre-eux, en s'informant réciproquement de tout ce qui pourrait intéresser en quelque sorte le commerce et la navigation de ces Pays.

ART. IX.

Ils prendront notice exacte de tous les événemens remarquables concernant le Consulat, qui surviendront dans le lieu de leur résidence.

ART. X.

Tous les sus-dits registres et papiers, concernant le Consulat, devront en cas de départ, de mort ou autrement être délivrés à leurs successeurs.

ART. XI.

De plus ils se conduiront respectivement à tous les égards conformément à la résolution de L. H. P. du 24. Juillet 1658 *), et au Règlement pour les Consuls

M 4 de

*) Groot Placaatboek D. II. p. 1343. Cet ouvrage qui, je crois se trouve dans peu de bibliothèques étrangères, étant le seul où j'aie rencontré ce règlement, je crois qu'il est utile de donner ici la traduction de son dispositif.

Points et articles servant de règlement général d'après lequel les Consuls dans toutes les places d'Espagne, de France, d'Italie et dans toute la méditerranée (exceptant seulement le territoire Turc) devront se conduire.

1786 de la Nation Hollandaise à Cadix, Seville, St. Lucas, St. Marie, Mallaga et autres places en Espagne arrêté le 19. Août 1737 *).

A RT. XII.

Enfin il est ordonné en général aux Consuls en Espagne et en France, qu'en cas de différends survenus avec l'Etat ou avec quelque autre Puissance, ils en donneront le plus promptement connaissance, soit par exprès, soit autrement à L. H. P. et aussi respectivement entre eux, soit que ce différend ait été causé par une Puissance chrétienne ou Turque; et en particulier dans ces sortes de cas les Consuls à Marseille et à Livourne sont chargés d'en donner le plus promptement connoissance aux Consuls de L. H. P. à Smyrne, soit par terre, soit par mer.

duire, tant par rapport aux droits dont ils jouiront, que pour d'autres points.

I. Que tous les droits Consulaires des susdits Consuls dans les Places mentionnées en général seront réglés par *Reaux de huit*, comme d'une monaye courante par toute la méditerranée et sur la valeur de la quelle il ne peut pas y avoir de dispute.

II. Que les Consuls ne pourront pas percevoir plus de droits, ainsi qu'il leur est expressément défendu par le présent règlement, que 4 ou tout au plus 5 reaux de huit d'après la grandeur de chaque vaisseau arrivant dans leurs districts respectifs, ensemble pour y décharger ou y charger le navire, sans que les vaisseaux qui n'y entrent que pour faire de l'eau ou autrement, y soient tenus.

III. Que les dits Consuls n'ont à s'arroger aucune Jurisdiction ou à exercer aucun pouvoir sur les marchands ou sur leurs effets.

IV. En cas que les Consuls se laisseraient employer par les Capitaines des navires à quelques affaires extraordinaires, soit pour accélérer et conduire quelques procès, pour terminer quelques questions ou différends survenus, que dans ces cas ils n'exigeront pas plus de salaire des Capitaines qu'il ne sera jugé leur être dû, conformément à l'arbitrage des marchands des Pays-Bas présents dans le lieu. Duquel Règlement sera envoyé copie à tous les Consuls de L. H. P. résidants dans les lieux sus-dits avec ordre de se conformer exactement à son contenu etc.

*) Groot Plachboek D. VI. p. 297.

b.

*Instruction des E. Généraux pour les Consuls de 1786
la Nation auprès des Puissances barbaresques en 29. Nov.*

date du 29. Nov. 1786.

*(Traduction privée du Hollandais d. l. Rotterdamsehe
Courant 1786 Déc.)*

ART. I.

Ils observeront avec tout le zèle possible tout ce qui pourrait tendre à l'avantage du commerce et de la Navigation de ces Pays, et en donneront connoissance à L. H. P. lorsqu'ils s'offrira quelque chose à eux qui pourrait y servir.

ART. II.

Ils prêteront aux habitans commerçans de ces Pays tout secours et assistance possible et tâcheront de les protéger par tous les moyens convenables.

ART. III.

Ils donneront de tems en tems connoissance à L. H. P. de l'état des affaires de la Puissance auprès de la quelle ils resident, nommément de son affection envers cet Etat, et en cas que cette affection vint à diminuer, de ce qu'ils jugent devoir être fait pour la regagner.

ART. IV.

Ils informeront surtout L. H. P. de tems en tems de l'état de la Puissance maritime du lieu, des principaux et autres Officiers qui la commandent, et de tout ce qui y a rapport.

ART. V.

Ils feront souvenir annuellement L. H. P. des présents, soit Consulaires ou Régales (*Regalen*), qui doivent être envoyés au Gouvernement de leur Résidence.

ART. VI.

De même ils devront informer exactement L. H. P. quelles nations y sont les plus favorisées et avec lesquelles on y pourrait aisement rompre.

M 5

ART.

1786

ART. VII.

De toutes les lettres qu'ils écriront à L. H. P. ou officiellement à quelque autre personne, ils conserveront des Coples dans des livres de registres dûment formés, sous peine d'amende arbitraire en cas de contrevention.

ART. VIII.

De toutes les lettres qu'ils écriront à L. H. P. ou aux ministres de l'Etat ils feront tenus d'envoyer toujours des Duplicates.

ART. IX.

De même ils auront à tenir des Registres convenables de toutes les dépêches et résolutions, qu'ils recevront tant par L. H. P. que par quelque autre personne *ex officio* sous peine comme ci-dessus.

ART. X.

Dès qu'ils recevront quelque résolution ou dépêche de L. H. P. ils en accuseront la réception aussitôt que possible.

ART. XI.

Lorsqu'il arrivera un ou plusieurs vaisseaux de ce Pays sur la Rade de leur Residence, ils se transporteront au plus tôt à leur bord et y offriront leur service, informant les Commandants de tout ce qui pourrait leur être nécessaire à savoir, relativement à l'état des choses sur le lieu.

ART. XII.

En cas d'une déclaration de guerre contre cet Etat ou contre quelque autre Puissance, ils en donneront le plus promptement avis soit par exprès, soit autrement à L. H. P. comme aussi aux Consuls à Cadix, à Livourne et à Marseille.

ART. XIII.

De plus ils entretiendront autant que possible une correspondance avec les Consuls de L. H. P. à Livourne, Cadix, Marseille, Toulouse et Mallaga, et leur donneront connoissance de tout ce qui de manière quelconque pourrait intéresser le commerce et la navigation de ce Pays.

ART.

ART. XIV.

1786

Lorsqu'il se fera quelque distribution de présents, ils en prendront exactement Notice comme aussi ils l'inscriront dans un registre particulier de tous les évènements remarquables qui surviennent concernant le consulat, en ne manquant pas de faire parvenir promptement exacte information de l'un et l'autre à L. H. P.

ART. XV.

Tous les Registres et Papiers sus-mentionnés concernant le Consulat devront en cas de départ, de mort ou autrement être délivrés à leurs Successeurs.

21.

Convention conclue entre le Roi de France et le Roi d'Espagne. Le 24. Décembre 1786. 24. Déc.

(DUPONT pacte de famille etc. p. 125)

Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, également animées du desir de resserrer de plus en plus les liens qui les unissent, de favoriser le commerce légitime de leurs sujets respectifs, et de prévenir les abus contraires à leurs intentions, qui pourraient naître de part ou d'autre, ont résolu de modifier ou révoquer quelquesunes des dispositions de leurs Conventions précédentes, et d'en ajouter de nouvelles qui leur ont paru les plus propres à remplir cet objet. A cet effet, Sa Majesté Très-Chrétienne a nommé et autorisé de ses pleins pouvoirs son Excellence Monsieur le Duc de la Vauguyon, Prince de Carency, Pair de France, Chevalier Commandeur de ses Ordres, Brigadier de ses armées, et son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Catholique; et Sa Majesté Catholique, son Excellence Don Joseph Monino Comte de Florida-Blanca, Chevalier, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III, son Conseiller d'Etat, premier Secrétaire d'Etat et de Dépêches; lesquels étant bien instruits des intentions de leurs Souverains respectifs, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

ART.

1786

ART. I.

Réci- Tous les Articles de cette Convention seront ré-
procité. ciproques.

ART. II.

Contre- Toute contrebande en sel, tabac, et généralement
bande en marchandises prohibées, sans aucune exception,
sel, ta- chargée dans les navires qui se trouveront dans les
bac etc. ports respectifs, sera sujette à confiscation, si elle n'a
pas été déclaré dans le terme prescrit par l'Article IV,
de la Convention du 2. Janvier 1768. Le bâtiment et
le surplus de la cargaison, ne seront ni saisis ni arrê-
tés; et le Capitaine, les Officiers et l'équipage, ne
seront ni punis, ni molestés en aucune manière, mais
seront remis à la disposition des Consuls ou Vice-con-
suls de la nation des bâtimens et Capitaines pour être
procédé contre eux suivant les ordres de leur Cour qui
fera part de la punition des délinquans, ou des mesu-
res prises pour empêcher la continuation de leurs dé-
lits en cas semblables: observant que, dans les cas
de récidive, la Cour qui devra faire punir les coup-
ables augmentera les peines et en donnera communi-
cation à l'autre Cour. Tout ce qui est énoncé au pré-
sent article, s'entendra de la contrebande faite dans
les ports de chargement ou déchargement où il y a des
bureaux de douane, dans lesquels ports les navires des
deux nations seront entrés pour faire le commerce,
ayant leurs passe-ports et papiers de mer en bonne
et due forme.

ART. III.

Mon-
noie d'
Espagne

L'or et l'argent qui se trouveront en monnoie
d'Espagne à bord d'un bâtiment françois dans les ports
d'Espagne, ne seront sujets à aucune confiscation, lora-
qu'ils seront accompagnés d'une certificat du Consul
Espagnol établi dans un port de France ou dans un port
d'une autre nation, qui attestera que ledit or ou argent
en monnoie d'Espagne a été réellement chargé dans
ledit port, ou lorsqu'il y aura à bord une *guya* qui
constatera que l'extraction en a été légitimement faite
des ports d'Espagne; et dans le cas où on découvrirait
des falsifications dans les *guyas* ou certificats, ou
lorsqu'on aurait outrepassé le temps qui y aura été
fixé, on procédera à la confiscation et au châtiment
des délinquans, en prenant auparavant les mesures
néces-

nécessaires pour la preuve et la vérification du délit, 1786
 sans détenir pour cela le navire, le Capitaine, l'équipage et le restant de la cargaison. Bien entendu que les sommes d'or et d'argent, ainsi certifiées ou accompagnées de *guyas*, comme il a été dit, seront déclarés dans les termes convenus par les traités et Conventions, sous peine de confiscation.

ART. IV.

Quant aux bâtimens venant directement des Colonies Françaises de l'Amérique ou des Indes, dans un des ports d'Espagne, dans le cas d'une relâche forcée, avec de l'or ou de l'argent Espagnol, les Capitaines devront en faire la déclaration à leur arrivée dans ledit port, et prendront à leur départ une *guya* de la Douane, sans payer pour ladite *guya*, ni pour ledit argent ou or aucuns droits. Quant à ceux venant de l'Amérique ou des Indes Espagnols, avec de l'or ou de l'argent Espagnol, dans le cas d'une permission extraordinaire, les Capitaines devront porter avec eux le registre dudit or ou argent.

ART. V.

La confiscation de l'or et de l'argent n'entraînera jamais celle du bâtiment, ni du surplus de cargaison, ni la punition du Capitaine, des Officiers et de l'équipage; mais ledit bâtiment avec le surplus de la cargaison, sans avoir été ni arrêté, ni saisi, et ledit Capitaine, lesdits Officiers et équipage sans avoir été molestés en aucune manière, seront remis aux Consuls ou Vice-Consuls de leur nation, conformément à l'article II. de cette Convention; observant que, dans le cas de récidive, la Cour qui devra faire punir les coupables, augmentera les peines, et en donnera communication à l'autre Cour. Tout ce qui est énoncé au présent article n'aura lieu que dans les ports de chargement ou déchargement, et dans lesquels il y a des bureaux de douane.

ART. VI.

A l'égard de la contrebande que tenteraient de faire des bâtimens près les côtes et embouchures de rivières, dans les calles, anses et baies, autres que les ports destinés et appropriés au commerce, si un bâtiment

Vais-
seaux ve-
nans de
l'Améri-
que ou
des In-
des.

Etendue
de la
confis-
cation.

Contre-
bande
près les
côtes
etc.

ment

1786 ment est surpris en jetant ou ayant jeté l'ancre dans lesdites côtes, calles, anses ou baies (sauf les cas de relâche forcée, pourvu qu'il n'y ait pas de preuves que ce soit un prétexte, et dans lesquels cas le Capitaine devra faire avertir les Employés des Douanes les plus voisins, en leur déclarant les marchandises de contrebande qu'il a à bord, et lesdits Employés se conduire à son égard comme il est expliqué dans l'article X. de cette Convention), ledit bâtiment sera visité par les Employés des Douanes, et s'ils y trouvent de la contrebande, elle sera saisie et confiscée, et le Capitaine, l'équipage, le reste de la cargaison, et le bâtiment, seront jugés selon la loi de chaque pays, comme les nationaux qui auraient été surpris dans le même cas. Si le Capitaine ou une partie de l'équipage est surpris dans des barques ou canots, faisant la contrebande dans lesdites côtes, calles, anses ou baies, quoique le bâtiment ne soit pas à l'ancre, il en sera usé à l'égard de ceux qui seront saisis dans les barques ou canots, et à l'égard desdites barques ou canots, ainsi qu'il vient d'être dit dans ce même article.

ART. VII.

Mani-
festation
au dé-
part.

Les Administrateurs des Douanes pourront exiger que les articles déclarés de contrebande, et même ceux déclarés de transit, si l'on soupçonne qu'ils contiennent des marchandises prohibées, soient manifestés au départ, dans la même état où ils étaient à l'époque de la visite, et même qu'ils soient déposés dans un magasin à deux serrures différentes, dont une clef sera dans les mains de l'Administrateur, et l'autre dans celles du Capitaine, pour être lesdits articles rendus et embarqués sans frais ni droits.

ART. VIII.

Mode de
déclara-
tion.

Dans la déclaration que les Capitaines des navires Espagnols ou François doivent donner de leur chargement ils doivent spécifier le nombre des balles, caisses, paquets ou tonneaux que contient le navire; mais comme il se peut qu'ils ignorent ce qui est renfermé dans lesdites balles, caisses, paquets ou tonneaux, ils énonceront en gros la qualité de ceux qu'ils connoîtront, et déclareront ignorer la qualité de ceux qu'ils ne connoîtront pas.

ART.

ART. IX.

1786

Les Capitaines seront obligés de comprendre dans la déclaration du chargement de leurs navires, le tabac nécessaire à leur consommation et à celle de l'équipage; si la quantité en paroît trop forte, on pourra exiger que le surplus de ce qui sera jugé nécessaire à ladite consommation, soit mis en dépôt à terre pour leur départ, sans ni droits. Eten-
due.

ART. X.

Les Capitaines de navires François et Espagnols, qui, par relâche forcée, entreront dans une rivière navigable, ou dans un port de France ou d'Espagne, autre que celui de leur destination, seront obligés de faire la déclaration de leur chargement. Les Officiers de la Douane auront le droit d'entrer à bord, jusqu'au nombre de trois, aussi-tôt après leur arrivée; cependant ils resteront sur le pont, et se borneront à veiller à ce que l'on ne sorte du navire d'autres marchandises que celles que le Capitaine sera forcé de vendre pour payer les vivres dont il aura besoin et les réparations du navire, et les marchandises qui seront débarquées pour tel effet, seront sujettes à la visite et au paiement des droits établis. Relâche
forcée.

ART. XI.

La visite des navires se fera conformément aux articles IV, et VI. de la Convention de 1768. Les chambres des Capitaines, leurs coffres et ceux de l'équipage pourront être visités, afin que l'on puisse découvrir les marchandises de contrebande, mais les effets et hardes à leur usage ne pourront être sujets à la confiscation. Visite
des na-
vires.

ART. XII.

Pour éviter toute discussion sur le tems, dans lequel les Officiers ou Gardes de la douane peuvent, conformément à la disposition des articles IV., et VI. de la Convention de 1768, se rendre à bord des navires François et Espagnols qui arrivent dans les ports de chacune des deux Puissances, on déclare qu'ils pourront se rendre à bord à l'instant que les navires arrivent, même avant qu'ils fassent la déclaration de leur chargement; pour laquelle il leur est accordé le terme de

1786 de vingt-quatre heures, en se conformant pour le surplus aux dispositions des articles IV. V et VI. de la Convention de 1768.

ART. XIII.

Naufrages.

Dans les cas où il arriverait des Naufrages de navires Espagnols ou François, les Officiers de la marine et de l'amirauté, ainsi que ceux de la douane, et les Gardes de Pataches des deux Royaumes, seront obligés de donner avis du parage où le naufrage sera arrivé, aux Consuls de la Nation du département respectif, afin qu'ils fassent les fonctions qui leur appartiennent, sans que lesdits Officiers puissent s'en mêler, à peine d'être punis.

ART. XIV.

Entrée dans le pays.

Lorsque les sujets Espagnols passeront d'Espagne en France, ils ne seront pas molestés à leur entrée en France pour l'argent et espèces quelconques, effets, hardes, bijoux de leur usage, pour lesquels ils ne payeront aucuns droits. Ils ne seront pas non plus inquiétés pour les armes défendues et autres effets prohibés qu'on trouvera sur leurs personnes, dont on se contentera d'empêcher l'introduction, en leur laissant la liberté de les renvoyer. Il en sera usé de même à l'égard des sujets François passant de France en Espagne, à leur entrée en Espagne.

ART. XV.

Aide aux Employés d. fermes.

Les Commandans, les Intendans des Provinces, et les Directeurs et Administrateurs des revenus des Couronnes, protégeront et donneront toute aide et assistance aux Employés des Fermes des deux Couronnes, et à leurs subordonnés, qui sont établis sur la frontière, pour empêcher la contrebande et arrêter les personnes qui la font. Quand les Contrebandiers Espagnols, après s'être permis la contrebande dans le territoire d'Espagne; et s'être réfugiés dans le territoire François, seront réclamés par l'Administration Espagnole, ils seront rendus. Cet article sera entièrement réciproque à l'égard des Contrebandiers François.

ART. XVI.

Extradition des contrebandiers.

Tous les sujets François qui auront fait en Espagne la contrebande, de quelque espèce que ce soit, dans l'espace

l'espace de quatre lieues de distance de la frontière, seront rendus pour la première fois, avec les preuves du délit, pour être jugés selon les loix Françaises. Il en sera de même à l'égard des Sujets Espagnols qui auront fait la contrebande en France, de quelque espèce qu'elle soit, dans l'espace de quatre lieues de distance de la frontière; et ceux desdits Contrebandiers qui auraient commis des vols, des homicides ou des actes de violence ou de résistance contre la justice, les rondes ou troupes; et ceux qui, après avoir été rendus une première fois, retomberaient de nouveau dans le même délit, seront seuls exceptés de la disposition du présent article. 1786

ART. XVII.

Les rondes ou brigades des Fermes, placées sur les frontières des deux Royaumes, concerteront entr'elles leur travail, et se soutiendront réciproquement. Rondes.

ART. XVIII.

Les pataches et barques destinées par les deux Couronnes pour ce qui concerne les Fermes, concerteront leur travail, et se soutiendront également. Pataches.

ART. XIX.

On ne permettra point dans l'étendue de quatre lieues au moins de la frontière des deux Royaumes, d'autres magasins ou entrepôts de tabac et de sel, que ceux établis par chaque Souverain pour la vente et la consommation de leurs propres vaisseaux; on se concertera même sur les moyens d'éloigner davantage, s'il est possible, lesdits magasins et entrepôts, afin d'éviter mutuellement cette occasion de contrebande, et après avoir pris connoissance de ceux qui existent présentement, les Employés et Administrateurs respectifs des fermes ou douanes, qui seront trouvés en contravention, seront sévèrement punis. Magasins de tabac et sel sur les frontières.

ART. XX.

Les Intendants, Directeurs et Administrateurs des Fermes, et les Consuls des deux Nations se communiqueront les avis qu'ils auront des navires chargés de contrebande; et des personnes adonnées à ce commerce, qui passeront d'un Royaume à l'autre, et concerteront les moyens de les arrêter. Avis réciproque sur les Contrabandiers.

1786

Liste de
contre-
bande.

ART. XXI.

Pour prévenir les erreurs des Juges et Employés respectifs, ainsi que des Capitaines, Négocians et autres intéressés dans la cargaison des navires, on annexera ultérieurement à la présente Convention la liste des objets et marchandises prohibées respectivement; et les changemens qui pourroient être faits à cet égard seront également ajoutés ultérieurement à la présente Convention.

ART. XXII.

Exem-
tions.

Si l'une ou l'autre Puissance accordait sur les objets de cette Convention une faveur plus étendue à quelques Nations étrangères, elle deviendra sur le champ commune à l'une et à l'autre.

ART. XXIII.

Peine
contre
les juges
qui con-
trevien-
nent.

Les Juges et Employés respectifs qui contreviendraient aux dispositions de la présente Convention, ainsi que de celles qui y sont rappelées et confirmées seront très sérieusement réprimés dans tous les cas, et ils seront même soumis à des dédommagemens proportionnés aux torts qu'ils auront pu occasionner, lorsqu'ils ne pourront pas administrer la preuve qu'ils ont eu des motifs suffisans de croire qu'ils ne contrevenaient pas aux dispositions desdits articles, en se conduisant ainsi qu'ils l'ont fait.

ART. XXIV.

Conven-
tion de
1768 et
1774.

La présente Convention sera imprimée, publiée et enregistrée dans les Conseils et Tribunaux respectifs et compétens des deux Royaumes. Celle de 1768. sera également imprimée, publiée, et enregistrée dans les mêmes Conseils et Tribunaux, et subsistera pour tous les points auxquels il n'est pas dérogé dans celle-ci. Celle de 1774, quant aux formalités des pass-ports et certificats énoncés dans les articles II. III. IV. V. VI et IX. et quant aux manifestes, visites, confiscation de monnoie, effets et marchandises prohibées, et punition des Contrebandiers, énoncée dans les articles I. VII. VIII. IX. X. XII. XIII. XVI. XVII. XVIII. XIX. XXI sera précisément réduite aux termes, règles et modifications exprimées dans la présente Convention. Quant aux autres points de ladite Convention de 1774. qui ne

qu'on

concernent pas lesdites formalités, manifestes, visites, confiscations de monnoie, essêts et marchandises prohibées, et punition des Contrebandiers, ils subsisteront autant qu'ils ne seront par contraires à ce qui est expressément déclaré, amplie ou modifié par la présente Convention, 1786

ART. XXV.

La présente Convention sera ratifiée par Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique; et les ratifications échangées dans le terme d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut. Ratification.

En foi de quoi nous, soussignés, Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes. A Madrid le vingt-quatre Décembre mil sept cent quatre-vingt-six.

Signés: le Duc DE LA VAUGUYON.

(L. S.)

le Comte DE FLORIDA-BLANCA.

(L. S.)

Nous, ayant agréable le susdite Convention en tous et chacun les points et articles qui y sont contenus, avons icelle, tant pour Nous que pour nos héritiers, successeurs, Royaumes, pays, terres, seigneuries et sujets acceptée et approuvée, ratifiée et confirmée; et par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, et le tout promettons, en foi et parole de Roi, sous l'obligation et hypothèque de tous et un chacun nos biens, présents et à venir, garder et observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement, en quelque sorte et manière que ce soit. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Versailles de douzième jour du mois de juin, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-sept, et de notre règne le treizième.

Signé: LOUIS,

et plus bas,

le Comte DE MONTMORIN.

1787 *Traité de navigation et de commerce entre*
 11 JANV. *Sa Majesté le Roi de France et Sa Majesté*
l'Impératrice de toutes les Russies; conclu
à St. Pétersbourg le ^{31. Décembre 1786.}_{11. Janvier 1787.}

[DE STECK *Essai sur les Consuls* p. 184. et se trouve en Allemand dans *Hamb. Adress-Comtoir* 1787. n. 48-51. (FABRI) *Hist. Geogr. Monatsschrift* 1. Stück, et dans *Niederelb. Magazin* B. I. St. V. p. 475.]

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Maj. le Roi de France et Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies désirant encourager le commerce et la navigation directe entre leurs sujets respectifs, par la confection d'un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, ont choisi et nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sieur Louis Philippe, Comte de Ségur, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de St. Louis, Commandeur des Ordres de St. Lazare et de Notre Dame du Mont-Carmel, membre de l'association Américaine de Cincinnatus, Colonel de Dragons, Son Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies; et Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies, le Sieur Jean Comte d'Osternann, Son Vice-Chancelier, Conseiller privé actuel, Sénateur et Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre-Newsky, Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la première classe et de Ste. Anne; le Sieur Alexandre Comte de Woronzow, Conseiller privé actuel, Sénateur, Président du collège de commerce, Chambellan actuel et Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre-Newsky, et Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; le Sieur Alexandre Comte de Bezborodko, premier Maître de Sa Cour, Conseiller privé, Directeur général des postes, et Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre-Newsky, et Grand Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; et le Sieur
 Arcadi

Arcadi de Marcoff, Conseiller d'état actuel, Membre du collège des affaires étrangères, et Grand-Croix de l'Ordre de St. Wladimir de la seconde classe. Lesquels Plénipotentiaires après s'être respectivement communiqué leurs pleinpouvoirs, sont entrés en conférence, et ayant mûrement discuté la matière, ont conclu et arrêté les Articles suivans : 1787

ART. -I.

Il y aura une paix perpétuelle, bonne intelligence ^{Amitié.} et sincère amitié entre S. M. le Roi de France et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, leurs héritiers et successeurs de part et d'autres, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs. A cet effet, les hautes Parties contractantes s'engagent tant pour Elles mêmes, que pour leurs héritiers et successeurs, et leurs sujets, sans aucune exception, non seulement à éviter tout ce qui pourrait tourner à leur préjudice respectif, mais encore à se donner mutuellement des témoignages d'affection et de bienveillance, tant par terre que par mer et dans les eaux donces, à s'entraider par toutes sortes de secours et de bons offices, en ce qui concerne le commerce et la navigation.

ART. II.

Les sujets François jouiront en Russie, ainsi que les sujets Russes en France, d'une parfaite liberté de commerce, conformément aux loix et réglemens qui subsistent dans les deux Monarchies, sans qu'on puisse les troubler ni inquiéter en aucune manière. ^{Liberté du commerce.}

ART. III.

Une parfaite liberté de conscience sera accordée ^{Religion.} aux sujets François en Russie, conformément aux principes d'une entière tolérance qu'on y accorde à toutes les religions. Ils pourront librement s'acquitter des devoirs et vaquer au culte de leur religion, tant dans leurs maisons, que dans les églises publiques qui y sont établies, sans éprouver jamais la moindre difficulté à cet égard. Les sujets Russes en France jouiront également d'une parfaite liberté du culte de leur religion dans leurs propres maisons, à l'égal des autres nations qui ont des Traités de commerce avec la France.

1787

Droits,
franchi-
ses et
exem-
tions.

ART. IV.

Les deux Puissances contractantes accordent à leurs sujets respectifs, dans tous les pays de leur domination où la navigation et le commerce sont permis, les droits, franchises et exemptions, dont y jouissent les nations Européennes les plus favorisées, et veulent qu'en conséquence ils profitent de tous les avantages au moyen desquels leur commerce pourra s'étendre et fleurir, de façon cependant qu'à l'exception des susdits droits, franchises et prérogatives, autant qu'elles leur seront nommément accordées ci-dessous, ils soyent soumis dans leur commerce et trafic aux tarifs, ordonnances et loix établies dans les États respectifs.

ART. V.

Consuls.

Dans tous les ports et grandes villes de commerce des États respectifs, dont l'entrée et le commerce sont ouverts aux nations Européennes, les deux Puissances contractantes pourront établir des Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls, qui jouiront de part et d'autre des privilèges, prérogatives et immunités attachées à ces places, dans le pays de leur résidence; mais pour ce qui regarde le jugement de leurs affaires, et relativement aux Tribunaux des lieux où ils résident, ils seront traités comme ceux des nations les plus favorisées avec lesquelles les deux Puissances ont des Traités de commerce. Les susdits Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls, ne pourront point être choisis à l'avenir parmi les sujets nés de la Puissance chés laquelle ils doivent résider, à moins qu'ils n'ayent obtenu une permission expresse de pouvoir être accrédités auprès d'Elle en cette qualité. Au reste cette exception ne saurait avoir un effet retroactif à l'égard de ceux qui auroient été nommés aux susdites places avant la confection du présent Traité.

ART. VI.

Leur au-
torité.

Les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls des deux Puissances contractantes, auront respectivement l'autorité exclusive sur les équipages des navires de leur nation dans les ports de leur résidence, tant pour la police générale des gens de mer, que pour la discussion et le jugement des contestations qui pourront s'élever entre les équipages.

ART.

ART. VII.

1787

Lorsque les Sujets commerçans de l'une ou de l'autre des Puissances contractantes auront entre eux des procès ou autres affaires à régler, ils pourront, d'un consentement mutuel, s'adresser à leurs propres Consuls, et les décisions de ceux-ci seront non seulement valables et légales, mais ils auront le droit de demander, en cas de besoin, main forte au Gouvernement pour faire exécuter leur sentence. Si l'une des deux Parties ne consentait pas à recourir à l'autorité de son propre Consul, elle pourra s'adresser aux Tribunaux ordinaires du lieu de sa résidence, et toutes les deux seront tenues de s'y soumettre. En cas d'avarie sur un bâtiment françois, si les François seuls en ont souffert, les Consuls généraux, Consul ou Vice-Consul de France en prendront connoissance, et seront chargés de régler ce qui y aura rapport; de même si dans ce cas les Russes sont seuls à souffrir des avaries survenues dans un bâtiment Russe, les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls Russes en prendront connoissance, et seront chargés de régler ce qui aura rapport.

ART. VIII.

Toutes les affaires des marchands François trafiquans en Russie, seront soumises aux Tribunaux établis pour les affaires des négocians, où elles seront jugées promptement d'après les loix qui y sont en vigueur, ainsi que cela se pratique avec les autres nations qui ont des Traités de commerce avec la Cour de Russie. Les Sujets Russes dans les Etats de S. M. Très-Chrétienne seront également sous la protection des loix du Royaume, et traités à cet égard comme les autres nations qui ont des Traités de commerce avec la France.

ART. IX.

Les Sujets des hautes Parties contractantes pourront s'assembler avec leurs Consuls en corps de factorie, et faire entre eux, pour l'intérêt commun de la factorie, les arrangemens qui leur conviendront, en tant qu'ils n'aient rien de contraire aux loix, statuts et réglemens du pays ou de l'endroit où ils seront établis.

1787

ART. X.

Douanes
droit de
frêt ;
mon-
noye.

Les sujets des hautes Parties contractantes payeront pour leurs marchandises, les douanes et autres droit fixés par les tarifs actuellement en force, ou qui existeront à l'avenir dans les Etats respectifs; mais, pour encourager le commerce des sujets Russes avec la France, S. M. T. C. leur accorde en totalité l'exemption du droit de frêt établi dans les ports de son Royaume sur les navires étrangers; si ce n'est lorsque les navires Russes chargeront des marchandises de France dans un port de France, pour les transporter dans un autre port du même Royaume, et les y déchargeront, auquel cas les-dits navires acquitteront le droit dont il s'agit, aussi longtems que les autres nations seront obligées de l'acquitter. En réciprocité de cet avantage, S. M. Impériale voulant aussi de son côté promouvoir la navigation directe des sujets François avec ses Etats, leur accorde la prérogative de pouvoir acquitter les droits de douanes, dans toute l'étendue de son Empire, en monnoye courante de Russie, sans être assujettis à les payer comme ci-devant en rixdaler, de façon que pour chaque rixdaler il ne sera exigé d'eux que cent vingt cinq copeks; mais la susdite facilité n'aura point lieu dans le port de Riga, où les sujets Russes eux-mêmes doivent payer le droit de douane, pour toute espèce de marchandises, en rixdalers effectifs.

ART. XI.

Mar-
chandi-
ses ve-
nant des
ports de
la mer
noire.

Afin de favoriser encore plus particulièrement le commerce direct entre les Provinces méridionales des Etats respectifs, S. M. T. C. entend que les denrées et marchandises Russes venant des ports de la mer noire dans celui de Marseille ou autres, soyent exemptes du droit de vingt pour cent et de dix sous par livre, qui font ensemble trente pour cent que les étrangers sont obligés de payer pour les marchandises du Levant qu'il y introduisent, à condition que les Capitaines des bâtimens Russes fourniront la preuve authentique, par des certificats des Consuls ou Vice-Consuls de France, ou à leur défaut des donaniers ou juges locaux, que ces denrées ou marchandises sont du crû de la Russie, et ont été expédiées desdits ports,

ports, et non d'autres, non plus que d'aucune place de la domination de la Porte Ottomane. 1787

Il est convenu que les vaisseaux Russes, expédiés des ports de la mer noire ne pourront aborder que dans ceux de Marseille et de Toulon, les seuls où il soit permis de se présenter.

Quant aux droits qui se perçoivent dans les ports de la Méditerranée sur les vaisseaux et les marchandises étrangères, le Roi T. C. déclare que les bâtimens Russes venant de la mer noire, seront traités à l'égal des François.

En faveur de cet avantage S. M. Impériale s'engage à faire participer les negocians François à celui accordé à ses sujets par le sixième article de son Edit du 27. Sept. 1782., servant d'introduction au tarif général des douanes de Russie enoncées en ces termes: Quoique ce tarif général doive servir aussi pour tous nos ports situés sur la mer noire et sur celle d'Asoph, cependant nous diminuons dans lesdits ports, d'un quart les droits fixés par ce tarif, afin d'y encourager le commerce de nos sujets et des nations avec lesquelles nous stipulerons à cet égard des avantages réciproques, en compensation des prérogatives qu'elles accorderont à notre commerce; exceptant cependant de cette diminution les marchandises nommément spécifiées dans le présent tarif, comme devant payer les mêmes droits dans les ports de la mer noire, que dans les autres douanes de notre Empire, aussi bien que celles pour lesquelles le présent tarif détermine les droits particuliers dans les ports de la mer noire.

ART. XII.

Sa Majesté Très-Chrétienne pour contribuer de son mieux à l'extenſion du commerce et de la navigation directe des ſujets de ſa Maj. Impériale dans les Etats de ſa domination, leur accorde encore les avantages ſuivans: Droits sur les fers, ſuiſſe, cires, vins, ſavons.

1) Les fers de Russie en barres ou en assortiment, lorsqu'ils seront importés sur des vaisseaux François ou Russes, ne seront assujettis qu'aux mêmes droits que payent ou payeront les fers de la nation Européenne la plus favorisée.

2) Les ſuiſſe en pain, et

N 5

3) Les

1787 3) Les cires jaunes et blanches, en balles et en grain, venant de Russie jouiront d'une diminution de vingt pour cent sur les droits d'entrée que payent aujourd'hui en France les susdites denrées par le tarif actuel. Il est entendu que cette diminution n'aura lieu que lorsque ces denrées seront transportées sur des navires François ou Russes.

En compensation de cet avantage, S. M. l'Impératrice de Russie accorde

1) Que tous les vins de France, hors ceux de Bourgogne et de Champagne, qui seront importés en Russie par les ports de la mer Baltique et de la mer blanche, sur des navires François ou Russes, et pour le compte des sujets respectifs, y jouiront d'une diminution des trois roubles de droits d'entrée sur chaque oxhossit ou barrique de deux cent quarante bouteilles, de manière qu'au lieu de quinze roubles qu'en vertu du tarif général ces vins ont payé jusqu'ici par oxhossit, ils ne payeront à l'avenir que douze roubles, et lorsque cesdits vins entreront en Russie par les ports de la mer noire et sous la même condition d'être propriété Française ou Russe, et chargés sur des navires appartenans à l'une ou à l'autre nation, ils jouiront, outre la diminution susdite du bénéfice de vingt-cinq pour cent que le tarif général accorde pour l'encouragement du commerce des ports de la mer noire, et par conséquent les droits d'entrée de ces vins y seront réduits à neuf roubles par oxhossit; et s'ensuit qu'anssiôt que les vins en question cesseront d'être propriété Française ou Russe ou qu'ils seront importés dans les ports de Russie sur des navires étrangers, ils ne pourront plus participer aux avantages susmentionnés, mais ils seront strictement assujettis au tarif général.

2) Les vins de Champagne et de Bourgogne jouiront d'une diminution de dix copeks par bouteille, de droits d'entrée, dans les ports de la mer Baltique et de la mer blanche; de sorte que le premier de ces vins qui, d'après le tarif général a payé jusqu'ici soixant copeks par bouteille, ne payera plus que cinquante copeks, et l'autre sera porté de cinquante à quarante copeks par bouteille. Il sera, outre

contre cela, accordé à ces vins, en sus de ladite diminution, le bénéfice de vingt cinq pour cent pour les ports de la mer noire moyennant lequel les droits d'entrée pour la Champagne, y seront réduits à trente sept et demi copeks par bouteille, et ceux de Bourgogne à trente copeks par bouteille; dans l'un toute fois comme dans l'autre cas, cette importation se fera également sur des navires François ou Russes et pour le compte des sujets respectifs puisque si ces vins n'étaient pas de la propriété de l'une ou de l'autre nation, ou qu'ils fussent importés sur des navires étrangers, ils seraient absolument soumis au tarif général.

- 3) Les savons de Marseille, que les sujets François importeront dans les Etats de Russie, jouiront pareillement d'un diminution de droits; de sorte qu'au lieu de six roubles par poud qu'ils ont payés jusqu'à présent, ils ne seront plus soumis qu'à la même taxe que payent actuellement les savons pareils de Venise et de Turquie, savoir un rouble par poud.

ART. XIII.

Le but des hautes Parties contractantes, en accordant les avantages stipulés dans les Articles précédens 10. 11. et 12. étant uniquement d'encourager le commerce et la navigation directs entre les deux monarchies, les sujets respectifs ne jouiront desdites prérogatives et exemptions, qu'à condition de prouver la propriété de leurs marchandises par des certificats en due forme, et les deux Puissances contractantes s'engagent réciproquement à publier chacune de son côté une défense expresse à leurs sujets d'abuser de ces avantages, en se donnant pour propriétaires de navires ou de marchandises qui ne leur appartiendraient pas, sous peine à celui ou à ceux qui auraient ainsi fraudé les droits, en prêtant leur nom à quelqu'autre négociant étranger, d'être traités selon la rigueur des loix et réglemens émanés à cet égard dans les Etats respectifs.

Preuve
de la
pro-
priété.

ART. XIV.

Pour constater la propriété Russe des marchandises importées en France, on devra produire des certificats des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls

Certifi-
cats des
Consuls.

Consuls

1787 suls de France, résidans en Russie, rédigés en dûe forme; mais si le navire a fait voile d'un port, où il n'y ait pas de Consul général, Consul ou Vice-Consul de France, on se contentera d'un certificat de la douane ou du Magistrat du lieu d'où le navire aura été expédié. Lesdits Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls ne pourront rien exiger au delà d'un rouble pour l'expédition, soit d'un tel certificat, soit d'un acquit à caution ou autre document nécessaire; pour constater pareillement la propriété Françoisse des marchandises importées en Russie, on devra produire des certificats en dûe forme des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie résidans en France; mais si le navire a fait voile d'un port où il n'y ait pas de Consul général, Consul ou Vice-Consul de Russie, on se contentera de pareils certificats, soit du Magistrat du lieu, soit de la douane ou de telle autre personne préposée à cet effet. Les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie en France ne pourront rien exiger au delà de la valeur d'un rouble réduit en monnoye de France, pour l'expédition d'un tel certificat ou autre document de cette espèce.

ART. XV.

Exemption des
Consuls
non naturalisés

Les hautes Parties contractantes conviennent que leurs Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls, négocians et marchands qui ne seront point naturalisés, jouiront réciproquement dans les deux Etats de toutes les exemptions d'impôts et charges personnelles dont jouissent ou jouiront dans les mêmes Etats les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls, négocians et marchands de la nation la plus favorisée.

Les sujets respectifs qui obtiendront des lettres de neutralité ou le droit de bourgeoisie, soit en France, soit en Russie, seront tenus à supporter les mêmes charges et taxes imposées sur les sujets nés de l'Etat, attendu qu'ils jouiront aussi d'une parfaite égalité d'avantages avec ceux-ci.

ART. XVI.

Droit
d'Ambai-
ne, suc-
cessions,
mineurs

Les nations qui sont liées avec la France par des Traités de commerce, étant affranchies du droit d'ambaine dans les Etats de S. M. T. C. Elle consent que les

les sujets Russes ne soient pas réputés aubains en France; et conséquemment ils seront exempts du droit d'aubaine ou autre droit semblable, sous quelle dénomination qu'il puisse être: ils pourront librement disposer par testament, donation ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, et lesdits biens délaissés par la mort d'un sujet Russe, seront dévolus sans le moindre obstacle à ses héritiers légitimes par testament ou ab intestat, soit qu'ils résident en France ou ailleurs, sans qu'ils aient besoin d'obtenir les lettres de neutralité, et sans que l'effet de cette concession puisse leur être contesté ou empêché, sous quelque prétexte que ce soit. Ils seront également exempts du droit de détraction ou autre de ce genre, aussi longtemps qu'il n'en sera point établi de pareils dans les Etats de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies. Les susdits héritiers présens ainsi que les exécuteurs testamentaires pourront se mettre en possession de l'héritage dès qu'ils auront légalement satisfait aux formalités prescrites par les loix de S. M. T. C., et ils disposeront selon leur bon plaisir de l'héritage qui leur sera échü, après avoir acquitté les autres droits établis par les loix et non désignes dans le présent Article.

Mais si les héritiers étaient absens ou mineurs, et par conséquent hors d'état de faire valoir leurs droits, dans ce cas l'Inventaire de toute la succession devra être fait sous l'autorité des juges du lieu par un notaire public, accompagné du Consul ou Vice-Consul de Russie, s'il y en a un dans l'endroit, et sous l'inspection du procureur du Roi ou du procureur fiscal, et s'il n'y avoit pas de Consul ou Vice-Consul dans l'endroit, on appellera comme témoins deux personnes dignes de foi. Après ce préalable, la succession sera déposée entre les mains du Consul ou Vice-Consul, ou à son défaut, entre les mains de deux personnes désignées par le procureur du Roi ou le procureur fiscal, afin que lesdits biens soient gardés pour les légitimes héritiers ou véritables propriétaires. En cas qu'il y ait des mineurs, et qu'il ne se présentât en France aucun parent qui pût remplir par provision la tutelle ou curatelle, elle sera confiée au Consul ou Vice-Consul de Russie, ou à son défaut à une personne désignée

1787 désignée par le procureur du Roi ou le procureur fiscal, jusqu'à ce que les parens du défunt aient nommé un tuteur ou curateur; dans le cas où il s'éleverait des contestations sur l'héritage d'un Russe mort en France, les Tribunaux du lieu où les biens du défunt se trouveront, devront juger le procès suivant les loix de la France.

Quoique les Russes doivent jouir en France de tous les droits attachés à la propriété, de même que des François, et l'acquérir par les mêmes voyes légittimes, sans avoir besoin de lettres de naturalité pendant le temps de leur séjour dans le Royaume, ils ne pourront néanmoins, conformément aux loix établies pour les étrangers, posséder aucun office, dignités, bénéfices, ni remplir aucune fonction publique, à moins d'avoir obtenu des lettres parentes à ce nécessaires, dûment enregistrées dans les cours souveraines du Royaume.

Bien que le droit d'aubaine n'existe pas en Russie, S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, afin de prévenir tout doute quelconque à cet égard, s'engage à faire jouir, dans toute l'étendue de son Empire, les sujets du Roi Tres-Chrétien d'une entière et parfaite réciprocité, relativement aux stipulations renfermées dans le présent Article.

ART. XVII.

Visite d.
nav.
mar-
chands.

Pour prévenir les fraudes des droits de douane, soit par la contrebande, soit de quelque autre manière, les hautes Parties contractantes conviennent réciproquement, que, pour tout ce qui regarde la visite des navires, marchands, les déclarations des marchandises, le temps de les présenter, la manière de les vérifier, et en général pour tout ce qui concerne les précautions à prendre contre la contrebande et les peines à infliger aux contrebandiers, l'on observera dans chaque pays, les loix, réglemens et coutumes qui y sont établis ou qu'on y établira à l'avenir. Dans tous les cas susmentionnés les deux Puissances contractantes s'engagent réciproquement à ne pas traiter les sujets respectifs avec plus de rigueur que ne le sont leurs propres sujets lorsqu'ils tombent dans les mêmes contraventions.

ART.

ART. XVIII.

1787

Lorsque les navires François ou Russes seront obligés, soit par des tempêtes, soit pour se soustraire à la poursuite des ennemis ou de quelque pirate, ou enfin pour quelque autre accident, de se réfugier dans les ports des Etats respectifs, ils pourront s'y radouber, se pourvoir de toutes les choses nécessaires et se mettre en mer librement, sans subir la moindre visite, ni payer aucuns droits de douane ni d'entrée, excepté seulement les droits de fanaux et de ports, pourvu que pendant leur séjour dans ces ports, on ne tite aucune marchandise desdits navires, encore plus qu'on n'expose quoi que ce soit en vente; mais si le Maître ou Patron d'un tel navire ingeoit à propos de vendre quelque marchandise, il sera tenu de se conformer aux loix, ordonnances et tarifs de l'endroit où il aura abordé.

Exemptions en cas de nécessité

ART. XIX.

Les vaisseaux de guerre des deux Puissances contractantes trouveront également dans les Etats respectifs, les rades, rivières, ports et havres ouverts, pour entrer ou sortir, demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera nécessaire, sans subir aucune visite, en se conformant aux loix générales de police, et à celles des bureaux de santé établis dans les Etats respectifs. Dans les ports fortifiés des villes où il y a garnison, il ne pourra pas entrer plus de cinq vaisseaux de guerre à la fois, à moins qu'on n'en ait obtenu la permission pour un plus grand nombre. On facilitera auxdits vaisseaux de guerre les moyens de se ravitailler et radouber dans les ports respectifs, en leur fournissant les vivres et rafraichissemens au prix courant, francs et libres de droits de douane, ainsi que les agrès, bois, cordages et apparaux qui leur seront nécessaires, au prix courant des arsenaux des Etats respectifs, autant que le besoin pressant de l'Etat n'y mettra point un obstacle légitime.

Vaisseaux de guerre.

ART. XX.

Les hautes Parties contractantes, pour éviter toutes les difficultés auxquelles les différens pavillons et les différens grades des Officiers donnent lieu, lorsqu'il est question des saluts en mer ou à l'entrée des ports,

Salut de mer abol.

1787 ports, sont convenues de déclarer qu'à l'avenir les saluts n'auront plus lieu ni en mer, ni à l'entrée des ports entre les vaisseaux des deux nations, de quelque espèce qu'ils soyent, et quel que soit le grade des Officiers qui les commanderont.

ART. XXI.

Vais-
seaux de
guerre
non sai-
sies.

Aucun vaisseau de guerre d'une des Puissances contractantes, ni personne de son équipage, ne pourra être arrêté dans les ports de l'autre Puissance. Les commandans desdits vaisseaux devront s'abstenir scrupuleusement de donner aucun asyle sur leurs bords aux deserteurs, contrebandiers, fugitifs, quels qu'ils soyent, criminels ou malfaiteurs et ne devront faire aucune difficulté de le livrer à la réquisition du Gouvernement.

ART. XXII.

Exem-
tion de
saisie.

Aucun bâtiment marchand des sujets respectifs, ni personne de son équipage ne pourra être arrêté, ni les marchandises saisies dans les ports de l'autre Puissance, excepté le cas de saisie ou d'arrêt de justice, soit pour dettes personnelles contractées dans le pays même par les propriétaires du navire ou de sa cargaison, soit pour avoir reçu à bord des marchandises déclarées contrebande par le tarif des douanes, soit pour y avoir recélé des effets qui y auraient été cachés par des banqueroutiers ou autres débiteurs, au préjudice de leurs créanciers légitimes, soit pour avoir voulu favoriser la fuite ou l'évasion de quelque deserteur des troupes de terre ou de mer, de contrebandier ou de quelqu'autre individu que ce soit, qui ne serait pas muni d'un passeport légal, de tels fugitifs devant être remis au Gouvernement, aussi bien que les criminels qui auraient pu se réfugier sur un tel navire; mais le Gouvernement, dans les Etats respectifs, apportera une attention particulière à ce que lesdits navires ne soyent pas retenus plus longtems qu'il ne sera absolument nécessaire. Dans tous les cas susmentionnés, ainsi qu'à l'égard des délits personnels, chacun sera soumis aux peines établies par les loix du pays où le navire et l'équipage auront abordé, et l'on y procédera selon les formes judiciaires de l'endroit où le délit aura été commis.

ART.

ART. XXIII.

1787

Si un matelot déserte de son vaisseau, il sera livré à la réquisition du Maître ou Patron de l'équipage auquel il appartiendra, et en cas de rébellion, le propriétaire du navire ou le Patron de l'équipage pourra réquérir main forte pour ranger les revoltés à leur devoir, ce que le Gouvernement, dans les Etats respectifs, devra s'empresse de lui accorder, ainsi que tous les secours dont il pourrait avoir besoin pour continuer son voyage sans risqué et sans retard.

Matelots
deser-
teurs.

ART. XXIV.

Les navires de l'une des hautes Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être contraints, en temps de guerre, de servir dans les flottes ou escadres de l'autre, ni de se charger d'aucun transport.

Embar-
tes.

ART. XXV.

Les vaisseaux François ou Russes, ainsi que leur équipage, tant matelots que passagers, soit nationaux, soit même sujets d'une Puissance étrangère, recevront dans les Etats respectifs toute l'assistance et protection qu'on doit attendre d'une Puissance amie et aucun individu appartenant à l'équipage dedit navires, non plus que les passagers, ne pourra être forcé d'entrer, malgré lui, au service de l'autre Puissance; ne pourront cependant rester à l'abri de cette dernière franchise, les sujets de chacune des deux Puissances contractantes qui se trouveront à bord appartenans à l'autre; lesquels sujets elles seront toujours libres de réclamer.

Equipa-
ge et
passa-
gers.

ART. XXVI.

Lorsqu'une des hautes Parties contractantes sera en guerre contre d'autres Etats, les sujets de l'autre Puissance contractante n'en continueront pas moins leur navigation et leur commerce avec ces mêmes Etats, pourvu qu'ils s'astreignent à ne point leur fournir les effets réputés contrebande, comme il sera spécifié ci-après. S. M. T. C. saisit avec plaisir cette occasion de faire connoître la parfaite conformité de ses principes sur le cas dont il s'agit, avec ceux que S. M. l'Impératrice de toutes les Russies a manifestés pour la sûreté et l'avantage du commerce des nations neutres, dans sa déclaration du 28. Févr. 1780.

Quand
on
est
en
guerre
avec
un
Etat
neutre.

1787

ART. XXVII.

Princi-
pes de la
naviga-
tion
neutre.

Les hautes parties contractantes s'engagent en conséquence, lorsqu'elles seront en guerre avec quelque Puissance que ce soit, à observer scrupuleusement les principes fondamentaux des droits du commerce et de la navigation marchande des peuples neutres, et nommément les quatre axiomes suivans :

- 1) Que les vaisseaux neutres pourront naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre.
- 2) Que les effets appartenans aux sujets des Puissances en guerre, seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception de la contrebande de guerre, comme il sera détaillé ci-après.
- 3) Que, pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accordera cette dénomination qu'à celui qui sera attaqué par un nombre de vaisseaux proportionné à la force de la place, et qui en seront suffisamment proches, pour qu'il y ait un danger évident d'entrer dans ledit port.
- 4) Que les vaisseaux neutres ne pourront être arrêtés que sur de justes causes et des faits évidens; qu'ils seront jugés sans retard; que la procédure sera uniforme, prompte et légale; et qu'entre les dédommagemens qu'on accordera toujours à ceux qui en auront souffert sans avoir été en faute, il sera donné une satisfaction complète, pour l'insulte faite au pavillon.

ART. XXVIII.

Condui-
te en-
vers l'P.
neutre.

En conséquence de ces principes, les hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement, en cas que l'une d'entre Elles fût en guerre contre quelque Puissance que ce soit, de n'attaquer jamais les vaisseaux de ses ennemis, que hors de la portée du canon des côtes de son allié. Elles s'obligent de même mutuellement d'observer la plus parfaite neutralité dans les ports, havres, golfes et autres eaux comprises sous le nom d'eaux closes, qui leur appartiennent respectivement.

ART. XXIX.

Contre-
bande.

On comprendra sous le nom de marchandises de contrebande de guerre ou défendues, les armes à feu, et les munitions, et les

canon, arquebuses, fusils, mortiers, pétards, bombes, 1787
grenades, faucilles, cercles poisses, alûtes, fourchettes,
bandoulières, poudre à canon, mèches, salpêtre, bal-
les, piques, épées, morions, casques, cuirasses, hel-
mebardes, javelines, fourreaux de pistolets, baudriers,
selles et brides et tous autres semblables genres d'ar-
mes et d'instrumens de guerre servans à l'usage des
troupes. On en excepte cependant la quantité qui
peut être nécessaire pour la défense du navire et de
ceux qui en composent l'équipage.

Mais tous les effets et marchandises qui ne sont
pas nommément spécifiés dans le présent Article, pas-
seront librement sans être assujettis à la moindre diffi-
culté, et ne pourront jamais être réputés munitions
de guerre ou navales, ni sujets par conséquent à être
confisqués.

ART. XXX.

Quoique, par l'Art. XXIX., la contrebande de vais-
sance soit si clairement exprimée que tout ce qui n'y ^{seaux}
est pas nommément spécifié, doit être entièrement ^{con-}
libre et à l'abri de toute saisie; cependant les hautes ^{struits}
Parties contractantes voulant ne laisser aucun doute ^{ou aches}
sur de telles matières, jugent à propos de stipuler ^{tes ches}
qu'en cas de guerre de l'une d'entre Elles, contre ^{les P.}
quelqn'autre Etat que ce soit, les sujets de l'autre Puis- ^{bellig.}
sance contractante qui sera restée neutre dans cette
guerre, pourront librement acheter ou faire construire
pour leur propre compte et en quelque temps que ce
soit, autant de navires qu'ils voudront chés la Puis-
sance en guerre avec l'autre Partie contractante, sans
être assujettis à aucune difficulté de la part de celle-
ci, à condition que lesdits navires soyent munis de
tous les documens nécessaires pour constater la pro-
priété légale des sujets de la Puissance neutre.

ART. XXXI.

Lorsqu'une des deux Puissances contractantes fera ^{visite à}
engagée dans une guerre contre quelqn'autre Etat, ses ^{navires}
vaisseaux de guerre ou armemens particuliers auront ^{escortés}
le droit de faire la visite des navires marchands appar- ^{ou non.}
tenans aux sujets de l'autre Puissance contractante qu'ils
rencontreront naviguans sans escorte sur les côtes ou
en pleine mer. Mais en même temps qu'il est expres-

1787 fément défendu à ces derniers de jeter aucun papier en mer dans un tel cas, il n'est pas moins strictement ordonné auxdits vaisseaux de guerre ou armateurs, de ne jamais s'approcher desdits navires marchands qu'à la distance au plus de la demi portée du canon: et afin de prévenir tout desordre et violence, les hautes Parties contractantes conviennent que les premiers ne pourront jamais envoyer au delà de deux ou trois hommes dans leurs chaloupes à bord des derniers, pour faire examiner les passeports et lettres de mer qui constateront la propriété des chargemens disdits navires marchands. Et pour mieux prévenir tous accidens, les hautes Parties contractantes sont convenues réciproquement de se communiquer la forme des documens et des lettres de mer, et d'en joindre les modèles aux ratifications.

Mais en cas que ces navires marchands fussent escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'Officier commandant de l'escorte, que lesdits navires n'ont à bord aucune contrebande de guerre, devra suffire pour qu'aucune visite n'ait lieu.

ART. XXXII.

Si le
vaisseau
ne porte
p. d.
contre-
bande.

Dès qu'il aura apparu, par l'inspection des documens des navires marchands rencontrés en mer, ou par l'assurance verbale de l'Officier commandant leur escorte, qu'ils ne sont point chargés de contrebande de guerre, ils pourront aussitôt continuer librement leur route.

Mais si malgré cela, lesdits navires marchands étaient molestés ou endommagés de quelque manière que ce soit par les vaisseaux de guerre ou armateurs de la Puissance belligérante, les commandans de ces derniers répondront en leurs personnes et leurs biens de toutes les pertes et dommages qu'ils auront occasionnés, et il sera de plus accordé une réparation satisfaisante pour l'insulte faite au pavillon.

ART. XXXIII.

Si le
vaisseau
est char-
gé de
contre-
bande.

En cas qu'un tel navire marchand ainsi visité en mer, eût à bord de la contrebande de guerre, il ne sera point permis de briser les écoutilles, ni d'ouvrir aucune caisse, coffre, malle, ballots ou tonneaux, ni déranger

déranger quoi que ce soit dudit navire. Le Patron dudit bâtiment pourra même, s'il le juge à propos, livrer sur le champ la contrebande de guerre à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire, sans retenir, molester, ni inquiéter en aucune manière le navire ni l'équipage, qui pourra dès ce moment même, poursuivre sa route en toute liberté. Mais s'il refuse de livrer la contrebande de guerre dont il serait chargé, le capteur aura seulement le droit de l'emmener dans un port où l'on instruira son procès devant les juges de l'amirauté, selon les loix et formes judiciaires de cet endroit, et après qu'on aura rendu là-dessus une sentence définitive, les seules marchandises reconnues pour contrebande de guerre seront confisquées, et tous les autres effets non désignés dans l'Article XXIX. seront fidèlement rendu; il ne sera pas permis d'en retenir quoi que ce soit sous prétexte de frais ou d'amende.

Le Patron d'un tel navire, ou son représentant, ne sera point obligé d'attendre malgré lui la fin de la procédure; mais il pourra se remettre en mer librement avec son vaisseau, tout son équipage et le reste de sa cargaison, aussitôt qu'il aura livré volontairement la contrebande de guerre qu'il avait à bord.

ART. XXXIV.

En cas de guerre de l'une des hautes Parties contractantes contre quelqu'autre Etat, les sujets de ses ennemis qui se trouveront au service de la Puissance contractante qui sera restée neutre dans cette guerre, ou ceux d'entre eux qui seront naturalisés ou auront acquis le droit de bourgeoisie dans ses Etats, même pendant la guerre, seront envisagés par l'autre Partie belligérante, et traités sur le même pied que les sujets nés de la Puissance neutre, sans la moindre différence entre les uns et les autres.

ART. XXXV.

Si les navires des sujets des hautes Parties contractantes échouaient ou faisaient naufrage sur les côtes des Etats respectifs, on s'empressera de leur donner tous les secours et assistances possibles tant à l'égard des navires et effets, qu'envers les personnes qui composeront l'équipage. A cet effet on avisera le plus promptement possible.

1787 promptement, qu'il sera possible, le Consul ou Vice-Consul de la nation du navire naufragé, et on lui remettra, à lui ou à son Agent, la direction du sauvetage; et où il ne se trouverait ni Consul ni Vice-Consul, les Officiers préposés de l'endroit veilleront audit sauvetage; et y procéderont en tous point de la manière usitée à l'égard des sujets même du pays, en n'exigeant rien au delà des frais et droits auxquels ceux-ci sont assujettis en pareil cas sur leurs propres côtes, et on procédera de part et d'autre avec le plus grand soin, pour que chaque effet sauvé d'un tel navire naufragé ou échoué, soit fidèlement rendu au légitime propriétaire.

ART. XXXVI.

Procès
en ma-
tière ci-
ville.

Les procès et autres affaires civiles concernant les sujets commerçans respectifs, seront réglés et jugés par les Tribunaux du pays auxquels ressortissent les affaires du commerce des nations avec lesquelles les hautes Parties contractantes ont des traités de commerce. Ces Tribunaux leur rendront la plus prompte et la plus exacte justice, conformément aux loix et formes judiciaires prescrites aux susdits Tribunaux. Les sujets respectifs pourront confier le soin de leurs causes à tels avocats, procureurs ou notaires que bon leur semblera, pourvu qu'ils soyent avoués par le Gouvernement.

ART. XXXVII.

Contrats
par les
commis

Lorsque les marchands François et Russes feront enregistrer aux douanes respectifs leurs contrats ou marchés par ventes ou achats de marchandises par leurs commis, expéditeurs ou autres gens employés par eux, les douanes où ces contrats s'enregistreront, devront soigneusement examiner si ceux qui contractent pour le compte de leurs commettans; sont munis par ceux-ci d'ordre ou pleinpouvoirs en bonne forme, auquel cas lesdits commettans seront responsables comme s'ils avaient contracté eux-mêmes en personne; mais si lesdits commis, expéditeurs ou autres gens employés par les susdits marchands, ne sont pas munis d'ordres ou pleinpouvoirs suffisans, ils ne devront pas en être cru sur leur parole, et quoique les douanes soyent dans l'obligation d'y veiller, les contractans ne seront pas moins tenus de prendre garde eux-mêmes que les accords

accords ou contrats qu'ils feront ensemble, n'outrepas-
sent pas les termes de procurations ou pleinpouvoirs 1787
confiés par les propriétaires des marchandises; ces der-
niers n'étant tenus à répondre que de l'objet et de la
valeur énoncés dans leurs pleinpouvoirs.

ART. XXXVIII.

Les hautes Parties contractantes s'engagent réci-
proquement à accorder toute l'assistance possible aux Exécu-
sujets respectifs contre ceux qui n'auront pas rempli tion des
les engagemens d'un contrat fait et enrégistré selon les contrats.
loix et formes prescrites; et le Gouvernement de part
et d'autre emploiera, en cas de besoin l'autorité néces-
saire pour obliger les parties à comparoître en justice,
dans les endroits où lesdits contrats auront été con-
clûs et enrégistrés, et pour procurer l'exacte et entière
exécution de tout ce qu'on y aura stipulé.

ART. XXXIX.

On prendra réciproquement toutes les précau- Brae,
tions nécessaires pour que le brac soit confié à des
gens connus par leur intelligence et probité, afin de
mettre les sujets respectifs à l'abri du mauvais choix
des marchandises et des emballages frauduleux; et
chaque fois qu'il y aura des preuves suffisantes de mau-
vaise foi, contravention ou négligence de la part des
bracqueurs ou gens préposés à cet effet, ils en répon-
dront en leurs personnes et leurs biens seront obli-
gés de bonifier les pertes qu'ils auront causées.

ART. XL.

Les marchands François établis ou qui s'établi- Paye-
ront en Russie, peuvent et pourront acquitter les menas.
marchandises qu'ils y achètent, en la même monnoye con-
rante de Russie qu'ils recoivent pour leurs marchandi-
ses vendues, à moins que dans les contrats ou accords
faits entre le vendeur et l'acheteur, il n'ait été stipulé
le contraire: ceci doit s'entendre réciproquement de
même pour les marchands Russes établis ou qui s'éta-
bliront en France.

ART. XLI.

Les sujets respectifs auront pleine liberté de tenir Livres
dans les endroits où ils seront domiciliés, leurs livres de com-
merce.
de

1787 de commerce, en telle langue qu'ils voudront; sans que l'on puisse rien prescrire à cet égard; et l'on ne pourra jamais exiger d'eux de produire leurs livres de compte ou de commerce, excepté pour leur justification en cas de banqueroute ou de procès, mais dans ce dernier cas, ils ne seront obligés de présenter que les Actes nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire dont il sera question.

ART. XLII.

Banqueroute.

S'il arrivait qu'un sujet François établi en Russie, ou un sujet Russe établi en France, fit banqueroute, l'autorité des Magistrats et des Tribunaux du lieu sera requise par les créanciers pour nommer les curateurs de la masse auxquels seront confiés tous les effets, livres et papiers de celui qui aura fait banqueroute. Les Consuls et Vice-Consuls respectifs pourront intervenir dans ces affaires pour les créanciers et débiteurs de leur nation absens, en attendant que ceux-ci aient envoyé leurs procurations; et il sera donné copie des actes qui pourront intéresser les sujets de leur Souverain, afin qu'ils soyent en état de leur en faire parvenir la connaissance. Lesdits créanciers pourront aussi former des assemblées pour prendre entre eux les arrangements qui leur conviendront concernant la distribution de ladite masse. Dans ces Assemblées, le suffrage de ceux des créanciers qui auront à prétendre aux deux tiers de la masse sera toujours prépondérant, et les autres créanciers seront obligés de s'y soumettre; mais quant aux sujets respectifs qui auront été naturalisés ou auront acquis le droit de bourgeoisie dans les Etats de l'autre Puissance contractante, ils seront soumis en cas de banqueroute, comme dans toutes les autres affaires, aux loix, ordonnances et statuts du pays où ils seront naturalisés.

ART. XLIII.

Maisons des marchands exemptes de logement.

Les marchands François établis ou qui s'établiront en Russie, pourront bâtir, acheter, vendre et louer des maisons dans toutes les villes de l'Empire qui n'ont des privilèges municipaux ou droits de bourgeoisie contraires à ces acquisitions. Toutes maisons possédées et habitées par les marchands François à St. Pétersbourg, Moscou, Archangel, Cherson, Sevastopol et Théodo-

Théodosia, seront exemptes de tout logement aussi longtems qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux-mêmes; mais quant à celles qu'ils donneront ou prendront à loyer, elles seront assujetties aux charges et logemens prescrits pour ces endroits. Les marchands François pourront aussi s'établir dans les autres villes de l'Empire de Russie; mais les maisons qu'ils y bâtiront ou achèteront ne jouiront pas des exemptions accordées seulement dans les six villes dénommées ci-dessus; cependant si S. M. l'Impératrice de toutes les Russies jugeoit à propos par la suite de faire une ordonnance générale pour acquitter en argent la fourniture des quartiers, les marchands François y seront assujettis comme les autres.

1787

S. M. T. C. s'engage réciproquement à accorder aux marchands Russes établis ou qui s'établiront en France, la même permission et les mêmes exemptions qui sont stipulées par le présent Article en faveur des François en Russie, et aux mêmes conditions exprimées ci-dessus, en désignant les villes de Paris, Rouen, Bordeaux, Marseille; Cette et Toulon, pour y faire jouir les marchands Russes des mêmes prérogatives accordées aux François dans celles de St. Pétersbourg, Moscou, Archangel, Cherson, Sévastopol et Théodosia.

ART. XLIV.

Lorsque les Sujets de l'une des Puissances contractantes voudront se retirer des Etats de l'autre Puissance contractante, ils pourront le faire librement quand bon leur semblera, sans éprouver le moindre obstacle de la part du Gouvernement, qui leur accordera, avec les précautions prescrites, les passeports en usage pour quitter le pays et emporter librement les biens qu'ils auront apportés ou acquis, après s'être assuré qu'ils auront satisfait à toutes leurs dettes, ainsi qu'aux droits fixés par les lois, statuts et ordonnances du pays qu'ils voudront quitter.

Libre
émigra-
tion.

ART. XLV.

Afin de promouvoir d'autant mieux le commerce des deux nations, il est convenu que, dans le cas où la guerre surviendrait entre les hautes Parties con-

Cas de
rupture.

1787 tractantes, (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé de part et d'autre au moins l'espace d'une année après la déclaration de la guerre, aux Sujets commerçans respectifs, pour rassembler, transporter ou vendre leurs effets ou marchandises pour se rendre dans cette vue par tout où ils jugeront à propos; et s'il leur était enlevé ou confisqué quelque chose, sous prétexte de la guerre contre leur Souverain, ou s'il leur était fait quelque injustice durant la susdite année, dans les Etats de la Puissance ennemie, il sera donné à cet égard une pleine et entière satisfaction. Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des Sujets respectifs qui seraient au service de la Puissance ennemie: il sera libre aux uns et aux autres de se retirer dès qu'ils auront acquitté leurs dettes; et ils pourront avant leur départ disposer selon leur bon plaisir et convenance de ceux de leurs effets dont ils n'auraient pu se défaire, ainsi que des dettes qu'ils auraient à prétendre, leurs débiteurs étant tenus de les acquitter, comme s'il n'y avait pas eu de rupture.

ART. XLVI.

Durée du Traité. Le présent Traité d'amitié et de commerce durera douze années, et toutes les stipulations en seront religieusement observées de part et d'autre durant cet espace de temps. Mais comme les hautes Parties contractantes ont également à cœur de perpétuer les liaisons d'amitié et de commerce qu'elles viennent de contracter, tant entre Elles qu'entre leurs Sujets respectifs, Elles se réservent de convenir de sa prolongation ou d'en contracter un nouveau avant l'expiration de ce terme.

ART. XLVII.

Sa Majesté le Roi Très-Christien et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies s'engagent à ratifier le présent Traité, et les ratifications en bonne et due forme en seront échangées dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la date de sa signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé ledit Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait

Fait à St. Pétersbourg le trente un Décembre mil sept cent quatre vingt six (vieux style) et le onze Janvier mil sept cent quatre vingt sept (nouveau style). 1787

(L. S.) LOUIS PHILIPPE Comte de SEGUR.

(L. S.) Comte JEAN D'OSTERMANN.

(L. S.) Comte ALEXANDRE DE WORONZOW.

(L. S.) ALEXANDRE Comte de BEZBORODKO.

(L. S.) ARCADIE DE MARCOFF.

(Ce Traité a été ratifié de la part de la France le 15. Mars 1787. voyez DE STUCK L. c. p. 220.)

Formulaire des passeports et lettres de mer qui se doivent donner dans les amirautés respectives des Etats des deux hautes Parties contractantes, aux vaisseaux et bâtimens qui en sortiront, conformément à l'Article XXXI. du présent Traité, savoir ;
de la part du Roi de France :

Congé

N.

Pour les vaisseaux François.

N. N. — A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Savoir faisons que nous avons donné congé et passeport à N. — Maître du bâtiment François du lieu de N. — nommé N. — du port de N. — tonneaux ou environ, éteint au port et havre de N. — de s'en aller au port et havre de N. — chargé de N. — après que visiteation dudit navire et de son chargement aura été bien et dûment faite; et à la charge de se conformer aux ordonnances et réglemens de Sa Majesté, sur les peines y portées. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, et à icelles fait apposer le sceau de nos armes, et contresigner par le Secrétaire général de la marine. Délivré à — le — 17 —

Pour l'étranger.

N. N. — à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Savoir faisons que nous avons permis à N.

1787 à N. — Maître du N. — nommé N. — du port de N. — ou environ, de sortir du port et havre de N. — où il est présentement, pour aller à N. — chargé de N. — après que la présente permission aura été enregistrée au greffe de l'amirauté, et la visite de son vaisseau faite à l'ordinaire. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armes, et contresigner par le Secrétaire général de la marine. Délivré à — le — du mois de 17 —

*Et de la part de l'Impératrice de toutes
les Russies.*

Par ordre de Sa Maj. Impériale Autocratrice de toutes les Russies etc. etc. etc.

D'autant que le nommé N. — porteur de la présente, Maître du navire marchand Russe N. — en conformité d'un acquit à lui délivré par la douane de N. — veut mettre à la voile pour la ville de N. — avec son équipage, savoir, pilote, matelots, mousses, ayant à bord — en or et en argent. En conséquence nous enjoignons aux Commandans des ports et vaisseaux de S. M. de donner libre passage audit Maître N. — et à son équipage.

En foi de quoi nous avons fait expédier le présent passeport sous le sceau du collège de l'amirauté. Donné etc.

*Formule de certificat de la douane de
St. Pétersbourg.*

Par ordre de Sa Maj. Impériale Autocratrice de toutes les Russies etc. etc. etc.

La douane de S. M. Impériale à St. Pétersbourg, en vertu d'un témoignage vérifié par Elle, certifie et fait foi par les présentes, que le navire N. — Maître N. — chargé à N. — pour N. — à l'adresse des Sieurs N. N. — négocians dudit lieu, a été effectivement construit en Russie, aux dépens de sujets Russes; qu'il a été chargé dans ce port pour le compte du Sieur N. — négociant de N. — et frété par le Sieur N. — négociant dudit lieu, à savoir:

83 bailes de chanvre, première sorte ou net, pesant 3233 pouds, pour le compte du Sieur N. — négociant de N. — 1787

776 barres de fer pesant 1275 pouds, pour le compte du Sieur N. — négociant de N. —

En Marchandises appartenantes au Maître et à l'équipage, et chargées pour leur compte, pour être vendues à N. — tant en tant.

En foi de quoi nous avons fait expédier le présent certificat signé de notre main, et muni du sceau de la douane Impériale de St. Pétersbourg. Donné etc.

La formule du certificat restant toujours la même, on a seulement ajouté sous les lettres B, C, D, E, F, quelques dénominations tirées de différens certificats, pour indiquer la différence des cargaisons.

Lettre B.

A savoir — — futailles ou lagounes de suif à savon, pesant — — pouds et — livres, pour le compte, etc.

Fer non travaillé, pesant — pouds et — livres, pour le compte, etc.

En marchandises appartenantes au Maître et à l'équipage, etc.

Lettre C.

A savoir, 95 futailles ou lagounes de suif à chandelle, pesant 896 pouds, 30 livres, pour le compte, etc.

500 ballots de toile ou lagounes de suif, 2 pièces par ballot, en tout 1000 pièces, pour le compte, etc.

En marchandises, etc.

Lettre D.

A savoir, petit cordage goudronné, 96 pouds, 36 livres.

942 kouls de froment de 8 tchetveriks le koul, etc.

112 bal-

1787 112 ballots de toiles à voiles, 2 pièces par ballot, en tout 224 pièces, etc.

4 pièces de ravendock à 50 archines la pièce faisant 200 archines, etc.

Lettre E.

597 barres de fer de Sibérie, pesant 1000 pouds, etc.

22 balles de chanvre, seconde sorte, pesant 982 pouds.

24 balles de chanvre, première sorte, pesant 975 pouds, 25 livres.

11 balles de chanvre, seconde sorte, pesant 513 pouds, 20 livres.

Lettre F.

A savoir, 1502 balles de chanvre, première sorte, pesant 13494 pouds, 28 livres.

15 rouleaux contenant 315 cuirs rouges, pesant 517 pouds, 29 livres.

Formule ordinaire des Connoissemens.

Le soussigné, Maître du navire N. — (*nom et surnom*) reconnoît avoir reçu du Sieur N. — (*nom et surnom*) les marchandises suivantes:

882 barres de fer pesant, 1000 pouds.

572 balles de chanvre, troisième sorte, ou demi net, pesant 21964 pouds, 10 livres.

174 balles de chanvre, seconde sorte, pesant 8116 pouds, 35 livres, qu'il délivrera à N. N.

Acquit de la douane de St. Pétersbourg.

Par ordre de Sa Maj. Impériale Autocratrice de toutes les Russies, etc. etc. etc.

Le nommé N. — Maître du navire N. — chargé pour N. — ayant dûment payé ses droits et charges à la douane, comparoîtra devant le collège de l'amirauté pour prendre son passeport, lequel lui ayant été expédié, il ne mettra à la voile qu'après s'être présenté

présenté à la douane de Cronstadt, sous commination d'être puni selon les loix, en cas de contravention. 1787
Donné, etc.

Attestat de l'amirauté de St. Pétersbourg, mis à la suite des certificats de la douane.

Le collège de l'amirauté atteste, que le certificat ci dessus a été délivré en effet au négociant N. — propriétaire du navire Russe N. — et enregistré dans les livres dudit collège, N. — sous sa signature et son sceau. Donné, etc.

Cet attestat est toujours signé par un des plus anciens membres du collège.

23.

*Convention explicative entre Sa Majesté le 15. Janv.
Roi de France et Sa Majesté le Roi de la
Grande-Bretagne, conclue à Versailles
le 15. Janvier 1787.*

(Nouvelles Extraord. 1787. n. 26. et 27. et se trouve dans DE STUCK sur les Consuls p. 467. et en Anglois dans Engl. Chronicle 1787. n. 1158. et dans Annual Register 1787. St. Pap. p. 65.)

Le Roi Très-Chrétien et le Roi de la Grande-Bretagne voulant, conformément aux Articles VI et XLIII, du Traité de navigation et de commerce, signé à Versailles le 26. Sept. 1786. éclaircir certains points, sur lesquels on s'est réservé de convenir, Leurs Majestés Très-Chrétienne et Britannique toujours disposées à resserver plus particulièrement l'heureuse intelligence qui les unit, ont nommé, pour cet effet, leurs Plénipotentiaires respectifs; savoir de la part de S. M. T. C. le Sieur Comte de Vergennes, Ministre et Secrétaire d'Etat, ayant le département des affaires étrangères; et Chef de son Conseil Royal des Finances; et de la part

1787 part de S. M. Britannique, le Sieur Guillaume Eden, Ministre de ses Conseils privés dans la Grande-Bretagne et en Irlande, Membre de son parlement Britannique, et son Envoyé-Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Maj. Très-Chrétienne, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans :

ART. I.

Droits
sur la
Clin-
caille-
rie, fer,
acier,
airain.

Leurs Majestés ayant statué dans l'Art. VI. du dit Traité, qu'on classera les droits sur la Clincaillerie et Tabletterie (en Anglois, *hardware, cutlery, cabinet-ware et turnery*,) et sur tous les ouvrages gros et menus de fer, d'acier, de cuivre, et d'airain, et que le plus haut droit ne passera pas dix pour cent de la valeur, il est convenu que la Tabletterie. (en Anglois, *cabinet-ware, et turnery*) et tout ce qui est compris sous ces dénominations, de même que les instrumens de musique, payeront dix pour cent de leur valeur. Tous les Articles composés de fer ou d'acier, purs ou mélangés, ou travaillés, ou montés avec d'autres substances, dont la valeur ne sera pas au dessus de 60. livres Tournois ou de 50. Schellings le Quintal, payeront seulement cinq pour cent de leur valeur: Et tous les autres objets, comme boutons, boîtes, couteaux, ciseaux, et tous les différens Articles compris dans la Clincaillerie. (en Anglois *hard-ware, et cutlery*,) ainsi que tous autres ouvrages de fer ou d'acier, de cuivre et d'airain, purs ou mélangés, ou travaillés, ou moulés avec d'autres substances, payeront dix pour cent de leur valeur.

Si l'un des deux Souverains juge à propos d'admettre les dits Articles, ou quelques uns seulement de quel'antre nation, à raison de leur utilité, sous un droit plus modéré, il fera participer au dit rabais les sujets de l'autre Souverain, afin qu'aucune nation étrangère n'ait sur ce point de préférence à leur préjudice.

Par les ouvrages de fer, d'acier, de cuivre et d'airain, on n'entend point le fer en barre et le fer gueuse, (en Anglois *bar-iron et pig-iron*) et en général aucune sorte de fer, d'acier de cuivre ou airain, qui sont dans l'état de matière première.

ART.

ART. II.

1787

Déclarations requises.

Leurs Majestés ayant aussi statué dans l'Art. VI., que pour d'autant mieux assurer la perception exacte des droits énoncés au tarif, payables sur la valeur des Marchandises. Elles conviendront entre Elles, non seulement de la forme des déclarations, mais aussi des moyens propres à prévenir la fraude sur la véritable valeur des dites denrées et marchandises; il est convenu que chaque déclaration sera donnée par écrit, et signée par le marchand, le propriétaire ou le facteur, qui répond des marchandises à leur entrée; laquelle déclaration contiendra un détail exact des dites marchandises et de leurs emballages, des Marques, numéros et chiffres du contenu de chaque ballot ou caisse, attestera qu'elles sont du produit du sol ou manufactures du Royaume d'où elles sont importées, et fera mention de la juste et véritable valeur des dites marchandises, afin d'en payer les droits en conséquence: Que les Officiers de la Douane, où la déclaration sera faite, auront la liberté de faire telle visite, qu'ils jugeront à propos, des dites marchandises, à leur descente à terre, non seulement pour constater les faits exposés dans la dite déclaration, que les marchandises sont le produit du pays y mentionné et que l'exposé de leur valeur et quantité est exact; mais aussi pour prévenir l'introduction clandestine d'autres marchandises dans les mêmes ballots ou caisses: Bien entendu cependant que les dites visites seront faites avec tous les égards possibles pour la commodité des commerçans, et pour la préservation des dites marchandises. Si les Officiers des Donanes ne sont pas contents de l'estimation faite dans la dite déclaration, de la valeur des dites marchandises, ils auront la liberté, avec le consentement du Chef de la Douane du port, ou de tel autre Officier nommé pour cet effet, de prendre les dites marchandises, suivant l'estimation faite par la déclaration, en accordant au marchand ou propriétaire un excédent de dix pour cent, et lui restituant ce qu'il pourrait avoir payé pour les droits sur les dites marchandises. Dans ce cas, le montant en sera payé, sans délai, par la Douane du port, s'il s'agit d'objets, dont la valeur n'excède pas 480 livres Tournois ou 20 livres Sterling; et dans quinze jours au plus tard, si leur valeur excède la dite Somme.

Tom. IV.

P

Et,

1787 Et, s'il arrive qu'il y ait des doutes, ou sur la valeur des dites marchandises, ou sur le pays dont elles sont le produit, les Officiers de la Douane du port donneront leur décision là-dessus avec la plus grande expédition possible; et le tems employé à cet effet n'excèdera, en aucun cas, l'espace de huit jours, dans les ports, où les Officiers, ayant la regie principale des droits, sont établis, ni celui de quinze dans quel autre port que ce soit.

Il est supposé et entendu que les marchandises admises par le présent Traité sont respectivement du crû du sol ou du produit des manufactures des Etats des deux Souverains en Europe.

Pour obliger les commerçans à être exacts dans les déclarations requises par le présent Article, ainsi que pour prévenir tout doute qui pourrait s'élever sur la partie de l'Art. X. du dit Traité qui porte: "Que; s'il y a une omission d'effets dans la déclaration fournie par le Maître du navire, ils ne seront pas sujets à la confiscation, à moins qu'il y ait une apparence manifeste de fraude," il est entendu, que dans un tel cas les dits effets seront confisqués, à moins que des preuves satisfaisantes ne soient données aux Officiers de la Douane, qu'il n'y avait aucune intention de fraude.

ART. III.

Mar-
ques au
bout des
toiles de
coton.

Pour prévenir l'introduction des toiles de coton manufacturées dans les Indes Orientales ou dans d'autres pays, comme si elles l'étaient dans les Etats respectifs des deux Souverains en Europe, il est convenu, que les toiles de coton, manufacturées dans lesdits Etats, pour être exportées de l'un chés l'autre, respectivement, auront, aux deux bouts de chaque pièce, une marque particulière, déterminée, de concert, par les deux Gouvernemens, tissée avec l'étoffe; de laquelle marque les Gouvernemens respectifs donneront avis, neuf mois d'avance, aux manufacturiers; et la dite marque sera changée de tems en tems, selon que le cas l'exigera. Il est convenu que, jusqu'à ce que la dite précaution puisse être mise en effet, les dites toiles de coton, exportées mutuellement, seront accompagnées d'un certificat des Officiers de la Douane.

ou

ou de tel autre Officier nommé à cet effet, pour attester, qu'elles ont été fabriquées dans le pays qui les exporte: et aussi qu'elles sont revêtues des marques déjà prescrites dans les pays respectifs, pour distinguer de telles toiles de celles qui viennent d'autres pays. 1787

ART. IV.

En réglant les droits sur les bâtistes et les linons, on a entendu, que leur largeur n'excèdera point, pour les bâtistes, sept huitièmes de verge, mesure d'Angleterre (environ trois quarts d'aune de France) et, pour les linons, une verge et un quart, mesure d'Angleterre (une aune de France:) Et si, dans la suite, on en fait d'une largeur qui excède celle-ci, ils payeront un droit de 10. pour cent de leur valeur, Bâtiste linons.

ART. V.

Il est également convenu, que ce qui est stipulé dans l'Art. XVIII. du Traité ne sera pas censé déroger aux privilèges, réglemens et usages déjà établis dans les villes ou ports des Etats respectifs des deux Souverains. Et aussi que par l'Art. XXV. du dit Traité on n'entend point qu'il ait rapport à autre chose, sinon aux vaisseaux suspects de porter, en tems de guerre, aux ennemis de l'une ou de l'autre des hautes Parties contractantes des Articles défendus, appelés de contrebande; et le dit Article ne pourra empêcher les visites des Officiers des Douanes pour prévenir le commerce illicite dans les Etats respectifs. Art. 18. et 25.

ART. VI.

Leurs Majestés ayant statué, par l'Art. XLIII. du dit Traité, de déterminer la nature et l'étendue des fonctions des consuls, "et qu'une convention, relative à cet objet, serait faite immédiatement après la signature du présent Traité, et serait censée en faire partie"; il est convenu qu'on rédigera cette convention ultérieure dans l'espace de deux mois, et qu'en attendant les Consuls généraux, les Consuls et les Vice-Consuls, se conformeront aux usages déjà pratiques, relativement aux Consulats dans les Etats respectifs des deux Souverains; et qu'ils auront tous les privilèges, droits et immunités, que leur qualité suppose, et

1787 et qui sont donnés aux Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de la nation la plus favorisée.

ART. VII.

**Poursuite d. de-
biteurs.** Il sera libre aux sujets de S. M. Britannique de poursuivre en France leur Débiteur, pour le recouvrement des dettes contractées dans les Etats de Sa dite Majesté, ou ailleurs en Europe, et d'y intenter action contre eux, en se conformant aux voyes usitées dans le Royaume; bien entendu que le même usage aura lieu pour les François dans les Etats Européens de S. M. Britannique.

ART. VIII.

**Ratifica-
tions.** Les Articles de la présente convention seront ratifiés et confirmés par S. M. T. C. et par S. M. Britannique, dans un mois, ou plutôt si faire se peut, après l'échange des signatures entre les Plénipotentiaires.

En foi de quoi nous, Ministres plénipotentiaires, avons signé la présente convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles le 15. Janvier 1787.

(L. S.) GRAVIER DE VERGENNES.

(L. S.) GME EDEN.

(Cette convention a été ratifiée par la France le 28. Janvier 1787. voyez l'acte de ratifications dans l. *Nouv. Extraord.* et d. *Stack l. c.*)

Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi des deux Siciles, souhaitant également pour le bien de leurs sujets, de resserrer les liens de la parfaite amitié qui les unit, et d'avancer les progrès de la navigation, du commerce et de l'industrie parmi leurs nations respectives, ont résolu de conclure entre Elles un Traité d'amitié, de navigation et de commerce. A l'effet de quoi elles ont choisi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: S. M. Impériale de toutes les Russies, le Sieur Jean Comte d'Ostermann, son Vice-Chancelier, Conseiller privé actuel, Sénateur et Chevalier des ordres de St. André, de St. Alexandre-Newsky, Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la première classe et de Ste. Anne; le Sieur Alexandre Comte de Woronzow, Conseiller privé actuel, Sénateur, Président du Collège de commerce, chambellan actuel et Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky et Grand Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; le Sieur Alexandre Comte de Bezborodko, premier Maître de sa Cour, Conseiller privé, Directeur général des postes et Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky, et Grand Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; et le Sieur Arcadi de Marcoff, Conseiller d'Etat actuel, Membre du Collège des affaires étrangères et Grand Croix de l'ordre de St. Wladimir de la seconde classe; et S. M. Sicilienne, le Sieur Don Antonin Maresca Donnorso Duc de Serracapriola, son Ministre Plénipotentiaire

P 3 auprès

1787 auprès de Sa dite Maj. l'Impératrice de toutes les Russies; lesquels après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les Articles suivans.

ART. I.

Amitié. Il subsistera entre S. M. Impériale de toutes les Russies d'un côté, et Sa Maj. des deux Siciles de l'autre, de même qu'entre leurs Etats et sujets respectifs une vraie, sincère et inviolable amitié, une paix solide et une bonne et parfaite intelligence, en vertu desquelles les deux Puissances contractantes Elles-mêmes, ainsi que leurs sujets sans exception, se traiteront dans toutes les occasions, tant par mer que par terre, et sur les eaux douces en bons amis, en se prêtant mutuellement toute aide et assistance possibles, surtout en ce qui concerne le commerce et la navigation.

ART. II.

Religion. Il sera accordé aux sujets des deux nations amies une parfaite liberté de conscience dans les états respectifs, de sorte qu'ils pourront exercer librement le culte de leur religion, ou dans leurs propres maisons, ou dans les endroits qu'il plaira à Leurs Majestés de leur désigner à cette fin, sans y être jamais troublés ni inquiétés d'aucune façon.

ART. III.

Traitements des sujets. Les sujets respectifs jouiront dans les Etats des Puissances contractantes de toutes les facilités, assistance et protection nécessaires au progrès du commerce réciproque, et sur le pied des nations favorisées, bien entendu, que dans tous les cas, où le présent Traité n'aura pas stipulé quelque exemption ou prérogative en faveur des sujets de l'une ou de l'autre Puissance contractante, ils devront respectivement se soumettre pour leur commerce et trafic aux tarifs, ordonnances et loix du pays où ils seront domiciliés.

ART. IV.

Libre commerce. En conséquence de quoi les sujets des deux Puissances contractantes pourront librement acheter, vendre, naviguer, et transporter leurs marchandises dans tous les ports, villes et rades des pays respectifs, dont l'entrée

l'entrée et la sortie ne sont pas défendues, en payant les douanes et autres droits, usités dans chaque endroit, et en se conformant aux réglemens et coutumes, établis pour tout ce qui concerne le transport des marchandises, soit par eau, soit par terre. 1787

ART. V.

Les sujets commerçans des deux hautes Parties contractantes payeront pour leurs marchandises les douanes et droits fixés dans les Etats-respectifs par les tarifs, qui existent ou qui existeront à l'avenir. Et Sa Maj. Impériale de toutes les Russies croit donner à S. M. Sicilienne une preuve bien convaincante de la faveur préponderante, dont Elle entend faire jouir dorénavant dans ses Etats le commerce des sujets Napolitains, en accordant à ceux-ci :

Droits à payer en Russie.

- 1) Le droit d'y pouvoir acquitter la douane en monnoye courante du pays, en évaluant le rixdaler à 125 copeks, sans être assujettis à la payer comme ci-devant en rixdalers effectifs excepté cependant la ville et le port de Riga, où d'après les ordonnances les sujets Russes mêmes acquittent ces droits en rixdalers.
- 2) Une diminution des droits d'entrée sur les vins du cru des deux Siciles que les sujets de S. M. Sicilienne importeront sur leurs propres vaisseaux, ou sur des vaisseaux Russes dans les ports de l'Empire de Russie; de sorte que ces vins ne payeront à l'avenir que 4 roubles 50 copeks par oxhossit à 6 ancras, mais pour pouvoir jouir de cette diminution ils produiront chaque fois des attestats des Consuls Russes, ou à leur défaut du Magistrat de l'endroit, ou des douanes, d'où ces vins auront été expédiés, et par lesquels il sera constaté qu'ils sont véritablement du cru des deux Siciles, et de la propriété des sujets Napolitains.

La même diminution sera aussi accordée aux sujets Russes, qui transporteront les vins des deux Siciles sur leurs propres vaisseaux, ou sur des vaisseaux Napolitains des Etats de S. M. Sicilienne dans ceux de l'Empire de Russie, et ils ne payeront point en transportant ces vins des droits de sortie plus forts, que les propres sujets Napolitains.

1787

ART. VI.

D. à
payer en
sicile.

En compensation de ces deux concessions importantes S. M. Sicilienne consent :

- 1) Que les cuirs de Russie, connus sous le nom de *Youchts*, le suif en chandelles ou en barriques, les cordages, les pelleteries et le caviar du cru et des fabriques Russes, qui seront importés par les vaisseaux respectifs des deux nations, jouissent dans tous les Etats de la domination d'une diminution de six pour cent des droits d'entrée, qui s'y payent en vertu des tarifs établis ou à établir; à condition qu'ils seront également obligés à prouver par des attestats en due forme, que ce sont véritablement des productions et marchandises Russes.
- 2) Que le set en barres ou en assortiment, toutes sortes de toiles de lin et de chanvre importés sur des vaisseaux Russes ou Napolitains ne payeront pas plus de droits d'entrée ou de douane dans les Etats de S. M. Sicilienne que n'y payent ou payeront à l'avenir les nations favorisées.

ART. VII.

Droits
d. l.
ports d.
l. mer
noire.

Par l'Art. VI. de l'Edit, qui est à la tête du tarif général de Russie, l'Impératrice accorde une diminution d'un quart des droits fixés par le susdit tarif en faveur des marchandises importées ou exportées par les ports de l'Empire, situés sur la mer noire, tant par ses propres sujets, que par ceux des nations avec lesquelles on stipulera quelque compensation à cet égard. Elle consent en conséquence, que les sujets Napolitains participent à l'entière teneur de l'Article VI. de l'Edit susmentionné et qu'ils jouissent de la prérogative, qui y est accordée nommément dans la port de Cherfon à l'embouchure du Dnieper et dans ceux de Sewastopol et Théodolia en Tauride.

En réciprocité de cet avantage S. M. Sicilienne accorde pareillement la diminution du quart des droits fixés par les tarifs et réglemens de douane sur toutes les marchandises, que les sujets Russes importeront directement des ports de leurs pays, situés sur la mer noire dans les Etats des deux Siciles, aussi bien que sur toutes celles, qu'ils exporteront des Etats de S. Maj. Sicilienne directement pour les ports susmentionnés

nés de la Russie. Mais les Sujets Russes ne jouiront de ce double avantage dans les Etats de S. M. Sicilienne qu'aussi longtems que les ports de Russie sur la mer noire conserveront la susdite prérogative, que le tarif général leur accorde actuellement. 1787

En même tems il a été convenu entre les hautes Parties contractantes, que les Sujets Russes n'entreront en possession de cet avantage dans les ports des deux Siciles que du moment, que les Sujets Napolitains seront dans le cas de jouir dans les ports Russes de la mer noire des avantages, stipulés en leur faveur par le présent Article.

ART. VIII.

Toutes les fois que les navires des Sujets Russes ou Napolitains seront obligés par des tempêtes, ou pour se soustraire à la poursuite de quelques pirates, ou aussi pour quelqu'autre accident, de se réfugier dans les ports des Etats respectifs, ils pourront s'y radoub, se pourvoir de toutes les choses nécessaires, et se remettre en mer librement sans subir la moindre visite, à condition pourtant que pendant leur séjour dans ces ports ils ne puissent rien tirer de leurs navires, ni exposer en vente, ni charger aucune marchandise. Et puisqu'en entrant dans lesdits ports sans intention d'y commercer, ils doivent être exemts de tout droit de douane, ils n'en seront pas moins tenus à acquitter ceux de mouillage, ancrage, fanal, carénage, de radoub et de lest, en se conformant en tout aux loix statuts et coutumes du lieu ou du port, où ils seront entrés. Retraite
en cas
de mal-
heur.

ART. IX.

Les vaisseaux de guerre des deux Puissances trouveront également les rades, rivières, ports et havres libres et ouverts pour entrer et sortir, demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités, en se conformant de même aux loix générales de police et à celles du bureau de santé, établies dans les Etats respectifs. Vais-
seaux de
guerre.

Dans les ports fortifiés des villes, où il y a garnison et nommément pour les Etats de S. M. Sicilienne, dans ceux de Gajetto et de Messine, il ne pourra entrer que quatre, et dans les autres, où il n'y a point de garnison, comme Baja, Augusta, et

1787 Siracuse, il ne pourra entrer que trois vaisseaux de guerre à la fois, à moins qu'on n'en ait demandé et obtenu la permission pour un plus grand nombre.

On ne facilitera pas moins auxdits vaisseaux de guerre les moyens de se ravitailler et radoubier dans les ports respectifs, en leur fournissant les vivres et rafraichissemens au prix courant; francs et quittes de douane, ainsi que les agrès, bois, cordages, apparaux au prix courant des arsenaux des deux Puissances, s'ils seront tirés de ceux-ci, mais en les achetant des particuliers, ils seront payés au prix, dont on sera convenu avec eux; bien entendu cependant, que le besoin pressant de l'Etat n'y mette un obstacle légitime.

ART. X.

Salut de
mer.

Quant au cérémonial du salut sur mer, les hautes Parties contractantes sont convenues de le régler selon les principes d'une parfaite égalité entre les couronnes. Ainsi lorsque les vaisseaux de guerre de l'une des Puissances se rencontreront en mer avec les vaisseaux de l'autre, on se reglera pour le salut d'après le grade des Officiers commandans ces vaisseaux; de façon que ceux d'un rang égal ne seront point obligés à se saluer du tout tandis que les vaisseaux, commandés par des Officiers d'un rang supérieur, recevront à chaque fois le salut des inférieurs, en le rendant coup pour coup. A l'entrée dans un port, où il y aura garnison, les vaisseaux des hautes Parties contractantes seront également tenus au salut d'usage, et il y sera répondu de même coup pour coup; excepté toute fois la résidence des Souverains respectifs, où selon ce qui est généralement reçu, ce salut ne sera point rendu de part et d'autre.

ART. XI.

Salut
d. vais-
seaux.

Aucun vaisseau de guerre ou bâtiment marchand, appartenant aux sujets de l'une des deux Puissances contractantes, ni personne de leur équipage ne pourra être arrêté, ni les marchandises saisies dans les ports de l'autre. Quant aux navires marchands en particulier cette clause ne s'étendra point aux saisies ou arrêts de justice provenant de dettes personnelles, contractées dans le pays même par les propriétaires d'un tel navire ou de sa cargaison; cas dans lequel il sera procédé

cédé selon les droits et les formes judiciaires; et à l'égard des délits personnels, chacun sera soumis aux peines, établies par les loix du pays où le navire et l'équipage auront abordé. 1787

ART. XII.

Les vaisseaux d'une des deux Puissances avec leur équipage, tant matelots que passagers, y compris les sujets d'une nation étrangère seront reçus avec l'assistance et la protection la plus marquée, et aucun de ceux, qui composent ledit équipage ne sera forcé de s'engager malgré lui au service de l'autre Puissance, excepté ses propres sujets, lesquels Elle fera en droit de réclamer. Pareillement on ne pourra forcer les susdits vaisseaux et navires quelconques à servir en guerre, ni à aucun transport contre son gré. Exemption de service naval.

ART. XIII.

Si un matelot deserte du vaisseau, il sera livré à la réquisition du Capitaine, et en cas de rébellion, le gouvernement réquis par le Consul ou Vice-Consul, et au défaut de ceux-ci, par le Capitaine du vaisseau, donnera main forte pour ranger les révoltés à leur devoir, en lui prêtant tous les secours, dont il pourra avoir besoin pour continuer son voyage sans risqué et sans retard. Matelots déser-teurs, rebelles.

ART. XIV.

Aucun vaisseau marchand de l'une ou de l'autre nation ne pourra donner retraite dans son bord aux deferteurs de terre ou de mer, ni aux contrebandiers, criminels ou malfaiteurs, et contre tous ceux qui y contreviendront, il sera procédé selon les usages et loix, établis à ce sujet dans chaque pays. Not afly-le sur le vaisseau marchand.

ART. XV.

Les Officiers commandans des vaisseaux de guerre ne donneront point d'azylo non plus sur leur bord à de pareils deferteurs criminels ou malfaiteurs, et dans les cas échéans, ils ne feront aucune difficulté de les livrer. Sur les vais-seaux de guerre.

ART. XVI.

En cas de naufrage les Consuls et Vice-Consuls, résidans sur les lieux, conjointement avec les gens de l'équi- Nau-seaux de frage.

1787 l'équipage auront exclusivement à toute autre personne le droit de faire sauver le vaisseau et les effets, pour être restitués en entier, aux propriétaires, après qu'on aura acquitté les justes frais de sauvetage, lesquels seront réglés avec économie et humanité, sans que rien ne puisse être retenu des effets recouvrés, sous prétexte d'anciennes coutumes ou droits, soit du Souverain des villes ou des particuliers.

Les Magistrats ou Officiers du pays, où le naufrage est arrivé, ne pourront s'ingérer dans le sauvement, si ce n'est que lorsqu'ils en seront réquis par l'équipage, ou par le Consul ou Vice-Consul, afin de faciliter ou d'accélérer l'opération du sauvetage et prévenir les désordres et infidélités, qui souvent l'accompagnent.

Les Tribunaux ou Magistrats du pays ne pourront rien exiger pour ces fonctions, et ils emploieront efficacement leur autorité pour faire châtier avec toute la sévérité possible ceux, qui se trouveront coupables de quelque désordre sur ce point.

Et quant aux droits de douane sur les effets naufragés, on se conformera de part et d'autre aux loix et ordonnances des pays, où le navire a échoué; et dans ce cas les hautes Parties contractantes s'engagent à traiter les sujets respectifs sur le pied des nations favorisées.

ART. XVII.

Com-
merce
neutre.

Lorsqu'une des deux Puissances contractantes sera en guerre avec d'autres Etats, la navigation et le commerce libre des sujets de l'autre avec ces mêmes Etats ne seront point pour cela interrompus, et c'est au contraire en ce cas, que les deux Couronnes intimement convaincues de la sagesse des principes, qui pour le bien général des peuples commerçans ont été fixés et arrêtés par l'acte d'accession, signé entre Elles à St. Pétersbourg le 10. Février 1783, déclarent d'en vouloir faire la règle immuable de leur propre conduite et d'y avoir recours en toute occasion, comme à des loix et stipulations, qui méritent un rang distingué dans le code de l'humanité.

ART. XVIII.

Princi-
pes du
com-
merce
neutre.

En conséquence elles s'appliquent ici immédiatement à Elles-mêmes les quatre axiomes importants, qui

qui pour le cas de la guerre ont été établis en faveur des droits de tous les peuples neutres en général, savoir: 1787

- 1) Que les vaisseaux neutres pourront naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre.
- 2) Que les effets appartenant aux sujets des Puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception de la contrebande de guerre.
- 3) Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accordera cette dénomination qu'à celui, où il y aura par la disposition de la Puissance qui l'attaque avec un nombre proportionné de vaisseaux suffisamment proches, un danger évident d'entrer.
- 4) Enfin que ces principes servant de règle dans les procédures et les jugemens sur la légalité des prises, ne dérogeront point aux Traités subsistans actuellement entre Leurs Majestés et d'autres Puissances, mais qu'ils les consolideront encore d'avantage.

ART. XIX.

Outre cela les deux hautes Parties contractantes, pour obvier à toute source de malentendus entre Elles, et pour s'avouer en même tems sur un principe intéressant du droit des gens, concernant la navigation des neutres sont convenues: que toutes les fois, que l'une d'entre Elles entrera en guerre avec une autre Puissance quelconque, Elle ne pourra point attaquer les vaisseaux ennemis, que hors de la distance de la portée du canon des côtes de l'autre Puissance, qui sera restée neutre.

Une neutralité parfaite sera conservée aussi dans les ports, havres, golfes et indistinctement dans toutes les eaux quelconques, qui leur appartiennent, et qui sont comprises sous la dénomination d'eaux closes.

ART. XX.

Les navires marchands des sujets respectifs, navigans seuls, et lorsqu'ils seront rencontrés ou sur les côtes ou en pleine mer par les vaisseaux de guerre ou armateurs particuliers de l'une ou de l'autre des deux Puissances contractantes, engagée dans une guerre avec quelqu'autre Etat, en subiront la visite; mais en même tems

*Eaux
closes
exemptes
d'hosti-
lités.*

*Visite
des vais-
seaux
non
escortés.*

1787 tems qu'il sera interdit en ce cas auxdits navires marchands de ne rien jeter de leurs papiers en mer, les vaisseaux de guerre ou armateurs susdits resteront de leur côté constamment hors de la portée du canon des navires marchands. Et pour obvier entièrement à tout désordre et violence, il est convenu, que les premiers ne pourront jamais envoyer au delà de deux ou trois hommes dans leurs chaloupes à bord des derniers pour faire examiner les passeports et lettres de mer, qui constateront la propriété et les chargemens de ces navires, supposé toute fois, que, si de tels navires marchands se trouvaient escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'Officier commandant l'escorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être envisagée comme pleinement suffisante et aucune visite n'aura plus lieu.

ART. XXI.

S'ils ne
portent
p.d. con-
treban-
de.)

Il n'aura pas sitôt apparu par les titres produits ou par l'assurance verbale de l'Officier commandant l'escorte, que les navires marchands ainsi rencontrés en mer, ne sont point chargés de contrebande, qu'il leur sera libre de continuer sans aucun empêchement ultérieur leur route, et les Commandans des vaisseaux de guerre ou armateurs de part et d'autre, qui se seront permis ce non obstant de molester ou d'endommager d'une façon quelconque les navires en question, seront obligés d'en répondre en leurs personnes ou leurs biens, outre la réparation due à l'insulte, fait au pavillon.

ART. XXII.

S'il est
surpris
en con-
treban-
de.

Que si par contre un navire visité se trouvait surpris en contrebande de guerre, l'on ne pourra point pour cela rompre les caisses, coffres, balles et tonneaux, qui se trouveront sur le même navire, ni détourner la moindre partie des marchandises; mais le capteur sera en droit d'amener ledit navire dans un port, où après l'instruction du procès faite par devant les chambres d'Amirauté, ou de ceux que le Souverain du lieu aura destinés pour être juges des prises, selon les règles et les loix établies, et après que la sentence définitive aura été portée, la marchandise non permise ou reconnue pour contrebande, sera confiscée,

1211-114

tandisque les autres effets et marchandises, s'il s'en trouve sur le même navire, seront rendus, sans que l'on puisse jamais retenir ni vaisseau, ni effets sous prétexte de frais ou d'amende. Pendant la durée du procès, le Capitaine après avoir délivré la marchandise, reconne pour contrebande, ne sera point obligé, malgré lui, d'attendre la fin de son affaire, mais il pourra se mettre en mer avec son vaisseau et le reste de la cargaison, quand bon lui semblera, et au cas, qu'un navire marchand de l'une des deux Puissances en paix, fût saisi en pleine mer par un vaisseau de guerre ou armateur de celle, qui est en guerre, et qu'il se trouvât chargé d'une marchandise reconnue pour contrebande, il sera libre audit navire marchand, s'il le trouve à propos, d'abandonner d'abord la contrebande à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire, sans pouvoir retenir, molester ou inquiéter en aucune façon le navire ni l'équipage qui pourra dès ce moment poursuivre sa route en toute liberté.

ART. XXIII.

On ne comprendra sous la rubrique de contrebande que les choses suivantes: comme canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grenades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches à cartouches, selles et brides, en exceptant toute fois la quantité, qui peut être nécessaire pour la défense du vaisseau et de ceux, qui en composent l'équipage; et toutes les marchandises et effets, non désignés dans cet Article, ne seront pas réputés munitions de guerre et navales, ni sujets à confiscation, et par conséquent passeront librement sans être alloués à la moindre difficulté.

ART. XXIV.

Quoique par les stipulations de l'Art. précédent les marchandises de contrebande de guerre se trouvent clairement spécifiés et déterminées, de manière que tout ce qui n'y est pas nommément exprimé, doit être réputé libre et à l'abri de toute saisie, cependant Leurs Majestés Impériale et Sicilienne, attendu les difficultés, qui se sont élevés pendant la dernière guerre maritime touchant la liberté, dont les nations neutres doivent

1787

Marchand.
de contrebande.Vaisseaux
achetés
ou construits
chez l'ennemi.
bellig.

1787 vent jouir, d'acheter des vaisseaux, appartenans aux Puissances belligérantes, ou à leur sujets, ont jugé à propos, pour prévenir tout doute, qu'on pourrait encore élever sur cette matière, de stipuler, qu'en cas de guerre de l'une d'entre Elles, avec quelqu'autre Puissance, les sujets de l'autre Partie contractante, qui sera restée en paix, pourront librement acheter ou faire construire pour leur compte, et en quel tems que ce soit, autant de navires, qu'ils jugeront à propos chés les sujets de la Puissance en guerre avec l'autre Partie contractante, sans être assujettis à aucune difficulté de la part de celle-ci, ou de ses armateurs, bien entendu cependant, que de tels navires doivent être munis de tous les documens nécessaires pour constater la propriété et l'acquisition légale des sujets de la Puissance neutre.

Mais comme dans les deux Siciles il y a défense positive en tems de guerre, aussi bien qu'en tems de paix, de construire aucun bâtiment pour compte étranger, et que les sujets de ces deux Royaumes n'ont ni la faculté de vendre leurs navires à d'autres nations, ni celle de leur en acheter à moins d'une permission expresse, il est convenu, que les sujets Russes ne pourront non plus ni faire construire, ni acheter des bâtimens marchands dans les états des deux Siciles, sans que pour cela les vaisseaux appartenans à ceux-ci, soit construits dans leurs chantiers, soit achetés chés toute autre nation étrangère et munis des documens requis, cessent en pleine mer, aussi bien que dans les ports de S. M. Sicilienne de jouir de toutes les sûretés, arrêtées et stipulées dans le présent Article.

ART. XXV.

Visite et
déclarations
des
marchandises.

Pour prévenir toutes sortes de contrebande et éviter, qu'on ne fraude les droits des Souverains respectifs, il a été convenu, qu'en tout ce qui regarde la visite des bâtimens, les déclarations des marchandises, le tems de les présenter et la manière de les vérifier et constater, et généralement en tout ce qui a rapport aux précautions à prendre contre la contrebande et aux peines à infliger aux contrebandiers, l'on observera de part et d'autre les loix et les réglemens de chaque pays, de façon pourtant, que les sujets des deux Puissances contractantes ne seront point traités

traités différemment des naturels du pays ou des nations, qui y sont favorisées. 1787

ART. XXVI.

Les sujets des deux hautes Parties contractantes dans tous les procès et autres affaires seront jugé par les Tribunaux ordinaires du pays, d'où les affaires de commerce ressortissent, lesquels leur rendront la plus prompte et exacte justice selon les loix et réglemens établis par ces Tribunaux, et il sera libre aux sujets respectifs de choisir pour soigner ou plaider leurs causes, tels avocats, procureurs ou notaires, que bon leur semblera, pourvu qu'ils soyent avoués par le gouvernement, ou les Tribunaux, établis pour cela. Justice impartiale.

ART. XXVII.

Il sera libre aux deux Puissances contractantes d'établir pour l'avantage du commerce de leurs sujets, et dans tous les ports de leurs Etats respectifs, où l'entrée et le commerce sont permis aux étrangers, des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls, lesquels jouiront des mêmes privilèges, prérogatives et immunités, dont jouissent les Consuls des nations favorisées, mais sans qu'ils puissent être choisis parmi les sujets nés du Souverain, chés qui ils doivent résider, à moins qu'à cet effet ils n'ayent expressément obtenu la permission ou la dispense du gouvernement à pouvoir se charger et exercer de pareilles fonctions. Consul.

ART. XXVIII.

Ces Consuls et Vice-Consuls ne se mêleront des affaires des bâtimens de leur nation que pour accommoder à l'amiable et par voye d'arbitrage les différends, qui pourront naître entre les Capitaines et les matelots, relativement au tems de leur service, dépense, salaire, nourriture etc. et ne se mêleront autrement des différends des négocians et individus de leur nation, domiciliés dans les Etats respectifs, que lorsque ceux-ci se soumettront volontairement à la décision du Consul ou Vice-Consul. Mais toutes les fois, que les deux Parties en litige, ou ne voudront pas avoir recours à l'arbitrage du Consul ou Vice-Consul, ou se croiront lésés par la décision de l'un ou de l'autre, elles pourront réclamer contre la dite décision Leur Autorité.

1787 et s'adresser aux Tribunaux ordinaires du pays, où elles sont domiciliées, et auxquels ces Consuls eux-mêmes en tout ce qui concerne leurs propres affaires seront également subordonnés.

ART. XXIX.

Contrats
par les
commis.

Lorsque les marchands Russes et Napolitains feront enregistrer aux douanes leurs contrats ou marchés pour vente ou achat de marchandises par leurs commis, expéditeurs ou autres gens employés par eux, les douanes de Russie, où ces contrats s'enregistreront, devront examiner soigneusement, si ceux, qui contractent pour le compte de leurs commettans, sont munis par ceux-ci d'ordres ou de pleinpouvoirs faits en bonne et dûe forme, au quel cas les dits commettans seront responsables comme s'ils avaient contracté eux-mêmes en personnes. Mais si lesdits commis, expéditeurs ou autres gens employés par les susdits marchands, ne sont pas munis d'ordres ou de pleinpouvoirs suffisans ils ne devront pas en être crus sur leur parole. Et quoique les douanes soyent chargées de veiller à cet objet, les contractans n'en seront pas moins tenus de prendre garde eux mêmes, que les accords ou contrats, qu'ils feront ensemble, n'outrepassent pas les procurations ou pleinpouvoirs, qui leur ont été confiés, par leurs commettans, puisque ces derniers ne sont tenus à répondre, que pour l'objet et la valeur, pour lesquels les pleinpouvoirs ont été donnés par eux.

ART. XXX.

Accom-
plisse-
ment de
ces con-
trats.

Tout appui possible sera prêté aux sujets Napolitains contre ceux des sujets Russes, qui n'auront pas rempli les engagements d'un contrat fait selon les formes prescrites et enregistré à la douane; et à cet effet le gouvernement emploiera en cas de besoin l'autorité requise pour obliger les Parties à comparoître en justice dans les endroits mêmes, où ces contrats auront été conclus et enregistrés, et pour obliger les contractans à l'exécution de tout ce qu'ils y auront stipulé.

ART. XXXI.

Brac.

On ne prendra pas moins toutes les précautions nécessaires, pour que le brac soit confié à des gens connus

connus par leur intelligence et probité, afin que les sujets Napolitains puissent par-là être à l'abri du mauvais choix des marchandises et des emballages frauduleux, et toutes les fois qu'il y aura des preuves suffisantes de contravention, négligence ou de mauvaise foi dans l'exercice des fonctions des employés, ils en seront responsables et obligés à bonifier les pertes, qu'ils auront causées. 1787

En réciprocité des avantages accordés par les Articles ci-dessus XXIX. XXX. XXXI. aux sujets Napolitains en Russie, S. M. Sicilienne promet de faire veiller avec le même soin et la même attention, que les sujets Russes soient traités dans les Etats de la domination dans tout ce qui aura du rapport à la sûreté des contrats et aux moyens d'éviter les fraudes dans les ventes et achats des marchandises, à l'égal des nations favorisées.

ART. XXXII.

Les sujets respectifs auront pleine liberté de tenir dans leur domicile des livres de commerce en telle langue, qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, et l'on ne pourra pas exiger d'eux de produire leurs livres de commerce, si ce n'est pour se justifier en cas de banqueroute ou de procès, mais dans ce dernier cas, ils ne seront obligés de présenter que les Articles nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire, dont il sera question. Livres de commerce.

ART. XXXIII.

S'il arrivait qu'un sujet Napolitain fit banqueroute dans les Etats de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, ou un sujet Russe fit banqueroute dans les Etats de S. M. Sicilienne, ils seront soumis aux loix, ordonnances et statuts du pays, où ils auront fait banqueroute. Banqueroute.

ART. XXXIV.

Il sera permis aux marchands Napolitains, établis en Russie de bâtir, acheter, vendre et louer de maisons dans toutes les villes de cet Empire, qui n'ont pas des droits de bourgeoisie et des privilèges contraires à ces acquisitions; et il est nomméement spécifié, que les maisons possédées et habitées par les marchands Maisons de marchands exemptes de logement.

1787 Napolitains à St. Pétersbourg, Moscon et Archangel d'un côté, et de l'autre à Cherson, Sewastopol et Théodolia, seront exemptes de tout logement de gens de guerre aussi longtems, qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux mêmes, mais les maisons qu'ils donneront ou prendront à louage, ne seront pas exemptes de charges et longemens prescrits. Dans toutes les autres villes de l'Empire de Russie, les maisons achetées ou bâties par les marchands Napolitains, qui pourront s'y établir, ne jouiront pas de ces exemptions, accordées seulement dans les six villes susmentionnées. Si cependant on jugeait à propos dans la suite du tems de faire une ordonnance générale, pour acquitter en argent la fourniture des quartiers, les marchands Napolitains y seront assujettis comme les autres.

Quoique dans les Etats des deux Siciles tout étranger ait la liberté d'acheter des maisons, et qu'elles soient presque généralement exemptes de logemens militaires, cependant S. M. Sicilienne s'engage de faire maintenir en faveur des sujets Russes, établis dans ses Etats, les droits et prérogatives, stipulés par cet Article, et en général de les traiter à cet égard comme les sujets de la nation la plus favorisée.

ART. XXXV.

Liberté
de sortir
de l'état.

Ceux des sujets respectifs, qui voudront quitter les provinces, villes et Etats de la domination de l'une ou de l'autre des Puissances contractantes, n'éprouveront aucun empêchement de la part du gouvernement, mais il leur sera accordé, avec les précautions requises et d'usage dans chaque endroit, les passeports nécessaires, pour qu'ils puissent se retirer et emporter librement les biens, qu'ils y auront apportés ou acquis, après avoir acquitté leurs dettes, ainsi que les droits, fixés par les loix, ordonnances et statuts des Etats respectifs.

ART. XXXVI.

Héritage.

Quoique le droit d'anbaine n'existe pas dans les Etats des deux Puissances contractantes, il est cependant convenu entre Elles, afin de prévenir tous les doutes, qui pourraient s'élever là dessus, que les biens meubles et immeubles, délaissés par la mort d'un des sujets respectifs dans les Etats de l'autre passeront

1787

ront librement et sans obstacle quelconque aux héritiers par testament, ou ab intestat, lesquels pourront en conséquence prendre tout de suite possession de l'héritage, ou par eux mêmes ou par procuration, aussi bien que les exécuteurs testamentaires, s'il y en avait de nommés par le défunt; et lesdits héritiers disposeront ensuite à leur gré de l'héritage, qui leur sera échu, après avoir acquitté les différens droits, établis par les loix de l'Etat, où ladite succession aura été délaissée. Et au cas que les héritiers, étant absens ou mineurs n'auraient pas pourvu à faire valoir leurs droits, alors toute la succession sera inventariée par un notaire public, en présence du juge ou des Tribunaux du lieu, accompagné du Consul de la nation du décédé, s'il y en a un dans le même endroit, et de deux autres personnes dignes de foi, et déposée ensuite dans quelque établissement public, ou entre les mains de deux ou trois marchands, qui seront nommés à cet effet par ledit Consul, ou à son défaut entre les mains de ceux, qui d'autorité publique y auront été désignés, afin que ces biens soyent gardés par eux et conservés pour les légitimes héritiers et véritables propriétaires. Et supposé, qu'il s'élevât une dispute sur un pareil héritage entre plusieurs prétendans, alors les juges de l'endroit, où les biens du défunt se trouveront, décideront le procès selon les loix du pays.

ART. XXXVII.

Si la paix était rompue entre les deux Puissances contractantes, ce qui à Dieu ne plaise, on n'arrêtera point les personnes, ni ne confisquera les navires et les biens des sujets, mais il leur sera accordé au moins l'espace d'une année pour vendre débiter ou transporter leurs effets, et pour se rendre dans cette vue, partout où ils le jugeront à propos, après avoir cependant acquitté les dettes qui peuvent être à leur charge. Ceci s'entendra pareillement de ceux des sujets respectifs, qui serviront par mer ou par terre, et il sera permis aux uns et aux autres, avant, ou à leur départ de céder à qui bon leur semblera, ou de disposer selon leur bon plaisir et convenance de ceux de leurs effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des dettes, qu'ils ont à prétendre, et les débiteurs

1787 seront également obligés à payer leurs dettes, comme s'il n'y avait pas eu de rupture.

ART. XXXVIII.

Durée du Traité. Le présent traité durera pendant douze ans, et tout ce qui s'y trouve arrêté, doit être observé invariablement pendant cet intervalle et exécuté dans toute sa teneur, et avant l'expiration du terme dudit Traité les deux Parties contractantes se réservent de pouvoir convenir entre Elles sur la prolongation.

ART. XXXIX.

Les deux hautes Parties contractantes s'engagent à ratifier le présent Traité de commerce, et les ratifications en seront échangées en bonne et dûe forme dans l'espace de 4. mois, à compter du jour de la date de la signature, ou plutôt si faire ce peut.

En foi de quoi Nous soussignés en vertu de nos pleinpouvoirs avons signé ledit Traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Zarskoe-Selo le 17^e. Janvier 1787.

(L. S.) Comte JEAN D'OSTERMANN.

(L. S.) Le Duc DE SEVRACAPRIOLA.

(L. S.) Comte ALEXANDRE WORONZOW.

(L. S.) ALEXANDRE Comte DE BEZBORODKO.

(L. S.) ARCADI DE MARCOFF.

(Cette convention a été ratifiée par la Russie le 27. May 1787. voyés DE SACK l. c. par le Roi de Naples à Caserte le 31. Mars 1787. et l'échange des ratif. s'est fait à Karsoun Bazar en Tauride le 27. May 1787. 4to.)

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique 31^{er} Janv. et S. M. l'Empereur de Maroc.

[Nouv. Extraord. 1788. Nr. 1. 4. et 8. suppl. et se trouve aussi dans (FABRI) *hist. geogr. Monatsschrift* 4. St. p. 100; en Italien dans *Storia dell' Anno 1787.* p. 75; en Hollandois (*KLUIT index fed.*) *Utrecht courant* 1788. n. 14. 34. en Angl. d. acts of Congress.]

Les Etats-Unis de l'Amérique, assemblés en Congrès, a tons ceux, qui ces presentes verront, salut: Attendu que les Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès, par leur Commission en date du 12. May 1784. ont jugé à propos de constituer Jean Adams, Benjamin Franklin, et Thomas Jefferson, leurs Ministres Plénipotentiaires, en leur donnant ou à deux d'entre eux, plein-pouvoir de conférer, traiter, et négocier avec l'Ambassadeur, Ministre ou Commissaire de S. M. l'Empereur de Maroc, au sujet d'un Traité d'amitié et de commerce, pour faire et recevoir des propositions relatives à un tel Traité, pour le conclure et le signer, en l'envoyant aux Etats-Unis assemblés en Congrès, pour leur ratification: Et que par une autre Commission, en date du 11. Mars 1784. ils ont ultérieurement autorisé les dits Ministres Plénipotentiaires ou deux d'entre eux de nommer, par des lettres signées et scellées de leur part, tel Agent pour la dite négociation, qu'ils jugeraient à propos, avec pouvoir d'entamer, sous la direction et en vertu des instructions des dits Ministres, et de poursuivre les dites négociations et conférences pour le dit Traité, pourvu que ce Traité soit signé par les dits Ministres: Et attendu que les dits Jean Adams et Thomas Jefferson, deux des Ministres Plénipotentiaires sus-mentionnés, (le dit Benjamin Franklin étant absent), ont nommé, savoir, le dit Jean Adams, par lettre signée de sa main et scellée, à Londres le 4. Octobre 1785, et le dit Thomas Jefferson par lettre signée à Paris le

1787 11. Octobre de la même année, et établi Thomas Barclay Agent pour la négociation sus-mentionnée, en lui donnant à cet effet tous pouvoirs, que par la dite Commuision ils étaient autorisés à lui accorder; et qu'en conséquence le dit Thomas Barclay a réglé les Articles d'un Traité d'amitié et de commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur de Maroc; lesquels Articles, conçus en langue Arabe, confirmés par S. M. l'Empereur de Maroc, et scellés de Son sceau Royal, ayant été traduits en la langue des dits Etats-Unis d'Amérique, ensemble avec les attestations y annexées, sont de la teneur suivante:

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

La présente est un Traité de paix et d'amitié, établi entre nous et les Etats-Unis d'Amérique, qui a été confirmé et que nous avons ordonné d'être enregistré dans le présent livre et scellé de notre sceau Royal à notre Cour de Maroc, le 25. jour du mois béni de Shaban, l'an 1200. nous reposant sur Dieu, que ce Traité sera permanent.

ART. I.

Forme
du
Traité

Nous déclarons que les deux Parties sont convenues, que le présent Traité, composé de 25. Articles, sera inséré dans ce livre et remis à l'honorable Thomas Barclay, actuellement Agent des Etats-Unis à notre Cour, avec l'approbation duquel il a été fait, et qui est dûment autorisé de leur part à traiter avec nous de tous les objets y contenus.

ART. II.

Nulle as-
sistance
à l'enne-
mi.

Lorsque l'une des deux Parties sera en guerre avec une nation quelconque, l'autre Partie ne prendra point de Commuision de cet ennemi, ni, ne combattra sous son pavillon ou drapeau.

ART. III.

Propriété des
mar-
chandi-
ses et du
vaisseau
respec-
tée.

Si l'une ou l'autre des deux Parties est en guerre avec quelque nation que ce soit, et qu'ayant fait une prise appartenant à cette nation, il y soit trouvé à bord des sujets ou effets, appartenant à l'autre Partie, les sujets seront mis en liberté, et les effets, seront rendus

rendus aux propriétaires: Et, si des effets, appartenant à quelque nation, avec laquelle l'une des Parties serait en guerre, fussent chargés à bord de vaisseaux, appartenant à l'autre Partie, ils passeront librement et sans être molestés, sans qu'il soit même fait aucune tentative pour s'en emparer ou pour les détenir. 1787

ART. IV.

Il sera donné un signal ou passeport à tous bâtimens, appartenant aux deux Parties, par lequel ils pourront se reconnoître mutuellement, lorsqu'ils se rencontreront en mer: Et, si le Commandant d'un vaisseau de guerre, appartenant à l'une des Parties, a d'autres bâtimens sous son Convoi, la déclaration du Commandant suffira seule, pour les exempter de toute recherche. Passeport ou autre preuve.

ART. V.

Si l'une des Parties est en guerre, et qu'elle rencontre en mer un vaisseau appartenant à l'autre Partie, il est convenu, que, si une recherche à bord doit avoir lieu, elle se fera en envoyant une chaloupe avec deux ou trois hommes seulement; et, s'il se tire quelque coup, ou qu'il se fasse quelque dommage, sans qu'on y ait donné lieu, la Partie, qui aura fait l'offense, procurera l'indemnité de tous les dommages. visitation sur mer.

ART. VI.

Au cas que quelque Maure conduise des citoyens des Etats-Unis ou leurs effets à S. M., les citoyens seront immédiatement mis en liberté et les effets rendus. De même, au cas que quelque Maure, n'étant point sujet de cet Empire, fasse la prise de quelques citoyens d'Amérique ou de leurs effets, et qu'il les conduise dans quelqn'un des ports de Sa Maj. ils seront immédiatement relâchés ou rendus; et ils seront regardés comme étant sous la protection de S. M. Prisonniers faits par les Maures.

ART. VII.

Si quelque vaisseau de l'une ou de l'autre Partie relâche dans les ports de l'autre et qu'il ait besoin de quelques provisions ou autres nécessités, elles lui seront fournies, sans le moindre délai ni molestation. Besoins à fournir aux vaisseaux.

1787

Immu-
nité des
déchar-
ge in-
volon-
taires.

ART. VIII.

Si un vaisseau des Etats Unis éprouve quelque désastre en mer, et qu'il relâche dans un de nos ports pour se réparer, il lui sera libre de remettre sa cargaison à terre de la rembarquer, sans payer aucuns droits quelconques.

ART. IX.

Nau-
frage.

Si quelque vaisseau des Etats-Unis soit jetté sur quelque partie de nos Côtes, et qu'il y échoue, il restera toujours à la disposition des propriétaires; et personne n'entreprendra de s'en approcher sans leur avis, vu qu'on le considérera alors comme étant particulièrement sous notre protection; et, si quelque bâtiment des Etats-Unis est forcé de relâcher dans nos ports par le mauvais tems, ou par quelque autre raison pareille, il ne sera pas obligé de mettre sa cargaison à terre; mais il restera en tranquillité, jusqu'à ce que le Commandant juge à propos de continuer son voyage.

ART. X.

Prote-
ction d.
vais-
seaux
sur les
côtes.

Si quelque vaisseau de l'un ou de l'autre des Parties est en engagement avec un vaisseau, appartenant à quelque des Puissances Chrétiennes, à la portée du canon des châteaux de l'autre, le vaisseau qui se trouvera ainsi en action, sera défendu et protégé autant que possible, jusqu'à ce qu'il soit en sûreté: Et, si quelque vaisseau Américain échoue sur la côte de Wadnoon ou sur quelque autre côte voisine, l'équipage y appartenant sera protégé et assisté, jusqu'à ce qu'à l'aide de Dieu il puisse être renvoyé dans son Pays.

ART. XI.

Etat
leur for-
ti des
ports.

Si nous sommes en guerre avec quelque des Puissances Chrétiennes, et que quelqu'un de nos vaisseau fasse voile des ports des Etats-Unis, aucun bâtiment appartenant à l'ennemi ne pourra le suivre dans un délai de 24 heures après le départ de nos navires; et la même règle s'observera à l'égard des bâtimens Américains, sortant de nos ports, que ces ennemis soient Maures ou Chrétiens.

ART.

ART. XII.

1787

Si quelque vaisseau de guerre, appartenant aux Etats-Unis, relâche dans quelqu'un de nos ports, il n'y sera point fait des recherches, sous quelque prétexte que ce soit, même dans le cas qu'il s'y trouverait des esclaves fugitifs à bord: Et le Gouverneur ou le Commandant de la place ne les forcera point à amener ces esclaves à terre, sous aucun prétexte quelconque, ni n'exigera pour eux aucun payement.

Vaiss. de guerre
relâchant
d. les ports.

ART. XIII.

Lorsqu'un vaisseau de guerre de l'une des Parties entre dans le port de l'autre et saluera, le salut lui sera rendu par le château avec un nombre égal de coups, ni plus ni moins.

ART. XIV.

Le commerce des Etats-Unis sera sur le même pied que celui avec d'Espagne, ou celui avec la nation, qui sera alors la plus favorisée; et leurs citoyens seront respectés et estimés et auront pleine liberté de passer et repasser par notre pays et par nos ports de mer, aussi souvent qu'il leur plaira, sans interruption.

Commerce
favorisé

ART. XV.

Les marchands des deux pays n'employeront qu'uniquement tels interprètes et autres personnes pour les assister dans leurs affaires, qu'ils jugeront à propos. Aucun Capitaine de vaisseau ne transbordera sa cargaison sur un autre bâtiment: Il ne sera pas retenu dans le port plus longtemps qu'il ne trouvera convenable; et toutes personnes, employées à charger ou à décharger, ou à quelque autre travail que ce soit, seront payées au taux usité, ni plus ni moins.

Liberté
tout-
chant l.
affaires
de com-
merce.

ART. XVI.

Dans le cas d'une guerre entre les deux Parties, les prisonniers ne seront pas faits esclaves, mais ils seront échangés l'un pour l'autre, Capitaine pour Capitaine, Officier pour Officier, Matelot pour Matelot: Et, si d'un côté le nombre n'est pas égal, ce manque sera rempli par le payement de cent Dollars Mexicains pour chaque personne qui manquera. Il est convenu aussi, que tous prisonniers seront échangés dans un délai

En cas
de guerre
échange
d. pri-
sonniers

1787 délai de douze mois, à compter de la date qu'ils auront été pris, et cet échange pourra s'effectuer par un négociant ou par quelque autre personne, autorisée à cet effet par l'une des Parties.

ART. XVII.

Liberté
d'ache-
ter et de
vendre.

Les négocians ne seront pas forcés à acheter ni vendre aucune espèce de marchandises que celles qu'ils jugeront à propos : Et il leur sera libre d'acheter ou de vendre toute sorte de marchandises ; excepté celles qui seraient défendues aux autres nations Chrétiennes.

ART. XVIII.

Vaisseau
chargé
ne sera
pas vi-
sité
Exce-
ption.

Toutes les marchandises seront péfées et examinées, avant qu'elles foyent envoyées à bord : Et, à l'effet d'éviter toute détention de vaisseaux, il ne sera fait ci-après aucunes recherches à bord, à moins qu'il ne soit auparavant prouvé, qu'il a été envoyé des marchandises de contrebande à bord ; dans lequel cas les personnes, qui auraient pris la contrebande à bord, seront punies conformément à l'usage et aux coutumes du pays ; et aucune autre personne quelconque n'éprouvera du tort à ce sujet, ni le vaisseau ou la cargaison n'encourront aucune pénalité ni dommage quelconque.

ART. XIX.

Charge-
ment
libre.

Aucun vaisseau ne sera détenu dans le port sous quelque prétexte que ce soit ; et il ne sera obligé à prendre à bord aucun Article, sans le consentement du Commandant, qui sera entièrement le maître de convenir du frêt de toutes les marchandises, qu'il embarquera.

ART. XX.

Juridi-
ction du
Coutum.

Si quelques-uns des citoyens des Etats-Unis, ou quelques autres personnes se trouvant sous leur protection, ont un différend ensemble, le Consul décidera entre les deux parties, et, toutes les fois que le Consul exigera quelque aide ou assistance de la part de notre Gouvernement, pour faire exécuter des décisions, elle lui sera immédiatement accordée.

ART. XXI.

Procès
crimi-
nels.

Au cas qu'un citoyen des Etats-Unis tue ou blesse un Maure, ou si au contraire un Maure tue ou blesse

blesse un citoyen des Etats-Unis, la loi du pays sera suivie; et il sera rendu une justice égale, le Consul assistant au jugement: Et, si quelque délinquant échappe de la prison, le Consul ne sera pas responsable de sa personne, en quelque manière que ce soit.

787

ART. XXII.

Au cas qu'un citoyen Américain vienne à mourir dans nos Etats, et qu'il ne se trouve point de testament, le Consul prendra possession de ses effets; et s'il n'y a point de Consul, les effets seront déposés entre les mains de quelque personne digne de confiance, jusqu'à ce qu'il se présente quelqu'un, qui sera en droit de les réclamer; Mais au cas que l'héritier du défunt soit présent, les biens lui seront remis sans interruption: Et, si l'on trouve un testament, les effets parviendront à celui qui aura été désigné par cette disposition testamentaire, aussitôt que le Consul en aura déclaré la validité.

ART. XXIII.

Les Consuls des Etats-Unis d'Amérique feront leur résidence dans celui des ports de notre domination, qu'ils jugeront à propos: Ils seront respectés et jouiront de tous les privilèges, dont jouissent les Consuls de quelque autre nation que ce soit: Et, au cas que quelque citoyen des Etats-Unis contracte des dettes ou des engagemens, le Consul n'en sera responsable en aucune façon, à moins qu'il n'ait donné une promesse par écrit pour leur paiement ou acquit sans laquelle promesse par écrit l'on ne s'adressera point à lui pour en obtenir la prestation.

ART. XXIV.

S'il s'élève quelques différends, à raison de l'infraction, que l'une ou l'autre des Parties aurait faite à quelque Article de ce Traité, la paix et l'harmonie continueront néanmoins de subsister dans leur vigueur la plus entière, jusqu'à ce qu'il ait été fait une demande amicale pour un arrangement; et, avant que cette demande ait été rejetée, l'on n'aura point recours aux armes. Au cas que la guerre se déclare entre les deux Parties, il sera accordé un délai de 9 mois à tous les sujets des deux Parties, pour disposer de leurs effets

Cas
d'infra-
ctions
au traité

fets

1787 fets et se retirer avec ce qui leur appartient: Et il est déclaré ultérieurement, que toute indulgence à l'égard du commerce ou autrement, qui sera accordée à quelque des Puissances Chrétiennes, les citoyens des Etats-Unis seront également en droit de la réclamer.

ART. XXV.

Durée. Ce Traité continuera d'avoir son entière force, avec l'aide de Dieu, durant un espace de 50 ans.

Nous avons remis ce livre entre les mains du susdit Thomas Barclay, le 1 jour du béni mois de Ramadan, l'an 1200.

Je certifie que la copie ci-jointe est véritable de la traduction, qu'Isaac Cordoza Nunez, interprète à Maroc, a faite du Traité entre l'Empereur de Maroc et les Etats-Unis de l'Amérique.

Signé: THOMAS BARCLAY.

Article additionel.

Grâce soit à l'unique Dieu.

Moi soussigné, le serviteur de Dieu, Taher-Ben-Abdellah-Fennish, certifie, que S. M. Impériale, mon Maître, (que Dieu conserve) ayant conclu un Traité de paix et de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique, m'a ordonné, pour le compléter d'autant mieux, et en addition à l'Art. X. du Traité de déclarer: que si quelque vaisseau, appartenant aux Etats-Unis, se trouve dans quelque port des Etats de S. M. ou à la portée du canon de ses forts, il sera protégé, autant que possible: Et aucun vaisseau quelconque, appartenant à des Puissances, soit Maures ou Chrétiennes, avec lesquelles les Etats-Unis pourraient être en guerre, n'obtiendra la permission de le suivre ou de l'attaquer, attendu que nous regardons à présent les citoyens de l'Amérique comme nos bons amis. Et, en obéissance aux ordres de S. M., je certifie cette décl.

déclaration, en la signant de ma main, et y apposant mon sceau, le 18. jour de Ramadan l'an 1200. 1787

*Signé: Le Serviteur du Roi, mon Maître, que
Dieu conserve.*

TAHER-BEN-ABDELLAH-FENNISH.

Je certifie que ce que dessus est une copie véritable de la traduction, faite à Maroc, par Isaac Cordoza Nunez, Interprète, d'une déclaration faite et signée par Sidi-Hage-Taher-Fennish, en addition au Traité entre l'Empereur de Maroc et les Etats-Unis d'Amerique, laquelle déclaration le dit Taher-Fennish a faite par les ordres exprès de S. M.

Signé: THOMAS BARCLAY.

Et attendu que les dits Jean Adams et Thomas Jefferson, Ministres Plénipotentiaires susdits, par des écrits, sous leur signature et sceaux respectifs, dûment faits et expédiés, savoir par le dit Jean Adams le 2. Janvier 1787. et par le dit Thomas Jefferson le 11. Janvier 1787, ont approuvé et conclu le dit Traité et chacun des Articles et clauses y contenus, reservant néanmoins aux Etats-Unis assemblés en Congrès de les ratifier finalement: A ces causes, qu'il soit notoire et connu à tous et chacun, que nous les dits Etats-Unis de l'Amerique assemblés en Congrès avons accepté, approuvé, ratifié, et confirmé, et par les présentes acceptons, approuvons, ratifions et confirmons le dit Traité, et chacun des Articles et clauses d'icelui. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau ci-dessous.

Ce qu'atteste Son Exc. ARTHUR ST. CLAIR, notre Président en la ville de New-York ce 18. jour de Juillet, l'an de notre Seigneur 1787. et de notre Souveraineté et Indépendance le douzième.

26.

1787 *Traité d'amitié et d'alliance entre la Com-*
pagnie Angloise des Indes orientales et le Na-
bob du Carnatic; signé au fort St. George
au mois de Févr. 1787.

(MACKENZIE sketch of the war. app. p. 40. CHAL-
 MERS collection T. II. p. 490.)

*The treaty of perpetual Friendship, Alliance, and
 Security, concluded between the Honourable Major
 General Sir Archibald Campbell, Knight of the Bath,
 President and Governor of Fort S. George, and the
 Council thereof, on the Part of the United Company
 of Merchants of England trading to the East Indies,
 and his Highness the Nabob Wallaujan, Omdit ul
 Mulk, Ummeer ul Hind, Asoph Dowla, Anewerdeen,
 Cawn Behander, Zupher Jung, Sippa Salar, Sauba-
 dar of the Carnatic, on Behalf of himself, his heirs
 and Successors.*

The court of directors of the honourable united
 East India company, having taken into their serious
 consideration the great advantages which may be at-
 tained by improving the blessings of peace, now hap-
 pily re-established on the coast of Choromandel and
 the Carnatic, and considering the present hour best
 suited for settling and arranging, by a just and equi-
 table treaty, a plan for the future defence and pro-
 tection of the Carnatic, and the northern circars, on
 a solid and lasting foundation, have communicated
 these their sentiments to his highness the Nabob of
 the Carnatic; who, being fully impressed with the
 propriety and wisdom of such an arrangement, has
 for himself, his heirs and successors, adjusted and
 concluded a solid and permanent treaty with the pre-
 sident and council of Fort St. George, upon the prin-
 ciples and conditions herein after mentioned; in con-
 sequence whereof it is stipulated and agreed, that
 due provision shall be made for the military peace
 establishment; and also that, for discharging the ex-
 pence

pence of war, in the event of a war breaking out in the Carnatic, or on the coast of Choromandel, certain contributions, or proportions of the revenues of the contracting parties, shall be united into one common stock, to be applied for their mutual security and defence; and, as it is necessary that the application of the said contributions, both of peace and war, shall be reposed in the united company or their representatives, together with the direction of the war, the command of the army, magazines of stores and provisions (the granaries and present magazines of his highness the Nabob excepted) with full power to occupy or dismantle such forts as by them shall be deemed necessary for the general security, the said contracting parties do hereby solemnly engage and agree, for themselves and their successors, to and with each other in manner following; that is to say. 1787

ART. I.

The friends and enemies of his highness the Nabob of the Carnatic, and of the English united East India company, shall be considered as the friends and enemies of both. Amis et ennemis communs.

ART. II.

His highness the Nabob of the Carnatic will contribute towards the military peace establishment, and shall pay into the treasury of the said united company, the annual sum of nine lacks of pagodas, to commence in the Fuzelly 1197, corresponding to the 12th July 1787, as his fixed proportion, divided into Kists, payable at the following periods; that is to say, Le Nabob contribuera pour l'entretien du militaire

30th November	—	300,000
31st March	—	600,000
Star Page		900,000.

ART. III.

That the honourable East India company will in like manner contribute, and with the aid of Tanjore shall pay and make good, such further sums as may be necessary to discharge the expence of the military peace establishment, beyond the said annual contribution of his highness already mentioned. le reste sera fourni par les Anglois.

1787

Liste des
troupes
entretene-
nues.

ART. IV.

That for the satisfaction of his highness the Nabob of the Carnatic, his heirs and successors, the president in council of Fort St. George shall furnish his highness annually with an accurate account, shewing the number of troops maintained, and the names and situations of the garrisons supported by the annual contributions, and particularly the troops and garrisons maintained by the nine lacks of pagodas annually contributed by his highness to the general defence.

ART. V.

Si le
Nabob
manque
au paye-
ment.

In case of failure in the punctual payment of the nine lacks of pagodas already mentioned, to the amount of one lack of pagodas in any Kist, for the period of one month after the same shall become due, his highness the Nabob agrees, that certain districts, specified in the shedule, No. 1, hereunto annexed, shall be made answerable for such failure; and that the company shall have power to appoint superintendants or receivers to collect and receive, from the Nabob's amuldars, all the rents, revenues, duties, customs, and peshcash of the said district; and these superintendants or receivers shall exercise all necessary authority for collecting such rents, revenues, etc. giving regular receipts for all monies which may be received by the said superintendants; who shall have full power to inspect and examine all Cutcherry receipts and accounts of the lands and districts aforesaid, as well as to ascertain the state of all other revenues which shall be collected annually from customs, or from the zemindars or poligars tributaries to his highness within the said districts; and when the full amount for which such districts stood answerable, shall have been paid to the company, the superintendant or receiver shall be immediately recalled.

ART. VI.

Depla-
cement
des
Amul-
dar.

At the appointment of the superintendant or receiver, the Nabob will furnish the company with the obligations the amuldars of each district shall have given to the circar; and if they do not pay the money punctually to the superintendant or receiver, agreeable thereto, the Nabob, at the request of the governor in council,

council, will immediately dismiss the said amuldar, and appoint by saned such others in their stead, as the president in council of Fort St. George shall recommend, after taking from them the usual obligations, which shall be delivered to the company by his highness. 1787

ART. VII.

That the exercise of power over the said districts and farms, by virtue of the conditions mentioned in the V. and VI. articles, in case of failure in the payment of any of the said kists, shall not extend or be construed to extend to deprive his highness the Nabob of the Carnatic, or his successor, of the civil government thereof, the credit of his family, or the dignity of his illustrious House, but that the same shall be preserved to him and them inviolate, saving and excepting the powers in the foregoing article expressed and mentioned. Gouver-nement civil.

ART. VIII.

That in the event of any war breaking out in the Carnatic, or on the coast of Choromandel, the said united company shall charge themselves with the direction, order, and conduct thereof; and, during the continuance of such war, shall apply four-fifths of their whole revenues, in the Carnatic and the northern circars, annually, to the military expences of the war. To remove every doubt, on the part of his highness, of any secretion or diversion of the said revenues from the purpose aforesaid, his highness the Nabob of the Carnatic, in behalf of himself, his heirs and successors, shall have full power and authority, during such war, to appoint one or more inspectors or accomptants, to inspect and examine the Cutcherry receipts of all the districts of the company, in the Carnatic and the northern circars, as well as the state of all the other revenues, collected from the customs, from the zemindars and poligars tributary to the company. En cas de guerre.

ART. IX.

That in the like event, his highness the Nabob of the Carnatic, after deducting from the whole amount of his revenues 2,13,421 pagodas annually, for jaghires to the family of his highness, and 21,366 pagodas Le Nabob fournira de ses revenus. R 2 pagodas

1787 pagodas annually for charities, shall and will pay into the treasury of the said united company, four-fifths of his revenue to the general expence of such war, to be applied in such manner as the said united company or their representatives shall find necessary, for their common safety and interest, as also for the interest of their allies in the Carnatic, and on the coast of Choromandel; and it is moreover agreed, that his highness proportion of the debt of the war will henceforth be settled at twenty-five fifty-one parts.

ART. X.

Sous
l'inspec-
tion de
la Com-
pagnie.

For the more effectual security of the payment of four-fifths of the revenues of his highness annually, to the military expences of the war; and to remove every doubt, on the part of the company, of any secession or diversion of the said revenues from the purpose aforesaid, the president and council of Fort St. George, in behalf of the company, shall have full power and authority, during such war, to appoint one or more inspectors or accountants, to inspect and examine the Cutcherry receipts of all the countries and districts of the Nabob, as well as the state of all the other revenues, collected from the customs, and from the zemindars and poligars tributaries to his highness; and in case the said four-fifths of the revenues, or any part thereof, are diverted from the discharge of the current expences of the war, or the debts or expences incurred thereby, the said united company shall have full power to appoint superintendants and receivers over the said countries and districts of the Nabob, in the manner specified in the III. article of this treaty, respecting the districts mentioned in schedule No. 1, with the same authority, and under the like restrictions and conditions expressed in case of failure.

ART. XI.

Jusqu'au
paye-
ment des
dettes.

That the said annual four-fifths, payable from the revenues of his highness the Nabob of the Carnatic, shall, after the termination of the war, continue to be applied to the discharge of all debts and expences that may be incurred or arise during the course of the war, until his proportion of twenty-five-one parts is paid off and discharged.

ART.

ART. XII.

It is expressly understood and declared, that so soon as the expences incurred by the war are paid off and discharged, the superintendants and receivers shall be immediately recalled; and it is further expressly declared, that the XI. article shall not have any retrospect to the expences of any war antecedent to the date of this treaty.

1787

Mais
pas au
delà.

ART. XIII.

That after the termination of such war, and during the application of the said gross revenues to the debts and expences thereof, the II., III., IV., V., VI. articles of this treaty shall re-commence, and regain their full force and validity, from and immediately after all the debts and expences of such war have been fully and proportionably paid of and discharged.

Caralora
les art.
II. - IV.
rentre-
ront en
vigueur

ART. XIV.

In case his highness shall at any time have occasion for any number of troops, for the security and collection of his revenue, the support of his authority, or the good order and government of his dominions, the said united company shall and will furnish a sufficient number of troops for that purpose, on public representation being made by his highness to the president in council of Fort St. George, of the necessity of employing such a force; and the objects to be obtained thereby. In case of the march of such troops, the additional batta, and expences attending their movements, will be annually discharged by his highness at the end of each year.

Main
forte à
prester
par I. C.

ART. XV.

Whenever The company shall enter into any negotiations, wherein the interests of the Carnatic and its dependencies may be concerned, the president in council of Fort St. George shall communicate the proceedings to his highness the Nabob of the Carnatic, as the firm ally of the company; and, although the direction of the combined force of the country is committed entirely to the honourable company or their representatives, it is nevertheless understood, that his highness shall be informed of all measures which shall

Communi-
cation
des traités
futurs.

1787 relate to the declaring of war, or the making of peace with any of the Princes and Powers of Hindostan, so far as the interests of the Carnatic may be immediately concerned therein; and the name of his highness shall be inserted in all treaties regarding the Carnatic; and his highness will not enter into any political negotiations or controversies, with any state or power, without the consent or approbation of the president in council of Fort St. George.

ART. XVI.

Tanjore. Nothing in this treaty contained shall be understood to injure the claim of his highness the Nabob to the Tanjore country.

ART. XVII.

Si les revenus du Nabob diminuent Should there be any essential failure in the crops in time of peace, owing to the want of rain, or any other unforeseen calamity, a deduction shall be made in the Nabob's kists, to the extent of the injury which the revenues may sustain, as shall be estimated and fixed on by the governor in council; to whom his highness grants full power and authority to appoint one or more Superintendants and accountants to inspect and examine the Cutcherry receipts of all the countries and districts of his highness the Nabob of the Carnatic, for the purpose of ascertaining the amount of such deduction, which is to be carried as a charge to the account current of his highness.

ART. XVIII.

Stipulation du traité de 1785 annulée. It is hereby stipulated, that the conditions mentioned in the articles of agreement between the president and council of Fort St. George, and his highness the Nabob, dated 28th June 1785, for payment of four lacks of pagodas annually to the honourable company, shall be null and void, the same being comprehended and included in the conditions of the present treaty.

ART. XIX.

Autres confirmées. It is further stipulated, that the said articles of agreement, dated 28th June 1785, as far as relate to the discharge of the debts of his highness the Nabob, shall be and continue in full force and virtue.

In

In confirmation of all the articles in the preceeding 1787
treaty, the president and council of Fort St. George,
invested with full powers on behalf of the India
company, have subscribed and sealed two Instru-
ments, of the same tenor and date, at Fort St.
George, on the — day of Februar, in the year
of the Christian aera 1787; and his highness the
Nabob Wallawjah, for himself, his heirs and suc-
cessors, hath also subscribed and sealed, the same
instruments, at Cheparek House, the — day of
the moon Jemmady, in the year of the Hegyra
twelve hundred and one.

27.

*Convention entre le Roi de Prusse et le Duc 13 Mars
de Meklenbourg-Schwerin, pour la restitution
des 4 baillages situés dans le Meklenbourg;
signée à Berlin le 13. Mars 1787.*

(C. DE HERTZBERG Recueil etc. Vol. II. p. 465.)

Nachdem des jetzt regierenden Herrn Herzogs von
Meklenburg-Schwerin Durchl. bey Sr. jetzt regieren-
den Königl. Maj. von Preussen inständigst Ansuchung
gethan, daß Derselben, die bishero Königl. Preussis-
cher Seits in Besitz und Nießbrauch gehabte vier Her-
zogl. Aemter, Plauen, Wredenhagen, Warnitz und
Eldina, gegen Bezahlung der darauf gemachten Forde-
rungen restituiret, und die Herzogl. Meklenburgischen
Lande von den Königl. Preussischen Truppen völlig
geräumt werden möchten; Se. Königl. Maj. auch
nach Dero des Herrn Herzogs Durchl. zutragenden
Freundschaft sich dazu bereitwillig erkläret: so ist
wegen desselben Erfüllung zwischen beiden Theilen
und Sr. Königl. Maj. Cabinets-Ministerio, und dem
Herzogl. Meklenburgischen außerordentlichen Ge-
sandten Freyherrn von Lützow, welche beiderseits
mit den gehörigen Vollmachten versehen gewesen,
folgende Convention geschlossen worden.

1787

Räumung
der 4
Aemter.

ART. I.

Versprechen Se. Königl. Maj. von Preußen, termino Johannis den 24. Juny 1787. die vier Aemter Planen, Wredenhausen, Warnitz und Eldina zur allerfreiesten Disposition Sr. Herzogl. Durchl. zu Meklenburg zurück zu geben, und abliefern zu lassen, auch wo nicht eher doch zu gleicher Zeit, Ihre in den Meklenburgischen Landen stehende Truppen aus den Städten Parchim, Lübz und Plauen, und aus den gesammten Herzoglichen Landen auf immer zurück zu ziehen.

ART. II.

Zahlung
der ver-
glichen-
en
Summe.

Nach solcher Evacuation, Zurückgebung und Ablieferung werden des Herrn Herzogs zu Meklenburg-Schwerin und Güstrow Durchl. an Se. Königl. Maj. von Preußen in der Woche vom 24ten bis 30ten Juny 1787, die Summe von 172 tausend Thaler, sage Ein Hundert und Zwey und Siebenzig Tausend Thaler in Friedr. d'or à 5 Thlr. gerechnet, als das Quantum, worüber beide Theile, wegen der ehemaligen Executions-Kosten von 1733. und Königl. Preussischer Seits daraus liquidirten Forderung conveniret, baar in einer Summe, und ohne einigen Abzug, zu Berlin bezahlen lassen. Se. Herzogl. Durchl. begeben sich auch aller Gegen-Rechnung, wegen etwa Königl. Seits genossenen höheren Aufkünfte der Aemter, und aller anderer Prätenfionen, welche etwa aus der Occupation und Nutzung mehrgedachter Aemter und Städte gemacht werden könnten oder möchten.

ART. III.

Fort-
dauer d.
Pacht-
con-
tracte,
Pensio-
nen.

Des Herzogs von Meklenburg-Schwerin Durchl. machen sich anbey verbindlich, in den Aemtern, welche Sie solchergestalt wieder bekommen, die bisherige Pacht-Contracte (welche so wie die übrige während des Königl. Preuss. Besizes bey der Administration vorhandene Acta, Inventarien und Anweisungs-Protocolle, Verpachtungs-Anschläge und Berichte, bona fide ausgeliefert werden sollen) den bisherigen Pächtern, welche solche Pacht-Contracte bis zum Absterdes hochseel. Königs von Preußen erhalten haben, bis zum Ende solcher Contracte auszuhalten, und den Administrations-Bedienten zu Parchim, in

so

so seine Sie in Meklenburgische Dienste nicht angenommen werden, ihre etatsmäßige Gehalte und Emolumenta aus den Revenüen der Aemter auf Lebenszeit zu lassen, auch ihnen wegen ihrer vorigen Dienste keine Ungnade zu erweisen, noch Sie ihrer Bedienungen ohne rechtliche Urfach zu entsetzen. 1787

ART. IV.

Se. Königl. Maj. von Preussen wollen nach^{ge-}leisteter Zahlung der 172 tausend Thaler in Friedrichs-^{Französi-}d'or, an die Einkünfte obbemeldeter vier Aemter, ^{scher}auch sonst wegen der ehemaligen Executions-Forde-^{Ver-}rung, weiter keinen Anspruch machen, sondern be-^{zicht}geben Sie desselben auf alle Zeiten, und erklären hier-^{tauf des-}durch, für Sich und Ihre Thronfolger und Erben, daß ^{sen For-}mehrgedachte Forderungen dadurch völlig abgetragen, ^{derun-}und getilget seyn, und niemals wieder rege gemacht werden sollen. ^{gen.}

ART. V.

Um auch das freundschaftliche Vernehmen zwischen beiden hohen contrahirenden Theilen, und die gute Nachbarschaft zwischen Ihren Ländern und Unterthanen, immer mehr und mehr zu befestigen, und die Irrungen, welche etwa aus Gemeinschaften oder alten Prätenfionen und Gränz-Streitigkeiten entstehen möchten, aus dem Wege zu räumen, so wird man von beiden Theilen suchen, solche durch convenable Austauschungen und andere gütliche Vergleiche zu heben, und sollen besonders, so bald als möglich, eigene Commissionen angeordnet werden, um die Differenz wegen der Landeshoheit über das Gut Wolde, und die Gränz-Streitigkeit zwischen Reckenzin und dem Meklenburgischen Dorfe Belo, wie auch an andern Orten, wo sich dergleichen Irrungen finden, in loco zu untersuchen, und nach der Billigkeit gütlich abzumachen. Vorjetzo aber begeben Sie des Herzogs von Meklenburg Durchl. aller Ansprüche an die zu Pomern gehörige Dörfer Rützenfelde und Tützpaß, und cediren Sr. Königl. Maj. alle Landesherrl. Rechte, welche Sie in dem letztern Dorfe etwa gehabt haben möchten; dagegen der Besitzer des Guthes Tützpaß die darauf etwa habende Meklenburgische Landes-Schulden und Anlagen bis Johannis a. c. berechnen

Gütliche Bey-
legung
der
Grenz-
und an-
derer
Streitig-
keiten.

1787 und berichtigen muß. Da auch das Herzogl. Meklenburgische Amt Wredenhagen gewisse Holzungs- Hütungs- Jagd- und Maß- Gerechtigkeiten, in der bey der Stadt Wittstock belegenen Kotzer Heide prätendirt; so wird hiedurch festgesetzt, daß diese Differenz durch einen gütlichen Vergleich abgemacht werden soll, und man Meklenburgischer Seits allenfalls mit dem 8ten Theil der Kotzer Heide sich begnügen will; die Abgränzung selbst aber soll durch eine Local-Commission vorgenommen, auch bey dieser Gelegenheit die etwanige Gränz- Streitigkeit mit dem Dorfe Below reguliret werden.

ART. VI.

Maafs-
regeln
wider
den Con-
traban-
de- Han-
del.

Da man Königl. Preussischer Seits gegründete Beschwerden zu führen hat, daß aus den in der Mark enclavirten Herzogl. Meklenburg. Dörfern Netzeband, Schönberg, Grüneberg, Rossow etc. ein sehr nachtheiliger Contrebande- Handel nach den Königl. Landen geführt wird, so wollen des Herzogs Durchl. solchen nicht allein ihren Unterthanen und Einflüssen ernstlich verbieten, sondern auch nicht erlauben, daß in gedachten Dörfern Kaufleute, Juden und Höcker angesetzt werden, welche mit Caffee, Zucker, Taback und anderen Material- und Ellen- Waaren, imgleichen Bier und Bandtwein nach den benachbarten Preussischen Landen handeln. Sie wollen auch die Verfügung treffen, daß die Preuss. Contrebandiers, welche sich in gedachten Dörfern etwa aufhalten möchten, auf Königl. Preuss. Seits geschehene Requisition, an die Gerichts- Obrigkeiten von denselben sogleich, und ohne Schwierigkeit und Weigerung, arretiret und ausgeliefert werden, auch daß die in solchen Fällen nöthige Meklenburgischer Seits zu verfügende Visitationes in mehrbefagten Dörfern ohne Anstand und bona fide geschehen mögen. Endlich wollen auch des Herzogs Durchl. zu Hinderung vorerwehnten Contrebande- Handels, über die etwanige weitere erforderliche Maafsregeln mit Sr. Königl. Maj. Sich einverstehen, und darunter allen billigen mit der Meklenburgischen Landes- Verfassung vereinbarlichen Anträgen Gehör geben.

ART. VII.

1787

Auslieferung
der Deferteurs,

Beide hohe contrahirende Theile versprechen Sich auch einander, daß die wirklichen Soldaten, welche aus dem einen Lande in das andere desertiren möchten, auf geschehene Requisition und Reclamation, ohnweigerlich ausgeliefert werden sollen, wie man dann auch einig geworden, daß, so bald als möglich, ein ausführlich und förmlich Cartel wegen reciproquer Auslieferung der Deferteurs geschlossen und öffentlich bekannt gemacht werden soll.

ART. VIII.

Der zwischen dem hochsel. Könige Friedrich II, von Preussen und dem gleichfalls hochsel. Herzoge Christian Ludewig zu Meklenburg den 14ten April 1752. geschlossene Erbvereinigungs- und Successions-Tractat wird hierdurch in allen Puncten und Artikeln erneuert und bestätigt, so als wenn derselbe hier wörllich eingerückt wäre.

Bestätigung d.
Erbeinigungs-
Vertrags.

Urkundlich ist diese Convention von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden, und sollen die Ratificationes darüber binnen 4 Wochen oder früher gegen einander ausgewechselt werden. So geschehen Berlin den 13. Mart. 1787.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

FINKENSTEIN.

EW. FR. VON
HERTZBERG.

J. J. FREYH. VON
LÜTZOW.

28.

1787 *Traité conclu entre la Compagnie Angloise*
 10. Avr. *des Indes Orientales et le Rajah de Tanjour*
 le 10. Avril 1787.

(CHALMERS Collection T.II. p. 498. MACKENZIE
 app. p. 85.)

*T*reaty and Agreement concluded between the Honourable Major General Sir Archibald Campbell, Knight of the Bath, President and Governor of Fort Saint George, on Behalf of the United Company of Merchants of England trading to the East Indies, and his Excellency Amer Sing, Rajah of Tanjore.

The court of directors of the East India company, having taken into their serious consideration the great advantages which may be attained by improving the blessings of peace now happily re-established on the coast of Coromandel, in the Carnatic, and the country of Tanjour, and considering the present hour best suited for settling and arranging, by a just and equitable treaty, a plan for the future defence and protection of the Carnatic, the Tanjour country, and the northern circars, on a solid and lasting foundation, have communicated these their sentiments to his Excellency the Rajah of Tanjour, who, being fully impressed with the propriety and wisdom of such an arrangement, has for himself, his heirs and successors, adjusted and concluded a solid and permanent treaty with the honourable East India company, upon the principles and conditions herein after mentioned: in consequence whereof, it is stipulated and agreed, that due provision shall be made for the military peace establishment; and also, that for discharging the expence of war, in the event of war breaking out in the Tanjour country, or in the Carnatic, or any part of the coast of Coromandel, certain contributions, or proportions of the revenues of the contracting parties, shall be united into one common stock, to be applied for their mutual security and defence. And,

as it is necessary that the application of the said contributions, both for peace and war, should be reposed in the united company, or their representatives, together with the direction of the war, the command of the army, magazines of stores and provisions, with full power to occupy or dismantle such forts as by them shall be deemed necessary for the general security; the said contracting parties do hereby solemnly engage and agree, for themselves and their successors, to and with each other, in manner following; that is to say:

ART. I.

The friends and enemies of his Excellency the Rajah of Tanjour, and of the English united East India company, shall be considered as the friends and enemies of both.

Amis et ennemis de la compagnie.

ART. II.

His Excellency the Rajah of Tanjour will contribute towards the military peace establishment, and shall pay into the treasury of the said united company the annual sum of four lacks of star pagodas, to commence 12th July, in the year of Christ 1787, corresponding to the 30th année of the Malabar month, of Palavunga year, and to the Phusly 1197, divided into Kists payable at the following periods:

Contribution du Rajah pour le militaire.

November	—	20,000.
December	—	50,000.
January	—	50,000.
February	—	90,000.
March	—	90,000.
April	—	100,000.

Star Pagodas 400,000.

ART. III.

The annual contribution of four lacks of pagodas, to be paid by his Excellency the Rajah of Tanjour, towards the army peace establishment, is proportioned to the gross revenues of his country, estimated at 10 lacks of pagodas; and it is hereby stipulated and agreed, that whenever the annual gross revenues of the country shall rise above ten lacks of pagodas, the annual contribution of his Excellency, in time of peace, shall likewise

Qui sera augmentée avec les revenus.

1787 Likewise be encreased according to the same scale or standard.

ART. IV.

Inspection de la Compagnie. In case of failure in the punctual payment of the four lacks of pagodas already mentioned, to the extent of fifty thousand pagodas, for the period of one month after the same shall appear to them necessary to discharge the amount of the sum in arrear; and that the company shall have power to appoint superintendants or receivers to collect and receive from the Rajah's renters, managers, aumildars, all the rents, revenues, duties, and customs of the said districts, and these superintendants or receivers shall exercise all necessary authority for collecting such rents, revenues, duties, and customs of the said districts, giving regular receipts for all the monies which may be received by the said superintendants; who shall have full power to inspect and examine all Catcherry receipts and accounts of the lands and districts aforesaid, as well as to ascertain the state of all other revenues, which shall be collected annually within the said districts; and when the full amount of the arrears due shall have been paid to the company, the superintendent or receiver shall be immediately recalled.

ART. V.

Deplacement des aumildars. At the appointment of the superintendent or receiver, his Excellency the Rajah will furnish the company with the obligations of the aumildars, renters, or farmers of each district, and if they do not pay the money punctually to the superintendants or receivers, agreeable thereto, his Excellency the Rajah, at the request of the governor in council of Fort St. George, shall and will immediately dismiss the said aumildars, renters, or farmers, and appoint such others in their stead as the president in council of Fort St. George shall recommend, after taking from them the usual obligations, which shall be delivered to the company by his Excellency.

ART. VI.

Gouvernement civil. That the exercise of power over the said districts and farms, by virtue of the conditions mentioned in

In the IV. and V. articles, in case of failure in the payment of any of the kists, shall not extend or be construed to extend to deprive this Excellency the Rajah of Tanjour, or his successors, of the civil government thereof, or the honour and dignity of his family; but the same shall be preserved to him and them inviolate, saving and excepting the powers in the articles No. IV. and V. exprest and mentioned. 1787

ART. VII.

That in the event of any war breaking out in the Carnatic, in Tanjour or on the coast of Coromandel, the said united company shall charge themselves with the direction, order, and conduct thereof, and, during the continuance of such war, shall apply four-fifths of their whole revenue, in the Carnatic and the northern circar, annually, to the military expences of the war. En cas de guerre, les 4/5 des revenus

ART. VIII.

That in the like event, his Excellency the Rajah of Tanjour shall pay into the treasury of the said united company four-fifths of his revenues, tho the general expences of such war, to be applied in such manner as the said united company or their representatives shall find necessary for their common safety and interests, as also for the interests of their allies in the Carnatic, and on the coast of Coromandel. And it is moreover agreed, that his Excellency's proportion of the debt and expences incurred by war, shall henceforth be settled at one fifth part of the whole amount thereof. seront fournis à la Compagnie.

ART. IX.

For the more effectual security of the payment of four-fifths of the revenue of his Excellency, annually, to the military expences of the war; and to remove every doubt on the part of the company, of any secretion or diversion of the said revenues from the purpose aforesaid, the president in council of Fort St. George; in behalf of the company, shall have full power and authority during such war, to appoint one or more inspectors or accountants, to inspect and examine all country and Cutcherry accounts and receipts, of all the countries and districts of his Excellency, Sous l'inspection de la Comp.

1787 lency, as well as all other revenues, duties, or customs, collected by or for the use of his Excellency. And in case the said four-fifths of the revenues, or any part thereof, are diverted from the discharge of the current expences of the war, or the debts and expences incurred hereby, the said united company shall have full power to appoint superintendants and receivers over the said countries and districts of the Rajah, in the manner specified in the IV. article of this treaty, with the same authority, and under the like restrictions and conditions therein expressed, in case of failure.

ART. X.

Jusqu'
au paye-
ment des
dettes.

That the said annual four-fifths, payable from the revenues of his Excellency the Rajah of Tanjore, shall, after the termination of the war, continue to be applied to the discharge of all debts and expences that may be incurred or arise during the course of the war, until his proportion of one-fifth part of the whole expence is paid off and discharged.

ART. XI.

Mais
non au
delà.

It is expressly understood and declared, that so soon as the expences incurred by the war are paid off and discharged, the superintendants and receivers shall be immediately recalled.

ART. XII.

Alors
les art.
II. V.
seront
rétablis.

That during the application of the said proportion of four-fifths of the said gross revenues to the discharge of the debts and expences incurred in time of war, the II. III. IV. and V. articles of this treaty shall be and remain dormant, and be of no effect; but shall recommence, and regain their full force and validity, from and immediately after all the debts and expences of such war have been fully and proportionally paid off and discharged.

ART. XIII.

Mais
forte à
prêter
par la C.

In case his Excellency shall at any time have occasion for any number of troops for the security and collection of his revenues, the support of his authority, or the good order and government of his country, the said united company shall and will furnish

a suf.

1787

a sufficient number of troops, on a public representation being made by his Excellency, to the president in council of Fort St. George, of the necessity of employing such force, and the objects to be obtained thereby. In case of the march of such troops, the additional batta and expences attending their movements shall be annually discharged by his Excellency, at the end of each year.

ART. XIV.

The late Rajah of Tanjore having been, at the time of his death, indebted to his highness the Nabob of the Carnatic, for arrears of peishcash, since the year 1776, which, at the commencement of the Phusly 1197, or 12th July 1787, will amount to the sum of twelve lacks fifty-seven thousand one hundred forty-two pagodas; and having also been indebted to British subjects, whose names are set forth in a schedule herewith annexed, for various sums of money lent by them, to and for the use of the Rajah, which, with interest, are computed to amount to about the sum of four lacks of pagodas; it is hereby stipulated and agreed, that, for the liquidation of the said arrears of peishcash, his Excellency shall appropriate annually the sum — of — Pagodas 105,715. To his annual peishcash to the Nabob, the sum of — — — 114,285. And to his Excellency's private creditors, the annual sum of — — 80,000. In all, three lacks of pagodas — 300,000.

Payable in gifts as follows:

In November	—	—	10,000.
December	—	—	10,000.
January	—	—	10,000.
February	—	—	10,000.
March	—	—	10,000.
May	—	—	60,000.
June	—	—	60,000.
July	—	—	50,000.
August	—	—	40,000.
September	—	—	40,000.

Star Pagodas 300,000.

Tom. IV.

S

ART.

1787

Dettes
aux
Anglois.

ART. XV.

The private debts of his Excellency not being as yet accurately ascertained, it is hereby agreed, that the debts due to British subjects shall be forthwith examined, adjusted, and settled; for with purpose, the creditors shall be called upon to deliver their demands to the president in council of Madras, stated with simple interest, at the rate of 12. *per cent. per annum*, to the 12th day of July, 1787; which accounts will be examined by agents to be appointed on the part of the Rajah, and by the governor in council, on behalf of the creditors, after which, they will be laid before his Excellency; and on receiving his final approbation, they shall be classed amongst the list of his private creditors, and become entitled to a share, or rateable proportion, of the said sum of 80,000 pagodas, agreeable to such equitable arrangement, as may be formed by the governor in council, for the benefit of the Rajah and the creditors: and it is agreed, that so soon as the debts and interest due from the Rajah to British subjects are paid off and discharged, the annual payment of 80,000 pagodas, agreed to be made by the Rajah, for the benefit of the creditors, shall from henceforth cease and determine.

ART. XVI.

Aux-
quelles
dettes
du Car-
natic
seront
payées.

And whereas his highness the Nabob of the Carnatic has, by a solemn deed, assigned over to the united East India company the arrears of peishcash already due, and the annual peishcash which shall henceforth become due to his Highness, in payment of his debt to the company, his Excellency the Rajah of Tanjour, willing to manifest his regard to the company, and upright intentions towards the Nabob of the Carnatic, does hereby cheerfully agree to pay into the hands of the India company, for the account of the Nabob of the Carnatic, the whole annual appropriations to his Highness, specified in the XIV. article, upon the president and council of Fort St. George indemnifying his Excellency for the amount of all such monies as they shall receive on that account.

In like manner, the company shall be accountable to his Excellency on account of the money received on behalf of the creditors.

In

In confirmation of all the articles in the preceding treaty, Sir Archibald Campbell, governor of Fort St. George, invested with full powers on behalf of the India company, has subscribed and sealed two instruments of the same tenor and date, at Tanjour, on the 10th day of April, in the year of Christ 1787.

And his Excellency Maha Rajah Amer Sing, for himself, his heirs and successors, has also subscribed and sealed the same instruments, at Tanjour, the twentieth of the month Jamad ul Awker, and in the year of the Hegyra twelve hundred and one.

(Seal.)

Signed: ARCHD. CAMPBELL.

Signed and sealed by the honourable Sir Archibald Campbell, governor, etc. and by his Excellency the Rajah of Tanjour, in the presence of

Signed: { ALEX. MACLEOD, Resident.
J. STUARD, Colonel Commanding.

By order of the honourable the Governor.

Signed: A. MONTGOMERY CAMPBELL.
Secretary.

Schedule of Private Debts referred to in the XIV. Article.

	Principal.
Mr. Alexander Brody —	S. P. 99,254.
Mr. Duncan Baine —	30,000.
Sir George Ramfey —	20,000.
Col. Maclellan —	72,000.
Major (or Captain) Burrows —	26,100.
Mr. Whyte — 5,706.	
Received 1,000.	

4,706.

Mr. Swatz, for money subscribed by gentlemen for the benefit of orphans 1,000.

Star Pagodas 2,53,060.

The above debts bear interest at the rate of 12 per cent. per annum; and there is now between four and five years interest due upon them.

Signed: ARCHD. CAMPBELL.

S 2

29.

29.

1787 Articles fondamentaux pour la nouvelle Co-
 lonie fondée sur le territoire au Nord-Ouest
 de l'Ohio sous les auspices du Congrès des
 Etats-Unis de l'Amérique.

23. Juill.

(Nouv. Extraord. 1787. N. 104. suppl.)

Reli-
gion.

ART. I.

Aucune personne, qui se comportera d'une manière paisible et réglée, ne sera jamais molestée à raison de son culte ou de ses sentimens sur la religion dans le dit territoire.

ART. II.

Justice.

Les habitans du dit territoire auront toujours droit au bénéfice de l'*Habeas Corpus* et au privilège d'être jugés par Juré, ainsi qu'à une représentation proportionnée du peuple dans l'Assemblée législative et aux procédures judiciaires, conformément au Cours ordinaire de la loi du pays. Toutes les personnes auront droit d'être relâchées sous caution, si ce n'est pour délits capitaux, lorsqu'il y aura preuve évidente ou forte présomtion. Toutes les amendes seront modérées; et il ne sera point infligé de punitions cruelles ni inusitées. Personne ne sera privé de sa liberté ou de sa propriété, sinon en vertu du jugement de ses Pairs ou de la loi du pays: Et, si les besoins publics le faisaient, qu'il fut nécessaire, pour le salut de l'Etat, de saisir la propriété de quelcun, ou d'exiger ses services particuliers, il en sera pleinement indemnisé. Et, quant à la juste conservation des droits et privilèges, il est bien entendu et déclaré, que jamais il ne devra être passé de loi, ni fait de statut ayant force de loi dans le dit territoire, qui s'ingère de quelque façon que ce soit, ni porte atteinte à des contrats particuliers ou engagements, faits préalablement *bona fide* et sans fraude.

ART. III.

Ecoles;
bonne
foi.

Comme la religion, les bonnes mœurs, et les connoissances sont nécessaires pour le bon Gouvernement et le bonheur du Genre humain, l'on encouragera constamment l'établissement d'écoles et les moyens d'éducation. L'on observera toujours la bonne foi la plus

plus

plus parfaite à l'égard des Indiens : On ne leur prendra jamais leurs terres ni propriétés sans leur consentement : Jamais ils ne seront inquiétés ni troublés dans la possession de leurs biens, droits et liberté, si ce n'est dans des guerres justes et légitimes, autorisées par le Congrès : Mais il sera fait successivement des loix, fondées en justice et en humanité, pour empêcher qu'il ne leur soit fait du tort, et pour conserver avec eux la paix et la bonne amitié. 1787

ART. IV.

Le dit territoire et les Etats, qui pourront y être formés, seront pour toujours et à jamais partie de la confédération des Etats-Unis d'Amérique, sujets aux Articles de la Confédération et à tels changemens, qui y seront faits constitutionnellement, ainsi qu'à tous actes et ordonnances des Etats-Unis assemblés en Congrès, qui y seront conformés. Les habitans et colons, établis dans le territoire seront sujets à payer une partie des dettes déjà contractées, on qui se contracteraient par la Confédération : Ils porteront aussi leur part proportionnelle aux dépenses du Gouvernement, suivant la Quote-part, qui leur sera assignée par le Congrès, conformément à la même règle et mesure commune, selon laquelle les Quote-parts de ces charges seront réparties sur les autres Etats. Les taxes pour payer ces Quote-parts seront imposées et perçues par l'autorité et sur les ordres des Assemblées législatives du district ou des districts ou nouveaux Etats, comme il est d'usage dans les Etats originaires, dans le délai, dont seront convenus les Etats-Unis assemblés en Congrès. Les Assemblées législatives de ces districts ou nouveaux Etats ne se mêleront jamais de la disposition primaire du sol faite par les Etats-Unis assemblés en Congrès, ni d'aucuns réglemens, que le Congrès trouverait nécessaires pour assurer le titre à tel sol aux acheteurs, qui en auraient fait l'acquisition *bona fide*. Il ne sera imposé aucune taxe sur des terres, appartenant en propre aux Etats-Unis ; et en aucun cas les propriétaires non-résidans ne seront imposés à un taux plus haut que les propriétaires résidans. Les eaux navigables, qui conduisent dans le Mississipi et la rivière de St. Laurent, et les routes de chariage, entre ces rivières, seront réputées chemins publics, et par conséquent libres tant pour les habitants

Rapport
vis à vis
du Congrès.

1787 tans du dit territoire, que pour les citoyens des Etats-Unis et pour ceux de tous autres Etats, qui pourraient être admis dans la confédération, sans payer aucune taxe, impôt, ni droit à ce sujet.

ART. V.

Limites,
divi-
sion, et
droit de
repré-
sentation.

Il sera formé, dans le dit territoire: pas moins de trois ni plus de cinq Etats; et les limites des Etats, aussitôt que la Virginie aura altéré son acte de cession et son consentement à cet effet, seront fixées et établies, comme il suit; savoir: L'Etat occidental dans le dit territoire sera borne par le Mississipi, et les rivières d'Ohio et de Wabash; ensuite par une ligne directe, tirée du Wabash et du poste Vincent vers le nord jusqu'à la ligne territoriale entre les Etats-Unis et le Canada; et par la même ligne territoriale jusqu'au lac des Bois (*Lake of the Woods*) et au Mississipi. L'Etat du milieu sera borné par la dite ligne directe, le Wabash du poste Vincent jusqu'à l'Ohio, par l'Ohio par une ligne directe tirée au nord depuis l'embouchure du Grand Miami jusqu'à la dite ligne territoriale, et enfin par la dite ligne territoriale. L'Etat oriental sera borné par la droite ligne, qu'on vient de mentionner, par l'Ohio, la Pensylvanie, et la dite ligne territoriale: Pourvu cependant, comme il est ultérieurement entendu et déclaré, que les limites de ces trois Etats seront sujettes à être altérées de façon que, si le Congrès le trouve utile ci-après, il aura le pouvoir de former un ou deux Etats dans cette partie du dit territoire, qui est située au nord d'une ligne à tirer de l'Est à l'Ouest, à travers la partie méridionale ou l'extrémité du lac Michigan: Et, toutes les fois qu'il se trouvera dans les dits Etats 60 mille habitans libres, un tel Etat sera admis à être représenté par ses Députés dans le Congrès des Etats-Unis, sur un pied égal avec les Etats originaires à tous égards quelconques; et il lui sera libre de former une constitution permanente et forme de Gouvernement, à condition néanmoins que la constitution et gouvernement qui seront formés ainsi, seront républicains et réglés conformément aux principes, contenus dans les présens Articles: Et, autant que cela sera compatible avec les intérêts généraux de la Confédération, une telle admission sera accordée à une époque plus prochaine, et quoiqu'il y ait dans le dit Etat un nombre d'habitans moindre de soixante mille.

AAR.

ART. VI.

1787

Liberté
person-
nelle.

Il n'y aura dans le dit territoire ni esclavage ni servitude volontaire, si ce n'est dans le seul cas de punition de crimes, dont le coupable aura été dûment convaincu: Bien entendu néanmoins qu'au cas que quelque personne s'échappe dans le dit Etat, de laquelle le service ou le travail forcé est légalement exigé dans aucun des Etats originaires, une telle personne fugitive pourra être légalement réclamée et amenée chés la personne, qui aura droit à son travail forcé et à son service comme ci-dessus.

Qu'il soit ordonné par l'autorité susdite, que les résolutions du 23. Avril 1784, relatives à l'objet de la présente ordonnance foyent révoquées, comme elles sont révoquées et déclarées nulles et de nulle valeur par la présente.

Fait par les Etats-Unis, assemblés en Congrès, le 13. Juillet l'an de grace 1787. de notre Souveraineté et Indépendance le douzième.

30.

Déclaration reciproque entre les cours de Ver- 30. Août
saillies et de Londres pour ne mettre en activité
de part et d'autre que six vaisseaux de ligne;
donnée à Versailles le 30. Août 1787.

(Koch table etc. et recueil T. II. p. 498.)

SA Majesté Très-Chrétienne et S. M. Britannique voulant consolider de plus en plus la bonne harmonie qui existe entre elles, ont jugé à propos, dans la position actuelle des affaires, de convenir que l'on ne préparera de part et d'autre aucun armement de mer au delà de l'établissement de paix, et que l'on ne fera aucune disposition pour mettre en mer un plus grand nombre de vaisseaux de ligne que les six dont l'armement a déjà été communiqué réciproquement, et que dans ce cas où l'un du deux souverains se trouverait dans la nécessité de faire à cet égard quelque arrangement différent, il ne pourra avoir lieu, qu'après un avertissement préalable. A Versailles le 30. Août 1787.

Signé: Le Comte DE MONTMORIN.

WILLIAM EDEN.

31.

1787 Convention between his Britannic Majesty,
 31. Août and the Most Christian King. Signed at
 Versailles, Aug. 31. 1787.

(*ARCHENHOLTZ* *british Mercury* Vol. III. p. 272. et
 se trouve dans *Annual Register* 1787. Publ.
 Papers p. 68.)

Difficulties having arisen in the East Indies, relative to the meaning and extend of the thirteenth Article of the Treaty of Peace, signed at Versailles the 3. of September, one thousand seven hundred and eighty-three, his Britannic Majesty and his Most Christian Majesty, with a view to remove every cause of dispute between their respective subjects in that part of the world, have thought proper to make a particular Convention, which may serve as an explanation of the thirteenth Article above mentioned. In this view, their said Majesties have named for their respective Plenipotentiaries, to wit, on the part of his Britannic Majesty, William Eden, Esq. Privy Councillor in Great Britain and Ireland, Member of the British Parliament, and his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to his Most Christian Majesty; and on the part of his Most Christian Majesty, the Sieur Armand Mark, Count de Montmorin de St. Herem, Marshal of his camps and forces, Councillor in all his Councils, Knight of his orders, and of the Golden Fleece, Minister and Secretary of State, and of his Commands and Finances, having the Department of Foreign Affairs; who, after having communicated to each other their respective full powers, have agreed upon the following Articles:

ART. I.

Freedom
 of trade.

His Britannic Majesty again engages, "to take such measures as shall be in his power, for securing to the subjects of France a safe, free, and independent trade, such as was carried on by the French East India Company," and as is explained in the following Articles, "whether they exercise it individually, or

31.

Convention explicative signée entre la 1787
France et la Grande-Bretagne au sujet ^{31. Août}
des établissemens et du commerce Fran-
çais dans l'Inde *).

(*Mercure de France* 1787. Novembre p. 161.)

Des difficultés s'étant élevées dans les Indes Orientales, relativement au sens et à l'étendue de l'article XIII. du traité de paix signé à Versailles le 3. Septembre 1763, S. M. B. et S. M. T. C., desirant écarter tout sujet de dispute entre leurs sujets respectifs dans cette partie du monde, ont jugé à propos de faire une Convention particulière, explicative de l'article XIII. susmentionné; dans ce but, leurs-dites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, respectifs, savoir: de la part de S. M. T. C., le Sr. Armand-Marc, Comte de Montmorin de St. Herent, Maréchal de ses camps et armées, son Conseiller en tous ses Conseils, Chevalier de ses Ordres et de la Toison d'or, Ministre et Secrétaire d'Etat, de ses Commandemens et Finances, ayant le département des affaires étrangères; et de la part de S. M. Britannique, le Sieur Guillaume Eden, Membre de ses Conseils privés dans la Grande-Bretagne et en Irlande, Membre de son Parlement Britannique, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. T. C.; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

ART. I.

Sa Majesté Britannique s'engage de nouveau à prendre telles mesures qui seront en son pouvoir, pour assurer aux sujets de la France un commerce sûr, libre et indépendant, ainsi qu'il était fait par la Compagnie Française des Indes Orientales, et selon qu'il est expliqué dans les articles suivans, soit qu'ils l'exer-

Liberté
de com-
merce.

S 5

cent

*) Cette convention se trouve déjà plus haut T. III. p. 72. mais seulement en Anglais.

1787 as a Company," as well in the Nabobship of Arcot, and the Countries of Madura and Tanjore, as in the Provinces of Bengal, Bahar, and Orixá, the Northern Circars, and in general in all the British possessions on the coasts of Orixá, Coromandel, and Malabar.

ART. II.

Importation
of salt
in Bengal.

In order to prevent all abuses and disputes relative to the importation of salt, it is agreed, that the French shall not import annually into Bengal more than two hundred thousand maunds of salt; the said salt shall be delivered at a place of deposit appointed for that purpose by the Government of Bengal, and to officers of the said Government, at the fixed price of one hundred and twenty rupees for every hundred maunds.

ART. III.

Salpêtre,
Opium.

There shall be delivered annually for the French Commerce, upon the demand of the French Agent in Bengal, eighteen thousand maunds of salpêtre, and three hundred chests of opium, at the price established before the late war.

ART. IV.

Factories under
French
Jurisdiction.

The six ancient Factories, namely, Chandernagore, Cossimbuzar, Decca, Jugdea, Palasore and Patna, with the territories belonging to the said Factories, shall be under the protection of the French Flag, and subject to the French Jurisdiction.

ART. V.

Ancient
and new
Houses
of commerce.

France shall also have possession of the ancient Houses of Soopore, Keerpooy, Cannicole, Mohunpore, Serampore and Chittagong, as well as the dependencies on Soopore, viz. Gautjurat, Aliende, Chintzbad, Patorcha, Monopore and Dolobody; and shall further have the faculty of establishing new Houses of Commerce; but none of the Houses shall have any Jurisdiction, or any exemption from the ordinary justice of the country exercised over British subjects.

ART.

cent individuellement ou par Compagnie, tant dans la Nababie d'Arcot, les pays de Maduré et de Tanjour, que dans les Provinces de Bengale, Bahar et Orixia, les Cerkars du Nord, et en général dans toutes les possessions Britanniques sur les Côtes d'Orixia, de Coromandel et de Malabar. 1787

ART. II.

Afin de prévenir tous abus et toutes disputes relatives à l'importation du sel, il est convenu que les François n'en importeront point annuellement dans le Bengale au-delà de deux cents mille maunds: le dit sel sera délivré au lieu du dépôt désigné pour cet effet par le Gouvernement du Bengale et aux Officiers dudit Gouvernement, au prix fixé de 110 roupies pour chaque 100 maunds. Importation du sel au Bengale.

ART. III.

Il sera délivré annuellement pour le commerce François, sur la demande de l'Agent François dans le Bengale, dix-huit mille maunds de salpêtre, et trois cents caisses d'opium, au prix établi avant la dernière guerre. Salpêtre, Opium.

ART. IV.

Les six anciennes factoreries, c'est-à-dire, Chander-nagor, Cassimbuzar, Dacca, Ingdea, Balafore et Patna, avec les territoires appartenans auxdites factoreries, seront sous la protection du pavillon François, et sujettes à la juridiction Française. Factoreries sous juridiction Française.

ART. V.

La France aura aussi la possession des anciennes maisons de Soopore, Keerpoy, Cannicale, Mohon-pore, Serampore, et Chittagong, aussi bien que des dépendances sur Soopore; savoir Gautjurat, Allende, Chinzabad, Patorcha, Monepore et Dalabady; elle aura de plus la faculté d'établir de nouvelles maisons de commerce; mais aucune de ces maisons n'aura juridiction, ni ne sera exempte de la justice ordinaire du pays, qui s'exerce sur les sujets Britanniques. Maisons de commerce.

ART.

1787

Admi-
nistr. of
Justice.

ART. VI.

His Britannic Majesty engages to take measures to secure French subjects without the limits of the ancient Factories above mentioned, an exact and impartial administration of Justice, in all matters concerning their persons or properties, or the carrying on their trade, in the same manner and as effectually as to his own subjects.

ART. VII.

Euro-
peans
and na-
tives to
be deli-
vered.

All Europeans, as well as natives, against whom judicial proceedings shall be instituted, within the limits of the ancient Factories above mentioned, for offences committed, or debts contracted, within the said limits, and who shall take refuge out of the same, shall be delivered up to the Chiefs of the said Factories: and all Europeans, or others whosoever, against whom judicial proceedings shall be instituted, within the said limits, and who shall take refuge, within the same, shall be delivered up by the Chiefs of the said Factories, upon demand being made of them by the Governor of the country.

ART. VIII.

Upon
demand.

All the subjects of either nations respectively, who shall take refuge within the Factories of the other, shall be delivered up on each side, upon demand being made of them.

ART. IX.

Factory
of Ya-
nam.

The Factory of Yanam, with its dependencies, having, in pursuance of the said treaty of peace, been delivered up by Mr. William Hamilton, on the part of his Britannic Majesty, to Mr. Peter Paul Martin, on the part of his Most Christian Majesty, the restitution thereof is confirmed by the present Convention, in the terms of the instrument bearing date the seventh of March, one thousand seven hundred and eighty-five, and signed by Messieurs Hamilton and Martin.

ART.

ART. VI.

1787

Sa Majesté Britannique s'engage à prendre des mesures pour assurer aux sujets François, hors des limites des anciennes factoreries ci dessus mentionnées, une exacte et impartiale administration de la justice, dans toutes les matières relatives à leurs personnes, à leurs propriétés et à la conduite de leur commerce, de la même manière et aussi efficacement qu'à ses propres sujets. Justice.

ART. VII.

Tous les Européens, ainsi que les natifs, contre qui il sera procédé en justice dans les limites des anciennes factoreries ci-dessus mentionnées, pour des offenses commises, ou des dettes contractées dans lesdites limites, et qui prendront refuge hors de ces mêmes limites, seront délivrés aux chefs desdites factoreries; et tous les Européens ou autres quelconques, contre qui il sera procédé en justice, hors desdites limites, et qui se réfugieront dans ces mêmes limites, seront délivrés par les chefs desdites factoreries, sur la demande qui en sera faite par le gouvernement du pays. Extra-ditions.

ART. VIII.

Tous les sujets des deux nations respectivement, qui se réfugieront dans les factoreries de l'autre, seront délivrés des deux côtés, sur la demande qui en sera faite. Extra-ditions de sujets réciproques.

ART. IX.

La factorerie d'Yanam, avec ses dépendances, ayant, en exécution dudit traité de paix, été délivrée par le Sr. Guillaume Hamilton, de la part de S. M. Britannique, au Sr. Pierre-Paul Martin, de la part de S. M. T. C. la restitution en est confirmée par la présente Convention, dans les termes de l'instrument, daté du 7. Mars 1785, et signé par les sieurs Hamilton et Martin. Factorie de Yanam.

1787

ART. X.

Ratifi-
cations.

The present Convention shall be ratified and confirmed in the space of three months, or sooner, if it can be done, after the exchange of signatures between the Plenipotentiaries.

In witness whereof, we, Ministers Plenipotentiary, have signed the present Convention, and have caused the Seals of our Arms to be affixed thereto.

Done at Versailles the 31. of August, 1787.

WM. EDEN,

(L. S.)

Le Comte DE MONTMORIN.

(L. S.)

ART. X.

1787

La présente Convention sera ratifiée et confirmée dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut, après l'échange des signatures entre les Plenipotentiaires.

Ratification

En foi de quoi, nous Ministres Plenipotentiaires, avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 31. Août 1787.

(L. S.) *Le Comte DE MONTMORIN.*

(L. S.) *WM. EDEN.*

32.

1787. *Plan of new Constitution of the United States*
 17. Sept. *of America, agreed upon at a Convention*
held at New-York.

(*Annual-Register 1787. P. Pap. p. 99.*)

New-York, Sept. 21.

In Convention, Sept. 17. 1787.

S I R,

We have now the honour to submit to the consideration of the United States, in Congress assembled, that constitution which has appeared to us the most advisable.

The friends of our country have long seen and desired, that the power of making war, peace, and treaties, that of levying money, and regulating commerce, and the correspondent executive and judicial authorities, should be fully and effectually vested in the general government of the union; but the impropriety of delegating such extensive trust to one body of men is evident. Hence results the necessity of a different organization.

It is obviously impracticable in the foederal government of these states, to secure all rights of independent sovereignty to each, and yet provide for the interest and safety of all. Individuals, entering into a society, must give up a share of liberty to preserve the rest. The magnitude of the sacrifice must depend as well on situation and circumstance, as on the object to be obtained. It is at all times difficult to draw with precision the line between those rights that must be surrendered; and those which may be reserved; and, on the present occasion, this difficulty was increased by a difference among the several states, as to their situation, extent, habits, and particular interests.

In all our deliberations on this subject, we kept steadily in our view that which appears to us the greatest

greatest interest of every true American — the consolidation of our union, in which is involved our prosperity, felicity, safety, perhaps our national existence. This important consideration, seriously and deeply impressed on our minds, led each state in the convention to be less rigid on points of inferior magnitude than might have been otherwise expected; and thus the constitution, is the result of a spirit of amity; and of that mutual deference and concession which the peculiarity of our political situation rendered indispensable.

1787

That it will meet the full and entire approbation of every state, is not perhaps to be expected; but each will doubtless consider, that had her interests been alone consulted, the consequences might have been particularly disagreeable or injurious to others; that it is liable to as few exceptions as could reasonably have been expected, we hope and believe; and that it may promote the lasting welfare of that country, so dear to us all, and secure her freedom and happiness, is our most ardent wish.

With great respect

We have the honour to be,

S I R,

Your Excellency's most

Obedient and humble servants,

GEORGE WASHINGTON, *President.*

By unanimous of the Convention.

(To his Excellency the President of Congress.)

We, the people of the United States, in order to form a more perfect union, establish justice, insure domestic tranquillity, provide for the common defence, promote the general welfare, and secure the blessings of liberty to ourselves, and our posterity, do ordain and establish this constitution for the United States of America.

Tom. IV.

T

Art.

1787

ART. I.

Sect. 1.

Legis-
lative
power.

All legislative powers herein granted shall be vested in a Congress of the United States; which shall consist of a senate and house of representatives.

Sect. 2.

House
of repre-
sentati-
ves.

The house of representatives shall be composed of members chosen, every second year, by the people of the several states; and the electors in each state shall have the qualifications requisite for electors of the most numerous branch of the state legislature.

No person shall be a representative who shall not have attained to the age of twenty-five years, and been seven years a citizen of the United States, and who shall not when elected be an inhabitant of state in which he shall be chosen.

Representatives and direct taxes shall be apportioned among the several states which may be included within this union, according to their respective numbers, which shall be determined by adding to the whole number of free persons, including those bound to service for a term of years, and excluding Indians not taxed, three-fifths of all persons. The actual enumeration shall be made within three years after the first meeting of the Congress of the United States, and within every subsequent term of ten years, in such manner as they shall by law direct. The number of representatives shall not exceed one for every thirty thousand; but each state shall have at least one representative and until such enumeration shall be made, the state of New-Hampshire shall be entitled to chuse three, Massachusetts eight, Rhode Island and Providence Plantations one, Connecticut five, New York six, New Jersey four, Pennsylvania eight, Delaware one, Maryland six, Virginia ten, North Carolina five, South Carolina five, and Georgia three.

When vacancies happen to the representation from any state, the executive authority thereof shall issue writs of election to fill such vacancies.

The house of representatives shall chuse their speaker and other officers; and shall have the sole power of impeachment.

Sect.

Sect. 3.

1787

Senate.

The senate of the United States shall be composed of two senators from each state, chosen by the legislature thereof, for six years; and each senator shall have one vote.

Immediately after they shall be assembled in consequence of the first election, they shall be divided, as nearly as may be, into three classes. The seats of the senators of the first class shall be vacated at the expiration of the second year; of the second class, at the expiration of the fourth year; and of the third class, at the expiration of the sixth year, so that one-third may be chosen every second year; and if vacancies happen by resignation, or otherwise, during the recess of the legislature of any state, the executive thereof may make temporary appointments until the next meeting of the legislature which shall then fill such vacancies.

No person shall be a senator who shall not have attained to the age of thirty years, and been nine years a citizen of the United States, and who shall not, when elected, be an inhabitant of that state for which he shall be chosen.

The vice-president of the United States shall be president of the senate; but shall have no vote, unless they be equally divided.

The senate shall chuse their other officers, and also a president *pro tempore*, in the absence of the vice-president, or when he shall exercise the office of president of the United States.

The senate shall have the sole power to try all impeachments. When sitting for that purpose, they shall be on oath or affirmation. When the president of the United States is tried, the chief justice shall preside; and no person shall be convicted without the concurrence of two thirds of the members present.

Judgement in cases of impeachment shall not extend further than to removal from office, and disqualification to hold and enjoy any office of honour, trust, or profit, under the United States; but the party convicted shall nevertheless be liable and subject to indictment, trial, judgement, and punishment, according to law.

1787

Sect. 4.

Elections
for Sen.
and re-
presen-
tatives.

The times, places, and manner of holding elections for senators and representatives, shall be prescribed in each state by the legislature thereof; but the Congress may at any time by law make or alter such regulations, except as to the places of chusing Senators.

The Congress shall assemble at least once in every year; and such meeting shall be on the first Monday in December, unless they shall by law appoint a different day.

Sect. 5.

Qualifi-
cations
of elect.
adjourn-
ment.

Each house shall be the judge of the elections, returns, and qualifications of its own members, and a majority of each shall constitute a quorum to do business; but a smaller number may adjourn from day to day, and may be authorized to compel the attendance of absent members, in such manner, and under such penalties, as each house may provide.

Each house may determine the rules of its proceedings, punish its members for disorderly behaviour, and, with the concurrence of two-thirds, expel a member.

Each house shall keep a journal of its proceedings, and from time to time publish the same, excepting such parts as may in their judgement require secrecy; and the yeas and nays of the members of either house on any question shall, at the desire of one-fifth of those present, be entered on the journal.

Neither house, during the session of Congress, shall without the consent of the other, adjourn for more than three days, nor to any other place than that in which the two houses shall be sitting.

Sect. 6.

Privile-
ges of
Senat.
and re-
presen-
tatives.

The senators and representatives shall receive a compensation for their services, to be ascertained by law, and paid out of the treasury of the United States. They shall in all cases, except treason, felony, and breach of the peace, be privileged from arrest during their attendance at the session of their respective houses, and in going to and returning from the same; and

and for any speech or debate in either house, they shall not be questioned in any other place. 1787

No senator or representative shall, during the time for which he was elected, be appointed to any civil office under the authority of the United States, which shall have been created, or the emolument whereof shall have been increased during such time; and no person, holding any office under the United States, shall be a member of either house during his continuance in office.

Sect. 7.

All bills for raising revenue shall originate in the house of representatives; but the senate may propose or concur with amendments, as on other bills. Bills for raising revenue etc.

Every bill which shall have passed the house of representatives and the senate shall, before it become a law, be presented to the president of the United States: if he approve, he shall sign it, if not, he shall return it with his objections to that house in which it shall have originated, who shall enter the objections at large on their journal, and proceed to reconsider it. If, after such reconsideration, two-thirds of that house shall agree to pass the bill, it shall be sent, together with the objections, to the other house, by which it shall likewise be reconsidered, and if approved by two-thirds of that house, it shall become a law. But in all such cases the votes of both houses shall be determined by yeas and nays; and the names of the persons voting for and against the bill shall be entered on the journal of each house respectively. If any bill shall not be returned by the president within ten days (Sundays excepted) after it shall have been presented to him, the same shall be a law, in like manner as if he had signed it, unless the Congress by their adjournment prevent its return, in which case it shall not be a law.

Every order, resolution, or vote, to which the concurrence of the senate and house of representatives may be necessary (except on a question of adjournment), shall be presented to the president of the United States; and, before the same shall take effect, shall be approved by him, or, being disapproved by him, shall

178 shall be repassed by two-thirds of the senate and house of representatives, according to the rules and limitations prescribed in the case of a bill.

Sect. 8.

Power
of the
Con-
gress.

The Congress shall have power to lay and collect taxes, duties, imposts, and excises, to pay the debts and provide for the common defence and general welfare of the United States; but all duties, imposts, and excises, shall be uniform throughout the United States.

To borrow money on the credit of the United States.

To regulate commerce with foreign nations, and among the several states, and with the Indian tribes.

To establish and uniform rule of naturalization, and uniform laws on the subjects of bankruptcies, throughout the United States.

To coin money, regulate the value thereof and of foreign coin, and fix the standard of weights and measures.

To provide for the punishment of counterfeiting the securities and current coin of the United States.

To establish post-offices and post-roads.

To promote the progress of science and useful arts, by securing for limited times to authors and inventors the exclusive right to their respective writings and discoveries.

To constitute tribunals inferior to the supreme court.

To define and punish piracies and felonies committed on the high seas, and offences against the law of nations.

To declare war, grant lettres of marque and reprisal, and make rules concerning captures on land and water.

To raise and support armies; but no appropriation of money to that use shall be for a longer term than two years.

To provide and maintain a navy.

To

To make rules for the government and regulation of the land and naval forces. 1787

To provide for calling forth the militia, to execute the laws of the Union, suppress insurrections, and repel invasions.

To provide for organizing, and disciplining the militia, and for governing such part of them as may be employed in the service of the United States; reserving to the states respectively the appointment of the officers, and the authority of training the militia, according to the discipline prescribed by Congress.

To exercise exclusive legislation, in all cases whatsoever, over such district (not exceeding ten miles square), as may by cession of particular states, and the acceptance of Congress, become the seat of the government of the United States; and to exercise like authority over all places purchased by the consent of the legislature of the state, in which the same shall be, for the erection of forts, magazines, arsenals, dockyards, and other needful buildings. And

To make all laws which shall be necessary and proper for carrying into execution the foregoing powers, and all other powers vested by this constitution in the government of the United States, or in any department or office thereof.

Sect. 9.

The migration or importation of such persons as any of the states now existing shall think proper to admit, shall not be prohibited by the Congress, prior to the year one thousand eight hundred and eight; but a tax or duty may be imposed on such importation, not exceeding ten dollars for each person. Right of Privateers.

The privilege of the writ of habeas corpus shall not be suspended, unless when, in cases of rebellion or invasion, the republic safety may require it.

No bill of attainder, or *ex post facto* law, shall be passed.

No capitation, or other direct tax, shall be laid, unless in proportion to the census, or enumeration herein before directed to be taken.

1787 No tax or duty shall be laid on articles exported from any state. No preference shall be given, by any regulation of commerce or revenue, to the ports of one state over those of another: nor shall vessels bound to or from one state be obliged to enter, clear, or pay duties, in another.

No money shall be drawn from the treasury, but in consequence of appropriations made by law, and a regular statement and account of the receipts and expenditures of all public money shall be published from time to time.

No title of nobility shall be granted by the United States: and no person holding any office of profit or trust under them shall, without the consent of the Congress, accept of any present, emolument, office, or title, of any kind whatever, from any king, prince, or foreign state.

Sect. 10.

Restri-
ction of
the po-
wer of
single
States.

No state shall enter into any treaty, alliance, or confederation: grant letters of marque and reprisal; coin money; emit bills of credit; make any thing, but gold and silver coin, a tender in payment of debts; pass any bill of attainder, *ex post facto* law, or law impairing the obligation of contracts, or grant any title of nobility.

No state shall, without the consent of the Congress, lay any imposts or duties on imports or exports, except what may be absolutely necessary of executing its inspection laws; and the net produce of all duties and imposts, laid by any state on imports or exports shall be for the use of the treasury of the United States; and all such laws shall be subject to the revision and controul of the Congress. No state shall, without the consent of Congress, lay any duty of tonnage, keep troops or ships of war in time of peace, enter into any agreement or compact with another state, or with a foreign power, or engage in war; unless actually invaded, or in such imminent danger as will not admit of delay.

ART.

A R T. II.

Sect. I.

1787

The executive power shall be vested in a president of the United States of America. He shall hold his office during the term of four years; and, together with the vice-president, chosen for the same term, be elected as follows:

Executive power, President.

Each state shall appoint, in such manner as the legislature thereof may direct, a number of electors, equal to the whole number of senators and representatives to which the state may be entitled in the Congress; but no senator or representative, person holding an office of trust or profit under the United States, shall be appointed an elector.

The electors shall meet in their respective states, and vote by ballot for two persons, of whom one at least shall not be an inhabitant of the same state with themselves. And they shall make a list of all the persons voted for, and of the number of votes for each; which list they shall sign and certify, and transmit sealed to the seat of the government of the United States, directed to the president of the senate. The president of the senate shall, in the presence of the senate and house of representatives, open all the certificates, and the votes shall then be counted. The person having the greatest number of votes shall be the president, if such number be a majority of the whole number of electors appointed; and, if there be more than one who have such majority, and have an equal number of votes, then the house of representatives shall immediately choose by ballot one of them for president; and if no person have a majority, then from the five highest on the list the said house shall in like manner choose the president. But, in choosing the president, the votes shall be taken by the states, the representation from each state having one vote; a quorum for this purpose shall consist of a member or members from two-thirds of the states, and a majority of all the states shall be necessary to a choice. In every case, after the choice of the president, the person having the greatest number of votes of the electors shall be the vice-president. But, if there should remain two or more who have equal

1787 votes, the senate shall choose for them by ballot the vice-president.

The Congress may determine the time of choosing the electors, and the day on which they shall give their votes; which day shall be the same throughout the United States.

No person, except a natural-born citizen, or a citizen of the United States at the time of the adoption of this constitution, shall be eligible to the office of president; neither shall any person be eligible to that office, who shall not have attained to the age to thirty-five years, and been fourteen years a resident within the United States.

In case of the removal of the president from office, or of his death, resignation, or inability to discharge the powers and duties of the said office, the same shall devolve on the vice-president; and the Congress may by law provide for the case of removal, death, resignation, or inability, both of the president and vice-president, declaring what officer shall then act as president; and such officer shall act accordingly, until the disability be removed, or a president shall be elected.

The president shall, at stated times, receive for his services a compensation, which shall neither be increased or diminished during the period for which he shall have been elected; and he shall not receive within that period any other emolument from the United States, or any of them.

Before he enter on the execution of his office, he shall take the following oath or affirmation:

"I do solemnly swear (or affirm) that I will faithfully execute the office of president of the United States; and will to the best of my ability preserve, protect, and defend, the constitution of the United States."

Sect. 2.

The President's
office.

The president shall be commander in chief of the army and navy of the United States, and of the militia of the several states, when called into the actual service of the United States: he may require the opinion, in writing, of the principal officer in each of the

the executive departments, upon any subject relating to the duties of their respective offices: and he shall have power to grant reprieves and pardons for offences against the United States, except in cases of impeachment. 1787

He shall have power, by and with the advice and consent of the senate, to make treaties, provided two thirds of the senators present concur: and he shall nominate, and by and with the advice and consent of the senate, shall appoint ambassadors, other public ministers and consuls, judges of the supreme court, and all other officers of the United States, whose appointments are not herein otherwise provided for, and which shall be established by law. But the congress may by law vest the appointment of such inferior officers as they may think proper, in the president alone, in the courts of law, or in the heads of departments.

The president shall have power to fill up all vacancies that may happen during the recess of the senate, by granting commissions which shall expire at the end of their next session.

Sect. 3.

He shall from time to time give to the congress information of the state of the Union, and recommend to their consideration such measures as he shall judge necessary and expedient; he may, on extraordinary occasions, convene both houses, or either of them; and in case of disagreement between them with respect to the time of adjournment, he may adjourn them to such time as he shall think proper; he shall receive ambassadors and other public ministers: he shall take care that the laws be faithfully executed, and shall commission all the officers of the United States.

Sect. 4.

The president, vice-president, and all civil officers of the United States, shall be removed from office, on impeachment for, and conviction of, treason, bribery, or other high crimes and misdemeanours. When removed from office,

1787

ART. III.

Sect. 1.

Judicial
Power.

The judicial power of the United States shall be vested in one supreme court, and in such inferior courts as the congress may from time to time ordain and establish. The judges, both of the supreme and inferior courts, shall hold their offices during good behaviour, and shall, at stated times, receive for their services a compensation, which shall not be diminished during their continuance in office.

Sect. 2.

His ex-
tension.

The judicial power shall extend to all cases in law and equity, arising under this constitution, the laws of the United States, and treaties made, or which shall be made, under their authority; to all cases affecting ambassadors, and other public ministers and consuls; to all cases of admiralty and maritime jurisdiction; to controversies to which the United States shall be a party, to controversies between two or more states, between a state and citizens of another state, between citizens of different states, between citizens of the same state claiming lands under grants of different states, and between a state, or the citizens thereof, and foreign states, citizens, or subjects.

In all cases affecting ambassadors, other public ministers and consuls, and those in which a state shall be party, the supreme court shall have original jurisdiction. In all the other cases before mentioned, the supreme court shall have appellate jurisdiction, both as to law and fact, with such exceptions, and under such regulations, as the congress shall make.

The trial of all crimes, except in cases of impeachment, shall be by jury; and such trial shall be held in the state where the said crimes shall have been committed; but, when not committed within any state, the trial shall be at such place or places as the congress may by law have directed.

Sect. 3.

Treason.

Treason against the United States shall consist only in levying war against them, or in adhering to their

their enemies; giving them aid and comfort. No person shall be convicted of treason, unless on the testimony of two witnesses to the same overt-act, or on confession in open court. 1787

The congress shall have power to declare the punishment of treason; but no attainder of treason shall work corruption of blood or forfeiture, except during the life of the person attained.

A R T: IV.

Sect. 1.

Full faith and credit shall be given in each state to the public acts, records, and judicial proceedings of every other state. And the congress may by general laws prescribe the manner in which such acts, records, and proceedings, shall be proved, and the effect thereof. Faith to public acts.

Sect. 2.

The citizens of each state shall be entitled to all privileges and immunities of citizens in the several states. Reciprocal rights on subjects of several states.

A person charged in any state with treason, felony, or other crime, who shall fly from justice, and be found in another state, shall, on demand of the executive authority of the state from which he fled, be delivered up, to be removed to the state having jurisdiction of the crime.

No person held to service or labour in one state, under the laws thereof, escaping into any other, shall, in consequence of any law or regulation therein, be discharged from such service or labour; but shall be delivered up, on claim of the party to whom such service or labour may be due.

Sect. 3.

New states may be admitted by the congress into this Union; but no new state shall be formed or erected within the jurisdiction of any other state; nor any state be formed by the junction of two or more states, or parts of states, without the consent of the legislatures of the states concerned, as well as of the congress. New states admitted.

The

1787 The congress shall have power to dispose of and make all needful rules and regulations respecting the territory or other property belonging to the United States; and nothing in this Constitution shall be so construed as to prejudice any claims of the United States; or of any particular state.

Sect. 4.

Every The United States shall guarantee to every state
states in this Union a republican form of government, and
consti- shall protect each of them against invasion; and, on
tution application of the legislature, or of the executive
guarant. (when the legislature cannot be convened,) against
by them domestic violence.
Un.

ART. V.

Amend- The congress, whenever two thirds of both houses
ments to shall deem it necessary, shall propose amendments
this consti- to this constitution; or, on the application of the
tution. legislatures of two thirds of the several states, shall
call a Convention for proposing amendments, which,
in either case, shall be valid to all intents and pur-
poses, as part of this constitution, when ratified by
the legislatures of three fourths of the several states,
or by Conventions in three fourths thereof, as the
one or the other mode of ratification may be propo-
sed by the congress; provided that no amendment,
which may be made prior to the year one thousand
eight hundred and eight, shall in any manner affect
the first and fourth clauses in the ninth section of the
first Article; and that no state without its consent
shall be deprived of its equal suffrage in the senate.

ART. VI.

Debts All debts contracted, and engagements entered
and en- into, before the adoption of this constitution, shall
gage- be as valid against the United States under this con-
ment. stitution, as under the confederation.

This constitution, and the laws of the United States which shall be made in pursuance thereof, and all treaties made, or which shall be made, under the authority of the United States; shall be the supreme law

law of the land, and the judges in every state shall be bound thereby, any thing in the constitution or laws of any state to the contrary notwithstanding. 1787

The senators and representatives before mentioned, and the members of the several state legislatures, and all executive and judicial officers, both of the United States and of the several states, shall be bound by oath or affirmation to support this constitution; but no religious test shall ever be required as a qualification to any office or public trust under the United States.

ART. VII.

The ratification of the conventions of Nine States shall be sufficient for the establishment of this constitution between the states so ratifying the same.

Done in Convention, by the unanimous consent of the states present, the seventeenth day of September, in the year of our Lord one thousand seven hundred and eighty-seven, and of the independence of the United States of America the twelfth. In witness whereof we have hereunto subscribed our names.

GEORGE WASHINGTON, *President; and Deputy*
from Virginia,

New Hampsh. { JOHN LANGDON,
NICHOLAS GILMANN.

Massachusetts { NATH. GORHAM,
EUFUS KING.

Connecticut. { W. SAM. JOHNSON,
ROGER SCHERMAN.

New York. ALEXR. HAMILTON.

New Jersey. { WM. LIVINGSTON,
DAVID BREARLEY,
WM. PATERSON,
JONATHAN DAYTON.

Pennsylv.

1787

Pennsylvania.

BENJN. FRANKLIN,
 THOMAS MIFFLIN,
 ROBERT MORRIS,
 GEORGE CLYMER,
 THOS. FITZSIMONS,
 JARED INGERSOL,
 JAMES WILSON,
 GOUVERNEUR MORRIS.

Delaware.

GEORGE READ,
 GUN. BEDFORD, jun.
 JOHN DICKINSON,
 RICHARD BASSETT,
 JACOB BROOM.

Maryland.

JAMES M. HENRY,
 DANIEL OF ST. THOS. JENIFER,
 DANIEL CARRALL,

Virginia.

JOHN BLAIR,
 Ws. MADISON, jun.

Nth. Carolina.

WILLIAM BLOUNT,
 R. DOBBS SPAIGHT,
 HUGH WILLIAMSON.

Sth. Carolina.

JOH. RUTLEDGE,
 CHARLES COTESWORTH
 PINCKNEY,
 CHARLES PINCKNEY,
 PIERRE BUTLER.

Georgia.

WILLIAM FEW,
 AERN. BALDWIN.

Attest. WILLIAM JACKSON, Sec.

In Convention, Monday, Sept. 17. 1787.

Present,

P r e s e n t,

The states of New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut, Mr. Hamilton from New-York, New-Yersey, Pennsylvania, Delaware, Maryland, Virginia, North-Carolina, South-Carolina, and Georgia:

1787

Resolved,

That the preceding constitution be laid before the United States in congress assembled; and that it is the opinion of this convention, that it should afterwards be submitted to a convention of delegates, chosen in each state by the people thereof, under the recommendation of its legislature, for their assent and ratification and that each convention assenting to, and ratifying, the same should, give notice thereof to the United States in congress assembled.

Resolved; that it is the opinion of this Convention, that, as soon as the Conventions of nine states shall have ratified this constitution, the United States in congress assembled should fix on a day on which electors should be appointed by the States which shall have ratified the same, and a day on which the electors should assemble to vote for the president, and the time and place for commencing proceedings under this constitution: that, after such publication, the electors should be appointed, and the senators and representatives elected, that the electors should meet on the day fixed for the election of the president, and should transmit their votes, certified, signed, sealed, and directed, as the constitution requires, to the secretary of the United States in congress assembled; that the senators and representatives should convene at the time and place assigned; that the senators should appoint a president of the senate, for the sole purpose of receiving, opening, and counting the votes for president; and that, after he shall be chosen, the congress together with the president, should, without delay, proceed to execute this constitution.

By the unanimous order of the Convention.

GEORGE WASHINGTON, *President.*

WILLIAM JACKSON, *Secretary.*

33.

1787 *Treaty of Alliance between the King of*
 28. Sept. *Great-Britain and the Landgrave of Hesse-*
Cassel, done at Cassel the 28th of
September 1787.

(*ARCHENHOLTZ British Mercury Vol. III. p. 308. et*
Vol. IV. p. 14.)

BE it known to those whom it concerns, that the King of Great-Britain and the Landgrave of Hesse-Cassel, in consideration of the strong ties by which the interests of their respective Houses are united; and having judged it would contribute to the mutual advantage of both to cement and confirm, by a new Treaty of Alliance, the connexion which subsists between them; his Britannic Majesty, in order to settle the objects relative to such Alliance, has thought proper to send to Cassel Sir William Fawcett, K. B. Lieutenant- Général of his Forces, his Minister Plenipotentiary; and his Serene Highness has appointed on his part Baron Martin Ernest de Schlieffen and Baron Frederick de Malsbourg, his Ministers of State. These Ministers being provided with the necessary full powers; have agreed to take for the basis of the present Treaty, the Treaties formerly concluded between Great-Britain and Hesse, to adopt such parts of them as shall be applicable to the present circumstances, or to adjust by new articles those points which are necessary in a different manner. Every thing not otherwise determined, shall be deemed to subsist in full force; and as it is impossible to specify each particular case, every thing which shall not appear to have been clearly determined, either in the present or former Treaties, must be settled with equity, upon the same principles as were agreed to be adopted on each side, for deciding upon matters, wheter during or subsequent to the last war.

ART. I.

There shall therefore be, between the King of Great-Britain and the Landgrave of Hesse-Cassel, their
 heirs

Friend-
 ship and
 union,

heirs and successors, a strict friendship and firm union, 1787
so that the one shall consider the interests of the
other as his own, and shall exert himself with good
faith to promote them as far as possible, and mutually
to prevent all trouble and injury.

ART. II.

To which end it is agreed, that all the preceding Treaties, particularly that of guarantee, shall be deemed to be renewed and confirmed, and shall be of the same force as if they were herein inserted, as far as they are not derogatory to the present Treaty.

ART. III.

The King of Great-Britain having desired, for his service in Europe, a body of the Landgrave's troops, in case the welfare of his dominions should require such succour; and his Highness having the strongest attachment to his Majesty, engages by this Article to hold in readiness for that purpose, during the space of four years, from the day of the signing of this Treaty, a body of 12,000 men, composed of infantry and cavalry, or chasseurs, officers included; of which 8,000 men shall form the first, and 4,000 the second division. His Highness reserves the liberty of putting himself at the head of these corps, but declares, at the same time, that if these troops should join a more numerous body of any other Power, he shall consider himself on such an event purely in a military light; and far from making any difficulty to serve under a Senior General of established reputation, he would with pleasure embrace so favourable an opportunity of gaining further knowledge, under such auspices, in a profession to which he is warmly attached.

The 1st division, consisting of 8,000 men, shall be entirely composed of infantry, with its field pieces, and two companies of foot chasseurs; but his Most Serene Highness may join to these, if he thinks fit above the 8,000 men, such a number of his cavalry, not exceeding 1,000, as may be fit for immediate service. This corps of 12,000 shall be completely equipped and provided with tents and all necessary camp equipage. In a word, it shall be put upon the best footing possible, and none admitted but men fit for

1787 actual service, and acknowledget as such to his Britannic Majesty's Commissary.

The first division shall be ready to march at the end of four weeks after the requisition for its march shall have been made, or sooner if possible. And the second division in six weeks, if practicable. This body of troops shall not be separated, unless the operations of war should require it, but shall remain under the direction of the Hessian Chief, subject to the superior orders of the General having the supreme command of the whole army. And the second division shall serve only in those places where the first may be stationed, provided the plan of operation will admit of it.

ART. IV.

Necessa-
ry at-
tiral.

Each battalion of infantry shall be provided with two field pieces, together with the complement of offices, gunners, and other necessary attiral attached thereto.

ART. V.

The
King of
Gr. Br.
engages
to pay.

In order to defray the expence which shall be incurred in raising the same, the King of Great-Britain engages to pay for each trooper or dragoon, completely armed, mounted, and equipped, 80 Banco crowns; and for each foot soldier 30 Banco crowns, within 13 days after the requisition to march shall have been made. As to the levy money for the second division, one moiety shall be paid on the requisition for marching, and the other on the day of marching. The levy money to be paid for the same description of men that were allowed in former Treaties.

ART. VI.

Annual
subsidy.

Besides what is stipulated in the preceding article, the King of Great-Britain engages to pay, during the four years this Treaty continues, an annual subsidy, in the manner following, viz. The subsidy shall commence on the day of signing the Treaty, and be continued to the time when the requisition for putting the corps in readiness to march shall be made, at the rate of 150,000 Banco crowns per annum, the crown to be computed at four shillings and nine pence three

three farthings English money. From the time of making the said requisition, to the day when the whole corps, as well cavalry as infantry, shall be in the pay of Great-Britain, the subsidy shall be augmented and paid at the rate of 450,000 Banco crowns; and during the whole time that the said corps shall be actually in his Majesty's pay, the Landgrave shall receive annual subsidy of 225,000 Banco crowns. When the said troops shall be sent back, the subsidy shall be again augmented and continued at the rate of 450,000 Banco crowns per annum, from the day of their return, being according to the same proportion and rate as were fixed by the 16th article of the treaty of 1755. And the payment of these respective subsidies shall be made regularly by the quarter, without deduction, into the military chest of the Serene Landgrave; and in case both parties agree that this body of troops should exceed 12000, the subsidy shall be augmented in proportion, unless otherwise settled. His Majesty will also continue to this corps the pay and other emoluments for the residue of the month they shall repass the frontiers of Hesse, and actually arrive within the dominions of his Highness. 1787

ART. VII.

With respect to the pay and subsistence of the troops, whilst in the pay of Great-Britain, it is agreed, that so long as they serve in Germany, they shall enjoy the same advantages, as his Majesty allows his German troops; during the time they may be employed in the Low Countries, they shall be treated on the footing of Dutch troops, provided that in both cases, their pay shall not be inferior to that allowed in former wars; and if they should be required to serve in Great-Britain or Ireland, they shall not only be put upon the same footing with the British national troops, but his Serene Highness hopes, that in case British troops shall be sent to the Continent; and serve with Hessians, his Majesty will be pleased to agree, that the latter may be treated as the former, with regard to pay as well as other matters; the more so, as his Serene Highness has consented to receive a more moderate subsidy than was paid on former occasions since the year 1726. These allowan-

Pay and
subsi-
stance
of the
troops.

1787 ces, if granted; to be paid without deduction, in order that the distribution may be made to the troops.

ART. VIII.

Recruits
etc.

In case any of the regiments, or companies, should be ruined or destroyed, in the whole or part, or any pieces of artillery, or other effects be taken by the enemy, his Majesty will defray the expence of recruiting, and remounting the same, as well as of making good the same, in order that they may again be compleated and rendered fit for service. The recruits raised shall be regulated upon the footing of those furnished in 1702, to the end that the whole corps may always be kept up. The recruits annually required, shall be delivered to the English Commissary at such time and place as his Majesty shall appoint.

ART. IX.

How
long to
be re-
tained.

It will depend on his Britannic Majesty to retain his body of troops in his service, the whole time of this Treaty, in order to employ them wherever he may think proper (provided it be not on board his fleet, or beyond sea) except for the defence of the Kingdoms of Great Britain and Ireland. And when the King of Great Britain shall be pleased to send back the said troops, he shall give three month's previous notice thereof to His Serene Highness, and cause one month's pay to be remitted to him, providing them with the necessary means of transport, gratis.

ART. X.

Mutual
garantie

In case the Landgrave should be attacked or disturbed in the possession of his dominions, his Britannic Majesty promises and engages to send back to him, if required, the said troops, allowing them one month's pay, and furnishing them gratis with the means of transport; as likewise to give him all such succours in troops as the exigency of the case may require, which assistance shall be continued to him till he shall have obtained full security and due satisfaction: and the Landgrave on his part also promises, that in case the King of Great Britain shall be attacked or disturbed in his dominions, he will afford him in like manner all the aid which may be in his power, which

which shall be continued until his Majesty shall have obtained a good and advantageous peace. If it should happen in consequence of the present troubles, that a war should be kindled in Germany, and becomes general, his Britannic Majesty promises, as far as possible, to provide for the security of his dominions, and to direct the military operations of his armies, as far as circumstances may permit, in such a manner, as to cover and spare the territories of his Highness, as far as may be. If, however, notwithstanding the precautions which may be taken for this effect, the territories of his most Serene Highness should suffer an invasion on account of this alliance, his Britannic Majesty will endeavour to procure an indemnification proportionable to the loss occasioned thereby. 1787

ART. XI.

In order to render this alliance more perfect, and that no doubt may be entertained by the parties on the certainty of these succours, by virtue of this treaty, it is agreed, that it shall be deemed sufficient, that either of the parties be actually attacked by force of arms, without having previously employed open force against the assailant. *Casus foederis*

ART. XII.

The sick belonging to the Hessian corps, shall remain under the care of their Surgeons, subject to the orders of the General commanding the corps of that nation, and shall have the same allowance his Majesty grants to his own troops. *Stak*

ART. XIII.

All Hessian Deserters shall be faithfull delivered up, wherever they may be found, in the places dependent on his Britannic Majesty, and all possible care shall be taken that no person shall be permitted to establish himself in his Majesty's dominions without his Sovereign's consent. *Deserters*

ART. XIV.

The raising of recruits in Germany having become more expensive than formerly, and some difficulties having arisen relative to the vacant pay, which

1787 is to be regarded as the fund for defraying the expence for recruiting; it is agreed, that at the spring review by his Majesty's Commissary, the corps shall either be complete, or the pay for those wanting be stopt; on the other hand, the pay for those who may be wanting, to compleat between one review and another, shall not be stopt, but is to be advanced for the full establishment of the corps; and instead of the sum formerly allowed for each recruit, to replace one killed, or three wounded, it is agreed, that 12 Banco crowns per head shall be allowed for every recruit that shall be raised to supply their places.

ART. XV.

Ratifications. This Treaty to be ratified by the High Contracting Parties, and the ratification exchanged as soon as possible.

In witness whereof, we the undersigned, being furnished with full powers, have signed the present Treaty, and have caused our Seals to be set thereto.

Done at Cassel, the 28th of September, 1787.

WILLIAM FAWCETT.

MARTIN ERNEST DE SCHLIFFEN.

FREDERICK, *Baron DE MALSBURG.*

*Déclarations réciproques des cours de Lon- 1787
dres et de Versailles pour faire cesser les ar- 27. Oct.
memens faits à l'occasion des troubles
en Hollande.*

(DE HERTZBERG *Recueil* T. II. p. 438; et se trouve en
Holl. dans *Verzamling van Placaaten* T. II. p. 190; en
Angl. d. *Annual Register* 1787. P. Pap. p. 70 sq.)

D é c l a r a t i o n.

Les évènements qui ont eu lieu dans la République des Provinces-Unies, ne paroissant plus laisser aucun sujet de discussion, et encore moins de contestation, entre les deux Cours, les soussignés sont autorisés de demander, si l'intention de S. M. Très-Chrétienne est de donner des suites à la notification faite le 16. du mois de Septembre dernier, par le Ministre Plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne, qui annonçant qu'on donnerait des secours en Hollande, a occasionné les armemens maritimes de la part de S. M.; lesquels armemens sont devenus réciproques.

Si la Cour de Versailles est disposée à s'expliquer sur cet object, et sur la conduite à adopter vis-à-vis de la République, d'une manière conforme au desir qu'on a témoigné de part et d'autre, de conserver la bonne intelligence entre les deux Cours; et toujours entendu aussi, qu'il n'y ait aucune vue d'hostilité nulle part, en conséquence de ce qui s'est passé; Sa Majesté, toujours empressée de concourir avec les sentimens amicaux de S. M. T. C., conviendrait avec Elle, que les armemens, et en général tous préparatifs de guerre, seraient discontinués de part et d'autre, et que les marines des deux nations seraient remises sur le pied de l'établissement de la paix, tel qu'il existait au premier Janvier de la présente année.

A Versailles, le 27. Oct. 1787.

DORSET. WM. EDEN.

1787

Contre-Déclaration.

27. Oct.

L'intention de S. M. n'étant pas, et n'ayant jamais été, de s'immiscer par la force dans les affaires de la République des Provinces-Unies, la communication faite à la Cour de Londres, le 16. du Mois dernier, par Mr. Barthélemy, n'ayant eu d'autre objet, que d'annoncer à cette Cour une intention, dont les motifs n'existent plus, surtout depuis que le Roi de Prusse a fait part de sa résolution; S. M. ne fait aucune difficulté de déclarer, qu'Elle ne veut donner aucune suite à la déclaration ci-dessus mentionnée, et qu'Elle ne conserve nulle part aucune vue hostile, relativement à ce qui s'est passé en Hollande. En conséquence, S. M., desirant de concourir avec les sentimens de S. M. Britannique, pour la conservation de la bonne harmonie entre les deux Cours, convient avec plaisir, avec S. M. Britannique, que les armemens, et en général tous préparatifs de guerre, seront discontinués de part et d'autre: et que les marines des deux nations seront remises sur le pied de l'établissement de la paix, tel qu'il existait au premier Janvier de la présente année.

A Versailles, le 27. Octobre, 1787.

Le Comte DE MONTMORIN.

En conséquence de la déclaration et contre-déclaration échangées cejourd'hui, les soussignés, au nom de leurs Souverains respectifs, conviennent, que les armemens et en général tous préparatifs de guerre, seront discontinués, de part et d'autre; et que les marines des deux nations seront remises sur le pied de l'établissement de la paix, tel qu'il existait au premier Janvier de la présente année.

A Versailles, le 27. Oct. 1787.

DORSET. WM. EDEN.

Le Comte DE MONTMORIN.

35.

*Traité de commerce entre S. Maj. la Reine 1787
de Portugal et S. M. l'Impératrice de toutes ²⁸ Dées.
les Russies. Signé à St. Pétersbourg
le ²⁵ Décembre 1787.*

(DE STECK *Essai sur l. Consuls* p. 231. Russie et Fr.
fol. N. *Elb. Mag.* IV. 1032.)

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté Très-Fidèle la Reine de Portugal, et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, également animées du désir d'encourager la navigation, le commerce et l'industrie de leurs sujets, ont résolu de conclure entre Elles, leurs sujets, Etats et Domaines respectifs, un Traité d'amitié, de navigation et de commerce; et c'est dans cette vue qu'Elles ont choisi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté Très-Fidèle la Reine de Portugal, le Sieur François Joseph d'Horta Machado, de Son Conseil, Son Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et Chevalier de l'Ordre de Christ; et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, le Sieur Jean Comte d'Ostermann, Son Vice-Chancelier, Conseiller privé actuel, Sénateur, et Chevalier des Ordres de St. André, de St. Alexandre-Newsky, Grand Croix de celui de St. Wladimir de la première classe, et de St. Anne; le Sieur Alexandre Comte de Woronzow, Conseiller privé actuel, Sénateur, Président du Collège de commerce, Chambellan actuel, et Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre-Newsky, et Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; le Sieur Alexandre Comte de Bezborodko, premier-Maitre de Sa Cour, Conseiller privé, Directeur général des postes, Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre-Newsky, et Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la première classe; et le Sieur Arcadi de Marcoff, Conseiller d'état actuel, Membre du Collège des affaires étrangères, et Grand-Croix de l'Ordre de St. Wladimir de la seconde classe: lesquels

1787 lesquels Plénipotentiaires, après s'être respectivement communiqué leurs pleinpouvoirs, sont entrés en conférence, et ayant mûrement discuté la matière, ont conclu et arrêté les Articles suivans :

ART. I.

Amitié.

Il subsistera entre Leurs Majestés, la Reine de Portugal et l'Impératrice de toutes les Russies, Leurs héritiers et successeurs de part et d'autre, ainsi qu'entre Leurs sujets, une paix perpétuelle, bonne intelligence et parfaite amitié; à quel effet les deux Puissances contractantes s'engagent tant pour Elles, que pour sous Leurs sujets sans exception, de se traiter réciproquement en bons amis dans toutes les occasions, tant par mer que par terre et sur les eaux douces, et d'éviter non seulement tout ce qui pourrait tourner au préjudice des uns ou des autres, mais de s'entre-aider mutuellement par toutes sortes de bons offices, sur tout en ce qui concerne la navigation et le commerce.

ART. II.

Culte de leur Religion.

Les sujets Portugais jouiront en Russie d'une parfaite liberté de conscience, conformément aux principes d'une entière tolérance qu'on y accorde à toutes les religions; ils pourront librement s'acquitter des devoirs et vaquer au culte de leur religion, tant dans leurs propres maisons, que dans les églises publiques, qui y sont établies, sans éprouver jamais la moindre difficulté à cet égard.

Les sujets Russes ne seront de même jamais troublés ni inquiétés en Portugal par rapport à leur religion, et l'on observera envers eux, à cet égard, ce qui se pratique avec les sujets des autres nations, d'une communion différente, particulièrement avec ceux de la Grande-Bretagne.

ART. III.

Liberté de commerce.

Leurs dites Majestés s'engagent mutuellement de procurer aux sujets respectifs de l'une et de l'autre, toutes les facilités, assistance et protection nécessaires aux progrès de leur commerce réciproque, et sur tout de la navigation directe entre les deux États dans tous les lieux de leur domination, où la navigation et le commerce sont actuellement, ou seront à l'avenir, permis

mis à d'autres nations Européennes. Mais dans tous les cas, où le présent Traité n'aura pas stipulé quelques exemptions, ou prérogatives en faveur des sujets respectifs, ils devront se soumettre pour leur commerce, tant par mer, que par terre, et sur les eaux douces, aux tarifs des douanes, ainsi qu'aux loix, coutumes et réglemens de l'endroit où ils se trouveront. 1787

ART. IV.

Dans tous les ports des Etats respectifs dont l'en- Consuls.
trée et le commerce sont ouverts aux nations Européennes, les hautes Parties contractantes auront réciproquement le droit d'établir des Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls pour l'avantage de leurs sujets commerçans; lesdits Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls y jouiront de toute la protection des loix; et quoiqu'ils n'y pourront exercer aucune sorte de juridiction, ils pourront néanmoins être choisis, du gré des parties, pour arbitres de leurs différens; mais il sera toujours libre aux mêmes parties de s'adresser par préférence au tribunal destiné pour le commerce, ou à d'autres tribunaux, auxquels les mêmes Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls, en tout ce qui concerne leurs propres affaires, seront également subordonnés, et ils ne pourront jamais être choisis parmi les sujets nés de la Puissance, chés laquelle ils doivent résider, à moins qu'ils n'ayent obtenus une permission expresse de la dite Puissance de pouvoir être accrédités auprès d'Elle en cette qualité.

ART. V.

Les sujets des deux Puissances contractantes pour- Factor-
ront dans les Etats respectifs s'assembler avec leur Con-
sul en corps de factorie, et faire entre eux, pour
l'intérêt commun de factorie, les arrangemens qui
leur conviendront, en tant qu'ils n'auront rien de
contraire aux loix, statuts et réglemens du pays, ou
de l'endroit où ils seront établis. ^{rie.}

ART. VI.

Les sujets commerçans des deux Hautes Parties Douanes
contractantes payeront pour leurs marchandises, dans Russes.
les Etats respectifs, les douanes et autres droits fixés
par les tarifs actuellement en force, ou qui existeront
à l'ave-

1787 à l'avenir: mais afin que leur commerce soit de plus en plus encouragé, on est convenu de part et d'autre de leur accorder les avantages suivans:

- 1) De la part de la Russie: Que les sujets Portugais pourrout acquitter les droits de douane dans toute l'étendue de l'Empire Russe, en monnoye courante de Russie, en évaluant le rixdaler à 125 copeks, sans être assujettis à les payer comme ci-devant en rixdalers effectives, en exceptant seulement la ville et le port de Riga, où, selon la teneur des ordonnances actuellement en force, les sujets Russes eux mêmes doivent payer les droits de douane, pour toute espèce de marchandises, en rixdalers effectives.
- 2) Tous les vins du crû du Portugal, des isles de Madère et des Açores, importés en Russie sur des bâtimens Portugais ou Russes, et pour compte des sujets Portugais ou Russes ne payeront de droits d'entrée que quatre roubles et cinquante copeks par barrique de six ancras; mais les uns et les autres ne pourrout jouir de cet avantage qu'en produisant des certificats du Consul de Russie, et à son défaut, de la douane, ou du Magistrat de l'endroit, d'où lesdits vins auront été expédiés, qui constateront qu'ils sont véritablement du crû des endroits susmentionnés, et pour compte des sujets Portugais ou Russes.

Quant aux vins susmentionnés qui seront importés en Russie sur d'autres navires étrangers, on s'en tiendra à ce que le tarif général prescrit à ce sujet.

- 3) Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies consent que les navires Portugais puissent importer chaque année à Riga et à Réval, pendant la durée du présent Traité, six mille lastes de sel du Portugal, en ne payant, pour cette denrée, que la moitié des droits de douane fixés par les tarifs qui existent, ou qui existeront à l'avenir dans lesdits ports; mais s'ils en importent une plus grande quantité, ils payeront pour le surplus les droits de douane entier sans aucune diminution. Au reste les navires Portugais ne jouiront de cet avantage qu'à condition de produire des certificats en dûe forme, qui prouvent que le dit sel est véritablement du crû du Portugal, qu'il en a été exporté directement sur des navires

navires Portugais, et pour le comte des sujets Portugais ou Russes. Mais si par les relevés de douanes, il était prouvé que la quantité privilégiée de sel importé dans les deux ports de Riga et de Réval, ensemble eût excédé, dans le courant de la même année, les six mille lastes convenus (ce qui serait contre l'esprit du Traité) les deux Cours prendront entre Elles des arrangements, afin qu'un pareil abus n'ait pas lieu par la suite. 1787

ART. VII.

En réciprocité des susdites concessions, Sa Maj. Très-Fidèle accorde aux sujets de la Russie les avantages suivans :

Avantages accordés par le Portugal.

- 1) Les négocians Russes établis, ou qui s'établiront à l'avenir en Portugal, auront la prérogative d'avoir des juges conservateurs sur le même pied que cela est accordé et se pratique pour la nation Angloise; Mais si S. M. Très-Fidèle jugeait à propos de faire un nouveau règlement sur ce sujet pour tous les commerçans étrangers établis dans les Etats, sans aucune exception, les sujets Russes devront aussi s'y soumettre.
- 2) Ils auront aussi le droit de s'adresser, à la Junte du commerce pour leurs affaires mercantiles, où il leur sera rendu une prompte et exacte justice, après la vérification des faits, sans les autres formalités de la procédure ordinaire, conformément aux loix et usages qui se pratiquent parmi les négocians; à quel effet S. M. Très-Fidèle accordera, lorsque les cas s'en présenteront, la juridiction nécessaire à la susdite Junte du commerce.
- 3) Les négocians Portugais ou Russes ne payeront que la moitié des droits d'entrée (sous quelque dénomination qu'ils puissent être) tels qu'ils sont fixés par les tarifs et ordonnances qui existent actuellement, ou qui existeront à l'avenir en Portugal sur les productions de la Russie ci-après spécifiées; lorsqu'elles seront importées sur des navires Portugais, ou Russes, et pour compte de sujets Portugais ou Russes, savoir: toutes sortes de planches et de bois destinés à la construction des vaisseaux, les mâts y compris; le chanvre, la graine et l'huile de

1787

de chanvre et de lin; les barres de fer de toutes sortes de dimensions, les cercles de fer, y compris aussi; les ancres, les canons, les boulets et les bombes; mais les sujets respectifs ne jouiront de cette diminution qu'en prouvant (par des certificats en dûe forme du Consul Portugais, et à son défaut, de la douane ou du Magistrat de l'endroit, d'où les susdits marchandises auront été expédiées) qu'elles sont véritablement du produit ou de manufactures de la Russie, et qu'elles sont exportées pour compte de sujets Portugais ou Russes. Ces avantages ne seront point accordés à d'autres navires étrangers qui importeront en Portugal les susdites marchandises de la Russie, mais l'on s'en tiendra à ce que les tarifs généraux prescrivent à cet égard.

- 4) Si, pendant la durée de ce traité, S. M. Très-Fidèle accorde aux vaisseaux d'une autre nation une diminution des droits de sortie sur les vins, les vaisseaux Russes jouiront aussi de cet avantage sur les vins qu'ils exporteront pour les ports de Russie.

ART. VIII.

Impo-
sitions f.
l. toiles
R. l'huile
etc. P.

Outre les avantages réciproques stipulés par les Articles précédens, les Hautes Parties contractantes ont encore jugé à propos, afin d'enconrager d'autant mieux la navigation directe et le commerce entre les nations Portugaise et Russe, d'accorder aux sujets respectifs les prérogatives suivantes: S. M. Très-Fidèle accorde la diminution de la moitié des droits de douane fixés par les tarifs qui existent, ou qui existeront à l'avenir dans ses Etats, sur les marchandises de Russie ci-après spécifiées, lorsqu'elles seront importées directement de Russie en Portugal, savoir: les toiles à voile, celles nommées Vlaams, ou Flaemisch, Raven-doucs et Calamandres de lin; à condition de prouver par des certificats en dûe forme, que les susdites marchandises sont véritablement des productions de la Russie, qu'elles en ont été importées directement sur des navires Portugais ou Russes, et pour le compte de sujets Portugais ou Russes.

En réciprocité de ces avantages, S. M. l'Impératrice de toutes les Russies accorde la diminution de la moitié des droits qui existent, ou qui existeront à l'avenir

Pavenir dans les Etats, sur les marchandises de Portugal ci-après spécifiées, lorsqu'elles seront importées directement de Portugal en Russie, savoir: l'huile d'Olive; l'indigo du Brésil; et le tabac du Brésil en poudre, rouleaux, ou feuilles; à condition de prouver pareillement par des certificats en due forme, que les susdites marchandises sont véritablement des produits du Portugal, qu'elles en ont été exportées directement sur des navires Portugais ou Russes, et pour le compte de sujets Portugais ou Russes.

ART. IX.

Comme il y a d'autres effets et marchandises, aussi bien de la production et des manufactures de Portugal et de ses Colonies, que de la production et des manufactures de la Russie, et de ses différens domaines et conquêtes, lesquelles pourront augmenter la navigation et le commerce des deux nations, et contribuer à leur avantage réciproque, S. M. Très-Fidèle et S. M. Impériale, prenant cet objet dans leur haute considération, ont ordonné à leurs ministres respectifs d'examiner et conférer sur tous et chacun des susdits effets et marchandises, et de tout ce qui sera ajusté et convenu de part et d'autre à cet égard, l'on fera de nouveaux Articles, lesquels, étant approuvés et ratifiés par les deux Puissances contractantes, ils feront partie de ce Traité, comme s'ils y étaient inclus et transcrits mot pour mot.

ART. X.

Le but des deux hautes Parties contractantes, en accordant les avantages stipulés dans des Articles VI. VII. et VIII, étant uniquement de faciliter le commerce et la navigation directe des sujets Portugais en Russie, et des sujets Russes en Portugal, Elles défendent réciproquement à leurs sujets d'abuser de ces avantages, en se donnant pour propriétaires des navires, ou des marchandises qui ne leur appartiendront pas, sous peine à celui, ou ceux qui auroient ainsi fraudé les droits, en prêtant leur nom à quelqu'autre négociant étranger, d'être traités selon la teneur des loix et réglemens émanés à cet égard, savoir: que tout ce qui sera prouvé être ainsi faussement déclaré en Portugal sous un nom emprunté Portugais ou Russe,

1787 sera confisqué et vendu au profit de la maison des enfans trouvés. Pareillement en Russie tout ce qui sera prouvé être ainsi faulxement déclaré sous un nom emprunté Portugais ou Russe, sera confisqué au profit des établissemens publics en faveur des pauvres.

Mais au cas qu'il y ait un dénonciateur de la dite fraude, on déduira en sa faveur la moitié de la vente des objets confisqués, ce qu'il recevra pour sa récompense, soit en Portugal, soit en Russie.

ART. XI.

Preuve de propriété du navire.

On ne reconnoitra pour navires Portugais ou Russes que ceux qui seront exactement dans les cas des ordonnances et réglemens actuellement en force dans leur pays respectif, savoir: pour les navires Portugais, ils devront être munis du nombre de sujets Portugais, fixé par les réglemens de S. M. Très-Fidèle, savoir: que le Maître, Contre-Maitre, et les deux tiers de l'équipage devront être Portugais.

La propriété Portugaise d'un tel navire et de sa cargaison devra aussi être attestée de la même manière ci-dessus exprimée, et le navire devra être muni d'un passeport expédié par la Secrétairerie d'Etat du département de la marine.

Pour les navires Russes, ils se conformeront à l'Article XVI., de l'édit de S. M. Impériale du 27. Sept. 1782, servant d'introduction au tarif général, de la teneur suivante: "Cette diminution des droits de douane n'est accordée qu'à ceux de nos sujets, qui importeront ou exporteront des marchandises pour leur propre compte sur des vaisseaux Russes, sur lesquels il y aura au moins la moitié de matelots sujets de notre Empire."

De plus la propriété Russe d'un tel navire et de sa cargaison doit être attestée par des documents en due forme; et si le navire a fait voile de St. Pétersbourg, il devra être muni d'un passeport de l'amirauté; mais s'il est parti d'un autre port de Russie où il n'y ait pas d'amirauté, le passeport, soit de la douane de cet endroit, soit du Magistrat, ou de tel autre préposé à cet effet, sera valable.

Les deux hautes Parties contractantes se feront parvenir réciproquement quelques exemplaires authentiques

tiques de la forme desdits documens et passeports, afin qu'ils soyent gardés dans les différens ports des Etats respectifs, pour les comparer à ceux dont les navires seront munis, et s'assurer ainsi de leur validité. 1787

ART. XII.

Pour constater la propriété Portugaise ou Russe des marchandises exportées de Portugal en Russie, on devra produire des certificats des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie résidans en Portugal, ou si le navire a fait voile d'un port où il n'y ait pas de Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie, on se contentera des Certificats en due forme du Magistrat du lieu ou de telle autre personne préposée à cet effet, et lesdits Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Russie en Portugal ne pourront rien exiger au delà d'une cruzade et demie pour l'expédition d'un tel certificat, sous quelque prétexte que ce soit. Preuve de propriété des marchandises.

De même pour constater la propriété Portugaise ou Russe des marchandises exportées de la Russie en Portugal, on devra produire des certificats des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls de Portugal résidans en Russie; ou si le navire a fait voile d'un port, où il n'y ait pas des Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls Portugais, on se contentera des certificats de la douane ou du Magistrat du lieu d'où ledit navire aura fait voile, ou de telle autre personne préposée à cet effet; et lesdits Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls Portugais ne pourront de même rien exiger au delà d'un rouble pour l'expédition desdits certificats, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. XIII.

Pour prévenir les fraudes des droits de douane dans les Etats respectifs, soit par la contrebande ou de quelqu'autre manière, les deux hautes Parties contractantes conviennent également que, pour tout ce qui regarde la visite des navires marchands, les déclarations des marchandises, le tems de les présenter, la manière de les vérifier, et en général pour tout ce qui concerne les précautions à prendre contre la contrebande, et les peines à infliger aux contrebandiers, l'on observera dans chaque pays les loix, réglemens Contrebande.

1787 et coutumes, qui y sont établies, ou qu'on y établira à l'avenir.

Dans tous les cas susmentionnés les deux Puissances contractantes s'engagent réciproquement de ne pas traiter les sujets respectifs avec plus de rigueur que ne le font leurs propres sujets, lorsqu'ils tombent dans les mêmes contraventions.

ART. XIV.

Navires
refugiés
d. un
port.

Toutes les fois que les navires Portugais ou Russes seront obligés, soit par des tempêtes, soit pour se soustraire à la poursuite de quelque pirate, ou pour quelque autre accident, de se réfugier dans les ports des Etats respectifs, ils pourront s'y radonner, se pourvoir de toutes les choses qui leur seront nécessaires, et se remettre en mer librement sans payer aucun droit de douane ni aucun autre, à l'exception seulement des droits de sànaux et de port, (*pourvu qu'*) on ne tire aucune marchandise des dits navires encore moins qu'on n'expose quoi que ce soit en vente; mais si le chef de quelque'un des mêmes navires jugeait à propos de mettre quelque marchandise en vente, il sera tenu à se conformer aux loix, ordonnances et tarifs de l'endroit où il se trouvera.

ART. XV.

Vais-
seaux de
guerre.

Les vaisseaux de guerre des deux Puissances alliées trouveront également dans les Etats respectifs, les rades, rivières, ports et havres libres et ouverts, pour entrer ou sortir, et demeurer à l'ancre tant qu'il leur sera nécessaire, sans subir aucune visite, en se conformant de même aux loix générales de police, et à celles des bureaux de santé établies dans les Etats respectifs.

Dans les grands il ne pourra pas entrer plus de six vaisseaux de guerre à la fois, et dans les petits trois à moins qu'on n'en ait demandé et obtenu la permission pour un plus grand nombre. Et pour tout ce qui regarde le ravitaillement, radoubement, vivres et rafraichissemens, on pourra les acheter au prix courant, sans aucun embarras ni empêchement quelconque; et on pratiquera avec lesdits vaisseaux de guerre ce qui se pratique avec ceux de toutes les autres nations.

ART.

ART. XVI.

1787

Quant au cérémoniel du salut des navires, les deux hautes Parties contractantes sont convenues de le régler selon les principes d'une parfaite égalité entre les deux Couronnes. Lors donc que les vaisseaux des deux Puissances contractantes se rencontreront en mer, ils se régleront de part et d'autre, pour le salut, d'après le grade des Officiers commandans ces vaisseaux, de manière que ceux d'un rang égal ne seront pas obligés de se saluer, tandis que les vaisseaux commandés par des Officiers d'un rang supérieur recevront à chaque fois le salut des inférieurs, en le rendant coup pour coup.

A l'entrée d'un port où il y aura garnison, les vaisseaux des hautes Parties contractantes seront également tenus au salut d'usage, et il y sera répondu de même coup pour coup.

ART. XVII.

Les vaisseaux de guerre d'une des Puissances contractantes dans les ports de l'autre, et les personnes de leurs équipages ne pourront pas être détenus ni empêchés de sortir des dits ports, lorsque les commandans de tels vaisseaux voudront mettre à la voile. Les mêmes commandans cependant doivent s'abstenir scrupuleusement de donner aucun asyle sur leur bord à des déserteurs ou d'autres fugitifs quels qu'ils soient, contrebandiers, ou malfaiteurs; moins encore tolérer qu'on y reçoive des effets ou marchandises, qui puissent leur appartenir ou qu'ils aient enlevés, ni celles déclarées de contrebande. Et ils ne devront pas faire aucune difficulté de livrer au gouvernement aussi bien les dits criminels, que les biens ci-dessus marqués, lorsqu'ils les trouveront à leur bord.

Et pour ce qui regarde les dettes, et les délits personnels de ceux qui appartiendront aux équipages des dits vaisseaux, chacun sera assujéti aux peines établies par les loix du pays où il se trouvera.

ART. XVIII.

Les vaisseaux marchands appartenans aux sujets d'une des Puissances contractantes, ni personne de leurs équipages ne pourront pas non plus être arrêtées, ni

Exemption de saisie.

1787 leurs marchandises saïées dans les ports de l'autre, excepté le cas d'arrêt, ou de saisie de justice, soit pour dettes personnelles contractées dans le pays même par les propriétaires du navire ou de la cargaison, soit pour avoir reçu à bord des marchandises déclarées de contrebande par les tarifs des douanes, soit pour y avoir recélé des effets qui y auraient été cachés par des banqueroutiers, ou autres débiteurs, au préjudice de leurs créanciers légitimes, soit pour avoir voulu favoriser la fuite, ou l'évasion de quelque déserteur des troupes de terre ou de mer, de contrebandiers, ou de quelqu'autre invidu que ce soit, qui ne serait pas muni d'un passeport légal; de tels fugitifs devront être remis au Gouvernement, aussi bien que les criminels qui auraient pu se réfugier sur un tel navire. Bien entendu que le Gouvernement veillera soigneusement dans les Etats respectifs, à ce que lesdits navires ne foyent pas retenus plus longtems, qu'il ne sera absolument nécessaire.

Dans tous les cas susmentionnés, ainsi qu'à l'égard des délits personnels, on observera ce qui a été stipulé dans l'Article précédent.

ART. XIX.

Matelots
crimi-
nels.

Si un matelot déserte de son vaisseau, il sera livré à la réquisition du chef de l'équipage auquel il appartiendra, et en cas de rébellion, le propriétaire du navire, ou le chef de l'équipage pourra requérir main forte pour ranger les révoltés à leur devoir, ce que le Gouvernement dans les Etats respectifs devra s'empresser de lui accorder, ainsi que tous les secours dont il pourra avoir besoin pour continuer son voyage sans risque et sans retard.

ART. XX.

Nul ser-
vice for-
cé d.
nav.

Les navires Portugais ou Russes ne seront jamais forcés de servir en guerre dans les Etats respectifs, ni à aucun transport, contre leur gré.

ART. XXI.

Ni de
l'équi-
page.

Les vaisseaux Portugais ou Russes, ainsi que leur équipage, tant matelots que passagers, soit nationaux, soit même sujets d'une Puissance étrangère, recevront dans les Etats respectifs toute l'assistance et protection qu'on

qu'on doit attendre d'une Puissance amie et alliée; et aucun individu, appartenant à l'équipage des dits navires, non plus que les passagers, ne pourra être forcé d'entrer malgré lui au service de l'autre Puissance, excepté seulement ses propres sujets qu'Elle fera en droit de réclamer. 1787

ART. XXII.

Lorsqu'une des deux hautes Parties contractantes fera en guerre contre d'autres Etats, les sujets de son allié n'en continueront pas moins librement leur navigation et leur commerce avec ces mêmes Etats; et pour démontrer d'autant mieux aux sujets commerçans respectifs l'importance qu'Elles attachent également aux principes et règles stipulées pour la sûreté et l'avantage du commerce en général dans la convention maritime, conclue entre Elles à St. Pétersbourg le 22. Juillet 1782. Elles la confirment par le présent Traité et la ratifient dans tout son contenu, comme, si elle était ici inscrite mot à mot. Commerce neutre.

ART. XXIII.

Quoique, par les Articles I. et III. de la dite convention maritime, la contrebande de guerre soit clairement spécifiée, de manière que tout ce qui n'y est pas nommément exprimé, doit être entièrement libre et à l'abri de toute saisie; cependant comme il s'est élevé quelques difficultés pendant la dernière guerre maritime touchant la liberté, dont les nations neutres doivent jouir, d'acheter des vaisseaux appartenans aux Puissances belligérantes, ou à leurs sujets, les hautes Parties contractantes, voulant ne laisser aucun doute sur cette matière, trouvent convenable de stipuler, qu'en cas de guerre de l'une d'entre Elles contre quelqu'autre Etat que ce soit, les sujets de l'autre Puissance contractante, qui sera restée neutre dans cette guerre, pourront librement acheter ou faire construire pour leur propre compte, et en quelque tems que ce soit, autant de navires qu'ils voudront chés la Puissance en guerre contre l'autre partie contractante, sans être assujettis à aucune difficulté de la part de celle-ci, à condition que les dits navires marchands soyent munis de tous les documens nécessaires pour constater la Liberté d'acheter d. vais. seaux chés l'ennemi.

1787 la propriété et l'acquisition légale des sujets de la Puissance neutre.

ART. XXIV.

Neutra- Conformément aux mêmes principes, les deux
lité des hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement,
côtes au cas que l'une d'entre Elles fût en guerre contre
havres quelque Puissance que ce soit, de n'attaquer jamais
etc. les vaisseaux de ses ennemis, que hors de la portée
du canon des côtes de son allié.

Elles s'obligent de même d'observer la plus parfaite neutralité dans tous les ports, havres, golfes et autres eaux comprises sous la dénomination d'eaux douces, qui leur appartiennent respectivement.

ART. XXV.

Visite d. Lorsqu'une des deux Puissances contractantes sera
navires engagée dans une guerre contre quelqu'autre Etat, les
escortes vaisseaux de guerre ou armateurs particuliers auront
ou non. le droit de faire la visite des navires marchands appartenans aux sujets de l'autre Puissance contractante, qu'ils rencontreront navigans sans escorte sur les côtes ou en pleine mer. Mais en même tems qu'il est expressément défendu à ces derniers de jeter aucun papier en mer dans un tel cas, il n'est pas moins strictement ordonné auxdits vaisseaux de guerre ou armateurs, de ne jamais s'approcher des dits navires marchands à la portée du canon. Et afin de prévenir tout désordre et violence, les hautes Parties contractantes conviennent que les premiers ne pourront jamais envoyer au delà de deux ou trois hommes dans leurs chaloupes à bord des derniers pour faire examiner les passeports et lettres de mer, qui constateront la propriété et les chargemens des dits navires marchands.

Mais en cas que ces navires marchands fussent escortés par un ou par plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'Officier commandant l'escorte, que les dits navires n'ont à bord aucune contrebande de guerre, devra suffire pour qu'aucune visite n'ait lieu.

ART. XXVI.

Si le na- Dès qu'il aura apparu par l'inspection des docu-
vire n'a mens des navires marchands rencontrés en mer ou
point de contre- par
nide.

par l'assurance verbale de l'Officier commandant leur escorte, qu'ils ne sont point chargés de contrebande de guerre, ils pourront aussitôt continuer librement leur route. 1787

Mais si malgré cela les dits navires marchands étaient molestés ou endommagés de quelque manière que ce soit par les vaisseaux de guerre ou armateurs de la Puissance belligérante, les commandans de ces derniers répondront en leurs personnes et leurs biens de toutes les pertes, et dommages qu'ils auront occasionnés, et sera de plus accordé une réparation satisfaisante pour l'insulte faite au pavillon.

ART. XXVII.

En cas qu'un tel navire marchand ainsi visité en mer eût à bord de la contrebande de guerre, il ne sera point permis de briser les écoutilles, ni d'ouvrir aucune caisse, coffre, malle, ballot ou tonneau ni de déranger ou enlever quoi que ce soit du dit navire. Le Patron du dit bâtiment pourra même, s'il le juge à propos, livrer sur le champ la contrebande de guerre à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire sans retenir, molester ni inquiéter en aucune manière le navire ni l'équipage, qui pourra dès ce moment même poursuivre sa route en toute liberté. Mais s'il refuse de livrer la contrebande de guerre, dont il serait chargé, le capteur aura seulement le droit de l'amener dans un port, où l'on instruira son procès devant les juges de l'amirauté selon les loix et formes judiciaires de cet endroit, et après qu'on aura rendu là-dessus une sentence définitive, les seules marchandises reconnues pour contrebande de guerre seront confisquées, et tous les autres effets non désignés dans les Articles I. et III. de la convention maritime, seront fidèlement rendus; il ne sera pas permis d'en retenir quoi que ce soit, sous prétexte de frais, ou d'amende.

Le Patron d'un tel navire, ou son représentant, ne sera point obligé d'attendre la fin de la procédure, mais il pourra se remettre en mer librement avec son vaisseau, tout son équipage et le reste de sa cargaison, aussitôt qu'il aura livré volontairement la contrebande de guerre qu'il avait à bord.

1787

Sujets
ennemis
naturalisés ou
au serv.
d. l. P. C.

ART. XXVIII.

En cas que l'une des deux hautes Parties contractantes fût en guerre avec quelqu'autre Etat, les sujets de ses ennemis qui seront au service de la Puissance contractante qui sera restée neutre dans cette guerre, ou ceux d'entre eux qui seront naturalisés, ou auront acquis le droit de bourgeoisie dans les Etats même pendant la guerre, seront en visages par l'autre partie belligérante, et traités sur le même pied, que les sujets nés de son allié, sans la moindre différence entre uns et les autres.

ART. XXIX.

Nau-
frage.

Si les navires des sujets des deux hautes Parties contractantes échouaient ou faisaient naufrage sur les côtes des Etats respectifs, on s'empresera de leur donner tous les secours et assistances possibles; tant à l'égard des navires et effets, qu'envers les personnes qui en composent l'équipage et l'on y procédera en tous points de la même manière usitée à l'égard des sujets mêmes du pays, en n'exigeant rien au delà des mêmes fraix et droits auxquels ceux-ci sont assujettis en pareil cas sur leurs propres côtes, et on prendra de part et d'autre le plus grand soin pour que chaque effet sauvé d'un tel navire naufragé ou échoué soit fidèlement rendu au légitime propriétaire.

ART. XXX.

Justice.

Tous les procès et autres affaires civiles, concernant les négocians Portugais établis en Russie et les négocians Russes établis en Portugal, seront jugés par les tribunaux du pays desquels les affaires de commerce ressortissent: et il sera rendu de part et d'autre la plus prompte et exacte justice aux sujets respectifs, conformément aux loix et formes judiciaires établies dans chaque pays.

Les sujets respectifs pourront confier le soin de leurs causes ou les faire plaider par tels avocats, procureurs ou notaires que bon leur semblera, pourvu qu'ils soyent avoués par le Gouvernement.

ART. XXXI.

Contrats
curegi-
strés d. l.
douane,

Lorsque les marchands Portugais ou Russes feront enrégistrer aux douanes leurs contrats ou marchés par leurs

leurs commis, expéditeurs ou autres gens employés par eux pour vente ou achat de marchandises, les douanes de Russie, où ces contrats s'enregistreront, devront soigneusement examiner si ceux qui contractent pour le compte de leurs commettans, sont munis par ceux-ci d'ordres ou pleinpouvoirs en bonne et due forme, au quel cas les dits commettans seront responsables comme s'ils avaient contracté eux-mêmes en personne. Mais si les dits commis, expéditeurs, ou autres gens employés par les susdits marchands ne sont pas munis d'ordres ou pleinpouvoirs suffisans, ils ne devront pas en être crus sur leur parole; et quoique les douanes doivent veiller à cela, les contractans n'en seront pas moins tenus de prendre garde eux-mêmes que les accords ou contrats qu'ils feront ensemble, n'outrepassent pas les termes des procurations ou pleinpouvoirs confiés par les propriétaires des marchandises; ces derniers n'étant tenus à répondre que de l'objet et de la valeur énoncés dans leurs pleinpouvoirs.

Mais quoiqu'en Portugal il n'est pas d'usage de faire enregistrer aux douanes les contrats ou marchés que les commercans font entre eux, il sera néanmoins libre aux marchands Russes de s'adresser à l'administration générale des douanes ou à la Junte du commerce, lesquelles seront tenues de faire le dit enregistrement aux mêmes conditions exprimées ci-dessus dans le présent Article pour les douanes de Russie. Et ils pourront s'adresser également au même administrateur général des douanes, ou à la Junte de commerce, pour se procurer l'entière exécution des contrats quelconques qu'ils auront faits pour achat ou pour vente: Ceci s'entendant toujours sur le pied de réciprocité et d'égalité parfaite entre les deux nations, qui est la base du présent Traité.

ART. XXXII.

Les deux hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement d'accorder toute l'assistance possible aux Sujets respectifs contre ceux d'entre eux-mêmes qui n'auront pas rempli les engagements d'un contrat fait et enregistré selon les loix et formes prescrites. Et le gouvernement de part et d'autre emploiera en

Leur ac-
complis-
sement.

cas

1787. cas de besoin l'autorité nécessaire pour obliger les parties à comparoître en justice dans les endroits où les dits contrats auront été conclus et enrégistrés, et pour procurer l'exacte et entière exécution de tout ce qu'on y aura stipulé.

ART. XXXIII.

Brac. On prendra réciproquement toutes les précautions nécessaires pour que le brac soit confié à des gens connus par leur intelligence et probité, afin de mettre les sujets respectifs à l'abri du mauvais choix des marchandises et des emballages frauduleux. Et chaque fois qu'il y aura des preuves suffisantes de mauvaise foi, contravention ou négligence de la part des bracqueneurs ou gens préposés à cet effet, ils en répondront en leurs personnes et leurs biens, et seront obligés de bonifier les pertes qu'ils auront causées.

ART. XXXIV.

Payemens. Les marchands Portugais établis en Russie peuvent acquitter les marchandises qu'ils y achètent en la même monnoye courante de Russie, qu'ils reçoivent pour leurs marchandises vendues, à moins que dans leurs contrats ou accords faits entre le vendeur et l'acheteur, il n'ait été stipulé le contraire. Ceci doit s'entendre réciproquement de même pour les marchands Russes établis en Portugal.

ART. XXXV.

Livres de commerce, banque, route. Les sujets respectifs auront pleine liberté de tenir dans les endroits où ils seront établis leurs livres de commerce en telle langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse rien leur prescrire à cet égard; et l'on ne pourra jamais exiger d'eux de produire leurs livres de compte ou de commerce, excepté pour leur justification en cas de banqueroute ou de procès; mais dans ce dernier cas ils ne seront obligés de présenter que les Articles nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire dont il sera question. Et pour ce qui regarde les banqueroutes, on observera de part et d'autre les loix et réglemens qui se trouvent établis ou qui s'établiront à l'avenir dans chaque pays à ce sujet.

ART.

ART. XXXVI.

1787

Il sera permis aux marchands Portugais établis en Russie de bâtir, acheter, vendre et louer des maisons dans toutes les villes de cet Empire qui n'ont pas des privilèges municipaux ou droits de bourgeoisie contraires à ces acquisitions. Toutes les maisons qui seront possédées et habitées par les marchands Portugais à St. Pétersbourg, Moscou et Archangel, seront exemptes de tout logement aussi longtems qu'elles leur appartiendront et qu'ils y logeront eux-mêmes. Mais quant à celles qu'ils donneront ou prendront à louage, elles seront assujetties aux charges et logements prescrits pour cet endroit-là. Les marchands Portugais pourront aussi s'établir dans les autres villes de l'Empire de Russie, mais les maisons qu'ils y bâtiront ou achèteront ne jouiront pas des exemptions accordées seulement dans les trois villes ci-dessus spécifiées. Cependant si l'on jugeait à propos par la suite, de faire une ordonnance générale pour acquitter en argent la fourniture des quartiers, les marchands Portugais y seront assujettis comme les autres.

Maisons
des mar-
chands
récipro-
ques.

S. M. Très-Fidèle s'engage réciproquement d'accorder aux marchands Russes établis, ou qui s'établiront en Portugal, les mêmes exemptions et privilèges qui sont stipulés par le présent Article en faveur des marchands Portugais en Russie, et aux mêmes conditions exprimées ci-dessus, en désignant les villes de Lisbonne, Porto et Setubal, pour y faire jouir les marchands Russes des mêmes prérogatives accordées aux Portugais dans celles de St. Pétersbourg, Moscou et Archangel.

ART. XXXVII.

Les sujets de l'une et de l'autre Puissance contractante pourront librement se retirer quand bon leur semblera des Etats respectifs, sans éprouver le moindre obstacle de la part du Gouvernement, qui leur accordera avec les précautions prescrites dans chaque endroit, les passeports en usage, pour pouvoir quitter le pays et emporter librement les biens qu'ils y auront apportés, ou acquis, après s'être assuré qu'ils ont satisfait à toutes leurs dettes, ainsi qu'aux droits fixés par les loix, statuts et ordonnances du pays qu'ils voudront quitter.

Libre
sortie de
l'Etat.

ART.

1787

ART. XXXVIII.

succes-
sions.

Quoique le droit d'aubaine n'existe pas dans les Etats des deux hautes Parties contractantes, cependant Leurs Majestés voulant prévenir tout doute quelconque à cet égard, conviennent réciproquement entre Elles, que *(les)* biens meubles et immeubles délaissés par la mort d'un des sujets respectifs dans les Etats de l'autre Puissance contractante seront librement dévolus, sans le moindre obstacle, à ses héritiers légitimes par testament ou ab intestat, qui après avoir légalement satisfait aux formalités prescrites dans le pays pourront se mettre tout de suite en possession de l'héritage, soit par eux-mêmes, soit par procuration; ainsi que les exécuteurs testamentaires si le défunt en avait nommé, et les dits héritiers disposeront selon leur bon plaisir et convenance de l'héritage qui leur sera échu après avoir acquitté les droits établis par les loix du pays, où la dite succession aura été délaissée.

Mais si les héritiers étaient absens ou mineurs, et qu'ils n'eussent pas pourvu à faire valoir leurs droits, dans ce cas l'inventaire de toute la succession devra être fait par un notaire public en présence des juges ou tribunaux du lieu compétans pour cela, en conformité des loix et usages du pays; et en présence du Consul de la nation du décédé, s'il y en a un dans le même endroit, et de deux autres personnes dignes de foi.

Après quoi la dite succession sera déposé dans quelque établissement public, ou entre les mains de deux ou trois marchands qui seront nommés à cet effet par ledit Consul, ou à son défaut entre les mains de personnes choisies pour cela par l'autorité publique, afin que les dits biens soyent gardés et conservés par eux pour les légitimes héritiers et véritables propriétaires.

Mais s'il s'élevait des contestations sur un tel héritage entre plusieurs prétendans, les tribunaux du lieu, où les biens du défunt se trouveront, devront juger et décider les procès selon les loix du pays.

ART.

ART. XXXIX.

1787

Si la paix était rompue entre les deux hautes Parties contractantes, (ce qu'à Dieu ne plaise) on ne confisquera point les navires ni les biens des sujets commerçans respectifs, ni on n'arrêtera pas leurs personnes, mais on leur accordera au moins l'espace d'une année, pour vendre, débiter ou transporter leurs effets, et pour se rendre dans cette vue par-tout où ils jugeront à propos, après avoir cependant acquitté leurs dettes. Ceci s'entendra pareillement de ceux des sujets respectifs qui seront au service de l'une ou de l'autre des Puissances ennemies; il sera permis aux uns et aux autres, avant leur départ, de disposer selon leur bon plaisir et convenance de ceux de leurs effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des dettes qu'ils auront à prétendre; et leurs débiteurs seront obligés de s'acquitter envers eux comme s'il n'y avait pas eu de rupture.

ART. XL.

Quoique les deux hautes Parties contractantes aient réciproquement à coeur d'établir à perpétuité les liaisons d'amitié et de commerce qu'Elles viennent de contracter tant entre Elles qu'entre leurs sujets respectifs, cependant comme il est d'usage de limiter de tels engagements, Elles conviennent entre Elles que le présent Traité de commerce durera l'espace de douze années; et toutes les stipulations en seront religieusement observées de part et d'autre durant cet espace de tems.

Mais les deux hautes Parties contractantes se réservent de convenir entre Elles de la prolongation, ou de contracter un nouveau Traité avant l'expiration de ce terme.

ART. XLI.

Sa Maj. la Reine de Portugal et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies s'engagent à ratifier le présent Traité d'amitié et de commerce, et les ratifications en bonne et dûe forme en seront échangées dans l'espace de cinq mois à compter du jour de la date de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En

1787 En foi de quoi nous soussignés, en vertu de nos pleinpouvoirs avons signé ledit Traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à St. Pétersbourg le 29^e Décembre 1787.

(L. S.) FRANÇOIS JOSEPH D'HORTA MACHADO.

(L. S.) Comte JEAN D'OSTERMANN.

(L. S.) Comte ALEXANDRE WORONZOW.

(L. S.) ALEXANDRE Comte DE BEZBORODKO.

(L. S.) ARCADI DE MARCOFF.

(Ce Traité a été ratifié à St. Pétersbourg le 1^{er}. 1^{er}. Juin 1788. Imp. Russie fol.)

36.

31. Déc. *Reglement de Sa Majesté Impériale de Russie pour les armateurs particuliers. Traduction sur l'original qui a été écrit de la propre main de Sa Majesté Impériale, à St. Pétersbourg le 31. Déc. 1787.*

(*LAMPREDI del commercio di popoli neutrali*
T. II. p. 252.)

Les justes raisons, qui ont mis l'Impératrice dans la nécessité de reprendre les armes contre la Porte Ottomane, ont été suffisamment expliquées dans le Manifeste publié le 7. Sept. 1787, mais pour procurer à ses fidèles sujets une occasion de prouver leur zèle, et dévouement pour son service, Sa Majesté Impériale a très gracieusement ordonné de munir de Patentes de commission ceux qui souhaitent d'armer à leurs propres frais des navires pour aller en course, contre les vaisseaux de guerre et marchands ennemis, en leur permettant, outre la bannière marchande, d'arborer le pavillon de guerre, et de convertir sous ce moyen à leur profit les vaisseaux et marchandises qu'ils auront enlevés à l'ennemi. Cependant comme l'intention

tion de Sa Majesté Impériale est d'observer religieusement, pour l'avantage des nations, qui resteront neutres dans la guerre actuelle avec la Porte Ottomane, le système bienfaisant de la neutralité armée qu'elle même a établi, il a été prescrit aux armateurs Russes pour le parfait maintien de celui-ci, et pour les empêcher de ne rien entreprendre de contraire à ses principes, d'observer les règles qui sont détaillées dans les articles suivans.

ART. I.

Tout Patron qui aura armé un vaisseau ne pourra obtenir une Patente de commission qui lui permette d'arborer le pavillon de guerre, qu'en produisant d'avance une hypothèque pour la somme de 20,000 Roubles, ou une caution sûre, par laquelle somme il répondra que le chef du bâtiment ainsi que l'équipage qu'il y emploiera observeront strictement toutes les règles qui sont statuées ci-après. Car au cas contraire il sera soumis non seulement à la perte de la somme engagée, mais si elle ne suffit point, à donner satisfactions des délits commis et à en répondre en sa personne.

ART. II.

Les armateurs Russes pourront poursuivre les vaisseaux de guerre et marchands ennemis, les attaquer, prendre ou détruire par tout où l'occasion s'en présentera, excepté le cas, où le vaisseau ennemi en cherchant un abri, se mettra à tems sous la portée du canon d'un port ou des côtes d'une Puissance neutre. Ils ne doivent non plus se permettre aucune hostilité dans les ports et rades appartenans aux Puissances neutres, avant que les vaisseaux ennemis ne s'éloignent au delà de la portée du canon.

ART. III.

Comme il est assez fréquent en tems de guerre, que les vaisseaux et navires ennemis se cachent sous des pavillons d'une Puissance neutre; pareillement, que des sujets neutres encouragés par l'intérêt, ament à l'ennemi des munitions défendues par les loix maritimes, la prudence exige d'arrêter tout vaisseau marchand naviguant vers les côtes de l'ennemi pour le visiter. Les armateurs Russes pourront donc arrê-

1787 ter et visiter les vaisseaux quelconques naviguans dans les mers du Levant et dans l'Archipel sous quel pavillon que ce fût.

ART. IV.

Manière de visiter.

Pour faire la visite de quelque navire sous pavillon chrétien, on enverra dans une chaloupe un pilote, homme intelligent, qui arrivé à bord dudit navire aura seul le droit d'y monter, et nul autre sous aucun prétexte. Il demandera ensuite du Capitaine d'une manière honnête et polie les passeports, connoissemens, contrats, chartes-parties, ainsi que les attestats sur la santé de l'équipage. Et quant il aura suffisamment apparu par ces papiers, que le navire aussi bien que l'équipage appartiennent effectivement à une Puissance neutre, et qu'il n'y a aucune contrebande de guerre, on sera obligé de lui laisser continuer sa route sans délai, quoi qu'en effet toute sa cargaison appartienne à l'ennemi; puisque d'après les principes reçus par Sa Majesté Impériale la propriété de l'ennemi même le couvre par le pavillon neutre. A de pareilles visites on n'osera au reste commettre la moindre impolitesse, faire des menaces ou violences, ni rien prendre sous aucun prétexte, ou toucher au plus petit objet.

ART. V.

Liste des marchandises de contrebande.

Il est compris sous la contrebande de guerre de vendre d'amener à l'ennemi les articles suivans: les armes à feu, canons, arquebuses, fusils, mortiers, petards, bombes, grenades, faucilles, cercles, poissés, affûts, fourchettes, bandoulières, poudre à canon, meches, salpêtre, balles, piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelines, fourreaux de pistolets, baudries, selles et brides et tous autres semblables genres d'armes et d'instrumens de guerre servant à l'usage des troupes. Tous ces effets spécifiés, excepté la quantité nécessaire pour le navire, son équipage et passagers, sont sujets conformément à toutes les loix de la guerre, ainsi qu'aux conventions mêmes sur la neutralité faites par les Puissances maritimes, à être saisis et confisqués.

ART. VI.

Soupçon de fraude.

Puisque sur les vaisseaux neutres qui sont pressés de porter de la contrebande de guerre à l'ennemi,

nemi, il y a toujours doubles documens, il faut tacher de s'enquérir auprès du Capitaine ou des gens de l'équipage si le navire n'est pas chargé de pareilles munitions. S'il arrive que le pilote ou quelqu'un de l'équipage en donne avis, ou bien que l'armateur lui-même a des renseignemens suffisans, qu'il y a en effet de pareille contrebande sur le navire, alors il est permis à l'armateur, d'ouvrir les ecoutilles et de faire la visite tant dans le corridor, que dans le fond; mais il y procédera avec autant d'honnêteté que de précaution pour ne point endommager le reste des marchandises. Aussitôt qu'on aura decouvert de la contrebande sur le navire, ou bien que des doubles papiers et documens en fournissent la preuve, il pourra prendre ledit navire et l'emmener à la flotte Impériale, si elle se trouve déjà dans la Méditerranée, si non, à Naples au Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, le Chambellan et Chevalier Comte de Skavronsky, et à Venise à Mr. le Général-Major de Mordvinoff, qui y reside dans la même qualité, si le Gouvernement de la République n'y met point obstacle, et il sera confié à ceux-ci le soin d'éclairer, et de juger les affaires des prises jusqu'à l'arrivée de la flotte.

ART. VII.

Les prisonniers Turcs de tout vaisseau pris sur l'ennemi seront traités avec beaucoup d'humanité et pourvus de vivres et de tous les autres besoins sans les laisser manquer de rien; on ne devra non plus leur enlever leurs habits, ni user envers eux d'aucune rigueur superflue outre celle, que l'inspection et la sûreté du vaisseau, où ils auront été pris, rendront nécessaire. S'il y a parmi eux des blessés, on doit tacher de les guérir et de leur prêter toute sorte de secours, comme le devoir de l'humanité l'exige; enfin il n'est en aucune façon permis de les livrer ou vendre comme esclaves à un autre pays quelconque.

Prisonniers.

ART. VIII.

On ne pourra décharger, ni vendre aucune partie de la cargaison du vaisseau pris, mais on l'emmenera en droiture à Livourne ou à Venise pour y exposer les marchandises à l'air aux lieux où se tient la qu-

Où la prise se fait conduite.

1787 rantaine. Les armateurs y seront obligés de paraître devant le Ministre Russe, et après lui avoir présenté les papiers et documens trouvés sur le vaisseau pris, d'attendre que le vaisseau ainsi que les marchandises soient jugés de bonne prise ou de capture legitime.

ART. IX.

Vente. Aussitôt que le navire ou les marchandises seront reconnus par le Ministre Russe de legitime capture, l'un et les autres pourront du consentement de l'armateur être vendus à l'enchere publique. On retiendra le dixième du prix qui en sera retiré pour le tresor, le reste consistant en $\frac{9}{10}$ sera delivré au Patron et à l'équipage pour en faire la repartition entre eux.

ART. X.

Grecs qui se rendent. Si quelques uns des Grecs, faisant le commerce du Levant et de l'Archipel sur leurs propres navires et ayant à bord des marchandises Turques pour se soustraire à la tyrannie et à l'oppression des Turcs se rendent de bonne volonté avec leur cargaison dans une place chrétienne, où il y a un Consul Russe, et se présentent chés lui, il est déclaré par la présente à ceux-ci que ladite cargaison leur sera abandonnée pour en faire la distribution entre eux, comme il est dit plus haut dans le IX. Art. c'est à dire qu'en retenant un dixième pour le tresor, les autres $\frac{9}{10}$ leur seront rendus.

ART. XI.

Turcs. S'il se trouve des Turcs sur de pareils navires Grecs, on doit proceder à leur égard comme il est prescrit dans l'art. VII.

ART. XII.

Sort du vaisseau. Dès qu'on aura trouvé de la contrebande sur un vaisseau neutre, et que le Capitaine de celui-ci l'aura déclaré de son propre mouvement, on pourra l'emporter du navire, mais si la quantité en est si grande, qu'il sera impossible de le faire sur mer, on emmènera le vaisseau dans le port neutre le plus proche, où il y a un Consul Russe, et toute ladite Contrebande y sera dechargée de la connoissance du Consul, qui doit la garder jusqu'à l'arrivée de la flotte de Sa Majesté

jeté Impériale, et en faire un rapport détaillé à son Commandant en Chef. Alors si la flotte en a besoin, on l'arrêtera à un prix convenable pour le compte du trésor, et celle donc on n'aura pas besoin sera vendue au profit des capteurs comme il est prescrit dans l'art IX. Le Capitaine du vaisseau neutre, qui aura de bonne volonté déclaré ladite contrebande, recevra deux fois le fret dont il est convenu avec l'ennemi, et le vaisseau avec le reste de sa cargaison pourra ensuite continuer librement sa route. 1787

ART. XIII.

Lorsque des vaisseau neutres seront escortés par un vaisseau de guerre de leur nation, on ne pourra aucunement toucher aux premiers, mais on devra s'adresser directement au Commandant du convoi, et si celui-ci déclare que lesdits navires sous son escorte n'ont à bord aucune marchandise de contrebande de guerre, on se contentera de sa déclaration sans exiger que la visite ait lieu. Vais-seaux escortés.

ART. XIV.

Si un armateur rencontre un navire Grec appartenant à des sujets Tyrcs et chargé de marchandises Turques, il pourra s'en saisir comme d'une bonne prise. Mais au cas qu'un tel navire Grec ne cherche point à échapper aux armateurs Russes, et qu'au contraire il viendra se mettre sous leur protection, on ne pourra point s'en emparer; mais en lui prêtant toute sorte de secours, on le conduira dans une place neutre, où il vaudra lui même se rendre pour en informer le Consul Russe, qui se conduira à son égard selon la teneur de l'art. X. Navire Grec.

ART. XV.

S'il réussit à un armateur particulier de s'emparer d'un vaisseau de guerre ennemi, non seulement le vaisseau avec toutes ses munitions de guerre, et autres provisions lui sera abandonné comme butin, mais il recevra encore du trésor à titre de récompense cinq roubles pour chaque prisonnier Turc qui s'y trouvera, et il pourra compter en outre sur des bienfaits particuliers de la Souveraine proportionnés à l'importance de son action et à la bravoure de sa conduite. Vais-seaux de guerre pris.

1787

Senten-
ce par le
ministre
Russe.

ART. XVI.

Quand on aura emmené une prise, le Ministre Russe, après en avoir été averti, devra examiner tous les documens trouvés sur le navire, puis interroger le Patron et quelques matelots prisonniers en couchant leurs reponses par écrit, et lorsqu'il aura trouvé celles-ci conformes aux documens, et qu'il n'existera plus de doute, que le navire ainsi que les marchandises ne soient effectivement de propriété ennemie, il devra prononcer une sentence formelle, et en remettre une copie au Patron armateur et une seconde au Capitaine du navire pris. En conformité de cette sentence ledit Patron pourra proceder à la vente de la prise et des marchandises à son profit.

ART. XVII.

Vais-
seaux
exemis
de
visitat.

Les armateurs Russes ne pourront nullement visiter ni arreter sur leur route les vaisseaux marchands sous pavillon neutre allant du Levant et de l'Archipel vers l'Ouest de l'Europe, dèsqu'ils se trouveront déjà du côté de l'Ouest de la Morée.

ART. XVIII.

Vais-
seaux de
con-
struct.
Turque.

Quoiqu'un navire marchand arrêté par un armateur Russe, soit véritablement de construction Turque aussitôt qu'il porte le pavillon neutre et que le Capitaine ainsi que l'équipage, qui s'y trouvent, de même que les papiers et documens prouvent évidemment la propriété neutre, on devra le reconnoître comme tout-à-fait neutre et ne point l'inquiéter plus longtems.

ART. XIX.

pelle.

Tous les armateurs Russes auront à prendre les précautions les plus rigides de la peste et à proceder à cet égard selon la stricte teneur du règlement sur la quarantaine publié le 6. May 1786. Conformement à celui-ci, ils devront surtout veiller sur ce qu'en prenant des navires venus des côtes d'Égypte, d'Afrique et de Syrie, on n'ouvre les ecoutilles, et qu'on ne touche à rien dans le Rump, mais ils les emmeneront en droiture à Livourne ou à Venise, où la cargaison sera sortie du navire et mise au Lazaret, selon la prudence et les loix de la quarantaine.

ART.

ART. XX.

1787

Aussitôt qu'on découvrira que la peste se trouve effectivement sur un navire pris et surtout quand cette maladie se manifestera sur le vaisseau de l'armateur même, le Commandant de celui-ci sera obligé d'en faire la déclaration partout où il abordera, et de s'abstenir de toute espèce de communication (excepté avec les vaisseaux ennemis) soit sur mer soit sur les côtes des Puissances Chrétiennes, sous la crainte d'être puni de mort.

Conti-
nua-
tion.

ART. XXI.

Le Commandant d'un armateur Russe ne doit mettre sur un navire pestiféré, dont il s'est rendu maître, que le nombre des gens indispensablement nécessaire pour le conduire jusqu'à l'endroit désiré, et tout le reste de son équipage doit éviter toute espèce de communication avec lui, et ne tirer quoi que ce soit dudit navire.

Conti-
nua-
tion.

ART. XXII.

A l'arrivée de la flotte Impériale dans la Méditerranée tous les armateurs auront à se présenter devant son Commandant en Chef, et se tenir constamment dans une entière soumission et obéissance à ses ordres: et au cas qu'il jugera nécessaire d'employer l'un ou l'autre d'entre eux pour le bien du service de Sa Majesté Impériale, celui-ci sera obligé d'exécuter ses ordres et pour tout le tems qu'on l'aura employé, il recevra du trésor un traitement suffisant jusqu'au moment qu'il sera renvoyé pour continuer les courses contre l'ennemi. Outre cela ils devront autant qu'il se pourra faire et dans toutes les occasions, qui se présenteront entretenir une correspondance de lettres avec ledit Commandant en Chef, pour l'instruire de tems non seulement de leurs prises, ou exploits qui regardent leur état, mais encore de tout ce qui sera parvenu à leur connoissance, leur aura été communiqué ou annoncé, ou ce qu'ils auront appris eux mêmes par l'équipage et les passagers des vaisseaux qu'ils auront pris, touchant les desseins de l'ennemi, les côtes et les places maritimes, le nombre de ses vaisseaux de guerre et marchands, les endroits où ceux-ci font voile ou croisent, enfin touchant tout ce qui pourra

Rapport
des ar-
mateurs
envers
la flotte
Imp.

1787 influencer sur les mesures et dispositions du Commandant en Chef de la flotte.

ART. XXIII.

**Commis-
sion
pour les
prises.** Dès l'arrivée de la flotte Impériale Russe dans la Méditerranée, le Commandant en Chef aura à établir une commission pour juger les affaires des prises. C'est pourquoi il est prescrit à tous les armateurs de lui faire alors sans faute le rapport des navires et marchandises, dont ils se seront emparés.

ART. XXIV.

Appel. Si avant l'arrivée de la flotte dans la Méditerranée, quelqu'un de l'un ou de l'autre côté ne fût pas content de la décision du Ministre sur une prise, ou ensuite de la décision même du Commandant en Chef de la flotte, il pourra en appeler à la Cour Impériale de Russie.

ART. XXV.

**Effet
suspensif.** Aussi longtems que l'armateur et celui qui aura été pris ne seront également contents de ladite décision l'on conservera le vaisseau avec sa cargaison dans l'état où il aura été trouvé; mais s'il y a des marchandises sujettes à la corruption on pourra les vendre à l'enchère publique, et l'argent qui en sera revenu sera déposé au trésor jusqu'à la décision de l'affaire, où le coupable sera condamné à réparer la perte qu'il en aura causée.

ART. XXVI.

Secours. Lorsqu'un vaisseaux de guerre ou marchand Russe se trouvera en danger d'un événement sur mer ou d'une attaque de la part de l'ennemi; alors l'armateur sera obligé de lui porter toute sorte de secours et de soulagement et principalement de tâcher de le dégager de l'ennemi.

ART. XXVII.

**Trans-
action
defen-
due.** Il n'est permis à aucun armateur de délivrer ou de rançonner de son propre gré un vaisseau ou navire ennemi, ou des marchandises ou effets qui y sont chargés, et dont il s'est déjà rendu maître.

37.

*Règlement de Sa Majesté le Roi de Prusse 1787
concernant la franchise d'Accise; accordée aux
Ministres étrangers pour la première entrée
de leurs effets. (1787.)*

(D'après l'imprimé qui en a paru à Berlin in fol.)

Sa Majesté voulant prévenir toutes difficultés à l'entrée des effets de Messieurs les Ministres étrangers, Résidens et chargés d'affaires, a jugé à propos de faire déterminer d'une manière fixe ce qu'il leur sera libre de faire entrer franc d'Accise soit à leur arrivée, soit, dans l'espace de la première année.

Ces franchises sont réglées de la façon suivante.

1) Il sera permis, comme par le passé, à Mrs. les Ministres étrangers, Résidens, et Chargés d'affaires, d'importer francs de Péage et d'Accise, à leur première entrée et dans le terme d'un an, leurs hardes, leurs meubles, leur linge, leurs vaisselles, leurs livrées, et en général, tout ce qui étant déjà fait et travaillé appartient à l'établissement de leur maison, mais non tout ce qui est encore à mettre en ouvrage, ni des étoffes en pièces entières, ou en demi et quarts de pièces. On leur laisse aussi la liberté de faire entrer à leur usage un service de table de porcelaine, mais sous la condition de l'exporter à leur départ ou de le céder à leur Successeur sans le vendre ou donner d'ailleurs dans le pays.

2) Messieurs les Envoyés sans distinction ont à leur premier établissement et dans l'espace de la première année l'entrée franche d'Accise pour la valeur de 2000 écus en objets de consommation, de vins ou de marchandises et effets chargés de gros impôts, en autant qu'ils ne sont pas prohibés. Le Bureau d'Accise tiendra pour cet effet un compte avec Messieurs les Ministres suivant lequel il laissera passer francs les objets de consommation en question jusqu'à la concurrence de 2000 écus selon l'estimation du tarif ou le dernier prix courant. Cette somme remplie Mes-

1787 *seurs les Envoyés acquitteront toute l'Accise de consommation, et les Péages de tout ce qu'ils feront venir dans la suite. Mrs. les Résidens et Chargés d'affaires ont la même franchise pour la moitié de cette somme, savoir pour 1000 écus.*

3) L'importation des marchandises et fabrications étrangères qui sont entièrement prohibées dans le pays, comme sucre, étoffes en soye, en laine, en coton et en fil, galons et bords d'or et d'argent ne peut être admise en aucune manière, ni à la première entrée ni dans la suite.

4) Tout ce qui a été statué par rapport à la franchise d'Accise regarde aussi les Péages dont Mrs. les Envoyés restent également affranchis à leur premier établissement. On leur donnera pour cet effet, et pour pouvoir contrôler les Bureaux d'Accise et de Péages, des passeports au nom du Roi; et les passeports immédiats de Sa Majesté cesseront ainsi à l'avenir entièrement.

La Direction des Accises a l'ordre exprès de se conformer exactement à ce Règlement et de donner en conséquence des instructions précises à tous ses employés.

Note des marchandises dont l'importation est prohibée dans les Etats de Sa Majesté Prussienne pour la consommation du pays.

<i>Vivres et délicatesses.</i>	<i>Etoffes étrangères, bas et autres parties de l'habillement.</i>	<i>Galanteries, modes et quinquilleries.</i>
	Drapes d'Aix et autres fabriques hors du pays. Ecorce, sorte d'étoffe de soye et de coton. Toutes les étoffes de soye, riches ou demi-riches, tant étrangères que fabriquées dans les Provinces en delà du Weser. Toutes les étoffes de laine, demi-soye, demi-	Rubans de fil, de soie, demi-fil et demilaine, tous les rubans riches et de soye, excepté le passe fins et façonnés et rubans de soye moirés qui payent 4 Risd. par livre de droits. Blondes, fleurs d'Italie et autres. Bourfes de velour brodées ou d'étoffes riches. Galons

Vivres et
délicatesses.

Etoffes étrangères,
bas et autres parties
de l'habillement.

Galanteries, modes 1787
et quinqualleries.

laine, demi-coton, poil
de chameau, plus les
broiatielles, ligatures,
point d'Hongrie, ber-
garnes, serge de rome,
apolinaires, raines,
velveres et fischets.
Bas, bonnets, et gands
de coton.
Bas, gands et draps de
cañor.
Chapeaux.
dito de Candebes.
dito de paille.
Chemille, dont on fait
des bonnets.
Toile de coton, impré-
mées.
dito avec des fleurs
brodées en soye dites
Dimet.
Flanelle.
Frise.
Chaussons de coton et
de toile.
Toiles imprimées.
Les toiles et nappages
étrangers.
Guingans et Prittians.
Creppons demi-foye.
dito de laine.
Manchester, ou velouts
de coton uni et cizelé.
Barrecau, sans peine.
Toutes les étoffes de cot-
ton et demi-coton.
Le marlis.
Pelisses et ouvrages fa-
çonnés de pelleteries.
Perfes, et toiles peintes.

Galons de foye, laine,
coton et fil.
Broderies en or et en ar-
gent en foye et en laine.
Marseille.
Almanacs étrangers.
Cambrai, baxin, cantilles.
Dentelles d'or et d'argent
faux.
Dentelles blanches de
Brabant, d'Espagne et
autres, excepte les mi-
niottes et blondes de fil.
Les cartes à jouer.
Creppons de foye.
Nappage damascé.
Couvertures de crin et
de laines.
Tapis de pieds.
Lames d'épees.
Contés, nappage.
Boucles de fer et de mé-
tal.
Fayence et potteries.
Plumes et plumages.
Gezes excepte celles d'Ita-
lie.
Verres et ouvrages de
verrerie.
Fil d'or.
Cuirs d'oré.
Gands de peaux et autres,
excepté les demois.
Tapisseries de hautelisse.
Boutons sans exception.
Cuivre et marchandises
de ce métal.
Labu d'or et d'argent
faux (c'est un fil plat).
Cuirs tannés à l'exception
du cuir à semelle d'An-
gleterre, dit, buts.
Peaux de veaux et ouvra-
ge de peaux Russie, ou
cuir de Russie.
Peaux de chamois, ou
peaux passées en mogie
et toutes sortes de
peaux

348 *Réglement du Roi de Prusse concernant*

1787	<i>Vivres et délicateſſes.</i>	<i>Etoffes étrangères, bas et autres parties de l'habillement.</i>	<i>Galanteries, modes et quinquailleries.</i>
			peaux bronzées et ramailées. Maroquins. Chandeliers de fer, de fer blanc, et fil d'archal. Chandelles. Mouchettes. Fil de Lion d'or et d'argent faux. Galons de Lion et autres ouvrages ſemblables. Couteaux. Ouvrages de Laiton. Boucles de métal. Ouvrages de nacre de perles. Plaques de bois et de fer verniſſées ſervant pour les caroffes. Porcelaine ſans exception. Velours. Ouvrages d'écaille. Fichus et mouchoirs de cotton et demi-foye. Empeignes brodées ou peintes. Souliers et pentouffles tant de peaux de veaux que de maroquin. Fichus et mouchoirs de foye excepté ceux d'Iſerlohe. Fil d'argent. Miroirs et glaces de miroirs chéines et montres d'acier. Poudre à poudrer, et amidon. Tous ouvrages d'acier étrangers. Bas de filofelle. Tapifferies de laine, de toile cirée et de papier. Pipes. Galons, Broderie appliquée et melines d'or et d'argent.

Caroffes,

Vivres et délicatesses.	Etoffes étrangères, bas et autres parties de habillement.	Galanteries, modes et quincailleries.	1787
		Carrosses, voitures, cario- les et chariots. Vinaigre de vin. Vinaigre de cidre, excep- té le vinaigre distillé à l'usage de la Pharmacie. Les fabrications de la Westphalie sont censées étrangères, à l'exception des toiles de Bielefeld. Le sucre et les petites figures de sucre.	

38.

Traité de subside entre L. H. P. les Etats- 1788
Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas 22. Févr.
et S. A. S. le Duc de Brunswic; signé à
Brunswic, le 22. Févr. 1788.

(D'après un manuscrit digne de foi qui m'en
a été communiqué.)

Soit notoire à tous ceux qu'il appartient ont peut
appartenir. Les Seigneurs Etats-Généraux des Pro-
vinces-Unies ayant jugé convenable de proposer à S.
A. S. le Duc de Brunswic-Lunebourg la cession d'un
Corps de troupes pour être employé au service de
LL. HH. PP. et S. A. S. s'étant prêtée avec zèle et
pressement aux vues des Seigneurs Etats-Généraux
des Provinces-Unies, les hautes Parties contractantes
ont fait parvenir Leurs ordres et autorisation à ce
sujet aux deux personnes, qu'Elles ont chargé de régler
les Articles du Traité à conclure relativement à la
cession de ce Corps de troupes, savoir: les Seigneurs
Etats-Généraux au Sieur Frédéric Baron de Monster,
Chevalier de l'ordre Teutonique, Grand-Capitulaire
du Baliaage de Hesse et Commandeur de Chiffenberg,
Général-

1788 Général-Major, Chef d'un Regiment d'Infanterie et Commandant de la forteresse de Grave etc. etc., et le Sérénissime Duc de Brunswic-Lunebourg au Sieur Jean Battiste de Feronce de Rottencrentz, Chevalier de l'ordre de Danebrog, Ministre d'Etat de Sa dite Altesse Sérénissime etc. etc., lesquels, après l'échange de leurs pleinpouvoirs et autorisation, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Cession
d'un
corps de
3000
hom-
mes.

Le Sérénissime Duc de Brunswic cède aux Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies un Corps de ses troupes, dont le montant est, tant en Infanterie que Cavalerie et Artillerie, de trois mille hommes, et en outre dix pièces de Campagne pour les cinq bataillons d'Infanterie; ces pièces de Campagne seront pourvues de tout l'attirail nécessaire pour le service.

La Composition de ce Corps est la suivante:

	Hommes.
1) Etat Major Général —	10
2) Un Regiment de Dragons —	274
3) Un Bataillon de Grenadiers —	428
4) Un Regiment d'Infanterie —	957
5) Un second Regiment d'Infanterie —	957
6) Un Détachement d'Artillerie —	207
7) Une Compagnie de Chasseurs —	167
Total —	3000

ART. II.

Leur ar-
mement.

Ces Troupes seront au moment de leur marche complètement exercées, armées et équipées, et S. A. S. s'engage pendant la durée de ce Traité d'entretenir les dites troupes sur le pied le plus convenable, pour qu'elles puissent être employées avec succès aux services militaires qui en seront requis en vertu de ce Traité.

ART. III.

Leur pa-
yement.

Ce Corps de troupes sera payé avec l'exactitude et la promptitude nécessaire, pour que leur solde ne soit jamais arriéré, et l'Agent du Sérénissime Duc de Brunswic à la Haye sera toujours pourvu des fonds nécessaires avant le commencement du mois.

La

La solde sera payée sur le pied de l'état de solde annexé au présent Traité, et en général ces troupes jouiront de tous les avantages, tant à l'égard de la solde et des extraordinaires qu'à l'égard du bénéfice de semestre, dont jouissent les troupes de la République. 1788

La dite solde sera payée sans aucune retenue, excepté celle du centième pour l'état; les Officiers seront dispensés de payer des léges ou *Actengelder*. En général le Sérénissime Duc de Brunswic stipule que tous les payemens soient faits en espèces ou à leur défaut par des assignations sur le Comptoir de la Généralité.

ART. IV.

A l'égard des Quartiers des Officiers dans les places où ces troupes seront en garnison, les Officiers recevront la bonification d'usage dans les villes où le *services Geld* se paye; mais dans les villes où ce *services Geld* ne se paye point, les Officiers se fourniront leurs quartiers à leurs dépens. ^{Quartiers.}

ART. V.

On fournira aux troupes la poudre nécessaire pour les manoeuvres dans la même proportion qu'elle est fournie aux troupes nationales. On livrera de même aussi les poudres et le plomb pour le service de la garnison. ^{Besoins qu'on four- nira.}

Quant au chauffage il ne sera fourni que pour les Corps de garde.

ART. VI.

Le Sérénissime Duc de Brunswic se chargera de tous les fraix de marche pour porter ce Corps de troupes des Etats de Brunswic dans ceux de la République; et S. A. S. se chargera également de ces fraix de marche lors du retour de ces troupes dans ses Etats; on bonifiera au Sérénissime Duc deux mois de solde, selon l'état de solde annexé au présent Traité lorsque les troupes se mettront en marche des Etats de Brunswic, et on bonifiera également deux mois de solde lorsque ces troupes se mettront en marche pour se rendre dans les Etats de la République. Les premiers seront payés immédiatement après la signature du Traité, et les deux autres mois payables pour la marche du retour seront payés avant le départ des troupes pour le

1788 se rendre des Etats de la République dans ceux du Sérénissime Duc de Brunswic.

A l'égard des marches qui se feront dans l'intérieur des Etats de la République, les troupes du Sérénissime Duc seront traitées sur le même pied que le sont les troupes nationales.

Les fournitures quelconques nécessaires au dit Corps de troupes lui seront envoyées des Etats du Sérénissime Duc de Brunswic; on délivrera au Général Commandant de ces troupes un passeport pour que les dites fournitures militaires entrent librement sur les terres de la République; les fraix du transport de ces fournitures militaires seront à la charge du Sérénissime Duc.

ART. VII.

Serment
Revue.

Les dites troupes de même que leurs Généraux prêteront serment de fidélité à LL. HH. PP. selon le formulaire usité à l'égard des troupes subsidiaires sans préjudicier à celui qu'elles ont prêté à leur Souverain. En outre le Général Commandant des dites troupes sera tenu de fournir tous les trois mois des listes du véritable état du Corps et de la force des Compagnies, selon l'usage établi dans les troupes de la République. Il sera aussi libre à LL. HH. PP. de faire passer en revue le dit Corps de troupes tous les ans au premier d'Avril, et LL. HH. PP. ne seront pas obligées de payer la solde de ce qui manquera alors, à la reserve des absens, pour cause de maladie certifiée, ou pour d'autres raisons valables, dont LL. HH. PP. feront les juges.

ART. VIII.

Marche
et re-
ception
d. trou-
pes.

Le corps de troupes se mettra en marche en deux divisions, la première forte de 2580 hommes se mettra en marche un mois après la signature du Traité, et la seconde forte de 420 hommes, marchera six semaines après le départ de la première division. Il dépendra au reste du Sérénissime Duc de Brunswic de faire tous les arrangemens et de prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir les désordres et la désertion durant la marche de ces troupes.

Les Seigneurs Etats - Généraux enverront un Commissaire pour recevoir le dit corps de troupes, le passer

passer en revue, lui faire prêter serment de fidélité et **1788**
le conduire dans les Etats de la République.

ART. IX.

S. A. S. le Duc de Brunswic se réserve la disposition de toutes les charges sans exception qui pourraient venir à vaquer dans ce corps, et on n'aliénera rien sans l'agrément de Sa dite Alt. Ser. dans la manière dont les divers Corps de ces troupes, tant Infanterie que Cavalerie et Artillerie seront composés. L'administration de la Justice sera également réservée au Ser. Duc de Brunswic, avec cette restriction, que le Général de ses troupes se conformera aux ordonnances militaires de la République qui lui seront communiquées pour cet effet.

Disposition des charges, Justice.

ART. X.

On est convenu que ce qui regarde la direction de la marche de ce corps de troupes pour se rendre sur les terres de la République et la dislocation de ces troupes sera réglée par une correspondance qui s'entamera d'abord et immédiatement après la signature du Traité, bien entendu qu'il sera toujours libre à L. H. P. et au Prince d'Orange de faire dans la suite les changemens que L. H. P. et le Prince d'Orange trouveront convenables relativement aux garnisons de ces troupes, et le Ser. Duc, après que la direction de la marche aura été réglée, communiquera une liste des Princes et Etats auxquels il sera nécessaire d'adresser les lettres requisitoriales que les Seigneurs Etats-Généraux feront expédier.

Direction de la marche etc.

ART. XI.

Le Sérénissime Duc de Brunswic se chargeant de faire recruter annuellement ce Corps de troupes pendant la durée du Traité, on est convenu que de part et d'autre on n'admettra point de déserteurs des troupes des deux Parties Contractantes, mais qu'on les délivrera fidèlement; ceci se pratiquera non seulement, à l'égard des troupes de la République mais aussi de toutes les autres troupes étrangères que la République aurait pris ou pourrait prendre à sa solde et nommément à l'égard des troupes des deux Compagnies des Indes, bien entendu que cet arrangement ne s'étendra

Déserteurs.

1788 dra point sur les déferteurs antérieurs à la signature du présent Traité.

ART. XII.

Argent
de levée

Les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies feront payer à titre d'argent de levée pour chaque fantassin et Artilleur, y compris les tambours et Bas-Officiers etc. trente écus argent courant d'Hollande, et pour chaque Cavalier y compris les tambours, trompètes, Bas-Officiers etc. quatre vingt écus argent courant d'Hollande. La moitié de cette somme sera payée immédiatement après la revue faite par le commissaire de la République.

ART. XIII.

Payement de
la solde.

La solde y compris tous les émolumens et extraordinaires dont jouissent les troupes nationales sera payée exactement de mois en mois par anticipation selon l'état annexé au traité. Cette solde sera payée dès le jour où les troupes se mettront en marche et ne cessera que le jour même où elles seront de retour dans les états du Sérénissime Duc de Brunswic.

ART. XIV.

Subside
annuel.

Pendant la durée du présent Traité les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies payeront au Sérénissime Duc de Brunswic un subsidé annuel de quatre-vingt mille écus argent courant d'Hollande. Ce subsidé sera payé exactement de six mois à six mois; il commencera dès le jour de la signature du Traité et durera un an après le retour des troupes dans les Etats de S. A. S. Si cependant les Seigneurs Etats-Généraux jugeaient convenable que ce corps de troupes restât durant cette troisième année dans les Etats de la République, le Sérénissime Duc y consentira et la solde restera sur le même pied.

ART. XV.

Religion
Hôpi-
taux.

Dans les villes et garnisons on assignera toujours à ces troupes, autant que cela sera trouvé faisable de maisons et endroits convenables pour l'exercice du culte divin de même que pour leur hôpital, mais en cas que le Général ou le Commandant des dits Régiments trouvaient nécessaire de mettre les malades du dit Corps dans les hôpitaux Hollandois, ils y seront reçus

reçus avec l'agrément et la permission du Général ou de l'Officier Hollandois Commandant, et y feront traités sur le même pied et pour le même prix que les malades des troupes de la République. 1788

ART. XVI.

Ce Corps de troupes ne pourra être employé que dans les Etats de la République en Europe et ne servira point sur mer; mais L. H. P. seront les maîtres de le faire passer si le cas l'exige dans d'autres Etats du continent et nommément dans la Grande-Bretagne; dans ce dernier cas ces troupes jouiront de la solde Angloise.

ART. XVII.

Ce Traité durera dans toute son étendue pendant deux années, et même selon la teneur de l'Article XIV. ci dessus, pendant trois années. Si les Hautes Parties Contractantes ont l'intention de le renouveler, Elles s'en avertiront réciproquement six mois avant la fin de la seconde et respectivement de la troisième année, et s'il devait exister pendant la durée du Traité quelques difficultés sur tel ou tel article, soit remis soit peu clairement expliqué les Hautes Parties Contractantes leveront les difficultés par un arrangement amiable.

ART. XVIII.

Si pendant la durée de ce Traité il dût survenir une guerre à la quelle la République prit part, et que les Seigneurs Etats-Généraux jugeassent à propos d'employer dans leur armée le corps de troupes du Sérénissime Duc de Brunswic ce Prince consentira que Ses troupes joignent leur armée, et dans ce cas elles seront cedées sur le pied de celles qui le furent 1748, bien entendu qu'elles jouiront alors de tous les emolumens, de toutes les gratifications, de toutes les augmentations de solde, de même que de tous les avantages relatifs aux rations de fourrage, à l'argent des chariots, au pain etc. dont jouiront à cette époque de guerre les troupes nationales.

ART. XIX.

Si le cas de guerre venait à exister, le Sérénissime Duc de Brunswic s'engage à fournir à ses troupes les tentes

1788 tentes nécessaires et tout l'équipement militaire, six semaines après la requiſition qui en ſera faite.

Ce Prince s'engage en outre de faire une augmentation à ſes troupes ſi L. H. P. le deſirent. On réglera alors par une nouvelle convention tout ce qui concerne cette augmentation, auſſi bien que tout ce qui regarde l'indemnification des fraix d'équipement pour mettre ce corps ſur le pied de campagne tant à l'égard des chevaux de bât, des équipages d'Officiers, que de divers autres objets diſpendieux.

ART. XX.

Ratifica-
tions.

Le préſent Traité ſera ratifié au plutôt que poſſible et les ratifications ſeront échangées à la Haye.

Ainſi conclu et ſigné par les Plénipotentiaires réſpectifs autorisés à cet effet; à Brunſwic, ce 22. Février 1788.

FREDERIC Command.
DE MÜNSTER.

JEAN BAPTISTE DE FERONCE
DE ROTHCNCREUTZ.

(L. S.)

(L. S.)

Prémier Article ſéparé et ſecret.

Argent
de re-
crues.

Pour faciliter au Séréniffime Duc de Brunſwic les moyens d'entretenir le corps de troupes qu'il cède à L. H. P. ſur le pied complet pendant la durée de ce Traité, Elles accorderont à S. A. S. cinq cent florins annuellement à titre d'argent de recrues pour les vingt et quatre compagnies qui compoſent les deux Régiments d'Infanterie et le Bataillon de grenadiers. Cet argent de recrues ſera continué juſques à l'époque où l'Infanterie ſera paſſée, ſelon le plan d'amélioration, qui vient d'être propoſé à L. H. P.

Cet Article ſecret et ſéparé aura la même force, comme ſ'il était inſéré mot à mot dans le Traité ſigné aujourd'hui.

Fait à Brunſwic le 22. Févr. 1788.

FREDERIC Command.
DE MÜNSTER.

JEAN BAPTISTE DE FERONCE
DE ROTHCNCREUTZ.

(L. S.)

(L. S.)

Second

Dans l'Article XIV. du présent Traité il est stipulé que L. H. P. accorderont au Sérénissime Duc pendant les trois années que durera ce Traité un subside annuel de quatrevingt mille écus argent courant d'Hollande, les Seigneurs Etats-Généraux s'engageant à bonifier aux Sérénissime Duc la différence entre l'argent courant et l'argent de banque, cette différence se monte à douze mille florins courants qui seront payés annuellement à S. A. S. en sus des quatrevingt mille écus courants stipulés à l'Art. XIV. du présent Traité.

Diffé-
rence
entre
l'argent
de b.
et courr.
bonifié

Cet Article séparé et secret aura la même force comme s'il était inféré mot à mot dans le Traité signé aujourd'hui.

Fait à Brunswic ce 22. Févr. 1788.

FREDERIC Command.
DE MÜNSTER.

(L. S.)

JEAN BAPTISTE DE FERONCE
DE ROTHENCREUTZ.

(L. S.)

1788	Hommes.	Etat de solde d'un Corps de troupes de Brunswic dont le montant est de 3000 hommes.	Argent courant d'Hollande le mois militaire de 42 jours.		
Etat Major Général.					
1		Lieutenant Général	552	6	6
1		Aide de Camp Général	233	6	8
1		Major Général	276	3	3
1		Aide de Camp	233	6	8
1		Sous Quartier Maître Général servant le corps	116	13	4
1		Major de brigades servant dans le corps	112		
1		Sécretaire	70		
1		Anditeur attaché à un Regiment	105		
1		Chirurgien Major attaché au Regiment	53		
1		Ecrivain des rolles	53		
1		Caissier	70		
1		Son Clerc	48		
1		Wagemester	70		
1		Prévot	70		
2		Ses aides	42		
10		Etat Major Général	2104	15	3
Un Regiment de Dragons.					
Etat Major.					
1		Colonel	262	10	
1		Major	78	15	
2		Capit. en second chacun à fl. 142 etc. etc.	284		
22		Etat Major	1471	1	5
Une Compagnie de Dragons.					
1		Capitaine	325		
1		Lieutenant	130		
1		Cornette	120		
		etc. etc.			
1		Solliciteur	28		
63		Une Compagnie de Dragons	2315		
189		Encore 3 Comp. de Dragons	6945		
22		Etat Major	1471	1	5
274		Total	10731	1	5

			Argent courant d'Hollande le mois militaire de 42 jours.			1788
Hommes.	<i>Un Bataillon de Grenadiers.</i>					
Etat Major.						
1	Lieut. Colonel	—	—	105		
1	Capit. en second	—	—	83		
1	Aide Major	—	—	65	11	4
	etc. etc.					
8	Etat Major	—	—	395	5	9
<i>Une Compagnie de Grenadiers.</i>						
1	Capitaine	—	—	158		
1	Lieutenant	—	—	53		
1	Lieutenant en second	—	—	48		
	etc. etc.					
105	Une Compagnie de Grenadiers			1645	7	
315	Encore 3 Compagnies	—	—	4936	1	
8	L'Etat Major	—	—	395	5	9
428	Total du Bataillon de Grenadiers			6976	13	9
<i>1^{er} Regiment d'Infanterie.</i>						
Etat Major.						
1	Chef le Lieut. Gén. de Riedesel			262	10	
1	Colonel	—	—	131	5	
1	Lieut. Colonel	—	—	105		
2	Majors chacun fl. 78. 15.	—	—	157	10	
5	Capitaines en second à fl. 83. chacun			415		
	etc. etc.					
27	Etat Major	—	—	1727	19	11
<i>Une Compagnie d'Infanterie.</i>						
1	Capitaine	—	—	158		
1	Lieutenant	—	—	53		
1	Lieut. en second	—	—	48		
2	Sergeants	—	—	48		
	etc. etc.					
93	Une Compagnie d'Infanterie			1442	7	
837	Encore 9 Compagnies	—	—	12981	3	
27	Etat Major	—	—	1727	19	11
957	Total du 1 ^{er} Regiment d'Infanterie			16151	9	11

1788

Hom. mes.	<i>II^d Régiment d'Infanterie.</i>	Argent courant d'Hollande le mois militaire de 45 jours.	
1	Général Major et Colonel —	262	10
2	Lieut. Colonels chacun fl. 105	210	
2	Majors chacun fl. 78. 15 —	157	10
5	Capit. en second chacun fl. 83	411	
22	Comme dans l'Etat Major du 1 ^{er} Re- giment — —	656	14 11
27	L'Etat Major — —	1701	14 11
930	10 Comp. à 93 hommes —	14423	10
957	Total du 2 ^d Régiment d'Infant.	16125	14 11
<i>Détachement d'Artillerie pour le service des pièces du Bataillon.</i>			
1	Capitaine — —	158	
1	Lieutenant — —	65	12 6
1	Lieutenant en second etc. etc. —	52	10
1	Solliciteur — —	15	15
73	Une Comp. d'Artillerie —	1403	4 8
73	Encore une Compagnie —	1403	4 8
146	Total des deux Comp. d'Artillerie	2806	9
1	Ecrivain, Employés etc. —		
208	Total du détachement d'Artillerie	3699	18
<i>Compagnie de Chasseurs.</i>			
1	Capitaine — —	158	
1	Lieutenant — —	60	
1	Lieutenant en second etc. etc. —	54	
1	Solliciteur — —		
167	Une Compagnie de Chasseurs —	3348	

Recapi-

Hommes.	Recapitulation.	Argent courant d'Hollande le mois militaire de 42 jours.	1788
10	Etat Major Général —	2104	15 13
874	Regiment de Dragons —	10781	1 5
428	Bataillon de Grenadiers —	6976	13 9
957	Premier Regiment d'Infanterie	16151	9 11
957	Second Regiment d'Infanterie	16125	4 11
207	Un détachement d'Artillerie	3699	18 —
167	Une Comp. de Chasseurs —	3348	—
3000	Hommes, Somme — fl.	59137	3 1

Les fl. 59137 - 3 - 1 par mois de 42 jours font par an fl. 513,930.

Etat du nombre des Individus pour lesquels l'argent de levée doit être payé.

Etat Major Général.

3 Hommes.

Regiment de Dragons.

13 Etat Major.

59 Une Comp. et 3 autres.

249

Bataillon de Grenadiers.

4 Etat Major.

104 Une Comp. de Grenadiers.

408 4 Compagnies.

905 Un Regiment d'Infanterie.

905 Second Regiment d'Infanterie.

133 Deux Comp. d'Artillerie.

60 Plus.

163 Comp. de Chasseurs.

2582 Hommes.

Argent de levée se monte.

1. pour 249 Cavaliers à raison de 80 écus font 19920.

2. pour 2582 fantassins à raison de 30 écus — 77460.

97380 Ecus.

Signé à Brunswick ce 22. Févr. 1788.

Vt *supra*.

39.

1788 *Traité de subside entre' L. H. P. les Etats-
g. May. Généraux des Provinces-Unies de Pays-Bas
et S. A. S. le Duc de Meklenbourg-Schwerin;
signé le 5. May 1788.*

Soit notoire à tous ceux à qui il appartient. Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies ayant fait témoigner au Sérénissime Duc de Meklenbourg-Schwerin et Gustrow, qu'Elles souhaiteraient de prendre un Corps de ses troupes à Leur solde. Et ce Prince, animé du désir sincère, d'entrer en liaison plus étroite avec la République, s'étant prêté avec plaisir à cette demande, Leurs Hautes Puissances ont chargé Leur Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Sa Majesté Prussienne, le Sieur Baron de Rheede, Colonel d'Infanterie et Aide de Camp Général de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince d'Orange et de Nassau, de conférer sur cet objet avec les Ministres, nommés par Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Duc de Meklenbourg, le Sieur Baron de Dewitz, Président de Son Conseil intime, Chevalier des Ordres de Pologne, et le Sieur Baron de Lutzow, Grand-Maréchal de la Cour, Chevalier des ordres de Dannebrog et de Ste. Anne. Et ces Ministres ont arrêté les Conditions suivantes.

ART. I.

Cession
de 3 ba-
taillons.

Le dit Sérénissime Duc cède aux Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies trois Bataillons d'Infanterie, faisant mille hommes dont la composition est désignée dans la feuille ci-jointe.

ART. II.

Entre-
tien de
ce corps.

Ce Corps sera complètement armé et équipé, exercé et mis en marche six semaines après l'échange de la ratification de ce Traité, ou plutôt si faire si peut.

Son Alt. Sérénissime s'engage aussi à l'entretenir pendant la durée de ce Traité sur le pied le plus convenable de sorte qu'il puisse être employé avec succès.

cès au service militaire, quand il en sera requis en vertu de ce Traité. 1788

ART. III.

Ces troupes seront payées avec toute l'exactitude et promptitude nécessaire, et afin que leur solde ne soit jamais arriérée, l'Agent, que le Sérénissime Duc nommera, sera toujours pourvu des fonds nécessaires avant le commencement du mois.

La Solde sera payée sur le pied de l'état de solde annexé au présent Traité, et en général ces troupes auront la jouissance de tous les avantages, tant à l'égard de la solde et des extraordinaires, qu'à l'égard du bénéfice des semestriers dont jouissent les troupes de la République. La dite solde sera payée sans aucune retenue, excepté celle de centième pour l'État, les Officiers seront dispensés de payer les *leges* ou *Actengelder*. En général le Sérénissime Duc stipule que tous les payemens soient faits en espèces, ou à leur défaut par des assignations sur le Comptoir de la Généralité.

ART. IV.

A l'égard des Quartiers des Officiers dans les places, où ces troupes seront en garnison, les Officiers recevront les bonifications d'usage dans les villes, où le *Service-Geld* se paye, mais dans les villes où le *Service-Geld* ne se paye pas les Officiers se fourniront leurs quartiers à leurs dépens. Quartiers.

ART. V.

La République fournira aux troupes la poudre nécessaire pour les manoeuvres dans la même proportion qu'elle est donnée aux troupes nationales. Elle sera de même livrer la poudre nécessaire et le plomb pour le service de la garnison; quant au chauffage il sera fourni pour les Corps de Garde. Poudre, chauffage.

ART. VI.

On se charge de la part du Sérénissime Duc de Meklenbourg de tous les fraix de marche, pour transporter ces troupes des Etats de Meklenbourg dans ceux de la République, de même que des fraix du retour. Fraix des marches et fournitures.

Par

1788

Par contre la République bonifiera à Son Alt. Sérénissime deux mois de solde selon l'état annexé au présent Traité, lorsque les troupes se mettront en marche des Etats de Meklenbourg, et on bonifiera également deux mois de solde, lorsque ces troupes se remettront en marche pour retourner dans les Etats du Sérénissime Duc; les deux premiers mois payables, lorsque les troupes se mettront en marche pour se rendre dans les Etats de la République, seront payés immédiatement après la signature du Traité, et les deux autres mois payables pour la marche du retour, seront payés avant le départ des troupes pour se rendre des Etats de la République dans ceux du Sérénissime Duc de Meklenbourg.

A l'égard des marches qui se feront dans l'intérieur des Etats de la République, les troupes du Sérénissime Duc seront traitées sur la même pied que le sont les troupes nationales. Les fournitures quelconques, nécessaires au dit Corps, lui seront envoyées des Etats du Sérén. Duc, et on délivrera au Commandant de ces troupes un passeport pour que les dites fournitures militaires entrent librement sur les territoires de la République. Les fraix du Transport de ces fournitures militaires seront à la charge du Sérénissime Duc.

ART. VII.

Serment
de fide-
lité. Re-
vue.

Les dites troupes de même que le Commandant et les Officiers prêteront serment de fidélité à LL. HH. PP. selon le formulaire usité à l'égard des troupes subsidiaires, sans préjudicier à celui qu'elles ont prêté à leur Souverain; en outre le Commandant des dites troupes sera tenu de fournir tous les trois mois des listes du véritable état du Corps et de la force des Compagnies selon l'usage, établi dans les troupes de la République.

Il sera aussi libre à LL. HH. PP. de faire passer en revue le dit Corps des troupes tous les ans au 1. d'Avril, et LL. HH. PP. ne seront pas obligées de payer la solde de ce qui manquera alors, à la réserve des absens pour cause de maladie certifiée, ou pour d'autres raisons valables, dont LL. HH. PP. seront les juges.

ART.

ART. VIII.

1788

Ces trois Bataillons se mettront en marche comme il est marqué à l'Art. II. et il dépendra du Sérénissime Duc d'arranger ce qu'il faut pour prévenir et les desordres et les desertions durant la marche. LL. HH. PP. enverront un Commissaire en Meklenbourg pour recevoir les troupes, les passer en revue, leur faire prêter le serment de fidélité et les conduire dans les Etats de la République.

ART. IX.

La disposition de toutes les charges militaires de ces trois Bataillons, qui pourraient venir à vaquer, sera réservée au Sérénissime Duc de Meklenbourg, et la République n'altérera rien sans l'agrément de Son Alt. Sérénissime, dans la manière dont ces trois Bataillons sont composés.

L'administration de la justice sera également réservée au Sérénissime Duc sous la restriction que le Commandant se conformera aux ordonnances militaires de la République, qui pour cet effet lui seront communiquées.

ART. X.

On est convenu, que touchant la marche de ces Bataillons, pour se rendre dans les Etats de la République, leur direction et dislocation sera réglée par une Correspondance qu'on entamera incessamment après la signature du Traité, bien entendu qu'il sera toujours libre à LL. HH. PP. et au Prince d'Orange de faire dans la suite des changemens, qu'ils trouveront convenables relativement aux garnisons de ces trois Bataillons.

Soit qu'on convienne de transporter ces troupes par mer ou par terre, Son Altesse Sérénissime communiquera (après que la marche aura été réglée) une liste des Princes et Etats aux quels il sera nécessaire d'adresser des lettres requisitoriales que les Seigneurs Etats-Généraux feront expédier.

ART. XI.

Le Sérénissime Duc de Meklenbourg se chargeant de faire recruter annuellement ces trois Bataillons pendant

1788 pendant la durée de ce Traité, on est convenu, que de part et d'autre on n'admettra point les déserteurs de troupes des deux Parties contractantes, mais qu'on les délivrera fidèlement. Ceci se pratiquera non seulement à l'égard des troupes de la République; mais aussi à l'égard de toutes les autres troupes étrangères que la République aurait pris ou pourrait prendre à sa solde, et notamment à l'égard des troupes des deux Compagnies des Indes, bien entendu que cet arrangement ne s'étendra point sur les déserteurs antérieurs à la signature du présent Traité.

ART. XII.

Argent
de levée.

Les Seigneurs États-Généraux feront payer à titre d'argent de levée pour chaque fantassin, y compris les tambours, Bas-Officiers, et généralement tous ceux qui ne sont pas Officiers, ou compris dans cette classe, trente écus argent courant d'Hollande; la moitié de cette somme sera payée immédiatement après la signature du Traité, et l'autre après la revue, faite par le Commissaire de la République.

ART. XIII.

Payement de
la solde.

La solde, y compris tous les émolumens et extraordinaires dont jouissent les troupes nationales, sera payée exactement de mois en mois par anticipation selon l'état annexé au Traité. Cette solde sera payée dès le jour où ces troupes se mettront en marche et ne cessera que le jour même où elles seront de retour dans leurs garnisons du Duché de Meklenbourg.

ART. XIV.

Durée
du
Traité.

Le Traité durera dans toute son étendue pendant trois ans, et si les Hautes Parties Contractantes ont l'intention de le renouveler, Elles s'en avertiront réciproquement six mois avant la fin de la troisième année, et s'il devait exister pendant la durée du Traité quelques difficultés sur tel ou tel Article, soit omis, soit pas clairement expliqué, les Hautes Parties Contractantes leveront ces difficultés par un arrangement amiable.

ART. XV.

Subside.

Pendant la durée du présent Traité les Seigneurs États-Généraux des Provinces-Unies payeront au Sérénissime

Sérénissime Duc de Meklenbourg un subside annuel de 30000 écus argent courant de Hollande lequel subside sera payé exactement de six mois à six mois, et commencera dès le jour de la signature du Traité. 1788

ART. XVI.

Dans les villes et garnisons on assignera toujours à ces trois Bataillons, autant que cela sera faisable, des endroits et maisons convenables pour l'exercice du culte divin de même que pour leur hôpital, mais en cas que le Commandant des dits Bataillons trouvât nécessaire de mettre les malades dans les hôpitaux Hollandois, ils y seront reçus avec l'agrément, et la permission du Général ou de l'Officier Hollandois Commandant, et ils seront traités sur le même pied et pour le même prix que les malades des troupes de la République. Bell-gionHôpitaux.

ART. XVII.

Ce Corps de troupes ne pourra être employé que dans les Etats de la République en Europe, et ne servira point sur mer, mais LL. HH. PP. seront les maîtres de le faire passer, si le cas l'exige, dans d'autres Etats du Continent, et nommément dans la Grande-Bretagne. Dans ce dernier cas elles jouiront de la solde Angloise. Usage de ces troupes.

ART. XVIII.

Si pendant la durée de ce Traité il dut survenir une guerre, à la quelle la République prit part, et que les Seigneurs Etats-Generaux jugeassent à propos d'employer dans leur armée les troupes du Sérénissime Duc de Meklenbourg, ce Prince consentira, qu'Elles joignent leur armée, et dans ce cas elles seront cedées sur le pied des troupes étrangères, et nommément de celles de Brunswic, qui furent à la solde de la République en 1748. et elles jouiront alors de tous les avantages, gratifications et augmentations de solde, de même que de tous les émolumens relatifs aux rations de fourrage, argent de chariots, pain etc. dont jouiront à cette époque les troupes nationales. Cas de guerre.

ART. XIX.

Si ce cas de guerre venait à exister, le Sérénissime Duc s'engage à fournir à ces troupes les tentes, les Equipage militaire, canons

1788 canons et tout l'équipage militaire nécessaire trois mois après que la réquisition en aura été faite, bien entendu que pour les artilleurs, quand ils seront demandés, il sera payé le même argent de levée que pour les autres Soldats. Quant à une augmentation des des troupes, on se réglera d'après les circonstances, et on conviendra également alors sur tout ce qui regarde l'indemnification des fraix d'équipement, pour mettre ces trois Bataillons sur le pied de Campagne, tant à l'égard des chevaux de Bât et des Equipages des Officiers que de divers objets dispendieux.

ART. XX.

Ratifica-
tions.

Le Traité sera ratifié au plutôt, et les Ratifications échangées à Berlin.

En foi de quoi nous avons soussigné le présent Acte, et avons opposé les cachets de nos armes.

Fait à Ludwigslust ce 5. May 1788.

Signé: A. W. VAN RHEEDE.
(L. S.)

E. G. Baron DE DEWITZ.
(L. S.)

L. Baron DE LUTZOW.
(L. S.)

Article séparé.

Comme par l'Art. III. il est convenu, que la solde sera payée sur l'ancien pied de l'état, et point selon le plan d'amélioration, que cependant il est également stipulé que les troupes du Sérénissime Duc jouiront tant à l'égard de la solde que des extraordinaires, de tous les avantages, dont jouissent les troupes de la République, on a cru devoir stipuler, pour expliquer plus clairement ce même Article III. que quand les troupes de l'état jouiront de la solde énoncée dans le plan d'amé-

d'amélioration, les troupes du Sérén. Duc recevront la même solde. 1788

Cet Article séparé aura la même force que s'il était inséré dans le Corps du Traité.

Fait à Ludwigslust le 5. May 1788.

Signé: A. W. VAN REEDE.

(L. S.)

E. G. Baron DE DEWITZ.

(L. S.)

L. Baron DE LUTZOW.

(L. S.)

Composition de l'état du Corps de troupes que cède le Sérén. Duc de Meklenbourg-Swerin aux Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, Savoir:

1) *Un Régiment de Musquetaires de huit Compagnies en deux Bataillons et fort de six cent soixante dix hommes.*

<i>Premier Bataillon.</i>	<i>Second Bataillon.</i>
1 Général comme Colonel.	1 Col. comme Lieut. Col.
1 Major.	1 Major.
2 Capitaines.	2 Capitaines.
1 Capitaine Command.	1 Capitaine Command.
4 Lieutenants.	4 Lieutenants.
4 Sous-Lieutenants.	4 Sous-Lieutenants.
8 Sergeants.	8 Sergeants.
4 Fouriers.	4 Fouriers.
12 Corporaux.	12 Corporaux.
4 Chirurgiens.	4 Chirurgiens.
8 Charpentiers.	8 Charpentiers.
12 Tambours et Fifres.	12 Tambours et Fifres.
24 Appointés.	24 Appointés.
236 Mousquetaires.	236 Mousquetaires.
4 Solliciteurs.	4 Solliciteurs.
325 Hommes.	325 Hommes.
<i>Tom. IV.</i>	<i>Aa</i>
	<i>Premier</i>

1788

Premier Bataillon	—	325
Second Bataillon	—	325
Aide Majors	—	2
Sécretaire	—	1
Chirurgien Major	—	1
Quartier Maitre	—	1
Aumonier	—	1
Ecrivain des Rôles	—	1
Tambour Major	—	1
Armurier	—	1
Hautbois	—	8
Prévot et son Aide	—	2
Total		669

2) *Un Bataillon de Grenadiers de quatre Compagnies et fort de trois cent trente hommes; savoir:*

- 1 Lieutenant Colonel.
- 3 Capitaines.
- 1 Capitaine en second.
- 1 Aide-Major.
- 4 Lieutenants.
- 4 Sous-Lieutenants.
- 4 Chirurgiens.
- 8 Sergeants.
- 8 Fouriers.
- 12 Corporaux.
- 12 Tambours et Fifres.
- 8 Charpentiers.
- 24 Appointés.
- 240 Grenadiers.
- 4 Solliciteurs.

330 Hommes.

Recapitulation.

1) Un Régiment de Mousquetaiers	—	669
2) Un Bataillon Grenadiers	—	330
		999

Signé:

A. W. VAN
REEDE.

E. G. Baron DE
DEWITZ.

L. B. DE
LUTZOW.

Etat

Etat de Solde.

1788

Etat Major.

Colonel	—	—	—	fl. 200
Lt. Colonel	—	—	—	80
Major	—	—	—	60
Aide Major	—	—	—	50
Chirurgien Major	—	—	—	40

Mois à 42 jours.

Suite de l'Etat Major.

Anditeur	—	—	fl. 48	14	8
Sécretaire	—	—	40	—	—
Quartier Maître	—	—	70	—	—
Ecrivain de Rôles	—	—	18	—	—
Aumônier	—	—	65	1	4
Hautbois	—	—	17	8	1
Tambour de Bat. ou Major	—	—	15	15	—
Armurier	—	—	24	—	—
Prévot	—	—	28	—	—
Son Aide	—	—	13	4	5

Mois à 42 jours

Compagnie des Grénadiers.

Fusiliers.

Capitaine	—	—	fl. 158	
Capitaine Command.	—	—	83	
Lieutenant	—	—	54	
Sous-Lieutenant	—	—	48	
Fourier ou premier Sergeant	—	—	24	
Corporal	—	—	15	17
Second Sergeant	—	—	17	10
Chirurgien	—	—	17	10
Charpentiers	—	—	12	5
Tambour et Fife	—	—	12	5
Appointés	—	—	148	8
Fusilier ou Grénadier	—	—	12	5
Solliciteur	—	—	12	—

Signé :

A. W. VAN
REEDE.

E. G. Baron DE
DEWITZ.

L. B. DE
LUTZOW.

1788 *Traité d'Alliance défensive entre Sa Maj. le*
 12. *ART. Roi de la Grande-Bretagne et L. H. P.*
les Etats-Généraux D. P. U.

(*Nouv. Extraord.* 1788. n. 38. 39. et se trouve d. l. *Polit. Journal* 1788. p. 472. et en Anglois dans *Annual Register* 1788 *P. Pap.* p. 66. *ARCHENHOLZ Britt.* *Mercury* Vol. V. p. 238. en Fr. et Hollandois d. *Vervolgh van het Recueil* n. 36. 37. en Italien dans *Storia dell' Anno* 1788. n. 67. en allemand d. *Niederelb. Mag.* T. III. p. 531.)

La mutuelle et sincère amitié, qui a subsisté depuis si longtems entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, ayant reçu un nouvel accroissement et une nouvelle force par l'intérêt, que S. M. a récemment manifesté pour la conservation de l'indépendance de la République et pour celle de sa Constitution légitime; Sa dite Majesté et les dits Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies ont résolu, afin de cimenter, de la manière la plus solide et la plus durable la bonne harmonie, confiance, et correspondance entre eux, de former des engagemens permanens par un Traité d'Alliance défensive, pour le bien des deux Parties, et pour le maintien de la tranquillité générale et particulière. Pour remplir un but aussi salutaire, Sa Maj. le Roi de la Grande-Bretagne a nommé et autorisé le Chevalier James Harris, son Ambassadeur-Extraordinaire près des Etats-Généraux, et L. H. P. les Etats-Généraux Mr. Laurent-Pierre van de Spiegel, Conseiller Grand Pensionnaire de Hollande; lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-pouvoirs en bonne forme, et après avoir conféré entre eux, sont convenus des Articles suivans.

ART. I.

Amitié et union Il y aura une amitié et une union sincère, ferme et constante entre S. M. Britannique, ses Héritiers et Successeurs, et les Etats-Généraux des Provinces-Unies;

Unies; en sorte que les Hautes Parties Contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre Elles et leurs Etats et sujets cette amitié et correspondance réciproque, et s'engagent à contribuer autant qu'il sera en leur pouvoir, de se conserver et de se défendre mutuellement en paix et en tranquillité. 1788

ART. II.

Dans le cas où une des deux Parties Contractantes serait hostilement attaquée par quelque Puissance Européenne, dans quelque Partie du monde que ce puisse être, l'autre Partie Contractante s'engage de secourir son Allié, tant par Mer que par Terre, pour le maintenir et se garantir mutuellement dans la possession de tous les Etats, Domaines, Villes, et Places, franchises et libertés qui leur appartaient respectivement avant le commencement des hostilités. Garantie réciproque d. Etats.

ART. III.

Sa Maj. Britannique garantit, de la manière la plus efficace, le Stadhouderat-Héréditaire, ainsi que la Charge de Gouverneur-Héréditaire de chaque Province, dans la Sérénissime Maison d'Orange, avec toutes ses Charges et Prérogatives, comme faisant partie essentielle de la Constitution des Provinces-Unies, suivant les Résolutions et Diplomes des années 1747. et 1748. en vertu desquels le Stadhouder actuel est entré dans la possession de ces Charges en 1766. et a été réintégré en icelles en 1787. s'engageant à maintenir cette Forme de Gouvernement contre toute attaque et entreprise directe ou indirecte, de quelque nature qu'elle puisse être. Garantie du Stadhouderat.

ART. IV.

Les Secours, mentionnés dans l'Art. II. de ce Traité d'Alliance défensive, consisteront de la part de Sa Maj. Britannique en 8000 Hommes d'Infanterie, 2 mille de Cavalerie, 12 Vaisseaux de ligne, et 8 Frégates; et de la part des Etats-Généraux en 5000 Hommes d'Infanterie, 1000 de Cavalerie, 8 Vaisseaux de ligne, et 8 Frégates; lesquels Secours respectifs seront fournis, dans l'espace de deux mois après la réquisition faite par la Partie attaquée, et demeureront à sa disposition pendant toute la durée de la Guerre, dans laquelle elle se trouvera engagée, tandis que ces Secours

1788 cours (soit en Vaisseaux et Frégates, soit en Troupes) seront payés et entretenus par la Puissance requise, partout où son Allié les fera agir.

ART. V.

Leur
augmen-
tation.

Dans le cas où les Secours stipulés ne seraient pas suffisans pour la défense de la Puissance requérante, la Puissance requise les augmentera successivement selon les besoins de son Allié: Elle l'assistera même de toutes ses forces si les circonstances l'exigent: Mais il est convenu expressément dans tous les cas, que le Contingent des Seigneurs Etats-Généraux n'excédera pas l'évaluation de 10000 Hommes d'Infanterie, 2000 de Cavalerie, 16 Vaisseaux de ligne et 16 Frégates.

ART. VI.

Secours
p. les
Gouver-
neurs en
Asie et
Afrique

Mais, comme il peut arriver, (vu l'éloignement de plusieurs des Possessions des deux Hautes Parties Contractantes,) que les avantages, qui doivent résulter réciproquement de la conclusion du présent Traité, peuvent devenir illusoires, si l'on ne peut prendre des mesures pour la défense mutuelle des dites Possessions, avant que leurs Gouverneurs respectifs aient reçu des ordres de l'Europe à cette fin, il est stipulé et convenu, en cas qu'une d'elles soit hostilement attaquée ou bien menacée d'une attaque hostile dans ses Possessions, soit en Afrique, soit en Asie, par une Puissance Européenne, qu'il sera enjoint aux Gouverneurs de leurs Etablissmens dans ces deux parties du Monde de fournir du Secours, de la manière la plus prompte et la plus efficace, à la Partie attaquée ou menacée d'une attaque, et que des ordres pour cet effet seront expédiés aux dits Gouverneurs, d'abord après la conclusion du présent Traité: Et les deux Hautes Parties Contractantes ne permettront pas aux Vaisseaux de guerre de la Puissance attaquante d'entrer dans un de leurs Ports, dans les sus-dits Etablissmens, jusqu'à ce que la Paix entre la Partie attaquante et l'Allié de la Partie Contractante soit établie, à moins que les dits Vaisseaux ne soient forcés de s'y réfugier, pour éviter de périr ou de faire naufrage.

ART.

ART. VII.

1788

Si le cas arrive, que les deux Hautes Parties Contractantes soient également impliquées dans une Guerre contre un Ennemi commun; elles se promettent réciproquement de ne point désarmer que d'un commun accord; et elles se donneront confidentiellement communication des Propositions de Paix ou de Trêves, qui pourraient leur être faites.

Guerre
com-
mune.

ART. VIII.

Si les Hautes Parties Contractantes préfèrent de fournir leurs Secours de Troupes en Argent, il sera libre de part et d'autre de le faire suivant l'évaluation, qui en sera faite par un Article séparé.

Equi-
valent.

ART. IX.

La Puissance réquérante sera obligée, soit que les Vaisseaux Frégates et Troupes qui lui auront été fournis, restent peu ou longtems dans ses Ports, de les faire pourvoir de tout ce dont ils auront besoin, au même prix que s'ils lui appartenassent en propriété: Il a été convenu que dans aucun cas les dites Troupes ou Vaisseaux ne pourront être à la charge de la Partie réquérante, et qu'ils demeureront néanmoins à la disposition pendant toute la durée de la guerre, dans laquelle elle se trouvera engagée. Le Secours, dont il s'agit, sera, quant à la Police, sous les ordres du Chef qui le commandera; et il ne pourra être employé séparément ni autrement que de concert avec le dit Chef. Quant aux opérations, il sera entièrement soumis aux ordres du Commandant en Chef de la Puissance réquérante.

Entre-
tien d.
secours.

ART. X.

Il est convenu, en attendant que les deux Puissances fassent entr'elles un Traité de Commerce, que les Sujets de la République seront traités dans les Royaumes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, comme la Nation la plus favorisée, et il en sera usé de même dans les Provinces-Unies à l'égard des Sujets de S. M. Britannique: — Il est cependant censé, que cet Article ne doit pas s'étendre à une diminution des Droits d'entrée, actuellement établis dans les Etats des deux Hautes Parties Contractantes.

Com-
merce.

1788

ART. XI.

Nega-
patnam.

Comme par l'Article IV. du Traité de Paix, signé au mois du Juin 1784. S. M. Britannique s'est engagée à traiter avec les Seigneurs Etats-Généraux pour la restitution de Negapatnam avec ses Dépendances, en cas que les sus-dits Etats-Généraux eussent à l'avenir quelque Equivalent à donner; et, comme L. H. P. viennent de renouveler leur désir d'obtenir cette restitution, de même que de fixer et déterminer précisément le sens de l'Article VI. du même Traité, concernant la Navigation des Sujets Britanniques dans les Mers Orientales; S. M. Britannique, pour témoigner sa bienveillance envers la République, est disposée à concourir aux vues de L. H. Puissances, et même d'assurer à la République de nouveaux avantages très-réels de Commerce dans cette partie du Monde, aussitôt qu'on aura pu convenir d'un Equivalent, pour lequel S. M. Britannique n'exigera rien qui ne soit favorable aux intérêts et à la liberté réciproque des deux Parties Contractantes dans les Indes: Et, pour prévenir, que les Négociations pour ces arrangemens n'arrêtent la conclusion du présent Traité, il est convenu qu'on les entamera au plutôt, et qu'elles devront être terminées dans l'espace de six mois après la date du présent Traité, et que la Convention, qui en sera faite, aura la même force que si elle était insérée dans le Traité même.

ART. XII. *).

Ratifi-
cations.

Le présent Traité sera ratifié de deux côtés et les ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

Fait à la Haye le 15. Avril 1788.

(L. S.)	JAMES HARRIS.
(L. S.)	J. W. Comte DE WELDEREN.
(L. S.)	W. F. H. VAN WASSENAER.
(L. S.)	L. P. VAN DE SPIEGEL.
(L. S.)	GUILLAUME DE CITTERS.
(L. S.)	W. N. PESTERS.
(L. S.)	CHARLES BIGOT.
(L. S.)	M. B. C. VAN. VIERST VAN BORGEL.

Article

*) Cet Article et les signatures ont été suppléées de l'Annual Register.

Article séparé.

1788

En conséquence de l'Article VIII. du Traité d'Alliance, les deux Hautes Parties Contractantes conviennent, qu'en cas que les Secours stipulés soient fournis en Argent, ce Secours sera évalué à 100,000 Florins de Hollande courant par an pour 1000 Hommes d'Infanterie, et à 120,000 même valeur pour 1000 Hommes de Cavallerie par an, ou dans la même proportion par mois.

Le traité fut ratifié par les Prov. Unies le 7. May 1788.

l'Angleterre le 20. Avril

voyés Vervolgh van het recueil mais sans l'art. séparé dont le contenu est inféré dans l'art. VIII.

41.

Traité d'alliance défensive entre Sa Majesté ^{15. Avr.}
le Roi de Prusse et Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies,
fait à Berlin le 15. Avril 1788.

[DE HERTZBERG Recueil etc. Vol. II. pag. 444. et se trouve aussi dans le polit. Journal 1788. t. B. St. 4. p. 413. Nouv. extraord. 1788. No. 36. en Fr. et en Hollandois dans: Vervolgh van het Recueil No. 38. et 39. (Kluit ind. fed.) Maandl. Nederl. Merc. 1788. P. 1. p. 158. en Italien dans Storia dell' Anno 1788. n. 76. Niederelb. Mag. III. 479.]

Soit notoire à tout ceux à qui il appartient.

La Maison Royale de Prusse et Electorale de Brandebourg ayant entretenu avec les Provinces-Unies des Pays-Bas depuis les tems les plus éloignés, non seulement un bon voisinage, mais aussi les liaisons les plus étroites d'amitié et d'alliance, et Sa Maj. le Roi de Prusse ayant nouvellement donné à la République

1788 des marques non équivoques de son affection, et lui ayant même rendu des services importans et efficaces pour le rétablissement de la tranquillité intérieure, il en est résulté un désir mutuel et réciproque, de renouveler et de resserrer ces anciennes liaisons par un Traité d'alliance défensive pour le bien des deux Parties, et pour le maintien de la tranquillité générale et particulière. Pour remplir un but aussi salutaire, Sa Maj. le Roi de Prusse a nommé et autorisé ses Ministres d'Etat et de Cabinet, le Sieur Charles Guillaume Comte Finck de Finckenstein, Chevalier de l'Ordre Royal de l'Aigle Noir, et de l'Ordre Militaire et Hospitalier de St. Jean de Jerusalem, et Commandeur de Schievelbein; et le Sieur Ewald Frédéric Comte de Hertzberg, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir; et Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies ont nommé et autorisé leur Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi, le Sieur Arend Guillaume Baron de Reede, Colonel d'Infanterie et Aide de Camp Général de S. A. S. Monseigneur le Prince d'Orange et de Nassau, lesquels après s'être communiqués leurs Pleinpouvoirs en bonne forme, et après avoir conféré entre eux, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Amitié
et
union.

Il y aura une Amitié et une Union sincère et constante entre S. M. Prussienne, les héritiers et successeurs, et les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, en sorte que les Hautes Parties Contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre Elles et leurs Etats et sujets, cette amitié et correspondance réciproque, et s'engagent à contribuer autant qu'il sera en leur pouvoir, à se conserver et défendre mutuellement en paix et en tranquillité.

ART. II.

Bons
offices.

En conséquence de l'engagement contracté par l'Article précédent, les deux Hautes Parties Contractantes travailleront de concert pour le maintien de la paix, et dans le cas, où l'une d'Elle serait menacée d'une attaque, l'autre emploiera d'abord ses bons offices pour prévenir les hostilités et ramener les choses dans la voye de la conciliation.

ART.

ART. III.

1788

Secours.

Mais si les bons offices ci-dessus énoncés n'auraient pas l'effet désiré et que l'une des deux Hautes Parties Contractantes serait hostilement attaquée par quelque Puissance Européenne, dans quelque partie de ses possessions que ce soit, l'autre Partie contractante s'engage de secourir son Allié pour se maintenir mutuellement dans la possession de tous les Etats, Territoires, Franchises et Libertés, Domaines, Villes et Places, qui leur avaient appartenu respectivement avant le commencement de ces hostilités; pour lequel effet, S. M. le Roi de Prusse fournira à la République des Provinces-Unies, si Elles étaient attaquées, un secours de dix mille hommes d'Infanterie et de deux mille hommes de Cavalerie; et si S. M. Prussienne vient à être attaquée LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies lui fourniront un secours de cinq mille hommes d'Infanterie et de mille hommes de Cavalerie, lequel secours respectif sera fourni dans l'espace de deux mois après la réquisition faite par la Partie attaquée, et demeurera à la disposition pendant toute la durée de la guerre dans laquelle Elle se trouvera engagée. Ce secours sera payé et entretenu par la Puissance requise, par tout où son Allié le fera agir; mais la Partie réquérante lui fournira le pain et le fourrage nécessaire sur le pied usité dans ses propres troupes.

ART. IV.

Si LL. HH. PP. les Etats-Généraux trouvaient de la difficulté de fournir à Sa Maj. le Roi de Prusse leurs secours en troupes, il leur sera libre de la faire en argent, hormis dans le cas que S. M. Prussienne fût attaquée dans ses Etats situés entre le Weser, le Rhin et la Meuse, dans lequel cas, il sera au choix de Sa dite Maj. Prussienne, d'exiger le secours de la République en troupes ou en argent.

Equiva-
lent en
argent.

De même si LL. HH. PP. vinsent à être attaquées par une Puissance Européenne sur mer, ou dans leurs possessions d'outre mer, S. M. le Roi de Prusse ne sera point obligée de leur fournir le secours stipulé en troupes; mais il dépendra du choix de Sa Maj. de le donner en troupes ou en argent.

Dans

1788 Dans le cas que les deux Hautes Parties Contractantes se fourniraient le secours stipulé en argent, ce secours sera évalué à cent mille florins Courant b'Hollande par an, pour mille hommes d'Infanterie, et à cent vingt mille florins même valeur, pour mille hommes de Cavalerie par an, ou dans la même proportion par mois.

ART. V.

Aug-
menta-
tion du
secours. Dans le cas, où les secours stipulés ne seraient pas suffisans pour la défense de la Puissance requérante, la Puissance requise les augmentera successivement selon les besoins de son Allié, les circonstances, et le concert qu'on prendra alors.

ART. VI.

Guerre
com-
mune. Si le cas arrive, que les deux Hautes Parties Contractantes foyent également impliquées dans une guerre contre un ennemi commun, Elles se promettent réciproquement, de ne point désarmer que d'un commun accord *), et Elles se donneront confidentiellement communication des propositions de paix ou de trêve qui pourraient être faites.

ART. VII.

Com-
merce. Pour d'autant mieux cimenter la bonne correspondance et Union entre les nations Prussienne et Hollandoise, il est convenu, en attendant que les deux Hautes Parties Contractantes fassent entre Elles un traité de commerce, que les sujets de la République seront traités dans les Etats Prussiens relativement au Commerce et à la Navigation, comme la nation la plus favorisée, et il en sera usé de même dans les Provinces-Unies à l'égard des sujets de S. M. Prussienne.

ART. VIII.

Diffé-
rens sur
les li-
mites. Comme il subsiste quelques différens sur les limites entre les Etats des deux Hautes Parties Contractantes, Elles nommeront des Commissaires, qui tacheront d'ajuster ces différens sur les lieux d'une manière amicale.

ART.

*) Dans les *Nouv. extr.* le Passage est rendu ainsi : et celles ne pourront faire des propositions de paix ou de trêve que du consentement mutuel des deux parties, mais dans le *Vervolgh van het R.* il se trouve comme ci-dessus.

ART. IX.

1788

S. M. Prussienne garantit de la manière la plus efficace le Stadhouderat héréditaire, ainsi que la Charge du Gouverneur héréditaire de chaque Province dans la Sérénissime Maison d'Orange, avec toutes les Charges et Prérogatives, comme faisant partie essentielle de la Constitution des Provinces-Unies, suivant les Résolutions et Diplomes des années 1747. et 1748. en vertu desquels le Stadhouder actuel est entré dans la possession de ses Charges en 1766. et a été réintégré dans icelles en 1787; s'engageant à maintenir cette forme de Gouvernement contre toute attaque et entreprise directe et indirecte de quelque nature qu'elle puisse être.

Garantie
du Stad-
houderat.

ART. X.

La présente alliance subsistera pendant l'espace de 20. ans à compter du jour de la signature de ce Traité, et les hautes parties contractantes tâcheront de convenir alors ultérieurement.

Durée
de l'Al-
liance.

ART. XI.

Le présent traité sera ratifié par S. M. le Roi de Prusse et LL. HH. PP. les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies, et les lettres de ratification en bonne forme seront délivrées de part et d'autre dans le tems d'un mois, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature du présent traité.

Ratifi-
cations.

En foi de quoi Nous soussignés, mêmes des Pleins-pouvoirs de S. M. le Roi de Prusse et de LL. HH. PP. les Etats Généraux des Provinces-Unies, avons en leur nom signé le présent traité, et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Berlin le 15. d'Avril 1788.

CHARLES GUIL-
LAUME Comte DE
FINCKENSTEIN.

EWALD FRIEDE-
RIC Comte DE
HERTZBERG.

AREND GUIL-
LAUME Baron
DE REEDE.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

(Ce traité a été ratifié par les Provinces-Unies des Pays-Bas le 7. May et par le Roi de Prusse le 11. May 1788.; voyez *Vervolg van het Recueil* l. c.)

42.

1788 *Traité provisionnel d'alliance défensive entre*
 23. Juin. *S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de la*
Grande-Bretagne. Fait à Loo en Gueldre
le 13. Juin 1788.

[*C. DE HERTZBERG Recueil etc.* Vol. II. p. 449. et se trouve dans les *Nouv. extraordinaires* 1788. n. 60. *Polit. Journal* 1788. p. 723, en Anglois dans *Annual Register* 1788. P. Pap. p. 70, *Archenholz Britt. Mercury* Vol. VI. p. 142, en Hollandois (*KLUIT ind. fed.*) *Maandl Ned. Merc.* P. II. p. 1. *Delfsche Courant.* 1788. n. 21. *N. Elb. Mag.* IV. 790.]

Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi de la Grande-Bretagne, désirant d'augmenter et de consolider l'union et l'amitié qui subsistent si heureusement entre Elles, et de concerter les mesures les plus propres pour assurer leurs intérêts mutuels; Elles ont résolu de renouveler et de resserrer ces liens par un Traité d'alliance défensive, et Elles ont autorisé pour cet effet, Sa Maj. le Roi de Prusse, le Sieur Philippe Charles d'Alvensleben, Chambellan, Chevalier de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem, Envoyé Extraordinaire de S. M. auprès de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne le Sieur Jaques Harris, Conseiller privé, Chevalier de l'Ordre du Bain, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Maj. auprès de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies; lesquels après s'être communiqués réciproquement leurs Pleinpouvoirs, sont convenus des Articles suivans :

ART. I.

1788

Il y aura une amitié constante et sincère, et une harmonie et union intime et parfaite entre les dits Sérénissimes Rois, leurs héritiers et successeurs, leurs Royaumes, Etats et sujets respectifs, et ils employeront tant leur plus grande attention que tous les moyens que la providence leur a confiés pour maintenir cette liaison et correspondance d'amitié étroite et pour avancer leurs intérêts communs et pour se défendre mutuellement en conformité du Traité d'alliance conclu entre la Prusse et l'Angleterre à Westmunster le 18. Nov. 1742. en y rendant les stipulations conformes aux circonstances actuelles de l'Europe.

Amitié
et
union.

ART. II.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent particulièrement et promettent d'agir en tout tems de concert et en mutuelle confiance, dans la vue de maintenir la sureté, l'indépendance et le Gouvernement de la République des Provinces-Unies, conformément aux engagements qu'elles viennent de contracter avec ladite République, c'est à dire, S. M. Prussienne par un Traité conclu à Berlin le 15. Avril 1788, et S. M. Britannique par un Traité conclu le même jour à la Haye, que les deux Hautes Parties Contractantes se sont communiquées l'un à l'autre.

Main-
tien du
Gouv.d.
Pr.
Unies.

ART. III.

Au cas qu'il vint à arriver dans une occasion quelconque, qu'en vertu des stipulations des dits Traités, les Hautes Parties Contractantes se vissent obligées, d'augmenter les secours à donner aux Etats-Généraux au delà des nombres spécifiés dans les dits Traités, ou de les aider de toutes leurs forces, les dites Hautes Parties Contractantes, concerteront ensemble sur ce qui peut être nécessaire relativement à telle augmentation de secours et relativement à l'Emploi de leurs forces respectives, pour la sureté et la défense de la dite République.

Moyens
à con-
certer
ensem-
ble.

ART.

1788

ART. IV.

Secours
et garan-
tie réel-
proque.

Au cas que l'une ou l'autre des dites Hautes Parties Contractantes vint en aucun tems futur à être attaquée, molestée ou inquiétée dans quelques uns de ses Etats, droits, possessions ou intérêts, par quelque autre Puissance, en conséquence d'aucun des Articles ou stipulations renfermées dans les dits Traités, ou des mesures à prendre par les dites Parties Contractantes respectivement, en vertu de cela, l'autre Partie Contractante s'engage de la secourir et de l'assister contre une telle attaque: Et les dites Parties Contractantes, dans tous les cas semblables, promettent de se maintenir et de se garantir l'une l'autre dans la possession de tous les Etats, villes et places qui leur appartenaient respectivement avant le commencement de telles hostilités.

ART. V.

Leur
nombre
et l'en-
retien.

Les secours mentionnés dans l'Article précédent consisteront en seize mille hommes d'Infanterie et quatre mille hommes de Cavallerie qui seront fournis dans l'espace de deux mois après la réquisition faite par la Partie attaquée et resteront à la disposition durant la guerre, pour être employés sur le continent de l'Europe de telle manière que la Partie requérante jugerait à propos. Ils seront aussi payés et entretenus par la Puissance qui les fournit; mais la Partie requérante fournira aux troupes de la Partie requise, quand elles seront dans ses Etats, le grain et le fourrage nécessaire, sur le pied usité dans ses propres troupes.

ART. VI.

Leur
augmen-
tation.

Au cas que les secours stipulés ne seraient pas suffisans pour la défense de la Puissance requérante l'autre Puissance les augmentera suivant la nécessité du cas et l'aidera de toutes ses forces, si les circonstances l'exigent.

ART. VII.

1788

Le présent Traité provisionnel sera ratifié de part ^{Ratifi-}
et d'autre et l'échange des ratifications se fera, dans ^{cations.}
l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

Fait à Loo en Gueldre, ce treize Juin mil sept
cent quatre, vingt huit.

(L. S.)

(L. S.)

PHILIPPE CHARLES D'AL-
VENSLEBEN.

JAMES HARRIS.

43.

1788 *Acte de Garantie mutuelle des 7. Provinces-*
 3. Juill. *Unies des Pays-Bas du 3. Juillet 1788.*

(Nouv. Extraord. 1788. n. 55. suppl.)

Les Seigneurs Etats des Provinces de Gueldre, Hollande et West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, et Groningue, avec ceux du pays de Drenthe, ayant réfléchi sur les causes des divisions domestiques, par lesquelles la République en général et chaque Province en particulier a été récemment agitée, en ayant trouvé, qu'elles sont résultées en grande partie des idées erronées et extrêmement dangereuses, que quelques personnes se sont formées réellement ou en apparence, et qu'elles ont inspirées à d'autres citoyens peu éclairés, au sujet de la constitution et de la forme de Gouvernement de ce pays, spécialement touchant l'importance et la nécessité des dignités éminentes et héréditaires de Stadhouder, Capitaine-Général, et Amiral-Général; ayant considéré de plus, que lors de l'honorable rétablissement du Stadhouderat et de la confirmation héréditaire en 1747. et 1748. les confédérés ont regardé comme un grand avantage pour l'état, qu'ils voyaient réunies sur la tête d'un seul et même Prince ces hautes dignités, relativement à toutes les Provinces et aux pays de la Généralité, et qu'ils s'en sont promis une nouvelle force et solidité du lien de l'Union; que par conséquent les dites dignités, ayant reçu dès lors une relation plus étroite et plus immédiate par toute la confédération, devaient être regardées non seulement comme une partie essentielle de la constitution et de la forme de Gouvernement de chaque Province, mais de l'Etat en entier, et tellement liées à l'Union

43.

Acte van mutueele Garantie van de 1788
 7 vereenigde Provintien van den 3. Juill.
 3. July 1788.

[Verzameling van Placaaten etc. betrekking hebbende tot de gebeurtnissen in de M. Sept. 1787, voorgevallen. 1789. 7de Stukje p. 195. et se trouve en partie dans DE HERTZBERG Recueil etc. Vol. II. p. 448; et (KLUIT ind. federum) Maand. Nederl. Merc. P. II. p. 9; en Anglois d. Annual Register 1788. P. Pap. p. 69.]

De Heeren Staaten van de Provinciën van Gelderland, Holland, en Westfriesland, Zeeland, Utrecht, Friesland, Overijssel, en Stad en Landen (van Groningen), nevens die van de Landschap Drenthe, gereflecteerd hebbende op de oorsaken van de inwendige verdeeltheden, waar door de geheele Republiek, en jeder Provincie in't byzonder, onlangs is beroerd geworden, en bevonden hebbende, dat dezelve grootendeels ontslaan zyn uit de verkeerde en hoogstgevaarlyke denkbeelden by sommige menschen, het zy wesentlick, of in schyn opgevat, en aan andere minkundige Ingezeeten ingeboezemd, aangaande de Constitutie en Regeringsform dezer Landen, en speciaal aangaande het gewigt, en de noodzaakelykheit der hooge en erfelyke waardigheden van Stadhouder, Kapitein- en Admiral-Generaalschap, en daarenboven geconsidereerd hebbende, dat by de gelukkige herstelling van het Stadhouderschap, en de Eerstlyke bevestiging van het zelve in den Jare 1747 en 1748, de Bondgenooten tot een groot voorrecht voor den Staat hebben gereekend, deeze hooge Waardigheden, met betrekking tot alle de Provinciën en Generaliteits Landen op een en denzelven Prins vereenigd te zien, en zich daar door een nieuwe kracht en vastigheid van een band der Unie hebben beloofd: dat mitzdien dezelve Waardigheden van toen af een naauwer en onmiddelyker betrekking ontfangen hebbende, by het geheele Bondgenootschap met allen behoorden be-

B b 2

schouwt

1788 l'Union même; qu'il est impossible, que l'une fleurisse et conserve son bien-être sans l'autre; et qu'ainsi, de même que les confédérés sont obligés à s'entraider réciproquement au prix de leurs biens et de leur sang, pour la conservation du lien de l'Union, il doit aussi s'ensuivre nécessairement l'obligation de se rassurer réciproquement sur les premiers et principaux moyens, par lesquels l'Union doit se maintenir, et de veiller à forces réunies contre toute atteinte, qui y serait portée, d'autant plus que l'expérience a appris dans les derniers troubles, comment des principes les moins considérables, qui d'abord paroissaient avoir pour but de légers changemens, il est résulté néanmoins une confusion générale, qui a conduit la confédération sur le point d'une destruction totale :

A ces causes, Mrs. les Députés des Provinces susdites, au nom et par ordre des Seigneurs Etats leurs Commettans, déclarent solennellement par la présente, que les Seigneurs Etats sus-dits tiennent et regardent les dignités héréditaires de Stadhouder, Capitaine-Général; et Amiral-Général, avec tous les droits et prééminences qui y sont attachés, telles et sur le pied qu'elles ont été déferées dans leurs provinces respectives, et prises en possession dans l'année 1766. par le présent Seigneur Stadhouder héréditaire, pour une partie essentielle de leur constitution et forme de Gouvernement, et qu'ils se les garantissent réciproquement par forme de confédération comme une loi fondamentale de l'Etat, promettant de ne point souffrir, que dans une des Provinces de la confédération l'on s'écarte jamais de cette loi salutaire et indispensable pour le repos et la sûreté de l'Etat.

schouwt te worden als een essentieel deel van de Constitutie en Regeeringsform van ieder Provincie; maar van den geheelen Staat, en zodanig verbonden met de Unie zelve, dat het een zonder het ander, onmogelyk in bloei en welvaart staande kan blijven, en dat derhalven, gelyk de Bondgenooten verplicht zyn, malkander met goed en bloed by te slaan, tot Conservatie van de band der Unie, hier uit noodwendig ook moet volgen de verplichting, om malkander gernst te sielen omtrent de eerste en voornaamste middelen, door welke de Unie moet behouden blijven, en om met vereenigde krachten te waaken tegens allen indrang op de zelve; te meerder, daar de ondervinding in de laatste beroerten geleerd heeft, hoe uit de geringste beginselen, die in het eerst kleine veranderingen scheenen te bedoelen, nogthands een algemeene verwarring is ontstaan, welke het Bondgenootschap op het punt van een totaale slooping heeft gebracht.

Zo is't, dat de Heeren Gedeputeerden van de hooggemelde Provinciën, uit naam en op last van de Heeren Staaten hunne Principaalen, mits deezen plechtiglyk verklaaren: dat hooggemelde Heeren Staaten het Erf- Stadhouder- Kapitein- en Admiral- Generalschap met alle de Regten en Preëminentiën daar aan verknogt, zo en op dien voet als het zelve in de haaren respectivelyk is opgedragen, en door den tegenwoordigen Heer Erf- Stadhouder, in den jaare 1766. aanvaard, honden en confideeren een essentieel gedeelte van haare Constitutie en Regeeringsform, en het zelve als een Grondwet van Staat onderling Bondgenootschaptyk aan malkander gnarandeeren, aanneemende, niet te zullen gedoogen, dat in een der Provinciën van het Bondgenootschap van deeze heilzame en voor de rust en veiligheid van den Staat onontbeerlyke Grondwet, ooit of ooit werde afgeweeken.

1788 *Traité d'alliance défensive, entre le Roi de*
 13. Août *Prusse et le Roi de la Grande - Bretagne.*

Signé à Berlin, le 13. Août 1788.

(DE HENTZBERG *Recueil etc.* Vol. III. p. 452. et se trouve dans les *Nouv. extraord.* 1788. n. 78.; *Polit. Journal* 1788. p. 946.; en Anglois dans *Annual Register* 1788. P. Pap. p. 72. dans *ARCHENHOLZ Britt. Merc.* Vol. VII. p. 136.; en Hollandois dans *Haagfhe Courant*, 1788. n. 117.)

Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi de la Grande Bretagne étant animées d'un désir égal et sincère, d'augmenter et de consolider l'union et l'amitié étroite, qui leur ayant été transmises par leurs ancêtres; subsistent si heureusement entre Elles, et de concerter les mesures les plus propres pour assurer leurs intérêts mutuels et la tranquillité générale de l'Europe, Elles ont résolu, de renouveller et de resserrer ces liens par un Traité d'alliance défensive, et Elles ont autorisé pour cet effet, S. M. le Roi de Prusse, le Sr. Ewald Frédéric Comte de Hertzberg, Son Ministre d'Etat et de Cabinet, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir; et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le Sr. Joseph Ewart, Son Envoyé Extraordinaire à la Cour de Berlin, lesquels, après s'être communiqués réciproquement leurs Pleinpouvoirs, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Amitié
et
union.

Il y aura à perpétuité une amitié ferme et inaltérable, une alliance défensive et une union étroite et inviolable, avec une harmonie et correspondance intime et parfaite entre lesdits Sérénissimes Rois de Prusse et de la Grande-Bretagne, leurs héritiers et successeurs, leurs Royaumes, Etats, Provinces, terres et sujets respectifs, lesquelles seront entretenues et cultivées avec soin, de manière que les Puissances contractantes emploient constamment tant leur plus grande attention, que tous les moyens que la Providence leur

leur a confiés, pour conserver ensemble la tranquillité et la sûreté publique, pour soutenir leurs intérêts communs et pour se défendre et se garantir mutuellement contre toute attaque hostile, le tout en conformité des traités qui subsistent déjà entre les Hautes Parties Contractantes, lesquels demeureront en toute leur force et vigueur, et seront censés renouvelles, par le présent Traité, autant qu'il n'y aura pas été dérogé de leur propre consentement par des Traités postérieurs, ou par ce présent Traité. 1788

ART. II.

En conséquence de l'engagement contracté par l'Article précédent, les deux Hautes Parties Contractantes travailleront toujours de concert pour le maintien de la paix et de la tranquillité; et dans le cas où l'une d'Elles serait menacée d'une attaque hostile par qui que ce soit, l'autre emploiera sans délai ses bons offices les plus efficaces pour prévenir les hostilités, pour procurer satisfaction à la partie lésée, et pour ramener les choses dans la voie de la conciliation. Bons offices.

ART. III.

Mais si les bons offices n'eussent pas l'effet désiré dans l'espace de deux mois, et que l'une des deux Hautes Parties Contractantes fut hostilement attaquée, molestée ou inquiétée dans quelques uns de ses Etats, droits, possessions ou intérêts, ou de quelque manière que ce soit, par mer ou par terre, par quelque Puissance Européenne, l'autre partie contractante s'engage de secourir son allié sans délai, pour se maintenir mutuellement dans la possession de tous les Etats, Territoires, Villes et Places, qui leur ont appartenu avant le commencement de ces hostilités; pour lequel effet, si S. M. Britannique venait à être attaquée, S. M. le Roi de Prusse fournira à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne un secours de seize mille hommes d'Infanterie et de quatre mille hommes de Cavallerie, et si S. M. Prussienne venait à être attaquée, S. M. le Roi de la Grande-Bretagne lui fournira également un secours de seize mille hommes d'Infanterie, et de quatre mille hommes de Cavallerie; lequel secours respectif sera fourni dans l'espace de deux mois après la réquisition faite par la partie attaquée, et demeurera à sa disposition. Secours l. nombre en-tretien emploi équivalent.

1788 disposition pendant toute la durée de la guerre, dans laquelle Elle se trouvera engagée. Ce secours sera payé et entretenu par la Puissance requise par - tout où son allié le fera agir; mais la partie requérante lui fournira dans ses États le pain et le fourrage nécessaire, sur le pied usité dans ses propres troupes.

Il est cependant convenu entre les Hautes Parties Contractantes, que dans le cas, où S. M. Britannique aurait à recevoir le secours des troupes de S. M. Prussienne, S. M. Britannique ne pourra les employer hors de l'Europe, ni même dans la garnison de Gibraltar.

Si la Partie lésée et requérante, préférerait aux troupes de terre un secours en argent, Elle en aura le choix, et dans le cas où les deux Hautes Parties Contractantes se fourniraient le secours stipulé en argent, ce secours sera évalué à cent mille florins courant d'Hollande par an, pour mille hommes d'Infanterie, et à cent vingt mille florins même valeur, pour mille hommes de Cavallerie par an, ou dans la même proportion par mois.

ART. IV.

Aug-
menta-
tion d.
secours.

Dans le cas où ces secours stipulés ne seraient pas suffisans pour la défense de la Puissance requérante, la Puissance requise les augmentera suivant la nécessité du cas, et l'aidera de toutes ses forces, si les circonstances l'exigent.

ART. V.

Traité
de Loo
renou-
velle.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent ici de la manière la plus expresse le traité provisionnel d'alliance défensive, qu'Elles ont conclu à Loo le 13. de Juin de l'année courante, et Elles s'engagent de nouveau et promettent, d'agir en tout tems de concert et en confiance mutuelle, pour maintenir la sûreté, l'indépendance et le Gouvernement de la République des Provinces - Unies, conformément aux engagemens qu'elles viennent de contracter avec ladite République: c'est à dire, S. M. Prussienne par un Traité conclu à Berlin le 15. Avril 1788, et S. M. Britannique par un Traité signé le même jour à la Haye, que les dites Hautes Parties Contractantes se sont communiqués l'une à l'autre.

Et s'il arrivait qu'en vertu des stipulations des dits Traités, les Hautes Parties Contractantes se vis-
sent

sent obligées d'augmenter les secours à donner aux Etats-Generaux, au delà des nombres spécifiés dans les dits Traités, ou de les assister de toutes leurs forces, les dites Hautes Parties Contractantes se concerteront ensemble sur tout ce qui peut être nécessaire relativement à telle augmentation de secours dont on conviendra, et relativement à l'emploi de leurs forces respectives pour la sûreté et la défense de la dite République.

Au cas que l'une ou l'autre des dites Hautes Parties Contractantes vint en aucun tems futur à être attaquée, molestée ou inquiétée, dans quelques uns de ses Etats, droits, possessions ou intérêts, de quelque manière que ce soit, par mer ou par terre, par quelqu'autre Puissance, en conséquence et en haine des Articles ou des stipulations contenues dans les dits Traités, ou des mesures à prendre par les dites Parties Contractantes respectivement, en vertu de ces Traités, l'autre Partie Contractante s'engage à la secourir et à l'assister contre une telle attaque de la même manière et par les mêmes secours, qui sont stipulés dans les Articles III. et IV. du présent Traité, et les dites Parties Contractantes dans tous les cas semblables promettent de se maintenir et de se garantir l'une l'autre dans la possession de tous les Etats, villes et places, qui leur appartenaient respectivement avant le commencement de telles hostilités.

ART. VI.

Le présent Traité d'alliance défensive sera ratifié de part et d'autre et l'échange des ratifications se fera dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut. Ratifications.

En foi de quoi, Nous Soussignés, munis des Pleinpouvoirs de leurs Majestés les Rois de Prusse et de la Grande-Bretagne, avons en Leurs noms signé le présent Traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Berlin le 13. d'Août l'an de grâce 1788.

(L. S.)

(L. S.)

EWALD FREDERIC Comte
DE HERTZBERG.

JOSEPH EWART.

45.

1788 Sr. Königl. Schwedischen Majestät gnädiges
 8. Juill. *Règlement, wie es mit dem Aufbringen zur
 See gehalten werden soll. Gegeben Amphion
 vor Anker auf der Rhede zu Helsingfors,
 den 8. Julii 1788.*

(D'après l'imprimé qui a paru à Stralsund 1790. 4.)

Wir Gustav von Gottes Gnaden der Schweden,
 Gothen und Wenden König etc. etc. Erbe zu Nor-
 wegen, Herzog zu Schleswig-Holstein etc. etc. Thun
 kund und zu wissen, daß, weil die von Zeit zu Zeit
 ausgefertigte Verfassungen, betreffend das Anbringen
 zur See, in vielen Theilen für die gegenwärtige Zeit
 und Umstände unzulänglich gefunden werden, inso-
 forderheit da Wir nach dem Uebereinkommen mit frem-
 den Mächten, den billigen Grundsatz angenommen
 haben, daß ein freyes Schiff auch freyes Guth macht,
 in so weit keine Contrebande Waaren an dessen Bord
 gefunden werden, Wir deswegen die vorigen Verfas-
 sungen haben übersehen, und nach Gründen, die mit
 Recht und Billigkeit genau übereinkommen, berich-
 tigen lassen; und ist demnach beschlossen und ver-
 ordnet worden:

ART. I.

*Von denen Schiffen, welche können und sollen auf-
 gebracht werden.*

§. 1.

Die denen Feinden zugehörigen Kriegsschiffe, Ka-
 per oder Commis-Fahrer, Handelschiffe und Fahr-
 zeuge, von aller Art, werden aufgebracht, auf ihren
 eigenen Rheden, in offener See und an andern Küsten,
 doch einem neutralen Wall nicht näher, als auf einen
 Abstand von einer See-Meile, oder den funfzehnten
 Theil von einem Grad von dem nächst bewohnten
 Strand, es sey Insel oder festes Land, noch weniger
 unter neutraler Festung oder neutralen Hafen.

§. 2.

§. 2.

1788

Schiffe, welche von Unterthanen neutraler Mächte geführt werden, und Kaper-Commission von unsern Feinden angenommen haben, sind gleichfalls dem Aufbringen unterworfen.

§. 3.

Desgleichen neutraler Mächte Krieg- und Convoy-Schiffe, wenn befunden wird, daß sie zu der Feinde Dienst bestimmt, verkauft oder gedingt sind, oder sonst gebraucht werden, Uns und Unsern Unterthanen Schaden zuzufügen.

§. 4.

Auch neutraler Mächte Handels-Schiffe, welche entweder außer ihrer rechten Fahrt, wohin die Urkunden lauten; einem feindlichen Ort näher angetroffen werden, als es seyn sollte, ohne daß sie durch die Journale oder eidliche Ansagen beweisen können, daß sie durch Sturm oder andere rechtmäßige Ursachen, von ihrer Fahrt vertrieben worden; oder auch solche neutrale Schiffe, welche wirklich an einen feindlichen Ort bestimmt sind, in so fern sie in diesen beiden Fällen, sogenannte Contrebande Waaren am Bord haben; als: *Große Summen Geld* *), über das, was zur Manth, Schiffsunkosten und des Schiffers und der Besatzung nöthigen Gebrauch, bis an den Ort, wohin das Fahrzeug bestimmt ist, erweislich erfordert werden kann; Gewehr, Flinten und anderes Zugehör, Pechkränze, Feuerkugeln, Bomben, Pulver, Patronen, Lanten, Kanonenkugeln von aller Art, Piken, Degen, Pallasche, Säbeln, Spiesse, Hellebarden, Stücken, Möiser,

*) Cette disposition qui, contre le sens des traités conclus sur la neutralité armée, rangeait au nombre des marchandises de Contrebande l'argent monnoyé, occasions des reclamations, sur tout de la Part des états généraux des P. Unies des Pays-Bas. Ils prirent la résolution en date du 22. Avril 1790. de faire faire à Stockholm des représentations contre cet article du règlement sur les prises. (voyez N. N. Jaarboeken 1790. p. 377. 381. Sur quoi le Roi de Suède leur fit savoir: qu'il avait ordonné la non-exécution du dit article, ainsi qu'on le voit par la missive du Ministre Suédois à l'Agent de Suède à Amsterdam en date du 3. May 1790. qui se trouve dans N. Nederl. jaarboeken 1790. p. 1068.

1788 Mörser, Haubitzen, Petarden, Granaten, Gabeln, Bandelier, Gehänge, Salpeter, Schüsse, Cartätschen, Musketen, Stutzröhre, Pistolen oder Handgewehr aller Art mit ihrem Zugehör, Musket- und Pistolkugeln, Helme, Harnische und alle Arten Waffen, Kriegsvolk mit dessen Mondirung und Ausrüstung, Pferde mit ihrer Ausrüstung und alle andere Kriegsgeräthschaften.

§. 5.

Unsere eigene Kriegsschiffe und Unserer Unterthanen Handels-Fahrzeuge, welche von denen Feinden könnten aufgebracht werden, sollen diejenigen, denen es gebühret, sich äußerst angelegen seyn lassen, wieder zurück zu nehmen.

§. 6.

Ausser dem, was schon benannt worden, sind alle Schiffe neutraler Mächte, auch die, welche anderes, denen Feinden zugehöriges Guth am Bord haben, völlig frey.

§. 7.

Unser gnädiger Wille und ernstlicher Befehl ist, daß denen Schiffen neutraler Mächte und ihren am Bord sich befindenden Unterthanen mit aller Höflichkeit und Freundlichkeit begegnet werde, in so fern sich dieselben nicht unnöthiger Weise zur Gegenwehr setzen, oder Geringschätzung gegen Unsere Flagge beweisen.

§. 8.

Denen Befehlshabern neutraler Mächte, welche mit Kriegsschiffen die Handels-Fahrzeuge ihrer eigenen Unterthanen, oder anderer neutraler Völker, convoyiren, wird auf ihr Ehrenwort geglaubt, wenn sie versichern, daß in denen, unter ihrer Convoy sich befindlichen Schiffen, welche sie der Anzahl nach anzugeben haben, keine Contrebande Waaren am Bord gefunden werden.

§. 9.

Schiffer, welche neutraler Unterthanen Handels-Fahrzeuge führen, sind verbunden, ihre Pässe und Certificate aufzuweisen, und wenn diese richtig gefunden werden, und bezeugen, sowohl, daß die Fahrzeuge ganz und gar neutraler Mächte Unterthanen zugehö-

gehören, als auch, daß sie keine Contrebande Waaren zu Unfern Feinden führen, so sollen diese Fahrzeuge mit keiner Besichtigung beschweret, oder dem Volk, Schiffen und Gutb sonst etwas zugefüget, sondern ihnen sogleich Freyheit gelassen werden die Reise weiter fortzusetzen; können aber keine gehörige Certificate aufgewiesen werden, oder es sind wirkliche rechtmäßige Ursachen zum Verdacht vorhanden: in diesem Fall, aber sonst nicht, kann die Besichtigung vorgenommen, und, denen Umständen gemäß, verfahren werden. 1788

§. 10.

Unter der Einsperrung feindlicher Häfen; das ist, wenn diese von mehrern Unserer Kriegsschiffe so nahe eingeschlossen werden, daß es eine augenscheinliche Gefahr wäre, in einem solchen Hafen einzulaufen, sollen keine Schiffe fremder Völker daselbst einlaufen dürfen, ob sie auch gleich keine Contrebande Waaren führen. Im Fall sie sich nun in dieser Absicht einfinden, werden sie mit Höflichkeit abgewiesen, oder, wenn sie sich besser darein finden, ihre mitgebrachten Waaren zu Unfern oder Unserer Unterthanen Behuf zu veräußern, soll ihnen solches gestattet werden.

§. 11.

Mit so großem Wohlgefallen Wir diejenigen ansehen, welche durch gesetzmäßiges Aufbringen Unser und des Reichs Beste befördern, mit eben so viel Strenge werden Wir auch die, gegen neutrale Schiffe zur Unzeit begangene Gewalt und das ihnen zugefügte Unrecht ahnden: Sollte auch irgend ein Befehlshaber, ohne rechtmäßige Ursache und aufzuführenden klaren Beweis ein neutrales Schiff aufbringen, und die Krone deswegen genöthiget werden, den Schiffscapitaine oder Eigenthümer mit Geld zufrieden zu stellen: so soll diejenige Flotte, unter welcher der Befehlshaber steht, der sich dieses unrechtmäßigen Aufbringens schuldig gemacht hat, solche Unkosten von dem Antheil ersetzen, welcher dieser Flotte vom rechtmäßigen Aufbringen zufallen kann; doch soll sie, so viel sich thun läßt, von dem Theil, der obgedachten Befehlshaber zukommen möchte, schadlos gehalten werden.

ART.

1788

ART. II.

Wie es mit aufgebrachten Schiffen auf der See, und ehe sie in den Hafen eingebracht worden, gehalten werden soll.

§. 1.

Auf einem eroberten feindlichen Kriegsschiffe sollen Stücke und Pulverkammer zuerst in Sicherheit gesetzt, und das Schiff mit der gefangenen Mannschaft wohl in Acht genommen werden, auch ein jeder nach Stand und Würden seinen Unterhalt bekommen.

§. 2.

Sollte ein Schiff erlappt und erobert werden, welches durch Kapern Unsern und anderer Nationen Fahrzeugen Schaden zugefügt hat, und Solches Schiff wäre mit keiner erforderlichen Commission versehen, wird sowohl der Befehlshaber, als auch die Besatzung arretirt und auf das genaueste bewacht.

§. 3.

Bey aufgebrachten Handels-Schiffen, sowohl feindlichen, als solchen, die neutraler Mächte Unterthanen zugehören, muß ebenfalls nöthige Vorsichtigkeit, in Ansehung der Stücke und des Pulvervorraths, gebraucht werden; Aber die Besatzung, welche ihre Freyheit erhalten soll, lebt von ihrer mitgeführten Provision, und behält, was ihr besonders gehört, ohne, daß ihr das mindeste genommen werden darf.

§. 4.

Nichts von allem, was auf einem aufgebrachten Schiff gefunden wird, darf davon entwendet werden, sondern alles, was nicht zum täglichen Gebrauch dient, muß entweder mit des Aufbringers und des aufgebrachten Schiffs Befehlshabers Siegel versiegelt werden, oder, wenn etwas nicht versiegelt werden kann, nebst dem übrigen auf dem Schiffe Befindlichen, Stückweis, und im Beyseyn derer Vornehmsten, sowohl des aufgebrachten als auch des aufbringenden Fahrzeugs in ein vollständiges Verzeichniß gebracht werden; Auch müssen alle Lücken und Zugänge zur Ladung auf einem aufgebrachten Handels-Fahrzeuge mit des Aufbringers und des Schiffscapitains Siegel versiegelt, und

und die Verzeichnisse in beyder, oder derer von ihnen verordneten Personen, Gegenwart aufgesetzt werden. 1788

§. 5.

Alle am Bord befindliche Urkunden, welches das Schiff und dessen Ladung auf irgend eine Weise betreffen können, werden auf gleiche Art versiegelt und verwahrt.

§. 6.

Ferner wird eine sogenannte Species Facti oder ausführlicher Bericht aufgesetzt, über den Ort, Tag, die Stunde und Art, wo, wenn und wie das Aufbringen geschehen; ob der Schiffscapitaine sich geweigert hat die Seegel zu streichen, oder seine Commission, Pafs und Certificate aufzuweisen, ob er sich vertheidigen wollen, was er für eine Flagge führt u. s. w., die Besatzung wird gleichfalls dem Namen, Heimort und ihren Verrichtungen nach, aufgezeichnet.

§. 7.

Nachdem ein Fahrzeug aufgebracht worden, darf es, unter was für Vorwand es immer seyn möge, auf der See nicht los gegeben werden, bey ernüchter Strafe, wenn solches geschieht.

§. 8.

Auch darf ein aufgebrachtes Schiff in keinen fremden Hafen geführt werden, ausser im höchsten Nothfall, als: um einer herannahenden überlegenen feindlichen Stärke anzuweichen; wegen Sturm, oder wenn etwas am Fahrzeuge einer unumgänglichen Ausbesserung bedarf. Wenn so beschaffene Umstände nöthigen, einen fremden Hafen zu suchen, soll gleichwohl der Aufenthalt daselbst nicht die Zeit überschreiten, die allein die Nothwendigkeit erfordert.

§. 9.

So bald es sich thun läßt, soll das aufgebrachte Schiff an den Ort gebracht werden, wohin der Aufbringer gehört, als zur Flotte oder einer Escadre, wenn es von derselben abgeschickt worden, oder an was für eine Stelle es immer seyn mag, von welcher er befehligt worden, und soll der Aufbringer daselbst seinen Bericht ablegen, und weitere Ordres erhalten.
Sollten

1788 Sollten Umstände Hindernisse hierinnen in den Weg legen, wird das aufgebrachte Schiff gleich in den nächsten Schwedischen Hafen geführt.

ART. III.

Wie es mit aufgebrachten Schiffen gehalten werden soll, nachdem sie in einem Schwedischen Hafen eingebracht worden.

§. 1.

Nach der Ankunft in einem Schwedischen Hafen meldet sich der Aufbringer bey dem Untergericht der Admiralität, oder bey dem Untergericht der Flotte der Armee, wenn es dergleichen daselbst giebt, und im widrigen Fall bey dem Magistrat; zeigt die Ordre vor, zufolge welcher das Aufbringen geschehen, giebt Bericht von dem Vorgang, und überliefert die Species Facti nebst denen Verzeichnissen und versiegelten Urkunden.

§. 2.

Das Gericht besorgt dann, ohne Verweilen, eine neue Besichtigung in Beyseyn des Aufbringers, oder dessen Bevollmächtigten, und des Capitains von dem aufgebrachten Schiff, oder dessen Bevollmächtigten, um zu untersuchen, ob etwas entwendet worden; wobey auch der Bevollmächtigte der Krone zugegen seyn soll, so wie auch die übrigen Theilhaber an der Beute ihre Vollmächte hierbey sowohl, als bey dem Rechtsgang, Verkauf und der Theilung haben können; auch soll die Mauth-Bedienung gehörig dazu gezogen werden. Worauf alles auf obgedachte Weise wieder versiegelt, und Anstalt zur nöthigen Bewachung getroffen wird.

§. 3.

Wird Guth am Bord gefunden, welches Schaden nehmen kann, muß in Beyseyn vorgedachter Personen eine besondre und mit dieser ihrer Unterschrift bestärkte Specification darüber aufgesetzt, und sodann dasselbe mit der Interessenten guten Vorwissen, aufgenommen und an einem sichern Ort verwahrt werden.

§. 4.

Sollte sich auch unter diesem auf solche Weise aufgenommenen Guth etwas befinden, welches ohne Schaden

Schaden sich nicht aufbewahren liesse, kann solches, wenn die Interessenten damit zufrieden sind, und es verlangen, Auctionsweise verkauft, und das Geld an einem sichern Ort deponiret werden. 1788

§. 5.

Das Gericht nimmt unterdessen ohne Aufschub die Untersuchung über das Aufbringen des eingebrachten Schiffs vor, und stellt zur Erörterung der verfassten Species Facti mit denen Befehlshabern und der Besatzung, sowohl des aufgebrachten, als aufzubringenden Schiffs, nebst denen übrigen Personen so am Bord gefunden werden, Verhöre an.

§. 6.

Findet man keine Mannschaft oder Urkunden auf einem aufgebrachten Fahrzeuge, sollen sowohl die Officiers als Mannschaft des Schiffs, welche das Aufbringen verrichtet hat, vornehmlich über die Ursachen davon verhört werden; desgleichen sollen andere kundige Personen untersuchen, von welcher Nation dieses Schiff müßte genommen worden seyn.

§. 7.

Ueber das eine und das andere wird ordentlich Protocoll geführt, und wenn alle nöthige Aufklärung eingeholet worden ist, giebt das Gericht ohne Zeitverlust den Ausschlag:

- 1) In wie weit das aufgebrachte Schiff oder das darauf befindliche Guth ganz und gar, oder nur zu einem Theil, als eine rechtmäßige Beute anzusehen ist.
- 2) Giebt es die Summe der aufgelaufenen Unkosten an, nach der von dem Gerichte untersuchten specificirten Rechnung für die Besichtigung, Ausladung, Stadtsunkosten, Verwahrung des Schiffs und Guths, Auctionskosten, Mauthabgaben, Processkosten, Unterhalt und Reisegeld für die Mannschaft des aufgebrachten Schiffs, welcher man Erlaubniß geben kann, nach Hause zu reisen.

§. 8.

Wird das Schiff für frey, und das Aufbringen als widerrechtlich erklärt, soll dem Befehlshaber, der es aufgebracht hat, auferlegt werden, sowohl die verur-

1788 fachten Unkosten, als auch den Schaden und Verlust zu ersetzen, welchen der Capitain des aufgebrachtten Schiffs mit Grund erweisen kann. Wobey sich das Gericht soll angelegen seyn lassen, letztgedachtes ein- stimmiger Weise, mit der Billigkeit, zwischen ihnen zu mässigen, und die Sache schleunig zu Ende zu bringen. Sollte kein hinlänglicher Zugang zu dieser Ersetzung bey gedachtem Befehlshaber gefunden werden, muß die Flotte, zu welcher er gehöret, für den Abgang stehen, auf die Art, und mit der Bedingung, wie schon im Art. I. §. 11. verordnet ist.

§. 9.

Wird das Schiff für eine rechtmässige Beute erklärt, müssen die Unkosten von der gemeinschaftlichen Masse bestritten werden; das übrige aber wird nach dem V. Art. unter die Interessenten vertheilt.

§. 10.

Derjenige, welcher mit dem gegebenen Auschlag nicht zufrieden ist, hat die Freyheit, sich bey dem Obergericht der Admiralität, oder bey dem Obergericht der Flotte der Armee, wenn der Aufbringer darunter steht, in gesetzmässige Zeit zu beschweren. Thut der Aufbringer dieses, wenn das aufgebrachte Schiff ist frey erklärt worden, stellt er hinlängliche Caution für allen Schaden, welcher dem Schiff und Guth durch die Verzögerung zugefüget werden kann; diese Caution hört auf, im Fall das Schiff von dem Obergericht für eine gesetzmässige Beute erklärt wird.

§. 11.

Wird keine Klage geführt, und die Fatalienzeit ist zu Ende gelaufen, oder das Obergericht hat ganz und gar, oder nur zum Theil den Auschlag des Untergerichts bestätigt, und niemand kommt deswegen in rechter Zeit bey dem Könige mit Beschwerden ein: so schreitet das Untergericht zur Vollziehung des gesetzmässig befundenen Auschlags, und läßt das für eine rechtmässige Beute erklären, in sofern es nicht der Krone zur Ablösung vorbehalten ist, mit Beytretung derer, die dazu gehören, auf einer allgemeinen und gesetzmässig abgekündigten Auction an den Meistbietenden verkaufen; wobey in Acht zu nehmen, daß

dafs diejenigen Waaren, welche zur Einfuhr in das Reich könnten verboten seyn, auf gleiche Weise, doch mit der Bedingung, sie wieder auszuführen, verkauft werden, weil sie, ohne Voratz, sie einzuschleichen, ins Reich gekommen sind. 1788

§. 12.

Sollten alle bey der Beute interessirte Personen, keinen ausgenommen, sich mit dem Ausschlage des ersten Gerichtstuhls zufrieden erklären, und verlangen, dafs derselbe Ausschlag, ohne Absehen auf die Fatalien zur Anführung von Beschwerden, gleich in Vollziehung möge gebracht werden, kann solches zugelassen werden. In diesem Fall sowohl, als wenn während der Fatalienzeit keine Beschwerden geführt werden, wird der Verlauf mit der Untersuchung und dem Gerichtsbescheid zur Wissenschaft des Obergerichts der Admiralität, oder der Flotte der Armee einberichtet, welches in allem Fall sogleich Unserm Justiz-Canzler-Amte gehörigen Bericht von denen Anfragen und Rapporten erstattet, welche an das Obergericht in dieser Sache gelangen.

§. 13.

Damit ein rechtmäfsig aufgebrachtes, und gesetzmäfsig auf der Auction zum Verkauf ausgerufenes Schiff nicht unter dem billigen Preise weggehen möge, wollen Wir verordnet haben, dafs so beschaffene und von einem Schwedischen Unterthanen eingerufene Schiffe künftig Schwedische Freyheiten genießen sollen, wenn sie von Einheimischen gebraucht werden.

§. 14.

Im übrigen wollen Wir sowohl denen Unter- als Obergerichten hiemit angezeigt haben, dafs sie, bey Haftung für die Ersetzung des Schadens, welchen sie durch Verzögerung verursachen könnten, mit der möglichsten gesetzmäfsigen Geschwindigkeit die vorkommenden Aufbringungsfachen zu einem gerechten Schluss befördern. Auch lieget dabey sowohl denen Unter- als Obergerichten ob, dafs sie in ihrem Ausschlag, es möge Mißvergnügen darüber geäußert werden, oder nicht, anführen, wenn, und wo die Parteyen darinnen Aenderung zu suchen haben, und was dabey in Acht genommen werden muß.

1788

ART. IV.

Was von aufgebrachten Schiffen und Güthern als gesetzmässige Beute anzusehen ist.

§. 1.

Alle feindliche Kriegsschiffe, Handels- und andere grössere und kleinere Fahrzeuge, mit darauf befindlichen Güthern, sie mögen gehören, wem sie wollen, sind gesetzmässige Beute.

§. 2.

Alle Commisfahrer und Kaper desgleichen.

§. 3.

Auch Schiffe, an welchen feindlicher Mächte Unterthanen einigen Theil haben, ob sie gleich von neutraler Mächte Unterthanen geführt werden; weil kein Theil besonders veräußert werden kann; doch mögen die darinnen geladene erlaubte Waaren, welche neutraler Mächte Unterthanen zugehören, von ihnen frey disponiret werden.

§. 4.

Alle im Art. I. §. 4. angeführte Contrebande Waaren, welche in Fahrzeugen neutraler Mächte Unterthanen an einen feindlichen Ort bestimmt sind, werden gleichfalls als rechtmässige Beute betrachtet; aber das übrige von dem Guthe und die Fahrzeuge sind frey, und kann man damit absegeln, so bald das Gericht den Aufschlag giebt. Ersetzung für Schaden und Unkosten hat der Schiffer verwirkt, da er durch Ueberführung der Contrebande Waaren an einem feindlichen Ort zum Aufbringen selbst Urfach gegeben hat.

ART. V.

Wie die rechtmässige Beute oder das Aufgebrachte zur See vertheilt werden soll.

§. 1.

Eroberte feindliche Orlogschiffe und Commisfahrer, nebst andern armirten Fahrzeugen sollen Uns und der Krone vorbehalten seyn, doch wollen Wir aus Königl. Gnade und zur Belohnung für bewiesene Tapferkeit denen die sie erobert, eine bestimmte Summe Geld vergönnt haben, nemlich: für jedes Kriegsschiff

VON

von 100 Kanonen und darüber, Zwanzig Tausend Reichsthaler; für jedes Kriegsschiff von und mit 50, zu und mit 99 Kanonen, Zehn Tausend Reichsthaler; für jede Fregatte, von welcher Größe sie immer seyn möge, und für die, diesen gleich kommende Commisfahrer, Fünf Tausend Reichsthaler. Und was die übrigen armirten Fahrzeuge betrifft, von welcher Beschaffenheit sie seyn mögen: so wollen Wir denen, die an der Prise Theil haben, Zwey Drittel ihres Werths ersetzen lassen; welchen das Untergericht in Vergleichung mit dem, was von Fregatten verordnet ist, anschlagen, das Obergericht untersuchen, und so- dann Unserer gnädigen Entscheidung überlassen soll.

§. 2.

Aus Königl. Gnade und zu desto größerer Aufmunterung sagen Wir Uns los von Unserm und der Krone Recht zu Zwey Drittel, sowohl an der Ladung, als dem Fahrzeuge von rechtmäßig aufgebracht, und als solche von dem Richter erklärten Handelschiffen: Uns und der Krone gleichwohl vorbehalten, den Antheil derer, die die Prise gemacht haben, an dabey befindlichen Lebensmitteln nach dem Kriegs-Commissariats-Preis, nebst der Ammunition und Waffen, für ihren rechten Werth abzulösen.

§. 3.

Von Schiffen, welche Uns und der Krone oder Unsern Unterthanen gehören, aber von denen Feinden hinweg und von Unsern Schiffen wieder zurück genommen worden sind, kommt dem Aufbringer die Hälfte, und dem ersten Inhaber die andere Hälfte zu. Letztgedachter mag auch zu jener ein sogenanntes Options-Recht in so weit haben, daß er zum Einlösen nach dem höchsten Gebot, welches bey der Auction darauf gelegt wird, berechtigt ist im Fall er seine Rechnung dabey findet. Dieses soll auch sowohl bey der Abkündigung der Auction, als auch bey ihrer Eröffnung öffentlich zu erkennen gegeben werden.

§. 4.

Wenn die rechte Summe der Beute gehörig heraus gebracht ist, und alle nöthige Kosten sind davon bestritten worden, wird das übrige, nach nachstehenden Gründen, vertheilt.

1788

§. 5.

Ist die Beute von einem Schiff oder Fahrzeuge unter dem Befehl der Flotte weggenommen worden, so nimmt die ganze Flotte daran Theil. Ist das Aufbringen von einem einzeln Schiff oder mehrern Fahrzeugen geschehen, die ihr eigenes Commando haben, fällt die Beute diesen oder jenem zu. Ein oder mehrere Schiffe werden von der Flotte für abgefondert gehalten, wenn sie ihre Station in einer andern See haben, oder von der Hauptflotte oder den Escadren, auf längere Zeit, als einem Monat, detachiret oder mit der Flotte nicht vereinigt gewesen sind.

§. 6.

Wenn bey Gelegenheit eines feindlichen Anfalls auf eine Convoy ein feindliches Schiff mit Hülfe derer convoirten Fahrzeuge erobert würde, müssen die Schiffe, welche darzu beygetragen haben, gleichen Antheil mit Unfern eigenen Schiffen bekommen.

§. 7.

Der Betrag der Beute wird in Neun gleiche Theile getheilet, von welchen ein Neunter Theil dem Chef der Flotte oder Escadre zufällt, wenn diese wenigstens aus 9 Schiffen besteht; Ein Neunter Theil dem Stab der Flotte oder Escadre; Ein Neunter Theil denen Chefs der Schiffe; Zwey Neunte Theile denen Officiers; Zwey Neunte Theile denen Unterofficiers; Zwey Neunte Theile der Gemeinschaft.

Zum Stab werden gerechnet alle die Personen, welche auf des Chefs Stabs Rolle aufgeführt sind, nebst denen Obersten derer Landtruppen.

Besteht die Escadre von weniger als 9 Orlogsschiffen, werden die Theile, welche in dem eben vorhergenannten Fall, dem Stab der Flotte und denen Chefs der Schiffe zugehören, zu einem Theil zusammen geschlagen.

Ist die Beute von Schiffen gemacht worden, die keinen gemeinsamen Chef haben, oder von einzelnen Schiffen, fallen Drey Neunte Theile dem Schiffchef oder denen Schiffschefen zu; Zwey Neunte Theile denen Officiers; Zwey Neunte Theile denen Unterofficiers, und zwey Neunte Theile der Besatzung.

Einzel-

Einzelne Schiffe, die nicht unter der Flagge oder mit besondern Instructionen versehen sind, theilen die Beute, die im Angesichte von einander gemacht worden, nach vorgenannten Gründen, 1788

§. 8.

Die Officiers, unter welche ein gemeinsamer Antheil getheilet wird, erhalten ihre Theile nach dem Grade, in welchem sie dienten, vor der Zeit, da das Aufbringen geschahe, ihrem Testamente gemäß. Und werden gerechnet Funfzehn Theile unter die höhern Grade und von dem Major an Fünf Theile Unterschied zwischen jedem niedern Grad.

Die Officiers der Armee, der Justitz - Civil - Bau - Priester - und Heilungs - Staat bekommen nach dem Grade, den sie haben, oder, wenn dieser ungewiss ist, nächst unter dem, mit welchen sie, denen Verfassungen gemäß, in der Admiralität können verglichen werden.

§. 9.

Die Cadetten, der Unterbefehl, das Civile und der Stab, ohne Kostgeld, werden in drey Classen getheilet; 1) Cadetten, Flagg - Unterofficiers, Ober - Steuermänner, Constabler, Ober Schiffer, Feldwebel, Sergeanten, Quartiersmänner, Schiffschreiber, Zweyte - Feldscheerer; 2) Mittel - Steuermänner, Lehr - Constabler, Unterschiffer, Fourniers, Inventarii Zimmerleute und Musterfchreiber; 3) Lehr - Steuermänner, Archlie-Meister, Haupt - Bootsmänner, Rußmeister und übrige Handwerker. Zwischen der ersten und zweyten - Classe werden Funfzehn, und zwischen der andern und dritten Classe Fünf Theile Unterschied.

§. 10.

Von der Gemeinschaft bekommen alle gleiche Theile, doch so, daß die sogenannte Rohrgänger und Märgaster, die Köche, Profolsen, Quartiermeister und Corporale doppelte Manns - Theile bekommen, wo hingegen die Jungmänner und Schiffsjungen nur halbe Manns - Theile erhalten.

§. 11.

Kein anderer nimmt Theil an Vertheilung der Beute, als der, welcher wirklich auf der Flotte Dienste

1788 gethan hat, zu der Zeit, da das Aufbringen vor sich ging. Also erhalten die Personen, welche in der nemlichen Zeit krank auf dem Lande, oder von ihren Schiffen besonders commandiret waren, nichts. Diejenigen Schiffe, welche erst zur Conjunction kommen mit der Flotte oder Escadre, oder von derselben wieder abgehen können, bekommen keinen Antheil an der voraus gemachten, oder im letzten Fall, an der noch zu machenden Beute, sondern allein für die Zeit, da sie bey der Flotte oder Escadre waren; wozu sie allezeit gerechnet werden müssen, so lange sie auf Expedition von der Flotte oder Escadre commandiret sind.

Eine gleiche Bewandniß hat es mit einzeln Schiffen die zufälliger Weise sich vereinigen, oder zusammenstoßen, eine Escadre ausmachen.

§. 12.

Niemand bekommt Antheil in zwey Classen bey Theilung der Beute, gesetzt auch, daß er doppelte Dienstleistung verrichten sollte.

§. 13.

Wenn eine Person, höhern oder niedrigen Standes, welche nach obangeführten Gründen zum Theilnehmen an der Beute berechtiget ist, hernach mit Tode abgethet, fällt dessen Antheil seiner hinterlassenen Wittve und Kindern zu; sollte aber jemand unter dem Gefechte selbst entweder getödtet, oder so hart verwundet werden, daß er davon stirbt, bekommt in diesem Fall die Wittve mit ihren Kindern den Antheil doppelt, welcher dem Mann zufallen sollte.

§. 14.

Werden Prisen, unter Vereinigung der Flotte der Armee mit der Orlogsflotte, gemacht, so bekommt der Chef von der Flotte der Armee den neunten Theil, welcher oben dem Stab der Flotte zugeeignet worden, und der Stab nimmt Theil mit denen Officiers jeder nach seinem Grade. Aber von denen übrigen sieben neunte Theilen erhalten die Officiers und Mannschaft von beiden Flotten gleiche Antheile, nach denen schon angeführten Gründen, welches auch in Acht genommen wird, wenn kleinere Divisionen von der Flotte der Armee mit der Orlogsflotte vereinigt sind.

§. 15.

§. 15.

1788

Wenn die Flotte der Armee abgefondert im Kriege gebraucht wird, und eine Beute von diefer Flotte Fahrzeugen in der See aufgebracht wird: theilen folche der Chef, Officiers und Mannfchaft unter fich auf folgende Art: Der Befehlshaber über den ganz auscommandirten Theil von der Flotte der Armee bekommt einen neunten Theil, ohne Abfehn, ob das Aufbringen unter feinen Augen gefchehen, oder von einer auf einer andern Stelle stationirten Vertheilung; Ein neunter Theil fällt denen Efcadre - oder Divisions-Chefen nebst dem Flagg-Major, einem jeden nach feinem Grade, zu; Zwey neunte Theile denen Befehlshabern auf denen Fahrzeugen, nebst denen Infanterie-Regiments-Officiers, gleichfalls einem jeden nach feinem Grade, imgleichen dem Juftiz - Civil-Bau-Priester - und Heilungs-Staat; Ein neunter Theil denen Officiers von der Flotte der Armee, die keine Befehlshaber find, nebst denen übrigen Officiers von den Infanterie-Regimentern; zwey neunte Theile denen Unterofficiers, nebst dem Civil-Bau- und Heilungs-Staat, ohne Kostgeld; Zwey neunte Theile der Gemeinschaft; und gefchiehet die Vertheilung unter denen, welche gemeinschaftlichen Theil bekommen, nach denen Gründen, die in diesen Art. 8. 9. 10. 11. 12. 13. §. §. vorgeschrieben find.

Ist die Flotte der Armee getheilt, und stehet unter mehreren Befehlshabern, die mit einander keine Gemeinschaft haben, wird die Beute bey einer jeden Division getheilt, und der Befehlshaber bekommt da den Theil, welcher sonst den Befehlshaber der ganzen Flotte der Armee zufallen sollte. Diejenige Division der Flotte der Armee, welche, da das Aufbringen vor sich ging, noch nicht eingemüsst und ausgelegt war, nimmt keinen Theil an der Beute; auch keine Galeeren-Efcadre, welche, nach gefchehener Debarquierung der Infanterie-Truppen, wieder in einen Hafen zurück gegangen ist, und zu keinen weitem Operationen gebraucht wird.

Wornach fich alle, die es angeht, gehorfamlich zu achten haben. - Zu Urkund dessen haben Wir fol-

C c 5

ches

1788 ches mit eigener Hand unterschrieben, und mit Unserm Königl. Siegel bekräftigen lassen. So geschehen Amphion vor Anker auf der Rhede zu Hellingfors, den 8. Julii 1788.

GUSTAF. (L. S.)

H. AF LASTBOM.

46.

25. Juill. *Traité de commerce entre la Compagnie Angloise des Indes Orientales et le Vexier Ouda*
signé le 25. Juillet 1788.

(CHALMERS collection T.II. p. 464. Engl. Makenzie
Sketch app. p. 77.)

A Treaty of Commerce between Charles Earl Cornwallis, Knight of the most Noble Order of the Garter, one of his Britannic Majesty's most Honourable Privy Council, Lieutenant General of his Majesty's Forces, Governor General and Commander in Chief of all the Possessions and Forces of his Britannic Majesty, and of the Honourable the United Company of Merchants of England, in the East Indies, etc. etc. on the Part of the said Honourable United Company, and his Excellency the Vizier ul Momalik Hindostan, Alluf Jah Nawab, Alluf ud Dowlah Yeheha Khan Behadur, Huzzubber Jung.

The right honourable Charles Earl Cornwallis, K. G. governor general, etc. etc. and his Excellency the Nabob Vizier, Behauder etc. etc. having received various representations from the merchants trading between the Company's dominions, and the dominions of his Excellency the Vizier, setting forth the losses and inconveniences which they suffer, as well from the heavy duties collected on their merchandize, as from the mode of levying the same. his lordship, on the part of the honourable the united company of merchants of England trading to the East Indies, and his

his Excellency the Nawab Vizier, etc. with a view to remove the evils complained of, and to promote the welfare of their respective states, have agreed upon the following articles, which shall be binding on themselves, their heirs, and successors. 1788

ART. I.

The contracting parties shall not claim any exemption from duties, either for themselves, their subjects, or dependants, or any other person or persons, of whatever country or nation. Exemption des droits.

ART. II.

His Excellency the Nawab Vizier, etc. agrees to grant rowannahs, or custom-house passes, under the seals and signatures of his officers, for all goods exported from his dominions to the dominions of the company, specifying the quantity of the goods and the valuation on which his own export duties shall have been levied. The right honourable Earl Cornwallis, in like manner, engages that similar rowannahs, or custom-house passes, shall be granted for all goods exported from the company's dominions (comprehending the provinces of Bengal, Behar, Orissa, and the district of Benares) to the dominions of his Excellency the Vizier, specifying the quantity of the goods, and the valuation on which the duties shall have been levied in the dominions of the company. Exportations reciproques.

ART. III.

His Excellency the Vizier, etc. agrees to levy the duties on all goods imported into his territories from the company's dominions, upon the valuation specified in the company's rowannah. The right honourable Earl Cornwallis, etc. agrees to levy the duties on all goods imported from his Excellency's dominions into the district of Benares, or the company's provinces, on the valuation specified in rowannah of his Excellency the Nawab Vizier. Importations.

ART. IV.

Goods exported from the company's dominions to the dominions of his Excellency the Vizier, if by the river Ganges, shall pay the duties at Lutchagyr, or at Fool. Droits à payer.

1788 Foolpore; if by the river Goomty, at Ghura Mobarikpore; if by the river Gagra, at Daohry Gaut; if by land, at Keeway, Maidnee Gunge, Chaundshpertaubpore, Nlow; or Mahraj Gunge; and if by the way of Sircar Gooruckpore, at the gaut of the river Gunduck, or at Gooruckpore, Mujholee, or Collooparah. The merchant or person in charge of the goods, upon paying the duties hereinafter mentioned, at either of the aboye stations, shall receive a rowannah from the collector of the duties, under his public seal, which shall exempt the goods from all further demands or molestation whatever, in their progress through the dominions of his Excellency.

The duties on goods exported from the dominions of his Excellency the Vizier, to the dominions of the company, wether by land or water, shall be levied at the established stations in the district of Benares, and the province of Behar, and rowannahs granted as above specified.

The contracting parties reserve to themselves the power of changing the situation of the stations for levying the duties as they may deem expedient, upon giving public notification to each other of the new station fixed upon.

ART. V.

D'après
la diver-
sité des
mar-
chandi-
ses.

Broath cloth, iron, copper, lead, manufactures of iron, copper, lead, gold or silver, raw silk, silk piece goods, cotton piece goods, and piece goods made partly of silk and partly of cotton, exported from the dominions of the company to the dominions of the Vizier, shall pay an import duty of two and a half *per cent.* to his Excellency, on the price specified in the rowannah taken out in the company's dominions.

ART. VI.

Item. Salt exported from the company's dominions to the dominions of the Nawab Vizier, shall pay an import duty of five *per cent.* to his Excellency, on the valuation specified in the rowannah granted at any of the stations in the company's dominions.

ART.

ART. VII.

1788

Cotton coming from Jahlone, Hydernuggur, Om-
raowty, Naugpore, or any of the countries of the
Decan, and passing trough the dominions of the Na-
wab Vizier to the dominions of the company, shall
pay a duty of five *per cent.* to his Excellency, on the
fixed valuation of six rupees per maund of ninety-six
sicca weight to the seer, rawannahs for covering the
same through his Excellency's dominions, shall be
granted at the station where the duties are levied.
The same cotton, when it arrives in the province of
Benares, shall pay a duty of two and a half *per cent.*
and two and a half *per cent.* more on entering the
sonbah of Behar, upon the valuation above specified;
or, should it not pass trough the Jurisdiction of Be-
nares, it shall pay five *per cent.* upon being imported
into the company's provinces.

ART. VIII.

Silk piece goods, cotton piece goods, and piece
goods made partly of silk and partly of cotton, ex-
ported from the dominions of the Nawab Vizier to the
company's dominions, shall pay a duty of no more
than two and a half *per cent.* on the price specified
in his Excellency's rowannah. The said duty shall be
collected at the established stations in Benares, should
the goods pass through that district, and upon their
arrival in the company's provinces, the collectors of
customs shall grant a rowannah duty free to cover
such goods to any part of Benegal, Behar, or Orissa
should the said goods enter the company's provinces,
without passing through the district of Benares, the
above duty of two and a half *per cent.* shall be levied
at the first station in the company's provinces.

ART. IX.

All goods not specified in the foregoing articles,
exported from the respective dominions of the con-
tracting parties, shall be subject to a duty of five *per cent.*
on the valuation inserted in the rowannah of the
country from whence they were originally exported.
If the goods shall have been exported from the com-
pany's dominions to the dominions of the Nawab Vi-
zier, his Excellency will collect the duty aforesaid,

at

1788 at one of the stations mentioned in the third article; if from the territories of his Excellency to the dominions of the company, two and a half *per cent.* shall be levied at the first established station in the district of Benares, and two and a half *per cent.* at the first authorized station in the province of Behar; or, should the said goods enter the company's provinces without passing through the jurisdiction of Benares, the whole duty of five *per cent.* shall be collected at the first authorized station in the province of Behar.

ART. X.

Vente
des mar-
chandises.
les.

Goods exported from the provinces of Bengal, Behar, or Orissa, or from the district of Benares, to the dominions of the Nawab Vizier, after having paid the import duties to his Excellency, according to the rates, and in the mode prescribed in the foregoing articles, if sold in the dominions of the Nawab Vizier, shall be subject to the established local duties of the market or gunge in which they are disposed of. Provided, nevertheless, that if the said goods shall be sold for the purpose of being exported beyond the confines of his Excellency's dominions, and not for the consumption of the same, on local gunge or market duty, or any other duty whatsoever, shall be levied on account of such sale or purchase; but the import rowannah of the seller shall be indorsed by the collector or head officer in charge of such gunge, and delivered over to the purchaser, who shall transport the goods through the dominions of the Nawab Vizier, without further molestation; if such purchaser, however, should afterwards dispose of the said goods for consumption in any market or gunge in his Excellency's territories, they shall be subject to the established duties of the same. In like manner, goods exported from the dominions of the company, after having paid the import duty in the latter, according to the rates, and in the mode prescribed in the foregoing articles; if sold in any gunge or market, shall be subject to the local gunge or market duties, under the preceding limitations.

The gunge duties to be thus levied, are not to exceed the ancient established rates, to which no addition

dition shall be made without the mutual consent of the contracting parties. 1788

ART. XI.

If any renter, zemindar, collector of the revenues, jaghiredar, or holder of rent-free lands, shall levy any duties or exactions on goods passing through the dominions of the contracting parties, and on which the regular duties shall have been paid, and rowannahs taken out as prescribed in the foregoing articles, for the first offence, he shall be fined twenty rupees for every rupee so exacted; for the second offence, forty rupees; and for the third offence, if a renter or collector of the revenues, he shall be fined one hundred rupees for every rupee so exacted, and be dismissed from his form or employment; if a zemindar, jaghiredar, or rent-free landholder, he shall forfeit his lands. Any officer of the customs exacting more than he is authorized, shall for the first offence, be fined ten times the amount so exacted, and be dismissed from his employment. The party injured shall be indemnified out of the fines for the sum so exacted, and it shall be left to the discretion of the contracting Powers to grant such further portion of the said fines, as they may deem adequate to the trouble and loss of the party so injured.

Satisfac-
tion
en cas
d'abus.

ART. XII.

In order to discountage every attempt to evade the payment of the import duties, merchants endeavouring to pass the station at which they are to pay the same, without having previously taken out a rowannah, shall be subject to double duties; and the contracting parties agree to issue orders in their respective territories, requiring all persons to pay the duties, and take out rowannahs for their goods, or directed in the foregoing articles, before they approach an authorized station.

Peine en
cas de
fraude.

This article not to extend to the local duties in the markets or gunges, which are to be collected in the mode and under the limitations prescribed in the tenth article upon the goods entering the same.

ART.

1788

Change-
mens
dans le
tarif.

ART. XIII.

The contracting parties reserve to themselves the right of levying whatever duties they may think proper: on all goods produced and consumed within their respective dominions, and also on their own exports, and on all imports from other countries not under the dominion of the company or the Nawab Vizier, the article of Decan, etc. cotton, going to the company's dominions, excepted, on which his Excellency is to levy the duties as specified in the seventh article.

ART. XIV.

Dispu-
tes.

If any dispute shall arise between the merchants of the respective states, it shall be decided by the laws of that state in which the defendant may reside; if the defendant be a resident in the company's dominions; the plaintiff shall be allowed the privilege of stating his case, through the vakeel or agent of the Vizier, to the right honourable the Governor General in council, who may refer it for decision to the provincial court of justice within the jurisdiction of which the cause of action may have arisen, or the defendant may reside; in like manner, if the defendant be a resident in the Vizier's dominions, the plaintiff shall be entitled to represent his case, through the English minister, to his Excellency the Vizier, who may refer it for decision to such of his officers as he may think proper. It is further agreed, that should the collectors of the customs, zemindars, or other subjects of either state, act in any respect, towards the merchants and traders, contrary to the true intent and meaning of this treaty, the party injured shall be entitled to seek redress in the mode above prescribed.

ART. XV.

Kutta.

This treaty not to extend to the province of Ro-chilchundar Kuttair, in which his Excellency reserves to himself the right of collecting the duties according to the ancient established rates, or of encreasing or diminishing the same as he may deem expedient.

ART.

ART. XVI.

1788

His Excellency the Vizier having obtained the consent of the Nawab of Furruckabad, to include his territories in this treaty; and agreed to make him a compensation for any losses he may sustain in his revenues, in consequence of having relinquished his claim to the collection of separate duties on the Decan, etc. cotton passing through his territories to the dominions of the company, and on the exports from the company's dominions; the territories of the said Nawab are included accordingly; and, as far as concerns the operation of this treaty, are to be considered in every respect upon the same footing as a province of the dominions of his Excellency the Vizier.

ART. XVII.

This treaty to be in force from the first of September next, corresponding with the twenty-ninth of Zehigé, one thousand two hundred and two Higeree, or sooner, if it can be ratified and exchanged before that period.

Ratified at Fort William, 25th July, 1788.

(L. S.)

CORNWALLIS.

47.

Convention entre le Roi Très-Chrétien et les Etats-Unis de l'Amérique, à l'effet de déterminer et fixer les fonctions et prérogatives des Consuls et Vice-Consuls respectifs.

(Acts passed at the I. Congress. Sess. II. p. 379. en Fr. et Angl.)

Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, et les Etats-Unis de l'Amérique, s'étant accordés mutuellement par l'article XXIX. du traité d'amitié et de commerce conclu entre eux, la liberté de tenir dans leurs Etats et ports respectifs, des Consuls et Vice-Consuls, agens et com-

Tom. IV.

Dd

missai.

1788 missaires, et voulant en conséquence déterminer et fixer d'une manière réciproque et permanente, les fonctions et prérogatives des Consuls et Vice-Consuls qu'ils ont jugé convenable d'établir de préférence, Sa Majesté Très-Chrétienne a nommé le Sieur Comte de Montmorin de St. Herent, Maréchal de ses camps et armées, chevalier de ses ordres et de la toison d'or, son conseiller en tous ses conseils, ministre et secrétaire d'état et de ses commandemens et finances, ayant le département des affaires étrangères; et les Etats-Unis ont nommé le Sieur Thomas Jefferson, citoyen des Etats-Unis de l'Amérique, et leur ministre plénipotentiaire auprès du Roi, lesquels après s'être communiqué leurs pleinpouvoirs respectifs sont convenu de ce qui suit:

ART. I.

Exequatur.

Les Consuls et Vice-Consuls nommés par le Roi Très-Chrétien et les Etats-Unis seront tenus de présenter leurs provisions selon la forme qui se trouvera établie respectivement par le Roi Très-Chrétien dans ses Etats, et par le Congrès dans les Etats-Unis. On leur délivrera sans aucuns frais l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et sur l'exhibition qu'ils feront du dit exequatur; les gouverneurs, commandans, chefs de justice, les corps tribunaux ou autres officiers ayant autorité dans les ports et lieux de leurs consulats les y feront jouir aussitôt et sans difficulté des prééminences, autorité, et privilèges accordés réciproquement, sans qu'ils puissent exiger desdits Consuls et Vice-Consuls aucun droit sous aucun prétexte quelconque.

ART. II.

Immunités des consuls.

Les Consuls et Vice-Consuls et les personnes attachées à leurs fonctions, savoir, leurs chanciers et secrétaires jouiront d'une pleine et entière immunité pour leur chancellerie et les papiers qui y seront renfermés. Ils seront exemts de tout service personnel, logement des gens de guerre, milice, guet, garde, tutèle, curatelle, ainsi que de tous droits, taxes, impositions et charges quelconques, à l'exception seulement des biens meubles et immeubles dont ils seraient propriétaires ou possesseurs, lesquels seront assujettis aux taxes imposées sur ceux de tous autres particuliers,

et

et à tous égards ils demeureront sujets aux loix du pays comme les nationaux. Ceux de dits Consuls et Vice-Consuls qui feront le commerce seront respectivement assujettis à toutes les taxes, charges et impositions établies sur les autres négocians. Ils placeront sur la porte extérieure de leurs maisons les armes de leur souverain, sans que cette marque distinctive puisse donner aux dites maisons le droit d'asile, soit pour des personnes, soit pour des effets quelconques. 1788

ART. III.

Les Consuls et Vice-Consuls respectifs pourront établir des agens dans les différens ports et lieux de leurs départemens où le besoin l'exigera; ces agens pourront être choisis parmi les négocians nationaux ou étrangers, et munis de la commission de l'un des dits consuls. Ils se renfermeront respectivement à rendre aux commercans, navigateurs et bâtimens respectifs tous les services possibles, et à informer le consul le plus proche des besoins des dits commercans, navigateurs et bâtimens, sans que les dits agens puissent autrement participer aux immunités, droits et privilèges attribués aux Consuls et Vice-Consuls, et sans pouvoir sous aucun prétexte que ce soit, exiger aucun droit ou émolument quelconque des dits commercans. Leurs Agens.

ART. IV.

Les Consuls et Vice-Consuls respectifs pourront établir une chancellerie où seront déposés les délibérations, actes et procédures consulaires, ainsi que les testamens, obligations, contrats et autres actes faits par les nationaux ou entr'eux, et les effets délaissés par mort ou sauvés des naufrages. Ils pourront en conséquence commettre à l'exercice de la dite chancellerie des personnes capables, les recevoir, leur faire prêter serment, leur donner la garde du sceau et le droit de sceller les commissions, jugemens et autres actes consulaires, ainsi d'y remplir les fonctions de notaire et greffiers du consulat. Leur chancellerie.

ART. V.

Les Consuls et Vice-Consuls respectifs auront le droit exclusif de recevoir dans leur chancellerie, ou à bord des bâtimens, les déclarations et tous les autres Jurisdic-tion volontaire.

1788 actes que les capitaines, patrons, équipages, passagers et négocians de leur nation voudront y passer, même leur testament et autres dispositions de dernière volonté, et les dispositions des dits actes dûment légalisés par les dits Consuls ou Vice-Consuls, et munis du sceau de leur consulat, seront foi en justice comme le feraient les originaux dans tous les tribunaux des états du Roi Très-Christien et des Etats-Unis. Ils auront aussi, et exclusivement, en cas d'absence d'exécuteur testamentaire curateur ou héritiers légitimes, le droit de faire l'inventaire, la liquidation et de procéder à la vente des effets mobiliers de la succession des sujets ou citoyens de leur nation qui viendront à mourir dans l'étendue de leur consulat. Il y procéderont avec l'assistance de deux négocians de leur dite nation, ou à leur défaut, de tout autre à leur choix et feront déposer dans leur chancellerie les effets et papiers des dites successions, sans qu'aucuns officiers militaires, de justice, ou de police du pays, puissent les y troubler, ni y intervenir de quelque manière que ce soit; mais les dits Consuls et Vice-Consuls ne pourront faire la délivrance, des successions et de leur produit aux héritiers légitimes, ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que les défunts auront pu avoir contractées dans le pays, à l'effet de quoi les créanciers auront droit de saisir les dits effets dans leurs mains, de même que dans celles de tout autre individu quelconque, et en poursuivre la vente jusqu'au paiement de ce qui leur sera légitimement dû, lorsque les dettes n'auront été contractées par jugement, par acte ou par billet dont la signature sera reconnue, le paiement ne pourra en être ordonné qu'en fournissant par le créancier caution suffisante et domiciliée de rendre les sommes indûment perçues, principal, intérêts et fraix; lesquelles cautions cependant demeureront dûment déchargées après une année, en tems de paix, et deux, en tems de guerre, si la demande en décharge ne peut être formée avant ces délais contre les héritiers qui se présenteront. Et afin de ne pas faire injustement attendre aux héritiers les effets du défunt, les Consuls et Vice-Consuls feront annoncer sa mort dans quelqu'une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur consulat, et qu'ils retiendront les dits effets sous leurs mains

mais pendant quatre mois, pour répondre à toutes les demandes qui se présenteront : et ils seront tenus, après ce délai, de délivrer aux héritiers l'excédant du montant des demandes qui auront été formées. 1788

ART. VI.

Les Consuls et Vice-Consuls respectifs recevront les déclarations, protestations et rapports de tous capitaines et patrons de leur nation respective pour raison d'avaries essuyées à la mer, et ces capitaines et patrons remettront dans la chancellerie des dits Consuls et Vice-Consuls les actes qu'ils auront faits dans d'autres ports pour accidens qui leur seront arrivés pendant leur voyage. Si un sujet du Roi Très-Chrétien et un habitant des Etats-Unis, ou un étranger sont intéressés dans la dite cargaison, l'avarie sera réglée par les tribunaux du pays, et non par les Consuls et Vice-Consuls, mais lorsqu'il n'y aura d'intéressés que les sujets ou citoyens de leur propre nation, les Consuls ou les Vice-Consuls respectifs nommeront des experts pour régler les dommages et avaries. Cas d'avaries.

ART. VII.

Dans le cas où, par tempête ou autres accidens, des vaisseaux ou bâtimens Français échouèrent sur les côtes des Etats-Unis et des vaisseaux et bâtimens des Etats-Unis échouèrent sur les côtes des Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne, le Consul ou le Vice-Consul, le plus proche du lieu du naufrage, pourra faire tout ce qu'il jugera convenable, tant pour sauver le dit vaisseau ou bâtiment, son chargement et appartenances, que pour le magasinage et la sûreté des effets sauvés et marchandises. Il pourra en faire l'inventaire, sans qu'aucuns officiers militaires, des douanes, de justice ou de police du pays, puissent s'y immiscer autrement que pour faciliter aux Consuls et Vice-Consuls, capitaine et équipage du vaisseau naufragé ou échoué, tous les secours et faveurs qu'ils leur demanderont, soit pour la célérité et la sûreté du sauvetage et des effets sauvés, soit pour éviter tous désordres. Pour prévenir même toute espèce de conflit et de discussion dans les dits cas de naufrage, il a été convenu que lorsqu'il ne se trouvera pas de Consul ou Vice-Consul pour faire travailler au sauvetage, ou que

1788

la résidence du dit Consul ou Vice-Consul, qui ne se trouvera pas sur le lieu du naufrage, sera plus éloignée du dit lieu que celle du juge territorial compétent, ce dernier fera procéder sur le champ avec toute la célérité, la sûreté et les précautions prescrites par les lois respectives, sauf au dit juge territorial à se retirer, le Consul ou Vice-Consul survenant, et à lui remettre l'expédition des procédures par lui faites, dont le Consul ou Vice-Consul lui fera rembourser les frais, ainsi que ceux du sauvetage. Les marchandises et effets sauvés devront être déposés à la douane ou autre lieu de sûreté le plus prochain avec l'inventaire qui en aura été dressé par le Consul ou Vice-Consul, ou en leur absence par le juge qui en aura connu pour les dits effets et marchandises être ensuite délivrés après le prélèvement des frais, et sans forme de procès, aux propriétaires, qui, munis, de la mainlevée du Consul ou Vice-Consul le plus proche, les réclameront par eux-mêmes, ou par leurs mandataires soit pour réexporter les marchandises, et dans ce cas elles ne payeront aucune espèce de droits de sortie, soit pour les vendre dans le pays, si elles n'y sont pas prohibées; et dans ce dernier cas les dites marchandises se trouvant avariées, on leur accordera une modération sur les droits d'entrée, proportionné au dommage souffert, lequel sera constaté par le procès verbal dressé lors du naufrage ou l'échouement.

ART. VIII.

Police
sur les
bâti-
mens.

Les Consuls ou Vice-Consuls exerceront la police sur tous les bâtimens de leurs nations respectives, et auront à bord des dits bâtimens tout pouvoir et juridiction en matière civile dans toutes les discussions qui pourront y survenir; ils auront une entière inspection sur les dits bâtimens, leurs équipages et les changemens et remplacements à y faire, pour quel effet ils pourront se transporter à bord des dits bâtimens toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire; bien entendu que les fonctions ci-dessus énoncées seront concentrées dans l'intérieur des bâtimens, et qu'elles ne pourront avoir lieu dans aucun cas qui aura quelque rapport avec la police des ports où les dits bâtimens se trouveront.

ART.

ART. IX.

1788

Les Consuls et Vice-Consuls pourront faire arrêter les capitaines, officiers, mariniers, matelots et toutes autres personnes faisant partie des équipages des bâtimens de leurs nations respectives qui auraient déserté des dits bâtimens, pour les renvoyer et faire transporter hors du pays. Anquel effet les dits Consuls et Vice-Consuls s'adresseront aux tribunaux, juges et officiers compétens et leur feront, par écrit, la demande des dits déserteurs, en justifiant par l'exhibition des régitres du bâtiment ou rôle d'équipage, que ces hommes faisaient partie des susdits équipages. Et sur cette demande, ainsi justifiée, sauf toutefois la preuve contraire, l'extradition ne pourra être refusée, et il sera donné toute aide et assistance aux dits Consuls et Vice-Consuls pour la recherche, saisie et arrestation des susdits déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à leur réquisition et à leurs frais, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé occasion de les renvoyer. Mais s'ils n'étaient renvoyés dans le délai de trois mois à compter du jour de leur arrêt, ils seront élargis, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Arrêter les déserteurs.

ART. X.

Dans le cas où les sujets ou citoyens respectifs auront commis quelque crime ou infraction de la tranquillité publique, ils seront justiciables des juges du pays.

Crimes.

ART. XI.

Lorsque les dits coupables seront partie de l'équipage de l'un des bâtimens de leur nation, et se seront retirés à bord des dits navires, ils pourront y être saisis et arrêtés par l'ordre des juges territoriaux: ceux-ci en préviendront le Consul ou le Vice-Consul, lequel pourra se rendre à bord s'il le juge à propos: mais cette prévenance ne pourra en aucun cas retarder l'exécution de l'ordre dont il est question. Les personnes arrêtées ne pourront ensuite être mises en liberté qu'après que le Consul ou Vice-Consul en aura été prévenu, et elles lui seront remises, s'il le requiert, pour être reconduites sur les bâtimens où elles auront été arrêtées ou autres de leur nation, et être renvoyées hors du pays.

Criminels, réfugiés sur les vaisseaux.

1788

Juri-
diction
civile
conten-
tieuse,

ART. XII.

Tous différens et procès entre les sujets du Roi Très-Chrétien dans les Etats-Unis, ou entre les citoyens des Etats-Unis dans les Etats du Roi Très-Chrétien, et notamment toutes les discussions relatives aux salaires et conditions des engagemens des équipages des bâtimens respectifs, et tous différens de quelque nature qu'ils soient, qui pourraient s'élever entre les hommes des dits équipages, ou entre quelques uns d'eux, et leurs capitaines ou entre les capitaines de divers bâtimens nationaux, seront terminés par les Consuls et Vice-Consuls respectifs, soit par un renvoi par-devant des arbitres, soit par un jugement sommaire, et sans frais. Aucun officier territorial, civil ou militaire ne pourra y intervenir, ou prendre une part quelconque à l'affaire, et les appels de dits jugemens consulaires seront portés devant les tribunaux de France ou des Etats-Unis qui doivent en connaître.

ART. XIII.

Tribu-
naux de
com-
merce.

L'utilité générale du commerce ayant fait établir dans les Etats du Roi Très-Chrétien des tribunaux et des formes particulières pour accélérer la décision des affaires de commerce, les négocians des Etats-Unis jouiront du bénéfice de ces établissemens et le Congrès des Etats-Unis pourvoira de la manière la plus conforme à ses loix, à l'établissement des avantages équivalens en faveur des négocians Français pour la prompte expédition et décision des affaires de la même nature.

ART. XIV.

Services
per-
son-
nels.

Les sujets du Roi Très-Chrétien et les citoyens des Etats-Unis, qui justifieront authentiquement être du corps de la nation respective, jouiront en conséquence de l'exemption de tout service personnel dans le lieu de leur établissement.

ART. XV.

Avanta-
ges ul-
time-
rieurs
accor-
des à
d'autres
Consuls

Si quelqu'autre nation acquiert, en vertu d'une convention quelconque, un traitement plus favorable relativement aux prééminences, pouvoirs, autorité et privilèges consulaires, les Consuls et Vice-Consuls du Roi Très-Chrétien ou des Etats-Unis, réciproquement y par-

y participeront, aux termes stipulés par les articles 1788
deux, trois et quatre, du traité d'amitié et de commerce
conclu entre le Roi Très-Chrétien et les Etats-Unis.

ART. XVI.

La présente convention aura son plein effet pen- Pour
dant l'espace de douze ans à compter du jour de 12 ans.
l'échange des ratifications, lesquelles seront données
en bonne forme et échangées de part et d'autre dans
l'espace d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous Ministres Plénipotentiaires,
avons signé la présente convention, et y avons fait
apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 14. Novembre, mil sept cent
quatre-vingt-huit.

(L. S.) TH. JEFFERSON.

48.

Convention sur la prolongation du Traité de 1789
Commerce entre Sa Maj. le Roi de France et 17. Mars
la ville de Hambourg, conclue à Hambourg
le 17. Mars 1789.

(D'après l'imprimé qui a paru séparément in 4. à
Hambourg et se trouve dans ANDERSON Sammlung
Hamb. Verordnungen B. III. St. 1. p. 23.)

Le Traité de Commerce subsistant entre la France
et la ville de Hambourg étant au moment d'expirer,
et les Bourg-Mestres et Sénat de ladite ville ayant fait
parvenir au Roi leur desir d'en obtenir le renouvelle-
ment, Sa Majesté a d'autant plus volontiers accueilli
cette demande qu'Elle prend un intérêt véritable à la
prospérité de la ville de Hambourg.

En conséquence Sa Majesté a nommé le Sienr
Chevalier de Bourgoing, Chevalier des Ordres de St.
Louis et de St. Lazare, Son Ministre Plénipotentiaire

D d 5

près

1789 près des Princes et Etats du Cercle de la Basse-Saxe, pour conférer avec les Sieurs, G. Sillein, Sindic, et J. P. de Sprekelsen, J. S. Westphalen, C. W. Poppe, Sénateurs, Députés de la ville de Hambourg, et pour convenir du renouvellement du Traité dont il s'agit; et les dits Ministre Plénipotentiaire et Députés s'étant réciproquement communiqué leurs pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

ART. I.

Renou-
vell. d.
Traité
de 1769.

Le Traité de Commerce signé le 1. Avril 1769. est renouvelé en tous les points et Articles, sauf les dérogations congnées dans les Articles suivans, et il continuera à être en vigueur durant l'espace de vingt années à compter du premier Avril de la présente année.

ART. II.

Liberté
du pa-
villon
neutre.

Le Roi voulant donner une marque particulière de Sa bienveillance à la ville de Hambourg, promet de faire jouir le pavillon Hambourgeois, en tems de guerre, à l'égard des marchandises ennemies, de la même liberté dont jouissent les pavillons des nations les plus favorisées du Nord, et de suivre à l'égard de la navigation Hambourgeoise les Réglemens qui sont stipulés avec ces mêmes Nations, et nommément avec l'Empire de Russie, S. M. Très-Chrétienne déclarant en outre que toutes les faveurs qu'Elle pourra accorder dans la suite à cet égard à aucunes de ces Nations seront communes à la ville de Hambourg.

ART. III.

En Echange le Sénat de Hambourg s'engage de remplir de son côté toutes les stipulations du Traité de 1769. qui sont à sa charge, et nommément de veiller à la fidèle exécution des Tarifs y annexés.

ART. IV.

Vente
de con-
noisse-
mens
Fran-
çois.

Dans le cas où il s'élèverait des contestations au sujet de la vente de connoissemens des marchandises venant de France pratiquée à Hambourg, il est convenu que ces ventes ne seront reconnues valables en justice qu'autant que l'acheteur sur la requisition faite par le Ministre de Sa Majesté du Sénat de Hambourg
aura

aura déclaré par un serment solennel qu'il a fourni réellement et effectivement le prix des dites marchandises, et qu'ainsi non seulement la vente n'est pas simulée, mais aussi que le vendeur en a touché la valeur. 1789

ART. V.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté Très-Chrétienne et par le Sénat de Hambourg dans l'espace de quatre semaines ou plutôt si faire se peut. Ratification.

En foi de quoi Nous soussignés Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté et Députés du Sénat de la ville de Hambourg; en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

A Hambourg le dix sept Mars mil sept cent quatre vingt neuf.

(L. S.) *Le Chevalier DE BOURGOING.*

G. SILLEEN,
Sindic.

J. P. DE SPERKELSEN,
Sénateur.

(L. S.)

(L. S.)

J. S. WESTPHALEN,
Sénateur.

C. W. POPPE,
Sénateur.

(L. S.)

(L. S.)

(La ratification de la part du Roi est datée du 6. Avril 1789. celle de la ville de Hambourg du 20. Avril de la même année.)

49.

1789 *Déclaration de la Cour Impériale de Russie*
 6. May. *concernant le commerce neutre dans la Bal-*
tique; donnée à St. Pétersbourg le
6. May 1789.

(*Nouvelles extraordinaires 1789. n. 44 suppl. et se trouve
 en allemand dans Hist. Pol. Magazin T. V. p. 730.*)

Depuis le commencement de la guerre injuste, qui a été suscitée à la Russie par le Roi de Suède, l'Impératrice a pris constamment à tâche de maintenir, de son côté, le Commerce et la Liberté du Pavillon Neutre dans la Baltique; et Elle se flatte d'avoir donné jusqu'ici à toutes les Nations commerçantes, qui trafiquent dans cette mer, les preuves les plus convaincantes de la protection efficace, sur la quelle elles ont à se reposer de sa part: Mais voyant cette guerre prolongée malgré Elle, Sa Majesté a jugé à propos, de manifester encore ses intentions à cet égard par une Déclaration qui fût propre d'ajouter à la confiance, qu'Elle croit avoir déjà inspirée aux dites Nations, et de les engager à se livrer sans hésitation, ni crainte, à toutes leurs entreprises de Commerce dans ces parages. En conséquence S. M. Impériale fait sçavoir à tous ceux appartiendra: que les ordres les plus stricts ont été donnés aux Commandants de ses Forces Maritimes dans la Baltique, d'accorder la protection la plus décidée à tous les Vaisseaux Marchands, qui durant la Guerre viendront visiter cette Mer; de n'opposer aucune entrave ni obstacle à leur navigation, pour quelque Port de la Baltique qu'elle puisse avoir été dirigée, et de leur prêter même en cas de besoin, tous les secours et toute l'assistance, qui sera en leur pouvoir, en exceptant seulement de ce nombre les bâtimens marchands, qui viendront porter des munitions de Guerre aux Ennemis de la Russie, attendu que celles-ci; selon l'usage universellement reçu, sont envisagées comme Contrebande et susceptibles de Confiscation.

Des

Des assurances aussi solennelles, et auxquelles l'Impératrice ne permettra pas qu'il soit jamais dérogé ni porté la moindre atteinte par ses Officiers, suffiront pour déraciner jusqu'à l'ombre de méfiance qui pourrait encore subsister dans les esprits, touchant la sûreté de cette navigation; et Sa Majesté Imp. s'attend, que toutes les Nations Neutres continueront sans exception de vaquer à leurs affaires dans la Baltique avec la même sécurité, qu'ils étaient accoutumés de faire avant la rupture entre la Russie et la Suède.

Fait à St. Pétersbourg ce 6. May 1789.

50.

Actes relatifs au rétablissement de la paix et de la neutralité entre la Danemarck et la Suède. 1788
9. Oct.

g.

Armistices.

1.

Armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse, Commandant en Chef des Troupes Auxiliaires de Danemarck: conclu sous la médiation de Mr. Elliot, Ministre Britannique. Signé le 9. Oct. 1788.

(Nouv. Extraord. 1788. n. 91. v. EGGER'S Denkw. II. p. 156.)

ART. I.

L'armistice durera huit jours, à compter de ce jour-d'hui, 9. Octobre entre 9. et 10. heures du soir, jusqu'au 16. à la même heure inclusivement. Rép. Oui; et il pourra être prolongé, aussitôt que Sa Maj. Suédoise le trouvera à propos.

ART. II.

Les troupes sous les ordres de Son Alt. le Prince de Hesse restent dans les Districts, qu'elles occupent à pré-

1788 à présent, entre Amol, Wänersbourg, et Kongelf; et elles ne s'étendront pas plus loin. Pendant l'armistice ces troupes n'entreprendront point d'hostilités, comme aussi il ne sera fait aucune démarche hostile contre les troupes de Danemarck, du côté de celles de Suède. *Rép. Oui.*

ART. III.

Sa Maj. le Roi de Suède s'engage, de son côté, d'expédier incessamment par des Couriers à ses troupes nationales l'ordre de cesser toutes les entreprises contre les troupes aux ordres du Prince de Hesse aussitôt que S. A. aura reconnu la Convention comme conclue. *Rép. J'ai envoyé ce matin un Courier au Lieutenant-Général de Krogh, afin de retirer d'abord les troupes qui étaient entrées dans la Samtlande.*

ART. IV.

Pour éviter tout mal-entendu et toute explication ultérieure, l'on entend par la Présente, que tout ce qui pourrait être arrivé en attendant, excepté les Districts mentionnés dans l'Art. II, de la présente Convention, en vertu des ordres donnés avant ce jourd'hui, ne sera point regardé comme une contravention à la présente Convention. *Rép. Cela s'entend.*

ART. V.

L'isle de Hislingen sera regardée comme territoire neutre, où l'on ne pourra envoyer des troupes de part ni d'autre, excepté les Pointes les plus proches de Gothenbourg, que les Suédois ont occupées. *Rép. Je ferai aussi garnir par un Piquet la Pointe la plus proche de Bohus.*

ART. VI.

Comme cette convention n'est pas formellement signée, l'observation de son contenu dépendra uniquement de la bonne foi des deux Parties belligérantes; et elle n'en sera pas moins obligatoire des deux côtés, aussitôt que Mr. Elliot, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne etc. se trouvera à même de pouvoir assurer réciproquement, qu'elle a été agréée de part et d'autre. A Gothenbourg, le 9. Octobre 1788.

Pagré

J'agréé et accepte la présente Convention avec
les Notes, qu'y a ajoutées mon Beau-Frère et Cousin,
le Prince Charles de Hesse; et j'ordonnerai aux Com-
mandants de mes troupes de l'observer ponctuellement.

1788

Signé: GUSTAVE.

*Je ferai observer cette Convention avec toute la
fidélité possible par les troupes que j'ai l'honneur de
commander. Bohus le 9. Octobre 1788.*

Signé: CHARLES Prince de Hesse.

2.

*Seconde Convention portant Cessation d'ho- 16. Oct.
stilité entre Sa Majesté le Roi de Suède et
les troupes sous les ordres de S. A. S. le
Prince Charles de Hesse: Signé
le 16. Oct. (Ibid.)*

ART. I.

La convention du 9. Octobre servira de base à la
présente.

ART. II.

La présente convention s'étendra aussi sur Mer.

ART. III.

Il a été convenu, que le présent Armistice et
Cessation d'hostilités entre le Roi de Suède et les
Troupes sous le Feld-Maréchal Prince de Hesse durera
4 semaines; sçavoir, depuis le Jendi 16. Octobre à mi-
nuit jusqu'au Jendi, le 13. Novembre prochain, à minuit.

ART. IV.

Pour mieux entendre l'Art. V. de la Convention
du 9. Oct. le Prince de Hesse continuera toujours de
rester en possession du District, qui est déjà occupé par
les troupes sous ses ordres et où il n'y a point de
Postes Suédois. Le Glastord en fera la séparation de-
puis les Frontières de Norwègue, jusqu'à son embou-
chure dans le Lac de Wäner.

ART.

1788

ART. V.

Comme une suite de l'Armistice étendu sur Mer, le Prince de Hesse s'engage à ne pas se servir de la navigation sur l'Elfsförd et le Götthaelf pour des Approvisionnemens Militaires ou de quelque autre façon. Il sera observé, de la part du Roi, une réciprocité parfaite à l'égard de tout ce qui est Munition, tandis que l'on réserve une liberté parfaite de la navigation sur le Götthaelf et l'Elfsförd, en faveur de tous les Sujets de S. M. le Roi de Suède, tant de ceux qui demeurent dans les Pays, où il se trouve des troupes étrangères, que des autres habitans des Provinces, qui ont coutume de faire le commerce sur ces rivières.

ART. VI.

Comme l'isle de Hisingen est déjà considérée sur le pied d'un territoire neutre, il n'y sera point levé de contribution en argent ou en fourrages par les troupes sous les ordres du Prince de Hesse.

ART. VII.

Vu que l'on est convenu ainsi d'un Armistice par terre et par mer, le Prince de Hesse, par une suite nécessaire de cette convention, s'engage à laisser aux habitans la libre jouissance de la pêche du Hareng, à ne les point y troubler, et à ne leur point causer des frais ni de l'inquiétude dans cette partie de leur économie, aussi longtems que dure l'Armistice.

ART. VIII.

Aussitôt que la présente convention aura été conclue, il sera expédié le plus promptement possible des couriers aux Commandans des troupes par mer et par terre, avec l'ordre d'observer ponctuellement tous les Articles de la présente suspension des hostilités.

ART. IX.

Comme les Articles de la présente suspension des hostilités ont été projetés par un effet de la médiation de Mr. Elliot Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. Britannique à la Cour de Danemarck, toute explication, dont le cas pourrait exister relativement à l'observation de cette convention, sera laissée à la décision de la Cour Britannique.

ART.

ART. X.

1788

Le Prince Charles de Hesse aura pour ses courriers c'est-à-dire pour ceux de l'Armée qu'il commande, un passage libre sur les terres de Suède par Helsingbourg à Copenhague.

J'agréé la présente convention; et j'ordonnerai à mes commandans par mer et par terre de s'y conformer avec la plus scrupuleuse exactitude.

A Gothenbourg à 8 heures du soir, le 16. Octobre 1788.

Signé: GUSTAVE.

(Le Prince Charles de Hesse signa cette seconde convention le même soir du 16. Octobre à 6 heures, dans son quartier à Kongelf.)

3.

Articles du troisième Armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse, Commandant en Chef des Troupes auxiliaires de Danemarc, conclu sous la garantie des Cours de Londres et de Berlin. Signée le 5. Nov. 1788.

(Nouv. Extraord. 1788. n. 103. et dans *EGGERS Denkwürd.* II. 166 fr.)

ART. I.

L'Armistice, subsistant entre les Forces de terre et de mer de S. M. le Roi de Suède et celles, qui sont sous les ordres du Prince de Hesse, sera prolongé durant six mois, en vertu de la Présente, à compter de l'expiration de celui qui subsiste actuellement.

ART. II.

Pendant toute la durée de l'Armistice, il ne sera commis aucunes hostilités ni voyes de fait, de la part des Forces de terre et de mer de S. M. Danoise, sous le nom de Troupes Auxiliaires, contre les Provinces ou les Sujets de la Suède; et à cet égard il sera observé une réciprocité parfaite de la part des Forces de terre et de mer du Roi de Suède envers les Provinces et Sujets du Roi de Danemarc.

Tom. IV.

Et

ART.

1788

ART. III.

Son Alt. le Prince de Hesse donnera les ordres les plus convenables, pour que durant l'Armistice aucun Militaire Danois ne passe les Frontières de la Norwègue, à moins qu'ils n'y soient autorisés par un Passeport de l'Officier Civil ou Militaire, auquel Sa Maj. Suédoise aura confié l'exercice de son autorité sur les Confinis. Le Roi de Suède fera parreillement donner les ordres les plus convenables, pour qu'aucun Militaire Suédois, ne se rende, durant l'Armistice de la Suède dans la NorwègueDanoise, sans être pourvu d'un pareil Passeport.

ART. IV.

Sa Maj. Suédoise agréee, que les Malades, qui après la sortie du Prince de Hesse pourraient rester en Suède, soient traités avec la considération due à leur état, et qu'il soit nommé par le Prince de Hesse quelques officiers, pour y prendre garde et diriger leur retour en Norwègue aussitôt qu'ils seront en état d'y être transportés. (*Addition du Prince de Hesse*) ils seront transportés à mes frais; comme aussi le service du transport, qu'on demandera pour eux, viendra à mon compte.

ART. V.

Tous les Prisonniers seront relâchés, de part et d'autre, aussitôt que possible. (*Addition du Prince de Hesse*) Oui; mais ils ne serviront point dans cette Guerre contre Sa Maj. l'Impératrice de Russie, ni contre ses hauts Alliés.

Et comme toutes hostilités ont cessé entre les Troupes de S. M. Suédoise et celles sous les ordres du Prince de Hesse, et qu'ainsi la tranquillité est rétablie par mer et par terre; les deux Royaumes de Suède et de Danemarç seront considérés comme étant dans la Paix la plus parfaite l'un envers l'autre, pendant tout le tems que durera le présent Armistice; et dans le cas qu'une des Hautes Parties Contractantes eût à l'avenir dessein de reprendre les hostilités à l'issue du présent Armistice, elle sera tenuë d'en avertir préalablement 40. jours auparavant.

ART. VI.

Cet Armistice sera garantie dans tous ses Points par les Cours de Berlin et de Londres.

Fait à Uddewalla, le 5. Novembre 1788. à 9. heures du soir.

b.

*Actes portant déclaration de neutralité pour le 1789
Danemarc 1789 *).* 6. Juill.

(Hist. Pol. Magazin T. VI. p. 64. Polit. Journal
1789. p. 859.)

1.

*Memoire des ministres des cours alliées, de
Londres, de Berlin et de la Haye au ministre
comte de Bernstorff en date du 6. Juillet 1789.*

Mein Herr!

Im verwichenen April Monathe wandten wir uns, im
Nahmen unferer Souverains, an Ew. Excellenz, um
Se. Majestät, den König von Dännemark, durch freund-
E e 2 schaft-

- *) Par la précédente convention du 5. Nov. 1788. l'armistice fut prolongé pour six mois. Dans cet espace de temps les cours de Londres et de Berlin et les Prov. Unies s'efforcèrent d'engager le Danemarc à se declarer neutre. La cour de Berlin avait déjà fait faire une sorte de déclaration verbale à Copenhague par son ministre le comte de Ruedes au mois de Octobre 1788 (voyez: memoires sur la Campagne de 1788 en Suède par le Prince Charles de Hesse) et renouvela ces representations dans la suite. Le ministre d'Angleterre M. Elliot remit au comte de Bernstorff au mois d'Avril 1789 une declaration en forme de lettre (qu'on trouve dans H. Pol. Mag. T. V. p. 736.) et de même les Etats-Généraux firent remettre une déclaration au comte de Bernstorff par Mr. van der Goes leur Envoyé extraordinaire (Hist. Pol. Magazin T. V. p. 742.) tandis que la Cour de Russie, par une Note que Mr. de Krüdner Envoyé de l'Impératrice à Copenhague remit au C. de Bernstorff, tacha de refuter les argumens des allies. Toutefois le Danemarc demanda à la Russie la permission de se declarer neutre, et l'ayant obtenue peu de jours après que la susdite trêve s'était écoulée, le Danemarc sur la representation des trois cours allies, placée ci-dessus, donna la déclaration du 9. Juillet qui suit. J'ai cru que d'après le but du présent recueil je devais me borner à donner ces deux dernières, qui ont force de convention, sans avoir la forme.

1789

schaftliche Mittel zu bewegen, bey den nordischen Unruhen eine vollkommene und uneingeschränkte Neutralität zu beobachten, und dadurch der Ausbreitung von Feindseligkeiten zuvor zu kommen, welche die Wiederherstellung eines dauerhaften und wohlgegründeten Friedens erschweren würde. Ew. Excellenz antworteten uns damahls im Namen des Königs, daß S. Majestät keine entscheidende Antwort geben könnten, ehe Sie sich nicht mit Ihrer Majestät, der Kaiserinn, Ihrer Alliirten, verstanden hätten, und daß zu diesem Ende sogleich ein Courier nach Petersburg abgefertiget werden sollte. Da nun dieser Courier wieder zurück ist: so nehmen wir uns die Freyheit, uns von neuem an Ew. Excellenz zu wenden, und Sie zu bitten, uns die Entschlüsse Ihres Hofes mitzutheilen. Wir vertrauen uns, uns zu schmeicheln, daß Sie den Wünschen unserer Souverains ein Genüge thun und selbige einer uneingeschränkten und vollkommenen Neutralität von Seiten Seiner Majestät, des Königs von Dänemark, versichern werden. Wir haben die Ehre zu seyn etc.

ELLIOT.

ARNIM.

VAN DER GOES.

2.

9. Juill. *Reponse du Comte de Bernstorff au précédent memoire donnée en date du 9. Juillet 1789.*

Der König, mein Herr, der seinen Verbindungen und seiner Liebe zum Frieden, so wie seinen beständigen Wünschen für das allgemeine Wohl, gleich treu bleibt, hat es sich nicht erlauben können, die geheiligten Stipulationen eines Defensivtractats unerfüllt zu lassen, ohne dazu die Genehmigung der Macht erhalten zu haben, die das unwidersprechliche Recht hat, sie zu reclamiren. Se. Majestät haben sich also mit Rußland über das Verlangen einverstanden müssen, welches die Minister der Könige von Großbritannien und Preussen, und der Generalstaaten der vereinigten Provinzen, die bey Dero Person accreditirt sind, Ihnen im Nahmen ihrer Souverains zu erkennen gegeben haben, daß
Höchst-

1789

Höchstieselben geruhen möchten, in dem gegenwärtigen Kriege, der die Ruhe unglücklicher Weise stört, eine vollkommene und uneingeschränkte Neutralität zu Wasser und zu Lande zu beobachten. Diese Neutralität streitet im Grunde nicht gegen die Ueberlassung eines gewissen Beystandes, der in einem Tractat festgesetzt worden, welcher bloß eine gemeinschaftliche Vertheidigung zum Gegenstande hat; indessen haben Se. Majestät in der Freundschaft und Mälsigung Ihrer Majestät, der Kaiserinn aller Reussen, eine Unterstützung der Ihrigen gefunden; und überzeugt mit Höchstderoelben, daß die Schritte der drey vereinigten Höfe durch den allgemeinen Wunsch des Friedens geleitet werden, geben Höchstieselben Dero Zustimmung, während der Dauer der gegenwärtigen Unruhen im Norden eine solche Neutralität zu beobachten, als man sie Höchstdemselben vorgeschlagen hat. Aber Sie hoffen und verlangen auch von Ihrer Seite, daß diese drey erhabenen Höfe, zu einer gerechten und natürlichen Erwiderung gleicher Grundsätze und Gesinnungen, ebenfalls eine vollkommene und uneingeschränkte Neutralität in Betreff der Nordischen Angelegenheiten, in eben diesem Zeitpuncte beobachten und beybehalten, damit ihre gemeinschaftliche Bemühungen die Wiederherstellung eines Friedens beschleunigen, der einzig und allein der Gegenstand von Dero Wünschen ist.

Der Unterzeichnete hat die Ehre, diese Erklärung des Königs, seines Herrn, den dreyen Ministern der vereinigten Höfe, zur Beantwortung ihrer gemeinschaftlichen Note vom 6ten dieses, zuzustellen, und Sie zu bitten, selbige an Ihre Souverains gelangen zu lassen.

Kopenhagen den 9ten Julius 1789.

BERNSTORFF.

51.

1789 *Traité perpétuel d'amitié et de commerce conclu en 1756 entre Sa Maj. le Roi de Danemarc et de Norvège etc. etc. et la Sérénissime république de Gènes, confirmé et rectifié en 1789, dans lequel a été inferé l'accord pour l'extradition réciproque des malfaiteurs et déserteurs.*

30. Juill.

(*D'après l'imprimé qui en a paru à Copenhague 1791 in 8. en François, Danois et Allemand.*)

Sa Majesté le Roi de Danemarc et de Norvège etc. etc. et la Sérénissime république de Gènes, désirant resserrer de plus en plus l'amitié qui subsiste entre Elles, et étendre les laisons de commerce entre Leurs Sujets respectifs, sont convenus par une correspondance confidentielle de confirmer Leur traité perpétuel d'amitié et de commerce de 1756; d'en rédiger les divers points et articles dans un ordre plus clair, d'en fixer le sens d'une manière précise, et d'y inferer l'accord entre Eux formé pour l'extradition réciproque des Malfaiteurs et Déserteurs. En conséquence Sa Majesté Danoise et la Sérénissime République de Gènes ont muni Leurs Plenipotentiaires respectifs, savoir: le Roi de Danemarc, le Sieur Carl Friedrich von Hellfried, Son Conseiller d'état actuel, et la Sérénissime République de Gènes, le Sieur Marquis Jerome Durazzo, Noble Gênois, des pleinpouvoirs nécessaires, et les dits ministres, après se les être communiqués, et après avoir discuté le sens et l'esprit des articles du Traité de 1756, les ont rédigés dans l'ordre et la forme comme ces mêmes conventions se trouvent disposées dans le présent Traité.

ART. I.

Paix et
amitié.

Il continuera d'exister pour toujours une amitié étroite et une paix stable entre Sa Majesté le Roi de Danemarc et de Norvège etc. etc. Ses Successeurs et Heri.

Héritiers d'une part, et la Sérénissime République de 1789
Gênes de l'autre.

ART. II.

Il y aura pour le futur comme par le passé, entre les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes une libre communication, commerce et échange réciproque tant par terre que par mer; Leurs vaisseaux pourront aborder dans tous les Ports et Havres de la Domination respective, dont l'accès n'est pas interdit aux autres Nations les plus amies et les plus favorisées; et toutes les fois que les passeports seront nécessaires aux Bâtimens, ou aux Individus, ils leurs seront accordés sans difficulté. Ils y pourront porter, vendre et acheter, sans restriction, toutes les marchandises dont l'introduction, ou l'extraction, n'est pas prohibée par les loix de l'un ou de l'autre País; ni à leur arrivée, ni à leur départ, il sera exigé, tant des vaisseaux, que des marchandises, d'autres droits que ceux qui sont ou acquités par les autres nations les plus favorisées, suivant les ordonnances générales des lieux respectifs; Non seulement la carenne et le radoub des vaisseaux sera permis dans les Ports de la domination respective des deux Parties Contractantes; mais les Gouvernemens leur prêteront encore tous les secours et toutes facilités, que des cas extraordinaires pourraient exiger.

ART. III.

En vertu de la bonne intelligence, qui doit continuer de subsister entre Sa Majesté Danoise et la Sérénissime République de Gênes, les vaisseaux de guerre d'une des Hautes Parties Contractantes pourront librement entrer et séjourner respectivement dans les Ports et Havres de l'autre Puissance. Ces Vaisseaux y trouveront, et l'accueil, et la considération, que se doivent réciproquement deux Nations amies. On leur facilitera tous les secours, dont ils pourraient avoir besoin, soit pour radoub des vaisseaux, soit en rafraichissemens, vivres et provisions, soit pour logemens et autres soulagemens de malades dans les équipages etc. etc. De même les Chefs et Commandans de ces vaisseaux doivent observer par eux mêmes, et faire observer par tous ceux, qui sont à leurs ordres, sans exception de personne, une conduite régulière et

1789 décente, et l'obéissance à toutes les loix territoriales pour autant qu'elles peuvent avoir rapport à Eux. Dans tous les cas de contravention les Chefs et Commandans des vaisseaux de guerre d'une des Hautes Parties Contractantes, sejournants dans les Ports de l'autre, remédieront promptement et de bonne foi aux desordres, qui pourraient être commis par les équipages, ou autres personnes sous leurs ordres, au premier avis, même indirect, qui leur en serait donné, et encore plus à la première plainte qui leur en serait portée.

Ces vaisseaux de guerre ne pourront jamais entrer et s'arrêter dans les Ports respectifs en tel nombre, qu'ils puissent donner aucun ombrage, c'est à dire, qu'ils ne pourront pas être au de là de trois, à moins que les Hautes Parties Contractantes n'en fussent autrement convenues d'avance, pour quelque cas particulier.

Si une tempête, ou un besoin urgent de prompt secours en vivres ou autrement, forçat un plus grand nombre de vaisseaux de guerre d'une des Puissances Contractantes à se réfugier et à aborder dans les Ports de l'autre Puissance, le Commandant en Chef donnera non seulement part immédiate au Gouvernement du motif indispensable de son arrivée avec un plus grand nombre de vaisseaux; mais encore, dès qu'il sera en état de reprendre la mer, après s'être radoubé ou pourvu du nécessaire, il devra repartir du Port de refuge, on n'y laisser que trois vaisseaux. Par l'observation du bon ordre, et par le maintien de la juste autorité des Gouvernemens, que les Puissances Contractantes ont également en vue dans la confirmation actuelle de Leurs anciennes conventions amicales, Sa Majesté le Roi de Danemarck et de Norvège etc. etc. et la Sérénissime République de Gènes, entendent très-spectieusement l'extradition réciproque de Malfaiteurs, Déferteurs et Transfuges, qui, on pour se soustraire à la justice, on pour abandonner le service d'un des Etats Contractans, auraient passé dans les territoires, on sur les vaisseaux et bâtimens, tant de guerre que de commerce, de l'autre Puissance; en conséquence de quoi les deux Hautes Parties Contractantes ont stipulé entre Elles, que si quelque Malfaiteur, ou Criminel, quelque Esclave et Forçat (*Buonavoglia*) ou quelque Déferteur des troupes et milices du Pais et
du

du Port d'une des Puissances contractantes, où se trouverait un, ou plusieurs vaisseaux de guerre de l'autre Puissance; se fût réfugié à bord d'un de ces vaisseaux de guerre, il soit rendu sans difficulté ni délai, sur la réclamation du Gouvernement respectif du Port, où le vaisseau se trouve; en faisant passer un officier en forme au Commandant de ces vaisseaux. Cependant le Gouvernement ne pourra jamais prétendre à aucun droit de recherche, ni commettre acte quelconque de visite sur lesdits vaisseaux de guerre; et au cas que le Transfuge réclamé ne se trouve pas à bord du vaisseau de guerre, où on l'avait soupçonné de s'être retiré, l'assurance du Commandant sur sa parole d'Officier et d'homme d'honneur, doit suffire à détromper le Gouvernement du Port. 1789

En vertu du même accord et par l'exacte réciprocité, que se proposent et se promettent les deux Puissances contractantes, les Prisonniers, Soldats, Marins, ou autres Individus d'un Vaisseau de guerre d'une des Hautes Puissances Contractantes, qui auraient fui à terre, et se tiendront cachés dans les Ports et Territoires respectifs de l'autre Puissance, seront rendus et restitués au vaisseau de guerre, sur la réquisition du Commandant, avec la même promptitude, à quoi le Gouvernement emploiera de bonne foi tous les moyens.

Si malgré la sérieuse résolution des Hautes Parties Contractantes à cet égard, les Commandans des vaisseaux de guerre, d'une part, ou les Officiers et Employés de justice de l'autre, donnaient lieu à quelque rémarque sur leur conduite en ce chef, les deux Gouvernemens en communiqueront entre Eux, pour convenir des mesures propres à assurer l'exécution exacte de cet accord.

ART. IV.

L'une des deux Puissances Contractantes venant à avoir la guerre avec une Puissance Tierce, Elle n'en donnera pas moins de son côté des preuves de la continuation de son amitié à l'autre, sans exiger d'Elle aucune prédilection, qui soit préjudiciable aux intérêts propres et au repos de celle, qui est restée neutre, et qui jouira, particulièrement de la part de celle, qui est devenue belligérante, d'une reconnaissance pleine et entière de tous les droits, que lui assure la

Ee 5

neutra-

Neutra-
lite.

1789 neutralité, moyennant qu'elle en observe aussi strictement les obligations. En conséquence de quoi ont été stipulés en outre les articles suivans.

ART. V.

Com-
merce
neutre

Il sera permis aux Sujets de l'une des deux Parties contractantes, qui sera neutre, de continuer leur commerce avec les ennemis de l'autre. Ses vaisseaux pourront naviguer librement de Port à Port, et sur les côtes des nations en guerre, et leur porter sans empêchement toutes sortes de marchandises à l'exception de celles, qui sont communément appelées de contrebande militaire, dont l'énumération détaillée se trouve ci-dessous à l'article VI. et à l'exception que la Ville, le Port, l'Endroit où les Sujets de la Puissance contractante, qui est neutre, veulent introduire leurs marchandises, fût assiégé, ou bloqué par l'autre Puissance.

Les vaisseaux libres et neutres rendront libres toutes les marchandises à leur bord, encore que les chargemens entiers ou une partie d'iceux, appartenissent à l'Ennemi de la Puissance contractante, devenue belligérante; à l'exception cependant des marchandises de contrebande militaire, comme il a été dit ci-dessus. De la même manière il a été convenu, que cette liberté, que le pavillon neutre communique aux marchandises, doit aussi s'étendre aux personnes embarquées dans un vaisseau neutre et libre, de façon qu'elles ne seront point tirées du vaisseau neutre, quoi qu'elles foyent de la Nation ennemie de l'une des deux Parties Contractantes, qui est belligérante, à moins que ce ne fussent des gens de guerre actuellement au service des dits ennemis.

ART. VI.

Contre-
bande.

Sous la denomination de marchandises de contrebande militaire sont comprises seulement les armes à feu, et autres instrumens hostiles avec leurs assortimens, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Cercles poillés, Affûts, Fourchettes, Bandoulières, Salpêtre, Poudre, Mèches, Bâtes, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Lances, Javelines, Chevaux, Selles de cheval, Fourreaux de pistolets, Baudriers, et en général tous autres assortimens servants à l'usage de la guerre, lesquels effets

et

et marchandises ne seront pourtant pas réputés de contrebande militaire, si ce n'est dans le cas qu'on les porte dans quelque Pais ennemi, et pas autrement. Les marchandises de contrebande militaire seront confiscuées; mais le bâtiment, qui les porte, restera libre avec toutes autres marchandises de sa cargaison, et il ne sera pas permis d'exiger pour ce sujet du Capitaine, ou Patron du Navire, aucune amende pécuniaire, ni même aucuns fraix, sous prétexte de visite, ou de procédures faites, ou sous quelqu'autre titre que ce puisse être. 1789

ART. VII.

Dans ce genre de marchandises de contrebande militaire on ne comprend pas les Froments, Bleds et autres Grains de quelque espèce et qualité qu'ils soyent; beaucoup moins encore les Légumes, Huiles, Vins, Sels, Poissons secs et salés, Viandes salées, et fumées, et généralement tout ce qui concerne les alimens et la sustentation de la vie. On n'y comprendra pas non plus le Goudron, ou Poix refiné, les Voiles et Toiles d'Olonne, Chanvres et Cordages, ni le Bois de construction et de charpente, ni le fer, l'Acier le Laiton et tout ce qui peut être fabriqué de ce métaux, lesquels sont tous des marchandises permises, qui pourront toujours se vendre et transporter comme les autres marchandises, même aux lieux tenus et occupés par un Ennemi d'une des deux Puissances Contractantes, pourvu que ces lieux ne soyent pas assiégés ou bloqués. Non-contrebande.

ART. VIII.

Pour lever tout équivoque et incertitude sur ce qu'on nomme un lieu aliégé et bloqué, il a été arrêté, que nul Port maritime ne doit être réputé actuellement et effectivement assiégé ou bloqué, s'il n'est tellement fermé du côté de la mer par deux vaisseaux pour le moins, ou du côté de terre par une batterie de canons, que son entrée ne peut être hasardée sans s'exposer au danger évident d'une décharge des canons. Place bloquée.

ART. IX.

Pour prévenir toute sorte d'interprétations douteuses des deux côtés, il a été stipulé, qu'en cas de guerre inopinée et non prévue, s'il arrivait que les sujets de l'une des deux Puissances fussent chargés sur vaisseau ennemi. Biens chargés sur vaisseau ennemi.

1789 l'une ou de l'autre Puissance, par ignorance de la rupture, eussent embarqué leurs marchandises dans un vaisseau ennemi, elles ne seront pourtant pas sujettes à aucune confiscation, mais les dites marchandises leur seront au contraire fidèlement restituées, sans en payer aucun impôt ni droit. Ce qui vient d'être stipulé ci-dessus doit même être entendu et s'entend des bâtimens et biens des propres Sujets des deux Parties Contractantes, si l'une d'elle venait à faire la guerre à l'autre, aussi-bien que des marchandises embarquées sur des navires d'une Puissance tierce, devenue ennemie d'une des mêmes Hautes Puissances Contractantes. Pour encore mieux lever à cet égard tout sujet possible de dispute, on est convenu de fixer certains espaces et intervalles de tems, suivant la distance des lieux, savoir: Six Mois après la déclaration, ou la première opération de la guerre, si la déclaration n'eut pas précédé la rupture: savoir six mois pour les marchandises embarquées dans la Mer Baltique, et dans celle du Nord, depuis le Cap de Norvège jusqu'à l'extrémité du Canal d'un côté, et de l'autre part dans quelque Port que ce soit de Méditerranée. De même six Mois pour les marchandises qui viennent d'en delà du détroit de Gibraltar jusqu'à la ligne équinoxiale, et le terme d'un an pour toutes celles qui ont été embarquées dans cette même espace de tems au delà de la dite ligne en quelque Port du monde, que ce puisse être. Le tout à fin que les Sujets des Hautes Parties Contractantes aient un tems suffisant pour se précautionner contre toute sorte d'inconveniens, mais les marchandises, qui après l'expiration des termes ainsi fixés, seront trouvées à bord des vaisseaux ennemis, ou sur des navires d'une Puissance tierce, qui fut devenu ennemie d'une des Hautes Parties Contractantes seront censées appartenir aux Sujets ennemis.

ART. X.

Lettres
de mer.

Dans la même vue de prévenir tout désordre, et tout mes entendu de part et d'autre, il a été convenu et stipulé, que le cas arrivant, qu'une des deux Parties Contractantes se trouve engagée en guerre, les vaisseaux et bâtimens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, seront munis nécessairement de lettres de mer, qui contiendront le nom, la propriété et la portée du

du vaisseau, ainsi que le nom et le lieu du domicile du Capitaine, ou Maître du vaisseau, le tout conformément au modèle, qui sera annexé au présent Traité, de manière qu'il puisse conster clairement, et sans aucune équivoque, que le bâtiment appartient aux Sujets de la Puissance qui est restée neutre. 1789

Ces lettres de mer seront renouvelées chaque année dans tous les cas, où le vaisseau n'emploiera pas plus d'une année dans les voyages entrepris, ou ne restera pas au delà du dit terme d'une année dans la même mer. En outre il a été stipulé, que ces vaisseaux ou bâtimens des Sujets de la Puissance restée neutre porteront encore des Certificats, qui contiendront l'énumération des genres et espèces de marchandises, qui composent les cargaisons, où sera expliqué le lieu d'où le vaisseau est partie, et celui de la destination, ainsi qu'on le trouve tracé dans le second modèle annexé à la suite du présent Traité, à fin de vérifier et de distinguer les marchandises prohibées d'avec celles, qui ne le sont pas. Ces derniers Certificats seront expédiés par les Magistrats et Officiers Municipaux du lieu d'où le vaisseau partira en charge, conformément aux us et coutumes de chaque place.

ART. XI.

Si un vaisseau de guerre ou un armateur d'une des Parties Contractantes, qui est devenu belligérant, vient à rencontrer en mer un bâtiment marchand de l'autre Puissance, qui est restée neutre, les premiers n'approcheront du dernier, qu'à la portée du canon, et enverront à son bord une chaloupe, dans laquelle, sans compter les Rameurs ou Matelots qui la gouvernent, il n'y aura que trois Personnes, qui pourront monter dans le sus-dit bâtiment neutre marchand, pour en examiner les papiers de mer, et les ayant trouvés en règle, ils le laisseront continuer sa route sans lui causer aucun délai, embarras, ni empêchement quelconque, au contraire ils joindront aux bons offices d'amitié tous les secours dont le bâtiment neutre marchand pourrait avoir besoin, et s'ils sont la même route, les vaisseaux de guerre seront obligés de protéger et de défendre le bâtiment marchand contre toute attaque et toute insulte.

Pour

1789

Pour assurer l'observation exacte de ce qui vient d'être stipulé, les Parties Contractantes, dans le cas qu'Elles entraissent dans quelque guerre, ordonneront expressement aux Commandans de leurs vaisseaux de guerre, et à tous leurs Armateurs, d'en agir vis à vis des bâtimens marchands de l'autre Nation d'une manière, que ces derniers n'ayent aucun sujet de plainte à quelque égard que ce soit, de les traiter en amis et d'empêcher, qu'ils ne soyent molestés, ni forcés à faire de fausses déclarations sur la quantité ou qualité des marchandises de leur cargaison; sur le nombre et la condition de leurs équipages, après avoir légitimé le tous par les Certificats convenus ci-dessus, et les Rolles des Equipages.

Si malgré des ordres aussi précis, quelqu'un en usait autrement, le Capitaine du vaisseau de guerre, ou l'Armateur, qui aura ordonné, commis ou toléré une pareille contravention, sera puni de la manière suivante:

Le vaisseau pris, sur lequel le Capteur a commis quelque acte de violence, sera d'abord restitué avec toute sa cargaison, même avec les marchandises de contrebande militaire, qui pourraient s'y d'être trouvées, et sur lesquelles le Capteur perdra son droit en pareil cas.

Le Capitaine du vaisseau de guerre, sera privé de sa charge, et l'on ôtera sa commission à l'Armateur, sans qu'il puisse espérer d'armer de nouveau pendant tout le tems que durera la guerre; En outre l'Armateur, comme le Capitaine du vaisseau de guerre, payeront une amende de deux mille écus, et donneront satisfaction de tout le dommage, qu'ils auront causé au bâtiment neutre; de plus les Matelots et Mariniers, qui se seront laissés employer à commettre une semblable violence, seront rigoureusement châtiés, et le tout sera exécuté de bonne foi, sans délai, et sans aucune tergiversation.

Dans les proces, qui pourraient être portés à ces causes devant les Tribunaux d'Amirauté des deux Parties Contractantes, dans le cas que l'une ou l'autre d'Elles fût en guerre, les Hautes Parties Contractantes promettent réciproquement et solennellement la plus grande brièveté et impartialité. Le Consul du Capitaine neutre arrêté ou détenu, sera son défenseur naturel

naturel et légitime, et à son défaut le Capitaine pourra choisir tel Négociant, ou Homme de loi, pour sa défense qu'il jugera à propos, et s'il était sans connoissances sur les lieux, le Gouvernement lui donnera une Personne capable pour sa défense. Le Consul ou tel autre Défenseur du Capitaine neutre, sera toujours présent aux interrogatoires et dépositions pour servir d'Interprète légitime et intelligent, et dans les cas de contradiction dans les rapports du Capteur, et la déposition du de Neutre détenu, les dépositions assermentées de l'équipage entier du bâtiment neutre seront prises, et décideront la controverse; puisque l'intérêt du Capteur doit toujours rendre ses accusations suspectes. Pendant une semblable détention, le Capitaine et l'Equipage neutre jouiront d'une entière liberté, trouveront tous les secours, dont ils puissent avoir besoin, et seront traités avec les attentions dues à une Nation amie.

Les encouragemens, que les Ordonnances de course de celle des deux Parties Contractantes qui est devenue belligérante, pourront accorder aux équipages de ses vaisseaux de guerre, et à Ses Sujets, qui auront armé en course pour la récouffe ou reprise des bâtimens propres, qui auront été pris par les ennemis, ne pourront dans aucun cas être appliqués aux bâtimens marchands de l'autre Puissance, qui est restée neutre, de manière que si un tel bâtiment marchand neutre, qui avait été arrêté en mers par un vaisseau du guerre, ou un Corsaire, fût récouffé ou repris par un vaisseau de guerre, ou un armateur de la Partie Contractante, qui est en guerre contre la Nation du premier Capteur, ce bâtiment sera incontinent remis en liberté pour continuer son voyage, sous quel prétexte que ce soit, qu'il ait été détenu en premier lieu, et sans que son libérateur puisse prétendre à aucune rétribution, ou part dans les bâtimens, ou en sa cargaison, qu'il ait été plus ou moins longtems au pouvoir du premier Capteur puis-qu'aucun bâtiment neutre peut jamais être considéré comme prise avant qu'il soit légitimement condamné dans un Tribunal d'Amirauté.

ART. XII.

Les Sujets de part et d'autre ne pourront prendre ni recevoir Patentes, Instructions, ni Commissions Arme-
mens en
course.
pour

1789 pour armemens particuliers, et pour faire la course en mer, ni Lettres Patentes appelées vulgairement Lettres de Répressailles d'aucun Prince, ou Etat ennemi de l'une ou de l'autre Partie Contractante. Ils ne devront jamais, en quelque manière que ce puisse être, faire valoir des semblables Patentes, Commissions, ou Lettres de Répressailles d'une Puissance tierce, pour troubler, molester, empêcher, ou endommager les Sujets respectifs, ni faire de tels armemens et courser, sous peine d'être regardés et traités comme Pirates.

A cette fin les Hautes Parties Contractantes promettent réciproquement de faire publier, le cas échéant, des défenses à leurs Sujets, sous les plus rigoureuses peines, d'exercer de pareilles pirateries, et si au mépris de ces mêmes défenses quelqu'un n'en commit pas moins de semblables contraventions, il sera puni des peines prescrites suivant l'Ordonnance émanée, et il indemnifera et dédommagera entièrement celui ou ceux, sur lesquels il aurait fait des prises.

ART. XIII.

Juri-
diction
maritime
neutre.

Si une des deux Parties Contractantes vient à avoir la guerre avec une Puissance tierce, l'autre Partie Contractante, qui est restée neutre, sera la maîtresse, en vertu de l'article IV. du présent traité, d'admettre ou de refuser dans ses Ports, de juger dans ses Tribunaux d'Amirauté, ou de n'y pas juger des prises, qui se feraient respectivement par les Puissances Belligérantes; mais les Parties contractantes ne souffriront réciproquement pas, que sur les Côtes, dans les Ports, Havres et Rivières de leurs dominations, les navires et marchandises des Sujets respectifs soient pris par des vaisseaux de guerre, ou autres bâtimens munis de Patentes et Lettres de Marque ou de Course de quelque Prince, République ou Ville que ce puisse être, ni que ces vaisseaux y exercent aucun acte d'hostilité contre les Sujets respectifs des deux Parties Contractantes, et si le cas n'en venait pas moins à exister, et que la protection n'eût pas pu avoir lieu, l'une et l'autre emploieront tout leur pouvoir, pour faire dûment restituer le bâtiment pris et pour obtenir pleine et entière réparation de tout dommage.

ART.

ART. XIV.

1789

Les Sujets d'une des Parties Contractantes qui viennent trafiquer dans les Etats de l'autre n'y seront pas plus gênés dans leurs affaires mercantiles, que les naturels du Pays ou les Sujets des nations les plus favorisées. Ils obtiendront prompte et impartiale justice dans les tribunaux, et seront expédiés en toute diligence et avec honnêteté dans les Bureaux des Douanes et Gabelles.

Traite-
ment des
sujets re-
spectifs.

ART. XV.

Cependant les Sujets commerçants des deux Parties Contractantes seront respectivement soumis à tous les Règlemens généraux, aux Ordonnances et aux Edits, faits et à faire, par les deux Parties Contractantes dans leurs Etats respectifs, pour le bon ordre dans l'administration des douanes, et pour la conservation et l'entière perception des droits et impôts. En cas de contravention les Sujets respectifs subiront les peines portées par ces mêmes Ordonnances, Edits et Règlemens généraux.

Doua-
nes.

ART. XVI.

Les Sujets respectifs des deux Parties Contractantes, qui viennent séjourner dans les Etats de l'une ou de l'autre, y seront également soumis à toutes autres Loix et Règlemens, qui peuvent les concerner; ils jouiront de la plus entière protection de ces mêmes Loix et il leur sera fait dans tous les cas quelconques une prompte et parfaite justice.

Loix
justice.

ART. XVII.

Cependant la confiscation des biens et effets des Sujets respectifs, qui sont établie à demeure ou qui se trouvent de passage dans les Etats de l'une, ou de l'autre Partie Contractante, ne pourra jamais avoir lieu, à moins qu'un procès régulier et une sentence formelle n'ait précédé, aussi bien dans les cas d'introduction ou d'extraction frauduleuse de marchandises, comme en toute autre contrevention aux Loix.

Confis-
cations.

ART. XVIII.

Quoique les Sujets d'une des deux Parties Contractantes soient soumis, pendant leur séjour dans les Etats de l'autre, aux Loix et Statuts du Pais et du

Services
forcés.

1789 Lieu, où ils se trouvent, cependant leurs personnes et leurs biens, tant vaisseaux, que marchandises, argent ou autres effets, ne pourront jamais être employés de force par le Gouvernement au service public, pas même pour la défense et la conservation de l'Etat, encore moins pour l'utilité d'aucun Particulier, en vertu de quelque Edit général, ou special que ce puisse être; cependant de cette règle générale seront exceptés les seuls comestibles, qu'un bâtiment d'une des Parties Contractantes apporterait dans un Port des Etats de l'autre Puissance, qui serait affligée de famine ou d'une disette de vivres, et que le Capitaine bâtiment n'y voudrait pas décharger; En tel cas le Gouvernement pourra l'y obliger, suivant la Loi naturelle de la conservation propre, moyennant qu'il lui garantisse le véritable prix, qu'il aurait pu obtenir au Port, où il voudrait transporter sa cargaison, et ce prix, qu'on fera consulter par voye legale, lui sera en effet payé sans difficulté, ni procédure, aussitôt que les Recommandataires du bâtiment en produiront les preuves.

ART. XIX.

Salis. Il est encore arrêté et convenu expressement, que lesdits Sujets ne pourront pas non plus être inquiétés dans la liberté de leurs personnes, ni dans la possession et disposition de leurs propriétés de toute espèce, pour cause de prétensions et réclamations, que l'une des Hautes Parties Contractantes pourrait former contre l'autre, encore moins pour cause de crime commis, ou de dettes contractées par leurs Compatriotes, dans tous lesquels cas il sera sévi contre les seuls Individus coupables et suivant les Loix, dans ses formes ordinaires.

ART. XX.

Religion. Les sujets des deux Parties Contractantes seront traités dans les Etats respectifs, pour ce qui concerne la Religion, comme les Sujets des autres Puissances amies d'une Religion différente de celle, qui domine dans le Pays, où ils se trouvent, bien attendu que les dits Sujets respectifs se conduiront avec la discrétion convenable, et se garderont de donner aucun scandale.

ART. XXI.

**Droits
dont
jouiront
les Da-
nois.**

Ayant été stipulé dans l'article II. que les Sujets des deux Parties Contractantes continueront à avoir entre

entre eux libre communication, commerce et échange 1789
réciproque, ainsi les Sujets de Sa Majesté Danoise pour-
ront porter librement au Port de Gènes dans leurs
vaisseaux toutes sortes de denrées et de marchandises,
tant du cru et de la production de leur propre Païs,
que des Païs étrangers de quelque nature qu'elles soyent
pourvu qu'elles aient été chargées au de là des limi-
tes, que prescrit le règlement du Port Franc de Gènes.
Ils y pourront décharger ces denrées et marchandises,
en tout ou en partie, les y garder ou exposer en vente
suivant leurs plus grands avantages, se conformant
cependant en tout aux susdits Réglemens du Port
franc, aux Loix et Usages du Païs, comme les Natu-
rels mêmes, et comme les Nations les plus favorisées.
La Sérénissime République promet aussi, que les Da-
nois seront traités comme les naturels du Païs, et à
l'égal des Nations les plus favorisées pour ce qui ré-
garde les magasins et autres endroits, où l'on dépose
et conserve les marchandises, denrées, grains et vivres.

La Sérénissime République ne permettra point,
que sous aucun prétexte de police, ou autre, il soit
mis des prix limités aux marchandises et denrées ap-
partenantes aux Sujets de Sa Majesté Danoise, mais ils
pourront toujours les vendre suivant le cours ordi-
naire et dans la libre concurrence du commerce. Pour
la vente des grains, les Sujets Danois démauderont
préalablement la permission du Magistrat de l'abon-
dance, qui est requise suivant un usage universel.
Enfin la Sérénissime République accorde et stipule
expressément, que les Sujets Danois ne payeront des
poissons secs et salés, qu'ils portent à Gènes point
d'autres droits ni impôts, que ceux, que les Sujets
des autres Puissances les plus amies payent du même
objet. L'observation exacte des Réglemens du Port
franc, à laquelle seront obligés les Sujets Danois, qui
viennent trafiquer à Gènes, s'étendra en particulier
aussi aux marchandises, qui ne jouissent pas du béne-
fice du Port-franc, ou qui sont sujettes aux droits
de transit, en quoi ils se conformeront en entier aux
Réglemens du dit Port-Franc, aux Loix et aux Usages
du Païs en payant les droits comme les naturels, et
comme les Sujets des autres nations les plus favorisées.

1789

Droits
dont
jouiront les
Génois.

ART. XXII.

De même les Sujets de la Sérénissime République pourront porter aux Ports de la Domination de Sa Maj. Danoise, en conformité de ce qui en a été déjà dit dans l'article II. toute sorte de marchandises et denrées du crû et produit des Etats Génois ou d'autres Païs, pour autant que l'importation de ces marchandises ne se trouve pas être prohibée. Ils disposeront de leurs navires et marchandises avec la même liberté, qui est accordée aux Sujets Danois dans les Etats de la Sérénissime République, et comme les Sujets Danois restent soumis, suivant l'article précédent, aux Réglemens du Port-franc de Gènes, aux Loix et aux Usages établis dans les Etats de la Sérénissime République, ainsi les Sujets Génois seront tenus à se conformer aux Réglemens des douanes, aux Loix de commerce et aux Formalités prescrites dans les Etats de Sa Maj. Danoise, pour l'introduction et l'extraction des marchandises et denrées permises, pour le transit de celles, dont l'introduction est prohibée, le tout dans la même manière qu'y sont obligés les Naturels du Païs, et les Nations les plus favorisées, à l'égal desquels les Sujets Génois seront aussi traités pour les magasins et autres endroits, où l'on dépose et conserve les marchandises. Sa Majesté Danoise ne permettra pas que dans aucun cas, et d'aucune façon les Sujets Génois soient plus gênés dans leur commerce en ses Etats, que ne le sont, suivant les Loix établies, les Naturels mêmes du Païs, et les Sujets des autres Nations les plus amies et les plus favorisées.

ART. XXIII.

Déclaration à
faire.

Tout Capitaine ou maître de bâtiment sera tenu à donner, dans les premières vingt-quatre heures après son arrivée dans un Port, la déclaration, ou le manifeste des marchandises qu'il aura à son bord, tant de celles qu'il voudra débarquer, que de celles qu'il voudra garder dans son vaisseau pour les transporter ailleurs. A Gènes le Capitaine Danois délivrera ce Manifeste général en Port-franc, et de toutes les denrées et marchandises, qui ne sont pas du Ressort du dit Port-franc, la Déclaration en sera faite aux Bureaux de leurs Gabelles respectives. Les Capitaines pourront faire leurs Déclarations, ou présenter leurs Manifestes

nifestes par l'entremise de telles personnes, que bon leur semblera. Ces manifestes ou Déclarations devront contenir le nombre des Balles, Tonneaux, Caisses, Colis, Rouleaux etc. qui composent les cargaisons, et les denrées, marchandises, qui viennent déballées, en grénier ou autrement disposées, seront exprimées dans les Manifestes par poids, mesure et nombre, suivant leur nature et qualité. Si pendant la demeure du Capitaine dans le Port il trouvait à propos et de sa convenance de débarquer, en tout ou en partie, les denrées et marchandises, qu'il avait d'abord déclarées vouloir transporter ailleurs, il lui sera permis de recourir au Bureau, où il a délivré son Manifeste même, et d'indiquer de nouveau sur le dit Manifeste, ou dans le Livre et Régistre, où le Manifeste aurait été transcrit et inséré, les parties du nouveau débarquement, qu'il est intentionné de faire, après quoi il y pourra procéder sans obstacle; mais aucun Capitaine ne pourra dans aucun cas décharger et mettre à terre la moindre partie quelconque des marchandises et denrées qu'il a dans son bord; avant d'avoir présenté le sus-dit Manifeste, et sans y avoir déclaré le débarquement de ce qu'il veut mettre à terre; le tout conformément aux Coutumes, Usages et Réglemens, que doivent observer les Naturels du Pais, et les Nations les plus favorisées.

Les bagages des Passagers seront également exprimés dans les Manifestes des Capitaines, et ils ne pourront être débarqués, sans un Ordre par écrit du Directeur des Douanes, et sans l'intervention d'un Commis de ce bureau.

Il s'entend néanmoins qu'une erreur, qui pourrait s'être glissée dans les Déclarations et Manifestes, n'entraînera pas la confiscation du bâtiment et des marchandises, mais à cette peine seront seulement soumises les marchandises non déclarées et introduites par fraude. Aussi pourra-t-on arrêter le bâtiment même en ce dernier cas, jusqu'à tant que bonne et due caution ait été donnée pour le payement des amendes encourues. Si le Capitaine d'un bâtiment déclarerait des marchandises qu'il aura ignore être prohibées, ces mêmes marchandises et effets ne seront point confisqués, et il lui sera permis de les retirer et transporter ailleurs, sans être sujet en ce cas à aucune peine.

1789 moyennant l'acquiescement des droits prescrits par les loix du Païs.

ART. XXIV.

Quarantaine.

Quant à la quarantaine qui pourrait être ordonnée en certaines occasions dans les Etats de l'une ou de l'autre des deux Parties Contractantes, leurs Sujets navigateurs s'y conformeront respectivement de la même manière, que les Sujets naturels et ceux des autres Nations amies, mais aussi les Ordonnances à cet égard seront uniformes, et sans faveur ni de-faveur pour les navigateurs et Trafiquans d'aucune Nation.

ART. XXV.

Commerce au pays tiers.

Outre l'observation générale des Loix, et la défense absolue de toute fraude et contrebande dans le commerce que les deux Parties contractantes ont imposé par les articles précédens à leur Sujets respectifs, qui s'établissent, passent et trafiquent dans leurs Etats, les dites Parties Contractantes sont encore convenues, pour cimenter la plus grande confiance entre leurs Sujets, et pour la sûreté des Négocians d'une Nation qui emploieraient des bâtimens et vaisseaux de l'autre pour transport de leurs marchandises en Païs tierce, qu'il doit être expressement prohibé et défendu aux Capitaines de ces bâtimens et à leurs équipages, de faire aucune commerce clandestin et de contrebande dans le Païs tierce. pour le quel ils sont frétés, sous peine d'indemnisation des dommages causés aux Nolisateurs; en quoi Sa Majesté Danoise fera exactement observer les Loix déjà existantes sur ce point pour la Marine marchande.

ART. XXVI.

Fugitifs Criminels. Soldats.

Il est aussi expressement stipulé, qu'aucun Capitaine et Patron d'un bâtiment marchand ne doit recevoir, ni receler à son bord aucun Sujet fugitif de la Puissance, dans le Port de la quelle il se trouve. Si le cas en arrivait, le Capitaine lui même doit être tenu à dénoncer, remettre et consigner de bonne foi au Gouvernement le criminel, le Deserteur ou le Sujet vagabond, qui se serait réfugié à son bord; et dans le cas d'un soupçon que le Capitaine d'un bâtiment marchand recélât quelque Fugitif, et qu'il eut refusé de

de le délivrer sur la première sommation, qui lui en 1789
aurait été faite, le Gouvernement sera autorisé à faire
à son bord les recherches qu'il jugera à propos pour
s'en éclaircir, et d'en tirer de force le Fugitif, s'il
s'y trouvait; bien entendu que le Consul ou Vice-Consul
du Capitaine marchand aura été prévenu préalablement
de la part du Gouvernement de la perquisition,
qu'il est intentionné de faire à bord du vaisseau,
à fin qu'il puisse y assister et veiller au bon ordre;
aussi cette recherche s'exécutera-t-elle par des Soldats,
et non pas par les Gens ordinaires de la Police,
ou les Sbirres.

De même aussi le Gouvernement du Port, où se
trouve un bâtiment marchand d'une des Parties Contractantes,
prêtera main-forte pour la saisie d'un Criminel
fugitif à la première réquisition du Consul, ou
Vice-Consul de la Nation, qui aurait commis quelque
délit à bord de ce vaisseau, et qui se serait sauvé
à terre. Le Gouvernement se prêtera à faire garder
dans les prisons ordinaires et convenables les Criminels,
dont le Consul eût à faire assurer les Personnes,
soit pour les traduire aux Tribunaux territoriaux, qui
doivent connoître du délit, soit en punition de quelque
désordre commis à bord des vaisseaux de sa Nation,
moyennant la bonification des fraix, qui seront
à la charge du Consul, ainsi que ces derniers Prisonniers
resteront à sa disposition.

Les deux Parties Contractantes ne souffriront pas
non plus, qu'on débauche, séduise ou enrolle personne
des Equipages des Vaisseaux d'une d'Elles, qui se trouvent
dans les Ports de la domination de l'autre; en pareil cas
les Magistrats et Officiers, auxquels recourra le Consul,
ou le Capitaine lui même, ou son Recommandataire,
donneront prompte et efficace assistance, pour retrouver
et remettre au bord le Marinier qui s'y serait soustrait.

Les Soldats deserteurs ayant été nommément compris
parmi les Fugitifs qui doivent être rendus dans les
territoires par les vaisseaux de guerre et des bâtiments
marchands, où ils se seraient réfugiés, il a été
expressement stipulé aussi, que les armes, vêtemens et
effets, qu'ils auraient apportés, seront rendus avec
leurs personnes. De même si un Voleur en se sau-

1789 vant eût porté dans la retraite, d'où il sera délivré, quelque partie des effets volés, ils seront fidèlement rendus et restitués.

ART. XXVII.

Echoue-
ment.

Si un bâtiment appartenant aux Sujets d'une des deux Parties Contractantes vient à échouer sur les côtes de la domination de l'autre, il appartiendra (privativement à toute autre personne) au Consul ou Vice-Consul de la Nation, dont est le bâtiment, de recueillir les marchandises sauvées et de recouvrer les débris du bâtiment pour la restitution, qui en doit être faite aux Propriétaires respectifs, à moins qu'il n'y ait dans l'endroit du naufrage des Plongeurs et Sauveteurs établis par autorité publique; Le dit Consul ou Vice-Consul aura le libre choix des Gens, qu'il y vaudra employer, et si les uns ou les autres excédaient dans leurs demandes de salaires et récompenses, ou commettent des infidélités et désordres, les Magistrats du lieu, à la requête du Consul, régleront en équité et bonne foi les frais disputés, et feront non seulement réparer par autorité légale tout autre dommage, et excès commis; mais en puniront encore très rigoureusement les auteurs.

S'il ne se trouvait ni Consul ni Vice-Consul de la Nation du Capitaine dans l'endroit, où il fait naufrage, le Gouverneur ou Chef Magistrat du lieu, lui donnera, sans autre réquisition, tous les secours, qu'exigent l'humanité envers les malheureux, et l'attention pour les Sujets d'une Nation amie. Le dit Gouverneur ou Chef-Magistrat réglera alors de son propre mouvement et avec une scrupuleuse équité les frais, et prévendra de son autorité les désordres, comme s'il en avait été expressément requis.

Les marchandises étrangères qui auraient été sauvées dans un naufrage, et qui devraient être vendues dans le País, seront à la vérité sujettes aux droits ordinaires, mais ces droits ne seront pas exigés de la valeur primitive des marchandises, mais seulement de la valeur actuelle dans leur état d'avarie. Celles qui devront passer ailleurs; ne seront soumises à aucun droit de transit ni autre quelconque et celles qui auraient été chargées dans le País même, dont par conséquent

1789
 séquent les droits de sortie ont été acquittés, et qui devraient après le naufrage être vendus pour la consommation du Païs, jouiront du bénéfice que les premiers droits payés devront être balances et deduits dans les nouveaux droits d'entrée ou de consommation à payer à leur vente, de sorte qu'il n'en pourra être exigé que le surplus. Cependant si les premiers droits acquittés surpassaient ceux de la consommation, les premiers ne pourront par être réclamés et la marchandise restera simplement libre de droits. Si dans le sauvetage d'un bâtiment ou deconvrait des marchandises extraites par fraude, et sans acquitter les droits de sortie dans le Païs, où il a ensuite naufragé, ces marchandises seront sujettes à confiscation, et si leur quantité excède le tiers de la cargaison entière le bâtiment même et toute sa charge tomberont sous confiscation.

Dans le cas où un vaisseau d'une des deux Parties Contractantes a totalement péri sur les côtes de l'autre Puissance, les marchandises et effets qui auraient été jetés à la mer dans la détresse, ou qui se détacheraient d'un tel bâtiment en se brisant, ou autrement, et qui en suite seraient repêchés, ou portés au rivage par la mer même et les courants, n'appartiendront à qui que ce soit des Gens du Païs de l'une ou de l'autre domination, sous quelque prétexte, ou privilège quelconque, qu'il y puisse vouloir prétendre mais tous semblables effets et marchandises seront recueillis et gardés par autorité publique. Il sera tenu note exacte des seuls fraix effectifs de leur sauvetage et emmagazinement, et ils seront fidèlement restitués à ceux, qui les réclameront légitimement, qui seront tenus à la seule bonification des fraix mentionnés. Cependant si aucun Reclamant de semblables effets ne se présente dans le cours d'une année entière, toute prétention cessera au bout de ce tems, et le Gouvernement disposera de ces effets suivant les réglemens du Païs.

ART. XXVIII.

Les bâtimens Gènois, qui seraient contraints par tempête, vents contraires ou autre accident de mer, à se réfugier dans quelque Port de la domination de Sa Maj. Danoise, y pourront librement ancrer, séjourner et se radouber, sans payer aucun droit, dès qu'ils

1789 ne débarquent rien de leur cargaison : mais pour subvenir à leurs besoins, ou qu'ils le trouvaient d'ailleurs de leur convenance de débarquer et de vendre quelques marchandises, ils se conformeront pour la Déclaration de ces marchandises et pour l'acquit des droits ; à ce qui est prescrit par les articles XXII. et XXIII., et dans un séjour prolongé de ces vaisseaux, les Directeurs des Douanes de Danemarck pourront user à leur égard des précautions établies dans l'article XXII.

Les bâtimens Danois qui pour les mêmes causes, seraient contraints de jeter l'ancre, ou de se faire radoubler dans quelque Plage, Port ou Havre de l'Etat de la Sérénissime République, en auront la pleine liberté, mais sans y pouvoir embarquer, débarquer, ni transvaser aucune marchandise. Il leur sera cependant permis de faire échelle dans le Port de Savone, et même d'y débarquer telle quantité de marchandises qu'ils voudront, en les déclarant dûment au Bureau des douanes, pourvu qu'elles soyent du genre permis au commerce de ce Port par les Réglemens du Port-franc de Gènes. Cependant les vaisseaux Danois, aussi peu que les navires des autres Nations les plus favorisées, ne pourront faire aucun transvasement ou expédition de marchandises par la voie de mer dans le dit Port de Savone ; mais pour cet effet ils devront passer au Port de Gènes, où ils pourront d'ailleurs porter le reste de leurs cargaisons, en prenant dans la douane de Savone les expéditions nécessaires.

ART. XXIX.

*Livres
de com-
merce.*

Il sera libre aux Sujets respectifs de faire leurs affaires mercantiles par eux mêmes, ou par les Personnes de leur choix, hormis les cas, où une Loi positive, ou une Coutume établie n'ait réglé le contraire, et lorsqu'ils trouvent de leur avantage, ou que la Loi les oblige à se servir des Personnes autorisées, ils pourront convenir avec elles d'un prix arbitraire de leur travail, ou s'en tenir aux Taxes et Tarifs réglés, le tout à leur propre gré.

Pour plus de facilité aux Négocians des deux Nations il leur sera permis de tenir leurs livres et comptes dans leurs propre langue, ou dans tel idiome, et sous telle forme, que bon leur semblera, et ces livres n'auront

n'auront pas moins de foi en justice et ailleurs, qu'il n'est accordé aux livres des commerçans, tenus dans la langue du Païs et dans la forme la plus usitée, moyennant qu'à tel effet les passages comprouvants soyent produits en des traductions dûement et légalement autorisées. 1789

ART. XXX.

Dans les maisons, magasins ou boutiques des Négocians, Sujet des Puissances contractantes, on ne pourra pas faire la visite des marchandises déjà introduites et permises, sous prétexte qu'elles n'ayent pas payé les droits, ni à raison de cela faire des perquisitions, à moins qu'on ne surprit la marchandise au moment de l'introduction, qu'on en ferait dans les maisons, ou qu'on eut de forts indices ou soupçons, que dans une maison, magasin ou boutique; il y aurait des marchandises prohibées, ou non dénuencées, ou introduites sans payement de droits, ou même que les marchandises n'y existent pas, on eut des preuves de l'extraction ou de l'introduction, qui en aurait été faite en fraude de ce que prescrivent les Ordonnances de l'Etat. Dans chacun de ces cas, les marchandises seront sujettes à confiscation, et les auteurs ou Recéleurs de la contrebande le seront également, aux mêmes peines que tout Naturel du Païs, ou tout autre de la Nation la plus favorisée, qui seront tombé en semblable contrevention; et on pourra en ce cas faire en tout tems la visite et la perquisition, à la quelle néanmoins celui, chez le quel elle se fera, pourra faire intervenir le Consul, comme simple témoin, sans retarder la visite pour l'attendre, ou que la présence puisse en interrompre le cours, ou y apporter aucun empêchement. Toute-fois dans aucun des cas énoncés, on ne pourra toucher à ses livres et papiers, ni même en demander pour telle cause exhibition en justice, mais seulement dans les procès, où ils pourraient faire foi, et quand il s'agira de prendre droit dessus, et ce à fin d'abrégier des débats de procédures, et pour diminuer les dépenses; dans ce cas on ne les ôtera des mains du Marchand, que pour y régarder purement et simplement ce qui fait l'objet de la question.

Visite
dans les
maisons.

1789

Succes-
sions.

ART. XXXI.

Lorsqu'un Snjet de l'une des deux Parties contractantes viendront à décéder dans les Etats de l'autre, sans avoir fait de testament, et sans avoir nommé des Exécuteurs testamentaires le Consul ou Vice-Consul de Sa Nation fera faire fidèlement l'inventaire de tous les biens et effets, meubles et immeubles, par un Notaire public en présence du Juge ordinaire, et de deux Négocians de Sa Nation, et à leur défaut, de deux autres Négocians, qui s'y prêteront par amitié pour la famille du défunt, ou à la persuasion du Consul, pour être ainsi gardés exactement à la disposition des Héritiers absents, ou mineurs; quoique présents, et en faveur des Créanciers, qui auraient des justes prétentions contre le Défunt.

Si les Héritiers sont présents et majeurs, l'héritage entier, biens, meubles et immeubles, leur sera immédiatement remis et délivré, et l'inventaire ci-dessus mentionné, ne servira qu'à faire couler de la masse de l'héritage en cas de controverse entre les héritiers.

Si les héritiers sont présents, mais encore mineurs, et qu'il y ait des Exécuteurs testamentaires, ou des Tuteurs légitimement autorisés pour l'administration des biens à leur faveur, l'héritage entier leur sera également remis et délivré, pour être par eux administré, moyennant une reconnaissance dûment autorisée de l'inventaire, d'après lequel ils reçoivent l'héritage, pour servir de preuve justificative de leur administration, quand les héritiers seront en âge de majorité; mais si les héritiers sont absents, tous les biens et effets resteront sous scellé des Personnes ci-dessus autorisées, pour en faire l'inventaire, jusqu'à ce que les héritiers se présentent, ou en personne, ou par procuration formelle, legitimant par des actes et titres en due forme, attestés par le Ministère de leur Nation, leur droit à l'héritage, qui alors leur sera délivré sans opposition, formalité ou procédure judiciaire.

Dans tous les cas les Créanciers pourront cependant faire valoir en justice ordinaire leurs prétentions, si les Héritiers ou les Exécuteurs testamentaires refusaient de les satisfaire, sans litige; mais hors ce cas, et celui d'une controverse entre les héritiers eux-mêmes

mcs

mes, la justice ordinaire ne prendra aucune connoissance des hérités des sujets de l'une des deux Parties contractantes, décédés dans les Etats de l'autre. Si le défunt a fait testament et a nommé des Exécuteurs testamentaires avant de décéder, sa volonté dernière aura pleine et entière autorité dans la disposition de tous ses biens. 1789

ART. XXXII.

Dans les endroits, où il n'y aurait ni Consul ni Vice-Consul de la Nation du défunt, le Chef-Magistrat du lieu fera former avec le concours de deux Négocians de la Nation du Défunt, et à leur défaut, de deux autres Négocians, qui par lui seront requis à cet acte, l'inventaire, dont la formation est réglée par l'Article précédent. En ce cas le Magistrat du lieu est censé représenter purement le Consul de la Nation du Défunt, et l'acte rempli par lui seul en cette occasion, ne changera rien à toutes les dispositions du précédent article XXXI. ni ne pourra introduire aucune autre formalité ou procédure judiciaire dans la récupération de l'héritage par les héritiers légitimes, tant absents, que présents, mineurs ou majeurs. Droits du magistrat et du Fisc.

Si dans les hérités des Sujets d'une des Parties Contractantes, décédés dans les Etats de l'autre, il se trouve des biens immeubles, ces derniers resteront sujets aux droits régaliens généraux et particuliers auxquels sont soumis d'autres biens semblables à leur mutation de Propriétaire.

Le Fisc des Etats respectifs, où des Sujets d'une des Parties Contractantes viendraient à mourir, ne pouvant former aucunes prétensions sur les biens qu'ils laissent, d'après les dispositions du présent et du précédent article: les droits du Fisc respectif lui seront réservés dans le seul cas, où aucun héritier se présenterait, ni en personne ni par procuration, pour réclamer l'héritage dans l'espace de cinq ans entiers, pendant lesquels les notifications et publications utiles doivent avoir été renouvelées de trois en trois mois par les voyes les plus propres à en faire parvenir la connoissance par tout.

ART.

1789

Consuls.

ART. XXXIII.

On proposera respectivement de part et d'autre (non dans les petits ports et places de peu d'importance, mais dans les ports et places de commerce les plus considérables) des Consuls ou Vice-Consuls, qui n'auront de prérogatives, de privilèges et de droits, qu'autant qu'il plaira aux Puissances Contractantes de les accorder, étendre et restreindre; ainsi qu'il se pratique avec les Nations les plus favorisées à cet égard, sans qu'ils puissent dans aucun tems s'attribuer la juridiction contentieuse et coactive. Leurs devoirs respectifs consisteront à faire jouir paisiblement les Sujets des concessions accordées et convenues par les Hautes Parties Contractantes. Une attention qui n'est pas de moindre conséquence, et qu'ils auront continuellement devant les yeux, sera d'assoupir, à l'instant, si faire se peut, toutes querelles et disputes, et d'accommoder à l'amiable les contestations des parties, qui seront convenues de bon gré entre elles d'en passer par leur arbitrage. On pourvoira aussi à ce que de part ni d'autre les droits et honoraires des dits Consuls, ou Vice-Consuls, ne deviennent excessifs et à ce que ceux-ci observent toute attention, circonspection, justice et équité; pour que les Sujets des deux Puissances ne se dégoutent de retourner dans les ports respectifs, et d'y continuer une correspondance tant souhaitée.

ART. XXXIV.

Réciprocité
des
droits.

Il est entendu et même très-expressement stipulé, que tout ce qui est convenu, accordé et réglé pour les Sujets d'une des deux Parties Contractantes, est également convenu, accordé et réglé pour les Sujets de l'autre, et qu'il doit y avoir en tout et par tout entière parité et parfaite réciprocité dans toutes les choses, qui ne sont ni contraires, ni incompatibles avec les loix et coutumes des Païs respectifs.

ART. XXXV.

Si d'une manière ou d'autre il survenait dans la suite du tems quelque inobservation des articles de ce Traité d'une ou d'autre part, l'amitié, l'harmonie et la bonne intelligence entre les Hautes Parties Contractantes n'en seront pas interrompues pour cela, mais

mais laissant toujours subsister le présent Traité en vigueur et dans son entier effet, on pourvoira par la voye 1789
de la négociation aux remèdes convenables pour obvier aux inconveniens, et pour lever les abus; et si les Sujets de l'une ou de l'autre Puissance sont en faute, les Contrevénans seront sévèrement châtiés et punis.

ART. XXXVI.

Si malgré les sentimens sincères et les efforts mutuels des Hautes Parties Contractantes de maintenir la meilleure intelligence entre Elles, il survenait malheureusement (ce qu'à Dieu ne plaise) quelque rupture, et même une guerre ouverte entre Elles, leurs Sujets respectifs, qui se trouveraient réciproquement dans les États de l'une ou de l'autre Puissance, n'en seront pas moins sûrs dans leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront deux années de tems pour liquider leurs affaires, et pour retirer leurs biens et effets; en quoi ils jouiront d'une entière liberté, et il leur sera prêté tout secours et toute protection; la justice leur sera administrée comme avant la guerre, et les deux ans étant écoulés, on leur fournira les passeports nécessaires, et on leur accordera toutes les facilités et les moyens pour s'en retourner sûrement et librement en leur patrie avec leurs familles, leurs biens et effets, marchandises et vaisseaux, sans qu'ils puissent être molestés en rien pour motif de la guerre.

ART. XXXVII.

Les ratifications de ce Traité seront échangées ici Traité de 1756 annulé.
à Gènes dans trois mois après la signature, ou plutôt si faire se peut, après quoi le présent Traité sera seul subsistant entre les deux Hautes Parties Contractantes, et leur ancien Traité de 1756 sera censé nul et comme non avenu.

En foi de quoi Nous soussignés, munis des Plein-pouvoirs de Sa Maj. Danoise et de la Sérénissime République de Gènes, avons en Leurs noms signé le présent Traité, et y avons fait apposer les cachets de nos armes.

A Gènes ce 30. Juillet 1789.

CARL FRIEDRICH
VON HELLFRIED.

GIROLAMO DURAZZO.

(L. S.)

(L. S.)

Formu-

1789 *Formulaire du Passeport à expédier pour les vaisseaux
Danois suivant l'article X. du présent traité.*

Nos Christianus Septimus Dei gratia Rex Daniae, Norvegiae, Vandalorum Gothorumque, Dux Slesvici, Holstiae, Stormariae, Dithmariae ac Oldenburgi etc. etc. Notum testatumque volumus omnibus et singulis, quibus haec Nostrae Salvi Conductus litterae exhibentur, quod Subditus Noster — — Civis et Incola Civitatis Nostrae — — humillime Nobis exponi curaverit Navim — — dictam — — lastarum capacem ad se (aliasque Subditos Nostros) revera pertinere, eique soli (eisque solia) propriam, seque iam in eo esse, Navim istam sub ductu Naucleri — — vel eius forsan in eius loco substituendi, ex Portu — — ad Portum — — aliaque loca quemadmodum id res, et Commercio utilitas postulaverit, vel prout haec Navis vecturam adinvenire possit, mitteret; quod cum praedictus Subditus Noster — — juramento affirmaverit; Nos eundem Nauclerum cum praefata Navi, — — hisce Nostris Salvi Conductus literis muniendum censuimus. Proinde ab omnibus et singulis terrarum mariumve Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebuspublicis ac liberis Civitatibus, imprimis vero a partibus hoc tempore bello se lacescentibus, earumque Ducibus, Classiarchis, Generalibus, Officialibus, Navium Portuumque Praefectis, Capitaneis, Instructoribus, aliisque omnibus, quibus custodia aliqua Maris aut Portus commissa est, quibuscumque Navim hanc navigando obviam venire, quocumque in Classes et Naves forte incidere, aut in Portibus morati contigerit, respective amice, benevole et clementer petimus et requirimus, ut ratione foederum et amicitiae, quae Nobis cum unoquoque Rege vel Republica intercedunt, dictum Nauclerum — — aut alium in illius locum urgente necessitate constituendum, cum navi, personis, rebus et mercimoniis omnibus illis impositis, non solum libere ac absque ulla molestia, detentione, vel impedimento quocumque iter suum prosequi permittant, sed etiam, tamquam Nostro subdito, si opus fuerit, omnia humanitatis officia exhibeant, eadem vicissim a Nobis, Nostrisque in pari vel alio casu experturi. Nostri vero juris qui sunt, exsequantur mandati Nostri voluntatem. In
quorum

quorum fidem praesentes litteras manu Nostra subscriptas, 1789
 sigilloque Nostrò Regio firmari iussimus. Dabuntur in
 arce nostra — — die — — mensis — — anni. — —

*Formulaire du Certificat à expedier pour les
 vaisseaux Danois suivant l'article X. du
 présent traité.*

Nos Praefes, Consules et Senatores Civitatis — —
 et testamur ac certificamus, quod — — die — — men-
 sis — — anni — — coram Nobis comparaverit — —
 Civis et Incola Civitatis — — atque sub juramento
 quo Sacrae Regiae Majestati Domino Nostrò clemen-
 tissimo attinetur et obstrictus est, Nobis declaraverit,
 quod Navis dicta — — lastarum capax pertineat ad
 Portum — — Civitatem, Oppidum in Provincia —
 — quodque dicta Navis ei (et aliis) Sacrae Regiae Ma-
 jestatis, Domini Nostrì clementissimi subdito soli (sub-
 ditis foliis) titulo iusto propria sit, iam vero de Portu
 — — iter directe destinaverit iis onusta mercibus, quae
 Scheda a Vectigalium Officialibus accepta continen-
 tur, idemque asseveraverit sub juramento praedicto prae-
 fatam Navim ad Sacrae Regiae Majestatis Subditos tan-
 tum pertinere, nullasque merces prohibitas, quae ad
 alterutram hoc tempore belligerantium partem spectant,
 vehere. In quorum fidem hanc Certificationem a Ci-
 vitatis huius Syndico subscribi et Sigillo Nostrò mu-
 niri curavimus. Dabuntur etc.

1790 *Traité d'Alliance entre la Prusse et la Porte*
 31. Janv. *Ottomane conclu à Constantinople le*
 31. Janvier 1790.

(D'après une Copie entièrement digne de foi; et le trouve exactement dans *Nouv. Extraord.* 1790. n. 35. 36. suppl. et en Holl. dans *N. Nederl. Jaarboeken* 1790. p. 347. HERTZBERG III. 44.)

Nous Frederic Guillaume, par la grâce de Dieu Roi de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan, et Prince Electeur du St. Empire Romain, Duc de Silesie etc. etc. etc.

Savoir faisons à quiconque appartient. Les circonstances critiques du tems présent et les intérêts communs ayant exigé de renouveler et resserrer par un nouveau Traité d'alliance formelle et étroite, les liaisons d'amitié et d'alliance, qui ont déjà subsisté entre la Sérénissime Maison Royale de Prusse et la Sublime Porte Ottomane, et Notre Envoyé Extraordinaire auprès de la dite Porte le Sr. Henry Frederic de Diez, ayant conclu et signé en vertu des instructions et pleinpouvoirs avec les Ministres de la haute Porte Ottomane, également munis de pleins-pouvoirs suffisans de leur Sérénissime Souverain, et Empereur à Constantinople le 31. Janvier 1790 un traité d'alliance étroite, dont la teneur s'ensuit mot à mot.

Comme les Cours Prussienne et Ottomane ont été depuis longtems liées par une amitié étroite, et nommément par le traité de paix conclu l'année 1761 *) et que les intérêts des deux Cours exigent, non seulement de maintenir, l'amitié et l'attachement desirés des deux côtés, mais de resserrer encore de toutes les manières cette amitié et attachement, Sa Maj. le Roi de Prusse Frederic Guillaume II. et Sa Maj. Imp. l'Empereur Ottoman Selim III. ont fait arranger le traité d'amitié, d'union et d'alliance, dont les points sont exprimés ci-après.

Ainsi

*) Voyés plus haut T. III. p. 194.

Ainsi nous Envoyé Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse près la Sublime Porte, de Diez, et de la part de la Cour Ottomane leurs Excellences, le Kadileskjer de Romélie Chatfchi Mustapha, Assur Effendi et le Reis Effendi près Sa Majesté Impériale Muhamed Rasched Effendi, avons conclu dans les conférences sur les dits articles, l'Alliance entre les deux parties. 1790

ART. I.

Il a été trouvé nécessaire, de faire entre les deux Cours une alliance étroite, analogue aux intérêts des deux Cours, et conforme à leurs affaires actuelles : ^{Ent de l'allian-}
A cause du préjudice, que les ennemis, en ayant passé le Danube en deça, de la manière exposée dans les conférences, ont apporté à la balance du pouvoir désirée et nécessaire, la Cour de Prusse promet et stipule, de déclarer la guerre, de toutes ses forces aux Russes et aux Autrichiens, au printems de cette année 1790, de telle façon, quelle ne se desistara pas de la guerre, avant d'avoir procuré à la Porte Ottomane une paix désirable, honorable, et stable avec les ennemis, ni avant d'avoir fait obtenir à la Cour Ottomane non seulement une sûreté parfaite par terre, mais aussi toute sûreté par mer, sans crainte et sans préjudice du côté de la mer noire pour la ville de Constantinople. ^{ce.}
En retour de cela la Cour Ottomane s'engage et promet de faire des efforts, pour faire restituer à la paix, à la République de Pologne de la part des Autrichiens, la province de Gallicie et les pays, que les Autrichiens ont pris ci-devant dans le partage de la Pologne, et qui se trouvent entre les mains de la Cour Autrichienne, pour qu'en conséquence de la forte amitié et alliance entre les Cours Prussienne et Ottomane, les différends qu'il y a entre la Cour de Prusse et les Autrichiens, les Prusses et les Polonois sur leurs affaires et intérêts respectifs, soyent arrangés comme il faut, sans préjudicier aux intérêts des Polonois, mais à l'avantage de la Cour de Prusse.

ART. II.

Les deux Cours, c'est à dire, les Cours Prussienne et Ottomane, renouvellent et confirment le Traité de commerce conclu entre elles à Constantinople l'année

1790 1761 et pour l'exécuter comme il fant en tous les points y contenues, il doit être annexé à la présente convention. Après cela la Cour Ottomane s'oblige à laisser aller et venir dans la Méditerranée les bâtimens marchands Prussiens avec pleine liberté sous leurs propres pavillons et patentes, sur le pied des autres cours amies les plus favorisées et à ne laisser aucunement molester et infester lesdits bâtimens Prussiens de la part des régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. En pour que les dites régences, selon l'exigence de leur indépendance fassent d'un accord réciproque des conventions séparées avec la Cour de Prusse, les Régences susmentionnées doivent être informées et sommées après la conclusion de ce traité.

ART. III.

Faix à
conclu-
re.

Si la Cour Ottomane, s'il plaît à Dieu, est victorieuse, son intention étant de ne pas agréer la paix avec les ennemis avant d'avoir repris les forteresses et les pays, qui sont tombés entre les mains des ennemis, particulièrement la Crimée, la Cour Prussienne ne doit se désister de la guerre avant que la Cour Ottomane n'ait fait la paix avec les dits ennemis. En retour de cela la Cour Ottomane ne doit pas accepter la paix avec les Autrichiens et les Russes, ni générale, ni particulière sans que la Prusse, la Suède et la Pologne ne soyent comprises dans la paix. Si après que les Cours Prussienne et Ottomane auront fait la paix avec les cours Autrichienne et Rusienne, les Russes ou les Autrichiens dans la suite du tems faisaient la guerre aux dites Cours de Prusse et de Suède, et à la République de Pologne, soit à l'une d'entre Elles, ou à toutes les trois, la Cour Ottomane doit regarder cette guerre comme faite à elle même, et doit tout de suite assister ces trois Cours comme ses alliés, de toutes ses forces. De même, si les Russes ou les Autrichiens dans la suite du tems faisaient la guerre aux Cours Ottomane et Suédoise et à la République de Pologne, soit à l'une d'entre elles, soit à toutes les trois, la Cour de Prusse doit regarder cette guerre comme faite à elle-même et doit tout de suite assister ces trois Cours comme ses Alliés de toutes ses forces. Avant que les Cours Autrichienne et Rusienne n'aient vuide et arrangé leurs différends avec la république de

de

de Pologne par la concurrence et les bons offices des Cours Prussienne et Ottomane, et avant que la Cour de Russie ne s'arrange avec la Cour de Prusse sur leurs différends par rapport aux affaires de Pologne, les Cours Ottomane et Prussienne ne doivent pas faire la paix avec les Russes et les Autrichiens, ni rendre les pays pris sur les ennemis. Pour que les Cours Ottomane et Prussienne parviennent à leur but, elles promettent, que la paix à conclure avec les Russes et les Autrichiens doit se faire par la concurrence et les bons offices de l'Angleterre et de la Hollande. Les dites Cours ne doivent pas retarder la paix. Mais en tout cas quand les Cours Ottomane et Prussienne feront le traité de paix sous la médiation des deux Cours mentionnées, elles doivent comprendre dans la paix Cour de Suède et la république de Pologne. Particulièrement la Cour de Prusse, étant voisine des Cours belligérantes, la Cour Ottomane promet de son côté, que les affaires touchant la sûreté et les intérêts des Polonois et des Prussiens doivent être arrangées; et la Cour de Prusse promet de son côté, que les affaires touchant la sûreté et les intérêts de la Cour Ottomane doivent être arrangées.

ART. IV.

Après que la paix définitive sera faite de la manière susmentionnée, le Roi de Prusse s'engage et promet de garantir la possession des pays, qui lors de la conclusion de la paix resteront entre les mains de la cour Ottomane, et de tâcher de faire accéder à cette garantie l'Angleterre, la Hollande, la Suède, la Pologne et d'autres cours désirées. Alors le Roi de Prusse et l'Empereur Ottoman feront une nouvelle alliance défensive, laquelle pour la sûreté de pays, que les deux Cours, c'est à dire, la Cour de Prusse et Ottomane auront possédés lors de la conclusion de la paix, doit contenir la garantie réciproque, de la possession de tous leurs pays. Pour cet effet les Cours Prussienne et Ottomane promettent, que si les cours Autrichienne et Rusienne faisaient la guerre à ces deux cours, la cour Ottomane et celle de Prusse doivent s'assister l'une l'autre de toutes leurs forces ou d'un certain nombre de troupes à fixer, tout en conséquence des articles de l'alliance, dont on sera convenu. Mais

1790 si avant que cette alliance défensive sera conclue, une cour quelconque, en haine du présent traité, faisait la guerre aux cours Prussienne et Ottomane alors les deux cours alliées doivent s'assister l'une l'autre de toutes leurs forces; et avant que les cours Prussienne et Ottomane n'aient fait une paix conforme à leur honneur et avantageuse à leurs intérêts, les cours Prussienne et Ottomane ne doivent pas se désister de la guerre. Enfin les traitemens et les concessions statuées à l'égard des François et des Anglois dans les possessions Ottomanes doivent aussi être statuées à l'égard des Prussiens.

ART. V.

Ratifications.

Les ratifications du présent traité doivent être échangées à Constantinople dans cinq mois ou plutôt si faire se pourra. En foi de quoi nous Conseiller privé de Sa Majesté le Roi de Prusse et son Envoyé Extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près la sublime Porte Ottomane, en vertu du plein-pouvoir qui nous a été confié, avons signé le présent traité d'amitié d'union et d'alliance, y avons apposé de sceau de nos armes et l'avons remis à Messieurs les Plénipotentiaires de la Cour Ottomane contre un exemplaire en langue Turque, signé aussi et scellé par les dits plénipotentiaires en vertu de leurs plein-pouvoirs. Fait à Constantinople le trente et un Janvier 1790. (S. N.)

MUHAMMED	CHATSCHI MU-	HENRI FRED.
RASHID,	STAFFA ASSUR,	DE DIETZ.
Reis Effendi.	Kadileskjer de Romélie.	
(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)

Nous avons approuvé, confirmé et ratifié le susdit traité d'Alliance, comme nous l'approuvons, le confirmons et le ratifions par la présente, promettant en foi et parole de Roi, d'accomplir, d'exécuter et de faire observer le susdit traité autant qu'il sera en Notre pouvoir, et que les circonstances le permettront, surtout pour faire restituer à la sublime Porte Ottomane les provinces qu'elle a perdues dans la présente guerre, comme nous avons déjà rempli la partie essentielle du susdit traité en faisant avancer nos armées

armées jusqu'aux frontières de l'Autriche et de la 1790
Russie et en nous mettant Nous même à leur tête pour
pousser la guerre avec toutes nos forces ou pour pro-
curer par une négociation armée une paix honorable,
avantageuse et Solide à la haute Porte Ottomane.

En foi de quoi nous avons signé cette ratification
de Notre main et avons fait apposer le grand sceau
de nos armes Royales: Fait et donné au quartier
général de notre armée à Schönwalde le 10. Juin.
l'an. 1790 et de notre regne le 4.

FREDERIC GUILLAUME,

Roi de Prusse.

E. F. Comte de HERTZBERG.

(La ratification de la part de la Porte se trouve dans le
recueil de C. DE HERTZBERG. T. III. p. 52.)

53.

Traité d'Amitié et d'Alliance entre S. M. le 29. Mars
Roi de Prusse et S. M. le Roi et la Ré-
publique de Pologne; signé à Varsovie
le 29. Mars 1790.

(Recueil du C. DE HERTZBERG. T. III. p. . . et se
trouve Nouvelles extraord. 1790. n. 37. Journal heb-
domad. d. 1. diète de 1790. p. m. de V. 1790. p. 155.
d. Pol. Journal 1790. p. 425.)

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Soit notoire à tous ceux à qui il appartient: La mai-
son Royale de Prusse et Electorale de Brandebourg
ayant entretenu avec les Sérénissimes Rois de la Ré-
publique de Pologne, depuis les tems les plus éloignés,
les liaisons les plus étroites d'Amitié et d'Alliance, et
S. M. le Roi de Prusse ayant nouvellement donné à
la Sérénissime République de Pologne des marques

1790 réelles de son Amitié, il en est résulté un désir mutuel et réciproque de renouveler et de resserrer ces anciennes liaisons par un Traité d'Alliance défensif, pour le bien des deux Parties et pour le maintien de la tranquillité commune et particulière des deux Etats. Pour remplir un but aussi salutaire, Sa Maj. le Roi de Prusse a nommé et autorisé son Chambellan, Envoyé-Extraordinaire et Ministre-Plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi et la République de Pologne, le Sr. Jérôme Marquis de Lucchesini, et S. M. le Roi et les Etats de la Sérénissime République de Pologne, assemblés en Diète ordinaire et confédérée, ont nommé et autorisé Jacinthe Malachowski, Grand-Chancelier de la Couronne; Alexandre Prince Sapiéha, Grand-Chancelier de Lithuanie; Mathias Garnisz, Evêque de Chelm, Vice-Chancelier de la Couronne; Joachim Chreptowicz, Vice-Chancelier de Lithuanie; Joseph Rybinski, Evêque de Cujavie et de Poméranie; Ignace Potocki, Maréchal de la Cour de Lithuanie; Stanislaus Malachowski, Referendaire de la Couronne et Maréchal de la Diète et de la Confédération de la Couronne; Casimir Prince de Sapiéha, Grand Maître de l'Artillerie et Maréchal de la Confédération de Lithuanie; et Antoine Dzieduszycki, Grand-Notaire de Lithuanie, lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs Pleins-Pouvoirs en bonne et due forme, et après avoir conféré entre eux, sont convenus des Articles suivans:

ART. I.

Amitié
et union

Il y aura une amitié et union sincère et constante entre S. M. le Roi de Prusse, les Héritiers et Successeurs et S. M. le Roi de Pologne et les Successeurs ainsi que la Sérénissime République de Pologne, de sorte que les hautes Parties Contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir, entre elles et leurs Etats et sujets, la plus parfaite amitié et correspondance réciproque, et s'engagent à contribuer autant qu'il sera en leur pouvoir à se défendre et à se conserver mutuellement en paix et en tranquillité.

ART. II.

Garantie
réciproque.

En conséquence de l'Engagement contracté par l'Article précédent, les deux Hautes Parties Contractantes

tes feront tout leur possible pour se garantir et se con- 1790
server réciproquement la possession tranquille des Etats,
Provinces et Villes, et de tout le Territoire, qu'elles
possèdent dans le tems de la conclusion du present
Traité d'Alliance Cette garantie des possessions actuel-
les n'empêchera cependant pas l'arrangement amiable
de quelques controverses, qui ont existé avant la con-
clusion de ce Traité, relativement à des limites par-
ticulières, et qui n'ont pas encore été applanies.

ART. III.

Si le cas arrivait, que l'une des Hautes Parties ^{Secours}
Contractantes serait menacée d'une attaque hostile par ^{ordinal}
qui que ce soit, l'autre emploierait, sans délai, ses ^{se.}
bons offices les plus efficaces pour prévenir les hos-
tilités; pour procurer satisfaction à la partie lésée, et
pour ramener les choses dans la voye de la concilia-
tion; mais, si ces bons offices n'avaient pas l'effet de-
siré, dans l'espace de deux mois et que l'une des Hau-
tes Parties Contractantes fût en attendant hostilement
attaquée, molestée ou inquiétée dans quelques uns
de ses Etats, Droits et Possessions ou intérêts, ou de
quelque manière que ce soit, l'autre Partie Contractante
s'engage de secourir son Allié sans délai, pour se
maintenir mutuellement dans la possession de tous les
Etats, Territoires, Villes et Places, qui leur ont ap-
partenu avant le commencement de ces hostilités;
pour lequel effet, si le Royaume de Pologne venait à
être attaqué, S. M. le Roi de Prusse fournira à S. M.
le Roi et la Sérénissime République un secours de
14600 hommes d'Infanterie et de 4000 hommes de Ca-
valerie accompagné d'un train d'Artillerie proportionné
au nombre des Troupes, et si S. M. Prussienne ve-
nait à être attaquée, S. M. le Roi et la République
de Pologne lui fourniront un secours de 8000 hom-
mes de Cavalerie et de 4000 hommes d'Infanterie, ac-
compagné d'un train d'Artillerie proportionné au nom-
bre des Troupes; lequel secours respectif sera fourni
dans l'espace de deux mois à dater du jour que la ré-
quisition sera remise de la part de la Partie réquérante,
et demeurera à sa disposition pendant toute la durée
de la Guerre dans la quelle elle se trouvera engagée.
Ce secours sera payé et entretenu par la Puissance ré-
quise, par-tout où son Allié le fera agir; mais la Par-
tie

1790 tie requérante lui fournira gratis, dans ses Etats, le Pain et le Fourage nécessaires sur le pied usité dans ses propres Troupes. Si la Partie lésée et requérante préférerait aux Troupes un secours en Argent, elle en aura le choix; et ce secours sera alors évalué à vingt mille Ducats de Hollande par an pour mille Hommes d'Infanterie, et à vingt-six mille six cents soixante-six Ducats de Hollande pour mille Hommes de Cavalerie par an ou dans la même proportion par mois. Si la République de Pologne préférerait alors de fournir son secours en Blé pour l'approvisionnement des Magasins S. M. Prussienne s'y prêtera, autant que ses propres intérêts le permettront; et on évaluera alors le Blé, que la Pologne pourrait fournir, selon le prix courant de la Pologne.

ART. IV.

Secours
extraor-
dinaire.

Dans le cas où ce secours stipulé ne serait pas suffisant pour la défense de la Puissance requérante, la Puissance requise l'augmentera suivant la nécessité du cas; et cette augmentation sera, du côté de S. M. le Roi de Prusse, jusqu'à trente mille Hommes, et du côté du Roi et de la République de Pologne jusqu'à vingt mille Hommes. Si cependant, malgré cette détermination de la quantité des Troupes auxiliaires, l'une des deux Parties Contractantes se trouvait dans le cas d'un secours de toutes les Forces de l'autre, les deux Parties se réservent de se concerter sur ce secours extraordinaire et de le requérir.

ART. V.

Leur
emploi.

Les Troupes, qui seront fournies par la Partie requise, seront sous le Commandement du Général qui commande l'Armée de la Partie requérante; mais elles resteront ensemble et sous les ordres de leurs propres Généraux et Officiers: Elles ne seront pas plus exposées, et elles seront traitées aussi favorablement que des Troupes de la Partie requérante.

ART. VI.

Affaires
internes
de Po-
logne.

Si quelque Puissance Etrangère que ce soit, voulait, à titre d'actes et stipulations précédentes conquises, ou de leur interprétation, s'attribuer le droit de se mêler des affaires internes de la République de Pologne ou de ses Dépendances, en tel tems ou de quelque manière que ce soit, S. M. le Roi de Prusse s'emplo-

s'employera d'abord, par ses bons offices les plus effi-
caces, pour prévenir les hostilités par rapport à une
pareille prétention; Mais, si ces bons offices n'avaient
pas leur effet, et que des hostilités resulteraient à
cette occasion contre la Pologne, S. M. le Roi de
Prusse en reconnoissant ce cas comme celui de d'Al-
liance, assistera alors la République, selon la teneur
de l'Art. IV. du présent Traité.

ART. VII.

Les Parties Contractantes ayant résolu de pouvoir
aux intérêts des deux Nations, par un Traité de com-
merce, et la nature d'un tel Traité exigeant du tems,
elles n'ont pas voulu, que cela pût causer du retard
dans la Conclusion du Traité d'Alliance, également dé-
sirée des deux côtés; mais on continuera la negocia-
tion, autant pour la vérification et redressement des
abus, qui auraient pu s'être glissés de part et d'autre,
dans l'exécution du dernier Traité de commerce, que
pour hâter la conclusion du nouveau Traité, qui éta-
blira d'une manière plus complète les avantages réci-
proques du commerce, pour le bien des deux Nations.

ART. VIII.

Le présent Traité d'Alliance sera approuvé et ra-
tifié par S. M. le Roi de Prusse, et par S. M. le Roi
et la République de Pologne, et les Lettres de Rati-
fication en bonne et due forme seront délivrées et
échangées de part et d'autre dans l'espace de quatre
semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour
de la signature du présent Traité.

En foi de quoi nous Soussignés Plénipotentiaires
de S. M. le Roi de Prusse, et de S. M. le Roi et la
Sérénissime République de Pologne avons signé le pré-
sent Traité d'Alliance, et y avons apposé le Cachet
de nos armes.

Fait à Varsovie, le 29. Mars 1790.

(L. S.) JEROME Marquis DE LUCCHESINI.

(L. S.) JACINTHE Comte MALACHOWSKI. ALE-
XANDRE Prince SAPIEHA *). MATHIAS
GARNISZ. JOACHIM CHREPTOWICZ. JO-
SEPH RYBINSKY. IGNACE POTOCKI. STA-
NISLAS MALACHOWSKI. CASIMIR Prince
SAPIEHA. ANTOINE DZIEDUSZYCKY.

*) La signature de ce Prince est omise dans HENRI-
BERG l. c.

1790 *Acte de renonciation de S. M. I. et R. Leopold II. par rapport au Grand-Duché de Toscane en faveur de S. A. R. l'Archiduc Ferdinand son second fils et des descendans mâles de celui-ci, ensemble avec l'acte d'investiture du Grand-Duché et la cession plénière de ce pays tant de la part de S. M. I. et R. A. Leopold II. que de S. A. R. l'Archiduc François (aujourd'hui Empereur) à la Secondogeniture, en date de Vienne le 21. Juill. 1790, ainsi que l'acceptation de S. A. R. le grand Duc Ferdinand III, de la confirmation des loix, statuts etc. du Grand-Duché en date du 22. Févr. 1791 et de l'hommage prêté au Grand-Duc le 16. Mars 1791.*

(CROME *Staatsverwaltung von Toscana* T. III. p. 19.)

Acte de
presen-
tation
d'hon-
nage
16. Mars
1791.

In Dei Nomine Amen. Anno Domini Nostri Jesu Christi Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Primo Indictione Nona Die vero Decima Sexta Mensis Martii, hora Meridiana.

Actum Florentiae in Palatio Veteri Ducali in Pa-
roccia praepositurae Sancti Michaelis in Horto, et in
Aula majori ipsius Palatii praesentibus et adstantibus
ibidem et infra scripta omnia audientibus, videntibus
et intelligentibus Illustrissimo Domino Marchione Cos-
mo, quondam illustrissimi Domini Marchionis Antonii
Corfi, Ordinis Hierosolimitani Equite, Illustrissimo
Domino Marco Maria quondam Illustrissimi Domini
Basilivi Nicolai de Martellis Ordinis D. Stephani Ba-
juhivò, Illustrissimo Domino Joanne Baptista quondam
Illustris-

Illustrissimi et Clarissimi Senatoris Equitis Philippi Guadagni, Illustrissimo Andrea quondam Illustrissimi Equitis Averardi Serristori, Illustrissimo Marchione Carolo quondam Illustrissimi et Clarissimi Marchionis Senatoris Joannis Gerini, Illustrissimo Domino Joanne Baptista Francisco quondam Illustrissimi Domini Marchionis Joannis Andre Bourbon del Monte ex Marchionibus Sanctae Mariae, et Illustrissimo Domino Principe Thoma Illustrissimi Principis Bartholomei Corsini. Testibus idoneis omnique exceptione majoribus ad infra-scripta omnia et singula vocatis, habitis atque rogatis, et adstantibus etiam plurimis aliis Illustrissimis praestantibusque Viris.

Praesentis Instrumenti seriem Visuris, Lecturis atque Audituris pateat et notum sit, quod cum vi Caesararum Tabularum Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Domini *Leopoldi* Secundi, Romanorum Imperatoris semper Augusti, Germaniae, Hungariae ac Bohemiae Regis, Archi-Ducis Austriae, et Magni Etruriae Ducis Noni etc. etc. etc. super renunciationem Domini Universi Magni Etruriae Ducatus favore Serenissimi Archiducis Ferdinandi, Ejus filii Secundo Geniti et illius Descendentium per Lineam Masculinam factam, datarum Viennae Austriae Die Vigesima Prima Julii Anni Millesimi Septingentesimi Nonagesimi, quae inferius de verbo ad verbum referuntur, et vi pariter solemnem acceptationis, abdicationis et cessionis factae a Serenissimo Archi-Duce Francisco, Regio Hungariae et Bohemiae Principe etc. etc. etc. praelaudatae suae Caesariae Majestatis Filio Primogenito per Archiduciales Literas Viennae Austriae datas Die pariter, et Anno ut supra, quae similiter inferius de verbo ad verbum referuntur, verum Universum Dominium Magni Etruriae Ducatus praedicti una cum omnibus Juribus, Ditionibus, Civitatibus, Portubus, Insulis, Castris, Terris ac Bonis, Dignitatibus, et Praerogativis ad illum pertinentibus vel accessuris devolutum fuerit et sit, pleno jure praelaudato Serenissimo Archiduci nunc Magno Etruriae duci Decimo Ferdinando Tertio, et Id circo infra-scripti omnes Clarissimi Senatores per quos omnes Legitime congregatos universus Magnus Etruriae Ducatus representatur una cum Prioribus Universitatis seu Communitatis Civitatis Florentiae, volentes

1790

volentes uti veri fideles, et obediētes Subditi Regiae Celsitudini Serenissimi Archiducis Ferdinandi III. Magni Etruriae Ducis X. infrascriptum Fidelitatis et obediētia Juramentum praestare, et hac de causa convenerint in dicta Aula Majori Palatii Ducalis praedicti coram Sua Excellentia Illustrissimo atque Clarissimo Viro Antonio Serristori Senatore, Ordinis D. Stephani Equite, nec non Regiae Suae Celsitudinis Status Consultario et Consilii ad Etruriae Regimen Praeside, et in hac parte, a praeaudato Serenissimo Achi-Duce Magno Duce Ferdinando III. ad infrascripta omnia, et singula specialiter Deputato per Regias Litteras Viennae Austriae datas Die Vigesima Secunda Mensis Februarii currentis Anni, quae infra de verbo ad verbum pariter transcribentur, in eminentiori Loco prope Solium Vacuum, et Angusta Imagine praeememoratae Regiae Suae Celsitudinis decoratum, sedente perfectae fuerunt de Mandato Altesatae Excellentiae suae per me Notarium infrascriptum.

Primum praejudicatae Caesareae Tabulae renunciationis etc. quarum tenor est sequens videlicet.

Acte de
cession
de l'Em-
pereur
Leo-
pold II.
21. Juill.
1790.

“Nos LEOPOLDUS II. Divina favente Clementia Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Styriae, Carinthiae et Carnioliae, Magnus Dux Etruriae, Magnus Princeps Transylvaniae, Marchio Moraviae, Dux Brabantiae, Limburgi, Luxemburgi et Geldriae, Wurtembergae, Superioris et Inferioris Silesiae, Mediolani, Mantuae, Parmae, Placentiae, Guastallae, Osvecinae et Zatoriae, Calabriae, Barri, Montisferrati et Teschinae, Princeps Suevoiae, et Carolopolis, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Hannoniae, Kiburgi, Goritiae et Gradiscae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Superioris et Inferioris Lusatae, Muss-ponti et Nomeni, Comes Namurci, Provinciae Vademontis, Albinontis, Zutphaniae, Sarwerdae, Salmae et Falkensteinii, Dominus Marchiae Slavonicae et Mechlinae.”

“Notum Testatumque omnibus, quorum interest, vi praesentium facimus. Posteaquam Deo sic volente, morte Sacrae Caesareae Regiaeque Apostolicae Majestatis

1790
jestatis Domini Iosephi Secundi, Fratris Nostri dilectissimi gloriosissimae Memoriae, qui improlis decessit, omnia Regna ac Provinciae ab Eodem possessae hereditario Jure ad Nos pervenerunt; Magnum vero Hetruriae Ducatum vigore stabilitae a Domino Francisco Primo, Romanorum Imperatore et Magno Hetruriae Duce gloriosissimae Memoriae, Genitore Nostro dilectissimo in dicto Magno Ducatu Secundogeniturae, Serenissimus Archidux Filius Secundogenitus pleno jure obtinere, atque possidere debeat, quae quidem Sanctio obaltesata Sacra Cuesarea Regiaque Apostolica Majestate Domino Iosepho Secundo qua Serenissimo Archiduce primogenito editis solemnibus desuper acceptationis et renunciationis Litteris, confirmata ac corroborata fuit; hinc solemnibus his Divi Domini Parentis, ac Fratris Nostri dispositionibus plene inhaerentes Regimen ac possessionem dicti Magui Hetruriae Ducatus cum omnibus juribus et ditionibus ad illum pertinentibus Serenissimo Archiduci Ferdinando Iosepho Filio Nostro Secundogenito sub iisdem plane in dictis solemnibus Instrumentis Saucitis Legibus et reservationibus de certa Nostra scientia, et Voluntate cedimus, atque in favorem Illius pro Ipso Filiis ac Posteris suis masculini sexus magno Hetruriae Ducatu Nos abdicamus, ne vero oessione, atque abdicationi huic Nostrae aliquid desit, solemnes quoque Serenissimi Archiducis Francisci Filii Nostri Primogeniti acceptationis et renunciationis Litteras eodem tempore extradentur. In quarum fidem majusque robur hasce Tabulas manu Nostra subscripsimus, Sigilloque Nostro Regio et Archiducali pendente muniri jussimus. Datum Viennae Austriae 21. Julii Anno Millesimo Septingentesimo Nonagesimo, Regnorum Nostrorum primo.

LEOPOLDUS.

KAUNITZ R.

"Ad Mandatum Sac. Reg. Ap.
 Majestatis proprium.

ANTONIUS à SPIELMANN."

(L. S.)

"Copia

1790

"Copia hæc cum Instrumento originali in Tabulario Caesaræo Regio asservato adcurate collata, eique omnino consona, Sigillo Caesaræo Regio Archiducali Secreto appresso firmata, et manu mea propria Signata est Viennæ Austriæ die 23. Mensis Februarii A. D. 1791."

"ANTONIUS L. B. à SPIELMANN,

ordinis S. Stephani Regis Eques, Caesaræo-Regius in rebus cum exteris gerendis Referendarius intimus."

(L. S.)

Acte d'
accepta-
tion
21. Juill.
1790.

Deinde Archi-Ducales Literæ acceptationis et Serenissimi Archi-Ducis Francisci Primogeniti sequentis tenoris.

"Nos FRANCISCUS Dei Gratia Regius Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae et Slavoniæ Princeps hereditarius, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ et Barri, Magnus Princeps Hetruriæ etc. omnibus, quorum interest notum testatumque vi præsentium ad perpetuam rei memoriam facimus."

"Posteaquam Sacra Regia Apostolica Majestas Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Leopoldus Secundus Hungariæ, Bohemiæ etc. Rex, Magnus Hetruriæ Dux, Dominus Genitor Noster Summa Nobis reverentia colendus ad Normam stabilitæ a Divo Domino Avo Nostro, Francisco Primo Romanorum Imperatore ac Hetruriæ Duce gloriosissimæ Memoriæ in Magno Hetruriæ Ducatu Secundogenituræ dictum magnum Ducatum Serenissimo Archiduci Secundogenito Ferdinando, Fratri Nostro carissimo solemniter desuper edito Instrumento cessit, atque omnibus illum juribus in favorem Ejusdem, Ejusque Posterum Sexus masculini sub certis tamen conditionibus, et reservationibus in dispositione Legis institutæ Secundogenituræ expressis se abdicavit, hæcque cessio ac abdicatio in majus robur ac firmitatem a Nobis utpote Archiduce Primogenito acceptanda et renunciatio quoque Nostri in dictum Magnum Ducatum sollemni Instrumento confirmanda est; hinc Nos saluber-

saluberrimis his Majorum Nostrorum institutis omnem 1790
morem gerentes, atque insimul in pignus fraterni Nostri
in dilectissimum Fratrem Nostrum Serenissimum Archi-
ducem Ferdinandum adfectus, cessionem hanc atque
abdicationem sub iisdem, qua facta est, legibus et
reservationibus acceptamus, ratam gratamque habe-
mus, ac hisce de certa Nostra scientia et Libera cum
voluntate omnibus in Magnum Hetruriae Ducatum
juribus et actionibus pro Nobis et Heredibus Nostris
in favorem Serenissimi Archiducis et descendantium
Ejusdem Masculini Sexus reuinciamus, atque iisdem
Nos abdicamus: Quod si vero, quod Deus avertat,
contingeret, carissimum Fratrem Nostrum Serenissi-
mum Archiducem Ferdinandum nulla Sobole mascula
relicta, evivis discedere, vel hanc ipsam in descenden-
tibus Masculis omnino deficere aut extinguere, in hunc
casum ex ipsa Institutionis Secundo geuiturae dispo-
sitione Nobis, Nostrique Posteris masculis jus omne
omnesque actiones ad indubiam in Magnum Hetruriae
Ducatum Successionem vi praesentium Solemniter ac
plenissime reservamus, ita ut haec Reuinciatio Nostra,
illo casu eveniente, pro nulla ac non facta haberi,
neque iuribus Nostris, vel Descendantium Nostrorum
Masculini Sexus obflare ullo modo debeat. In quorum
omnium fidem majusque robur hanc cessionem, abdic-
ationem, reuinciationem, et reservationem Nostram jure-
jurando firmavimus ac ad perpetuam rei Memoriam
praesentes tabulas propria manu subscripsimus. Nostro-
que Sigillo Archiducali muniti iussimus. Dabantur
Viennae Austriae die 21. Julii Anno Millesimo Septin-
gesimo Nonagesimo."

(L. S.)

FRANCISCUS.

"Copia haec cum Instrumento originali in Ta-
bulario Caesareo Regio asservato accurate collata,
eique omnino consona, Sigillo Caesareo Regio Ar-
chiducali Secreto appresso Firmata et manu mea
propria Signata est Viennae Austriae die 23. Mensis
Februarii A. D. 1791."

"ANTONIUS L. B. à SPIELMANN,
ordinis S. Stephani Regis Eques, Caesareo-
Regius rebus cum exteris gerendis Referen-
darius intimus."

1790

Acte de
confir-
mation
des
droits
22. Fevr.
1791.

Et demum Literae Motu proprio emanatae ac Serenissimo Archi-Duce Magno Duce Nostro Ferdinando Tertio hujus tenoris videlicet.

“Noi FERDINANDO III. per Grazia di Dio Principe Reale di Ungheria, e di Boemia, Arci Duca d'Austria Gran Duca di Toscana etc. etc. etc.”

“In conseguenza della Renuzia fattaci da Sua Maestà Imperiale Nostro Augustissimo Genitore della Sovranità della Toscana; mediante l'Alto fatto in Vienna li 21. Luglio 1790 incarichiamo il Nostro Consigliere di Stato, e presidente del Consiglio di Reggenza Senator Cavalier Antonio Serristori di prendere interinalmente in Nostro Nome il possesso del Gran Ducato di Toscana, con ricevere Egli a tale effetto i soliti omaggi, e giuramenti d'inaugurazione dai Magistrati, Governatori, Militare, Deputati delle Provincie etc. nei modi soliti, e con quelle soleunità sate praticate in altre simili occasioni, riserbandoci Noi di ricevere colle consuete formalità, la confermazione dopo il Nostro arrivo a Firenze.”

“Confermiamo intanto suo a nuov' ordine tutti i Sistenii, ed Ordini veglianti.”

“Confermiamo parimente suo a nuov' ordine lo Stesso Consiglio di Reggenza, e tutti i Consiglieri di Stato che lo compongono, ognuno nelle Loro rispettive Cariche; Ed intendiamo che le Ordinazioni emanate coll'. Vedit del Consiglio wedesimo abbiano forza, e vigore come se fossero state firmate di Nostri propria mano, confermandogli a questo effetto, e suo a nuovo Ordine tutta l'Autorità di cui è stato rivestito finora.”

“Confermiamo anche tutti i Governatori, Commissari Provinciali nelle Loro Cariche; come anche confermiamo tutti gli Impiegati nelle Segreterie, e Dipartimenti rispettivi, Giudicanti Provinciali, Militare, Uffiziali, Auditori, Giudici Tribunali di Giustizia, e Paghe Loro sul piede come sono di presente.”

“E finalmente incarichiamo il Consiglio di Reggenza di dare a chi occorre gli Ordini, e partecipazioni opportune in conseguenza. Dato in Vienna Li 22. febbrajo 1791.”

FERDINANDO.

Hicce

Hisc Tabulis perlectis clara et intelligibili voce
a me Notario infra scripto. Illustrissimus Dominus 1790
Eques Joannes Baptista de Cellesis Regius Advocatus et
in hac parte Archivii Reformationum etc. Praefes sic
Senatum reliquosque Cives Patria lingua est allocutus:

"Se finora il sincero Omaggio di fedeltà, e di Haran-
obediienza, che gli Antecessori Vostri, e molti ancora gue du
di Voi Clarissimi Senatori, fedelissimi Cittadini, pres-
come Rappresentanti la Nazione Toscana, hanno dent
prestato al Nuovo Regnante è stato amareggiato pour la
sempre dai sentimenti di meslizia, e di coràoglio per prefa-
l'essinto Sovrano, quello che adesso tutti v'invito ad tion
umiliare all' Augusto Vostro nuovo Principe Ferdi- d'hom-
nando III. sarà per una felice diversità di più fausie mage.
circostanze non de altro pianto accompagnato se non
da quello, che la più viva gratitudine per Altissimi
beneficj può tributar al Clementissimo Cesare Leo-
poldo II. già Nostro Gran Duca, ora Nume Nostro
tutelare, che il Cielo lungamente conservi all' Im-
pero, ed al Mondo."

"Dopo avere il Magnanimo Principe felicità
per molti Anni la Toscana con la Sua presenza con
provide Leggi, e con Paterne premure, ha voluto nell'
occasione di doversene allontanare per il miglior de-
stino di Europa, tutti generosamente cumulare in un
Solo i Suoi maggiori beneficj dandoci nel Regio Suo
figlio un Sovrano Clemente, ed Magnanimo ed ac-
compagnando il Gran dono con la più tenera effusione
di sentimenti amorevoli, e Paterni, e con la più lu-
singhiera assicurazione di una semper grata Memoria
del Nostro vero attaccamento alla Sua Sacra Persona."

"Qual Regnante mai nell' Atto di separarsi da
Sudditi fedelissimi ha meglio saputo compensar Loro
la perdita amara, che con la propizia sostituzione nel
proprio figlio di un Principe adorabile, e preparato
dalla più squisita Educazione alla delizia dei Popoli?"

"E qual Principe mai nè ha dati più luminosi
presagi del Serenissimo Arci Duca Ferdinando, che
uato, e cresciuto fra noi si acquistò fino dalla più
tenera età con replicate sicurissime prove di un Cuore
benefico, Amoroso, e Magnanimo l'Universale tene-

1790 *rezza, e venerazione, e che Unito adesso ad' Una Sposa Reale, ed Illustre per le più rare Virtù, promette Una Serie gloriosa di Principi destinati dal Cielo ad' eternare la felicità e lo splendore della Toscana?"*

"In veduta pertanto di sì Gran dono, e di sì prosperi auspici affrettatevi Clarissimi Senatori, fedelissimi Cittadini a manifestare i sentimenti di Amore, e di rispetto, che avete esternati fin dal momento della pubblicazione di sì fausto successo; Giurate all' Altezza Reale del Serenissimo Arci Duca Ferdinando III. nuovo Gran Duca, e Signor Nostro nella Persona di Sua Eccellenza il Signore Cavaliere Senatore Antonio Serristori Consigliere di stato, e Presidente del Real Consiglio di Reggenza dall' Altezza Sua graziosamente a questo effetto incaricato; Giurate fedeltà, ed' obediienza inviolabile, contentate così coll' Atto solenne, e dovuto la viva ansietà della Toscana tutta, che anela di vedere Unita nell' acclamazioni Universali questa indelibile autentica testimonianza dei voti, e dei sentimenti Communi come pegno sicuro della Sua perpetua prosperità."

Huic proinde allocutioni Illustrissimus et Clarissimus Senator Mardico etc. "Laurentius Ginori Ordinis D. Stephani Eques et Prior uti Supremi Magistratus Locumtenens Patria ibidem Lingua prout infra sequitur respondit:"

"La dolorosa perdita, questo Stato di Toscana ha fatto del Serenissimo Gran Duca Pietro Leopoldo passato a Governare gli Aviti Stati della casa d' Austria, ed' ora coronato Imperatore dei Romani, viene in parte sollevata dal vedere un' Atto pubblico, testimone della Sua sodisfazione per la venerazione, e obediienza, che sempre abbiamo avuta a i Sovrani Commandi. Ma molto più ancora per averci volentù lasciare con Sua renunzia nella Persona del Suo Real Figlio, l' Arci Duca Ferdinando un' immagine di se stesso, e così darci un Pegno del Suo Paterno Cuore come ha fatto per tutto il tempo del Suo Governo con tanta Lode, e beneficio di questo stato, mediante le provide Leggi lasciateci, e con l' indefessa continua applicazione per la Nostra felicità."

"L' Am-

“L'Amplissimo Senato rappresentante il Dominio 1790
 Fiorentino non può non sperare nell' Arci Duca Fer-
 dinando l'istessa bontà di Governo, tanto più che lo
 consideriamo Nostro come Nato fra Noi, e siamo tutti
 testimoni delle Sue rare virtù, dalle quali sicuramente
 risentivà la Nostra Patria ogni bene; Riconosciamo
 adunque per Nostro Unico Sovrano il Serenissimo Arci
 Duca Ferdinando Gran Duca Terzo di questo Nome,
 e con Nostro pieno volere rendiamo a Sua Altezza
 Reale quell' istesso Omaggio, che è stato praticato,
 e solito praticarsi a i Nostri Sovrani, ed in mano
 dell' Eccellenza Vostra Illustrissimo, e Illmo Signore
 Senatore Cavaliere Antonio Seristori Consigliere di
 Stato e Presidente del Real Consiglio di Reggenza,
 con solenne Giuramento promettiamo quella medesima
 fedeltà, ed obbedienza, che abbiamo giurata, e con
 sommo zelo, ed Amore osservata a Maestà l'Impera-
 tore Francesco Primo Suo Avo, e a Sua Maestà Pietro
 Leopoldo Secondo, Suo Augustissimo Genitore.”

His dictis Illustrissimus, et Clarissimus Locum
 Tenens caeterique deinceps Illustrissimi et Clarissimi
 Consiliarii et Senatores postque illos Illustrissimi priores
 Universitatis seu Communitatis Florentiae sua quisque
 vice ad Solii dexteram, praestita reverentia progressi,
 insignum verae recognitionis in Dominum extensa
 dextera tactis Sacro-sanctis Evangeliiis (quorum Codicem
 in manu tenebat admodum Reverendus Dominus
 Franciscus Bigallii in Sacro Dini Stephani Ordini Ce-
 remoniarum Magister) juraverunt et fidelitatis et ob-
 edientiae juramentum praestiterunt.

Quibus omnibus expletis, et cunctis ad locum
 suum reversis Illustrissimus praememoratus Eques Joannes
 Baptista de Cellefis et Archivi Reformationum etc.
 Praeses de mandato ejusdem praelaudatae Excellentiae
 Suae Dominus Antonii Seristori etc. praecepit mihi
 Francisco Gonnella Primo in dicto Reformationum
 Ministro et Notario nec non ad istum Actum specialiter
 confirmato vi Rescripti sub die Decima huius ipsius
 mensis a Summo Etrusci Regiminis Consilio exarato,
 quatenus etc. ut de praedictis omnibus publicum con-
 ficerem Instrumentum prout confeci et in hanc publi-
 cam formam redegei;

1790 rezza, e venerazione, e che Unito adesso ad' Una Sposa Reale, ed Illustre per le più rare Virtù, promette Una Serie gloriosa di Principi destinati dal Cielo ad' eternare la felicità e lo splendore della Toscana?"

"In veduta pertanto di sì Gran dono, e di sì prosperi auspici affrettatevi Clarissimi Senatori, fedelissimi Cittadini a manifestare i sentimenti di Amore, e di rispetto, che avete esternati fin dal momento della pubblicazione di sì fausto successo; Giurate all' Altezza Reale del Serenissimo Arci Duca Ferdinando III. nuovo Gran Duca, e Signor Nostro nella Persona di Sua Eccellenza il Signore Cavaliere Senatore Antonio Serrisiori Consigliere di stato, e Presidente del Real Consiglio di Reggenza dall' Altezza Sua graziosamente a questo effetto incaricato; Giurate fedeltà, ed' obediienza inviolabile, contentate così coll' Atto solenne, e dovuto la viva ansietà della Toscana tutta, che anela di vedere Unita nell' acclamazioni Universali questa indelibile autentica testimonianza dei voti, e dei sentimenti Comuni come pegno sicuro della Sua perpetua prosperità."

Huic proinde allocutioni Illustrissimus et Clarissimus Senator Mardico etc. "Laurentius Ginori Ordinis D. Stephani Eques et Prior uti Supremi Magistratus Locumtenens Patria ibidem Lingua prout infra sequitur respondit."

"La dolorosa perdita, questo Stato di Toscana hà fatto del Serenissimo Gran Duca Pietro Leopoldo passato a Governare gli Aviti Stati della casa d' Austria, ed' ora coronato Imperatore dei Romani, viene in parte sollevata dal vedere un' Atto pubblico, testimone della Sua sodisfazione per la venerazione, e obediienza, che sempre abbiamo avuta a i Sovrani Commandi. Ma molto più ancora per averci voluto lasciare con Sua renunzia nella Persona del Suo Real Figlio, l' Arci Duca Ferdinando un' immagine di se stesso, e così darci un Pegno del Suo Paterno Cuore comme hà fatto per tutto il tempo del Suo Governo con tanta Lode, e beneficio di questo stato, mediante le provide Leggi lasciateci, e con l' indefessa continua applicazione per la Nostra felicità."

"L' Am-

“L'Amplissimo Senato rappresentante il Dominio 1790
 Fiorentino non può non sperare nell' Arci Duca Fer-
 dinando l'istessa bontà di Governo, tanto più che lo
 consideriamo Nostro come Nato fra Noi, e siamo tutti
 testimoni delle Sue rare virtù, dalle quali sicuramente
 risentivà la Nostra Patria ogni bene; Riconosciamo
 adunque per Nostro Unico Sovrano il Serenissimo Arci
 Duca Ferdinando Gran Duca Terzo di questo Nome,
 e con Nostro pieno volere rendiamo a Sua Altezza
 Reale quell' istesso Omaggio, che è stato praticato,
 e solito praticarsi a i Nostri Sovrani, ed in mano
 dell' Eccellenza Vostra Illustrissimo, e Cllmo Signore
 Senatore Cavaliere Antonio Serisfiori Consigliere di
 Stato e Presidente del Real Consiglio di Reggenza,
 con solenne Giuramento promettiamo quella medesima
 fedeltà, ed obbedienza, che abbiamo giurata, e con
 sommo zelo, ed Amore osservata a Maestà l'Impera-
 tore Francesco Primo Suo Avo, e a Sua Maestà Pietro
 Leopoldo Secondo, Suo Augustissimo Genitore.”

His dictis Illustrissimus, et Clarissimus Locum
 Tenens caeterique deinceps Illustrissimi et Clarissimi
 Consiliarii et Senatores postque illos Illustrissimi priores
 Universitatis seu Communitatis Florentiae sua quisque
 vice ad Solii dexteram, praestita reverentia progressi,
 insignum verae recognitionis in Dominum extensa
 dextera tactis Sacro-sanctis Evangeliiis (quorum Codi-
 cem in manu tenebat admodum Reverendus Dominus
 Franciscus Bigallii in Sacro Divi Stephani Ordini Ce-
 remoniarum Magister) juraverunt et fidelitatis et ob-
 edientiae juramentum praestiterunt.

Quibus omnibus expletis, et cunctis ad locum
 suum reversis Illustrissimus praememoratus Eques Joannes
 Baptista de Cellefis vi Archivi Reformationum etc.
 Praeses de mandato ejusdem praelandatae Excellentiae
 Suae Dominus Antonii Serisfiori etc. praecepit mihi
 Francisco Gonnella Primo in dicto Reformationum
 Ministro et Notario nec non ad istum Actum specialiter
 confirmato vi Rescripti sub die Decima huius ipsius
 mensis a Summo Etrusci Regiminis Consilio exarato,
 quatenus etc. ut de praedictis omnibus publicum con-
 ficerem Instrumentum prout confeci et in hanc publi-
 cam formam redegei,

1790 Nomina vero dictorum Clarissimorum Dominorum Locum Tenentis in Supremo Magistratu Consiliariorum; aliorumque Senatorum et Priorum Universitatis seu Communitatis Florentiae sunt infrascripta videlicet:

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Prior Mardico Laurentius Ginori Locum Tenens.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Joannes Baptista Nelli Eques.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Prior Marcus Covoni.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Mozzi.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Bajulivus Mardico Sigismundus della Stufa, omnes in dicto Supremo Magistratu Consiliarii.

Nomina aliorum Clarissimorum Senatorum qui adfuerunt.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Ferdinandus Casponi.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Andrea Ginori.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Mardico Vincentius Casponi.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Prior Fabius Orlandini.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Alexander Adami.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Comes Olandus Malevolti del Benino.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Caesar Gori.

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eques Prior Carolus Bonfi.

Nomina vero Illustrissimorum Priorum. Nobilium Universitatis seu Communitatis Florentiae qui adfuerunt.

Illustrissimus Dominus Pierus Baldigiani Vexillifer.

Illustrissimus Dominus Franciscus Bounamici.

Illustrissimus Dominus Eques Bajulivus Ferdinandus della Conca.

Nomina

Nomina Priorum Civium.

1790

Dominus Andreas Ludovicus Spulcioni.

Dominus Cosmus Castelli.

Excellentissimus Dominus Ludovicus Berreli J. U. D.

Dominus Dominicus Guglielmi.

Copia. Ego Franciscus Philippi Gonnella Liburnensis Primus Archivi Reformationum etc. olim Vulgo di Palazro - Civitatis Florentiae Minister et Notarius ut supra, praedictis omnibus et singulis, dum sic agebantur, interfui eaque, de Ordine et mandato de quo supra, rogatus scribere scripsi et in hanc publicam formam redegi; et ad praedictorum omnium et singulorum fidem subscripsi solitoque Archivi Signo munivi ad Laudem Dei etc.

(L. S.)

55.

1790 Actes relatifs au rétablissement de l'amitié entre
 24. Juill. la Grande-Bretagne et l'Espagne après les différends survenus en Amérique 1790.

1.

Déclaration et Contre-Déclaration signée et échangée le 24. Juillet 1790. par l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique et le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Catholique.

(*London Gazette extraordinary, published by authority numb. 13224; et se trouve dans les Nouv. extraord. 1790. n. 65. Teutsch. Pol. Journ. 1790. p. 831.*)

Déclaration.

Sa Majesté Britannique s'étant plainte de la capture de certains vaisseaux appartenans à ses sujets, faite dans la Baye de Nootka, située sur la côte du Nord-Ouest de l'Amérique, par un Officier au service du Roi; le soussigné, Conseiller et Premier Secrétaire d'Etat de S. M., étant à ce dûment autorisé, déclare au nom et par ordre de Sa dite Maj., qu'Elle est disposée à donner Satisfaction à Sa Maj. Britannique pour l'Injure dont Elle s'est plainte; bien assurée que Sa dite Majesté Britannique en userait de même à l'égard du Roi, dans de pareilles circonstances: Et S. M. s'engage en outre de faire restitution entière de tous les vaisseaux Britanniques qui furent capturés à Nootka, et d'indemniser les Parties intéressées dans ces vaisseaux des pertes qu'elles auront essuyées aussitôt que le montant en aura pu être estimé:

Bien entendu que cette déclaration ne pourra exclure, ni préjudicier à la discussion ultérieure des droits que Sa Maj. pourra prétendre à la formation d'un établissement exclusif au port de Nootka.

En

55. 1.

Declaration and Counter-Declaration signed 1790,
and exchanged, on the twenty-fourth of ^{24. Juill.}
July 1790 by the Right Honourable Alleyne
Fitz Herbert, His Majesty's of Great-Britain
Ambassador Extraordinary and Plenipoten-
tiary and h. E. Count Florida Blanca, His Ca-
tholic Majesty's Minister and Principal Se-
cretary of State.

(*London Gazette* l. c.)

Declaration.

His Britannick Majesty having complained of the capture of certain vessels belonging to his subjects in the port of Nootka, situated on the North-West Coast of America, by an Officer in the service of the King; the under-signed Councillor and Principal Secretary of State to His Majesty, being thereto duly authorized, declares, in the name and by the order of his said Majesty, that he is willing to give Satisfaction to His Britannick Majesty for the Injury of which he has complained; fully persuaded that His said Britannick Majesty would act in the same Manner towards the King, under similar circumstances; and His Majesty further engages to make full restitution of all the British vessels which were captured at Nootka, and to indemnify the parties interested in those vessels, for the losses which they shall have sustained, as soon as the Amount thereof shall have been ascertained:

It being understood that this declaration is not to preclude or prejudice the ulterior discussion of any right which His Majesty may claim to form an exclusive Establishment at the port of Nootka.

1790 En foi de quoi, j'ai signé cette déclaration, et y ai apposé le cachet des mes armes. A Madrid, ce 24. Juillet 1790.

Signé :

(L. S.) *Le Comte DE FLORIDA BLANCA.*

Contre-Déclaration.

Sa Majesté Catholique ayant déclaré qu'Elle était disposée à donner satisfaction pour l'Injure faite au Roi par la capture de certains vaisseaux appartenans à ses sujets à la Baye de Nootka, et Mr. le Comte de Florida Blanca ayant signé au nom et par ordre de S. M. Catholique une déclaration à cet effet; et par laquelle Sa dite Majesté s'engage pareillement à faire restitution entière des vaisseaux ainsi capturés, et d'indemniser les parties intéressées dans ces vaisseaux des pertes qu'elles auront essuyées, le soussigné Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. près le Roi Catholique, étant à ce dûment et expressément autorisé, accepte la dite déclaration au nom du Roi: et déclare que Sa Maj. regardera cette déclaration, avec l'accomplissement des engagements qu'elle renferme, comme une satisfaction pleine et entière de l'Injure dont Sa Majesté s'est plainte.

Le soussigné déclare en même tems, qu'il doit être entendu que ni la dite déclaration signée par Mr. le Comte de Florida Blanca, ni l'acceptation que le soussigné vient d'en faire au nom du Roi, ni doit exclure ni préjudicier en rien aux droits que S. M. pourra prétendre à tout Etablissement que ses sujets pourraient avoir formé, ou voudraient former à l'avenir, à la dite Baye de Nootka.

En foi de quoi, j'ai signé cette Contre-Déclaration et y ai apposé le cachet de mes armes. A Madrid, le 24. Juillet, 1790.

Signé :

(L. S.) *ALLEYNE FITZ HERBERT.*

In Witness whereof I have signed this declaration, and sealed it with the Seal of my Arms. At Madrid, the 14th of July 1790.

Signed:

(L. S.) Le Comte DE FLORIDA BLANCA.

Counter - Declaration.

His Catholick Majesty having declared that He was willing to give Satisfaction for the Injury done to the King, by the capture of certain vessels belonging to His subjects, in the Bay of Nootka, and the Count de Florida Blanca having signed, in the name and by order of His Catholick Majesty, a Declaration to this Effect; and by which His said Majesty likewise engages to make full restitution of the vessels so captured, and to indemnify the parties interested in those vessels for the losses they shall have sustained; the under-signed Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Majesty to the Catholick King, being thereto duly and expressly authorised, accepts the said declaration in the name of the King; and declares that His Majesty will consider this declaration, together with the performance of the engagements contained therein, as a full and entire satisfaction for the injury of which His Majesty has complained.

The under-signed declares, at the same time, that it is to be understood, that neither the said declaration signed by Count Florida Blanca, nor the acceptance thereof by the under-signed, in the name of the King, is to preclude or prejudice, in any respect, the right which His Majesty may claim to any establishment which His subjects may have formed, or should be desirous of forming in future, at the said Bay of Nootka.

In Witness whereof I have signed this Counter-Declaration, and sealed it with the Seal of my Arms. At Madrid, the 14th of July, 1790.

Signed:

(L. S.)

ALLEYNE FITZ HERBERT.

2.

1790 Convention entre Sa Majesté Britannique et le
28. Oct. Roi d'Espagne signée au Palais St. Laurent
le 28. Octobre 1790.

(D'après l'imprimé publié par autorité à Londres in 4to et de trouve en Anglois et François dans *Public Advertiser* 1790. No. 17581. en François dans *Nouvelles extraord.* 1790. n. 94. en Allemand. dans *Hamb. Neue Zeitung* d. 20. Nov. 1790. *Allgem. Polit. Staatenzeitung* n. 282. 283, *Hamb. Corresp.* d. 23. Nov. 1790.)

Leurs Majestés Britannique et Catholique étant disposées à terminer par un accord prompt et solide les différends qui se sont élevés en dernier lieu entre les deux Couronnes, Elles ont trouvé que le meilleur moyen de parvenir à ce but salutaire serait celui d'une transaction à l'amiable, laquelle en laissant de côté toute discussion retrospective, des droits et des prétentions des deux Parties réglât leur position respective à l'avenir sur des bases qui seraient conformes à leurs vrais intérêts, ainsi qu'au désir mutuel dont leurs dites Majestés sont animées d'établir entre Elles en tout et en tous lieux la plus parfaite amitié, harmonie et bonne correspondance. Dans cette vue Elles ont nommé et constitué pour Leurs Plénipotentiaires; savoir, de la part de S. M. Britannique le Sieur Alleyne Fitz-Herbert, du Conseil Privé de Sa dite Maj. dans la Grande-Bretagne et en Irlande, et Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près S. M. Catholique; et de la part de S. M. Catholique Don Joseph Monino, Comte de Florida-Blanca, Chevalier Grand-Croix du Royal-Ordre Espagnol de Charles III. Conseiller d'Etat de Sa dite Majesté, et son Premier Secrétaire d'Etat et del Despacho: Lesquels après s'être communiqués leurs Pleinpouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans.

Convention between his Britannick Majesty 1790
and the King of Span, signed at the Escorial ^{28. Oct.}
the 28th of Octobre 1790.

(D'après l'imprimé cité.)

Their Britannick and Catholick Majesties, being desirous of terminating, by a speedy and solid agreement, the Differences which have lately arisen between the two Crowns, have judged that the best Way of attaining this salutary object would be that of an amicable arrangement, which, setting aside all retrospective Discussion of the Rights and Pretensions of the two Parties, should fix their respective situation for the future on a basis conformable to their true Interests, as well as to the mutual desire with which their said Majesties are animated, of establishing with each other, in every Thing and in all Places, the most perfect Friendship, Harmony and good Correspondence. In this View, They have named and constituted for their Plenipotentiaries: to wit, on the Part of His Britannick Majesty, Alleyne Fitz-Herbert Esq.; one of His said Majesty's Privy Council in Great-Britain and Ireland, and His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholick Majesty; and, on the Part of His Catholick Majesty, Don Joseph Monino; Count of Floridablanca, Knight Grand Cross of the Royal Spanish Order of Charles III. Councillor of State to His said Majesty, and His Principal Secretary of State, and of the Dispatches: Who, afterhaving communicated to each other their respective Full Powers, have agreed upon the following Articles.

ART.

1790

ART. I.

Bâti-
mens et
Districts
restitués
aux An-
glois.

Il est convenu que les Bâtimens et les Districts de Terrein, situés sur la Côte du Nord Ouest du Continent de l'Amérique Septentrionale, ou bien sur des Isles adjacentes à ce Continent, desquels les sujets de Sa Maj. Britannique ont été dépossédés, vers le mois d'Avril 1789, par un Officier Espagnol, seront restitués aux dits sujets Britanniques.

ART. II.

Répara-
tion
pour les
hostilités.

De plus, une juste réparation sera faite, selon la nature du cas, pour tout acte de violence ou d'hostilité qui aura pu avoir été commis, depuis ledit mois d'Avril 1789, par les sujets de l'autre; et au cas que depuis ladite Epoque, quelques uns des sujets respectifs aient été forcement dépossédés de leurs Terreins, Bâtimens, Vaisseaux, Marchandises, ou autres objets de propriété quelconques, sur le dit Continent, ou sur les mers ou Isles adjacentes, ils en seront remis en possession, ou une juste compensation leur sera faite pour les pertes qu'ils auront essuyées.

ART. III.

Libre
Navi-
gation et
com-
merce d.
l. mer
du Sud
et sur les
côtes.

Et, afin de resserrer les liens de l'amitié et de conserver à l'avenir une parfaite harmonie et bonne intelligence entre les deux Parties Contractantes, il est convenu que les sujets respectifs ne seront point troublés ni molestés, soit en naviguant ou en exerçant leur pêche dans l'Océan pacifique, ou dans les mers du Sud, soit en débarquant sur les Côtes qui bordent ces mers, dans les endroits non déjà occupés, afin d'y exercer leur Commerce avec les Naturels du Pays, ou pour y former des Etablissmens. Le tout sujet néanmoins aux restrictions et aux provisions qui seront spécifiées dans les trois Articles suivans.

ART. IV.

1e. re-
striction

Sa Maj. Britannique s'engage d'employer les mesures les plus efficaces pour que la navigation et la pêche de Ses sujets dans l'Océan pacifique, ou dans les

ART. I.

1790

It is agreed that the Buildings, and Tracts of Land situated on the North West Coast of the Continent of North America, or on Islands adjacent to that Continent of which the Subjects of His Britannick Majesty were dispossessed, about the Month of April 1789, by a Spanish Officer, shall be restored to the said Britannick Subjects.

ART. II.

And further, that a just reparation shall be made, according to the nature of the case, for all acts of violence or hostility, which may have been committed, subsequent to the Month of April 1789, by the subjects of either of the Contracting Parties against the subjects of the other; and that, in case any of the said respective subjects shall, since the same period, have been forcibly dispossessed of their Lands, Buildings, Vessels, Merchandise, or other property whatever, on the said Continent, or on the Seas or Islands adjacent, they shall be re-established in the possession thereof, or a just Compensation shall be made to them for the Losses which they shall have sustained.

ART. III.

And, in order to strengthen the Bonds of Friendship, and to preserve in future a perfect Harmony and good Understanding between the two Contracting Parties, it is agreed that their respective subjects shall not be disturbed or molested, either in navigating or carrying on their Fisheries in the Pacific Ocean, or in the South Seas, or in landing on the Coasts of those Seas, in Places not already occupied, for the Purpose of carrying on their commerce with the Natives of the Country, or of making Settlements there; the whole subject, nevertheless, to the Restrictions and Provisions specified in three following Articles.

ART. IV.

*His Britannick Majesty engages to take the most effectual measures to prevent the Navigation and Fishery of His subjects in the Pacific Ocean, or in
the*

1790 les mers du Sud ne deviennent point le prétexte d'un commerce illicite avec les Etablissmens Espagnols; et, dans cette vue il est en outre expressément stipulé, que les Sujets Britanniques ne navigueront point, et n'exerceront pas leur pêche dans lesdites mers, à la distance de dix lieues maritimes d'aucune partie des Côtes déjà occupées par l'Espagne.

ART. V.

2de re-
striction

Il est convenu, que tant dans les endroits qui seront restitués aux Sujets Britanniques, en vertu de l'Art. I. que dans toutes les autres parties de la Côte du Nord Ouest de l'Amérique Septentrionale, ou des Isles adjacentes, situées au Nord des Parties de ladite Côte déjà occupées par l'Espagne, partout où les Sujets de l'une des deux Puissances auront formé des Etablissmens, depuis le mois d'Avril 1789, ou en formeront par la suite, les Sujets de l'autre auront un accès libre, et exerceront leur commerce, sans trouble ni molestation.

ART. VI.

3e re-
striction

Il est encore convenu par rapport aux Côtes tant Orientales qu'Occidentales de l'Amérique Méridionale, et aux Isles adjacentes, que les Sujets respectifs ne formeront à l'avenir aucun Etablissement sur les Parties de ces Côtes, situées au Sud des Parties de ces mêmes Côtes, et des Isles adjacentes, déjà occupées par l'Espagne: Bien entendu que les dits Sujets respectifs conserveront la faculté de débarquer sur les Côtes et Isles ainsi situées, pour les objets de leur pêche, et d'y bâtir des Cabanes, et autres ouvrages temporaires, servant seulement à ces objets.

ART. VII.

Condui-
te en cas
d'infra-
ction.

Dans tous les cas de plainte, ou d'infraction des Articles de la présente Convention, les Officiers de Part et d'autre, sans se permettre au préalable aucune violence ou voye de fait, seront tenus de faire un rapport exact de l'affaire et de ses circonstances, à leurs Cours respectives, qui termineront à l'amiable ces différends.

ART.

the South Seas, from being made a pretext for illicit Trade with the Spanish Settlements; and, with this View, it is moreover expressly stipulated, that British subjects shall not navigate, or carry on their Fishery in the said Seas, within the Space of ten Sea Leagues from any Part of the Coasts already occupied by Spain. 1790

ART. V.

It is agreed, that as well in the Places which are to be restored to the British subjects, by virtue of the 1st Article, as in all other Parts of the North Western Coasts of North America, or of the Islands adjacent, situated to the North of the Parts of the said Coast already occupied by Spain, wherever the subjects of either of the two Powers shall have made Settlements since the Month of April 1789, or shall hereafter make any, the subjects of the other shall have free Access, and shall carry on their trade, without any disturbance or molestation.

ART. VI.

It is further agreed, with respect to the Eastern and Western Coasts of South America, and to the Islands adjacent, that no settlement shall be formed hereafter, by the respective subjects, in such parts of those Coasts as are situated to the South of those parts of the same Coasts, and of the Islands adjacent, which are already occupied by Spain: Provided that the said respective subjects shall retain the Liberty of landing on the Coasts and Islands so situated, for the Purposes of their Fishery, and of erecting thereon Huts, and other temporary Buildings, serving only for those Purposes.

ART. VII.

In all cases of complaint or infraction of the Articles of the present Convention, the Officers of either Party, without permitting themselves previously to commit any violence or act of force, shall be bound to make an exact report of the affair, and of its circumstances, to their respective Courts, who will terminate such Differences in an amicable manner.

1790

ART. VIII.

Ratifica-
tion.

La présente Convention sera ratifiée et confirmée dans l'espace de six semaines, à compter du jour de sa signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés Plénipotentiaires de Leurs Majestés Britannique et Catholique, avons signé en Leurs Noms, et en vertu de Nos Pleinpouvoirs respectifs, la présente Convention, et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à San Lorenzo el Real, le Vingt-huit Octobre,
Mil Sept Cent Quatre-vingt-dix.

ALLEYNE FITZ-HERBERT.

(L. S.)

ART. VIII.

1790

The present Convention shall be ratified and confirmed in the space of six Weeks, to be computed from the day of its signature, or sooner, if it can be done.

In Witness whereof, we the undersigned Plenipotentiaries of Their Britannick and Catholick Majesties, have, in Their Names, and in virtue of our respective Full Powers, signed the present Convention, and set thereto the Seals of our Arms.

Done at the Palace of St. Laurence, the Twenty-eighth of October, One Thousand Seven Hundred and Ninety.

El Conde DE FLORIDA BLANCA,

(L. S.)

56.

1790 Déclarations signées à Reichenbach de la part
 27. Juill. du Roi de Prusse et du Roi d'Hongrie et de
 Bobème et garanties de la part des Puissances
 maritimes.

(Comte DE HERTZBERG coll. T. III. Nouv. Extraord.
 1790. n. 74. suppl. et suiv. Pol. Journal 1790. p. 870.)

1.

*Déclaration de la part des Plénipotentiaires
 de Sa Majesté Apostolique.*

Sur la Note du Ministère Prussien, en date du 15. Juillet 1790, les Souffignés Ministres Plénipotentiaires sont chargés et autorisés de déclarer un nom de S. M. le Roi de Hongrie et de Bobème, leur Maître: Que, voulant donner une nouvelle preuve indubitable du sincère désir qu'Elle a de rétablir la Paix avec la Porte Ottomane, ainsi que de conserver avec S. M. Prussienne un Système d'amitié si essentiel au bien-être des deux Etats, et répondre moyennant cela parfaitement aux soins actifs, que les deux Puissances maritimes ont employés jusqu'ici pour coopération à ce double but; Sa Maj. Apostolique s'est déterminée à donner les mains à un Armistice avec la Porte et au rétablissement d'une Paix sur la base du *statu quo* strict, tel qu'il a été avant la guerre: Sa Maj. espérant avec confiance, que la Porte, eu égard à la restitution de tant de Conquêtes importantes, se prêtera, durant le cours des prochaines Négociations de Paix, à quelques modifications conciliatoires, mesurées sur la plus stricte exigence de la sûreté de nos Frontières, et qui seront en même tems le moyen le plus sûr et le plus propre à consolider le repos des deux Empires; et que l'effet d'un arrangement amical à cet égard sera facilité par le concours et les bons offices de S. M. Prussienne, ainsi que des deux Puissances Maritimes, ses Alliés; cet espoir de S. M. Apostolique étant fondé tant sur l'amitié des

des dites Cours que sur le véritable intérêt présent 1790 et futur de la Porte même.

A cette Déclaration, à laquelle Sa Maj. Apostolique attache la force et l'effet plénier d'une Convention formelle et solennelle, nous sommes chargés d'ajouter encore, que, si contre toute attente et contre les vœux de S. M. la Paix entre la Russie et la Porte n'était pas rétablie dans le même tems, *que la nôtre* et que la guerre dût être continuée entre ces deux Puissances, S. M. Apostolique, suivant ce dont Elle est convenue avec son Alliée, ne conservera ni n'aura pour le susdit cas d'autre obligation à remplir que celle de rester dans la possession de la Forteresse de Choczim, prise par leurs armes réunies, comme d'un Dépôt neutre, aussi longtems et jusqu'à ce que la Paix sera conclue de même entre la Russie et la Porte, après laquelle époque ladite Forteresse sera rendue sans faute à la Porte; cette restitution pouvant pour la plus grande sûreté lui être garantie à l'avance par les trois Cours alliées.

En foi de quoi nous avons signé la présente Déclaration et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Reichenbach le 27. Juillet 1790.

HENRY XIV. Prince
DE REUSS.

(L. S.)

ANT. DE SPIEL-
MANN.

(L. S.)

2.

*Contre-Déclaration de la part du Ministre 27. Juill.
de Sa Majesté Prussienne.*

Ayant mis sous les yeux du Roi la Déclaration que Mrs. les Ministres Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême m'ont remise en date du 27. Juillet, et par laquelle ils déclarent: que Sa dite Maj. le Roi de Hongrie et de Bohême s'engage de prêter les mains à la prompte conclusion d'un Armistice avec la Porte Ottomane et au rétablissement de la Paix avec elle, sur la base du *statu quo* strict, tel qu'il a été avant la guerre actuelle, je suis chargé par le Roi

1790 mon Maître, d'accepter la susdite Déclaration sous les conditions et dans le sens qui suit :

1. Sa Maj. Prussienne entend, que S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême s'engage, de la manière la plus obligatoire, de conclure un Armistice avec la Porte Ottomane, aussitôt que possible, et que la Porte y consentira, et de rétablira ensuite la Paix avec elle sur la base du *statu quo* strict, tel qu'il a été avant la présente guerre; et que par conséquent Sa dite Maj. le Roi de Hongrie et de Bohême restituera à la Porte Ottomane, d'abord après la Paix conclue, toutes les Conquêtes, qu'Elle a faites sur la Porte. Quant à l'espérance, que S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême se réserve, de faire dans le cours des prochaines Négociations de Paix avec la Porte Ottomane, quelques modifications conciliatoires pour la sûreté de ses Frontières, S. M. Prussienne entend, que ces modifications soient absolument volontaires et dépendantes du bon gré de la Porte Ottomane et de la Médiation de Sa Maj. et de ses Alliés; et que, si Sa Maj. le Roi de Hongrie et de Bohême en retire quelques acquisitions ou autres avantages, Elle en donnera un équivalent proportionné à S. M. Prussienne.

2. Comme S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême déclare en outre, dans la susdite Déclaration, que, si la guerre devait être continuée entre la Russie et la Porte, Elle n'avait et ne conserverait d'autres obligations à remplir envers la Russie et la Porte, que de garder la Forteresse de Choczim dans un Dépôt neutre, jusqu'à ce que la Paix soit de même rétablie entre la Russie et la Porte, après laquelle époque ladite Forteresse sera rendue à la Porte Ottomane; S. M. Prussienne accepte cette Déclaration dans le sens, que S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême ne se mêlera plus de cette guerre; qu'Elle ne prêterait plus aucun secours, d'aucune manière, directe ou indirecte, à la Cour de Russie contre la Porte Ottomane; et que la Pacification entre ladite Porte Ottomane et la Cour de Russie sera regardée comme une affaire séparée de la Négociation actuelle.

3. Comme la Négociation d'un Armistice et de la Paix, à conclure sur la base du *statu quo* a été entamée par le Roi, de concert avec ses hautes Alliés,

la

le Roi de la Grande-Bretagne et les Etats-Généraux des Provinces-Unies, S. M. Prussienne se réserve la faculté et le droit de la Garantie du *statu quo*, stipulé dans ces Déclarations réciproques; et Elle se flatte, que ses dits hauts Alliés voudront concourir à cette Garantie et s'en charger expressément. Par la même raison, Sa Maj. Prussienne se réserve et stipule, que, dès que l'Armistice sera conclu entre la Porte Ottomane et la Cour de Vienne, on prendra des mesures aussi promptes que possible, pour assembler un Congrès de Paix dans tel endroit dont on pourra convenir, pour y travailler à la conclusion d'une Paix définitive entre S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême et la Porte Ottomane, sous la Médiation et la Garantie de S. M. Prussienne et de ses hauts Alliés. 1790

En foi de quoi j'ai signé cette Contre-Déclaration, et j'y ai apposé le cachet de mes armes. Fait à Reichenbach, le 27. Juillet 1790.

(L. S.) EWALD FREDERIC, Comte
DE HERTZBERG.

(Ratifié par l'Empereur en date du 2d. Août 1790.)

3.

Déclaration de la part du Ministre de Sa 27. Juill.
Majesté Prussienne, touchant les affaires
des Pays-Bas.

(HERTZBERG III. p. . .)

Les circonstances ayant amené, que les deux Puissances Maritimes, nonseulement comme Garantes de la Constitution des Provinces des Pays-Bas-Autrichiens, mais aussi comme Parties intégrantes du Traité, qui en a donné la possession à la Maison d'Autriche, ont dû se concerter entre elles et prendre des mesures sur la nature et le degré d'intérêt à accorder au sort de ces Provinces, S. M. le Roi de Prusse, d'après ses relations intimes avec ces deux Puissances, s'est associée à ces mesures. C'est donc uniquement en vertu des engagements, que S. M. a pris, en conséquence de ces relations intimes avec ses Alliés, en faveur des Pro-

1790 vinces Belghiques, que S. M. déclare: Qu'Elle continuera d'agir dans les plus parfait concert avec les deux Puissances Maritimes, tant relativement au sort et à la Constitution des Pays-Bas-Autrichiens, qu'à la Garantie de cette dernière, sauf une Amnistie générale, et ce qui sera nécessaire pour faire rentrer les Pays-Bas sous la domination de S. M. le Roi de Hongrie, et pour assurer leur ancienne Constitution et la Garantie de ses Alliés, dont Sa Maj. ne se séparera jamais dans l'un ou l'autre de ces cas, mais y prendra toujours la part la plus entière et directe. Cette Déclaration portant sur l'unique engagement de cette espèce, qui existe de la part de S. M. Prussienne, ne sçaurait que satisfaire entièrement aux desirs de S. M. Apostolique, et la convaincre, qu'il n'existe réellement aucune source d'inquiétude fondée, et ôter par conséquent toute entrave à la décision prompte et finale de la négociation de Reichenbach.

En foi de quoi j'ai signé la présente Déclaration et y ai apposé le cachet de mes armes. Fait à Reichenbach le 27. Juillet 1790.

(L. S.)

EWALD FREDERIC Comte
DE HERTZBERG.

4.

Juillet
Août.

*Ratification de la part de Leopold II. Roi d'Hongrie et de Bohême, de la précédente déclaration et contredéclaration des ministres Prussien et Autrichiens *).*

Nos Leopoldus Secundus Divina favente Clementia, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex etc. etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest tenore praesentium facimus.

Postea-

*) On trouve aussi ces actes ainsi que plusieurs autres pièces intéressantes relatives à la négociation de Reichenbach en Allemand dans le *Hist. Polit. M. g. T. VIII. p. 210. 266. 475. 585. etc.* Mais j'ai cru devoir me borner ici à ceux qui ont été rendus obligatoires. Je les ai tiré d'une Copie digne de foi.

Posteaquam Nos inter, et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Fridericum Wilhelmum Borussiae regem de restauranda quantocytus pristina Domus Nostrae cum Porta Ottomanica pace, mutuis peramnice collatis consiliis, conventum est, atque inde evenit, ut a Nostris plena cum facultate instructis ministris, nec non a suae Majestatis Regis Borussiae ministro, pari agendi potestate munito, sequentes Declarationes die 27. mensis Iuly in oppido Reichenbach, utraque ex parte exaratae, signatae atque invicem permutatae fuerint.

(Ici sont insérées la déclaration et contredéclaration sus-dites.)

Hinc nos perpenso maturo judicio harum Declarationum tenore, transacta in illis confirmamus, rata et grata habemus, atque acceptamus, verbo Nostro Regio et Archiducali pro Nobis et Successoribus Nostris spondentes ac adpromittentes, nos omnia fideliter adimpleturos, nec ut a Nostris his unquam contraveniatur permissuros esse, in quorum fidem majusve robur presentes tabulas Manu Nostra subscripsimus, sigilloque Nostro Archiducali Regio appressor muniri iussimus. Dabantur Viennae die 2. Mensis Augusti 1790 Regnorum Nostrorum primo.

(L. S.)

LEOPOLDUS.

KAUNITZ RITTEBERG

Ad Mandatum Sacrae Regiae Apostolicae
Majestatis proprium.

J. DE SPERGES.

5.

*Ratification de la part de Leopold II. Roi
d'Hongrie et de Bohême de la déclaration tou-
chant les affaires des Pays-Bas, placée
n. 162 c. T. III. p. 174.*

Nos Leopoldus Secundus, Divina favente clementia Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex etc. etc. etc.

li 5

Notum

1790 Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praelentium facimus.

Posteaquam Regis Borussiae Majestatem peramico certiore reddi fecimus, eam Nobis esse in amicis suis in Nos animi sensibus fiduciam, ut redditui Provinciarum Austriaco-Belgicarum in legitimam potestatem nostram non solum momentum aliquod non oppositura, sed magis in id adlaboratura sit, ut iusto hac in re desiderio Nostro quamprimum satisfiat; Declaratio ab aeternae Majestatis Regis Borussiae ministro plenipotentiaro exarata, Nostri pari facultate instructis ministris tradita atque ab his sub spe ratihabitionis Nostrae acceptata fuit, tenoris sequentis.

(Ici est insérée la déclaration Prussienne sus-dite.)

Hinc Nos grato animo declarationem hanc pro Nobis et successoribus nostris acceptavimus, atque hisce acceptum habemus; in quorum fidem praesens instrumentum manu nostra subscripsimus, sigilloque nostro Regio archiducali appresso firmari iussimus. Dabantur Viennae die prima mensis Augusti 1790 Regnorum nostrorum primo.

(L. S.)

LEOPOLDUS.

KAUNITZ RITTBERG,

Ad mandatum Sacrae Regiae Apostolicae
Majestatis proprium.

J. DE SPERGES.

6.

*Ratification de la part du Roi de Prusse des
trois déclarations sus-dites.*

Nous Frédéric Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc. etc. etc. Savoir faisons à quiconque appartient: Comme nous sommes convenus avec Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohême, de faire entâmer une négociation par des ministres Plénipotentiaires, assemblée dans la ville de Reichenbach en Silesie, tant pour raffermir la bonne harmonie et intelligence entre Nos deux maisons Royales, que pour rétablir la paix
entre

entre Sa dite Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohême et la sublime Porte Ottomane et notre Ministre chargé de nos pleinpouvoirs ayant conclu, signé et changé avec les Ministres de Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohême également munis de ses pleinpouvoirs à Reichenbach le 27. Juillet les trois déclarations suivantes: 1790

(Ici suivent les trois déclarations sus-dites.)

Nous ayant vu et mûrement examiné les trois déclarations qui se trouvent ci-haut, Nous les avons accepté, confirmé et ratifié, comme Nous le faisons par la présente, promettant en parole de Roi pour Nous et pour Nos successeurs, de remplir et d'observer religieusement tout ce qui est contenu et promis dans ces déclarations, d'y tenir la main et de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre main, et l'avons fait munir de notre sceau Royal. Fait et donné à Schönwalde en Silesie le 5. du mois d'Août 1790, la quatrième année de Notre règne.

(L. S.)

FREDERIC GUILLAUME.

E. F. Comte DE HERTZBERG.

7.

*Acte de Garantie des Puissances maritimes
signé à Reichenbach le 27. Juillet 1790.*

Les soussignés Envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et de Leurs Hautes Puissances les États-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, Joseph Ewart et Arent Willen Baron de Reede, s'engagent au nom de leurs cours respectives, mais sous la réserve de leur entière approbation et ratification, et d'après la demande faite par les deux hautes parties contractantes, Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi d'Hongrie et de Bohême, à leur garantir mutuellement l'exécution entière des engagemens pris dans les articles énoncés dans la déclaration de Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohême, ainsi que dans la Contre-Déclaration séparée touchant les Pays-Bas, donnée

1790 donnée par Sa Majesté le Roi de Prusse, échangées entre les deux cours respectives, pour autant que cette Déclaration séparée n'est pas en contradiction avec la réserve donnée par les deux Ministres maritimes en date du 27. Juillet 1790, et tel que les différentes pièces sont insérées ci-dessus.

(On a inséré ici les trois déclarations respectives des Plénipotentiaires Autrichiens et Prussien du 27. Juillet.)

Ils promettent de plus (et sous la même réserve d'approbation et de ratification) que leurs cours respectives enverront au plutôt des ministres munis des Pouvoirs nécessaires, pour assister aux Négociations finales de la paix, dans l'endroit qui sera ultérieurement déterminé à cet effet et tenir les Conférences sous leur concurrence et médiation. En foi de quoi ils ont signé le présent acte et l'ont muni du sceau de leurs armes.

Reichenbach le 27. Juillet 1790.

(L. S.) EWART.

(L. S.) REEDE.

8.

Extrait d'une résolution secrète des Etats-Généraux arrêtée le 23. Août 1790 sur plusieurs rapports successifs de Mrs. de Reede et de Haefsten.

Les Hautes Puissances après avoir en général approuvé la conduite du Baron de Reede durant le Cours des conférences de Reichenbach, accordent en particulier leur sanction à l'acte de garantie signé par les Ministres d'Angleterre et de Hollande le 27. du mois passé *sub spe rati* et avec la restriction que cette garantie n'ôterait point à leurs Cours respectives la faculté d'adopter relativement aux affaires des Pays-Bas telles mesures qu'elles croiront convenables aux circonstances.

L. H. P. consentent à envoyer au futur Congrès un Ministre Plénipotentiaire qualifié à coopérer avec leurs alliés au Traité de paix définitif; mais pour ce qui est de la Garantie même du Traité définitif, Elles diffère-

différeront de contracter à cet égard des engagements positifs jusqu'à ce qu'elles foyent informées des conditions de la paix. 1790

L. H. P. applaudissent avec la plus vive satisfaction aux démarches que le Roi de Prusse vient de faire à Pétersbourg pour inviter l'Impératrice à terminer de son côté la guerre avec la Porte Ottomane et la Suède, sur le pied de l'ancien *status quo*; Elles s'empresseraient même de concourir à ce but salutaire par leurs bons offices, mais l'intervention amicale qu'Elles ont employées, il y a deux ans, auprès de la Cour de Russie n'ayant point produit un effet satisfaisant, Ellet ne sauraient se résoudre à revenir à la charge, avant d'avoir reçu réponse à l'office que le Ministre de la République a remis à Pétersbourg en 1788.

A l'égard des affaires des Pays-Bas, les E. G. ne dissimulent point qu'ils sont dans l'opinion que ces Provinces doivent retourner sous la domination de la maison d'Autriche. Ils sont même disposés à s'employer pour cet effet, et ils désirent que le Roi de Hongrie envoie promptement, soit à la Haye, soit dans le voisinage, un Plénipotentiaire autorisé à entamer la négociation conjointement avec les Ministres des trois Cours alliées.

L. H. P. ont vu surtout avec plaisir par les transaction conclues à Reichenbach, que dans le cas d'une réconciliation S. M. Apostolique est toujours intentionnée d'accorder à ses Provinces-Belgiques, une amnistie générale, et quelques autres concessions qui n'altéreraient pas essentiellement la constitution, telle qu'elle a subsisté au commencement du règne précédent; mais que dans le cas, où Sa dite Maj. serait obligée d'employer contre les Insurgens la force de ses armes, Elle se bornerait uniquement à la conservation de l'ancienne constitution. D'après cette déclaration, L. H. P. seraient bien aises d'obtenir sur l'une et l'autre alternative, telles ouvertures confidentielles qui pourrout les mettre en état de faire valoir efficacement leurs bons offices auprès des Provinces-Belgiques. Les Etats-Généraux croient avoir d'autant plus besoin de ces informations précises, quelles faciliteront les garanties que Sa Maj. Apostolique a réclamées pour la suite, relativement à cette partie de ses possessions.

57.

1790 *Traité de paix et d'amitié entre les Etats-*
7. Août. *Unis de l'Amérique et la nation Indienne des*
Creek, conclu le 7. Août 1790.

(*ARCHENHOLTZ British Mercury* Vol. XV. p. 386.)

GEORGE WASHINGTON, President of the United-
States of America.

To all to whom these Presents shall come,
Greeting;

Whereas a Treaty of peace and Friendship between the United-States of America and the Creek Nation of Indians, was made and concluded on the 7th day of the present Month of August, by Henry Knox, Secretary for the Department of War, who was duly authorized thereto by the President of the United-States, with the advice and consent of the Senate on the one part, and the Kings, Chiefs and Warriors of the said Creek Nation, whose names are thereunto signed, on the other part; which Treaty is in the form and words following.

Treaty of peace and Friendship made and concluded between the United-States of America, on the part and behalf of the said States, and the undersigning Kings, Chiefs and Warriors, of the Creek Nation on the part and behalf of the said Nation.

The parties being desirous of establishing permanent peace and friendship between the United-States and the said Creek Nation, and the Citizens and Members thereof, and to remove the causes of war, by ascertaining their limits; and making other necessary, just and friendly arrangements. The President of the United States, by Henry Knox, Secretary for the Department

partment of war, whom he has constituted with full powers for these purposes, by and with the advice and consent of the Senate of the United States and the Creek Nation, by undersigned Kings, Chiefs and Warriors, representing the said Nation, have agreed to the following Articles: 1790

ART. I.

There shall be perpetual peace and friendship between all the Citizens of the United-States of America, and all the individuals, towns and tribes of the Upper, Middle and Lower Creeks and Semanories, composing the Creek Nation of Indians.

ART. II.

The undersigned Kings, Chiefs and Warriors for themselves, and all parts of the Creek Nation within the limits of the United-States, do acknowledge themselves and the said parts of the Creek Nation, to be under the protection of the United-States of America, and of no other Sovereign whatever; and they also stipulate, that the said Creek Nation will not hold any treaty with individual State, or with individuals of any State.

ART. III.

The Creek Nation shall deliver, as soon as practicable, to the commanding officer of the troops of the United-States stationed at the Roek Landing of the Oconee river, all Citizens of the United-States, white inhabitants or negroes, who are now prisoners in any part of the said Nation. And if any such prisoners or negroes should not be so delivered on or before the first day of June ensuing, the Governor of Georgia may empower three persons to repair to the said nation in order to claim and receive such prisoners and negroes.

ART. IV.

The boundary between the Citizens of the United-States and the Creek Nation is, and shall be, from where the old line strikes the river Savannah-thence upon the said river to a place on the most northern branch of the same, commonly called the Keowee, where a North-east line to be drawn from the top of the

57.

1790 *Traité de paix et d'amitié entre les Etats-*
7. Août. *Unis de l'Amérique et la nation Indienne des*
Creek, conclu le 7. Août 1790.

(*ARCHENHOLTZ British Mercury* Vol. XV. p. 386.)

GEORGE WASHINGTON, President of the United-
States of America.

To all to whom these Presents shall come,
Greeting;

Whereas a Treaty of peace and Friendship between the United-States of America and the Creek Nation of Indians, was made and concluded on the 7th. day of the present Month of August, by Henry Knox, Secretary for the Department of War, who was duly authorised thereto by the President of the United-States, with the advice and consent of the Senate on the one part, and the Kings, Chiefs and Warriors of the said Creek Nation, whose names are thereunto signed, on the other part; which Treaty is in the form and words following.

Treaty of peace and Friendship made and concluded between the United-States of America, on the part and behalf of the said States, and the undersigning Kings, Chiefs and Warriors, of the Creek Nation on the part and behalf of the said Nation.

The parties being desirous of establishing permanent peace and friendship between the United-States and the said Creek Nation, and the Citizens and Members thereof, and to remove the causes of war, by ascertaining their limits; and making other necessary, just and friendly arrangements. The President of the United States, by Henry Knox, Secretary for the Department

partment of war, whom he hat constituted with full powers for these purposes, by and with the advice and consent of the Senate of the United States and the Creek Nation, by undersigned Kings, Chiefs and Warriors, representing the said Nation, have agreed to the following Articles: 1790

ART. I.

There shall be perpetual peace and friendship between all the Citizens of the United-States of America, and all the individuals, towns and tribes of the Upper, Middle and Lower Creeks and Semanories, composing the Creek Nation of Indians.

ART. II.

The undersigned Kings, Chiefs and Warriors for themselves, and all parts of the Creek Nation within the limits of the United-States, do acknowledge themselves and the said parts of the Creek Nation, to be under the protection of the United-States of America, and of no other Sovereign whatever; and they also stipulate, that the said Creek Nation will not hold any treaty with individual State, or with individuals of any State.

ART. III.

The Creek Nation shall deliver, as soon as practicable, to the commanding officer of the troops of the United-States stationed at the Roek Landing of the Oconee river, all Citizens of the United-States, white inhabitants or negroes, who are now prisoners in any part of the said Nation. And if any such prisoners or negroes should not be so delivered on or before the first day of June ensuing, the Governor of Georgia may empower three persons to repair to the said nation in order to claim and receive such prisoners and negroes.

ART. IV.

The boundary between the Citizens of the United-States and the Creek Nation is, and shall be, from where the old line strikes the river Savannah-thence upon the said river to a place on the most northern branch of the same, commonly called the Keowee, where a North-east line to be drawn from the top of the

1790 the Occunna mountain shall intersect; thence along the said line in a south-west direction to Tugelo river, thence to the top of the Currahee mountain, thence to the head or source of the main south branch of the Oconee river, called the Appalachee; thence down the middle of the said main south branch and river Oconee, to its confluence with the Ockmulgee, with form the river Altamaha and thence down the middle of the said Altamaha to the old line on the said river, and thence along the said old line to the river St. Mary.

And in order to preclude for ever all disputes relatively to the head or source of the main South branch of the river Oconee, at the place where it shall be intersected by the line aforesaid, from the Currahee mountain, the same shall be ascertained by an able surveyor on the part of the United States, who shall be assisted by three old Citizens of Georgia, who may be appointed by the governor of the said state, and three old Creek Chiefs, to be appointed by the said nation; and the said surveyor, Citizens, and Chiefs shall assemble for this purpose, on the first day of October, one thousand seven hundred and ninety-one, at the Roek Landing, on the said river Oconee, and thence proceed to ascertain the said head or source of the main south branch of the said river, at the place where it shall be intersected by the line aforesaid, to be drawn from the Currahee mountain. And in order that the said boundary shall be rendered distinct and well known, it shall be marked by a line of felled trees at least twenty feet wide; and the trees chopped on each side from the said Currahee mountain, to the head or source of the main South Branch of the Oconee river, and thence down the margin of the said main South Branch and river Oconee for the distance of twenty miles, or as much farther as may be necessary to mark distinctly the said boundary. And in order to extinguish for ever all claims of the Creek Nation, or any part thereof to any of the land lying to the northward and eastward of the boundary herein described, it is hereby agreed in addition to the considerations heretofore made for the said land, that the United States will cause certain valuable Indian Goods now in the State of Georgia,

Georgia, to be delivered to the said Creek Nation, and the said United States will also cause the sum of one thousand and five hundred dollars to be paid annually to the said Creek Nation. And the undersigned Kings, Chiefs and warriors, do hereby for themselves and the whoole Creek Nation, their heirs and descendants, for the considerations abovementioned, release, quit claim, relinquish, and cede, all the land to the northward and eastward of the boundary herein described. 1790

ART. V.

The United States solemnly guarantee to the Creek Nation all their lands within the limits of the United States to the westward and southward of the boundary described in the preceding Article.

ART. VI.

If any Citizens of the United States or other persons not being an Indian, shall attempt to settle on any of the Creeks lands, such person shall forfeit the protection of the United States, and the Creeks may punish him or not, as they please.

ART. VII.

No Citizen, or inhabitant of the United States shall attempt to hunt or destroy the game on the Creek lands. Nor shall any such Citizen or inhabitant go into the Creek country without a passport first obtained from the Governor of some one of the United States, or the officer of the troops of the United States, commanding at the nearest military post of the frontiers, or such other person as the President of the United States may from time to time authorize to grant the same.

ART. VIII.

If any Creek Indian or Indians, or persons residing among them, or who shall take refuge in their nation, shall commit a robbery or murder, or other capital crime, on any of the Citizens or inhabitants of the United States, the Creek Nation, or town, or tribe to which such offender or offenders may belong, shall be bound to deliver him or them up to be punished according to the laws of the United States.

1790

ART. IX.

If any Citizen or inhabitant of the United States, shall go into any town settlement or territory, belonging to the Creek Nation of Indians, and shall there commit any crime upon, or trespass against the person or property of any peaceable and friendly Indian or Indians, which if committed within the jurisdiction of any State, or within the jurisdiction of either of the said districts, against a Citizen or white inhabitant thereof, would be punishable by the laws of such State or district, such offender or offenders shall be subject to the same punishment, and shall be proceeded against in the same manner, as if the offence had been committed within the jurisdiction of the State or district to which he or they may belong, against a Citizen or white inhabitant thereof.

ART. X.

In cases of violence on the persons or property of the individuals of either party, neither retaliation nor reprisal shall be committed by the other until satisfaction shall have been demanded of the party of which the aggressor is, and shall have been refused.

ART. XI.

The Creeks shall give notice to the Citizens of the United States of any designs, which they may know or suspect to be formed in any neighbouring tribe, or by any person whatever, against the peace and interests of the United States.

ART. XII.

That the Creek Nation may be led to a greater degree of civilization, and to become herdsmen and cultivators, instead of remaining in a state of hunters, the United States will from time to time furnish gratuitously the said nation with useful domestic animals and implements of husbandry. And further to assist the said nation in so desirable a pursuit, and at the same time to establish a certain mode of communication, the United States will send such, and so many persons to reside in said nation, as they may judge proper, and not exceeding four in number, who shall qualify themselves to act as interpreters. These persons

sons shall have lands assigned them by the Creeks for cultivation for themselves and their successors in office, but they shall be precluded exercising any kind of traffick. 1790

ART. XIII.

All animosities for past grievances shall henceforth cease, and the contracting parties will carry the foregoing treaty into full execution, with all good faith and sincerity.

ART. XIV.

This treaty shall take effect, and be obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall have been ratified by the President of the United States, with the advice and consent of the Senate of the United States.

In witness of all and every thing herein determined between the United States of America, and the whole Creek Nations the parties have hereunto set their hands and seals, in the city of New-York, within the United States, this seventh day of August, one thousand seven hundred and ninety:

In behalf of the United States H. KNOX Secretary at War, and sole Commissioner for treating with the Creek Nation of Indians.

In behalf of themselves and the whole Creek Nation of Indians.

ALEXANDER M. GILLIVRAY.

Cusetahs	{ Fuskatche Mico, X or Birdtail King. Noothlock, X or second Man. Halletemalthia X or Blue Giver.
Little Tallisee	{ Opay Mico, X or the Singer. Totkefhajou, X or Sawoniac.
Big Tallisee	{ Hippothe Mico, X or Tallisee. Opototache X or Long Side.
Tuckadachy	{ Schotelle, X or Young second Man. Ochecajou, X or Aleek Cornell.
Natchez	{ Chinabie, X or the Great Natchez Warrior. Natschwacheoe, X or the Great Natchez Warrior's Brother. Tokoteehee, X or the Mole. Oquakabee, X.

Kk 2

Cowetas

1790

Cowetas { Tufkoah, X or Big Lieutenant.
Hamatch, X or Leader.
Chinnabie, X, or Matthews.
Juleetaulematha, X or Dry Pine.

Of the Broken Arrow. { Chawockly Mico X.

Choofades. { Choofades Hopay, X or the Measurer.
Muthee, X the Miller.
Stima futchkee X or Good Humour.

Alabama Chief { Stilnateese, X or Disputer.

Oakfoys. Mumagechee, X or David Francis.

Done in the presence of Richard Morris, Chief Justice of the State of New-York; Richard Varick, Mayor of the City of New-York, Warinus Willet; Thomas Lee Shippen, of Pennsylvania; John Rutledge, jun. Jonathan Allen Smith; Henry Izard.

Joseph Cornell X. Interpreter.

Know ye, that y have seen and considered the said Treaty, do by and with the advice and consent of the Senate of the United States, accept, ratify, and confirm the same, and every Article and clause thereof. In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, and signed the same with my hand.

Given at the City of New-York the 13th day of August, in the Year of our Lord 1790, and in the 15th Year of the sovereignty and independence of the United States.

GEORGE WASHINGTON.

By the President T. JEFFERSON.

By command of the United States of America.

H. KNOX, Secretary for the Department at War.

58.

*Traité de Paix entre Sa Majesté le Roi de 1790
Suède et la Couronne de Suède d'une part, 14 Août
et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Rus-
sies et l'Empire de Russie, de l'autre, fait
et conclu dans la Plaine de Verele près de
la rivière de Kymene entre les Avant-postes
des deux Camps le 14. Août 1790. et ra-
tifié au Camp de Werele le 19. et à Czarskoe-
Selo le 17. du même mois.*

(D'après l'imprimé publié par autorité en Suède in 4to
en François et en Suédois; aussi Impr. en Russe et
Fr. à Petersb. fol. et se trouve dans *Nouv. Extraord.*
1790. n. 78.; en Allemand dans *Hamb. Correspondent*
1790. n. 149. et dans *Allgem. Polit. Staatenzeitung etc.*
1790. n. 224. et suiv. etc.)

Wi Gustaf med Guds Nåde Sveriges, Göthes och
Wendes Konung ic. ic. ic. Arfwinge til Rorrigge, Hertig
til Schleswig, Hollstein, Stormarn och Ditmarsen,
Grefve til Oldenburg och Delmenhorst ic. ic. Gäre wes-
terligt: At som genom den Aldrahögsta Gudens sticelse,
och enligt Wår och den Durchlaughtigsta, Stormågtigsta
Furstinnas och Fruas Wår älsfeliga Kära goda Syster
och Frände Catharina II. Keiserinna och Sjelfherrstias
rinna äfwer alla Ryssar, äfwer Moscau, Kiow, Blas-
demir, Nowogorod, Ezarinna til Casan, Ezarinna til
Astracan, Ezarinna til Siberien, Ezarinna af Tauriska
Chersones, Fru til Plestau och Stor: Furstinna til Smo-
lensto, Herrigtinna til Estland, Lifland, Carelen, Iwer,
Jugorien, Permien, Wiattka, Bulgarien och andre mer,
Fru och Stor: Furstinna til Redre Nowogorod, til Ezer-
nigov, Resan, Polozk, Kostob, Jaroslav, Belo: Dserien,
Udorien, Obdorien, Kondiuien, Witepsk, Mstislaw och
hela Norra Sidans Pabjudarinna, Fru til Iweriska
Landet,

1790 Landet, de Cartaliniske och Grusinske Czarers och det Kabardiniske Landets, de Tjerkassers och Goriske Furstares samt fleres Alf: Fru och Beherrskarinnas, samfalte önskan at sluta det blodiga Krig, som emellan Oss och Wårt Rike och Underfätare å ena sidan och Hennes Maj:t Kejsarinnan af Ryssland, Des Rike och Underfätare å andra sidan upkommit, genom en fast, samt säker och beständig fred; Så hafwe Wi öfwerenskommit å båda sidor at nämna Sändningebud, som Wi med Wåra å båda sidor gifne Fullmagter aldeles berättiggt at öfwerenskomma, handla, stadfästa och besluta en god säker, billig och beständig fred; och hafwe Wi til detta ändamål utnåmt å Wår sida Wår F: Man öfwerste: Kammerjuntaren, Riddaren af Elephanten, General: Majoren, Wår General: Adjutant, Cavalieren hos Wår Kärälskelige Son Hans Kongl. Höghet Kron: Prinsen, öfwerste för Wårt Nylands Regemente til fot, Directeur öfwer Wåre Espectaler Riddare med Stora Korset af Wår Swårds Orden, Oss tillstellig, Wålborne Herr Gustaf Arasfelt, Fri: Herre til Worentaka, Herr til Äminne och Fulkila, En af de Alderton af Swenska Akademien; Och som Hennes Maj:t Kejsarinnan af Ryssland å Sin sida utnåmt General: Lieutenanten i Des Armée, förättande General Gouverneurs Syslan i Simbirsk och Ufim, Chef för Drenburgs Dragone: Regemente, Riddaren af Des Alexander Newsk och St. Georges Orden, Riddaren med Stora Korset af St. Vladimir och af de Kongl. Polska Kroita Örn och St. Stanislaw Orden, Wålborne Baron Otto Henric Igelskröm; Så hafwa desse bägge fullmångdige Sändningebud sammanträdt å öfwerenskommit ställe, nemligen på Weresle fält emellan förposterne af båda Krigs härane wid Kymene Ström, och sedan de utwexlat deras Fullmagter och funnit dem enligt öfligt brut upfatte, gode och giltige, hafwa de öfwerenskommit, fastställt, undertecknat och med deras Signeten bekräftat et Freds: Fördrag emellan Oss och Sweriges Rike på ena sidan, och Hennes Maj:t Kejsarinnan af Ryssland och Rysska Riket på andra sidan, hwilket ord ifrån ord lyder som följer.

*Traité de paix conclu entre Sa Majesté le 1790
Roi de Suède et la couronne de Suède d'une
part, et Sa Majesté l'Impératrice de toutes
les Russies et l'Empire de Russie
de l'autre.*

Au Nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Suède et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies animées d'un égal désir de terminer la Guerre, qui s'est malheureusement élevée entre Elles et doi rétablir l'ancienne amitié, bonne harmonie et bon voisinage entre leurs Etats et Pays respectifs, se sont réciproquement communiquées leurs intentions salutaires à cet égard, et pour leur donner l'effet qui y fut analogue, Elles ont choisi, nommé et autorisé, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède, le Sieur Gustave d'Armfelt, Baron de Worentaka, Seigneur d'Aminne et Fulkila, Un des six Premiers Gentilhommes de Sa Chambre, Chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Général Major de ses armées, Son Aïde de Camp Général, Menin de Son Altesse Royale *) le Prince Royal, Colonel du Regiment de Nylande, Infanterie, Sur-Intendant des Spectacles et Menus plaisirs, l'un des Dix-huit de l'Académie Suédoise, Chevalier Grand-Croix de Son Ordre de l'Epée; et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, le Sieur Baron Otton Henri d'Igelskröm, Lieutenant-Général de ses Armées, faisant les fonctions de Gouverneur Général de Simbirsk et d'Ufim, Chef du Régiment d'Orenbourg Dragons, et Chevalier de ses Ordres de St. Alexandre, Nevsky et de l'Ordre Militaire de St. George, Grand-Croix de l'Ordre de St. Vladimir et de ceux de Pologne de l'Aigle-Blanc et de St. Stanislas, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, les avoir trouvés en bonne et due forme et les avoir échangés entr'eux sont convenus des Articles suivans:

K k 4

ART.

*) D. l'exempl. Russe on lit. Menin du Prince Royal.

1790

Paix rétablie.

ART. I.

Il y aura désormais entre Sa Majesté le Roi de Suède, Ses Etats, Pays et Peuples d'une part, et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, Ses Etats, Pays et Peuples de l'autre, une paix perpétuelle, bon voisinage et parfaite tranquillité tant sur mer que sur terre, et en conséquence les ordres les plus prompts seront donnés pour faire cesser les hostilités de part et d'autre. Et on oubliera le passé, pour ne s'occuper de part et d'autre que du parfait rétablissement de l'harmonie et de la bonne intelligence, interrompues par la présente guerre.

ART. II.

Limites.

Les limites et frontières des deux côtés resteront sur le même pied qu'elles ont existé avant la rupture ou avant le commencement de la présente guerre.

ART. III.

Evacuations.

En conséquence tous les Pays, Provinces ou Places quelconques, qui auront été occupées durant cette guerre par les troupes de l'une ou de l'autre des deux Parties Contractantes, seront évacuées dans le plus court espace possible, ou après l'échange des Ratifications du présent Traité dans le terme de quatorze jours.

ART. IV.

Prisonniers de guerre.

Les prisonniers de guerre, et autres quelconques, qui, sans avoir porté les armes, ont été enlevés pendant le cours des hostilités par les Parties Belligérantes, seront relâchés de part et d'autre sans aucune rançon, et il leur sera libre de retourner chez eux, sans exiger réciproquement aucune indemnisation pour les frais de leur entretien; mais ils seront tenus d'acquitter les dettes qu'il auront contractées vis-à-vis des particuliers des Etats respectifs.

ART. V.

Salut maritime.

Afin aussi que par mer toutes les occasions soient levées de causer quelque dangereuse mésintelligence entre les Parties Contractantes, il est stipulé et convenu, que quand des vaisseaux de guerre Suédois, un ou plus, soit grand ou petit, passeront à l'avenir devant les forts de Sa Majesté Impériale, ils seront obligés de

de faire le salut Suédois, et qu'on leur répondra incontinent par le salut Russe. Il en sera de même des vaisseaux de guerre Russes; soit que leur nombre surpasse l'unité ou non, ils seront obligés de faire le salut Russe devant les forts de Sa Majesté Suédoise, et on leur répondra incontinent par le salut Suédois. En attendant les Augustes Parties Contractantes feront incessamment et au plutôt possible dresser une Convention particulière, par laquelle il sera établi la manière, dont les vaisseaux de guerre Suédois et ceux de Russie auronr à se saluer, soit en mer, soit dans les ports, ou partout ailleurs, où ils se pourront rencontrer; jusqu'à ce tems, pour éviter toute erreur dans le cas susmentionné, les vaisseaux de guerre ne se salueront ni de part ni d'autre.

ART. VI.

Sa Majesté Impériale de toutes les Russies a aussi accordé, qu'il sera libre à Sa Majesté Suédoise de faire acheter annuellement pour cinquante mille roubles de grains dans les ports du Golphe de Finlande et de la mer Baltique, moyennant que l'on prouve, que c'est pour le compte de Sa Majesté Suédoise, ou bien pour des Sujets autorisés expressément à cet effet par Sa dite Majesté, sans qu'on en paye aucun droit ni charge, et de les transporter librement en Suède. On ne doit cependant pas y comprendre les années stériles ou celles où par des raisons importantes Sa Majesté Impériale défendrait la sortie des grains à toutes les nations.

Exportation
des
grains.

ART. VII.

Comme l'empressement des deux Hautes Parties Contractantes à mettre la fin la plus prompte aux maux de la guerre qui affligeaient leurs Sujets respectifs, n'a pas permis de régler les *) différens points et objets propres à consolider et affermir le bon voisinage et la parfaite tranquillité des frontières, Elles conviennent et se promettent mutuellement, de s'occuper de ces points et objets et de les discuter et régler amiablement par la voye des Ambassadeurs ou Ministres Plénipotentiaires qu'elles s'enverront immédiatement après la conclusion du présent Traité de Paix.

Arrangemens
futurs
touchant
les fron-
tières.

Kk 5

ART.

*) Dans l'imprimé Russe on trouve: régler différens.

1790

ART. VIII.

Ratifica-
tions.

Les ratifications du présent Traité de Paix seront échangées dans l'espace de six jours ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous avons signé le présent Traité de Paix et y avons apposé les sceaux de nos armes. Fait dans la plaine de Verele près de la rivière de Kymene entre les Avant postes des deux Camps le 14. Août 1790.

GUSTAVE MAURICE *Baron*
D'ARNFELT.

OTTON *Baron* D'IGEL-
STRÖM.

(L. S.)

(L. S.)

19. Août

Och som Wi funnit detta of wansående Fredsfördrag en ligt met Wår önskan och tjenligt at återställa, förtsplanta och stadfästa Freden och Wånstapen samt godt förtroende emellan Oss och Wårt Rike och undersotare å ena, och Hennes Maj:t Kejsarinnan af Ryssland, Des Rike och undersotare å andra sidan, och enligt med Wåra båda Rikens nytta, heder och hellsändighet; Så hafwe Wi gillat, bekräftat och ratificerat detta förestående Fredsfördrag uti alla sina Puncter och Artiklar, som Wi här med denna Wår Ratification gille, bekräfte och erkänne detta Fredsfördrag emellan Oss och Sveriges Rike å ena sidan och Hennes Maj:t Kejsarinnan af Ryssland och Ryssa Riket å den andra utan någon ändring, minskning eller förbehåll för Oss och Wåre Efterkommande eller Efterträdare på Sweuska Thronen; wiljandes at ofwannående Fredsfördrag skal hållas och efterkommas til ewerdeliga tider. Til yttermera wisso hafwe Wi detta med Egen Hand understrifwit och med Wårt Stora Kongl. Insegel bekräfta låtit; som skedde uti Wårt Lager wid Verele den Nittonde dagen Uti Augusti månad, År efter Wår Herres Jesu Christi Börd det Ettusende Sjus hundra och på det Nittonde.

G u s t a f.

(L. S.)

Jan Albrekt Ehrenström.

Traduction

Traduction de la Ratification de Sa Ma- 1790
jesté l'Impératrice.

17⁵ Août

Nous Cathérine Seconde, par la grâce de Dieu, Impératrice et Autocratrice de toutes les Russies, de Moscovie, Kiowie, Vladimirie, Novogorod, Czarine de Casan, Czarine d'Astracan, Czarine de Sibirie, Czarine de la Chersonese Taurique, Dame de Pleskau et Grande-Duchesse de Smolenko, Duchesse d'Estonie, de Liwonie, Carelie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bulgarie et d'autres; Dame et Grande-Duchesse de Nowogorod Inférieur, de Czernigovie, Rasan, Polock, Rostov, Jaroslaw, Belo-Oferie, Udorie, Obdorie, Condinie, Vitepsk, Mstislav, Dominatrice de tout le côté du Nord, Dame d'Iverie et Princesse Héritière et Souveraine des Czars de Cartalinie et de Georgie, comme aussi de Cabardinie, des Princes de Czircassie, de Gorsky et d'autres: Faisons savoir à tous et un chacun, à qui il appartient: Que Notre Ami et Féal, le Baron Otton Henri d'Igelström, Lieutenant-Général de Nos Armes, faisant les fonctions de Gouverneur Général de Simbrisk et d'Ufim, Chef du Régiment d'Orenbourg Dragons, et Chevalier de Nos Ordres de St. Alexandre Nevsky et de l'Ordre Militaire de St. George de la troisième classe, Grand-Croix de l'Ordre de St. Vladimir de la première classe et de ceux de Pologne de l'Aigle Blanc et de St. Stanislas, muni de pleins-pouvoirs de Notre part; et de la part de S. M. le Sérénissime et Très-Puissant Prince, Gustave, par la grâce de Dieu, Roi de Suède, des Goths et des Wandalas etc. etc. Héritier de Norvège, Duc de Slesvic-Holstein, Stormarie et Ditmarse, Comte d'Oldenbourg et de Delmenhorst etc. etc. le Plénipotentiaire Gustave Armfelt, Baron de Worentaka, Seigneur d'Aminne et Fulkila, un des six premiers Gentilhommes de Sa Chambre, Chevalier de l'Ordre de l'Éléphant, Général-Major de Ses Armées, Son Aide de Camp Général, Menin du Prince Royal, Colonel du Régiment de Nylande, Infanterie, Sur-Intendant des Spectacles et Menus plaisirs, l'un des Dixhuit de l'Académie Suédoise, Chevalier Grand-Croix de Son Ordre de l'Épée, en vertu des pleins-pouvoirs, qui leur ont été donnés, ont arrêté, conclu et signé le 14 de ce mois

1790 mois un Traité de paix entre Nous et S. M. le Roi de Suède et entre Nos Etats respectifs, dont la teneur est insérée ici mot pour mot, ainsi qu'il suit :

Fiat insertio.

C'est pourquoi Nous avons agréé et confirmé le susdit Traité de paix dans tous les articles, clauses et dans toute sa teneur, ainsi que Nous l'agréons, confirmons et ratifions par les présentes de la meilleure manière et le plus solennellement; promettant sur notre parole Impériale pour Nous et Nos successeurs, non seulement de tenir et remplir fidèlement et inviolablement tout ce qui a été stipulé par le susdit Traité, mais aussi de ne pas permettre qu'on y contrevienne en quelque façon que ce soit. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de notre propre main et y avons fait apposer le grand sceau de l'Empire. Donné à Czarskoe-Selo le 6. d'Août l'an de grâce 1790 et de notre regne le vingt neuvième année.

Signé : CATHERINE.

Contre signé :

Comte JEAN D'OSTERMANN.

59.

Convention wegen wechselseitiger Aufhebung 1790
des Abzugsrechts zwischen Seiner Majestät 27. Sept.
des Königs zu Dänemark etc. gesammten
Landen, und dem Hochstift Münster, s. d.
Friedensbourg, den 17. Sept. 1790.

(D'après l'Imprimé de Copenhague 4.)

Wir *Christian* der Siebende, von Gottes Gnaden, König zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, wie auch zu Oldenburg etc. Urkunden und bekennen hiemit für Uns und Unsere Nachfolger an der Königl. Erbgeregierung, daß Wir in landesväterlich - mildestem Betracht der Beschwerden, welche mit dem bis anhero üblichen, von den um- und wegziehenden Landes-Eingefessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen geforderten Abschofs- oder Abzugs-Gelde verknüpft sind, Uns mit Seiner Königl. Hoheit, dem Hochwürdigst-Durchlauchtigsten Fürsten, Herrn *Maximilian Franz*, Erzbischofe zu Köln, des H. R. R. durch Italien Erzkanzler und Churfürsten, Königl. Prinzen von Ungarn und Boheim, Erzherzoge zu Oesterreich, Herzoge zu Burgund und Lothringen, Administrator des Hochmeisterthums in Preussen, Meister deutschen Ordens in deutsch und wälischen Landen, Bischöfe zu Münster in Westphalen und zu Engern Herzoge, Grafen zu Habsburg und Tyrol etc. Burggrafen zu Stromberg, Herrn zu Odenkirchen, Borkelohe, Werth, Freudenthal und Eulenberg etc. etc. dahin vereinbaret haben, sothanes Abschofs- oder Abzugs-Recht, in so weit selbiges bis hiezu in Unsere Königl. Kasse eingeflossen ist, zwischen Unfern Königreichen und gesammten Landen eineswie auch dem Hochstifte Münster, andern Theile, hin- und wieder reciproc gänzlich abzustellen und aufzuheben.

Thun und verrichten solches auch hiemit dergestalt und also, daß Wir von nun an von Unfern Landes-

1790 des-Eingefessenen, welche aus Unsern Königreichen, Herzogthümern und übrigen deutschen Landen in das Hochstift Münster mit wesentlicher Wohnung und mit ihren Gütern sich begeben, auch von den Hochstiftlich-Münsterischen Eingefessenen, welche in Unsern Königreichen und deutschen Landen Erbschaften zu erheben haben, und solche in mehrbefagtes Hochstift Münster bringen und transportiren, keine in Unsere Kasse bis hieher geflossene Abschofs-Zehend- oder Abzugs-Gelder, wie die Nahmen haben; fordern noch beytreiben lassen wollen. Wogegen denn auch reciproce des Herrn Erzbischofen und Churfürsten zu Köln Königl.che Hoheit, die aus dem Hochstifte Münster künftig in Unsere Königreiche, Herzogthümer und Lande zu führenden Mittel und Gelder, gleichfalls von dem Selbigem daran zustehenden Abzugs-Gelde eximiren und befreyn.

Wir versichern daneben, daß diese reciproque Aufhebung mehrberegter Abschofs-Zehend- und Abzugs-Gelder sich vorbehriebenermaassen nicht nur ausdrücklich auf die Emigrations- und sowohl künftigen, als die von beiden Seiten anhängigen, hierunter nahmentlich mit einbegriffenen Erbschafts- sondern auch auf alle sonstige Fälle erstrecken solle, in welchen etwa hiebevör, dem Herkommen nach, oder *per modum retorsionis*, die Erlegung dergleichen Gelder, unter welchem Nahmen es geschehen seyn mag, gebräuchlich gewesen.

Urkundlich unter Unserm Königl. Handzeichen und vorgedruckten Insiegel. Gegeben auf Unserer Königlichen Residenz Christiansburg zu Copenhagen, den 17. September 1790.

CHRISTIAN R.

(L. S.)
(R.)

A. P. VON BERNSTORFF.

60.

*Déclarations réciproques sur l'abolition du 1790
d. de detraction entre le Danemarc et la 17. Déc.
Prusse 1790.*

1.

*Publication de la part du Danemarc en date
de Christiansbourg le 17. Décembre 1790.*

(D'après l'Imprimé de Copenhague 4to.)

Wir *Christian* der Siebende, von Gottes Gnaden, König zu Dännemarc, Norwegen, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, wie auch zu Oldenburg etc. Urkunden und bekennen hiermit für uns und Unsere Nachfolger an der Königlichen Regierung, daß Wir aus landesväterlich-mildesten Betracht der Beschwerden, welche mit dem bis anhero üblichen, von den um- und wegziehenden Landes-Eingefessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen geforderten Abschofs- oder Abzugs-Gelde verknüpft sind, Uns mit Unsere freundlich-liebenden Vetter, Bruders und Nachbarn, des Durchlauchtigsten, Großmächtigsten Fürsten, Herrn *Friedrich Wilhelm*, Königs von Preussen Majestät, dahin vereinbaret haben, sothanen Abschofs- oder Abzugs Recht, zwischen Unfern Königreichen und gesammten Landen eines- wie auch Ihro Majestät Königlichen und sämmtlichen Landen, andern Theils, hin- führo abzustellen und aufzuheben. Thun und verrichten solches hiermit dergestalt, daß von nun an

ART. I.

Aller Landesherrliche und dem Fisco zufallende in Unsere Königliche Cassen fließende Abschofs von Erbschaften und Vermächtnissen, wie auch

ART. II.

Alle Nachsteuer von dem Vermögen der Auswandernden, welche zu den Landesherrlichen und Königl. Cassen erhoben worden ist,

ART.

1790

ART. III.

Und zwar wechselseitig in den Königlich-Dänischen und Preussischen Reichen und Staaten ohne Ausnahme aufgehoben wird.

ART. IV.

Unter diesem von nun an aufgehobenen Landesherrlichen Abschofs, ist sowohl derjenige begriffen, welcher allein und ganz in Ansehung der, der Königlichen und Landesherrlichen Gerichtsbarkeit unmittelbar unterworfenen, Erblasser und Erbschaften erhoben wird und in die Königliche Cassen fließet, als auch derjenige, welcher in den Dänischen Staaten, und retentionsweise bisher auch in den Preussischen Staaten, als der Sechste Pfennig, über denjenigen Abschofs erhoben wird, welchen die Patrimonial-Gerichtsbarkeiten nehmen und ziehen.

ART. V.

Und da, wo dieser Abschofs von dem Landesherrn einigen geistlichen und milden Stiftungen zu Verbesserung ihres Stiftungs-Fonds überlassen und angewiesen worden, im Grunde aber immer Landesherrlich und dem Fisco zufallend bleibt, so wird auch dieser hiermit abgeschafft und aufgehoben.

ART. VI.

Diese, den Abschofs aufhebende Convention, soll ihre Wirkung auf alle Erbschaften und Vermögen erstrecken, welche zur Zeit ihrer Unterzeichnung noch nicht wirklich ausgeführt sind, und wovon der Abschofs jetzo noch nicht entrichtet ist.

ART. VII.

Hingegen werden von dieser Convention ausdrücklich ausgenommen, die Stifter, der Adel, die Städte, welche von den denselben unterworfenen Personen und Erbschaften, den Abschofs oder die Nachsteuer zu erheben berechtigt sind, und soll dabey allezeit auf den Gerichtsstand des Erblassers oder der auswandernden Personen allein gesehen werden.

Urkund-

Urkundlich unter Unserm Königlichem Handzei- 1790
chen und vorgedruckten Inſiegel. Gegeben auf Un-
ſerer Königl. Reſidenz Chriſtiansburg zu Copenhagen,
den 17. December 1790.

CHRISTIAN R.

(L. S.)
R.)

A. P. VON BERNSTORFF.

2.

*Déclaration de la part de S. M. Pruſſienne; 16. Déc.
publiée à Berlin le 16. et à Copenhague
le 17. Décembre 1790.*

(Copie manſcrite.)

Nous FRÉDÉRIC GUILLAUME par la grâce de Dieu,
Roi de Pruſſe etc. etc. etc. déclarons et attestons pour
Nous et Nos ſucceſſeurs, que, après avoir péſé dans
Notre clemence Royale les inconvénients, qui ont ré-
ſulté juſqu'ici des droits de retrait, exigés des regni-
coles qui transportent leur domicile hors du pays, ou
pour les héritages ou bien dans d'autres cas, Nous
Nous ſommes accordés avec Notre Conſin, Frère et
Voſin, S. M. CHRETIEN VII. Roi de Danemarck, de
lever et annuler réciproquement les dits droits de
retrait entre Notre royaume et tous Nos Etats quel-
conques d'un côté, et de l'autre entre le Royaume
et tous les Etats de S. M. Danoïſe. C'eſt ce que
Nous faiſons par les préſentes de ſorte que ſera levé
et annullé dès-à-préſent.

1) Tout droit de retrait territorial et fiſcal d'héri-
tages et de legs ci-devant verſé dans Nos Caiſſes
Royales, ainſi que

2) tout tantième des biens des emigrants, qui a
été perçu pour les caiſſes territoriales et royales.

3) Et ceci réciproquement dans toute l'étendue
des Royaumes, Etats et Pays Pruſſiens et Danoïſes.

Tom. IV.

L1

4) Dans

1790

4) Dans ce retrait territorial abrogé dès-à-présent est compris non seulement celui, qui était perçu sur les Héritiers et les Héritages immédiatement soumis à la juridiction Royale et qui était versé dans les caisses Royales et Territoriales, mais aussi celui, qui était prélevé dans les Etats Danois et par retorsion aussi dans les Etats Prussiens à raison de six pour cent au dessus des droits, que se sont payer les juridictions patrimoniales.

5) Et comme ces sommes de retrait avaient été abandonnées et assignées par le Souverain à des Etablissements Ecclesiastiques et pieux pour l'amélioration de leurs fondations, restant cependant alors ces dits droits territoriaux et fiscaux, on les abroge également par les présentes.

6) Cette convention pour l'extinction des droits de retrait doit étendre son effet sur tous les héritages et biens qui ne sont pas encore effectivement exportés au tems de la signature, et dont les droits ne sont pas encore payés.

7) Cependant sont exceptés expressément de cette Convention les Chapitres, la Noblesse et les Villes qui par leur juridiction héréditaire et patrimoniale sont en possession de percevoir le droit de retrait et le tantième sur les personnes et les héritages, qui y sont assujettis; et pour cela on regardera exclusivement la dépendance du donataire ou des émigrans.

En conséquence de ce que dessus Nous avons signé cette Convention de Notre propre main et Nous y avons fait apposer Nos sceaux Royaux.

Donné à Berlin le 16. Déc. 1790.

(L. S.)
(R.)

F. GUILLAUME.

FINKENSTEIN. HARTZBERG.

61.

Acte d'armistice conclu entre le Roi d'Hongrie 1790
et la Porte Ottomane signé sous la media- 19. Sept
tion du Ministre Prussien le comte de Lus-
à Giurgewo le 19. Septembre 1790.

(D'après une copie entièrement digne de foi; et se trouve en Allemand dans *Hist. Pol. Magazin* T. VIII. p. 453. *Pol. Journ.* 1790. p. 1138.)

En conséquence de la convention, signée le 27. de Juillet 1790 à Reichenbach entre les Ministres plénipotentiaires des sérénissimes et très-puissants Princes, le Roi Apostolique de Hongrie et de Bohême et le Roi de Prusse, par laquelle Sa Majesté Apostolique s'est engagée à conclure un armistice général et ensuite une paix définitive avec la sublime Porte Ottomane, sous la condition de rendre à celle-ci toutes les conquêtes faites sur elle depuis la dernière rupture, et en promettant de ne se mêler plus de cette guerre et de ne prêter aucun secours, ni direct ni indirect à la cour de Russie contre la Porte, mais d'observer une exacte neutralité entre les deux cours encore belligérantes, et cette convention ayant été approuvée et acceptée par l'Empire Ottoman, les deux hautes cours ont autorisé d'une part le Sérénissime Prince de Saxe Cobourg, Feld-Maréchal des armées Autrichiennes, Grand-Croix de l'ordre de Marie Thérèse, et de l'autre l'excellentissime Seigneur Cherif Hassan-Pascha, suprême Visir de l'Empire Ottoman, à conclure entre les armées Autrichiennes et Turques, un armistice, pendant lequel elles nommeront des Ministres plénipotentiaires, pour assister en leur nom au congrès, où l'on conclurera définitivement la paix, et où se rendront également, comme médiateurs et garants futurs au nom de leurs maîtres, les ministres de Sa Maj. le Roi de Prusse, et de ses hauts alliés le Roi de la Grande-Bretagne et les Etats-Généraux des Provinces-Unies. En vertu de ce pouvoir, et après s'être mutuellement communiqué leurs idées, les deux Commandans gé-

L 1 2

néraux

1790 néraux des armées respectives, sont convenus, par l'entremise de Mr. le comte de Lusi, Colonel d'Infanterie, Chevalier de l'ordre pour le mérite militaire, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, comme médiateur et garant de la paix future.

ART. I.

Cessa-
tion des
hostili-
tés,

Que du jour où l'acte présent a été signé, c'est à dire du 19. de Septembre 1791, toutes les hostilités cesseront par terre et sur eau entre les armées Autrichiennes et Ottomannes; que d'abord après, et le même jour s'il est possible, l'un et antre Généralissime expédieront des couriers à tous les officiers et à tous les corps soit Autrichiens, soit Ottomans pour que, dès le moment où ces couriers auront pu arriver à leur destination, le même armistice existe sur toute l'étendue des frontières respectives, tant le long du Danube, que du côté de la Service et de la Bosnie; que les armées des deux Empires resteront jusqu'à la signature de la paix en possession des provinces et des places, qu'elles occupent actuellement: qu'on s'abstiendra avec le plus grand soin de tout ce qui directement ou indirectement pourrait être regardé comme une mesure hostile; que de part et d'autre on donnera à tous les officiers et à tous les différens corps les ordres les plus rigoureux d'observer entre eux la plus parfaite tranquillité et la meilleure harmonie, et qu'on mettra des deux côtés une attention scrupuleuse à éviter tout ce qui pourrait désormais troubler la bonne intelligence, que la prochaine paix doit rétablir solidement entre les deux Etats.

ART. II.

Cas de
contre-
vention,

Que si contre toute attente, il se commettait après l'époque fixée ci-dessus quelque incursion, dégât enlèvement d'effets ou de personnes, ou autre voye de fait quelconque, les hautes parties s'obligent dans ce cas, à remettre en liberté les captifs, à restituer les effets enlevés, à évacuer les terrains envahis, à procurer enfin les satisfactions et les dédommagemens auxquels la partie lésée aura droit de prétendre, entre autres la punition exemplaire des auteurs et coopérateurs, si l'attentat a été commis après la Publication de l'armistice dans l'endroit dont ils ressortissent, par les juges compétens ou chefs respectifs.

ART.

ART. III.

1790

Que cet armistice ne se concluant, que pour laisser le tems, tant à la Cour de Vienne et à la Porte, qu'à la Cour de Prusse et ses alliés, celles d'Angleterre et de Hollande, d'envoyer des plénipotentiaires au congrès, pour y traiter définitivement de la paix, et comme il est également de l'intérêt des deux Etats, d'accélérer ce grand ouvrage, on promet de part et d'autre d'y procéder incessamment et de l'achever le plutôt possible, et que même, pour prévenir toute dilation quelconque, on s'engage à avoir conclu définitivement dans l'espace de neuf mois, de sorte que le présent acte ne fera censé être en vigueur que du jour de la signature, jusqu'à la fin du mois de May 1791.

Accélération de la paix.

ART. IV.

Qu'après les engagements pris par les hautes parties, les armées Autrichiennes et Ottomannes, rassemblées vis à vis les unes des autres, devenant non seulement inutiles, mais même onéreuses pour les deux parties, on les retirera de part et d'autre, en ne laissant sur les frontières que les troupes qui s'y trouvent en tems de paix ou qui sont nécessaires, pour la sûreté des provinces; que par conséquent le Sérénissime Prince de Saxe Cobourg ne gardera dans la Vallachie qu'un corps suffisant pour y maintenir l'ordre et la tranquillité, et que les troupes qui composent ce corps, aussi bien que toutes les troupes Autrichiennes quelconques, n'entreront, ni en grand ni en petit nombre dans les territoires de Tournow, Giurgewo et Ibraïla; que réciproquement l'excellentissime Grand Visir ne gardera en deça du Danube, le long des frontières de la Vallachie, que les garnisons nécessaires aux trois dites forteresses de Tournow, Giurgewo et Ibraïla, pour autant qu'à l'égard de cette dernière place le permettront les mesures à prendre pour la guerre qui malheureusement continue avec la Russie, mais que les troupes qui composeront ces garnisons, aussi bien que toutes troupes Ottomannes quelconques, n'entreront, ni en grand, ni en petit nombre dans les limites de la Vallachie et des autres districts occupés par les Autrichiens; que chacun naviguera librement avec des navires et bateaux sur le Danube, le long des côtes occupées par les troupes de son partie, mais sans

Retraite des troupes.

1790 s'approcher du rivage occupé par les troupes de l'autre, ni y débarquer, sauf le cas d'une tempête ou d'un accident imprévu où l'on se promet mutuellement tous les procédés de l'amitié et de l'humanité. De même il sera permis de remorquer les bâtimens de part et d'autre là, où la navigation du Danube l'exige.

ART. V.

Congrès
futur.

Que lorsqu'on sera convenu de l'endroit où se tiendra le congrès, comme le siège d'un congrès doit être considéré comme un endroit parfaitement neutre, il n'y restera que le moins de troupes possibles, et on prendra toutes les mesures qui pourront allier le mieux et la sûreté de la ville, et la liberté du congrès.

ART. VI.

Com-
merce
retabli.

Que du jour de la signature du présent acte la communication sera ouverte, comme en tems de paix, entre les provinces occupées par les troupes Autrichiennes et Ottomannes, que les habitans, en produisant les passeports, dont ils auront été munis par leurs cours respectives; pourront passer de l'une dans l'autre et s'y occuper de leurs affaires, sans crainte d'être molestés; que s'il survient entre eux quelques contestations, on cherchera à les apaiser amicalement par la nomination de commissaires des deux côtés; en un mot, qu'on se prêtera mutuellement la main, pour que dès à présent tous les sujets jouissent autant que possible des avantages de la paix, qui va si heureusement succéder aux maux de la guerre.

Nous etc. déclarons avoir admis et accepté pour et au nom de notre très gracieux Roi et maître les six articles ci-dessus, promettant de les maintenir et de les faire maintenir, observer et faire observer sur toute l'étendue des limites. En foi de quoi, nous avons signé les présents articles de notre main et fait apposer le cachet de nos armes.

Signé:

Prince COBURG.

CHERIF HASSAN. *Grand-Vizir.*

LUSI.

*Convention relative aux affaires Belghes, 1790
signée le 10. Déc. 1790. entre les Ministres^{10. Déc.}
Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, de
L. M. les Rois de la Grande-Bretagne et
de Prusse et de L. H. P. les Etats-Géné-
raux des Provinces-Unies.*

(Nouv. extraord. 1790. n. 102. et suppl. HERTZBERG
T. III. DE LUCA Handbuch der Geographie
T. VI. p. 199.)

Il est notoire que dans les Conventions, signées à Reichenbach le 27. Juillet 1790, et ensuite dûment ratifiées entre S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême, actuellement Empereur des Romains, L. M. les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et LL. HH. Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies, il a été arrêté, que la tranquillité et le bon ordre seraient promptement rétablis dans les Provinces Belghes, et que les trois Puissances Alliées concourraient au rétablissement de la domination de S. M. Apostolique dans ces Provinces, moyennant l'assurance de leur ancienne constitution, avec une amnésie plénière, et l'oubli parfait de ce qui s'est passé pendant les troubles; le tout sous la garantie des dites trois Puissances. Depuis ce tems les Ministres des Cours alliées assemblées à la Haye, n'ont cessé, d'après les instructions positives de leurs Souverains, et de concert avec le Plénipotentiaire Impérial d'employer tous leurs efforts, pour porter les Provinces Belghes à une entière soumission, sous les conditions stipulées; laquelle soumission ne s'est effectuée cependant qu'après que les troupes Impériales ont été employées pour s'en assurer.

Ce salutaire ouvrage étant achevé, quant à son succès, conformément aux vœux des Puissances Médiatrices, il ne restait, pour l'affermissement de l'autorité du légitime Souverain des Provinces Belghes,

1790 pour la sûreté de ces Provinces mêmes, pour l'intérêt commun des Puissances respectives, ainsi que pour resserrer entre elles de plus en plus les liens de l'amitié et du bon voisinage, que d'articuler les Points suivans, dont leurs Ministres, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, joints en copie aux présentes, sont convenus d'un plein accord.

ART. I.

Confir-
mation
de la
consti-
tution.

S. M. Impériale, en recevant de la manière usitée l'hommage des Provinces Belghiques, leur confirmera à toutes et à chacune les Constitutions, Privilèges et Coutumes légitimes, dont la jouissance leur a été assurée, respectivement par les actes d'inauguration de l'Empereur Charles VI., et de l'Impératrice Marie Thérèse, de glorieuse mémoire.

ART. II.

Amne-
stie.

S. M. Impériale consent à ensevelir dans un parfait oubli tous les excès et désordres, commis dans le tems des troubles, et de les comprendre dans une amnestie générale, qui sera incessamment publiée. Et, quoique la Déclaration, signée à Francfort le 14. Oct. 1790. ait limité cette amnestie à ceux, qui avant le 21. Novembre auraient posé les armes et cessé l'insurrection contre l'autorité légitime, S. M. Impériale veut bien également étendre Sa clémence à tous et un chacun, en se réservant seulement l'exception d'un très petit nombre d'individus, qui, par leur propre faute, se sont mis dans la malheureuse situation de ne pas mériter ce pardon général. Cette exception regardera aussi les personnes coupables de crimes et de délits, qui n'ont point de rapport aux désordres, dont l'insurrection a été compagnie, bien attendu qu'en accordant cette amnestie S. M. Impériale n'entend pas de reconnoître ni confirmer ce qui peut s'être fait pendant les troubles, contre les droits et hauteurs de son pouvoir souverain.

ART. III.

Conces-
sions ul-
térieu-
res.

S. M. Impériale ayant déclaré, lors des conférences de Reichenbach, Sa disposition, d'accorder aux Provinces Belghiques quelques concessions ultérieures, qui

qui n'altéreraient pas essentiellement la constitution, dans le cas où leur soumission précéderait l'emploi de la force, a consenti néanmoins, sur les instances des Cours Médiatrices, malgré les circonstances qui l'ont déterminée à employer ces mesures extrêmes, d'accorder les mêmes concessions, auxquelles Elle s'était déjà engagée de Son propre mouvement pour prix d'une soumission volontaire, telles qu'elles sont contenues dans une lettre de Son Plénipotentiaire aux Ministres Médiateurs, datée de la Haye le 29. Oct. 1790. et dont le contenu est exprimé dans les Articles suivans :

1) Que, pour satisfaire l'opinion sur plusieurs points de discipline en matière Ecclésiastique, auxquels la législation des Pays-Bas a porté quelques changemens, sous le dernier règne, dans des vus dont la pureté a été méconne, S. M. veut bien révoquer toutes les ordonnances, concernant les Séminaires, les Processions et quelques autres Pratiques de piété, les Confréries etc.; et remettre tous ces objets sous la direction immédiate des Evêques avec tous les pouvoirs, qu'ils exerçaient à la fin du règne de S. M. l'Impératrice Marie Thérèse, ainsi qu'il a déjà été fait dans la Province de Luxembourg par un Edit qu'on publierait dans les autres Provinces, quoique la plupart des dispositions et ordonnances à révoquer n'ayent rien de contraire au sens le plus strict de la constitution des Provinces respectives.

Semi-
naires
etc.

2) S. M. veut bien remettre toutes les choses, à l'égard de l'Université de Louvain, sur le pied où elles étaient à la fin du Règne de S. M. l'Impératrice; et nommément la réintégrer dans le droit de nomination, qu'Elle exerçait sur certains bénéfices ecclésiastiques, en vertu d'un indult du Saint-Siège Apostolique, réservant provisionnellement les bénéfices de la Province de Luxembourg jusqu'à ce qu'il puisse être pris à l'amiable des arrangements à cet égard: Mais, comme il a été reconnu depuis longtems, que le système des études de la Philosophie, du Droit et de la Médecine, exigeaient une réforme aux Pays-Bas, et que l'un des premiers devoirs d'un Souverain est de procurer à ses sujets la meilleure instruction possible, S. M. tiendra en suris les ordonnances, qui obligent

Univer-
sité de
Lou-
vain.

1790 à prendre des degrés à Louvain, et laissera sur ce liberté entière, jusqu'à ce qu'un nouveau système d'études ait pu être introduit dans la dite Université par des arrangements sur lesquels Elle se concertera avec les Etats.

Cou-
vents;
Abbayes

3) Comme il serait impossible de rétablir tous les Couvents, qui ont été supprimés sous le dernier règne, et que ce rétablissement présenterait plus d'un inconvénient; soit à l'égard des personnes qui en sont sorties, soit à l'égard des biens, qui en formaient la dotation: S. M. promet de n'employer ni destiner les Revenus de ces biens qu'à des usages pieux, les plus analogues des possible aux intentions des fondateurs, et cela sur les propositions, qui lui seront faites par les Etats, avec lesquels Elle s'entendra, ainsi qu'avec les Municipalités respectives sur tout ce qui concerne l'Administration des dits biens. S. M. promet de plus de rétablir ou confirmer le rétablissement des Abbayes supprimées, qui avaient d'ancienneté le droit de députer leurs Chefs aux Etats.

Conscri-
ption
militaire

4) Sa Majesté se reposant sur le patriotisme et la valeur, qui de tous tems ont fait voler la nation à la gloire et à la défense de la patrie, veut bien prendre l'engagement le plus positif, que jamais et en aucun tems, il ne sera question de conscription militaire, ni directement ni indirectement; Elle promet aussi de ne jamais lever de milices ou recrues forcées, autrement que du consentement des Etats, au cas qu'il s'en agisse.

Impôts.

5) Mettant également sa confiance dans l'amour de la nation et dans ses généreux efforts pour le soutien de la Monarchie, et se flattant qu'après les présents troubles Elle et Ses Successeurs en éprouveront les mêmes marques, que les Princes, Ses Prédécesseurs, et spécialement feu S. M. l'Impératrice Marie Thérèse, en ont éprouvé en cent occasions, S. M. s'engage à ne jamais lever aucun impôt sur le peuple, à quelque titre que ce puisse être, sans l'aveu et le consentement des Etats.

6) S. M.

6) S. M. déclarera inamovibles tous les Emplois de juges des Conseils supérieurs de Justice, et confirmera irrévocablement ce que les constitutions respectives, et la jurisprudence de chaque Province, ont établi sur ce point. 1790
Juges
des
conseils.

7) Quoique le Diplôme accordé par l'Empereur Charles VI. aux Tribunaux supérieurs, pour la présentation d'un Terme, en cas de Vacance de quelque une des Places dans lesdits Corps respectifs, ne fasse aucunement partie de la constitution, et ait été jusqu'ici révocable à volonté, S. M. déferant aux vœux exprimés ci-devant par les Etats et par les Tribunaux, vent bien remettre irrévocablement ce Diplôme en vigueur; et en faire un point constitutionnel. Diplôme
p. l. tri-
bunaux
supé-
rieurs.

8) Quoique dans les constitutions et privilèges de la plupart des Provinces, il ne soit rien exprimé, touchant la faculté consultative des Etats et Tribunaux sur les loix à publier, S. M. se propose d'entendre et consulter les Etats et les Tribunaux respectifs toutes les fois qu'il s'agira de quelque loi nouvelle et générale; et S. M. se propose même d'entendre aussi les Etats sur les changemens essentiels, qui pourraient être faits aux Tarifs subsistans pour les Douanes. Voix
consult-
ative d.
Etats p.
l. loix et
douanes

9) S. M. s'entendra encore avec les Etats sur les moyens de faire passer, par les voyes ordinaires de la Legislation, les Ordonnances pénales en matière de Douanes, et d'en attribuer la connoissance à une délégation du Tribunal supérieur dans chaque Province. Ordon-
nances
pénale.

10) Comme il est essentiel, que l'on ait confiance dans les formes du Gouvernement, S. M. rétablira l'organisation du Gouvernement et de la Chambre des Comptes sur le pied qui subsistait sous le règne de feu l'Impératrice-Reine nommément en ce qui concerne les Conseils d'Etat, Privé et des Finances, se réservant néanmoins le droit incontestable d'y faire les changemens, que les circonstances pourraient rendre nécessaires; en quoi Elle s'appliquera toujours à consulter le vœu public, sans jamais s'écarter du rapport qu'il peut avoir entre l'organisation du Gouvernement et de la Constitution. Organi-
sation
du Gou-
verne-
ment
etc.

11) Le

1790

Gouver-
neurs
Géné-
raux.
Emploi
de la
force.

11) Le Commandant Général des troupes et le Ministre Plénipotentiaire seront remis respectivement sous les ordres et la dépendance des Gouverneurs Généraux.

Les Gouverneurs Militaires en Brabant prêteront le serment accoutumé entre les mains des Gouverneurs Généraux; et, S. M. espérant, que, lorsque les troubles actuels seront apaisés, il n'existera plus aucun prétexte, qui puisse en faire renaitre de nouveaux, seul et unique cas, où l'emploi des forces militaires envers et contre tous devient indispensable pour le maintien de l'ordre public et l'exécution des loix; Elle veut bien établir comme règle immuable, que, du moment où tout sera rentré dans un ordre et un calme parfait, le militaire ne sera jamais employé contre les Citoyens que pour soutenir les Décrets du Juge, et à la requête des Tribunaux et des Magistrats.

Justice.

12) L'administration de la Justice civile et criminelle étant un des objets, qui intéressent plus essentiellement le droit sacré des peuples à la liberté et à la propriété légales, et S. M. se proposant d'établir plus que jamais entre Elle et les Représentans du peuple un concert parfait sur tout ce qui pourrait tendre à la prospérité et à la sûreté publiques, Elle promet d'entendre les Etats sur les changemens ou réformes, qu'il pourrait y avoir à faire, relativement aux règles et formes établies pour l'administration de la Justice; et Elle s'engage à ne rien altérer à l'ordre des Juridictions, sans concert avec les Etats, et sans leur avis préalable.

Doutes
qui s'é-
leve-
raient
sur la
consti-
tution.

13) Comme il est impossible de déterminer toujours un sens tellement clair à la lecture des stipulations constitutionnelles, que, par la suite des tems et des circonstances, il ne se présente jamais des cas douteux, sujets à des interprétations difficiles, et que jusqu'ici il n'a pas été assez prévu ni réglé, quelle devrait être en pareil cas la voie décisive à l'amiable, pour prévenir toute aigreur entre le Prince et ses peuples, S. M. promet, que, dans tous les cas où il y aurait des doutes ou des difficultés sur l'esprit ou le sens de quelque Article de Constitution de l'une ou de l'autre Province, il sera nommé des Commissaires par S. M., et que les Etats de la Province, que la diffi-

difficulté concernera, en nommeront de leur côté, pour s'expliquer et s'entendre ensemble, s'il est possible; qu'il sera rendu compte à S. M. Elle même du résultat de ces Conférences; et que dans le cas où les difficultés ne pourraient pas être applanies par la vöye des Commissaires, S. M. d'un côté et les Etats de l'autre, nommeront en nombre égal quelques personnes impartiales, dispensées en forme à cet effet de tout serment obstatif, et que S. M. ainsi que les Etats s'en remettront à la décision de ces Arbitres. 1790

ART. IV.

Leurs Maj. les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et LL. HH. Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies garantiront, de la manière la plus solennelle, à S. M. Impériale et ses augustes Héritiers et Successeurs, la Souveraineté des Provinces Belghiques, maintenant réunies sous Sa domination, pour ne composer qu'un seul, indivisible, inaliénable et incommuable Domaine qui sera inséparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, et gouverné selon les Constitutions, Privilèges et Coutumes légitimes, exprimés dans les Articles I. et III. ci-dessus; comme les Puissances sus-mentionnées garantiront également la conservation et pleine jouissance des Constitutions, Privilèges et Coutumes légitimes, exprimés dans ces mêmes Articles. Garantie de la Souveraineté.

ART. V.

Les Ratifications de la présente Convention, expédiées en bonne et due forme, seront échangées entre les Hautes parties Contractantes dans l'espace de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature. Ratifications.

En foi de quoi Nous soussignés Ministres Plénipotentiaires avons signé la présente Convention, et y avons apposé les Cachets de Nos armes. Fait à la Haye le 10. Décembre 1790.

Signé:

Le Comte DE MERCY-ARGENTEAU.
(L. S.)

AUCKLAND.
(L. S.)

Sub spe rati.

Le Comte DE KELLER.

VAN DE SPIEGEL.

Les

1790 **L**es Ministres Plénipotentiaires sont convenus d'annexer au présent Acte la lettre, citée à l'Article III. et dont, pour la plus grande clarté, on n'a inséré dans ledit Article que les points de concession. Fait et signé à la Haye le 10. Décembre 1790.

Signé:

*Le Comte DE MERCY-
ARGENTEAU.*

AUCKLAND.

Le Comte DE KELLER.

VAN DE SPIEGEL.

L'empereur LEOPOLD n'ayant voulu ratifier qu'à sous certaines conditions limitatives, les trois Puissances alliées n'ont pas voulu admettre ces restrictions et ont retenu jusques la leur ratification.

TABLE CHRONOLOGIQUE

*des traités et autres actes renfermés dans les
quatre premiers volumes de la seconde édition.*

1760	28 Juil	Traité de paix et de comm. entre l'Angl. et Maroc	T. p. I. 42
1761	22 Mars	Tr. d'amitié et de comm. entre la Prusse et la Porte	I. 1
	15 Août	Pacte de famille entre les P. de la m. de Bourbon	I. 16
1762	23 Févr.	Décl. de la Russie aux alliés sur la paix et contre décl. d. l. France	I. 28
	7 Avril	Armistice à Ribnitz entre la Prusse et la Suède	I. 38 note*
	5 Mai	Tr. d. paix entre la Russie et la Prusse avec 2 art. sép.	I. 30
	14 Mai	Traité de paix et de comm. entre l'Angl. et Algèr	I. 68
	22 Mai	Tr. de paix entre la Prusse et la Suède	I. 37
	22 Juin	Tr. de paix entre l'Angl. et Tunis	I. 72
	30 Juin	Tr. d'amitié et d'emprunt entre le Dan. et Hambourg	I. 80
	22 Juil	Traité de paix et de comm. entre l'Angl. et Tripolis	I. 76
	5 Août	Décl. du D. de Courlande sur ses engagem. avec la Russie	I. 83
	13 Oct.	Traité par la Comp. Angl. entre le Nabob du Carnatic et Tanjour	I. 87
	3 Nov.	Art. prelim. de paix entre l'Angl. la Fr. et l'Esp. à Fontainebleau	I. 92 1762

T A B L E

1762	3 Nov.	Déclar. de la France au sujet du	T. p.
		13 ^e art. du Tr. de Fontainebleau	I. 103
	2 Dec.	Décl. de la Russie sur le titre Impérial	I. 132
1763	18 Jan. et	Contre déclarations de la France	
	5 Févr.	{ et de l'Espagne	I. 133
	8 Févr.	Traité entre l'Imp. R. D. de Milan et les Grisons	I. 176
	10 Févr.	Tr. définitif de paix de Paris entre l'Angl. la Fr. et l'Esp.	I. 104
	— —	Décl. des plénip. Franc. sur les dettes du Canada	I. 126
	— —	Décl. de l'Angl. par rapp. aux limites du Bengale	I. 127
	— —	Accession du Portugal au traité de Paris	I. 127
	— —	Décl. du min. de Portugal au sujet de l'alternation	I. 131
	15 —	Tr. de paix entre l'Autr. et la Prusse avec l. art. secrets	I. 136
	— —	Tr. de paix entre la Prusse et la Saxe avec l. art. sép.	I. 146
	— —	Convent. addit. entre les mêmes	I. 157
	Jan. et	Actes relatifs au retabl. de la	
	Févr.	{ paix dans l'Emp. d'All.	I. 166
	20 Mars	Acte séparé entre l'Autr. et la Prusse s. l'art. 20. de la paix	I. 144
	10 Juin	Convention entre les Rois de Fr. d'Esp. et de Sardaigne avec l. artt. sepp.	I. 197
	— —	Convent. entre la Fr. et la Sardaigne en conséquence	I. 201
	— —	Convent. entre la Fr. et l'Esp. sur le Plaissantin	I. 205
	22 Juil	Ordonnance de la Russie fixant les d. des étrangers	I. 209
			1764

CHRONOLOGIQUE.

1764	16 Jan.	Traité de paix entre la France et Algèr	T. p. I. 217
	17 Mars	Paragraphe servant d'eclaircissement entre la Fr. et Genève	I. 219
	3 Avr.	Tr. de paix prélim. entre la C. Angl. d. Indes et les 6 nations	I. 220
	11 —	Tr. d'alliance entre la Russie et la Prusse avec art. secr.	I. 224
	27 —	Traité d'accommodement entre l'Autr. et l'Elect. Palatin	I. 230
	27 Mai	Acte des constitut. Polonoises sur le t. royal de Prusse	I. 234
	25 Juin	Traité de limites entre l'Autr. et Venise	I. 240
	10 Juil	Traité entre la Comp. Angl. d. Indes et le Nabob Cawn	I. 261
	6 Août	Conv. entre la Fr. et la Rép. de Gènes	I. 265
	5 Sept.	Art. des constit. de Pologne f. le titre Imp. de Russie	I. 237
	25 Oct.	Sanction pragm. du D. de Parme f. l. biens de main morte	I. 495
	3 Nov.	Capitulation Générale pour les troupes Suisses en France	I. 270
1765	13 Janv.	Edit du D. de Parme f. l. biens ecclef.	I. 503
	21 Mai	Traité de paix entre la France et Tunis	I. 289
	19 Juin	Supplément au tr. entre l'Autriche et Venise	I. 240
	28 Sept.	Tr. de limites entre la Bourgogne et Neufchatel	I. 291
	28 Oct.	Actes de renonc. recipr. entre le R. de Pol. et l'El. de Saxe	I. 302
	2 Nov.	Règlement Suédois sur la Franchise des ministres	I. 306
Tom. IV.		Mm	1765

TABLE

1765	9 Déc.	Conv. entre la Fr. et Wirtemberg f. l. deferteurs	T. p. I. 310
1766	5 Févr.	Tr. d'alliance et de comm. entre l'Angl. et la Suède	I. 314
	14 —	Tr. de paix entre la Hollande et le R. de Candie	I. 317
	15 —	Convention entre la France et Nassau Sarbrück	I. 324
	10 Mars	Tr. entre la Sardaigne et le D. de Parme	I. 354
	29 Mars	Conv. entre la Fr. et l'Angl. f. l. papiers Canadiens	I. 372
	12 Mai	Substance de Conv. entre la Fr. et l. D. de Deuxponts	I. 380
	16 Juin.	Conv. entre la France et l'El. Pa- latin à Schwetzingen	I. 381
	18 —	Conv. de commerce entre la Prusse et la Saxe	I. 387
	20 —	Tr. de commerce entre l'Angl. et la Russie	I. 390
	24 —	Conv. entre la Fr. et l'Autr. f. l. droit d'Aubaine	I. 402
	22 Sept.	Pacte de famille entre la maison Palatine	I. 408
	26 —	Conv. de commerce entre le Dan. et le Portugal	I. 417
	26 Nov.	Lettres pat. du R. de Fr. pour Aix la Chapelle	I. 420
1767	13 Janv.	Edit du D. de Parme sur les biens eccléf.	I. 507
	2 Avr.	Convention entre le G. D. de Toscane et Modène	I. 421
	22 —	Conv. provis. d'échange entre le Dan. et la Russie	I. 426
	28 Mai	Traité de paix et de comm. entre la Fr. et Maroc	I. 449
			1767

CHRONOLOGIQUE.

1767	21 Juil	Conv. entre l'Esp. et le Dan. f. l. T. p. déferteurs	I. 457
	25 —	Tr. de paix entre le Dan. et Maroc	I. 461
	9 Oct.	Conv. prélim. entre la France et Liège	I. 468
	15 Oct.	Prononcé de Garantie sur la regle- ment de médiation p. Genève	I. 471
1768	2 Janv.	Conv. entre la Fr. et l'Esp. f. l'art. 24 du P. de famille	I. 479
	16 Janv.	Edit du D. de Parme contre l'ap- pel à Rome	I. 509
	30 —	Bref du Pape contre le Duc de Parme	I. 512
	3 Févr.	Edit du D. de Parme portant sup- pression des Jesuites	I. 515
	15 —	Actes de ratif. de l'Empire du tr. entre Fr. et Sarbruck	I. 348
	23 —	Tr. d'amitié entre la Comp. Angl. d. I. O. et le Nizzam	I. 519
	24 —	Tr. d'amitié entre la Russie et la Pologne avec les actes séparés 1 et 2	I. 535
	1 Avr.	Art. sép. d'un tr. de subside entre la Fr. et Sarbruck	I. 589
	15 Mai	Conv. entre la France et Gènes touchant la Corse	I. 591
	27 —	Traité d'accord entre la maison de Holstein et Hambourg	I. 597
	Juin	Lettres p. du R. de France pour les possessions du Wurtemberg en Alsace	I. 615
1769	Févr.	Lettres p. du R. de Fr. f. l. d. d'Aubaine pour la noblesse im- médiate	I. 614
	13 Mars	Conv. entre la Fr. et l'Esp. sur les fonctions d. consuls	I. 629
		M m 2	1769

T A B L E

1769	1 Avr.	Tr. de commerce entre la France et Hambourg	T. p. I. 634
	16 Mai	Tr. entre la Fr. et l'Autr. f. l. limites d. Pays-bas	I. 661
	26 Août	Conv. de commerce entre la Prusse et l. v. d. Brème	I. 678
1770	28 Janv. 7 Févr.	Concordat entre le Pape et la cour de Turin	I. 688
	12 Juil.	Manifeste de la Russie contre les pirates	II. 32
	8 Août	Tr. de paix entre la C. Angl. et Hyder Aly	I. 696
	25 —	Tr. prélim. de paix entre la France et Tunis	I. 700
	13 Sept.	Tr. définitif entre les mêmes	I. 702
	26 Oct.	Conv. supplém. à celle de 1766 entre la France et Nassau Saarbruck	I. 705
—	—	Article séparé d'un traité de subsi- dité entre les mêmes	I. 714
1771	13 Déc. 30 Janv.	Actes de l'Emp. germ. sur l'inve- stiture d. fiefs de Modène	I. 715
	22 Janv.	Déclaration de l'Angl. et de l'Esp. f. l. îles de Falkland	II. 1
	26 Févr.	Second pacte de famille de la m. Palatine	II. 5
	6 Juil.	Conv. non ratifiée entre l'Autr. et la Porte	II. 19
1772	—	Acte du Parlement Britannique, sur les mariages d. l. famille royale (<i>marriage bill.</i>)	II. 23
	3 Févr.	Décl. entre la Fr. et Gènes f. la contrebande	II. 26
	1 Mai	Manifeste Russe f. le commerce neutre	II. 33
			1772

CHRONOLOGIQUE.

1772	6 Mai	Décl. entre la Fr. et le Dan. sur l. arriérés de subside	T. p. II. 37
	16 —	Traité de paix entre le Dan. et Alger	II. 38
	24 —	Traité de limites entre la Fr. et Liège avec les art. sép. sur Bouillon	II. 44
	30 —	Conv. d'armistice entre la Russie et la Porte	II. 84
	25 Juil	Traité entre la Russie et l'Autr. f. le démemb. d. l. Pologne	II. 89
	— —	Traité entre la Russie et la Prusse sur le même objet	II. 93
	7 Août	Conv. entre le Dan. et la Saxe f. l. d. de détraction	II. 228
	11 Sept.	Déclaration de l'Autr. à la Pologne f. ses prétensions	II. 97
	13 —	Lettres patentes du R. de Prusse f. l. même objet	II. 98
	18 —	Déclar. de la Russie f. le même objet	II. 102
	17 —	Reponse du R. de Pol. aux 3 cours	II. 106
	22 —	Note du min. Polonais aux min. étrangers	II. 105
	30 Oct.	Conv. entre le Dan. et Mecklenb. f. l. d. d. détraction	II. 217
	7 Nov.	Déclaration recipr. entre le Dan. et la Suède	II. 170
1773	8 Mai	Conv. entre le Dan. et Mecklen- bourg Str. f. l. d. d. détract.	II. 221
	31 Mai	Lettres patentes du G. Duc de Russie sur le tr. d'échange	II. 187
	1 Juin	Traité définitif d'échange entre la Russ. et le Dan.	II. 173
	21 —	Bulle du Pape sur la suppression des Jésuites	II. 211
		Mm 3	1773

T A B L E

1773	14 Juil.	Acte de cession de Oldenbourg au Pr. de Lubec	T. p. II. 189
	23 Juil.	Conv. entre la Fr. et les P. bas f. l. d. d'Aubaine	II. 258
	30 —	Lettres patentes du G. Duc sur la cession d'Oldenbourg	II. 194
	18 Sept.	Traité de cession entre l'Autr. et la Pologne	II. 109
	— —	Traité de cession entre la Russie et la Pologne	II. 129
	— —	Traité de cession entre la Prusse et la Pologne	II. 149
	29 Oct.	Conv. prélim. entre la France et Trèves	II. 260
	16 Nov.	Lettres patentes du R. de Dan. sur l'échange d'Oldenb.	II. 195
	9 Déc.	Art. ultérieurs entre la France et Liège	II. 65
	10 —	Lettres p. du Dan. sur la cession d'Oldenb. et Delm.	II. 198
1774	10 Avr.	Lettres p. du R. de Fr. levant le sequestre d'Avignon	II. 256
	Avr. et } Mai }	Ratific. de l'Empire du tr. entre la Fr. et Liège	II. 73
	22 Mai	Décl. de l'Angl. pour conserver f. d. f. les Iles de Falkland	II. 4
	3 Juin	Renouv. d. traités entre la France et Tunis	II. 283
	19 —	Pacte de famille entre la maison Pal. et de Bav.	II. 284
	21 Juil.	Tr. de paix entre la Russie et la Porte à Cainardgi	II. 286
	29 Août	Conv. entre la Fr. et l'Autr. f. l. prieurés en Alsace	II. 323
	Oct.	Lettres p. du R. de Fr. p. abolir l. d. d'Aub. avec les villes Imp.	II. 326
			1774

CHRONOLOGIQUE.

1774 15 Nov.	Procès verbal de limites entre la T. p. Fr. et Bern	II. 331
25 —	Acte d'agnition de l'evêque de Lu- bec de la cession	II. 200
27 Déc.	Conv. entre la Fr. et l'Esp. sur la contrebande	II. 364
— —	Firman de la Porte contre le commerce Anglais	II. 372
1775 1 Févr.	Transaction entre la Pologne et l'ordre de Malte	II. 373
15 Mars	Acte séparé entre la Russie et la Pologne	II. 137
— —	Acte séparé entre les mêmes sur div. stip.	II. 141
— —	Acte séparé entre les mêmes f. l. commerce	II. 145
16 Mars	Acte séparé entre l'autr. et la Pologne	II. 116
— —	Acte séparé entre les mêmes f. l. commerce	II. 120
18 Mars	Acte séparé entre la Prusse et la Pol.	II. 160
— —	Acte séparé entre les mêmes f. l. commerce	II. 164
16 Mars	Traité entre la Comp. Angl. et les Marattes	II. 389
17 Mars	Conv. explicatoire entre le Dan. et Meklenb. S.	II. 223
4 Avr.	Conv. de limites entre la Russie et la Porte	II. 396
7 Avr.	Conv. déclar. entre le Dan. et Meklenb.	II. 219
30 Juin	Conv. entre le Dan. et Osnabruck f. l. d. de détraction	II. 225
15 Août	Edit de S. M. Suédoise f. le port de Marstrand	II. 401
	M m 4	1775

T A B L E

1775	5 Oct.	Brevet d'accommod entre le S. T. p. Siège et Toscane	II. 410
14	—	Conv. entre la Fr. et l'Autr. f. l. bénéfices d. les Pays-Bas	II. 412
1776	9 Janv.	Tr. de subside entre l'Angl. et Brunswic	II. 417
15	—	Tr. de subside entre l'Angl. et Hesse-Cassel	II. 422
24	—	Tr. de limites entre la Fr. et Nassau-Weilbourg	II. 429
5	Févr.	Tr. de subside entre l'Angl. et Hesse-Hanau	II. 454
9	—	Acte de convention entre l'Autr. et la Pologne	II. 424
1	Mars	Tr. de paix entre la C. Angl. des I. O. et les Marattes	II. 458
16	—	Ordonnance du Dan. sur la Grön- lande et l'Islande.	II. 464
2	Avr.	Tr. de paix entre la Fr. et Raguse	II. 474
10	—	Instruction du Congrès Américain à ses armateurs	III. 100
4	Juil	Déclaration d'indépendance des E. d'Amérique	II. 481
4	Oct.	Art. de confédération entre les 13 Etats d'Amérique	II. 486
—	—	Acte du P. Britann. defendant tout commerce avec eux	III. 105
—	—	Substance d'une convent. entre l'Autr. et Venise	II. 504
1777	28 Mai	Alliance générale entre la France et la Suisse	II. 507
3	Juin	Traité définitif de Police entre la Fr. et l'Esp.	II. 536
23	—	Traité de limites de St. Domingue entre la Fr. et l'Esp.	II. 519
			1777

CHRONOLOGIQUE.

1777	29 Juin	Renouvellement de paix entre la Holl. et Maroc	T. p. II. 543
	27 Août	Capitulation entre la Hollande et Waldeck	II. 505
	1 Oct.	Art. prélim. de paix entre la Fr. et l'Espagne	II. 545
	16 Oct.	Capitulation de Saratoga entre les G. G. Bourgoyne et Gales	II. 559
	21 Nov.	Lettre du Congrès américain aux Cap. de vaisseaux	III. 16
	26 Déc.	Tr. de commerce entre l'Autr. la Toscane et Modène	II. 562
	— —	Acte du parlement Brit. sur les armemens en course	III. 110
1778	3 Jan.	Accord entre l'Imp. R. d'Autr. et l'Elect. Palatin	II. 582
	6 Févr.	Traité d'amitié entre la Fr. et l. E. Unis d'Amérique	II. 587
	— —	Traité d'alliance entre les mêmes	II. 605
	— —	Traité de paix entre la Toscane et Maroc	II. 609
	Févr. }	Actes de la diète d'Emp. sur le	
	Juin }	suffrage de Oldenbourg	II. 202
	1 Mars	Traité d'amitié entre l'Esp. et le Portugal au Pardo avec access. de la France	II. 612
	8 —	Accession du D. de Deux ponts aux pactes de famille de la maison Palatine	II. 585
	24 Avr.	Conv. entre la Fr. et Wirtemberg s. l. d. d'Aubaine	II. 628
	9 Mai	Proclamation de l'Amérique sur la nav. neutre	III. 17
	20 Juin	Déclaration du R. de Suède sur le traité d'échange entre la maison de Holstein	II. 208
		M m 5	1778

T A B L E

1778	Juin	Edit du R. de Fr. f. les fonctions des Consuls	T. p. II. 632
11	Juin	Conv. entre la France et Liège f. le terrain entre deux eaux	II. 81
28	—	Edit du R. de Fr. sur les prises	III. 117
1	Juil	Conv. d'échange entre la France et Trèves	II. 268
26	—	Règlement du R. de Fr. sur la nav. neutre	III. 18
1	Août	Règlement du G. D. de Toscane f. la nav. neutre	III. 24
18	Sept.	Règlement de la ville de Ham- bourg f. la nav. neutre	III. 36
27	—	Règlement de la Franc. sur les prises avec l'Amér.	III. 123
29	—	Edit du R. des deux Siciles f. la nav. neutre	III. 46
1779	9 Mars	Edit du Pape sur la nav. neutre	III. 52
	Mars	Ord. du R. de Suède f. la nav. neutre	III. 60
10	—	Conv. explicat. entre la Russie et la Porte	II. 653
3	Mai	Placard des E. G. d. P. Bas f. les arm. en course	III. 62
13	—	Traité de paix de Teschen entre l'Autr. et la Prusse	II. 661
—	—	Convention entre l'Autriche et l'El. Pal.	II. 669
—	—	Accession du D. de Deux-ponts à la précéd. Conv.	II. 673
—	—	Conv. entre l'Electeur Palatin et celui de Saxe	II. 674
—	—	Accession du D. de Deux-ponts à cette convent.	II. 678
—	—	Acte séparé entre l'Elect. Palat. et le D. de Deux-ponts	II. 679
			1779

CHRONOLOGIQUE.

- 1779 13 Mai Acte de garantie des Puissances T. p.
médiatrices II. 682
- $\frac{1}{20}$ — Accession de l'Empereur et ac-
cept. d. l. Prusse II. 680
- Mai Lettres P. du R. de Fr. pour la
noblesse en Basse-Alsace II. 690
- 15 Juin Ordonn. du R. de Fr. f. les reprises III. 128
- 1 Juil Edit de la rép. de Gènes f. l. com-
merce neutre III. 64
- — Règlement du R. d'Esp. f. les
armateurs III. 139
- 27 — Conv. entre la Fr. et Hesse D. f.
l. d. d'Aubaine II. 705
- 9 Sept. Edit de la rép. de Venise f. la
nav. neutre III. 74
- 18 — Traité de commerce entre la Fr.
et Meklenbourg II. 709
- 8 Nov. Règlement du R. de Fr. sur les
prises III. 129
- 18 — Traité de limites entre la Fr. et
l'Autr. aux Pays-Bas II. 730
- 1780 11 Févr. Pacte de famille entre les P.
de Wirtemberg III. 1
- 12 — Déclar. de la Porte conc. la
neutralité III. 83
- 28 — Déclar. de la Russie sur le com-
merce neutre et une neutralité
armée III. 158
- 8 Mars Acte de ratif. de l'Emp. de la
p. de Teschen II. 685
- 12 — Cartel pour l'échange de prison-
niers entre la Fr. et l'Angl.
avec art. sép. du 22. Juin III. 300
- 13 — Lettre du C. de Florida Blanca
pour servir de règlement sur
la navig. neutre III. 92
- 1780

TABLE

1780	1 Avr.	Reponse de la C. de Londres à T. P. la déclar. Russie	III. 160
13	—	Extr. de resol. d. E. gen. d. P. Bas f. la neutralité	III. 166
15	—	Reponse de la C. d'Esp. à la dé- clar. Russie	III. 164
17	—	Déclar. de la C. de Londres aux E. Gén. d. P. B.	III. 173
24	—	Extr. d. resol. des E. Gén. en re- ponse à la Russie	III. 168
—	—	Explications demandées par la Suède à la Russie	III. 170
—	—	Eclaircissemens de la Russie	III. 171
25	—	Reponse de la Fr. à la déclar. Russie	III. 162
	Mai	Déclarat. du Danemarc sur la Baltique	III. 174
19	Mai	Ordonnance de la Russie f. l. comm. neutre	III. 271
25	—	Reponse de la Fr. au Danem. sur la Baltique	III. 176
20	Juin	Convention entre la Fr. et l'évê- que de Bale	III. 319
—	—	Alliance entre la France et l'évê- que de Bale	III. 327
4	Juil	Convent. entre le Dan. et l'Angl. pour expliquer le traité de 1670	III. 177
8	—	Déclar. de la C. de Dan. aux P. bellig.	III. 178
—	—	Reponse de la France à la décl. du 8.	III. 180
9	Juil	Conv. maritime entre le Dan. et la Russie avec les articles séparés	III. 189

CHRONOLOGIQUE.

- 1780 1 Août Conv. maritime entre la Suède T. p.
et la Russie avec les art. sé-
parés III. 198
- 11 Juil Décl. de la Suède aux P. Belli-
gerantes III. 185
- 4 Août Réponse de la France à cette
décl. Suéd. III. 186
- — Réponse de la Cour de Londres
à la même III. 188
- 7 Août Réponse de la C. de Londres
à la déclar. Dan. du 2. Juil III. 182
- — Réponse de la C. d'Espagne à
la même III. 183
- 30 Août Ordonne du Portugal sur les
armateurs III. 157
- 7 Sept. Décl. du Dan. portant occasion
au traité entre la Russie et
la Suède III. 107
- 9 Sept. Décl. de la Suède portant access.
au tr. entre la Russ. et le Dan. III. 205
- — Mémoire de la Russie aux P.
Belligérantes III. 208
- 17 Nov. Lettres patentes du R. d. Fr.
sur les droits de l'Electeur
de Trèves II. 278
- 20 — Résolut. des E. Gén. d. P. Unies
sur leur accession au système
de la neutr. armée III. 211
- 12 Déc. Réponse de la Fr. au mémoire
de la Russie III. 209
- 1781 3 Jan. Acte d'access. des Prov. U. d. P.
Bas aux traités entre la Russie
le Dan. et la Suède III. 215
- — Acte séparé point à cet acte III. 219
- — Déclarations des Puissances sur
cette accession III. 220. 221
- 1781

TABLE

1781	12 Jan.	Extr. d. resol. d. E. Gén. sur les T. p. secours à réquerir	III. 223
	12 et	Placard des E. Gén. sur les armateurs et Instruction pour ceux-ci	III. 145. 155
	16 Jan.	Traité de limites entre la Russie et la Pologne	III. 336
	26 —	Ordonn. d. P. U. d. Pays-Bas relat. à la guerre	III. 276
	22 Fevr.	Mem. présenté à Stockholm par le min. Holl.	III. 230
	28 —	Mem. de la Cour de Suède à celle de Russie	III. 235
	— —	Rescript de l'Imp. de Russie à son min. en Suède	III. 240
	30 Avr.	Ordonnance du R. de Prusse sur le commerce marit.	III. 284
	1 Mai	Conv. entre la Fr. et la Holl. f. les reprises	III. 340
	8 —	Convent. sur le comm. neutre entre la Russie et la Prusse avec les art. sép.	III. 245
	1 Jun.	Convention entre le Dan. et Brunswic f. le d. de detraction	III. 342
	10 Juil	Traité entre l'Autr. et la Russie f. l. comm. neutre	III. 252
	22 Sept.	Tr. de limites entre la Fr. et l. C. de Leyen	III. 344
	9 Oct.	Accession de l'Autriche à la Conv. maritime	III. 257
	19 —	Acte d'acceptation de la Russie de cette accession	III. 260
	— —	Capitulation de Lord Cornwallis en Amérique	III. 359
	3 Nov.	Déclaration et ord. Pruss. f. le commerce marit.	III. 290

CHRONOLOGIQUE.

- 1781 Nov. Actes entre l'Autr. et la Holl. T. p.
sur l'évacuation des places ser-
vant de barrière III. 364
- — Garantie des Etats gén. de l'Em-
prunt français de 5 millions III. 367
- 8 Déc. Déclaration Prussienne ultérieure
s. le commerce III. 293
- Déc. Edit du R. de Fr. fixant les priv.
d. Suisses III. 370
- Conv. entre la Fr. et l'évêque de
Bâle concernant les délits sur
les frontières III. 376
- 1782 Acte du Parlement Brit. contre la
rançon des vaisseaux III. 113
- Mai Extr. du Concordat entre le S.
Siège et la Lombardie III. 388
- 7 — Traité entre la Comp. Angl. d.
I. Or. et les Marattes III. 390
- 13 Juil Conv. maritime entre la Russie
et la Porte sur le commerce
neutre III. 263
- 26 — Contrat entre le R. de Fr. et les
E. U. d'Amér. III. 396
- 24 Sept. Traité de paix et de com. entre
l'Esp. et la Porte III. 402
- 8 Oct. Tr. d'amitié et de com. entre la
Holl. et l'Am. III. 427
- — Convention entre les mêmes sur
les reprises III. 463
- 19 — Tr. d'amitié et de com. entre la
Russie et Dan. III. 468
- 12 Nov. Actes relatifs à la pacification de
Genève III. 486
- — Acte du Parl. Brit. sur la paix
avec l'Amérique III. 495

T A B L E.

1782	27 Nov.	Conv. entre l'Esp. et la Sardaigne T. p. sur les successions.	III. 491
30 —		Articles arrêtés entre les commis- saires Britanniques et ceux des E. U. d'Amérique	III. 497
6 Déc.		Déclaration du traité d'échange de 1781 entre la Fr. et l. C. de Leyen	III. 307
12 —		Ord. de l'Empereur d'Autriche sur la police de mer dans les Pays- Bas	III. 297
1783	10 Janv.	Art. prélim. de paix entre l'Angl. et la France	III. 503
— —		Art. prélim. de paix entre l'Angl. et l'Espagne	III. 510
10 Févr.		Acte d'accession du R. des deux Sicules au système de la neutr. armée	III. 267
8 Avr.		Manifeste Russe sur l'occupat. de la Crimée	III. 581
23 —		Traité d'amitié et de com. entre la Suède et les E. U. d'Amérique	III. 565
Mai		Lettres p. du R. de Fr. f. les droits de Wirtemberg d. la seigneurie de Franquemont	III. 585
21 —		Convent. de limites et de c. entre la Russie et la Courlande	III. 596
24 —		Art. addit. de commerce entre l'Angl. et Maroc	III. 611
28 —		Déclar. du Duc et des Etats de Courlande sur la conv. du 21 Mai	III. 606. 609
Juin		Pacte d'union héréditaire entre la M. de Nassau	III. 645
21 Juin		Tr. de commerce entre la Russie et la Porte	III. 615
			1783

CHRONOLOGIQUE.

1783	15 Juil.	Acte d'acception de la Fr. au tr. de T. p. 1778 entre l'Esp. et le Portug. (II. 625	
24	—	Tr. entre la Russie et la Georgie (II. 686	
	2 Sept.	Art. prélim. de paix entre l'Angl. et la Hollande	III. 514
	3 Sept.	Traité définitif de paix entre l'Angl. et la Fr.	III. 519
—	—	Traité définitif de paix entre l'Angl. et l'Esp.	III. 541
—	—	Traité définitif de paix entre l'Angl. et l'Amérique.	III. 553
18	—	Déclar. entre la Suède et le Dan. f. le d. de detraction	III. 700
16 Oct.		Ordre turque aux P. de Walla- chie sur la reception du chargé d'affaires Autr.	III. 702
—	—	Substance d'un traité entre l'Autr. et Maroc	III. 705
—	—	Resolution des E. Unis d'Amér. sur la reception de ministres étrangers	III. 706
1784	8 Jan.	Traité de paix entre la Russie et la Porte	III. 707
—	—	Hatticherif Turc aux Princes de Wallachie etc.	III. 710
20	—	Convention entre l'Empereur Jo- seph II. et le Pape	III. 732
22 Fevr.		Ukase Russe p. le commerce de la mer navire	III. 734
24	—	Sened de la Porte sur le com- merce Autr.	III. 720
9 Mars		Chrisovol du P. de Moldavie p. les Autrichiens	III. 728
11	—	Traité de p. entre la Comp. Angl. et le Nabob Tippoo	III. 737
Tom. IV.		N n	1784

T A B L E.

1784	14 Mai	Arrêt du C. de France sur l. ports francs du Roy.	T. 7. III. 742
20	—	Tr. définitif de paix entre la Gr. Brétagne et les Prov. Unies des Pays-Bas	III. 560
1 Juil.		Convention explicatoire entre la Fr. et la Suède	III. 743
21	—	Capitulation du fort de Cabinde	IV. 97
20 Août		Décl. du R. de Fr. sur les créan- ces des Suisses	III. 748
27	—	Ord. Autrich. sur l'import. d. marchand. étrang.	III. 751
31	—	Traité de limites entre l'Autr. et la Bavière	III. 754
10 Sept.		Traité de paix entre l'Esp. et Tripoli.	III. 760
30 Oct.		Renouv. du tr. de subside entre l. Pays-Bas et Cologne	III. 580
4 Déc.		Conv. entre le Milanès et Toscane	III. 781
1785	4 Févr.	Extr. de Conv. entre le Dan. et la Sardaigne	IV. 1
22	—	Conv. entre la Prusse et la v. de Dantzic	IV. 3
1 Avr.		Conv. entre les Comm. Autr. et Holl. s. l. inondations	IV. 9
27	—	Ord. d. R. de France s. le com- merce du Levant	IV. 12
14 Mai		Ord. de l'Autr. sur le d. de de- traction	IV. 13
Juin		Ratificat. de l'Empire du tr. entre la Fr. et Nassau	II. 448
Juil.		la Fr. et Bâle	III. 326
—	—	Ratificat. de l'Empire du tr. entre la Fr. et Bâle	note 1785

CHRONOLOGIQUE.

1785	Juin	Ratificat. de l'Emp. du tr. entre T. p.	
	Juil.	la Fr. et l. c. de Leyen	III. 358 note
33	Juil.	Tr. d'association entre l. Pr. d'all. (Fürstenbund) avec un art. secrét	IV. 18
27	Août	Tr. définitif de limites entre la Fr. et l'Esp.	IV. 26
10	Sept.	Tr. de commerce entre la Prusse et l. E. U. d'Amérique	IV. 37
20	—	Art. prélim. entre l'Autriche et les Pays-Bas	IV. 50
1	Nov.	Edit de la Russie f. l. commerce avec l'Autriche	IV. 72
8	—	Tr. définitif entre l'Autr. et les Pays-Bas avec une conv. séparée	IV. 55
10	—	Tr. d'alliance entre la Fr. et l. Pays-Bas avec les art. lépp.	IV. 65
12	—	Edit de l'Autr. sur le commerce avec la Russie	IV. 84
1786	30 Janv.	Conv. entre la Fr. et le Portu- gal f. l. fort de Cabinde	IV. 101
	Mars	Reserv. d. d. du Roi de Suède au sujet d'Oldenbourg	II. 211
19	Avr.	Extr. du traité entre l'Autr. et Salzbourg	IV. 106
	Mai	Privilèges que l'Emp. de Maroc accorde aux Hollandais	IV. 111
21	Mai	Conv. entre la Fr. et le D. de Wirtemberg	IV. 113
14	Juin	Tr. de Paix entre l'Espagne et Algèr	IV. 126
14	Juil.	Conv. entre la Gr. Brét. et l'Esp. sur l'Amérique	IV. 133
		N n 2	1787

TABLE

1786 25 Août	Conv. d. Embs entre les archiv. T. p. et Pr. d'Allem.	IV. 140
16 Sept.	Traité de commerce entre la Fr. et la Gr. Brét.	IV. 155
29 Nov.	Instruction des Prov. U. d. Pays- Bas p. leurs Consuls	IV. 182
27 Déc.	Conv. entre la Fr. et l'Esp. f. la contrebande	IV. 187
1787 11 Jan.	Tr. de commerce entre la Fr. et la Russie	IV. 196
15 —	Conv. explic. entre la Fr. et la Gr. Bretagne	IV. 223
17 —	Tr. de commerce entre la Russie et les Siciles	IV. 229
25 —	Tr. de commerce entre les E. U. d'Amérique et Maroc	IV. 247
Fevr.	Tr. entre la C. Angl. d. Indes et le Carnatic	IV. 256
13 Mars	Convent. entre la Prusse et le D. de Mecklenbourg	IV. 263
10 Avr.	Tr. entre la C. Angl. d. I. Or. et Tanjore	IV. 268
13 Juil.	Articles pour la nouv. colonie au N. O. de l'Ohio	IV. 276
30 Août	Décl. récipr. entre les C. de Londres et de Versailles	IV. 279
31 —	Conv. entre la Fr. et l'Angl. f. le Bengale	IV. 280
17 Sept.	Nouvelle constitut. des E. U. d'Amérique	IV. 288
28 —	Tr. d'all. entre l'Angl. et Hesse- Cassel	IV. 306
27 Oct.	Décl. récip. entre l'Angl. et la F. f. l. cessat. d'armemens	IV. 313
20 Déc.	Tr. de commerce entre la Russie et le Portugal	IV. 315
		1787

CHRONOLOGIQUE.

- 1787 31 — Règlem. de la Russie sur les ar- T. p.
mateurs IV. 336
- — Règl. du R. de Prusse s. la fran-
chise des Min. étrangers IV. 345
- 1788 22 Fevr. Tr. de Subside entre la Holl. et
Bronswic IV. 349
- 15 Avr. Tr. d'all. entre l'Angl. et la
Hollande IV. 372
- — Tr. d'all. entre la Prusse et la
Hollande IV. 377
- 5 Mai Tr. de subside entre la Holl. et
Mecklenbourg IV. 362
- 13 Juin Tr. prov. d'all. entre la Gr.
Brét. et la Prusse IV. 382
- 3 Juil. Acte de garantie mutuelle des
Prov. d. Pays-Bas IV. 386
- 7 — Règl. de la Suède sur les prises IV. 394
- 25 — Traité de C. entre la C. Angl.
d. l. O. et le Vezier Ouda IV. 410
- 13 Août Tr. d'all. défensive entre la Prusse
et la Gr. Brét. IV. 390
- Oct. Conventions d'armistice entre la
Nov. Suède et le Danemarck du 9
et 16 Oct. et 5 Nov. IV. 429
- 14 Nov. Conv. entre la Fr. et l. E. U.
d'Amér. s. l. consuls IV. 417
- 1789 17 Mars Conv. entre la Fr. et Hambourg
s. l. commerce IV. 425
- 6 Mai Déclar. de la Russie s. l. com-
merce de la baltique IV. 428
- 6 et Actes entre les cours de Londres,
9 Juil. de Berlin et de la Haye et le
Danemarck sur la neutralité du
Dan. IV. 435
- 30 — Tr. de commerce entre le Dan.
et Gènes. IV. 438
- 1790

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1790 31 Jan.	Tr. d'all. entre la Prusse et la T. p. Porte	IV. 466
29 Mars	Tr. d'all. entre la Prusse et la Pologne	IV. 472
21 Juil.	Acte de cession de la Toscane à la branche puisnée d'Autr.	IV. 476
24 —	Décl. entre la Gr. B. et l'Esp. f. l. différends en Amér.	IV. 488
27 —	Déclarations de Reichenbach entre l'Autr., la Prusse et la Holl. avec les ratif. du 2 et 5 Août	IV. 500
— —	Acte de garantie de la G. Br. et de la Holl. des déclar. pré- cédentes	IV. 504
7 Août	Traité de paix entre l. E. U. d'Amér. et la nation Cruck	IV. 510
14 Août	Tr. de paix entre la Suède et Russie	IV. 517
17 Sept.	Conv. entre le Dan. et Mun- ster f. l. d. de détraction	IV. 525
19 —	Armistice entre l'Autr. et la Porte à Giurgewo	IV. 531
28 Oct.	Conv. entre la Gr. Br. et l'Esp. sur l'Amérique	IV. 492
10 Déc.	Conv. sur les affaires de la Bel- gique entre les Min. d'Autr., de Prusse, de Russie et d. Holl.	IV. 535
16 Déc.	Conv. entre le Dan. et la Prusse f. l. d. d. détraction	IV. 527





